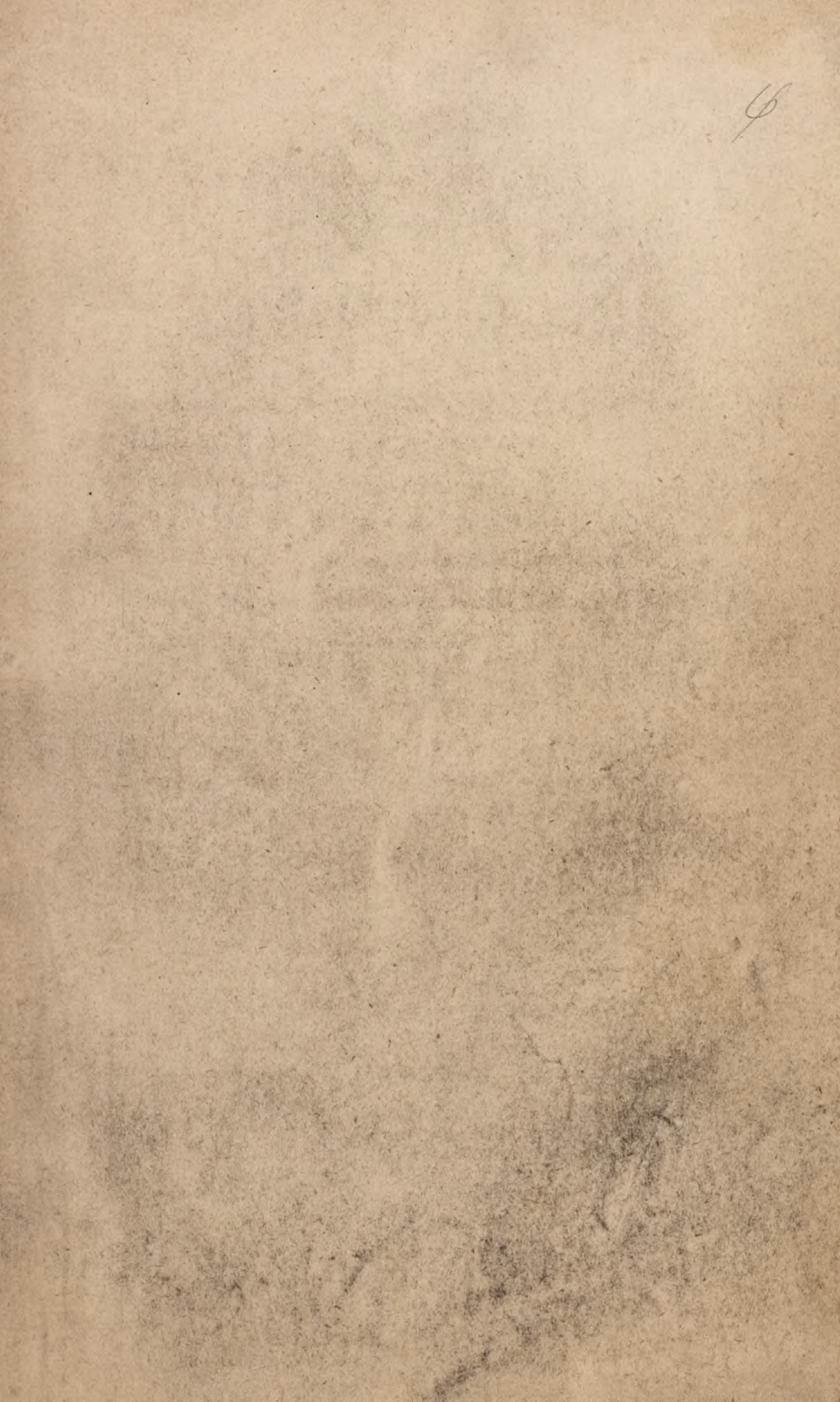


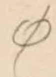
L'ÉDUCATION MILITAIRE

DE

NAPOLÉON

PARIS. — IMPRIMERIE R. CHAPELOT ET C°, 2, RUE CHRISTINE

1993564



L'ÉDUCATION MILITAIRE

DE

NAPOLÉON

PAR

J. COLIN

Capitaine d'artillerie breveté

à la Section historique de l'État-Major de l'armée.



PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Ce

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

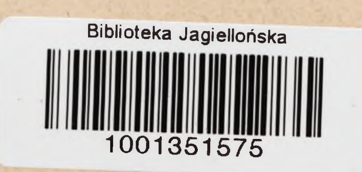
SUCCESSEURS DE L. BAUDOIN

30, Rue et Passage Dauphine, 30

—

1900

Tous droits réservés.



BIBLIOTHECA
UNIV. JAGIELL.
CRACOVIENSIS

B 522018

17

Bibl. Jagiell.
2010 D 216/231

AVANT-PROPOS

Parmi les généraux des temps modernes, nul ne fait preuve d'une méthode aussi arrêtée, aussi complète que Napoléon, et surtout nul n'atteint un pareil degré de science et de perfection dès sa prise de commandement. Or, le genre de guerre qu'il fait, aucun des grands capitaines d'autrefois n'a pu lui en donner l'exemple ; ce n'est, certes, ni la guerre de Condé ni celle de Frédéric, bien que ces deux grands hommes soient, par leur tempérament propre, ceux qui semblent se rapprocher le plus de Napoléon.

Comment s'est formée cette méthode de guerre ? C'est un des problèmes les plus passionnants et les plus obscurs de l'histoire militaire. Il n'existait pas jadis, quand, par culte pour l'Empereur, on se croyait obligé d'admettre sans discussion que son génie avait surgi complet dès sa première campagne, au siège de

Toulon. Est-il besoin de dire qu'une pareille opinion n'est même plus à discuter? On a dit aussi (et ce n'était qu'une façon détournée de dissimuler cette première idolâtrie) que l'esprit de Napoléon était assez puissant, assez rapide pour aborder directement tout problème qui s'offrait à lui, sans avoir besoin d'aucune théorie qui préparât la solution. On n'a pas manqué d'ajouter qu'il n'y avait jamais à la guerre que des cas particuliers, échappant à toute règle et à toute méthode, et aussi que l'esprit de Napoléon, essentiellement pratique et « objectif », était porté à ne traiter que des questions concrètes. C'était donc en vain qu'il avait multiplié dans ses lettres et dans ses mémoires les principes généraux et les théories abstraites, montré toujours la règle derrière l'exemple; proclamé que « toute opération doit être faite par un système, parce que le hasard ne fait rien réussir »; on s'obstinait à ne voir en lui que le sens pratique et l'inspiration journalière.

Il serait difficile de réfuter cette opinion, s'il ne s'agissait que de l'idée générale qui a présidé à chaque opération de guerre. Il peut suffire d'une inspiration heureuse pour apercevoir le point d'attaque d'une position, pour choisir la

voie d'invasion la plus favorable à l'offensive; mais il y a autre chose dans le génie de Napoléon : il y a tout un élément technique, une science de combinaisons trop systématique et trop complexe pour être embrassée d'un seul coup par une inspiration subite : la direction générale de l'armée étant choisie, il reste à déterminer la position, la marche exacte des divers éléments, leurs mouvements relatifs, leur emploi dans la bataille, dans ses préliminaires et dans ses suites. Rien de tout cela ne peut être conçu d'emblée par le génie même le plus vaste. Et si l'on réfléchit que le mode de combat des troupes, conséquence naturelle de l'armement, détermine à son tour la manière de se déployer et de s'engager dans la bataille : que la forme de celle-ci dicte le choix des dispositions de marche qui précèdent, c'est-à-dire la division de l'armée, la situation respective et les mouvements relatifs des diverses colonnes ; si l'on constate, enfin, que le choix d'un point d'attaque dépend de l'armement et de la conduite des troupes ; le choix d'une ligne d'invasion, des dispositifs de marche et de combat de l'armée, on finira par comprendre que les idées les plus spontanées en apparence, dans les plans de campagne, sont le résultat d'une étude

approfondie et probablement assez longue des instruments et procédés tactiques.

Chose singulière, lorsqu'on eut pour la première fois l'idée que ce prodigieux génie de Napoléon n'avait pas surgi tout d'un coup au siège de Toulon, et qu'on voulut rechercher le secret de sa formation, on s'en prit d'abord à cette partie des plans de campagne qui peut être attribuée à l'inspiration : on chercha qui avait pu lui enseigner le passage de Cadibone pour entrer en Italie, la ligne de l'Adige pour s'y maintenir. Il était aisé de trouver des précédents en pareille matière ; mais où l'on n'en trouvait point, c'était dans la question tactique. Beaucoup d'autres, avant lui, avaient envahi l'Italie ; nul n'avait pris les mêmes dispositions, réparti l'armée, préparé la bataille comme lui. C'est là pourtant, semble-t-il, qu'est le véritable problème à résoudre. Qu'importe où Bonaparte a pu rencontrer l'idée de pénétrer en Italie par Cadibone, si l'on ne montre pas ensuite comment cette idée a fait naître la conception de toutes les campagnes suivantes, ou si l'on ne trouve pour chacune d'elles un modèle nouveau? On peut imaginer que Maillebois a indiqué la route de Montenotte ; ce sera peut-être Soubise qui aura montré celle d'Iéna ; mais qui

avait jamais pensé à Austerlitz ou à Friedland? Ce qui importe, c'est de découvrir comment s'est formée la doctrine de guerre de Napoléon; d'où sont venues, non pas telle ou telle de ses inspirations, mais sa science et son habileté tactiques.

Peut-être la question ne vaudrait-elle plus la peine d'être posée si l'on connaissait plus exactement l'état de la science militaire en France à la fin du XVIII[e] siècle : on verrait alors la tactique révolutionnaire et napoléonienne succéder par une transition insensible à celle de Guibert et de Gribeauval; on saisirait tout d'un coup comment de cette tactique est née la stratégie même de Napoléon, dont les traits de génie en apparence les plus spontanés sont le produit d'une doctrine immuable, synthèse de quelques conceptions vagues ébauchées par ses maîtres.

Malheureusement, le peu qu'on a écrit sur la tactique du XVIII[e] siècle est un composé d'erreurs contradictoires. Il est donc indispensable de commencer par un aperçu sommaire, mais précis, des méthodes de guerre de cette époque ; nous saurons ainsi ce que Bonaparte a pu voir et entendre pendant ses années de régiment, le courant d'idées qui l'a entraîné, l'instrument tactique qu'il a connu et manié

pendant huit années avant sa première campagne. Cette notion de l'armée, de la bataille et de la guerre, qu'il a pu se former avant 1793, lui inspirera la doctrine dont nous tâcherons d'apercevoir l'éclosion.

INTRODUCTION

I

L'ESPRIT DE LA GUERRE

1° Rapidité des opérations dans la guerre moderne.

Ce qui frappe surtout les premiers témoins des victoires du général Bonaparte, c'est qu'elles sont foudroyantes. Son offensive a une vivacité inouïe, et, après un siècle, c'est encore cette qualité maîtresse qui, aux yeux de l'historien, distingue profondément la guerre napoléonienne de tout ce qui l'a précédée[1]. Elle y prend une telle importance qu'on doit la considérer comme un élément essentiel, le plus essentiel peut-être, du système de guerre de Napoléon. Il y a donc là plus qu'une qualité personnelle ; il y a la caractéristique d'une stratégie nouvelle, et qui a survécu à son créateur.

Cette rapidité, cette vigueur dans les opérations

[1] Voir surtout Duhesme, *Essai sur l'infanterie légère*, p. 116, 136 et suivantes (édition de 1814).

offensives ne résultent pas seulement des dons naturels de Napoléon; Condé, Frédéric, moins grands que lui évidemment, mais enfin doués d'une énergie et d'une ardeur extrêmes, ont fait un genre de guerre très lent en comparaison du sien; et au contraire, les généraux les plus ordinaires du XIX[e] siècle ont pu donner à l'offensive cette même rapidité, toutes les fois que leurs fautes ou leurs incertitudes ne les ont pas retardés.

Aussi, tout en affirmant qu'un homme de génie pouvait seul donner le premier exemple d'un changement si radical, sommes-nous conduits à penser que cette révolution a été permise, préparée même, par quelque modification profonde dans les éléments et les conditions de la guerre, et il importe de préciser en quoi cette modification a consisté et quelle en a été la cause.

L'idée qui s'est présentée le plus naturellement a été d'attribuer d'abord cette transformation de la guerre aux grands événements qui ont bouleversé le monde au moment où Bonaparte entrait en scène. Certains historiens déclarent donc que la Révolution française a régénéré l'esprit de la guerre ; ils voient un abîme entre les guerres royales, entreprises pour conquérir quelque place ou quelque province, et la guerre nationale, où l'on ne vise qu'à triompher de l'ennemi. De cette différence profonde dans l'objet des opérations résulterait, d'après eux, une différence non moins grande dans la manière de les conduire, et ils concluent que si les guerres du XVIII[e] siècle ont été lentes, et celles de Napoléon d'une rapidité fou-

droyante, c'est que là on avait des préoccupations mesquines, des « objectifs géographiques », et ici des passions ardentes, nées de l'enthousiasme révolutionnaire.

Ainsi présentée en termes vagues, et appuyée de quelques discours sonores sur la toute-puissance du sentiment national, cette thèse a un côté séduisant et quelque apparence de raison ; mais qu'on songe aux personnages à qui elle s'applique, et l'on en sentira aussitôt toute l'inanité. Croira-t-on sérieusement que Louis XIV, Guillaume d'Orange, Frédéric, Marie-Thérèse, pratiquaient de parti pris un genre de guerre lent et anodin, qu'ils avaient fait l'énorme dépense de lever et armer des troupes, pour n'en rien tirer, et que, s'ils avaient su la manière d'écraser plus promptement leurs ennemis, ils auraient hésité à y recourir? Ne mettaient-ils pas assez d'acharnement dans leur politique pour dédaigner de s'attarder devant des places ou dans des quartiers d'hiver, s'ils avaient pu frapper au cœur, directement, les puissances rivales? La vérité, c'est que les procédés militaires du siècle les forçaient à temporiser, à surseoir à la solution décisive, et cela en raison de l'impuissance des armes, non du formalisme ou du scepticisme des généraux.

Ceux-ci formaient la plus merveilleuse pléiade de grands capitaines dont l'histoire fasse mention, et quel contraste stupéfiant, quand on dresse la liste de ces héros, des Condé et des Villars, contre la légende qui peint la guerre d'autrefois comme volontairement molle et insignifiante !

Le désir de vaincre animait les souverains, les

généraux et les soldats, aussi bien que dans les moments du plus grand enthousiasme révolutionnaire. Chacun apportait à la guerre une suprême énergie, et jamais on ne se battit avec plus de fureur que nos soldats de la vieille France : ils savaient qu'à chaque rencontre, *le tiers des combattants était sacrifié.* Comment oublier Rocroy et Fribourg, et Malplaquet et Denain, et ces terribles combats de montagne des Chevert et des Givry ? Ces hommes, que la France envoyait par centaines de mille aux frontières, c'était d'ailleurs souvent des recrues ou des miliciens, levés tout à coup pour la guerre, et qui, sans pain ni souliers, vêtus d'un pauvre sarrau de toile, faisaient la retraite de Prague ou l'attaque de Pierrelongue. Ceux-là sont bien les aïeux des volontaires nationaux de 1791 ; leurs petits-fils ont pu parler davantage de la patrie ; la défendre mieux, jamais !

Quand on se bat avec une pareille énergie, on ne fait pas traîner les opérations de parti pris. Si les marches de guerre sont lentes, si on ne se lance pas à corps perdu dans la bataille, c'est qu'on y est rigoureusement forcé par l'état rudimentaire de l'armement. Les moindres obstacles arrêtent l'offensive, et obligent le soldat le plus ardent à ronger son frein.

Rejetons donc cette distinction entre la guerre *royale* et la guerre *nationale*, qui ne tient compte ni des armes, ni des voies de communication, ni de la fortune publique. Il importe peu, à ceux qui la soutiennent, qu'on se batte avec des piques ou des fusils à répétition, qu'on marche dans des sentiers boueux ou sur de bonnes routes ferrées, que les États puissent

entretenir 200 bouches à feu ou 20,000; il est si commode de tout expliquer par les forces morales !

Nous estimons au contraire qu'il ne faut faire intervenir les forces morales, dont l'analyse est toujours vague et incertaine, qu'après avoir épuisé la série des arguments, d'un ordre moins relevé peut-être, mais qui ont l'avantage de la certitude. Nous suivrons donc le progrès des armes à feu depuis la guerre de Trente ans jusqu'à la Révolution ; nous établirons, à la fois par le raisonnement et par la constatation des faits historiques, comment ce progrès a transformé les méthodes de guerre depuis le grand Condé jusqu'à Napoléon. Nous ne nous contenterons donc pas d'analyser les doctrines tactiques en vigueur vers 1780, mais nous ferons ressortir à quel point elles diffèrent de celles du siècle précédent, et comment le progrès des armes est la seule cause fondamentale de cette différence.

Nous aurons établi dès lors, chemin faisant, ce point important qu'il n'a pas existé *une guerre royale*, inspirée par une certaine conception du but de la guerre ; nous reconnaîtrons que ce but a toujours été le même à travers les siècles, mais que le progrès des armes a donné des moyens de plus en plus puissants et rapides pour l'atteindre, et *permis par conséquent de l'envisager plus directement.*

Nous verrons ainsi, d'une part les idées tactiques dont Bonaparte a pu se pénétrer pendant ses années d'études, et d'où ont pu sortir les éléments de son système de guerre ; et d'autre part, les idées générales sur le but et l'esprit de la guerre, qu'il a ren-

contrées dans les ouvrages militaires les plus répandus au XVIII[e] siècle.

Nous prendrons pour point de départ l'époque du grand Condé. C'est avec lui que la guerre d'autrefois a revêtu sa forme la plus caractérisée et la plus parfaite ; il est le seul qui, par les qualités morales, l'ardeur, l'obstination, le prestige fascinateur sur la troupe, soit digne d'aller de pair avec Napoléon, et il a sur Turenne cet autre avantage, d'avoir pu livrer encore plusieurs batailles rangées, qui offrent une ample matière à l'étude, tandis que le vainqueur des Dunes ne trouve plus d'adversaire qui accepte une rencontre décisive.

2° Le grand Condé.

En 1643, le duc d'Enghien reçoit le commandement d'une armée à peine recrutée, qui n'est pas même assemblée ; songe-t-il à quelque siège, à quelque opération secondaire d'un succès plus certain ? Non, il veut la bataille, et il y vole. En 1644, il reprend le commandement de l'armée devant Fribourg, et attaque aussitôt.

Accouru en 1645 au secours de Turenne, *il était résolu à aller chercher Merci et à lui livrer une bataille décisive*[1] ; privé des secours qu'il attendait

[1] Désormeaux, *Histoire de Condé*, t. I, p. 234 et suiv.
On n'oubliera pas que Désormeaux est un assez faible historiographe, plus capable d'atténuer que de raviver la pensée même de Condé.

de la Suède et de la Hesse, « il en parut satisfait, dans l'espérance *qu'une prompte victoire* le mettrait à portée de s'en passer. *Il avait résolu de s'ouvrir les chemins de Munich et de Vienne par la défaite du général Merci*, et de forcer l'Empereur et l'Électeur de Bavière à recevoir la paix. En conséquence d'un si beau plan, dit son historien, le duc marcha au général Merci ». Mais il y avait loin, alors, de la coupe aux lèvres. Arrivé devant le Neckar, Condé y trouve l'ennemi posté, et ne peut passer la rivière faute d'une artillerie capable de battre la rive opposée. Il faut faire un long détour, car on n'a pas alors d'équipages de ponts. Un mois s'écoule, que les Français n'ont pu sortir de la Franconie ou mettre la main sur leurs adversaires; quant à Condé, quoiqu'il eût conquis une province, « ce succès ne remplissait point ses vues ; *il aspirait à une victoire décisive :* il marcha donc au comte de Merci, qui se trouvait à plus de 20 lieues ». Merci ne l'attend pas, et, de désespoir, Condé va mettre le siège devant Dinkelsbühl, quand, tout à coup, il apprend que l'ennemi s'est rapproché et a pris position. Aussitôt on « rengaina, dit Gramont, la résolution du siège en celle de marcher droit à eux, qu'on exécuta la nuit même ». Tel est l'esprit de la guerre pour le grand Condé, et pourtant il n'a pu livrer que quatre batailles en six campagnes, et n'est jamais arrivé à marcher sur les capitales ennemies. Comme les autres généraux de son siècle, il passe le temps à assiéger des bicoques ou à manœuvrer autour d'un ennemi qui se dérobe *latéralement;* mais ce qu'il voudrait avant tout, c'est la bataille.

3° Les écrivains militaires.

Ses contemporains ne comprennent pas le but de la guerre d'une autre façon. Saint-Evremond met dans la bouche de Turenne ces préceptes décisifs : « Faites peu de sièges et donnez beaucoup de combats. Quand vous aurez rendu votre armée supérieure à celle des ennemis par le nombre et par la bonté des troupes, quand vous serez bien maître de la campagne, les villages vous vaudront des places[1] ».

Turenne n'écrivait pas volontiers sous la forme dogmatique, mais son adversaire Montecuculli a écrit des Mémoires où les principes de l'art militaire du XVIIe siècle sont exposés. Il débute par ces mots : « La guerre est une action d'armées qui se choquent en toutes sortes de manières, *et dont la fin est la victoire*. L'action s'exécute avec résolution, avec secret, avec promptitude[2] ».

« Pour attaquer un pays par une guerre offensive, dit-il plus loin, il faut être maître de la campagne, et être plus fort que l'ennemi, ou par le nombre, ou par la qualité des troupes ; donner des batailles, jeter la terreur dans le pays ; s'imaginer de faire de grandes conquêtes sans combattre, c'est un projet chimérique[3]. »

« C'est un paradoxe que d'espérer de vaincre sans

[1] SAINT-EVREMOND, *Éloge du maréchal de Turenne.*
[2] MONTECUCULLI, *Mémoires*, chap. Ier.
[3] MONTECUCULLI, *Mémoires*, chap. III, art. V, et chap. VI.

combattre. Le but de celui qui fait la guerre est de combattre en campagne pour gagner une victoire, et quiconque n'a pas dessein d'en venir là est éloigné de la fin naturelle de la guerre. »

Et voilà cependant l'homme qui a fait traîner pendant deux campagnes des manœuvres sur le Rhin contre Turenne. Plût au ciel que nous en eussions fait autant en 1870, au lieu de recevoir des batailles sans nous demander si la défaite n'était pas inévitable !

Après Rocroy, Lens, les Dunes, un demi-siècle s'écoule, et nous arrivons à un homme d'un génie moins vigoureux, mais qui fut le maître par excellence des militaires d'autrefois, Feuquières. Pour lui, *les batailles sont des actions générales d'une armée contre une autre, qui décident souvent du succès de toute la guerre, au moins et presque toujours de la campagne. Elles ne doivent donc être données qu'avec nécessité et pour des raisons importantes*[1]. Ce début marque bien l'importance décisive accordée à la bataille, mais semble indiquer une certaine appréhension à y recourir ; la suite dissipe bien vite toute idée de timidité : « Les raisons pour chercher l'ennemi et le combattre sont : la supériorité en nombre et en qualité de troupes ; la désunion entre ceux qui commandent l'armée ennemie, ou leurs intérêts différents ; l'incapacité des généraux ennemis ; leur négligence dans les campements ou les marches ; la nécessité de secourir une place considérable assiégée ; la ruine de l'armée et sa dissipation si elle n'est prévenue par le bon suc-

[1] FEUQUIÈRES, t. III, p. 176.

cès d'une bataille ; la certitude d'un secours dont la jonction à l'ennemi le rendrait supérieur et pourrait changer la constitution de la guerre ; l'avantage qu'on peut avoir eu précédemment sur lui dans quelque occasion particulière, qui, pour n'avoir pas été décisif, n'aura pas laissé d'être considérable ; ou enfin la raison de décider la guerre par une bataille ».

Habitués que nous sommes à tant de déclamations sur « l'énergie sanglante » et la « destruction des forces vives par la bataille », nous sommes étonnés du calme de ces hommes du XVII[e] siècle, qui prouvaient assez leur courage à la guerre pour n'avoir que faire d'étaler des sentiments belliqueux, et nous les croyons timorés parce qu'ils pèsent de sang-froid des circonstances dont ils savent le prix. N'oublions pas que la bataille détruisait bien réellement, en 1643, les forces vives du vaincu, tandis qu'aujourd'hui elle les entame à peine, et surtout, pour juger un homme tel que Feuquières, ne lui faisons dire que ce qu'il a dit lui-même avec toute la netteté et la précision possibles. Il veut la bataille, si l'on est le plus fort, soit par le nombre, soit par la qualité des troupes, soit par l'autorité ou l'unité du commandement ; il la veut encore, si, la victoire n'étant pas tout à fait improbable, on peut s'en promettre de très grands avantages, si l'enjeu vaut qu'on risque la partie. Qu'on reprenne les campagnes les plus modernes, et l'on n'y trouvera pas une bataille livrée dans d'autres conditions, si ce n'est peut-être, du côté français, celles de Forbach et de Wœrth.

On se tromperait fort si l'on croyait que Feuquières

n'a pas l'esprit offensif. Qu'on en juge par les principes qu'il donne[1] pour les entrées en campagne : « Si le pays est bordé de places fortes, il faut attaquer le quartier qui y donne une entrée libre, et qui porte avec plus de facilité vers la capitale, à qui il faut, autant qu'il est possible, être en état au commencement de la guerre de faire voir l'armée, afin d'y jeter la terreur... Que si le pays est ouvert, il faut être fort en cavalerie, afin de pénétrer avec plus de diligence dans son centre... Si l'ennemi a été surpris par l'entrée de vos troupes dans son pays, il faut user d'une grande diligence pour se placer le plus avant qu'il sera possible, de manière qu'on empêche qu'il ne rassemble les troupes qu'il aura en divers endroits de son État; et, en cas que l'ennemi puisse se rassembler à la faveur de quelque rivière, il faut, autant que la prudence le permettra, passer cette rivière et combattre l'ennemi avant qu'il ait rassemblé ses troupes... *Une bataille dans un commencement de guerre, donnée à propos, en décide presque toujours le succès.* Aussi il ne faut point hésiter à la donner si l'ennemi, par quelque mouvement pour mettre ses forces ensemble, se met à portée de risquer un événement ». Si le général ne se sent pas assez supérieur à son ennemi pour entreprendre cette guerre offensive, toute de grands mouvements et de grandes actions, il lui faut faire la guerre défensive ou la guerre entre puissances égales; mais « qu'il soit alors continuellement attentif à se procurer la supériorité par de petits avantages, et il

[1] Tome III, page 15.

arrivera toujours *à son but*, *qui est la ruine de l'armée ennemie;* auquel cas il changera la nature de cette guerre, et en fera une offensive ».

Près d'un siècle s'écoulera, et Montenotte, Lonato, Arcole, Champaubert sembleront encore des applications littérales de ces principes du vieux Feuquières.

Bosroger, qui reprend l'exposé des éléments de la guerre un demi-siècle après Feuquières, est plus vif, plus nerveux, plus soucieux de l'action morale. On sent qu'on s'éloigne du grand siècle, de son calme et de sa toute-puissance :

« La guerre offensive demande un début vigoureux pour étonner l'ennemi et répandre l'alarme dans ses troupes et dans son pays; on est déjà bien avancé quand on est parvenu à lui inspirer la terreur. Il faut surtout ne pas lui donner le temps d'en revenir. »

« . . . Si vos forces sont supérieures à celles de l'ennemi, et que vous puissiez compter sur les bonnes dispositions de vos troupes, il ne faut pas balancer à profiter de cet avantage par des coups de vigueur. Une bataille gagnée au commencement d'une campagne vous assure, pour tout le reste, de la tranquillité et de nouveaux succès [1]. »

4° Théorie et pratique.

Malgré ces principes si vigoureux, et pour des motifs d'ordre matériel, la guerre du XVII[e] siècle est

[1] BOSROGER, *Éléments de la guerre*, p. 58.

lente, et souvent, par habitude, cette lenteur subsiste quand rien ne la justifie. Mais la faute est aussitôt relevée.

Feuquières reproche ainsi au roi lui-même ses lenteurs de 1668 :

« Il aurait été facile de porter d'abord la guerre dans le centre du pays et de le conquérir dans une seule campagne, etc. » Tel est aussi le jugement porté sur les opérations de 1690, quand l'offensive de Luxembourg est interrompue après sa merveilleuse victoire de Fleurus. De pareilles lenteurs sont qualifiées de fautes insignes au XVIIe siècle comme au XIXe. L'inaction de Maurice de Saxe après ses victoires est sévèrement commentée par tous ses contemporains.

D'autres opérations, qui nous paraissent aussi dictées par un esprit pusillanime et contraire aux véritables principes de l'art militaire, ont mérité l'approbation des contemporains ; mais celles-là, nous ne pouvons non plus nous résoudre à les blâmer. C'est que là interviennent des éléments politiques très complexes, que l'on prétend surannés, mais qui peuvent retrouver toute leur importance d'un moment à l'autre. Nous en emprunterons un exemple aux guerres de Villars, à cause du rapprochement qui s'impose avec la première campagne de Bonaparte, et parce que l'ouvrage auquel nous l'empruntons est de ceux que Napoléon a dû connaître pendant ses années de régiment[1] :

[1] BOURCET, *Principes de la guerre de montagne.*

« Si le roi faisait la guerre à la reine de Hongrie en Allemagne, dit Bourcet, et qu'en s'alliant avec quelque puissance d'Italie, il pût faire dans ce dernier pays une diversion qui entretînt un corps d'armée de cette souveraine un peu considérable en Lombardie, il ne serait pas de l'intérêt du roi de finir trop promptement la guerre d'Italie, parce qu'alors la reine de Hongrie porterait toutes ses forces en Allemagne et qu'il n'y serait pour lors point soutenu du corps de troupes de la puissance d'Italie qui aurait aidé à sa diversion. Cet exemple suffit pour démontrer la bonté de cette dernière observation, et M. le maréchal de Villars s'en servit avantageusement à la guerre de 1733 en Italie, en persuadant au roi de Sardaigne de se procurer quelques points d'appui tels que Pizzighettone, Milan ou Tortone, *au lieu du projet plus avantageux* que M. le maréchal de Rebinder s'efforça vainement de présenter à ce souverain, qui était de porter l'armée combinée de France, d'Espagne et du Piémont sur les frontières de Trente pour s'opposer à la marche des troupes que l'Empereur aurait voulu faire avancer en Italie; car, *par ce projet qui était bien plus militaire*, on aurait pu faire derrière soi et tranquillement les sièges de ces places; mais M. le maréchal de Villars, voyant 70,000 hommes de l'Empereur en Lombardie, jugea que, par le projet de M. de Rebinder, la guerre pourrait finir dans une campagne, et qu'alors ces 70,000 Autrichiens auraient été renforcer l'armée d'Allemagne, où le roi de Sardaigne aurait certainement refusé d'aller, et où la France aurait eu peine de résister à l'armée d'Allemagne après un si grand

secours; ainsi sa politique fut très avantageuse à la France. »

Il est donc telle circonstance où, par un calcul politique plus ou moins juste, on ne suit pas le projet *le plus militaire;* mais les gens du métier ne s'y trompent pas, et les principes de l'art militaire restent inébranlables. On est aujourd'hui tenté de l'oublier, dans la brutale simplicité de nos guerres de vengeance nationale; mais ces principes, si justes qu'ils soient, ne doivent jamais être seuls à déterminer les opérations; la guerre n'est qu'un instrument au service de la politique et ne peut en être isolée. Quand tous les petits États de l'Europe centrale, d'Allemagne et d'Italie existaient encore et prenaient part à la lutte, il n'y avait pas de guerre sans une foule d'alliances plus ou moins douteuses, et c'était toujours un double jeu que menaient de front des hommes de la trempe et de la finesse de Villars, de Frédéric II. C'est précisément parce qu'à la guerre on ne fait pas de l'art pour l'art, que telle opération, semblant fautive au point de vue militaire, a pu être motivée par des circonstances politiques et louée sans réserve. Aussi les guerres d'un Villars, d'un Frédéric, diplomates autant que généraux, doivent-elles présenter en apparence un caractère bien éloigné des principes que ces mêmes hommes ont professés en fait d'art militaire.

Si nous insistons sur cette distinction, qu'on peut juger trop subtile, c'est qu'il nous paraît essentiel de montrer que, dans les guerres des derniers siècles, le résultat politique des opérations peut être parfois mesquin, leur allure lente, sans que pour cela les doctrines

enseignées aux militaires se soient trouvées faussées, et c'est ce qui nous importe ici.

Le vieux Feuquières allait jusqu'à proclamer que, pour bien faire la guerre, il vaut mieux se passer d'alliés. Guibert, qui prophétisait la Révolution, annonçait en même temps l'ère des guerres d'indépendance, dégagées de toute complication diplomatique :

« A un royaume constitué et puissant, comme la France devrait l'être, il faudrait rarement de grands alliés et jamais de petits ; il devrait surtout éviter d'en avoir dans le pays ou aux environs du pays où il porte le théâtre de la guerre. Notre politique de ménagements, de subsides secrets, est petite et ruineuse pour un grand peuple ; elle est surtout funeste aux opérations militaires : elle embarrasse les généraux et met les armées mal à l'aise...[1] Les États faibles et mal constitués, entraînés par la politique de leurs voisins, sont presque toujours obligés de se mouvoir en sens contraire à leurs véritables intérêts, obligés sans cesse de louvoyer, de changer de manœuvre, de tenir une route opposée à leur but.

« Il n'en sera pas ainsi d'un État bien constitué et réellement puissant ; je dis réellement, parce qu'il faut bien distinguer la puissance véritable, fondée sur la bonne proportion et constitution d'un État, d'avec l'apparence de la puissance, fondée sur une trop grande extension de possessions, sur des triomphes momentanés, en un mot sur tout ce qui peut ne pas

[1] Tome II, page 304.

durer. Cet État aura rarement à négocier avec ses voisins. Presque tous les intérêts des autres nations lui seront indifférents. Si enfin, malgré sa modération, il est offensé dans ses sujets, dans son territoire, dans son honneur, il fera la guerre. Mais lorsqu'il la fera, ce sera avec tous les efforts de sa puissance; ce sera avec la ferme résolution de ne pas poser les armes, qu'on ne lui ait donné une réparation proportionnée à l'offense. Terrible dans sa colère, il portera chez son ennemi la flamme et le fer. Il épouvantera, par ses vengeances, tous les peuples qui pourraient être tentés de troubler son repos. Et qu'on n'appelle pas barbarie, violation des prétendues lois de la guerre, ces représailles fondées sur les lois de la nature. On est venu insulter ce peuple heureux et pacifique. Il se soulève, il quitte ses foyers. Il périra jusqu'au dernier, s'il le faut; mais il obtiendra satisfaction, il se vengera, il assurera par l'éclat de cette vengeance son repos futur.

« Cet État, vigilant à réprimer ses injures, ne sera, par sa politique, l'allié d'aucun peuple[1]. »

Si cette conception de la guerre diffère de celle de Carnot ou de Napoléon, c'est par plus de simplicité et de violence. Cette vengeance nationale conçue par Guibert a un caractère de sauvagerie que nous n'avons heureusement jamais porté dans la réalité, non plus que le mépris des alliances.

C'est donc bien la guerre nationale, la guerre à outrance qu'envisagent les tacticiens du XVIII[e] siècle,

[1] GUIBERT, *Œuvres militaires*, t. I, p. 46.

et qu'ils ont enseignée à Bonaparte dès ses premières années ; et sans prétendre que cette conception ait été celle des hommes d'État et des généraux du XVIIe siècle, nous avons vu, tout au moins, qu'ils ne cherchaient le véritable succès que dans la victoire en rase campagne, qu'ils attribuaient à la « destruction des forces vives de l'ennemi » plus d'importance encore que les écrivains du XIXe siècle. La lenteur de leurs opérations ne venait pas de l'esprit qui les guidait ; elle leur était imposée par l'état rudimentaire de l'armement.

II

LA GUERRE D'AUTREFOIS

1° La bataille en 1643.

L'arme à feu était alors le mousquet, d'un chargement si lent, avec l'obligation de chasser la balle et de compasser la mèche, que son influence dans la bataille était insignifiante. On essayait de se servir des mousquetaires comme tirailleurs dans des terrains coupés ou couverts; mais on appréciera leur valeur en se rappelant que les mousquetaires espagnols, à Rocroi, ont été délogés d'un bois taillis par une charge de cavalerie ! L'artillerie se composait de quelques pièces aussi peu maniables que nos canons de siège les plus lourds. On en emmenait tout au plus douze ou quinze pour une armée, et ils ne faisaient que quelques décharges avant que l'on en vînt aux mains. En réalité, Rocroi est une bataille à l'arme blanche.

Il ne sert à rien, on vient de le voir, de se poster dans un bois pour y attendre l'attaque ; on perdrait la liberté de ses mouvements sans gagner de protection sérieuse. Les deux partis n'ont à compter que sur les hommes mêmes et sur leurs armes, sans trouver aucun

point d'appui dans le terrain. La fortification est nécessaire pour permettre de tenir contre des forces très supérieures. On ne risque donc jamais de gros détaments qui, en aucun cas, n'opposeraient une résistance plus sérieuse à l'armée ennemie qu'une simple patrouille. L'armée marche toujours « ensemble », concentrée, n'occupant pas plus de terrain dans la marche que dans la bataille.

Là, on doit avoir, comme en tout temps, la double préoccupation d'échapper à la fois à la rupture et à l'enveloppement, c'est-à-dire de ne présenter ni un vide au centre de la ligne, ni un front très inférieur à celui de l'ennemi. La portée des armes étant à peu près nulle, le vide que l'on peut laisser sans danger dans le front ne dépasse pas l'intervalle régulier des bataillons ou escadrons. Si l'on avait l'imprudence de laisser une lacune de quelques centaines de pas dans l'ordre de bataille, l'ennemi s'y précipiterait, mordrait dans la masse des deux côtés, la détruirait en un instant, avant que les parties séparées eussent le temps de combiner leurs efforts [1].

Les deux armées se rangent donc face à face, chacune d'elles s'efforçant d'opposer à l'autre un front au moins égal, qui ne puisse être ni ouvert ni débordé [2]. Les piquiers ne forment pas des rangs serrés, mais une sorte de quinconce, à plusieurs pas d'intervalle,

[1] Il s'agit ici des batailles en plaine. En montagne, les mouvements tournants un peu excentriques étaient rendus nécessaires et permis par la résistance du front.

[2] « Tout le secret est de présenter à son ennemi un grand front, mais également fort partout. » (Bosroger.)

pour manier leur arme librement. On conçoit qu'une pareille formation, compliquée encore par la combinaison des piquiers et des mousquetaires, et par le fait que la place de chaque homme était réglée d'après sa valeur personnelle, était longue à prendre. La tactique était dans l'enfance, les troupes sans instruction ni discipline. On n'avait que des bandes informes, qui marchaient en désordre sur les routes, et se plaçaient pour la bataille homme par homme. Il fallait une journée pour ranger une armée, et de longues heures encore si l'on voulait changer de position après coup. Les deux adversaires étant en présence, l'un d'eux pouvait facilement se retirer, en choisissant la direction qui lui plaisait, pendant que l'autre se déployait. On pouvait donc venir jusqu'au contact, puis refuser le combat au dernier moment.

La bataille, une fois engagée, est rapide et décisive. Les deux ailes de cavalerie chargent en même temps ; un escadron en flanc offensif, ou quelque autre dispositif de détail, l'action personnelle du général dans la charge décident du succès de chacune des ailes, et bien souvent il s'ensuit pour l'ensemble une sorte de mouvement en ailes de moulin ; celui des deux partis qui exploite le plus vite et le plus à propos son succès partiel achève la déroute de la cavalerie adverse, et n'a plus qu'à détruire l'infanterie et à prendre le matériel. La charge ne dure que quelques minutes ; la mêlée, un quart d'heure ou une demi-heure ; la bataille tout entière, depuis le premier coup de canon jusqu'au dernier coup de sabre, dure deux heures tout au plus. Le vaincu ne sauve qu'une partie de sa

cavalerie ; son infanterie est détruite et ses bagages, son artillerie sont enlevés.

2° La guerre de consentement mutuel.

Ainsi voilà des armées qui, indivisibles, sont comme des points sans dimension sur cet immense théâtre de guerre qui va de la mer du Nord au Danube, et de la Vistule à la Manche. On ne peut étreindre, presser, acculer à quelque obstacle un adversaire qui refuse la bataille et *se dérobe latéralement.* On le poursuivrait sans fin.

Si nous comparons ce qu'a été la bataille au début du XVII[e] siècle, avec ce qu'elle a été depuis, nous constatons que jamais, depuis cette époque, elle ne fut *plus terrible et plus décisive;* jamais elle n'a tenu à des *causes moins certaines*, et jamais on n'a pu l'*éviter aussi aisément.* Aussi n'a-t-elle lieu que par *consentement mutuel.* Un Condé trouve dans son cœur l'assurance de la victoire, et il veut toujours la bataille ; mais beaucoup d'autres, et des meilleurs, ayant l'âme un peu moins haute, ou ne pouvant avoir un pareil sentiment de supériorité, n'osent combattre s'ils n'ont pour eux les éléments matériels du succès, nombre et position. En face d'un ennemi supérieur, ils se dérobent, le retardent par des chicanes, ce qui est aisé, puisque le moindre ruisseau l'arrête, et qu'il suffit de se montrer pour qu'il perde douze heures à se déployer.

La plupart du temps, la guerre se fait « à puissances

égales » ; aucun des deux adversaires n'ose se lancer dans cette aventure mortelle qu'est la bataille à fronts parallèles, à armes égales. On attend de s'être donné des chances exceptionnelles par le choix de la position. On manœuvre donc longtemps avant d'offrir la bataille ; les généraux s'observent, se côtoient sans fin avant de se croire en état de risquer l'affaire décisive.

Incapable de se jeter sur l'ennemi, de l'appréhender au corps malgré lui, de hâter la solution, pourquoi se presserait-on ? Puisque c'est à un duel qu'on va, dont le lieu et l'heure seront fixés d'un commun accord, et qui décidera de tout, le plus sûr est d'y arriver en bon état. Il le faut, d'ailleurs, car les mercenaires sans patrie qui composent les armées quittent les drapeaux au premier sujet de plainte. On marche donc lentement, et l'on vit le mieux possible. Les magasins et les convois jouent un rôle capital. Ainsi, par l'effet de l'état primitif où se trouvent l'armement et la tactique, les opérations sont lentes et lourdes.

Que l'un des adversaires soit ou se croie supérieur, il voudra la bataille avec d'autant plus d'ardeur qu'elle est plus décisive ; mais il ne peut l'imposer sur-le-champ. C'est donc par une série d'opérations préparatoires, qui dureront peut-être des années, qu'il entreprend d'acculer son ennemi à la bataille. Il s'empare peu à peu de tous les passages fortifiés sur une rivière, puis sur une autre, prend les places voisines, fourrage ou ravage une province au point de la rendre intenable. Il restreint ainsi le champ où son ennemi peut se mouvoir, le réduit à une seule ligne de retraite

sur laquelle il le poursuivra enfin quand il ne lui aura plus laissé d'autre alternative que de combattre ou de traiter. Tel est, en peu de mots, l'objet des quatre dernières campagnes de la guerre de Trente ans.

Que faut-il pour faire disparaître cette lenteur? Il faut que la portée et l'efficacité du tir augmentent de façon à donner un avantage sérieux à l'homme abrité sur celui qui s'avance à découvert ; à permettre en même temps de rompre l'uniformité de l'ordre de bataille, de s'engager irrégulièrement et très vite ; il faut que les troupes, devenues manœuvrières, soient en état de prendre et de changer leur dispositif très rapidement ; que chaque bataillon puisse se former instantanément en bataille ou en colonne dans toute direction donnée. Il faut enfin, et c'est l'essentiel, que l'artillerie puisse rompre les obstacles, et que les armées puissent étendre leur action par des corps momentanément détachés, capables de limiter la zone de manœuvre et de retraite de l'adversaire. Or, tous ces résultats ne sont complètement atteints qu'après la guerre de Sept ans, et par conséquent c'est dans les campagnes de la République et de l'Empire qu'ils feront sentir leur effet pour la première fois.

3° La guerre de positions.

Il faut compter presque un siècle à partir de la bataille de Rocroi pour trouver un progrès décisif dans l'armement, et encore ne s'agit-il que des armes de

petit calibre, de celles qui frappent le personnel découvert mais ne traversent pas les obstacles.

Substitué peu à peu au mousquet et à la pique, le fusil ne reçoit que vers 1720 les perfectionnements qui lui permettront de tirer plusieurs coups par minute, c'est-à-dire d'arrêter par le feu le dernier élan d'une charge à l'arme blanche. Les canons de petit calibre, recherchés au XVIe siècle, employés par la Suède puis par la Russie aux XVIIe et XVIIIe siècles, reviennent en Occident vers 1740. Ces pièces, du calibre de 1, 2 ou 3 livres, sont incapables de renverser une muraille ou un retranchement ; mais, répandues dans les bataillons, et tirant à mitraille, elles commencent à étendre la zone meurtrière autour de l'infanterie.

Ce progrès ne se manifeste que très lentement. Lors des dernières campagnes de Turenne et de Condé, une lisière de bois ou de village n'était pas encore rendue inabordable par le feu ; c'était *dans* les localités que se livrait le combat, « d'un détail extraordinaire », dit l'historien de Turenne. Vingt années plus tard, il n'en est plus de même : le fusil commence à faire ses preuves. Il s'établit dès lors une différence très sensible entre la vulnérabilité des troupes découvertes et de celles qui garnissent une lisière de bois ou de village. On profite donc de l'avantage que procurent les moindres « postes » pour y attendre un ennemi, supérieur à la vérité, mais dont on ne désespère pas de briser l'attaque. Il y aura désormais dans la plupart des batailles un défenseur et un assaillant, le premier comptant sur la résis-

tance des localités pour compenser son infériorité.

L'assaillant ne peut plus se borner, comme Condé, à un mouvement tournant à peine perceptible, si c'est par une attaque d'aile qu'il veut obtenir la victoire : pour tourner un village, un bois, une redoute, les mouvements doivent avoir une grande amplitude. On les réalise d'abord, comme Luxembourg à Fleurus, en comblant sans cesse le vide entre le corps de bataille et l'aile marchante avec des troupes fraîches ; puis on laisse, comme Maurice de Saxe à Raucoux, un intervalle de quelques centaines de pas, qui se referme de lui-même pendant l'attaque ; mais une aussi faible lacune dans le front suffit encore pour que l'ennemi puisse le percer. Aussi, jusqu'après le milieu du XVIIIe siècle, époque où les canons de bataillon sont définitivement adoptés et expérimentés, n'osera-t-on guère prendre un ordre de bataille irrégulier. Il faut que le front suive une ligne, courbe ou brisée, mais régulière et continue. Tel est le principe fondamental auquel Frédéric II tient à se conformer. Maurice de Saxe, investi du commandement en chef un peu plus tard que le roi de Prusse, et préparé à un genre de guerre plus nouveau par l'éducation qu'il a reçue dans l'armée russe, est moins attaché à la régularité de l'alignement ; mais ce n'est que dans la génération suivante que l'on adoptera décidément les ordres de bataille irréguliers, permettant de renoncer aux formalités et aux lenteurs du déploiement méthodique, d'attaquer, avec ce qu'on a sous la main, un ennemi prêt à se dérober.

Mais, pour que ce résultat soit complet, il faut que

les troupes sachent manœuvrer. Or, on ne doit pas oublier que l'on n'a commencé à imaginer les manœuvres de l'infanterie qu'au XVIIIe siècle, quand l'ordre de bataille est devenu assez mince pour rendre possibles et nécessaires des ploiements en colonnes. En France, on ne commence guère à s'en occuper qu'à partir de 1730, et, aussi bien en Prusse qu'en Autriche et en France, on ne connaît encore que la rupture en colonne à distance entière au moment où se termine la guerre de la Succession d'Autriche. C'est alors seulement que l'on s'occupe de réglementer la formation et le déploiement des colonnes serrées, qui deviendront un élément essentiel de la tactique quelques années plus tard.

Jusque-là, on ne peut assurer ni les mouvements rapides sur le champ de bataille, ni le jeu des réserves ; la prise même de l'ordre de bataille ne peut être soudaine et la direction du front ne peut être modifiée sans cesse au cours du déploiement.

Or, tant que ce dernier reste aussi lent, le consentement mutuel demeure nécessaire pour livrer bataille. La guerre ne prend donc pas, avant le milieu du XVIIIe siècle, une activité plus grande que par le passé. Bien au contraire, le feu de l'infanterie vient s'ajouter aux obstacles naturels pour retarder la marche des armées, pour rendre inabordables telles positions qu'on pouvait encore forcer aisément un siècle plus tôt. Ajoutez à cela que cette guerre si peu efficace est expérimentée depuis plus d'un siècle, qu'on a soigneusement étudié et compté toutes les entraves qu'elle apportait aux mouvements offensifs.

L'homme prétendu sage, parce qu'il n'a ni audace ni indépendance d'esprit, ne tentera donc plus aucune des opérations qui ont semblé vaines à l'usage. Ainsi s'établit un genre de guerre classique, où l'on ne rencontre même plus les fières imprudences d'un Condé. C'est à la fois une *guerre de consentement mutuel et de positions*, et qui atteint le dernier degré de lenteur au moment où le progrès des armes, enfin connu et utilisé, est près de donner aux opérations une plus grande activité. C'est pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle que s'accomplira cette révolution, par laquelle on semblera passer tout d'un coup d'un extrême à l'autre.

4° Origines du principe divisionnaire.

Le remède était à côté du mal, et avait même origine.

Une position étroite, ses ailes bien appuyées, le front marqué par des localités, renforcé par des ouvrages de fortification, permet à un gros détachement de soutenir l'attaque d'une armée. Ce sera le cas, par exemple, dans une tête de pont. Bientôt même, il n'est pas nécessaire d'appuyer les ailes, et l'on peut se retirer avant l'abordage, grâce à la portée et à l'efficacité du feu.

Luxembourg commence à détacher des *têtes d'armée*[1] sur les barrières fluviales au delà desquelles

[1] BERWICK, *Mémoires*, t. I, p. 84.

il veut prendre pied et prévenir l'ennemi, et il attend, prêt à se porter dans la direction où celui-ci apparaîtra, et sachant que la résistance de cette « tête d'armée » lui donnera le temps d'accourir et de se déployer.

Ce procédé est généralisé par Villars et Berwick pendant la guerre de la Succession d'Espagne[1]. On sait comment Berwick organise la défense des Alpes, plaçant trois corps d'armée dans la Maurienne, dans le Briançonnais, et à Tournoux, et comptant sur la résistance de chacun d'eux pour donner aux autres le temps d'accourir.

Villars opère à peu près de même en Flandres, mais le terrain ne lui offrant pas des éléments de résistance aussi puissants, il occupe un espace moins étendu. Il méprise les lignes continues qu'un Marsin, un Villeroi ont fait construire ; mais il place trois corps dans de fortes positions retranchées, jalonnant un front de huit à neuf lieues entre l'Escaut et la Deule, et il se prépare à rassembler l'armée sur le point où l'ennemi se présentera. Feuquières le cite comme exemple, et le maréchal de Saxe va l'imiter.

Ce dernier occupe d'abord une position centrale d'où son armée rassemblée peut se porter en masse dans les directions menacées ; mais bientôt, maître de tous les Pays-Bas autrichiens, il couvre ses maga-

[1] « On avait oublié l'usage de ces corps détachés employés par le maréchal de Luxembourg, et qu'il savait rassembler pour une bataille », dit le colonel Belhomme à propos des premières campagnes de cette guerre. (*Histoire de l'Infanterie*, t. II, p. 441.)

sins, ses communications, et les flancs même de l'armée par des *divisions* détachées depuis Anvers jusqu'à Liège et sur la Meuse.

On commence, en effet, à constituer des divisions de toutes armes. Ce nom a désigné d'abord les diverses colonnes formées pour une marche; peu à peu il s'est appliqué aux parties en lesquelles on partage l'armée pour une opération plus ou moins longue, comprenant à la fois une marche et un siège ou un cantonnement. On a organisé des divisions pour les quartiers d'hiver ; enfin, le maréchal de Saxe réunit pendant toute une campagne deux brigades d'infanterie et une d'artillerie, sous le nom de division; dans certains cas, deux de ces divisions d'infanterie, et une division de cavalerie forment un *corps d'armée*. Les manœuvres de l'armée résultent de la combinaison des mouvements simples des divers corps ou divisions.

Les opérations prennent un caractère nouveau; elles ont plus d'ampleur et de décision. Quand l'armée tient les principaux passages entre Anvers et Liège par de fortes divisions, l'ennemi ne peut ni la tourner ni se dérober sur les côtés. Dès qu'il est attaqué, il est vite refoulé, acculé à la Meuse, où par deux fois il lui faut combattre devant ses ponts. A Raucoux, à Laufelt, les alliés eussent été entièrement pris, si Maurice de Saxe n'avait préféré la guerre à la victoire définitive.

Voici donc, en face des positions dites inexpugnables, et qui ralentissent la guerre, un moyen de hâter la solution, en embrassant un front étendu, en débordant l'ennemi d'avance, en le rejetant sur une ligne

de retraite unique, en l'acculant à un obstacle. Ces grands mouvements, par lesquels Maurice de Saxe prépare la bataille, ont leur suite jusque dans l'attaque décisive, et les divisions d'aile qui ont prononcé le mouvement débordant pendant la marche sont celles qui prennent l'ennemi en flanc dans la bataille.

Si importants qu'ils soient, ces progrès ne sont encore qu'ébauchés par Maurice de Saxe. Les habitudes du passé, devenues des règles, pèsent lourdement sur lui. Après une expérience séculaire, la guerre de consentement mutuel a pris une forme traditionnelle dont on ne peut se dégager en un jour, et dans laquelle se fige l'initiative des généraux. Les campagnes de 1744 et 1745 en sont la plus parfaite application, l'exemple classique qu'on peut opposer aux campagnes de Condé, comme on opposerait les tragédies de Voltaire à celles de Corneille. Mais vienne une génération nouvelle, et des changements décisifs seront opérés dans l'art de la guerre.

Ces changements, ils seront accomplis en France par des généraux médiocres dont les historiens se sont peu occupés. Tous les yeux se sont fixés sur Frédéric II, en qui l'on a voulu incarner l'art militaire du XVIIIe siècle. Or, Frédéric avait débuté dans le commandement des armées dès 1740, de sorte que sa doctrine ne peut guère passer pour être le dernier mot de son siècle.

III

LA TACTIQUE FRANÇAISE A LA FIN DU XVIII[e] SIÈCLE

1° Emploi des tirailleurs.

Le maréchal de Saxe avait fort augmenté les troupes légères; il avait, dans ses *Rêveries*, réclamé la création des compagnies de chasseurs pour combattre dispersés en avant des colonnes; il avait dressé toute l'infanterie à la petite guerre en envoyant chaque jour des détachements. Ces diverses mesures furent régularisées et simplifiées par le maréchal de Broglie.

L'usage presque exclusif du combat de postes impose, pendant la guerre de Sept ans, la dispersion en tirailleurs : impossible de conserver des formations rigides pour combattre dans des maisons, des jardins, des bois. Les troupes légères n'y suffisent plus, et le maréchal de Broglie emploie tour à tour tous ses bataillons d'infanterie aux petites opérations et aux combats de postes. Il rend le feu à volonté réglementaire, donne à chaque bataillon une compagnie de chasseurs. Après la guerre, le règlement de manœuvres de 1764 prescrit que tout bataillon marchant à l'ennemi « détachera une demi-section de la droite et

une de la gauche, dont les hommes s'éparpilleront en avant du front et exécuteront un feu à volonté bien ajusté ». C'est la même disposition qu'on employait encore en 1796 à l'armée d'Italie, où le bataillon se déployait et s'avançait précédé de ses tirailleurs.

Lorsque, en 1792, pour aguerrir et assouplir les bataillons de volontaires, Lafayette et Dumouriez les exercent à la petite guerre et au service des troupes légères, ils ne font que suivre l'exemple donné par le maréchal de Broglie.

Si l'on néglige la période de désordre qui, dans les armées du Nord, a été le résultat de l'incapacité des chefs et de l'ignorance des troupes, et s'est terminée dès l'automne de 1793, l'emploi des tirailleurs est resté ce qu'il était depuis la guerre de Sept ans. Chaque bataillon, en ligne ou en colonne, se faisait précéder de ses tirailleurs ; en terrain accidenté ou coupé, des bataillons entiers d'infanterie légère, ou d'infanterie de ligne faisant le service de troupes légères, se dispersaient en tirailleurs.

Sous l'Empire, l'emploi des tirailleurs est régularisé et assez restreint, ainsi que le montrent Marbot et Lallemand, qui s'expriment à peu près dans les mêmes termes que Guibert et le maréchal de Broglie.

Les tirailleurs ne caractérisent donc pas la tactique révolutionnaire par rapport à celle des armées royales ; l'emploi des colonnes dans le combat ne s'est pas introduit non plus depuis 1792. Il remontait aux premières années du siècle.

2° L'ordre profond et l'ordre mince.

Dès que la profondeur de l'ordre déployé descend au-dessous de cinq hommes, on sent la nécessité de former des colonnes pour assurer l'ordre et la cohésion dans l'attaque.

Depuis l'année 1701, date de la bataille de Spire, les colonnes d'attaque ne cessent pas d'être usitées en France ; quand on en réglemente la forme, en 1753, ce n'est, au dire de Guibert, « ni rien de nouveau, ni rien de merveilleux ». Dans les ordres de bataille du maréchal de Saxe, les brigades d'infanterie étaient alternativement en ligne et en colonnes ; d'Espagnac recommande comme formation d'attaque la colonne flanquée de deux pelotons déployés ; à Rosbach, notre ordre de bataille devait être en bataillons déployés et en colonnes serrées. Enfin, Turpin de Crissé, dans ses *Commentaires* sur Montecuculli, recommande les colonnes serrées par demi-bataillon, c'est-à-dire l'équivalent de notre colonne de compagnie. On fait grand usage de la colonne d'attaque de bataillon dans les combats de la guerre de Sept ans, et le prince de Montbarey, ministre de la guerre sous Louis XVI, déclare que c'est la formation la plus usitée dans l'infanterie française depuis le temps qu'il est au service.

Après la guerre de Sept ans, il se produit une réaction en faveur de la tactique prussienne ; on voulait, d'une part, rendre plus fréquent l'emploi de la ligne déployée dans le combat ; d'autre part, substituer cer-

taines évolutions très simples du règlement prussien à des évolutions similaires plus compliquées de notre règlement. Nous formions alors la colonne d'attaque sur le centre du bataillon, chaque peloton se ployant d'abord en deux, puis ceux des ailes se repliant derrière ceux du centre. Les Prussiens, au contraire, portaient simplement les divers pelotons, demeurés en ligne déployée, derrière celui qui servait de base au mouvement, et qui se trouvait être le plus souvent un des pelotons d'aile. C'était, en somme, la manœuvre que nous avons conservée pour former la colonne de compagnie.

Guibert soutenait cette réforme ; Mesnil-Durand, au contraire, proposait de nouvelles colonnes plus compliquées encore que celles de l'ancienne ordonnance. A ce point de vue, sa défaite fut complète, et les mouvements de tiroir du règlement prussien entrèrent dans le nôtre pour n'en plus sortir.

Quant à la tactique de combat, l'opinion des deux adversaires n'était pas aussi tranchée qu'on se le figure habituellement. Guibert admet bien la ligne déployée pour certaines attaques, mais ses arguments sont si faibles qu'on se demande s'il était lui-même très convaincu [1].

[1] « Mais les bataillons déployés ont aussi leurs avantages pour une attaque. Ils sont propres à embrasser un flanc ; ils sont propres à être combinés dans une disposition générale avec des colonnes... Il y a des cas même où, sans concours, sans appui, sans mélange de colonnes, je chargerais l'ennemi en ligne, s'il est dans le même ordre ; par exemple, dans une position où le terrain ne lui donnera sur moi aucun avantage ; car alors nous sommes à jeu égal, quant à notre ordonnance, et il suffit

Pour lui, comme pour Mesnil-Durand, la colonne serrée est la formation la plus propre aux attaques[1]. De son côté, Mesnil-Durand reconnaît l'impossibilité

que je lui sois supérieur ou en nombre, ou en manœuvre, ou en courage. Supposons une autre circonstance : aurai-je pendant quelque temps soutenu contre l'ennemi un combat de mousqueterie, et le verrai-je en désordre ou chancelant ? Verrai-je sa ligne ou sa position percée dans des points collatéraux ? Alors, certainement, je n'irai pas me former en colonne pour marcher à lui. Ce serait une mauvaise manœuvre à faire sous son feu ; ce serait m'exposer à me faire battre, si lui-même prenait le parti de me charger pendant mon mouvement. J'ébranlerai donc mes bataillons, tout déployés qu'ils sont. »

[1] « Comme M. de Mesnil-Durand et avant lui, nous faisions nos mouvements en colonnes ; comme lui, nous arrivons par les colonnes à tous nos ordres de bataille et à toutes nos dispositions ; comme lui, nous nous en servons pour traverser les grands espaces et pour faire toutes les grandes manœuvres ; comme lui, nous nous en servons au besoin *pour rassembler plus de forces sur un point ;* comme lui, enfin, nous les emploierons dans nos ordres de bataille et dans les actions, mais ce ne sera pas indifféremment et dans toute espèce de terrains et de circonstances ; ce sera quand nous pourrons les mettre à l'abri du feu de l'ennemi ou approcher de lui à couvert ; ce sera quand, par un feu d'artillerie supérieur, nous aurons éteint ou, du moins, diminué le sien ; ce sera, en un mot, quand l'attaque se réduira à des points retranchés qu'il faudra emporter par une succession d'efforts, etc.

« *Les colonnes sont très propres à l'attaque :* elles y sont surtout propres quand l'ennemi est derrière un retranchement ou dans tel autre poste dont les flancs naturels ou artificiels réduisent nécessairement à attaquer les saillants et à ne pas se présenter sur les faces ; elles y sont propres quand, ne pouvant déboucher sur l'ennemi que par un point, on est forcé de rassembler ses troupes sur ce point et d'arriver par lui ; elles y sont propres enfin quand, d'un retranchement ou d'un lieu fermé, on veut faire une sortie sur l'ennemi attaquant et déjà mis en désordre par le mauvais succès de son attaque ; ou bien encore quand il s'agit de rattaquer sur-le-champ le poste qu'il vient d'emporter et où il n'a pas eu le temps de s'établir. »

de soutenir le combat de mousqueterie autrement qu'en ligne déployée[1]. En réalité, ce qui paraît convenir le mieux aux uns et aux autres, c'est cette formation mixte que nous avons vu employer par Maurice de Saxe et par ses successeurs. Guibert la recommande sous différentes formes et en variant la répartition des lignes et des colonnes[2].

Il est donc naturel qu'on la retrouve dans les batailles de la République et de l'Empire, dans les dispositifs devenus célèbres du Tagliamento, d'Austerlitz, etc.

3° Le règlement de 1791 et la tactique révolutionnaire.

L'ordonnance de 1791, adoptée à la suite de toutes ces expériences, ne préconisait et surtout ne prescrivait rien pour le combat. Elle définissait les

[1] « Je suis le seul, sans vanité, dont l'ignorance ait été jusqu'à faire de la colonne l'ordre primitif, mais non pas exclusif, puisque je ne prétends pas l'employer au combat de mousqueterie. »

[2] « Les bataillons déployés sont propres à être combinés dans une disposition générale avec des colonnes, soit pour marcher à la même hauteur et de concert avec elles, soit pour les soutenir, soit pour être soutenus par elles. . . Il y a telle attaque où il est à propos de mêler des bataillons déployés avec des colonnes, pour marcher ensemble et de concert ; les bataillons déployés ayant pour objet d'embrasser les faces et les courtines et d'occuper ou d'éteindre leur feu, tandis que les colonnes marchent aux parties saillantes. Il y a telle autre disposition d'attaque où l'on peut soutenir les colonnes par des bataillons déployés, les colonnes ayant alors pour objet d'emporter le point d'attaque, et les bataillons déployés de s'y établir immédiatement après pour le garnir et pour le défendre contre les efforts que l'ennemi pourrait faire

diverses formations en ligne déployée, colonne à distance entière, colonne serrée, colonne à demi-distance, colonne d'attaque, etc., et réglementait le moyen de passer de l'une à l'autre. Guibert l'avait rédigée de manière que « si jamais, par quelque révolution qu'on ne peut pas prévoir dans l'espèce de nos armes, on voulait revenir à l'ordre de profondeur, il ne faudrait changer ni de manœuvres, ni de constitution[1] ».

On a écrit quelquefois que les armées de la Révolution avaient, dès leurs premières campagnes, abandonné les formations prescrites par ce règlement, et la tactique officielle, pour appliquer les idées de Mesnil-Durand. Il est évident que ce n'est pas exact, ni ne peut pas l'être. On avait assez de mal à dégrossir les levées de 1791 et 1792 pour ne pas ajouter à ce travail un élément de désordre comme l'adoption d'un règlement fictif, non rédigé, à improviser et à appliquer aussitôt. Au contraire, nous voyons les généraux républicains, en 1792, 1793 et 1794, occupés constamment à dresser leurs volontaires d'après les règlements existants. Rochambeau, Custine, Brunet, Schauenburg, n'ont

pour le reprendre. Il y a enfin telle occasion où l'on peut faire marcher à l'ennemi la première ligne déployée, la seconde la soutenant en colonnes, etc. »

[1] « Nous ne dissimulerons pas, dit-il lui-même, que nos dernières ordonnances de manœuvres, et surtout celle de 1776, n'aient un peu trop négligé de parler de la colonne serrée sous le rapport d'ordre d'attaque. Il fallait articuler expressément qu'on pourrait se servir de la même colonne pour colonne d'attaque; qu'on la préférerait même, dans ce cas seulement, toutes les fois qu'on verrait devant soi la certitude de pouvoir la déployer, etc. » Pour plus de netteté, la colonne d'attaque fut rétablie en 1791.

pas d'autre préoccupation, et ils n'avaient pas assez de talent pour songer à des innovations. Chambray s'exprime d'ailleurs de la manière la plus explicite après 1815 : « On range l'infanterie en ordre mince, pour qu'elle puisse employer son feu, et le feu est son principal moyen, soit qu'elle attaque ou qu'elle se défende.

« L'infanterie se forme aussi en colonnes serrées pour manœuvrer, pour résister à la cavalerie, et même pour attaquer l'infanterie dans des circonstances particulières; elle se forme en carré pour résister à la cavalerie ; enfin elle s'éparpille en tirailleurs pour faire le service d'infanterie légère ; un sixième environ du bataillon combat ordinairement ainsi ; mais on augmente le nombre des tirailleurs selon les localités et les circonstances, et quelquefois la totalité du bataillon combat en tirailleurs.....

« ... *On n'a exécuté, que je sache, aucun changement à l'art militaire pendant les guerres de la Révolution française*, qui ne se trouve indiqué dans les ouvrages de Mauvillon, du prince de Ligne, dans ceux de Guibert ou dans ceux du maréchal de Saxe. »

En résumé, les différences entre la tactique des armées de Louis XVI et celle des armées révolutionnaires ou impériales sont assez peu profondes pour qu'un officier, instruit avant 1789, n'ait pas eu à désapprendre ce qu'il savait pour s'initier par l'expérience à un genre de combats nouveau. La guerre que Bonaparte allait faire était bien celle à laquelle il avait pu se préparer dès 1785.

4° La bataille irrégulière.

Il y aura toujours des batailles livrées en terrain absolument découvert ; il y aura peut-être toujours des généraux qui, comme Contades à Minden, déploieront leur armée dans une plaine, et laisseront en même temps leur centre tout à fait dépourvu d'infanterie, prêt à s'évanouir au premier choc. Cependant, à mesure que la zone battue *efficacement* par les feux d'infanterie s'étend plus loin (elle était à peu près nulle à l'époque de Rocroi), on peut laisser sans danger des saillants et des rentrants plus prononcés, des vides plus étendus dans l'ordre de bataille. Fontenoy montre combien il devient difficile à l'assaillant de pénétrer entre les points d'appui, naturels ou artificiels, du défenseur. Ce sont désormais ceux-ci qui jalonnent irrégulièrement le front des armées, et c'est sur leur lisière que le combat s'engage généralement, depuis les dernières guerres de Louis XIV.

On peut y engager d'abord très peu de monde, et garder de fortes réserves disponibles pour reprendre l'attaque. La bataille de Bergen marque, dans cet ordre d'idées, l'apparition d'une tactique nouvelle : le maréchal de Broglie y a pris position entre deux cours d'eau, auxquels ses deux flancs sont appuyés. Sa droite est au village de Bergen ; sa gauche est refusée, couronnant une crête boisée très oblique sur la direction de la rivière. Entre les bois et le village, une colline à pentes douces offre une position excel-

lente à son artillerie ; plus de 2,000 tirailleurs français et saxons sont répandus dans les bois et soutenus par 11 bataillons ; 8 bataillons garnissent les jardins et les vignes étagées de Bergen, et voilà toute la première ligne. En arrière, une trentaine de bataillons et toute la cavalerie, formés en colonnes, constituent deux masses de réserves qui attaqueront à leur tour lorsque l'ennemi se sera usé contre les défenses du bois et du village [1].

Au combat de Corbach (le 10 juillet 1760), le maréchal de Broglie, arrivé devant une longue crête garnie par les troupes de Brunswick, ne l'aborde pas de front, mais lance sur son flanc droit, dans un bois, toutes ses troupes légères en tirailleurs, suivies de 8 bataillons en colonnes ; c'est cette attaque qu'il nourrit avec des troupes fraîches à mesure qu'elles débouchent sur le lieu du combat, et il ne garde en ligne déployée, soutenant les batteries et faisant face à Brunswick, que deux brigades qui, d'ailleurs, n'ont pas à s'engager.

Des bataillons entiers de tirailleurs, de fortes batteries, des soutiens en colonnes, des réserves massées,

[1] « Il faut, dit Guibert, occuper les points d'attaque par des têtes de troupes et tenir derrière et entre eux le reste de son armée en colonnes, afin de porter ses forces où l'ennemi portera ses efforts, et quelquefois où il se mettra en prise et se rendra susceptible d'être attaqué lui-même. . . . . Le général tiendra son armée en colonnes sur le champ de bataille, qu'il devra occuper, afin de ne déterminer la répartition de ses troupes que sur celle des troupes de l'ennemi. Il opposera finesse à finesse et manœuvre à manœuvre ; il présentera à l'ennemi un point dégarni en apparence, afin de l'engager à diriger son attaque sur ce point, et il saura faire sur lui un contre-mouvement offensif. »

des troupes qui s'engagent successivement : voilà donc la physionomie de la bataille à la fin de la guerre de Sept ans, et l'on voit apparaître un genre de guerre nouveau, que notre incapacité manœuvrière empêche seule de se développer dès cette époque.

Les progrès de l'armement agissent plus nettement encore sur la forme et l'amplitude des mouvements tournants que sur les attaques centrales : c'est là surtout qu'on voit que les armées sont moins rigides, plus capables de mouvements variés et de grandes manœuvres.

Les armes à feu, maintenant qu'elles sont plus efficaces, donnent plus d'importance aux mouvements débordants. La résistance du front, la durée de l'acte décisif dans la bataille permettent désormais ces mouvements de grande envergure qui étaient réservés autrefois à la guerre de montagnes. Pour tourner un village, un bois, une redoute, les mouvements ne peuvent avoir moins d'un millier de pas. On arrive ainsi à les faire exécuter par des corps séparés ; Guibert admet que « la disposition de la marche soit telle, qu'on veuille porter une partie de l'armée sur le flanc de l'ennemi, tandis qu'on portera le reste sur son front ». Les généraux habiles savent régler l'éloignement de ces corps de manière à les tenir sous leur main et à ne pas présenter à l'ennemi un intervalle assez grand pour qu'il y pénètre d'emblée. Moins adroits, ou moins bien inspirés, d'autres accentuent la séparation, font prendre l'ennemi à revers par un corps absolument détaché, arrivent même à cette surprenante disposition qui fut celle de Frédéric à Torgau. Ce sont les excès

inséparables d'une période de tâtonnements, où l'on se hâte d'échapper à la tactique linéaire avec une ardeur souvent excessive.

Le seul cas qui ne se présente pas, c'est celui d'un général essayant d'obtenir la victoire sans déborder l'ennemi. La puissance du feu donne une importance extrême aux mouvements enveloppants[1]. Les officiers d'artillerie ne songent qu'à prendre l'ennemi d'écharpe, d'enfilade ou de revers, à « prendre des prolongements », comme ils disent à cette époque, et comme Vauban le faisait par rapport à la fortification.

Mauvillon fait remarquer combien la portée des armes à feu augmente les avantages des mouvements tournants[2] et surtout combien les mouvements de

[1] « Quand on attaque, dit Guibert, il n'est pas uniquement question de rassembler beaucoup de forces dans un petit espace et de prendre une disposition qui leur permette de contenir dans cet espace. Il est question d'employer toutes ses forces de la manière la plus avantageuse et la plus décisive. Or ce qui procure dans une attaque le plus grand avantage et l'avantage le plus décisif, c'est sûrement de tourner, de flanquer et d'embrasser l'ennemi. Il est question d'avoir le moins de forces inutiles qu'il est possible; or c'est ce qui arrive nécessairement quand on a pour principe de se concentrer, de se resserrer, de rassembler beaucoup de troupes dans peu d'espace. Il n'y a d'attaque bien entendue et suivie d'un succès heureux que celle qui embrasse et qui flanque l'attaque et, par conséquent, qui se développe sur un front plus grand que celui de l'ennemi. Mais ce principe n'est pas uniquement applicable à la première disposition d'attaque; il faut qu'il continue d'être observé pendant tout le cours de l'action. C'est en tournant, en flanquant, en embrassant de plus en plus l'ennemi qu'on le déposte successivement de tous les points qu'il occupe. »

[2] « Il y a deux causes entièrement relatives à nos armes, qui facilitent à un point extrême une entreprise contre une armée dont le flanc n'est pas à l'abri de toute insulte. Des corps qui

grande envergure exercent d'influence sur les dispositions de l'adversaire, en l'obligeant de bouleverser tout d'un coup son ordre de bataille[1].

Bosroger, plus nerveux, fait ressortir le trouble causé par les attaques de flanc ou de revers, l'effet moral qu'elles produisent sur le défenseur.

« Il arrive quelquefois, dit-il, qu'on détache exprès un corps dont l'objet est dépendant de la manœuvre générale, soit pour tourner l'ennemi et le prendre par derrière, soit pour tomber sur lui au milieu de l'action par un autre point et le forcer, en l'étonnant, à chan-

forment un crochet peuvent s'étendre, se séparer même à la très grande portée du fusil, sans rien craindre, parce que les feux croisés de l'artillerie et de la mousqueterie couvrent la trouée tellement, que l'ennemi ne saurait tenter d'y entrer. D'autre part, les anciens pouvaient sans crainte former la potence pour s'opposer à une troupe qui aurait formé le crochet dans le dessein de les prendre en flanc. Et voilà ce que nous ne pouvons pas, et ce qui forme la seconde raison pourquoi un mouvement combiné de cette nature peut s'exécuter sans danger de nos jours. Une armée qui se place en potence et qui forme quelque grand saillant dans son ordre de bataille, y a par là même un endroit très faible. Les troupes ainsi placées ne sauraient résister aux feux croisés, à ceux d'enfilade, d'écharpe et de revers, dont un ennemi qui sait profiter de ses avantages peut les accabler dans cette situation..... »

[1] « Une armée est tournée dès que les troupes ennemies se trouvent sur son flanc, même à une très grande distance. Celle à laquelle le feu agit est déjà très considérable et la lenteur avec laquelle des troupes posées changent leur ordonnance fait que l'ennemi peut parcourir un grand espace avant qu'elles l'aient changée. Si, pendant ce temps-là, ils ont seulement pu s'approcher à la portée du feu, la chose devient impossible. Voilà pourquoi une armée, aussitôt qu'elle reçoit la nouvelle qu'un corps détaché s'est porté ainsi sur son flanc, ne songe d'abord qu'à la retraite, parce qu'elle ne voit pas le moyen de parer à cet inconvénient avant que l'ennemi tombe sur elle. »

ger toutes ses dispositions ; mais il faut avoir si bien pris ses mesures, qu'on soit sûr que ce corps arrivera à point nommé ; car, pour l'ordinaire, ces détachements ne font qu'affaiblir une armée, et ne servent à rien parce qu'ils arrivent trop tôt ou trop tard. »

La bataille, si meurtrière au XVII[e] siècle, est devenue assez insignifiante, matériellement parlant, depuis que les armes à feu tiennent les deux adversaires à distance, et il faut quelque manœuvre qui conduise rapidement sur les derrières de l'ennemi, soit en le tournant, soit en perçant son centre, pour rendre à la victoire l'importance décisive qu'elle avait autrefois.

Quoi qu'il en soit, il est devenu inutile d'aligner rigoureusement les troupes comme on le faisait encore dans les dernières guerres de Louis XIV, et l'usage s'en perd peu à peu. Il y a bien encore des généraux incapables qui, comme à Minden, passent toute la nuit à aligner leurs troupes ; mais d'autres, comme le maréchal de Broglie, n'hésitent pas à les engager à mesure de leur arrivée sur le champ de bataille. On peut donc se jeter sur l'ennemi, l'accrocher quand on arrive au contact, et voici une des causes de lenteur de l'ancienne stratégie qui est près de disparaître.

Les progrès de la tactique vont faire faire un pas de plus dans cette voie :

« Autrefois, dit Guibert, les mouvements qui mettaient une armée en colonne ou en bataille étaient si lents et si compliqués, qu'il fallait des heures entières pour faire une disposition générale ; il fallait prendre son ordre de bataille très loin de l'ennemi. A présent,

ou pour mieux dire, dorénavant, les mouvements qui mettront les troupes en colonne ou en bataille étant simples, rapides, applicables à tous les terrains, on prendra cet ordre de bataille le plus tard et le plus près de l'ennemi qu'il sera possible, parce que des colonnes sont bien plus faciles à remuer que des lignes, et parce qu'en ne démasquant sa disposition qu'au moment de l'attaque, l'ennemi n'aura pas le temps d'y parer. »

« Arrivé à portée de l'ennemi, dit-il plus loin, le général donne le signal pour que l'ordre de bataille se prenne. *A l'instant*, toutes ses troupes, qui ont des méthodes rapides de déploiement, se mettent en bataille, et l'attaque commence avant que l'ennemi ait eu le temps de démêler où l'on veut le frapper. »

IV

LA GRANDE TACTIQUE

1° Le combat en retraite.

Avec la forme nouvelle des combats et des batailles, la grande tactique s'est développée. Luxembourg avait jeté des *têtes d'armée* dans des positions importantes et fortifiées; Berwick, Villars, Maurice de Saxe, avaient généralisé ce procédé. De gros détachements, des divisions isolées pouvaient alors tenir plusieurs heures dans de fortes positions et donner le temps à l'armée de se déployer; mais ce n'était pas encore assez. Une tactique plus souple et plus habile, une artillerie plus légère devaient seules garantir le salut des corps détachés dans la plupart des circonstances, en leur permettant de recourir au combat en retraite. En réalité, *le combat en retraite est un élément essentiel de la guerre moderne;* il est la condition d'existence de toute la grande tactique. Son importance n'avait pas échappé à la forte analyse des tacticiens du XVIIIe siècle, et en particulier de Mauvillon : « C'est le triomphe complet de nos armes à feu sur celles des anciens, de mettre des bornes à la victoire ». La distance à laquelle on combat permet de rompre

l'engagement à temps; les moindres obstacles, abris ou mouvement de terrain, peuvent être utilisés pour tenir l'ennemi à distance; lors même que, par un hasard extraordinaire, il faudrait battre en retraite sur un terrain absolument découvert, on se formera en échiquier[1]. « Mais il faut songer que le moindre officier, s'il attaque ou s'il se défend quelque part, ne manquera jamais de faire garnir d'avance tout ce qui

[1] « Nos armes nous obligent à combattre à une assez grande distance, et cette distance fait que nos troupes, lorsqu'elles se débandent, se mettent rarement à fuir si pleinement qu'on ne puisse bientôt les rassembler. Il ne s'agit pour elles que de se mettre hors de la portée du feu et elles n'ont souvent que quelques centaines de pas à faire en arrière pour cela. L'ennemi, trop éloigné d'elles lorsqu'elles se retirent, et craignant de déranger son ordre de bataille en les poursuivant, les laisse aller. Mais, quand on détacherait même des troupes pour les poursuivre, une maison, un chemin creux, la moindre petite haie, que la tête des fuyards peut gagner et occuper, suffit pour que le reste se remette sous la protection du feu qui en sort et qui arrête ceux qui poursuivent. La longue portée de nos armes de jet fait qu'une troupe assure la marche d'une autre en balayant le terrain que l'ennemi doit parcourir pour joindre celle-ci. De cette façon un bois, une maison, un ravin, une hauteur, un fossé, un enclos, une haie, tous ces objets que l'on trouve partout dans des pays cultivés, peuvent servir à y jeter un détachement qui couvre la retraite dans tout l'espace qu'il flanque par ses armes. *En jetant ainsi des postes dans tout ce qui peut servir de protection à mesure que l'on se retire, et repliant sur soi en même temps tout ce qu'on y avait jeté lorsqu'on n'en attend plus de protection, on fait sa retraite aussi sûrement que commodément.* Où tout cela manque, il reste encore la ressource de la retraite en échiquier, qui roule aussi tout entière sur la nature de nos armes..... Mais il n'est pas possible de trouver une contrée en Europe où l'on ne rencontre à chaque pas un bois, un ravin, un ruisseau, des haies, une maison, ou quelque chose de semblable, pour y poster un détachement dont le feu, donnant en flanc sur la colonne de ceux qui poursuivent, les arrête par là tout court. »

peut servir à couvrir sa retraite. A plus forte raison, un général n'y manquera-t-il pas dans un combat où il peut le faire avec des troupes fraîches et en assez grand nombre pour tenir en respect tout ce que l'ennemi pourrait détacher, avec ordre de s'aventurer à la poursuite. »

Les canons à la suédoise, introduits dans nos armées vers 1740, et donnés aux bataillons en 1757, pouvaient tirer huit à dix volées de mitraille par minute, et c'était un puissant appoint pour tenir l'ennemi à distance ; on va bientôt y joindre l'artillerie à cheval, l'arme par excellence des retraites, couvrant les échelons de l'infanterie et se dérobant par un bond rapide pour reprendre le feu aussitôt. Le combat en retraite est donc possible dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, et, comme conséquence, on peut détacher de l'armée des divisions ou des corps de deux ou trois divisions sans les exposer à une perte certaine[1]. Bien que la durée de leur résistance ne puisse être appréciée avec quelque précision, on peut, dans la plupart des cas, lui assigner un minimum, et cette résistance, retardant et mesurant en quelque sorte les forces de l'ennemi, fournit au général le temps et les renseignements nécessaires pour manœuvrer. Chaque division ou corps d'armée peut ainsi jouer le rôle de « tête d'armée ».

Tel est l'emploi qu'en fait le maréchal de Broglie à Eimbeck, et il sera plus caractérisé dans les campa-

[1] A condition de mesurer strictement, comme nous allons le voir, la distance et la force des détachements aux positions qu'on leur assigne.

gnes de Napoléon. Dès sa première campagne, il maniera avec un art consommé cet instrument nouveau de la guerre moderne ; c'est Laharpe à Voltri, Rampon à Montenotte et au Montenegino, Sérurier à Garessio et Ormea, qui en donnent trois exemples divers.

Plus tard, ce seront Masséna à Rivoli, Sauret sur la Chiese ; en 1800, c'est Lannes qui devance et flanque l'armée de réserve ; en 1805, Lannes encore qui observe Mack dans Ulm pendant que la grande armée converse autour de lui ; c'est Bernadotte qui couvre Napoléon contre les Russes, etc.

Le progrès des armes ne fera que développer, avec le temps, *cette faculté de résistance des corps d'armée isolés*, *base de toute manœuvre d'armée dans la guerre moderne.*

2° Le principe divisionnaire et l'extension du front.

Appliqué d'une manière intermittente par Maurice de Saxe, le principe divisionnaire est définitivement adopté en 1759 par le maréchal de Broglie, et les divisions de l'armée sont réparties par lui sur un plus grand front. Chacune d'elles est capable de recevoir le premier choc de l'ennemi sans être écrasée du coup, et de procurer aux autres le temps d'accourir et de manœuvrer. L'armée couvre ainsi elle-même ses flancs et ses communications sans y consacrer de détachements permanents, et surtout elle menace les flancs

et les derrières de l'ennemi ; elle limite les mouvements qu'il peut tenter ; on le réduit ainsi, comme le conseille Lloyd, à ne plus disposer que d'une seule ligne d'opérations. Il faut qu'il se retire par le chemin le plus court ou qu'il accepte la bataille, pour laquelle on a déjà préparé le mouvement débordant [1].

« *Il est nécessaire*, d'après le chevalier de Chastelux, *que l'ennemi ne puisse dépasser les flancs de l'armée et marcher sur ses derrières, sans la rencontrer, et par conséquent sans être forcé de la combattre.* » Voilà, bien nettement affirmé, le caractère décisif que le principe divisionnaire doit donner à la guerre.

[1] « Si l'on est sur la défensive, dit Guibert, il faut tenir les débouchés ou les points par où l'ennemi pourrait embrasser les flancs ou se porter sur les objets que l'on couvre. Si l'on est sur l'offensive, il faut tenir les débouchés par où l'on peut marcher à lui ; il faut menacer les points qui l'intéressent ; il faut, enfin, s'étendre pour l'embrasser et pour l'obliger lui-même à s'étendre et, par là, à s'affaiblir. Qu'importe, en effet, à l'ennemi, dans la supposition qu'il ait l'offensive, que vous occupiez la position la plus formidable en elle-même, s'il peut vous y laisser et agir sur vos flancs? Que lui importera, s'il est sur la défensive, que vous teniez un seul débouché pour arriver à lui, s'il occupe tous les autres et s'il peut ainsi vous opposer presque toutes ses forces sur un point ? etc. »

Mauvillon s'exprime de même, et le maréchal de Broglie a donné en 1759, 1760, 1761, 1762, des exemples de cette disposition : « Quand il voulut déposter le prince Ferdinand du camp de Sachsenhausen, près de Corbach, son mouvement avait cinq grandes lieues de développement. Ce fut en ménageant le prince Ferdinand sur son front, tandis qu'il inquiétait son flanc gauche par le corps de M. le comte de Lusace, et qu'il tournait plus décisivement son flanc droit par le corps de M. le comte du Muy et par plusieurs autres gros détachements, qu'il lui fit abandonner cette importante position ». (Guibert.)

On voit toute la portée de cette théorie. C'est elle qui fait succéder les manœuvres décisives, les grands coups de filet comme ceux de Marengo et d'Ulm, aux manœuvres anodines de l'âge précédent. Que Maillebois, près de la Stradella, voie sa principale ligne de retraite coupée par l'ennemi, il a vite fait d'en prendre une autre ; bien différente est la situation de Mélas ou de Mack dans le réseau dont Napoléon les enserre.

La bataille à fronts renversés était fréquente et sans grand danger dans l'ancienne stratégie ; Mollwitz, Zorndorf en sont les preuves. Elle devient mortelle pour le vaincu dans la guerre moderne.

Qu'importe à Dumouriez, quand il prend position à Valmy, de voir les Prussiens entre Paris et lui ? Brunswick tient son armée « ensemble », comme autrefois Turenne et Montecuculli, et elle n'est aussi qu'un point sur le théâtre d'opérations ; mais à Iéna ce même Brunswick sera « investi », coupé de tous les passages utilisables pour sa retraite.

« *Un général habile*, dit Bosroger, *amène de loin une bataille par d'autres opérations qui forcent l'ennemi de faire ce qu'il veut*, *et le font*, *pour ainsi dire*, *arriver jusque sur le champ de bataille qu'il s'est préparé.* »

Ces opérations préparatoires, le maréchal de Saxe en a donné les premiers exemples en acculant ses ennemis à la Meuse par les marches concentriques de ses divisions ; le maréchal de Broglie a essayé de les imiter en acculant Brunswick entre la Dymel et le Wéser. Mais, pour y réussir, il faut plus de vigueur

et d'habileté que n'en avaient nos généraux de la guerre de Sept ans.

3° La dispersion des forces et le cordon.

Les méthodes de guerre de la fin du XVIIIe siècle, comparées à celles du siècle précédent, ont pour caractéristique la division de l'armée en plusieurs corps répartis sur un front très supérieur à celui de l'ordre de bataille. C'est un grand avantage pour une armée manœuvrière entre les mains d'un général habile et actif. En divisant l'armée, on lui donne plus de souplesse, on augmente son rayon d'action, et l'on se promet des résultats plus décisifs dans la bataille. Mais les dangers croissent avec les avantages ; l'instrument est d'autant plus difficile à manier, et d'un usage d'autant plus périlleux, qu'il est plus perfectionné. Le principe divisionnaire conduit les généraux lents ou maladroits au système des cordons, c'est-à-dire des armées *figées* dans un dispositif trop étendu et trop morcelé pour une action d'ensemble.

Il arrive alors que l'ennemi, plus actif, quelle que soit sa manière de procéder, écrase séparément les diverses parties du cordon ; ou, s'il reste en cordon, lui aussi, on obtient une série de combats partiels au lieu d'une bataille décisive, et ce nouveau système, qui devait rendre la guerre plus énergique et plus prompte, la rend au contraire molle et languissante. C'est ce qui arrive dans les campagnes de Hesse et de Westphalie en 1758-1762, où les généraux des

deux partis sont également médiocres. On voit alors des combats comme ceux de Corbach, de Sandershausen, de Warburg, etc., qui sont à peu près sans influence sur l'issue de la guerre. Il en sera exactement de même dans les premières campagnes de la Révolution ; mais la ressemblance est plus complète encore, et tout nous prouve que la méthode de guerre n'a pas changé de 1760 à 1796. Les de Broglie, les Moreau, n'ont pas l'esprit assez puissant pour diviser leurs armées d'une manière irrégulière, variable, en se pliant aux circonstances. Il leur faut de la symétrie et des règles pratiques. Bosroger nous donne la formule suivant laquelle ont été ordonnées l'armée de Broglie en 1760, et celle de Moreau en 1796 :

« Une armée est distribuée en *Corps de bataille*, ou ce qu'on appelle ordinairement *l'armée*, et en *Réserves de droite*, *de gauche*, *d'avant-garde et d'arrière-garde*. Ce sont quatre autres petites armées détachées de la grande, qui servent à sa sûreté. Assez souvent l'une des deux premières, et quelquefois toutes les deux, sont tout à fait séparées du corps de bataille, et chargées, pendant la campagne entière, d'opérations particulières. »

4° Nécessité de tenir l'armée réunie.

Bosroger tombe ici dans l'excès qu'il fallait craindre ; voilà des corps séparés définitivement de l'armée, et qui ne rejoindront pas, restant « réserve » de droite ou de gauche pendant la bataille même,

comme ce sera le cas pour la division Ferino le jour de Neresheim. Cette faute, qui sera commise plus d'une fois dans les armées de la République, le maréchal de Broglie l'a généralement évitée ; mais ses contemporains en ont abusé. Aussi, Guibert a-t-il été obligé de s'élever avec force contre cette erreur si dangereuse, et de rappeler que la concentration est indispensable pour la bataille [1]. Dans son *Essai général de Tactique*, il recommande de concentrer l'armée d'avance si l'on prévoit une bataille ; mais lorsqu'il écrit sa *Défense du Système de guerre moderne*, il a aperçu dans les manœuvres du maréchal de Broglie des mouvements plus habiles et plus prompts que ceux auxquels il pensait d'abord ; il a pu constater qu'il n'était pas nécessaire d'être concentré longtemps avant la rencontre décisive. Il admet « qu'on prenne le parti de détacher des corps en

[1] « Cette manière de ne jamais faire la guerre en masse, c'est-à-dire de ne point manœuvrer avec toute son armée à la fois, de ne point oser donner de grandes batailles, enfin de se morceler, de se compromettre sans cesse en corps séparés, en mouvements de détail, nous est si habituelle que je ne puis me dispenser d'y revenir. Elle est totalement opposée aux principes de la grande tactique moderne ; elle n'est qu'une dégradation de l'art.......

« ... Il y a des opérations où ces corps détachés peuvent être utiles ; mais, en général, il faut éviter de morceler ainsi les armées.....

« Car, est-on supérieur à l'ennemi, on se remet par ce morcellement de niveau avec lui ; on s'expose à faire battre ces corps détachés et à perdre en détail l'avantage qu'on aurait eu si l'on fût resté en masse. Est-on en offensive décidée, et généralement dans quelque opération-manœuvre que ce soit, il faut rappeler à soi tous ses corps détachés, ses troupes légères même, et se tenir ensemble. »

dehors de la position principale, qui en sont en quelque sorte des extensions, sauf à se retirer ou à se rapprocher d'elle, en cas que l'ennemi marche sur eux, mais qui ont pour objet d'embrasser plus de pays, d'agrandir les derrières de l'armée ».

« L'art, dit-il, est quelquefois de savoir se mettre au centre d'une ligne de défense étendue, avec le projet et la possibilité bien calculée de tomber sur les flancs de l'ennemi s'il la pénètre ; mais l'art est aussi de s'étendre sans se mettre en prise, d'embrasser sans se désunir, de lier ses opérations ou ses attaques, de prendre des flancs sans le prêter[1]. »

Il accorde qu' « il y a des opérations, des positions, des circonstances, qui imposent la nécessité de former des corps détachés et des avant-gardes ; mais, *ces corps ne doivent pas être permanents.* Il ne faut rien y attacher de ce qui constitue une réserve ou un corps séparé ».

[1] Lloyd indique d'une manière complète les propriétés d'un pareil dispositif, mais il se borne à un cas particulier dont on peut imaginer l'application à la défense d'une ligne comme celle de l'Adige :

« S'il se trouve une rivière dans votre pays ou au delà des frontières, dit-il, il faut vous placer derrière et distribuer votre campement de façon que les trois cinquièmes de l'armée occupent le centre de cette position ; les deux autres parties seront distribuées sur la droite et sur la gauche, de sorte que, si votre armée est de 40,000 hommes, elle occupera au moins un terrain de cinq lieues sur le front où l'ennemi pourrait passer.

« Si le terrain vous est favorable, les 8,000 hommes que je suppose former chacune de vos ailes sont assez forts pour empêcher le passage ou attaquer vivement l'ennemi dès qu'il a passé, *ou enfin pour le tenir en échec jusqu'à ce que vous ayez eu le temps d'arriver avec toute l'armée.* »

5° Concentration subite pour la bataille.

En admettant que l'on sépare les divisions de l'armée, mais en spécifiant qu'aucun détachement ne doit être *permanent*, Guibert a touché le point délicat de la question.

Il faut en effet séparer les divisions de l'armée tant qu'elle est en marche, à distance de l'ennemi, et qu'il s'agit seulement de limiter la zone où il peut manœuvrer ; mais il faut que tout se concentre dès que la bataille devient possible ; il faut que ce groupe de divisions soit animé d'un mouvement perpétuel de dilatation et de concentration.

Quoi qu'en dise Guibert, le maréchal de Broglie a donné des exemples de ces concentrations pour la bataille, et c'est à Guibert lui-même que nous en empruntons le récit :

« A la fin de la campagne de 1761, M. le maréchal de Broglie se vit forcé, pour faire subsister plus commodément son armée, de la séparer en sept ou huit corps, tous campés à plusieurs lieues les uns des autres, et embrassant par là une grande étendue de pays. Le prince Ferdinand de Brunswick, qui s'était retiré et dispersé de son côté vers Hameln, à 12 ou 15 lieues de lui, veut profiter de la circonstance pour le surprendre dans cette position. Il rassemble ses troupes, et marche à tire d'aile vers Eimbeck, où M. le maréchal avait son quartier général, avec quatre brigades d'infanterie seulement et quelque cavalerie. M. le maréchal apprend ce mouvement le 4 au soir. Il

envoie sur-le-champ ordre à tous les corps détachés de se réunir à lui. Au point du jour il monte à cheval, choisit une position en avant d'Eimbeck, et y établit le peu de troupes qu'il avait avec lui. Déjà la tête de l'armée ennemie paraissait. Il envoie un gros détachement au-devant d'elle. Ce détachement l'arrête, la contient, l'oblige à se mettre en mesure avec le reste de l'armée, et ensuite à marcher avec précaution. Le temps se passe, la journée s'avance, nos troupes arrivent successivement et garnissent la position reconnue; enfin, il est 3 heures avant que M. le prince Ferdinand se trouve à portée de faire des dispositions pour le combat. Il comptait surprendre, et au lieu de cela il voit devant lui une position formidable occupée par une armée dont la contenance ne paraît point incertaine ».

N'est-ce pas toute l'histoire de Valmy, de l'étonnement de Brunswick devant les forces réunies de Dumouriez, de Kellermann et de Beurnonville, et devant leur fière attitude ? Aussi Brunswick se comporte-t-il à Eimbeck comme il fera plus tard à Valmy : « La journée aboutit à une violente canonnade de part et d'autre, et dans la nuit le prince Ferdinand, voyant son projet manqué, reprit le chemin d'Hameln. A la bataille près, qui n'eut pas lieu, ajoute Guibert, ce fut à peu près le même événement qu'à Bergen ». Brunswick s'était trouvé aussi à Bergen en face d'une armée inopinément concentrée, et il avoue dans son rapport qu'il eut affaire à un ennemi beaucoup plus nombreux qu'il ne s'y attendait.

On pourrait multiplier les exemples, car ce fut la

manœuvre favorite du maréchal de Broglie, de prendre une position très étendue et de concentrer ses divisions au dernier moment par des marches forcées ; mais il faut remarquer avant tout que si l'on sépare les divisions de l'armée avec l'intention de les concentrer rapidement, il faut que leur éloignement reste toujours limité : « C'est là, dit Guibert, que l'homme supérieur hasarde plus que l'homme médiocre, parce qu'en même temps qu'il connaît mieux les inconvénients de ce qu'il hasarde, il prévoit, il combine, il prépare mieux les préservatifs et les ressources ».

6° Limites assignées à l'extension du front.

Guibert n'en dit pas davantage, car il aime mieux ébaucher à grands traits que de préciser et d'analyser minutieusement des questions aussi délicates. Celle-ci est pourtant d'une importance capitale, et l'on peut dire qu'elle est le point essentiel de la grande tactique.

Si l'on admet qu'une armée doit être momentanément divisée en plusieurs corps, et répartie sur une grande étendue tant qu'elle marche ou stationne à distance de l'ennemi, et si l'on admet en même temps qu'il faut la concentrer vivement pour la bataille, il est indispensable de déterminer les conditions à remplir pour que cette concentration subite soit réalisable. Résistances et durées de trajet, tous les éléments entrent en ligne de compte. Mauvillon essaye de les énumérer :

« Que d'attentions et de combinaisons cela n'exige-t-il pas! Il faut que tous ces corps détachés soient dans des positions où ils puissent se maintenir assez de temps contre des forces supérieures, pour qu'on ait celui de venir à leur secours. Il faut donc calculer la distance, la nature des chemins, les moyens que l'ennemi peut rassembler pour tomber sur un corps pareil; ceux que nous avons d'être instruits d'un tel dessein avant le temps de son exécution, et si cet intervalle de temps est assez considérable pour nous laisser celui de le faire évanouir. Si les détachements de cette nature ne doivent être que des postes d'avertissement, il faut combiner leur position de manière qu'en remplissant parfaitement leur objet, leur retraite sur l'armée ou sur un corps plus considérable et capable de les défendre, soit assurée. »

En résumé, on voit que, vers 1780, on conçoit une armée en campagne comme un groupe de divisions réparties sur un espace de plusieurs lieues et même de plusieurs journées de marche, et qui devra se concentrer rapidement pour livrer bataille. Guibert et Mauvillon se bornent à des considérations générales sur ce sujet, mais Bourcet va nous donner des règles plus rigoureuses. La guerre de montagnes, qu'il a étudiée et qu'il a faite pendant longtemps, l'a obligé à prendre des mesures très précises : c'est dans ses *Principes de la guerre de montagne* que sont fixés pour la première fois tous les éléments des calculs que comporte la grande tactique à cette époque.

Bourcet entre dans le détail des « calculs de temps pour la marche », des obstacles de toute nature avec

lesquels il faut compter. Il invite à examiner de près toutes les positions que peuvent utiliser les différents corps ou détachements, pour évaluer la durée probable de leur résistance ; il veut aussi une étude approfondie des voies de communication. Soit dans l'offensive, soit dans la défensive, il s'agit pour lui de prévenir l'ennemi par une concentration subite[1]; celle-ci doit s'opérer le plus souvent par une marche de nuit :

« Il convient de rassembler l'armée en trois positions à peu de distance des places qui lui appartiennent, et il ne doit y avoir qu'une marche de la position du centre à celle de la droite ou à celle de la gauche..... En faisant partir les troupes de la droite ou de la gauche à l'entrée de la nuit, elles se trouveront réunies au centre à la pointe du jour, et les trois divisions pourraient l'être par une seule marche sur quelque point qui se trouverait entre la droite et le centre ou la gauche. » Bourcet revient souvent sur ce point, et fait ressortir en même temps qu'il faut profiter de l'étendue d'une pareille position pour donner de l'inquiétude à l'ennemi sur plus d'un point ; il veut « une position raccourcie d'où l'armée puisse, en un ou deux jours de

[1] « Pour l'occupation d'une position importante, il faudra : savoir à quelle distance en seront les troupes de l'ennemi qui se trouveront les plus rapprochées, et en combien de jours elles pourront y arriver, pour connaître si, par les marches qu'on dérobera, on ne pourrait pas les devancer, et si le nombre en sera suffisant pour y résister à celui qu'on voudra y faire marcher ; calculer les obstacles et les accidents qui pourront retarder la marche et n'entreprendre qu'avec l'assurance du succès, sans quoi l'on fatigue mal à propos ses troupes et l'on indique ses opérations ultérieures, etc. »

marche, se rassembler à la droite ou au centre ou à la gauche, et d'où elle puisse également donner de l'inquiétude à son ennemi, sans lui faire voir par aucune manœuvre le véritable objet qu'elle peut avoir en vue ».

Comme on le voit, toute cette théorie suppose l'armée divisée en plusieurs corps[1]; Bourcet veut même qu'en montagne on multiplie les détachements, dont l'usage est pernicieux en pays de plaine; mais il faut avoir soin « que le front qu'ils auront à garder se trouve resserré et que leur communication avec l'armée ne puisse pas être coupée.....; il faut que la retraite des différents corps puisse toujours se faire sans obstacles sur l'armée, et qu'il soit également possible de les remplacer, de les reformer et de les soutenir.....; il faut que les places ou les obstacles ordinaires dans un pays de montagnes puissent suppléer à leur faiblesse, sans quoi ces corps divers se trouveraient, ou compromis, ou hors d'état de résister aux efforts des troupes d'offensive qu'on y pourrait faire déboucher en force, etc. ».

En résumé, selon Bourcet, les différents corps ou détachements d'une armée doivent être répartis sur une étendue d'environ deux marches; mais il se garde d'attribuer aucune valeur à ce chiffre, la question étant beaucoup plus complexe : il faut tenir compte de la force de résistance des positions, du temps néces-

[1] « Cette méthode est indispensable en montagne et fait la science de cette espèce de guerre, lorsque le général qui s'en sert a des ressources et des moyens toujours préparés pour se réunir quand il est nécessaire. »

saire aux marches et aux communications, de la distance et de la répartition des troupes ennemies, etc. C'est une guerre de calculs et de combinaisons qu'il enseigne ; c'est le compas à la main qu'il faut préparer les opérations, comme le fera en effet Napoléon.

7° La grande tactique du XVIIIe siècle.

Bourcet a été le conseiller, le compagnon inséparable de Maillebois et du maréchal de Broglie, et son nom est mêlé de telle sorte à l'histoire de leurs campagnes, qu'on ne sait s'il a été leur inspirateur ou leur élève. En tout cas, on ne peut faire de distinction entre le système de guerre de Bourcet et celui des généraux contemporains; c'est leur doctrine qu'il nous a transmise. Cette doctrine, on l'a vu, c'est aussi celle de Guibert, et à peu près celle de Mauvillon. Les Prussiens même s'en rapprocheront aussitôt après la mort de Frédéric.

Nous avons vu successivement que les tacticiens du XVIIIe siècle avaient conçu les avantages du système divisionnaire, réparti l'armée en plusieurs corps sur un front étendu, affirmé la nécessité de la concentrer pour la bataille, fixé les conditions à remplir dans le dispositif d'attente pour que cette concentration fût possible ; appelé enfin l'attention sur les détails et les calculs de toute sorte que comportait ce genre de guerre. Mais, en réalité, la limitation du front ne suffit pas pour assurer la concentration, et telle armée sera figée en cordon sur un front de quatre lieues, si l'inertie

intellectuelle de son chef l'y condamne, tandis qu'une autre, par sa mobilité, sa vigueur, semblera réunie tout en s'étendant sur douze ou quinze lieues de pays. Dans la première, tout corps détaché est « permanent » ; dans la seconde, les divisions les plus éloignées ne cessent pas d'être partie intégrante de l'armée, toujours dans l'attente de l'ordre qui les appellera à la bataille. Elles n'ont pas de mission « permanente » qui les empêche de marcher au canon.

Et, précisément, tel qui voudra conserver sous la main le plus de troupes possible, tiendra son armée concentrée, enverra de faibles détachements à la garde d'un poste, d'un magasin ; destinés ainsi à des tâches précises, ces détachements y resteront liés au jour de la bataille. Au contraire, le général qui répartit son armée sur un front assez étendu, peut couvrir par ce seul fait magasins et communications, sans y affecter de détachements spéciaux. Moins concentré la veille du jour décisif, il l'est davantage au moment critique. En résumé, la guerre a ses nécessités inéluctables, auxquelles il faut se plier ; la seule manière de parer à tout est de s'étendre raisonnablement, en pleine connaissance de cause, avec l'idée bien arrêtée que les diverses parties de l'armée ne sont pas chargées de missions spéciales, que ce sont des bras étendus qu'on refermera soudain sur l'ennemi. Il faut s'étendre pour ne pas faire de détachements. Cette vérité n'est indiquée que d'une manière obscure par Guibert ; il faut un homme de génie pour la discerner clairement, et, en l'appliquant, la faire comprendre à tous.

V

L'ESPRIT OFFENSIF DE LA GUERRE NOUVELLE

1° La guerre nouvelle.

Voilà posé le grand problème militaire du XVIII[e] siècle ; c'est la partie essentielle de la *grande tactique*, de cette science qui vient de naître et a pris un essor si rapide.

Tant que les armées sont restées massées, la science militaire n'a pu consister qu'à savoir prendre un ordre de bataille répondant aux circonstances ; mais dès l'apparition du système divisionnaire, dès que les armées sont susceptibles de dilatations et concentrations successives, la « grande tactique », c'est-à-dire l'art de disposer et de mouvoir les divisions de l'armée[1], devient la préoccupation essentielle des militaires. Toute la stratégie de Napoléon ne vaut que par la grande

[1] Il n'y a pas de définition officielle ou classique de la « tactique » et de la « stratégie », et chacun est libre de préciser à sa guise le sens de ces expressions. Pour nous conformer aux habitudes du temps dont nous nous occupons, nous admettrons que la « grande tactique » a pour objet la combinaison des mouvements des grandes unités aussi bien dans les marches que dans la bataille.

tactique ; aussi ne songe-t-il pas à employer le mot de stratégie, tandis qu'il parle toujours de la grande tactique ; c'est en elle que réside toute la difficulté du commandement.

Grâce au principe divisionnaire, aux mouvements amples et combinés des grandes unités, la guerre prend un caractère plus décisif. L'assaillant limite la zone de manœuvres du défenseur, l'accule à la bataille ou à la retraite.

Avec cette manière de faire la guerre, on peut aussi déborder l'ennemi sans s'être placé dès la veille sur ses communications. Les positions « inattaquables » ont perdu de leur valeur ; elles doivent céder à la guerre de mouvements.

« Supposons d'un côté, dit Guibert, une armée surchargée d'embarras, malhabile à manœuvrer, *telle enfin que sont les nôtres;* et de l'autre, une armée bien constituée, manœuvrière, commandée par un général qui ait médité toutes les ressources de la tactique. L'une cherchera des positions, y mettra toute sa confiance, se remuera difficilement et avec lenteur..... L'autre sera légère et maniable, capable de mouvements hardis, de marches rapides et forcées ; elle sera toujours sur l'offensive, ne s'enfermera presque jamais dans ses positions, et méprisera celles qu'on voudra lui opposer.

« L'ennemi croira-t-il l'arrêter par une de ces positions prétendues inexpugnables, elle saura lui dérober un mouvement, ou même, sans rien lui dérober, se portera, à sa vue, sur son flanc ou derrière lui. Que fera l'ennemi étonné de ce genre de guerre nouveau ?

Attendra-t-il qu'une armée habile à manœuvrer, à fondre rapidement sur la partie faible d'une disposition, à passer, en un moment, de l'ordre de marche à l'ordre de combat, se trouve en mesure d'attaquer le flanc ou le derrière de sa position ? Cette inaction lui deviendrait funeste. Changera-t-il de position ? Alors il perdra les avantages de terrain sur lesquels il avait compté, et il sera obligé de recevoir la bataille où il pourra..... Enfin, je dis qu'une armée bien constituée et bien commandée *ne doit jamais trouver devant elle de position qui l'arrête*, ou qui la force d'y attaquer avec désavantage l'armée qui y est établie, à moins que ce ne soit une de ces positions rares qui, touchant à l'objet qu'elles veulent couvrir, ne laissent la ressource de manœuvrer, ni sur leurs derrières, ni sur leurs flancs... Je dis que, dans tout autre cas, les positions sont méprisables; qu'il est facile d'obliger l'ennemi à en sortir; et, s'il s'obstine à y rester, de l'y attaquer avec avantage. On n'a qu'à se porter sur son flanc ou derrière lui ; on n'a qu'à l'attaquer par tout autre côté que par le front de sa position, qui est celui où il prémédite sa disposition de défense, et où le terrain lui est avantageux. Je dis qu'un général qui secouera, à cet égard, les préjugés établis, embarrassera son ennemi, l'étonnera, ne le laissera respirer nulle part, *le forcera à combattre ou à reculer toujours devant lui.* J'ose imaginer qu'il y a une manière de conduire les armées plus avantageuse, plus décisive, plus faite pour procurer de grands succès, que celle que nous avons employée jusqu'à présent. »

Ainsi, en introduisant dans les armées le principe

divisionnaire et le faculté de manœuvrer, les tacticiens du XVIII[e] siècle savent qu'ils arriveront à hâter les préliminaires de la bataille, à précipiter l'engagement; mais ils voient plus loin encore et plus haut.

Si, d'une part, l'assaillant peut attaquer le défenseur partout où il l'atteindra, le chasser de ses positions, lui imposer la bataille, rendre ainsi les opérations plus vives, la question a une autre face. Dans la bataille même, chacun pourra modifier la répartition de ses forces, les accumuler sur un point important, les faire mouvoir et manœuvrer pendant et après la prise de contact, être sûr, par conséquent, que son talent exercera une influence décisive par des combinaisons conçues et exécutées sur l'heure. La répartition des troupes sur le champ de bataille pouvant être très inégale, leurs mouvements prompts, il deviendra possible de maintenir le combat sur une partie du front avec peu de monde ; on cessera de considérer la bataille comme perdue d'avance si l'on n'est pas supérieur en nombre, comme impossible si l'ennemi est posté, comme risquée si les armées sont équivalentes. « On quitterait alors cette manière étroite et routinière, qui entrave et rapetisse les opérations. On saurait engager et gagner des batailles par manœuvres. On ferait moins de cas de ce qu'on appelle des positions. On ferait succéder un jeu de calcul et de combinaisons à un jeu de hasard et de ruine. Il est heureux que ce puisse être l'habileté des généraux qui décide le sort des batailles, plutôt que la quantité de sang répandu. »

Cette grande œuvre, non seulement le XVIII[e] siècle

l'accomplit, mais il l'accomplit avec la pleine conscience du résultat qu'il doit atteindre.

Ce que ses tacticiens ont voulu faire disparaître, c'est la lenteur et l'innocuité des guerres d'autrefois, qu'ils savent bien provenir de l'imperfection des moyens, et non d'une disposition morale des combattants.

« Comment, dit Guibert, aurait-on pu remuer ces masses? Les grands généraux du XVIIe siècle n'avaient introduit dans les armées ni organisation ni tactique. »

« Marcher, arriver, menacer l'ennemi sur un point, l'attaquer sur un autre, prendre son ordre de bataille relativement au moment, au terrain, et à la circonstance ; faire, en un mot, ce que le roi de Prusse a fait à Lissa : voilà ce que Luxembourg eût fait aussi de son temps, si à son génie il eût joint les lumières et les connaissances du nôtre. »

2° Progrès matériels ou scientifiques intéressant l'art de la guerre.

Les progrès tactiques tendent donc à produire une guerre nouvelle, où les marches seront rapides, où rien n'arrêtera ni ne ralentira l'offensive, où l'on pourra avancer, attaquer, déposter l'ennemi d'un mouvement continu ; les armées sauront se déployer instantanément, passer sans arrêt de la marche à l'attaque, et l'on ne retardera pas le combat sous prétexte de manœuvrer, combat et manœuvre étant les deux actes simultanés, inséparables, par lesquels on déposte l'ennemi.

Ces grands mouvements d'armées, les progrès de l'industrie et de la science les favorisent : les cartes du XVIIIe siècle, infiniment plus détaillées et plus exactes que celles du XVIIe, permettent au général de diriger les mouvements de plusieurs divisions, en réglant leurs itinéraires, leurs distances, leurs communications.

Le matériel de ponts a été mis en service sous Louis XIV. Les travaux des ponts et chaussées, peu avancés malgré les efforts de Colbert, prennent plus de développement sous Louis XV, et, à partir de 1760, des chemins empierrés commencent à réunir la plupart des villes et des grandes bourgades. Les armées cessent de préférer la marche à travers champs en colonne par peloton à la marche par files sur les chemins tracés. Les mouvements seront plus faciles, exigeront moins de préparatifs, pourront être réglés sur la carte d'après le réseau routier.

La fortune publique grandit assez vite pour produire un changement considérable dans la force des armées, dans la quantité de voitures et d'artillerie qui les accompagne, et surtout dans les ressources qu'elles trouveront à exploiter pour vivre sur le pays.

On songe depuis longtemps à s'affranchir des magasins et des *impedimenta* administratifs dont l'ancienne tactique avait chargé les armées. Les marches ne sont pas très lentes, car on fait quatre à cinq lieues par jour ; mais il y a de longues interruptions dues au ravitaillement. L'armée se porte en avant, fait reculer l'adversaire, le harcèle, va l'atteindre et en finir, lorsque tout à coup « elle s'arrête *et construit quinze*

fours ». Tel est le vice que les lenteurs forcées de la guerre du XVIIe siècle ont introduit, et dont il faut se délivrer enfin pour mettre à profit les progrès tactiques. Pareille idée n'est jamais venue aux contemporains de Feuquières ; ceux-là n'avaient pas à se hâter, pour en venir à cette bataille de consentement mutuel qui caractérisait leur temps. Au contraire, tous les écrivains de la fin du XVIIIe siècle en sont préoccupés.

Mauvillon remarque les avantages que procurent le cantonnement et le mode de subsistance des troupes légères[1]. Guibert veut que les armées vivent sur le pays : « Il faut que la guerre nourrisse la guerre, disait Caton dans le Sénat ; et cette maxime de Caton était chez les Romains une maxime d'État ». Ce sont là des leçons que le vainqueur d'Italie n'oubliera pas, et il invoquera, en 1795, la maxime de Caton dans les termes mêmes où Guibert l'a traduite.

« Mais ce n'est encore rien, continue ce dernier, que les inconvénients pécuniaires attachés à notre système de subsistances ; il faut voir comment ce système con-

[1] « Elles n'ont pas besoin de tentes ; la plupart du temps, elles sont dans des bourgs ou villages, où l'on est toujours beaucoup mieux que dans la meilleure tente. Si, après cela, il faut qu'elles passent quelques nuits à la belle étoile, cela ne les fatigue pas tant et, à la première bonne occasion, elles sont bien plutôt refaites de cette fatigue que le fantassin de ligne. Voilà donc tout l'équipage des tentes épargné, avec tout ce qu'il entraîne. Les troupes légères ont encore un autre avantage considérable qui leur épargne un grand train : c'est qu'éparpillées comme elles le sont autour de l'armée, elles trouvent aisément leurs fournitures, leur ustensile, et même leurs subsistances, dès que le pays n'est pas entièrement épuisé, dans les villages et bourgs. »

trarie les opérations de nos armées..... C'est dans la formation de nos magasins qu'il existe des abus bien préjudiciables. Les emplacements sont déterminés à la volonté des entrepreneurs, et les entrepreneurs les déterminent le plus souvent relativement aux spéculations bornées et exclusives de leur art, etc. »

Nous ne suivrons pas Guibert dans les développements interminables qu'il consacre à cette question. Il conclut en demandant que dans les régions agricoles de l'Europe centrale, telles que les plaines de l'Elbe et du Rhin, on vive des ressources requises dans le pays, sans les accumuler d'abord en magasins, et l'expérience des dernières guerres lui prouve que cette seule mesure donnera aux opérations une rapidité inconnue.

Vivre sur le pays n'était pas, d'ailleurs, une chose nouvelle ou perdue de vue au XVIIIe siècle, et les armées subsistaient toujours par réquisitions ; mais on faisait rassembler par les munitionnaires les denrées requises avant de les distribuer aux troupes. Qu'on supprime cette inutile opération administrative, et les généraux n'auront plus le prétexte des magasins pour arrêter leurs mouvements.

La Révolution fera appliquer les idées de Guibert, plutôt par imprévoyance et par dénuement que par système, et vivre sur le pays sera d'abord synonyme de mourir de faim, tandis qu'on se battra sur place. Les offensives vigoureuses de Bonaparte permettront de vivre sur un pays encore peu exploité et sauveront l'armée de la famine.

Ainsi, suppression des magasins, développement du

réseau routier et des moyens de transport, progrès de la cartographie, tout concourt à activer les opérations; mais les progrès les plus efficaces sont ceux de l'artillerie.

3° Le système de Gribeauval.

Malgré les immenses progrès accomplis dans l'armement et dans la tactique de l'infanterie, l'offensive était encore désarmée devant certaines positions et réduite à des manœuvres pour déposter le défenseur.

Mais voici qu'apparaît un élément nouveau dans les armées royales : l'artillerie de bataille.

« Le canon a fait une révolution totale », dira bientôt Napoléon. Certes, depuis trois siècles, il n'y a pas eu de bataille sans canons, mais on aurait vite fait de compter les journées où ils ont joué un rôle décisif, et plus vite fait encore d'énumérer les officiers d'artillerie qui se sont fait une place glorieuse dans l'histoire des guerres.

Les canons puissants n'étaient pas maniables; les canons légers, assez meurtriers pour le personnel découvert, ne pouvaient rien contre les obstacles, quand Bélidor commence à montrer que les charges employées sont trop fortes, qu'on ne perdra rien de la puissance et de la portée des pièces en les soumettant à de moindres efforts. Aussi en diminuera-t-on bientôt la longueur et l'épaisseur. L'Autriche, puis la Prusse, nous ont devancés dans cette voie en exagérant la réduction de poids de leur artillerie aux dépens de sa puissance. Enfin, en 1765, Gribeauval opère dans notre

matériel de guerre les changements décisifs dont Bonaparte sera le premier à profiter.

Gribeauval allège notre artillerie de campagne ; mais qu'on n'entende pas par là qu'il remplace des pièces de gros calibre par de plus petites, au prix d'une diminution de puissance : tout autre est la révolution qu'il opère. Il détermine aussi rigoureusement que possible le minimum de poids auquel on peut réduire les canons ou obusiers de chaque calibre, sans diminuer sensiblement leur portée efficace ni leur puissance. Aussi le résultat de cette révolution est-il qu'en allégeant l'artillerie de campagne, on la rend plus puissante. Elle conduira des canons de 12 et des obusiers de 24 sur les terrains où l'on n'aurait traîné qu'avec peine des pièces de 8, et elle engagera, déplacera sur les champs de bataille des pièces capables de ruiner les points d'appui naturels ou artificiels des armées.

4° La concentration des efforts.

Voici donc la force brutale mise au service de l'offensive dans la bataille, comme elle le fut cent cinquante ans plus tôt dans les sièges, et les mêmes idées, qui ont formé la substance des théories de Vauban pour l'attaque des places, vont être appliquées maintenant à l'attaque des positions, à la guerre de campagne. Sur le champ de bataille, comme dans une enceinte fortifiée, il s'agit de faire brèche. Cette notion fondamentale se développe spontanément chez les officiers du corps royal de l'artillerie, et quand Guibert les interroge sur

l'emploi de leur arme, le premier principe qu'il leur emprunte, c'est que « l'objet de l'artillerie ne doit point être de tuer des hommes sur la totalité du front de l'ennemi ; il doit être de renverser, de détruire des parties de ce front. Il faut que les batteries soient fortes. Alors elles procurent des effets décisifs, *elles font trouée* ».

Mais écoutons les artilleurs eux-mêmes : le chevalier du Teil revient sans cesse sur ce point capital dans son petit opuscule sur l'*Usage de l'artillerie nouvelle :*

« Il faut réunir sur les points principaux et sur les parties faibles les plus menacées la plus grande quantité de feux..... *Il faudra réunir le plus grand nombre de troupes et une plus grande quantité d'artillerie sur les points où l'on veut forcer l'ennemi*, tandis qu'on fera illusion sur les autres.....

« *Il faut multiplier l'artillerie sur les points d'attaque qui doivent décider de la victoire. L'artillerie, ainsi soutenue et multipliée avec intelligence, procure des effets décisifs*..... L'on suppose ici que l'artillerie est multipliée sur un point d'attaque essentiel..... L'artillerie conservera ses avantages sur celle de l'ennemi lorsqu'elle rassemblera continuellement son feu sur les points décisifs..... S'il se trouve des retranchements fermés ou des redoutes, en multipliant les feux sur elles, il sera facile de les écraser. Dans ce cas, les batteries se placeront le plus avantageusement qu'elles pourront, soit en prolongeant les faces, soit en les battant directement..... Toute cette artillerie, placée et exécutée avec intelligence, doit faire un grand ravage.....

« Il n'est question, dans les attaques de postes, que de *réunir sur quelques-unes de leurs parties faibles tout son feu et ses efforts pour obliger l'ennemi de les abandonner*.

« Le moment où les troupes doivent agir est déterminé par les ravages qu'aura faits l'artillerie sur les troupes et les retranchements..... Les retranchements étant ouverts, les troupes ennemies inquiétées et battues de toutes parts, la victoire qu'a *préparée* l'artillerie ne dépend plus que de la bravoure des troupes... Les retranchements ayant été renversés, les troupes battues dans tous les points où l'on a pu les découvrir, rien ne doit arrêter l'impétuosité de l'attaque. »

Voilà donc, énergiquement présenté et rappelé sans cesse dans cet opuscule de quelques pages, le *principe de la concentration des efforts*, et voilà indiquée pour la première fois d'une manière formelle la *préparation de l'attaque par l'artillerie*. Du Teil montre bien la filiation des idées dans l'exposé qu'il fait des moyens d'action par lesquels on parvient à ce but ; c'est aux gros calibres et aux obusiers qu'il faut avoir recours[1] pour ouvrir la voie à l'infanterie ; en un mot,

[1] « Les pièces de gros calibres doivent être employées dans les points principaux où l'ennemi peut résister ou faire effort... Les grosses pièces de l'attaque doivent être destinées à renverser les retranchements, tandis que d'autres batteries de même calibre prendront des prolongements et auront pour objet l'artillerie qu'on pourrait leur opposer.

« Les batteries d'obuses aideront le canon à renverser les différents obstacles et seront surtout dirigées dans les rues et sur les gros édifices, ainsi que dans toutes les parties du village où les

c'est la destruction des obstacles, la ruine des points d'appui qu'on demande d'abord à cette artillerie nouvelle. Elle est surtout une arme efficace au service de l'offensive, jusque-là tenue en échec par les positions naturelles et les armes de petit calibre ; et, par suite, elle agit décisivement pour rendre la guerre plus active et plus vigoureuse.

Adoptée une première fois en 1765, mais définitivement imposée et admise en 1774, l'artillerie nouvelle est peu connue des tacticiens, et Guibert même n'entrevoit pas encore la révolution qu'elle va produire. Les officiers d'artillerie sont d'abord seuls à en bien connaître toutes les propriétés, et à deviner l'essor qu'elle va donner à la guerre offensive.

5° Tactique de l'artillerie.

Ces grands changements dans le matériel et l'emploi de l'artillerie ont plusieurs conséquences essentielles : la première, c'est que l'artillerie, plus nombreuse et plus mobile, devient une *arme* capable d'évoluer sur le champ de bataille avec les deux autres. La tactique de l'artillerie et celle de l'infanterie doivent se combiner, tenir compte l'une de l'autre ; les officiers du

Bibl. Jag.

troupes pourraient être à couvert jusqu'au moment d'agir..... Le véritable objet de l'obuse est de brûler les maisons où l'ennemi peut se retrancher, d'incendier des magasins, de renverser des palissades et d'écraser des haies... Les obuses seront très avantageux à employer, soit qu'il faille détruire les fraises, les palissades de toute espèce, les abatis, etc., soit qu'il faille inquiéter les troupes au dedans. »

corps royal doivent avoir des notions de tactique générale, et les officiers généraux doivent savoir employer l'artillerie. Du Teil ne peut parler du rôle de son arme sans faire intervenir l'infanterie, et il est naturellement porté à étendre à l'ensemble des troupes ce principe de concentration des efforts qu'il a conçu d'abord comme artilleur :

« Les troupes et l'artillerie devant se protéger mutuellement, dit-il dans sa préface, il est indispensable à l'artillerie de connaître la tactique des troupes, ou au moins les résultats de leurs principaux mouvements et l'effet plus ou moins grand qu'elle doit produire sur telle ou telle manœuvre, et juger de leur importance, et de la nécessité d'accélérer son feu ou de changer de position. Il n'est pas moins important que l'officier d'infanterie et de cavalerie, qui doit commander toutes les armes et, par conséquent, l'artillerie, connaisse la portée des différentes bouches à feu, la manière de les emplacer, et les résultats généraux de leur exécution. J'ose espérer que, par la lecture de mon ouvrage, il se fera une idée nette et précise de tous ces objets. »

Avant 1765, on ne s'occupait, dans les écoles d'artillerie, que du métier même de l'officier de canonniers ou de bombardiers; mais Gribeauval, embrassant dans toute son étendue la révolution qu'il voulait accomplir dans son arme, fit consacrer une partie des séances à la tactique et à « l'emploi de l'infanterie avec le canon de bataille ».

Une autre conséquence de cette transformation de l'artillerie, c'est l'esprit offensif qu'elle donne à l'arme, désormais en état de briser presque toutes les résis-

tances matérielles du champ de bataille. Cette passion de l'offensive réagit, d'une part, sur la doctrine tactique des officiers d'artillerie, et, d'autre part, sur les procédés particuliers à l'arme. L'artillerie à cheval n'est pas encore créée en France, et déjà le chevalier du Teil préconise ces charges d'artillerie légère qui feront bientôt la gloire des Sénarmont, des Drouot. Comme dans l'infanterie, la tactique de 1780 est à peu près celle de 1800 :

« L'artillerie et les troupes profitent de tous les terrains qui peuvent les couvrir et conduire à l'ennemi ; déboucher et marcher rapidement, parce que cette impétuosité l'étonne et souvent le déconcerte. L'artillerie, arrivée à bonne portée, c'est-à-dire à 500 ou 450 toises, l'attaque et bientôt lui en impose, parce que ses coups sont plus certains et plus décisifs.....

« L'on ne doit pas douter que du canon de 4 qui viendrait s'emplacer en avant de ces pièces (c'est-à-dire en face des batteries de position de l'ennemi) non par des mouvements processionnels, comme cela se pratiquait autrefois, avec des chevaux attelés en file, et faisant faire à chaque pièce une conversion qui offrait au tir de l'artillerie ennemie quatre ou cinq toises de front par pièce ; mais au contraire lorsque allégé, plus mobile et attelé à la prolonge, on arrivera *au galop, les pièces de front et espacées telles qu'elles doivent être en bataille ;* c'est alors que l'on verra que le feu des pièces de 4 étant plus vif par la facilité de la manœuvre, elles en imposeront à des pièces, fussent-elles de 24, parce qu'on donnera toujours trois ou quatre boulets contre un.

« Il faut observer qu'on peut arriver à 600 ou 700 toises de l'ennemi, sans craindre beaucoup l'effet de son artillerie, parce qu'on est éloigné et en mouvement ; à cette distance l'on mettra à la prolonge, et plus près si l'on trouve quelques abris ; la plupart des canonniers monteront sur les chevaux et, prenant le galop, l'on arrivera à 400 toises ; au commandement de : Halte, les chevaux feront demi-tour à droite et retourneront les pièces qui, à l'instant, entreront en action. Je demande si l'on peut manœuvrer d'une manière plus active ? »

6° Activité et offensive.

Activité, vitesse, offensive ininterrompue, c'est une des préoccupations essentielles de l'école de Gribeauval :

« S'il est vrai, comme on n'en saurait douter, que le destin des places dépende presque toujours de celui des combats, qu'elles ne soient que des accessoires, que le système de la guerre enfin soit changé, et qu'il consiste à avoir des armées bien constituées, mobiles et manœuvrières, il faut de toute nécessité que l'artillerie participe à ces grands changements..... Aujourd'hui, l'emplacement et le déplacement des batteries doivent être aussi accélérés que les mouvements rapides des troupes..... Les troupes victorieuses qui pénètrent dans un poste seront suivies de leur canon et de quelques pièces de 8 et de 12. Au cas que l'ennemi vienne à faire ferme dans quelques châteaux ou maisons fortes, on le suivra de poste en poste. »

Dans la défensive même, « qu'on n'enferme jamais les pièces dans des ouvrages » ; qu'on ne soit jamais attaché à aucune position : « Toute défensive uniquement fondée sur des positions retranchées est absolument contraire à toutes les grandes vues, aux vrais et solides principes de l'art de la guerre. Le sublime de la défensive consiste à ne pas se priver de faire craindre à son tour l'offensive à l'ennemi ; c'est donc relativement à la défensive active qu'il faut développer l'usage de l'artillerie ».

Cette activité, du Teil veut l'étendre jusqu'à la défense des places, ce qui serait sans exemple, et il indique les procédés qui seront appliqués avec succès pendant les guerres de la Révolution, à Valenciennes, etc.

« La mobilité universellement reconnue dans l'artillerie de campagne rend son usage indispensable dans l'attaque et surtout dans la défense des places..... Le grand art de défendre les places consiste à en éloigner les approches et à multiplier les obstacles sous les pas de l'assiégeant..... Que ne doit pas attendre le commandant d'une place assiégée de son artillerie de campagne, lorsque l'ennemi se sera déterminé à l'investir pour en faire la conquête? Il pourra lui disputer pied à pied les bois, les gorges, les ravins, et tout ce qui fait obstacle aux approches de la place, et l'inquiéter dans son investissement. De quel avantage ne sera-t-elle pas dans toutes les sorties de quelque importance, etc., etc. »

Recommandant à la fois la mobilité et la concentration des forces, du Teil développe une théorie de la

défense des côtes, qui appelle la comparaison avec le mémoire de Bonaparte sur la défense de la Corse : « Toute descente projetée doit avoir lieu, et l'expérience a plus d'une fois prouvé que tous les moyens employés jusqu'à présent pour s'y opposer ont été insuffisants. Je dis donc qu'il faut fortifier les points essentiels et non défendre la côte » ; et il recommande de tenir réunies toutes les troupes disponibles, pour les porter au point menacé.

On ne peut guère lire le chapitre qu'il consacre aux passages de rivières sans songer au passage du Pô en 1796 : « Je ne traiterai point du passage des rivières à force ouverte. Je regarde cette entreprise, non seulement comme très périlleuse, mais encore comme une opération qui, pour avoir réussi quelquefois, n'en est pas moins hors des règles de l'art de la guerre. C'est par des dispositions illusoires, par des marches forcées, par la science des mouvements, l'habileté des manœuvres, qu'il les faut passer ».

Concentration des efforts, d'une part ; activité, mobilité, esprit offensif de l'autre : voilà surtout ce que préconise du Teil.

7° Avantages de l'offensive.

Guibert et du Teil recommandent l'offensive en raison des avantages que procure l'activité, du trouble qu'elle jette chez l'adversaire. Tous les militaires de leur temps soutiennent la même thèse avec des arguments plus ou moins différents. Frédéric II, qui veut

l'offensive lors même qu'on est inférieur en force, invoque l'ascendant moral qu'elle procure. Bourcet, au contraire, attribue à l'offensive des avantages d'ordre plus matériel, et dont la réalité peut se démontrer rigoureusement.

Elle met l'assaillant en état de prévenir le défenseur : « La puissance qui agit offensivement n'a que la corde à parcourir, tandis que celle qui est forcée à se défendre a toute l'étendue de l'arc.....; quelque attention que puisse avoir le défenseur de préparer ses communications et ses ordres de marche pour renforcer les parties attaquées, ses troupes n'y arriveront pas à temps si le général de l'armée d'offensive a pris soin de cacher son mouvement et son projet; car, quelque confiance qu'on puisse avoir dans la fidélité des espions ou dans le rapport des déserteurs, il faut le temps d'être averti, celui de donner des ordres nécessaires, et celui de la marche des troupes, même les plus voisines, pour arriver au point critique.

« Le général d'offensive pourra toujours combiner ses mouvements de façon à gagner sur son ennemi un ou deux jours de marche, ou seulement plusieurs heures qui pourront suffire à l'exécution de son projet ; il saura d'ailleurs positivement le nombre contre lequel il aura à combattre, sans qu'il puisse être possible à celui qui se défend de prévoir aucune partie de son projet ni le nombre contre lequel il aura à résister ; d'où on pourra généralement conclure que l'offensive a des avantages décisifs sur la défensive..... On pourrait objecter aux avantages dont on vient de parler que tous les points ne sont pas également essentiels, qu'on

proportionnera les précautions de la défense à la plus ou moins grande importance des débouchés, et qu'on aura toujours assez de forces sur les points principaux pour espérer qu'ils résistent jusqu'à l'arrivée des secours. Mais si à ces précautions on oppose la ressource qu'aura un ennemi supérieur de former plusieurs attaques, les unes simulées, les autres véritables, on sera forcé de convenir que le général de défensive ne se dégarnira jamais vis-à-vis des points où il verra paraître des têtes de troupes, etc. S'il abandonne quelques débouchés à sa droite et à sa gauche, l'armée supérieure y percera ; s'il s'étend au contraire pour garder toute l'étendue de sa frontière, il n'y aura pas grande difficulté à forcer un ou deux points de cette étendue par l'effort total d'une armée supérieure et de séparer par conséquent l'armée inférieure en deux ou trois corps qui n'auraient plus de communications entre eux..... *De quelque façon que puisse se poster un général en défensive dans les montagnes, il n'empêchera jamais une armée supérieure de percer.* »

Du Teil nous a montré que, dans la défense des côtes, on ne pouvait espérer empêcher l'assaillant de débarquer ; Bourcet démontre qu'en montagne, on ne peut l'empêcher de percer. La solution indiquée dans les deux cas est la même : tenir les forces réunies et manœuvrer; faire, en un mot, de la défensive indirecte et active.

« On entend par défensive active, dit Bourcet, les mouvements et opérations d'offensive que peuvent faire les troupes de défensive réunies sur une ou deux bonnes positions..... Quelles entreprises pourra former

le général d'offensive ? Elles se réduiront à trois moyens : 1° Investir une place ou en faire le siège ; 2° Chercher à déposter son ennemi, soit en le combattant, soit par des mouvements particuliers ; 3° Marcher en avant sans s'embarrasser des places fortifiées qui peuvent se trouver sur sa droite ou sur sa gauche. »

Un siège divisera ses forces et ne laissera plus en face du défenseur qu'un corps d'observation ; attaquer le défenseur sera le plus souvent imprudent, car ce genre d'entreprises réussit rarement en montagnes ; il ne reste donc que la ressource de le déposter par des manœuvres dans un pays où les principaux passages sont sans doute tenus par des places fortes, opération difficile et où la supériorité numérique perd beaucoup de ses avantages. « Il doit donc passer pour constant que la défensive active mérite la préséance dans tous les pays, et principalement dans les montagnes, sur la défensive simple. »

Ainsi, par tous les raisonnements, par toutes les voies, c'est toujours à l'offensive que conduisent les écrivains militaires du XVIII[e] siècle, et c'est à la guerre de mouvements, à la guerre vigoureuse et rapide, qu'ils veulent en venir.

S'étonnera-t-on dès lors que Bonaparte, instruit à l'école des du Teil, des Guibert, des Bourcet, soit pénétré comme eux des avantages de l'offensive et de la rapidité ?

VI

THÉORIES PARTICULIÈRES

1° Les dépôts et lignes d'opérations.

Nous nous sommes préoccupés exclusivement jusqu'ici des transformations dans le matériel ou la tactique qui avaient contribué directement à rendre la guerre plus active. Nous ne pouvons avoir la prétention de résumer ici toute la doctrine de Feuquières, de Turpin, de Guibert, de Lloyd, de Bourcet, de Bosroger ; mais il en est certaines parties qui prendront un relief particulier dans le système de guerre de Napoléon, et qu'on ne peut passer sous silence. Nous nous attacherons surtout à ce qui concerne les dépôts et lignes d'opérations, puis à certaines théories spéciales à Bourcet et à du Teil, et enfin aux connaissances que l'on possédait alors sur la géographie militaire.

Les magasins, les dépôts jouent un rôle important à la guerre, lors même qu'on essaye de vivre sur le pays ; les dispositions à prendre pour les former et les couvrir sont un des principaux soucis du général. Tous les écrivains du XVIIIe siècle ont donné une attention

particulière à cet objet, et c'est surtout Guibert et Lloyd qui en ont fait une étude complète.

« Je ne suis pas exclusif ni outré dans mes opinions, écrit Guibert ; je ne dirai pas à une armée : n'ayez point d'équipages, de vivres, de magasins, de moyens de transport ; vivez toujours du pays ; avancez, s'il le faut, dans les déserts de l'Ukraine ; la Providence vous nourrira. Je veux qu'une armée ait un équipage de vivres, mais le moins nombreux possible, proportionné à sa force, à la nature du pays où elle doit agir, et aux moyens qu'exigent les opérations ordinaires. Je veux que, partant d'un fleuve, d'une frontière, elle ait sur cette base des magasins et des entrepôts bien disposés relativement à leur sûreté et au plan de ses opérations. Je veux que, si elle est dans le pays ennemi, ses magasins soient formés aux dépens du pays et par les soins du pays. »

Ces magasins, on les formera de loin en loin à mesure qu'on pénétrera dans le territoire ennemi ; Guibert donne pour cela l'exemple de César en Afrique [1].

[1] « César descend en Afrique avec quelques légions seulement ; il s'y trouve sans vivres, sans magasins, sans places de guerre. Une tempête a dispersé et éloigné la plus grande partie de sa flotte. Les ennemis se rassemblent de toutes parts ; il a contre lui les Numides infatigables et bien autrement harcelants que nos troupes légères actuelles. Il se retranche au bord de la mer ; de là, pied à pied, et conservant toujours sa communication avec ce premier entrepôt, il s'avance dans le pays, y établit des postes par échelons, s'empare de la ville d'Adrumetum, en fait un second entrepôt, y forme des magasins, puis, ayant reçu des renforts, abandonne sa première position, en prend une seconde plus offensive. »

Ne fût-ce que pour aller de l'avant, il faut que ces magasins soient remplis d'avance ou rapidement, pour ne pas retarder l'armée ; mais il est non moins important, pour manœuvrer, que l'on puisse trouver ou improviser sur-le-champ de nouveaux entrepôts et abandonner les premiers :

« L'ennemi prend, je suppose, une position inattendue, et où je ne veux ni ne peux l'attaquer ; je suis sûr de le déposter ou de le prendre à revers en marchant sur son flanc. Suivant notre routine actuelle, *il faut que, pour ce changement de direction, je me forme de nouveaux établissements et de nouveaux rayons de communication.* On me demande quinze jours pour la formation de ces nouveaux établissements : il faut, dit-on, rassembler des matières, bâtir des fours, etc. Voilà précisément où je ne veux pas, s'il se peut, que les vivres me commandent ; voilà où je veux que la régie redouble d'industrie, que l'armée vive des ressources du pays ; qu'elle sache souffrir, changer de nourriture, jeûner, s'il le faut, sans murmurer..... Il faut que l'ennemi me voie marcher, quand il me croira enchaîné par des calculs de subsistances ; il faut que ce genre de guerre nouveau l'étonne, ne lui laisse le temps de respirer nulle part, et fasse voir à ses dépens cette vérité constante, qu'il n'y a presque pas de position tenable devant une armée bien constituée, sobre, patiente et manœuvrière. »

Tout cela n'est autre chose que la description, aussi complète que possible, du terrible « changement de ligne d'opérations », l'arme offensive et défensive la plus savante et la plus redoutable de Napoléon ; c'est

le commentaire du fameux aphorisme : « Changer de ligne d'opérations est une des manœuvres les plus habiles qu'enseigne l'art de la guerre » ; mais ce que Napoléon appellera « ligne d'opérations », Guibert le nomme plus clairement « rayon de communication ». Cette manœuvre est d'ailleurs classique au XVIIIe siècle ; Lloyd, Bourcet lui accordent, comme Guibert, une grande importance[1].

2° La ligne d'opérations.

C'est Lloyd qui se sert le premier de l'expression que

[1] « Il y a des circonstances à la guerre où il faut savoir abandonner une de ses communications pour soutenir l'autre... Lorsque M. le duc de Broglie s'avança en 1760 sur Corbach et fit avancer M. de Saint-Germain sur la Dymel, il eût été fort avantageux de réunir les deux armées sur la Dymel et d'abandonner la communication sur Francfort... Dans cette supposition, qu'aurait-on pu craindre ? Si les ennemis se fussent portés sur le Mein, on les y aurait suivis et ils s'y seraient trouvés compromis.

« On peut conclure, en général, que la trop grande étendue des communications à garder est un si grand inconvénient qu'il ne faut plus s'étonner si les armées qui opèrent dans des pays éloignés de leurs frontières n'ont pas des succès soutenus, et qu'il ne conviendra jamais à la France de porter ses armes en Italie qu'autant qu'elle se trouvera alliée avec le roi de Sardaigne, en Allemagne qu'autant que les électeurs de Cologne, de Trèves et de Mayence, Palatin, le landgrave de Hesse ou les Hollandais se trouveront unis avec elle ; et si le roi de Prusse a eu des succès auxquels on n'aurait jamais dû s'attendre, c'est que sa position était centrale relativement à toutes les puissances contre lesquelles il avait à se défendre et qu'au moyen de l'Elbe et de l'Oder qui le couvraient, il n'avait presque pas de communications à garder et pouvait, sans inconvénient, faire ses mouvements sur toute direction. » (BOURCET.)

Napoléon consacrera : « Nous sommes obligés, dit-il, de déterminer certains points fixes où nous établissons nos magasins de vivres, munitions, etc., d'où les convois ensuite viennent approvisionner l'armée. Ces points servent de base aux opérations qui se conduisent vers d'autres points fixes et déterminés aussi dans le pays ennemi, si c'est une guerre offensive que vous avez à conduire ; la ligne qui unit entre eux tous ces points sur lesquels une armée doit opérer, s'appelle la « ligne d'opérations ».

Si les communications sont de longueur indéterminée, les lignes d'opérations ont des limites très précises :

« Une armée constituée comme le sont les nôtres, dit-il, ne peut agir sur une ligne d'opérations de plus de trente lieues, à moins qu'elle ne communique avec ses dépôts par des canaux navigables, etc. »

La nécessité de protéger les lignes d'opérations lui inspire une réflexion qu'il est intéressant de comparer avec les principales manœuvres de la première campagne de Bonaparte :

« Quand l'ennemi marche à vous de front en cherchant à vous gagner le flanc, il faut commencer par attaquer le corps qui vous tourne, parce que vous serez toujours à temps d'attaquer avec succès celui qui vous fait face, et il n'en serait pas ainsi de l'autre. Si vous poussiez devant vous, une marche ou deux, ce corps qui vous fait face, laissant l'autre manœuvrer à son gré, ce premier succès, bien loin de vous être utile, vous ruinerait absolument ; l'ennemi, laissé à lui-même, prendrait quelque bonne position derrière vous

et vous intercepterait toute communication, de sorte que c'est vraiment l'intérêt de l'ennemi de s'en aller pour vous attirer après lui, et laisser à l'autre corps la facilité d'agir, comme je l'indique ici. »

En résumé, c'est un point de doctrine bien établi au XVIIIe siècle, et que l'histoire de toutes les campagnes a démontré jusqu'à l'évidence, depuis Annibal et César jusqu'à Frédéric II, qu'un général ne conserve toutes ses forces et toute sa liberté d'action que si ses hôpitaux et ses approvisionnements sont enfermés dans des lieux fortifiés. C'est le seul moyen de ne pas employer une grande partie de ses troupes à protéger des convois interminables[1]. Cela posé, il est clair que plus les *impedimenta* seront concentrés, plus leur protection sera simple et le service facile. La réunion de tous les hôpitaux, magasins et dépôts dans une seule place forte à la fois est donc la solution la plus avantageuse.

Si l'on peut disposer de plusieurs places réparties dans la zone des opérations, et dont chacune soit prête à servir de dépôt unique à l'armée, celle-ci peut prendre son « rayon de communication », comme dit

[1] « L'entrepôt général d'une frontière doit se fixer toujours sur les derrières dans une ou deux places, à l'abri d'un coup de main, où les ennemis ne puissent faire des incursions. » (Bourcet.)

« Depuis qu'il est impossible de couvrir continuellement tous les dépôts, puisqu'en les couvrant même ils seraient exposés aux entreprises de quelque corps léger qui pourrait tourner l'armée, il faut les tenir dans des places fortes, et par conséquent en construire quand on n'en a pas. » (Mirabeau, *De la Monarchie prussienne*, t. III, p. 192, en collaboration avec Mauvillon.)

Guibert, sa « ligne d'opérations », comme disent Lloyd et Napoléon, tour à tour sur une place ou sur une autre, dérobant ainsi sa ligne de retraite au moment où l'ennemi croit la saisir, et attaquant en toute sécurité dans une direction où l'on aurait jugé son offensive imprudente.

L'expérience des guerres du XVIIe et du XVIIIe siècles montre qu'en s'éloignant à quatre ou cinq marches des magasins, le service des convois devient impossible ; en même temps, leur protection devient difficile à assurer sans s'étendre outre mesure. Il s'ensuit que l'armée ne doit guère s'éloigner à plus de vingt-cinq ou trente lieues de la place où sont ses dépôts : telle est la limite que Lloyd assigne à la ligne d'opérations.

Tout cela est épars chez les écrivains du temps, ébauché en partie par l'un, en partie par l'autre. Un homme de génie en formera aisément une méthode parfaite.

3° La guerre de montagnes et la stratégie de Bourcet.

Nous avons cherché dans Bourcet des principes pour la répartition et le maniement des grandes divisions d'une armée ; mais son œuvre est plus vaste et d'une portée autrement étendue. Il traite avec simplicité et avec clarté, et de la manière la moins abstraite, les plus hautes questions de stratégie.

C'est chez lui, par exemple, que Bonaparte aura pu trouver ce principe fondamental de la guerre de mon-

tagnes qu'il énoncera à son tour dans le *Précis des guerres de Turenne :* « La maxime générale dans la guerre de montagnes doit être de chercher à tourner les camps ou à déposter son ennemi par des manœuvres ».....

Les idées exposées par Bourcet sur la guerre offensive sont vastes et complexes. On a certainement formé, avant lui, des plans d'ensemble pour toutes les opérations d'une campagne, mais ce n'a jamais été que d'une manière exceptionnelle ; il est le premier à envisager de pareils projets comme devant être habituels, et à distinguer le « projet général » du « projet particulier », qui « ne regarde qu'une seule opération dont le succès en indiquera d'autres ».

Le premier aussi, embrassant tout un théâtre de guerre d'un seul coup d'œil, il y distingue un champ offensif et un champ défensif : « une frontière est toujours assez étendue pour être subdivisée au moins en deux parties, l'une plus favorable aux objets qu'on aura en vue, et l'autre presque toujours susceptible de quelque diversion. Il faut avoir deux armées, une d'offensive pour opérer dans tous les pays, et une seconde pour opérer en défensive sur toutes les parties qui concourent à la sûreté de sa communication ».

Bien que l'armée qui prend l'offensive ait l'avantage d'imposer d'abord sa volonté à l'ennemi, il faut cependant prévoir qu'avant le moment où l'on se porterait sur l'ennemi, celui-ci aurait pu modifier ses dispositions de manière à empêcher l'exécution du premier projet. Il est nécessaire d'avoir prévu toutes les circonstances et d'être prêt à entreprendre des opérations très

diverses suivant la situation où l'on se trouvera au dernier moment. C'est ce que Bourcet appelle : former un projet à plusieurs branches. La difficulté consiste surtout à déterminer un dispositif d'attente qui se prête également à l'exécution des diverses branches du projet ; il ne faut pas oublier non plus d'examiner en détail toutes les opérations que l'ennemi peut entreprendre, et la riposte qui convient à chacune.

« Il faut nécessairement prévoir toutes les opérations que les ennemis pourraient faire et, sur cet objet, faire toutes les suppositions possibles.....; si les troupes de l'ennemi sont rassemblées, il deviendra plus facile de prévoir, par le lieu de leur assemblée, quelles pourront être ses dispositions ; si elles ne le sont pas, il sera nécessaire que le projet général en offensive soit tel, que le général de défensive ne puisse pas avoir la liberté de les rassembler autre part que sur la direction du premier mouvement de son ennemi. En supposant que toutes les diversions, contremarches ou autres ruses dont on pourrait se servir pour cacher son véritable objet ne puissent réussir, il faut être préparé à profiter d'une seconde et d'une troisième branche du projet, sans donner le temps à son ennemi d'y réfléchir ; et ce sera l'examen des opérations relatives à chaque branche qui déterminera les lieux pour l'assemblée des troupes de l'armée..... Il faut, autant qu'on le peut, disposer l'assemblée de l'armée de façon qu'elle puisse répondre aux différentes branches que le projet embrassera, afin de laisser ignorer la principale et, par conséquent, les premières directions des mouvements des troupes..... La disposition des vivres et l'ouver-

ture des marches tomberont en pure perte ; mais il ne faut rien épargner quand il est question de donner le change à son ennemi. »

Il est impossible d'entrer dans le détail des mesures d'exécution que prescrit Bourcet, tant pour prévoir les opérations de l'ennemi que pour calculer les dispositions préparatoires aux diverses branches du projet ; mais, plus on approfondit les *Principes de la guerre de montagnes*, plus on y découvre une étroite analogie avec les procédés de Bonaparte, et notamment avec ceux qu'il a employés en 1794 et 1796. N'est-ce pas un projet à deux ou trois branches qu'il présente au comité de Salut public en 1794 et en 1795 ? N'y prépare-t-il pas avec soin les opérations offensives et les diversions, les mouvements qui devraient répondre à toutes les dispositions de l'adversaire ? Les divisions de l'armée, les détachements, les postes même n'y sont-ils pas répartis suivant les règles posées par Bourcet ? Évidemment la vérité est une, et il fallait bien que Bourcet et Bonaparte arrivassent aux mêmes solutions, l'un par sa longue expérience et ses talents, l'autre par son génie ; mais encore Bonaparte aurait-il eu besoin d'un apprentissage de quelques mois, de quelques semaines tout au moins, pour retrouver toutes les conclusions de Bourcet ; or, comme on le verra, c'est le jour même de son arrivée à l'armée d'Italie, à la fin de mars 1794, qu'il se révèle absolument expert en tout ce qui concerne la guerre de montagnes.

La théorie de cette guerre lui a donc été familière en grande partie avant qu'il en eût la pratique ; or,

de quelque façon que la doctrine de Bourcet lui soit parvenue, elle est la seule qu'il ait pu connaître.

4° Le chevalier du Teil.

Si petit qu'il soit, l'ouvrage du chevalier du Teil tient une place très importante dans la littérature militaire du XVIII[e] siècle. C'est le seul témoin qui nous reste de la doctrine formée dans ce corps royal de l'artillerie, qui s'apprête seulement à jouer un rôle décisif, et d'où va sortir Napoléon Bonaparte.

Cet opuscule est, dit-on, et à croire son trop modeste auteur, extrait en grande partie des écrits de Guibert et de Tronçon-Ducoudray ; on y retrouve des phrases entières de ces deux écrivains ; mais, pour avoir adopté leurs expressions dans quelques circonstances où il partage leur avis, il n'en a pas moins donné à l'ensemble de son œuvre une allure et un esprit nouveaux et caractéristiques. Et, après tout, peut-être ne faisait-il que reprendre son bien en empruntant à Guibert des principes que celui-ci avait reçus, de son propre aveu, des officiers du corps royal.

Lors même que du Teil se serait contenté de nous donner des extraits de Guibert, le choix qu'il aurait fait nous intéresserait vivement. Il est frappant de voir éliminer de l'*Essai général de Tactique* tout ce dont le temps allait faire justice, les paradoxes, les théories compliquées et formalistes pour le déploiement des armées. En vérité, à lire du Teil après Guibert, il semble que plus d'un demi-siècle les sépare ; et pour-

tant six années seulement se sont écoulées entre les dates de publication des deux ouvrages. Il nous faut donc admettre que si Guibert a été le plus éloquent de nos tacticiens, la doctrine commune de ses contemporains, et notamment des officiers d'artillerie, était plus simple et plus raisonnable que la sienne. Les menus détails où se perdaient les tacticiens d'alors disparaissent devant la force brutale du canon ; ces tissus compliqués et fragiles sont vite mis en lambeaux par le souffle puissant des batteries, et il ne subsiste que les réalités, les principes essentiels de la lutte : concentrer les efforts, prendre l'ennemi à revers, attaquer sans cesse et poursuivre sans interruption, ne compter que sur l'énergie et l'activité pour vaincre ; mettre tous ses soins à garder le secret et à surprendre.

Tout cela, si l'on veut, est dans Guibert, dans Bosroger, dans Feuquières ; mais parmi quel fatras de paradoxes, quel amas de vieilleries, où il est presque impossible de l'apercevoir ! Or du Teil a, du premier coup, tiré du chaos ces trois ou quatre vérités essentielles qu'il met, lui, au premier plan. Le reste, les formules, les règles compliquées, qui tenaient la plus grande place, il les a négligées ; son choix constitue donc une œuvre bien personnelle et caractéristique.

Mais ce n'est pas tout. C'est quelques pages à peine qu'il consacre aux sujets déjà traités par Guibert ; le reste est de lui seul ; de lui, cet excellent précis de la défense des côtes, de la guerre de siège, de la guerre de postes, etc. ; et là tout est nouveau, tout est personnel, tout se rattache à une doctrine unique, à ces

principes de concentration et de mobilité que l'on voit mettre en lumière pour la première fois.

On trouve enfin dans du Teil la réfutation des plus dangereux paradoxes de Guibert.

Sous prétexte d'alléger les armées, les tacticiens voulaient y diminuer la proportion d'artillerie ; puis, pour des motifs spécieux, diminuer le nombre même des troupes.

« Ces écrivains, répond du Teil, n'offrent rien de victorieux pour accréditer leurs opinions..... L'histoire nous apprend que les puissances qui ont multiplié leur artillerie n'eurent pas à s'en plaindre ; qu'au contraire, elle contribua beaucoup à leur succès, et qu'aucune d'entre elles n'a imaginé de la rejeter ou d'en avoir moins, sous le prétexte illusoire de faire une guerre de mouvement. » Il continue en repoussant l'éternel et dangereux paradoxe du nouvel Alexandre qui vaincra nos foules armées avec une poignée de bons soldats : « Tous les raisonnements qui ont été allégués en faveur des petites armées, qu'on prétend opposer aux grandes avec succès, n'ont pas paru assez convainquants pour déterminer quelques puissances à en faire l'expérience ; expérience qui serait d'autant plus dangereuse, qu'elle pourrait entraîner la perte de leurs États ; car cet excès dans les armées nombreuses, ainsi que l'artillerie, qui lui est proportionnée, est un moyen naturel que la nécessité indique, sous peine d'être vaincu, lorsque l'ennemi vous en fait la loi.

« Toutes les nations de l'Europe ayant des constitutions calquées les unes sur les autres, le même degré de connaissances et de lumières, aucune d'entre elles

n'ayant ni cette supériorité ni cet ascendant marqué, qui, dans des temps reculés, fit triompher Rome de tant de peuples ignorants et barbares, ne peut se flatter aujourd'hui qu'une armée inférieure l'emportera sur une plus nombreuse. Peut-on ignorer d'ailleurs qu'une armée nombreuse pouvant se subdiviser, il est possible d'en opposer une partie suffisante à celle de l'ennemi, et de destiner le surplus à le harceler, le tourner et à en assurer la défaite. »

En résumé, le bons sens, la clairvoyance, la netteté distinguent absolument le chevalier du Teil des autres écrivains militaires de son temps. Tout ce qu'il a écrit se rapporte exactement au genre de guerre qu'on fera de 1792 à 1815, et les quelques principes essentiels qu'il met en lumière sont précisément ceux qui formeront l'essence de la méthode napoléonienne : avoir la supériorité numérique, concentrer les efforts, attaquer l'ennemi en flanc ou à revers, le surprendre, tant par le secret assuré aux préparatifs que par la rapidité d'exécution : voilà l'esprit même de la guerre, telle qu'on la concevait en 1789.

5° Géographie militaire.

La rareté et l'imperfection des cartes aux XVIIe et XVIIIe siècles faisaient une stricte obligation aux généraux de se procurer ailleurs les données topographiques et géographiques nécessaires pour établir des plans de campagne. Les écrivains militaires ne manquent pas de parler de la *connaissance du pays* comme d'une science indispensable, et qui doit

s'acquérir par l'étude des guerres. Feuquières consacre à ce sujet un long et intéressant chapitre, où les traits essentiels du théâtre d'opérations italien sont analysés. Il s'attache d'abord à démontrer que la défensive, dans les Alpes françaises, est toujours préjudiciable.

« Le Piémont, dit-il, est un bassin autour de la moitié duquel s'élèvent les Alpes. Par conséquent, celui qui est dans ce bassin n'a pas plus de chemin à faire pour en sortir et passer en deçà d'un côté du bassin que de l'autre.

« Il faut donc que les attentions du général chargé de cette défensive soient égales sur tout ce demi-rond, ce qui fait qu'il est inférieur partout où l'assaillant fait un premier effort, qui sera toujours général de sa part et couvert par de fausses démonstrations éloignées de son véritable objet.

« Il est même comme impossible que cette infériorité ne dure longtemps, parce que, par la constitution du pays en deçà des Alpes, il faut bien des jours pour rassembler des troupes placées autour du bassin. D'ailleurs, la prodigieuse quantité de cols et de passages dans les montagnes après la fonte des neiges en rend toujours l'entrée facile à celui qui veut pénétrer par le côté du Piémont, et la difficulté pour s'y opposer presque insurmontable. Ces passages partent presque tous du même centre, qui est la plaine du Piémont, et ont pourtant des sorties en deçà fort éloignées les unes des autres. C'est ce qui fait que les différents corps de troupes, qu'on est obligé de séparer pour s'opposer au moins aux plus aisés de ces pas-

sages, sont trop éloignés les uns des autres et ne peuvent que très difficilement avoir quelque communication ensemble.....

« M. de Catinat, qui connaissait et la plaine du Piémont, et ce vaste cintre des Alpes, depuis Nice jusqu'au lac de Genève, devait savoir que la plaine de Piémont était un centre qui portait également sur toute cette circonférence, et qu'ainsi il serait nécessairement le plus faible partout, dès qu'il séparerait son infanterie, comme il le fit par sa disposition. »

On trouvera un résumé fidèle de ce passage dans le mémoire de Bonaparte remis au comité de Salut public par Robespierre jeune, en juillet 1794.

Après avoir exposé ainsi en quelques mots les traits caractériques de la région piémontaise, Feuquières fait toucher du doigt les points critiques de la ligne de l'Adige, sur laquelle il convient de s'établir pour couvrir toute l'Italie.

L'armée de l'Empereur, dit Feuquières, s'assemblait paisiblement dans le Tyrol, où elle aurait pu être gênée par une offensive de l'électeur de Bavière. C'est ainsi qu'en 1796, Wurmser aurait pu être arrêté par une attaque plus résolue de Moreau :

« Pour que cette armée pût porter la guerre dans le Milanais, il fallait qu'après avoir débouché des montagnes dans le Trentin, elle traversât une grande partie de l'État de la République de Venise.

« Les deux couronnes se contentèrent d'un traité de neutralité avec cette République, qui ne voulait pas s'opposer à aucune des deux puissances;..... l'on voulut donc que M. le maréchal de Catinat, qui com-

mandait l'armée des deux couronnes, la fît vivre sur un petit coin de l'État de Venise, en payant jusqu'au bois et à la paille, pendant que ces mêmes Vénitiens, seulement pour la forme, se contentaient des billets des commissaires de l'Empereur pour ce que ses troupes prenaient dans leur État, au lieu qu'ils voulaient de l'argent comptant des deux couronnes[1]; *et notre général vit entrer l'armée de l'Empereur dans les plaines de Vérone* sans s'y opposer, et lui laissa commencer les premières hostilités.

« *Il est certain que si dans cette conjoncture essentielle*, *pour prévenir la guerre d'Italie*, *les deux rois avaient*, *de gré ou de force*, *obtenu Vérone de la République*, ou au moins des lieux sûrs pour placer les magasins sur l'Adige et au delà de cette rivière, et que l'armée, portée au delà de l'Adige, se fût opposée à celle de l'Empereur *au débouché des montagnes du Tyrol*, il aurait été impossible à l'Empereur de faire entrer son armée en Italie. »

Telles étaient les leçons de géographie militaire qu'on donnait aux jeunes officiers il y a un siècle ou deux, et elles l'emportaient sans doute en netteté ainsi qu'en utilité sur le flot de détails géologiques, hydrographiques, hypsométriques, économiques et autres dont on essaye en vain d'encombrer la mémoire de leurs successeurs depuis 1871. Pénétré des principes du vieux Feuquières, un général de l'ancien régime pouvait-il envahir l'Italie, en chasser les Autrichiens, sans

[1] Les dispositions des Vénitiens étaient encore les mêmes en 1796; mais Bonaparte n'en prit aucun souci.

porter son armée sur la ligne de l'Adige et mettre la main sur Vérone? Aussi Bonaparte s'empressera-t-il, dès qu'il aura franchi le Mincio, et sans en aviser autrement les Vénitiens, de lancer Masséna sur Vérone.

Feuquières indiquait aussi, à propos d'une campagne de Vendôme, le rôle que pouvait jouer la région de Brescia, Salo, la Rocca d'Anfo. Bourcet montre à son tour les propriétés de la position de Rivoli, la Corona, et la manière dont elle se combine avec la ligne de l'Adige. C'est lui encore qui, citant les opérations de Villars et de Rebinder, a déclaré que le but d'une armée opérant en Lombardie devait être, *au point de vue militaire*, de pénétrer dans le Tyrol pour aller rejoindre l'armée d'Allemagne. C'est lui enfin qui, imaginant une campagne fictive dans les basses Alpes, préconisait pour envahir le bassin de la Stura une attaque par le col de Tende, avec une simple démonstration sur les Barricades par le col de Larche. Bonaparte s'en est-il souvenu lorsqu'il a composé le projet présenté aux représentants en mai 1794? Peu importe, car s'il s'est imbu des principes de Bourcet, il est naturel qu'il soit tombé sur une solution identique.

6° Conclusion.

La puissance de l'artillerie de campagne, le développement du réseau routier, les progrès de la tactique élémentaire et de la grande tactique, tout concourt à la fin du XVIIIe siècle pour permettre de porter dans l'*exécution* l'esprit offensif qui n'avait pu être jusque-là que dans les *intentions* des généraux. Nous avons

vu que la génération militaire qui a précédé et instruit Bonaparte n'a pu lui inspirer que le désir ardent de réaliser cet idéal de guerre offensive et vigoureuse, auquel on se croyait sûr d'atteindre.

L'esprit de son système de guerre ressort donc immédiatement de cette étude.

Nous avons vu aussi, chemin faisant, les divers éléments dont se compose la guerre à la fin du XVIIIe siècle, les théories qui seront enseignées à Bonaparte, ne fût-ce que par l'influence du milieu où il s'est instruit.

La physionomie de la bataille, telle que nous l'avons vu décrire par Guibert et ses contemporains, est bien éloignée de cette forme linéaire, rigide, sous laquelle on se plaît souvent à la représenter. Un front irrégulier, des troupes qui débouchent sur le champ de bataille par petites colonnes de 2,000 à 4,000 hommes, se déployant ici en ligne, là en colonnes de bataillons, là en essaims de tirailleurs à la lisière d'un village ou d'un bois, ou en avant des colonnes d'attaque ; assez loin en arrière, des réserves nombreuses et massées ; l'infanterie se resserrant pour accumuler les forces sur un point, faire irruption dans la ligne ennemie, ou s'étendant au contraire pour en envelopper, en déborder une aile : voilà la forme de la bataille. Qu'on y ajoute une nombreuse cavalerie, massée en partie avec les colonnes de l'attaque décisive pour affirmer la victoire par une charge à fond[1] ; et enfin une artillerie mobile mais puissante, accumulée devant le saillant où l'on fera

[1] Guibert.

brèche, tandis que des batteries légères se lancent au galop pour mitrailler l'ennemi à bout portant.

Avant la bataille, l'armée ne demeure pas en formation compacte, mais divisée en plusieurs corps sur un front de deux ou trois marches. Les distances et les positions de ces corps d'armée sont choisies de manière que chacun d'eux puisse recevoir, le cas échéant, le premier choc de l'ennemi, et, jouant le rôle de « tête d'armée », servir de noyau à la concentration générale. Suivant les cas, il devra résister sur place, se retirer sans combattre, ou soutenir la lutte tout en battant en retraite. Grâce au front qu'embrasse l'armée, l'ennemi est obligé d'accepter bientôt la bataille, qui décidera de la campagne.

Pendant que l'on concentre toutes les forces pour cet engagement décisif, on dirige parfois des colonnes sur le flanc ou les derrières de l'ennemi. On compte sur ce mouvement tournant pour le surprendre, le désorganiser et favoriser l'attaque décisive. Afin de préparer cette dernière, on a concentré sur le point choisi le plus de feux possible et les plus puissants ; sur le reste du front, on garde la défensive avec de fortes réserves.

Déployée jusqu'à la veille de la bataille snr un front de 10 à 16 lieues, l'armée suffit à couvrir sa ligne d'opérations, sans y consacrer de gros détachements. Les dépôts successifs sont toujours établis dans des places fortes et jalonnent la route des convois à des intervalles de cinq marches environ.

Si l'on dispose de plusieurs dépôts situés à bonne distance dans des directions différentes, on peut les

utiliser pour exécuter avant la bataille, au dernier moment peut-être, un changement de ligne d'opérations grâce auquel on surprendra l'ennemi dans une direction où il ne se croit pas menacé.

Ainsi, douées d'une aptitude manœuvrière et d'une force offensive suffisantes, les armées peuvent pousser la guerre avec une activité inconnue jusqu'alors. Les écrivains militaires le savent ; ils ont analysé la nature, les causes et les conséquences des progrès accomplis. Ils veulent que la guerre soit menée vigoureusement, et nulle considération politique ne vient les arrêter.

La guerre d'autrefois, où le temps se perdait en sièges ou en démonstrations, ne doit plus être qu'un souvenir ; c'est « la guerre en grand, la guerre de campagne qui doit être l'objet principal », et Guibert nous a annoncé « une manière de conduire les armées plus avantageuse, plus décisive, plus faite pour procurer de grands succès ; on quitterait alors cette manière étroite et routinière, qui entrave et rapetisse les opérations ; on ferait de grandes expéditions, on ferait des marches forcées, on saurait engager et gagner des batailles par manœuvres, on serait moins souvent sur la défensive, on ferait moins de cas de ce qu'on appelle des positions. La science du munitionnaire consisterait à traîner le moins d'attirails possible et à tâcher de vivre des moyens du pays..... Enfin, toutes les branches de la science militaire formeraient un faisceau de rayons ; et c'est ce concours de lumières qui, réuni dans l'esprit d'un seul homme, le constituerait *général*, c'est-à-dire capable de commander des armées ».

En rendant les troupes manœuvrières, en divisant les armées, en développant les principes de la grande tactique, les militaires du XVIIIe siècle accomplissent leur œuvre avec la pleine conscience du but à atteindre; ils savent qu'il s'agit de faire disparaître la lenteur et l'innocuité des guerres d'autrefois, défauts qui provenaient de l'imperfection des moyens et non d'une disposition morale des combattants ; mais ils savent aussi qu'ils ne toucheront pas à la Terre promise, que d'autres réaliseront tout d'un coup ce qu'ils ont mis si longtemps à préparer ; ce n'est pas à eux que reviendra la gloire de fixer ce qu'ils ont ébauché. D'autres viendront, commandant non pas à des « stipendiaires, à des troupes constituées comme l'étaient alors toutes celles de l'Europe », mais à « une milice nerveuse, à des citoyens intéressés à la défense de leur propriété ». « Alors, dit Guibert, un homme s'élèvera, peut-être resté jusque-là dans la foule et l'obscurité, un homme qui ne se sera fait un nom ni par ses paroles ni par ses écrits, un homme qui aura médité dans le silence, un homme enfin qui aura peut-être ignoré son talent, qui ne l'aura senti qu'en l'exerçant, et qui aura fort peu étudié. Cet homme s'emparera des opinions, des circonstances, de la fortune ; et il dira du grand théoricien ce que l'architecte praticien disait devant les Athéniens de l'architecte orateur : « Ce que mon rival vous a dit, je l'exécuterai ».

Le « Dieu de la Guerre » est près de se révéler, car nous avons entendu son prophète.

CHAPITRE PREMIER

LES ANNÉES D'ÉTUDES

1° Premières études de Bonaparte.

Né dans un pays récemment conquis par la France, Napoléon Bonaparte est expatrié à l'âge de 10 ans dans les écoles françaises. Jusqu'à 17 ans, il reste isolé, se replie sur lui-même, vivant comme dans un rêve : il songe à cette Corse qu'il revoit à travers ses souvenirs d'enfant, si belle en comparaison du ciel pluvieux d'Autun et de Brienne, et dont il se fait une idée merveilleuse. Ce n'est pas seulement pour lui l'île enchanteresse, fleurie, ensoleillée, c'est la patrie des hommes fiers et vertueux par excellence, de la race au cœur noble, faite pour la liberté. Ce rêve d'une Corse idéale, il le caresse avec amour dans son isolement volontaire, puis il le transforme avec les années, le fait plus viril et plus grave : il veut agir, se consacrer au relèvement de sa patrie, lui donner l'indépendance et les lois de justice et de liberté qui seront dignes d'elle.

La Corse ne peut être un champ de grandes opéra-

tions militaires; c'est surtout en législateur et en politique que Bonaparte pense agir, ou plutôt il devra être apte à toutes les fonctions; c'est, en somme, une idée de dictature qui le hante. « C'est donc par la base, dit M. Masson, qu'il reprendra son éducation entière. » Arrêtons-nous sur ce mot juste et profond, car il marque bien le point de départ des études de Napoléon, et comment ce vaste esprit a, pour son début, pris les choses de si haut qu'il ne se pose que des principes universels, irréductibles, dont il se chargera de faire lui-même l'application à tous les modes de l'activité humaine, et particulièrement à la politique et à la guerre. Il sera homme d'État dans l'acception la plus large du mot avant d'être homme de guerre, et voici déjà un des traits les plus caractéristiques et les plus admirables de ses opérations qui apparaît: c'est la liaison intime des manœuvres militaires avec la situation politique.

Remarquons aussi qu'il se forme seul, faisant table rase des préjugés et des méthodes conventionnelles; il va droit aux sources de la science : « Il veut apprendre, dit M. Masson, ce qu'est l'homme, d'où il vient, comment il est fait; il veut apprendre ce qu'est ce globe que l'homme habite et surtout quelles formes diverses ont prises les diverses sociétés que l'homme a organisées, quelles vicissitudes les empires et les républiques ont subies, qui les a gouvernés, quels rouages ont reçus leurs administrations, quelle part prenait au gouvernement le peuple, quelle la noblesse, de quelle façon était entendue l'hérédité monarchique. Il veut tout connaître des armées, des finances, du commerce.

Les documents qu'il a entre les mains sont médiocres et confus ? il sait en extraire le suc et en faire jaillir la clarté. Il tamise les renseignements, réduit les périodes oratoires au nécessaire d'une note brève, ne s'inquiète que du chiffre, du fait, se réservant en lui de tirer les conséquences. »

En même temps, dans son enthousiasme pour l'indépendance de la Corse, il s'enflamme pour les idées de liberté, devient un républicain ardent. Nul préjugé monarchique, nul attachement dynastique ne le retiennent ; il n'a jamais pu avoir que de la haine pour les Bourbons. Il se nourrit des philosophes de l'antiquité et du XVIIIe siècle ; il se passionne pour Rousseau, qui a proclamé les droits de la Corse à l'indépendance. Lui qui, plus tard, poursuivra l'idéologie d'une haine si violente, il est d'abord le plus fervent des idéologues, et il nous plaît de croire qu'il faut en effet l'impulsion de quelque passion généreuse pour élever un homme à la gloire suprême.

Au régiment de La Fère-Artillerie, à Valence, de novembre 1785 à septembre 1786, il écrit des fragments sur la Corse, sur son histoire, ébauche un parallèle entre l'amour de la patrie et l'amour de la gloire, etc.

Il arrive en Corse avec une caisse de livres, parmi lesquels Plutarque, Platon, Cicéron, Cornelius Nepos, Tite-Live, Tacite, Raynal, Montesquieu, Montaigne.

Revenu en France, à Auxonne, de juin 1788 à septembre 1789, il continue à lire et analyser de nombreux ouvrages sur les peuples de l'antiquité, sur l'histoire des Arabes, de la France, de l'Angleterre, de

la Prusse, de la Suisse, de Venise. Nous n'avons qu'une partie des notes qu'il a recueillies; mais il est certain que toutes les parties de l'histoire et tous les grands philosophes ont été tour à tour l'objet de ses études. Cependant la Révolution arrive, les États généraux sont convoqués, et l'on trouve dans les papiers de Bonaparte quelques fragments sur des sujets d'actualité, sur l'autorité royale, sur l'ouverture des États généraux, etc. Toujours préoccupé de son pays natal, il écrit des lettres sur la Corse à Necker, à Raynal, mais il se passionne pour la Révolution, qui le réconcilie avec la France. Comme tant d'autres grands esprits de son temps, il ne demande qu'à être citoyen de la seule nation libre qui soit en Europe; la Corse, qu'il jugeait esclave sous la tyrannie des Bourbons, peut s'unir de son plein gré au peuple qui a secoué leur joug. C'est à cimenter cette union qu'il s'appliquera de 1789 à 1793, pendant les trois séjours en Corse sur lesquels nous aurons à revenir.

Durant les derniers mois qu'il passe au régiment, à Auxonne et Valence, de février à septembre 1791, il prend une part active au mouvement révolutionnaire, parle dans les clubs, fait de la propagande. Il continue ses études d'histoire et de philosophie, compose quelques opuscules : « Dialogue sur l'amour »; Discours sur la question proposée par l'Académie de Lyon : « Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur ? »

En résumé, lorsqu'il quitte la vie de garnison pour la dernière fois, en 1791, l'art militaire n'a tenu qu'une place tout à fait secondaire, semble-t-il, dans

ses préoccupations et ses travaux de Valence et d'Auxonne.

Ses séjours au régiment ont été de dix, quinze et six mois. Ses journées étaient prises presque entièrement par le service : manœuvre le matin, séances de l'école l'après-midi. Il a appris là tout son métier d'artilleur, et à fond ; il a appris les mathématiques, dont il n'avait que des notions, la mécanique, la physique, la chimie, l'astronomie ; on sait qu'il a lu plusieurs ouvrages de droit romain ; nous avons énuméré ses études d'histoire, de politique, de philosophie, ses œuvres d'imagination. Ne voilà-t-il pas déjà une somme de travail prodigieuse pour être accomplie dans les soirées, les nuits, si l'on veut, que lui laissait le service ?

A cela on répond que la puissance de travail et d'assimilation de Bonaparte dépassait toutes les limites imaginables, et qu'outre les travaux dont nous avons la trace, il a pu en faire beaucoup d'autres. Il est singulier alors que le hasard ait agi assez méthodiquement pour faire disparaître les papiers relatifs à l'art militaire, à l'exclusion du reste.

Mais il y a des arguments plus probants : Joseph Bonaparte a parlé des études et des lectures de son frère pendant les semestres passés en Corse ; il nous a donné la liste des ouvrages que Napoléon emportait avec lui, et dans tout ce qu'il raconte, dans tout ce qu'il cite, il n'y a rien qui se rapporte à l'art militaire. Il ne s'agit que de philosophie et de littérature.

Plus tard, causant avec Mme de Rémusat, Napoléon lui dira que pendant ses années de garnison il se lais-

sait aller à composer des œuvres d'imagination, mais que c'est au siège de Toulon qu'il commença seulement à s'adonner aux études militaires.

Bref, nous ne pouvons pas prouver par un argument positif, péremptoire, que Bonaparte s'est peu occupé de questions militaires dans ses heures de loisir à Auxonne, mais tout ce que nous savons concorde parfaitement pour en donner la conviction.

En revanche, tout ce qu'il faisait, et tout ce qu'il lisait devait ramener son attention sur l'art de la guerre. On arrive donc à cette conclusion, que Bonaparte ne s'est pas adonné spécialement aux études militaires, mais qu'il s'est formé en lui une conception plus ou moins complète de ce que sont un combat, une armée, et la guerre même. Il reste à déterminer ce qu'a pu être cette conception.

2° Montesquieu et Machiavel.

La guerre est un acte trop important dans la vie des peuples pour ne pas tenir une grande place dans l'œuvre des philosophes, des historiens et des politiques. Si Bonaparte n'a rien pu trouver à ce sujet dans les déclamations de Rousseau, en revanche Montesquieu et Machiavel lui auront offert la substance même de l'art militaire.

Le premier lui aura montré comment un gouvernement, une nation, portent dans la guerre l'esprit qui les anime; en lisant l'admirable chapitre sur Alexandre, Napoléon aura entrevu que la gloire de ce grand capi-

taine était d'avoir su faire une guerre d'invasion rapide et en même temps méthodique ; comme il le dira plus tard à Sainte-Hélène, la perspicacité du philosophe l'aura mis en garde contre la distinction spécieuse établie par quelques écrivains militaires à courte vue entre la guerre méthodique et la guerre d'invasion ; il aura été frappé par le magnifique exposé des guerres puniques, et par ces puissantes conclusions où vient se résumer toute la philosophie de la guerre :

« Ce furent les conquêtes mêmes d'Annibal qui commencèrent à changer la fortune de cette guerre. Pendant qu'il resta avec son armée ensemble, il battit les Romains ; mais, lorsqu'il fallut qu'il mît des garnisons dans les villes, qu'il défendît ses alliés, qu'il assiégeât les places, ou qu'il les empêchât d'être assiégées, ses forces se trouvèrent trop petites, et il perdit en détail une grande partie de son armée. Les conquêtes sont aisées à faire, parce qu'on les fait avec toutes ses forces : elles sont difficiles à conserver, parce qu'on ne les défend qu'avec une partie de ses forces..... »

« Ce n'est pas ordinairement la perte réelle que l'on fait dans une bataille (c'est-à-dire celle de quelques milliers d'hommes), qui est si funeste à un État, mais la perte imaginaire et le découragement qui le prive des forces mêmes que la fortune lui avait laissées. » Et enfin cette admirable synthèse : « L'objet de la guerre, c'est la victoire ; celui de la victoire, la conquête ; celui de la conquête, l'occupation ».

Les discours de Machiavel sur la première décade

de Tite-Live, que Napoléon emportera dans ses campagnes, font sentir plus vigoureusement encore ce que peuvent le courage, l'ardeur, l'obstination. Ces discours sont une œuvre si forte qu'il ne faudrait rien omettre si l'on voulait rappeler tout ce qui est digne d'avoir fixé l'attention de Bonaparte; mais un ou deux passages et les titres seuls des principaux chapitres permettront d'en mesurer la portée et l'élévation :

« Le vulgaire se trompe en affirmant que l'or est le nerf de la guerre; Darius a-t-il donc vaincu Alexandre, les Grecs ont-ils dompté les Romains, et, de nos jours encore, le duc Charles a-t-il vaincu les Suisses? Non, ils nous ont tous prouvé que le nerf de la guerre, ce n'est pas l'or, c'est la valeur du soldat. C'est avec le fer et non avec l'or qu'on fait la guerre; quand on songe à l'œuvre accomplie par les Romains, tout l'or du monde n'y eût pas suffi, s'ils avaient voulu vaincre par l'or et non par le fer. Comme ils combattirent avec le fer, l'or ne leur manqua jamais : ceux qui les craignaient l'apportaient dans leur camp. L'or ne donne pas les bons soldats; les bons soldats suffisent bien à trouver l'or.

« Les forteresses sont généralement plus nuisibles qu'utiles, car les bonnes troupes se passent de murailles, et tes murailles ne te sauveront pas si tu n'as de bonnes troupes.

« Fais la guerre, comme disent les Français, courte et bonne. Les Romains n'entraient jamais en campagne qu'avec de très grosses armées; aussi ont-ils expédié en très peu de temps toutes leurs guerres contre les Latins, les Samnites, les Toscans. La guerre à peine

déclarée, ils s'élançaient avec toutes leurs forces au-devant de l'ennemi, livraient bataille aussitôt, et, vainqueurs, imposaient leurs conditions.

« Tu n'arriveras pas à fuir la bataille, si ton adversaire est résolu à l'obtenir à tout prix.

« Tu peux vaincre avec des forces inférieures, pourvu que tu tiennes bon au premier choc.

« Les hommes ne peuvent s'opposer à la fortune, mais ils peuvent l'aider. Ne sachant quelles fins elle poursuit, ni par quelles voies détournées et mystérieuses elle y viendra, ne t'abandonne jamais, espère toujours, en quelque fortune et en quelque peine que tu te trouves.

« Il vaut mieux être brutal que respectueux avec la fortune, car elle est femme, et pour la maintenir sous soi, il faut la violenter et la frapper ; c'est alors qu'elle se livre, et non quand on l'aborde froidement.

« Qu'un seul commande ; plusieurs volontés affaiblissent l'armée.

« Il faut, pour vaincre, que la confiance unisse le chef et l'armée, et les soldats entre eux.

« Rien ne fait plus grand un capitaine que de pénétrer les desseins de son ennemi. »

Quelle puissante et fière conception de la guerre ! Qui ne voit comme de tels principes, s'imposant à l'imagination de Napoléon avant toute étude militaire professionnelle, ont dû lui faire apercevoir la guerre sous son vrai jour, lui en faire pénétrer l'âme ; et qui ne voit tout ce que sa pensée a gagné en ampleur et en solidité à se nourrir de cette moelle substantielle, à se

fixer dans l'esprit ces principes forts et simples avant de descendre aux pratiques du métier ? Certes le grand Florentin entendait ce que Napoléon appelle la partie divine de la guerre, et il lui en aura révélé l'existence, en lui communiquant cette énergie farouche et superstitieuse à laquelle son origine toscane le prédisposait. Ainsi s'est formé le conquérant dédaigneux de Mantoue, le vainqueur acharné d'Arcole et de Wagram ; ainsi s'est formée une stratégie saine et vigoureuse, dégagée de tout ce qu'il pouvait y avoir de lent et de mesquin dans les procédés du XVIIIe siècle.

3° Les tacticiens philosophes.

Si les philosophes sont forcés de découvrir les principes de la guerre, les écrivains militaires n'ont pu éviter de faire appel aux théories philosophiques dès qu'ils ont voulu donner quelque ampleur à leurs conceptions. « En s'unissant à la politique et à la philosophie, remarque ironiquement Mesnil-Durand, la tactique a pris la peine de se rendre plus universellement intéressante ; elle a, par ce moyen, pénétré jusqu'aux cabinets des avocats et aux toilettes des femmes ; notre art sublime s'est trouvé mêlé dans les caquets du public. »

Ces tacticiens philosophes que tout le monde lisait à la veille de la Révolution, et vers lesquels Bonaparte devait être porté par ses goûts philosophiques, c'était Guibert et Lloyd.

« En 1772, dit Bonaparte lui-même dans ses *Notes*

sur l'Espion anglais, M. de Guibert fit paraître son *Traité de Tactique*, qui causa le plus grand bruit à cause de sa préface qui était fort hardie, ce qui l'obligea à voyager. »

Le moyen de penser que Bonaparte n'a pas été attiré par le côté révolutionnaire de cette œuvre prophétique, par cette préface si hardie, en effet, qu'elle passait au-dessus du roi pour aller s'offrir à la Patrie, proclamant qu'un jour viendrait où les sujets de naguère ne voudraient plus s'appeler que « citoyens », et que celui-là serait pour eux « le jour de gloire ».

« Puisse-t-on un jour, s'écriait Guibert, rendre à ce saint nom de Patrie toute sa signification et son énergie, en faire le cri de la Nation, le ralliement de tout ce qui compose l'État ! Puissent à la fois le maître et les sujets, les grands et les petits, s'honorer du titre de citoyens, s'unir, s'appuyer, s'aimer par lui ! » Et, dans son discours préliminaire, il a des accents qui ont dû toucher singulièrement le jeune Corse, exaspéré des malheurs de sa patrie :

« Quel tableau offre l'Europe politique au philosophe qui la contemple ? Des administrations tyranniques, ignorantes ou faibles ; les forces des nations étouffées sous leurs vices ; les intérêts particuliers prévalant sur le bien public ; les mœurs, ce supplément des lois souvent plus efficace qu'elles, négligées ou corrompues ; l'oppression des peuples réduite en système..... Fatigué de tant de maux, si le philosophe trouve à reposer sa vue sur des objets plus consolants, c'est sur quelques petits États qui ne sont que des points dans l'Europe ; c'est sur quelques vérités morales et politiques, qui,

filtrant lentement à travers les erreurs, se développeront peu à peu, parviendront peut-être un jour aux hommes principaux des nations, s'assiéront sur les trônes, et rendront la postérité plus heureuse.

« Tel est particulièrement l'état de malaise et d'anxiété des peuples, sous la plupart des gouvernements, qu'ils y vivent avec dégoût et machinalement; que, s'ils avaient la force de briser les liens qui les attachent, ils se donneraient d'autres lois et d'autres administrateurs. On verrait alors la moitié de l'Allemagne chasser les petits princes sous lesquels elle gémit; la Castille, l'Aragon, l'Irlande rappeler ses rois; la Toscane, ses ducs; la Flandre, ses comtes; tant d'autres États, leurs anciens souverains, qui vivaient au milieu d'eux sans luxe et du revenu de leurs domaines.

« On verrait presque toutes les provinces se séparer de leur métropole; presque tous les gouvernements se dissoudre ou changer de forme. »

Guibert ne pouvait parler que de l'Irlande, de l'Aragon, des provinces, enfin, qui n'étaient pas sous la domination française; mais il n'était pas un mot de ses apostrophes qui ne s'appliquât à la Corse; et quel écrivain pouvait se trouver dans une communion d'idées plus complète avec Bonaparte, surtout dans les pages où il flétrit l'aveugle esprit de conquête des Espagnols et des Français, s'en prend même à Richelieu et à Louvois, comme fera le jeune officier dans ses dissertations révolutionnaires d'Auxonne?

Rien non plus ne répondait mieux aux aspirations secrètes de Napoléon que le projet de gouvernement,

« le plan de régénération, qui était le but de l'ouvrage ».

« La politique, disait Guibert, telle qu'elle s'offre à mes idées, est l'art de gouverner les peuples, et, envisagée sous ce vaste point de vue, est la science la plus intéressante qui existe. Elle doit avoir pour objet de rendre une nation heureuse au dedans, et de la faire respecter au dehors. De là, elle se divise naturellement en deux parties : politique intérieure et politique extérieure. La première sert de base à la seconde. Tout ce qui prépare le bonheur et la puissance d'une société est de son ressort. » Appliquant alors ces principes aux diverses parties du gouvernement, il finit par examiner les qualités nécessaires à l'homme supérieur qui se donnerait la mission d'assurer le bonheur de sa patrie : « On objectera peut-être qu'il est impossible que l'esprit d'un seul homme embrasse toutes les parties d'une science aussi vaste. Comment faisaient donc les Romains, qui passaient successivement par toutes les charges de la République? Comment faisaient ces hommes, tour à tour édiles, questeurs, censeurs, tribuns, pontifes, consuls, généraux? Ayons des gouvernements qui le veuillent, qui le rendent nécessaire, qui dirigent en conséquence l'éducation publique, nous aurons de ces esprits supérieurs et universels, qui font la gloire et les destins des empires. D'ailleurs, est-ce un homme seul qui doit conduire tous les détails de l'administration d'un peuple? Plusieurs concourent à cet important ouvrage..... Au milieu de ces hommes, il suffit qu'il s'élève, et il ne peut manquer de s'élever, quelque

génie vaste. Celui-là s'empare, si je puis m'exprimer ainsi, des connaissances de tous, crée ou perfectionne le système politique, se place au haut de la machine et lui imprime le mouvement. Pour diriger l'ensemble de l'administration, il n'est pas nécessaire qu'il ait approfondi les détails de toutes les parties. Il suffit qu'il connaisse coux des parties principales, le résultat des autres, la relation que chacune d'elles doit avoir avec le tout ».

N'est-ce pas là le rôle que se proposait Bonaparte enfant, ce rêve de dictature bienfaisante qui le hantait, le but qu'il assignait à ses études, tel exactement que M. Masson nous l'a défini?

Mais il n'est pas de liberté ni de prospérité pour qui ne sait les défendre, et Guibert entraîne enfin son lecteur sur le terrain des institutions militaires. Il montre « le génie des nations en contradiction avec les lois de leur milice; la profession de soldat, abandonnée à la classe la plus vile et la plus méprisable des citoyens; le soldat, sous les drapeanx, continuant d'être malheureux et méprisé; les armées plus nombreuses, à proportion, que les nations qui les entretiennent; onéreuses à ces nations pendant la paix; ne suffisant pas pour les rassurer à la guerre, parce que le reste du peuple n'est qu'une multitude timide et amollie ». Il se demande « où est un peuple guerrier, ennemi du luxe, ami des travaux, et porté à la gloire par les lois? »

« Mais supposons, s'écrie-t-il enfin, qu'il s'élevât en Europe un peuple vigoureux de génie et de moyens, et de gouvernement; un peuple qui joignît

à des vertus austères et *à une milice nationale un plan fixe d'agrandissement*, qui ne perdît pas de vue ce système ; qui, *sachant faire la guerre à peu de frais, et subsister par ses victoires, ne fût pas réduit à poser les armes par des calculs de finance.* On verrait ce peuple subjuguer ses voisins et renverser nos faibles constitutions comme l'aquilon plie de frêles roseaux. *Qu'il est aisé d'avoir des armées invincibles, dans un État où les sujets sont citoyens*, où ils en chérissent le gouvernement ! . . . . O ma Patrie ! ce tableau ne sera peut-être pas toujours un rêve fantastique. Tu peux le réaliser, tu peux devenir cet État fortuné ! »

Tels sont les discours passionnés ou emphatiques par lesquels Guibert entraînait le public philosophe de son siècle et le préparait aux grands événements dont il a été le prophète le plus étonnant. C'est par là aussi qu'il ne pouvait manquer de plaire au jeune enthousiasme de Napoléon. Tout devait ramener celui-ci à la lecture de Guibert, qu'il retrouvait partout. Il n'était pas une bibliothèque publique ou privée qui ne possédât l'*Essai général de Tactique*. Celle de l'École d'artillerie de Valence, la plus pauvre de l'arme, qui ne comptait pas d'autre ouvrage d'art militaire, possédait celui-là.

En 1803, quand la veuve de Guibert fit paraître une nouvelle édition des œuvres complètes de ce grand homme, elle put rappeler avec orgueil dans la préface que « Bonaparte portait avec lui dans les camps l'*Essai général de Tactique*, et disait que c'était un livre propre à former de grands généraux ». En même

temps que les tendances philosophiques de Guibert, son prodigieux succès dans le monde militaire devait l'imposer à Bonaparte.

Le jeune officier avait, en effet, cessé la vie d'isolement où il avait passé volontairement ses années d'école. Depuis son arrivée au régiment, son caractère s'était modifié; son premier séjour en Corse, terminant enfin le long exil de son enfance, avait opéré une détente heureuse, fait disparaître cette misanthropie qui l'isolait à Brienne et à Paris; puis il avait revu et touché les objets de son rêve; et, si belle que fût la réalité, elle avait cependant rompu le charme de ses visions d'enfant. Il était revenu plus calme et assagi, s'était lié avec ses camarades, avec ses maîtres, avec ses chefs.

A Auxonne, en 1788, il est le disciple favori du baron du Teil, commandant l'école d'artillerie, se lie avec le professeur Lombard, avec le directeur d'artillerie Pillon d'Arquebouville, avec le commissaire des guerres Naudin, etc.; il est en bons termes avec ses camarades, qui le chargent de rédiger le projet de constitution de la calotte. Être officier d'artillerie est son premier titre, la seule supériorité qu'il ait sur le commun; avec son amour-propre extrême, il en est prodigieusement fier; jusqu'à ce qu'il commande une armée, ce sera un artilleur fanatique, et c'est par cet esprit de corps qu'il commence à devenir français.

Vivant ainsi dans un milieu militaire, aurait-il échappé aux sujets qui intéressaient ses amis et ses interlocuteurs de chaque jour? Parmi les officiers qu'il fréquentait, quatre au moins se passionnaient

pour les études militaires, pour les questions d'artillerie et de tactique : c'étaient du Teil, Pillon d'Arquebouville, Gassendi, d'Urtubie. Ceux-là écrivaient ; mais combien d'autres devaient travailler, qui n'ont pas laissé trace de leurs réflexions et de leurs recherches !

Tout en reconnaissant que Bonaparte n'a pas poussé bien loin ses études sur la guerre, il faut constater pourtant que son métier lui faisait une obligation d'avoir lu deux ou trois ouvrages de tactique universellement répandus, et ceux de Guibert avant tout.

Quant à Lloyd, Bonaparte a dû le lire avant 1797, époque où il commence à se servir de l'expression de « ligne d'opérations », empruntée à l'écrivain anglais et peu répandue chez ses contemporains ; il est cependant difficile de penser que Napoléon aura attendu si tard pour connaître Lloyd ; car jamais il n'y eut d'auteur plus traduit, plus discuté, plus commenté que celui-là. Il ne se passe guère d'année, à partir de 1785 et jusqu'en 1803, où il ne paraisse une traduction complète ou partielle de ses œuvres militaires.

En 1786, on publie à Maëstricht, en français, un opuscule intitulé : *De la guerre de campagne à l'usage d'un officier général*, et contenant après un extrait du service en campagne de 1778, des fragments de Lloyd, dont deux traductions complètes avaient déjà été publiées. Pendant les guerres de la Révolution, il parut encore plusieurs traductions de Lloyd, notamment en 1790, 1793, 1798, 1801. La plus répandue est celle de Roux-Fazillac. Celle de Mauvillon eut plusieurs éditions. Pendant la Terreur,

on trouva chez Romance, marquis de Mesmon, le manuscrit d'une excellente traduction des Mémoires politiques et militaires de Lloyd, qui fut remise au comité de Salut public; la partie stratégique fut imprimée par ordre de ce dernier, et envoyée à tous les généraux de la République. Nombre d'entre eux se vantaient d'ailleurs d'avoir puisé dans Lloyd leurs connaissances sur l'art de la guerre, ce qui ne serait pas un bien grand honneur pour l'écrivain anglais.

Lloyd ne cherche pas, comme Guibert, à former un corps de doctrine pour la conduite des armées. Il se lance dans des digressions morales plus étendues et plus inoffensives. Si la première partie de ses Mémoires traite des détails de la guerre, et la quatrième des opérations, la deuxième et la troisième parties sont entièrement consacrées à la « Philosophie de la guerre » et à la « Liaison qui se trouve entre les différentes espèces de gouvernement et les opérations de la guerre ». La « philosophie de la guerre » n'est autre chose qu'une psychologie du général et une analyse des éléments qui peuvent agir sur le moral du soldat : la crainte, l'honneur et la honte, l'ambition et la cupidité, la liberté, la religion, les femmes et la musique. Tout cela est plus curieux que vraiment intéressant. Comme ces titres permettent d'en juger, il y a là beaucoup de puérilités mêlées à une assez grande conception de la guerre; mais un pareil ouvrage répondait exactement aux goûts des lecteurs d'Helvétius.

4° L'École d'artillerie d'Auxonne.

Il est naturel de penser que c'est par ses études professionnelles que Bonaparte a été initié le plus directement à la tactique. N'oublions pas, avant tout, qu'il était obligé de savoir à fond tout le règlement de manœuvres de l'infanterie, jusqu'à l'école de bataillon inclusivement. Les historiens militaires au dire desquels Napoléon connaissait mal les formations et manœuvres de l'infanterie, parce qu'il n'avait pas servi dans cette arme, ont commis une erreur ; ce qui serait vrai pour un artilleur d'aujourd'hui ne l'est pas pour ceux de 1785. Les bataillons d'artillerie exécutaient alors exactement les mêmes manœuvres que l'infanterie, et les officiers étaient instruits, en outre, sur l'emploi des trois armes dans le combat. A ce dernier point de vue, leurs connaissances militaires devaient être supérieures à celles de beaucoup d'officiers d'infanterie de la même époque.

D'ailleurs, il est impossible de se former une conception nette et complète du mode d'action de l'artillerie sans avoir en même temps une idée précise du mode de combat de l'infanterie. Les formations réellement utilisées en campagne sont en très petit nombre, et il n'est pas indispensable d'entrer dans tout le détail du service de l'infanterie pour imaginer avec exactitude la manière d'employer cette arme dans la bataille. Déploiements en ligne ou en tirailleurs pour le combat de mousqueterie, colonnes d'attaque pour les combats de postes, colonnes ouvertes ou serrées pour

les formations de réserve ou d'attente, tout officier d'artillerie connaissait en 1785 ces éléments nécessaires et suffisants de la tactique d'infanterie. Il ignorait peut-être, en revanche, les manœuvres de cavalerie; Bonaparte n'apprit à Brienne et à l'École militaire que l'école du soldat et l'école de peloton d'infanterie. Pendant son premier séjour à Valence, en 1785-1786, il se familiarisa avec l'école de bataillon, et avec les parties les plus élémentaires du métier de canonnier.

Pendant trois mois, il dut remplir les fonctions de tous les grades subalternes, et il ne fut définitivement reçu officier que le 10 janvier 1786.

Il apprit le service intérieur et le service des places, la manœuvre des diverses bouches à feu, le tir, la nomenclature du matériel, les manœuvres de force, le fascinage, la construction des batteries, etc. Le programme des examens imposés aux lieutenants comportait en outre les matières premières utiles à l'artillerie, les procédés de fabrication, le cours d'artifices, et il y avait enfin des leçons de sciences, de dessin, de fortification. Avant d'obtenir son premier congé, Bonaparte dut se montrer suffisamment instruit sur toutes les parties de ce programme, ainsi que sur le service en campagne.

On jugera sans doute que c'était plus qu'il n'en fallait pour remplir le premier stage de neuf mois qu'il fit à Valence. Ayant poursuivi ses études mathématiques de 1785 à 1788, il fut en état d'aborder, à son arrivée à Auxonne, la science de l'artillerie.

Les notes qu'il a prises alors dans les mémoires de

Saint-Rémy trahissent une tendance à n'envisager dans l'artillerie que la bouche à feu et sa puissance, en dédaignant absolument les qualités nécessaires pour la coopération au combat. Il est peu probable que Bonaparte se fût préoccupé de tactique avant cette époque. Il n'avait d'ailleurs que 19 ans.

Il eut pour professeur à Auxonne, pendant quinze mois, l'excellent mathématicien Lombard, traducteur et continuateur de Robins, et auteur des premières tables de tir usitées en France.

Pour la partie pratique, Bonaparte resta sous la direction immédiate du maréchal de camp baron du Teil, commandant l'École d'artillerie d'Auxonne. Il reprit avec lui tous les exercices qu'il avait déjà exécutés à Valence, mais son maître ne tarda pas à distinguer cette extraordinaire intelligence; Bonaparte devint le disciple préféré, l'aide du baron du Teil pour les expériences et les études les plus importantes.

Ces travaux exceptionnels, relatifs à l'artillerie, ne sont pas ceux qui nous intéressent surtout. Il est bien plus important de constater que, sous l'habile direction du baron du Teil, Bonaparte a dû prendre part à des exercices de tactique générale sur la carte et sur le terrain.

L'enseignement de l'École d'artillerie comportait, depuis la réforme de Gribeauval, deux leçons par semaine sur « les manœuvres de l'infanterie mêlée avec le canon de bataille » (Rapport de l'inspecteur général La Mortière).

Ce cours, professé sans doute par le directeur de l'École, était complété par des exercices pratiques,

dont l'existence est démontrée par les ordres suivants :

« Auxonne, 1er avril 1780.

Instruction et pratique pour l'officier sur l'attaque et la défense d'un poste.

« Deux brigades[1] étant commandées, l'une pour la défense d'un village qui sera indiqué, et d'après l'ordre donné, se feront toutes dispositions de retranchement convenables, celles de l'artillerie et de l'infanterie et autres. L'autre brigade, destinée à l'attaque, fera ses dispositions d'artillerie, de cavalerie, et d'infanterie. Notre service étant amalgamé avec ce corps, il est important que les officiers du corps aient des connaissances de tactique, et ces deux brigades donneront chacune un mémoire abrégé des raisons qui les auront déterminées à faire telles ou telles dispositions plutôt que tout autres ; elles seront étayées de part et d'autre d'un plan du local levé militairement, et même des points de perspective si quelque circonstance l'exige. Cela fait, le commandant de l'École et tous les chefs iront sur place avec le corps d'officiers, juger des bons ou mauvais partis que l'on aura pris. Cette opération faite, sera répétée sur un autre village par deux autres brigades; toutes ces démarches seront étayées de principes. »

[1] La brigade était l'équivalent du « groupe » d'aujourd'hui et comprenait une quinzaine d'officiers.

« École d'Auxonne, 1788.

Choix d'une partie des procès-verbaux d'expériences et des différents travaux exécutés à cette école.

« Savoir :

« Ordre donné en 1780 à chacune des brigades du régiment de Strasbourg en particulier, de faire un mémoire raisonné et amplement détaillé de la meilleure manière dont on pourrait retrancher une armée par des redoutes et abatis d'arbres sur les flancs, avec les plans, profils, et le devis estimatif du temps nécessaire à une prompte exécution, etc. »

On faisait donc un peu de tout à l'École d'artillerie d'Auxonne ; on s'occupait à la fois de fortifications de campagne, d'attaque et de défense des localités par les trois armes, etc. Il convient pourtant de remarquer dès à présent que toutes ces études se rapportent, non pas à la bataille rangée, régulière, mais à la guerre de postes telle que les Français la faisaient depuis un demi-siècle.

C'était aussi d'art militaire que s'occupaient ensemble Bonaparte et le baron du Teil en dehors du service, si l'on en croit l'anecdote rapportée par une fille de ce dernier, et d'après laquelle, en 1791, Bonaparte serait « resté quatre jours au château de Pommier, travaillant constamment avec le général, causant avec lui d'art militaire ou *étudiant des cartes disposées sur de grandes tables* ».

En résumé, Bonaparte s'est occupé de préférence, pendant ses années de garnison, de questions étrangères à l'art militaire ; mais il a été amené, par le service même de l'École d'artillerie, par la conversation de ses maîtres, par la lecture des philosophes, à méditer sur la guerre; et il y avait là un aliment suffisant pour ses réflexions à ce sujet.

A quelle doctrine pouvait se rattacher ce qu'il entendait ou lisait? Après ce que nous avons appris de l'art militaire au XVIII[e] siècle, la réponse à cette question ne restera pas longtemps douteuse.

5° Lectures militaires.

Le général baron du Teil était le frère aîné du chevalier du Teil, auteur de l'opuscule remarquable que nous avons eu à citer sur l'*Usage de l'artillerie nouvelle*. D'après ce que nous savons des deux frères, ils étaient très unis et professaient les mêmes opinions sur l'artillerie et l'art de la guerre. L'aîné passait pour avoir plus de valeur que le cadet ; tous deux s'occupaient beaucoup de la tactique de l'infanterie.

Tout fait penser, et l'on peut même affirmer, que les idées professées par le baron du Teil à l'École d'Auxonne étaient exactement celles que son frère avait résumées dans son ouvrage. Ces idées étaient d'ailleurs communes à tous les officiers d'artillerie de la nouvelle école, partisans du système de Gribeauval. Elles se trouvent en partie dans les écrits de Tronson du Coudray et dans ce chapitre de l'*Essai général de*

tactique que Guibert déclare avoir rédigé d'après les conversations qu'il a tenues avec des officiers du corps royal.

Il est impossible que l'opuscule du chevalier du Teil n'ait pas été un des premiers ouvrages lus par Bonaparte. Le chevalier du Teil avait quitté le régiment de La Fère depuis quelques années à peine quand Bonaparte y arriva ; c'était pendant qu'il remplissait les fonctions de major dans ce régiment qu'il avait fait imprimer ce petit traité sur l'usage de l'artillerie nouvelle. Tous les officiers, aussi bien au régiment de La Fère qu'à l'École d'artillerie d'Auxonne, devaient connaître le chevalier du Teil et ses écrits.

Il y avait d'ailleurs à cela une autre raison, non moins décisive. Dans le petit nombre de livres indispensables alors à un officier d'artillerie, deux seulement traitaient du service en campagne et de l'emploi de l'artillerie dans le combat. Le premier, l'*Essai sur l'usage de l'artillerie*, par du Puget, publié en 1772, mais écrit dès 1760, contenait quelques bonnes choses; cependant l'auteur, déjà très ancien, fidèle aux systèmes et procédés d'autrefois, préconisait une tactique appropriée au matériel modèle 1732, et parfaitement surannée en 1785. Il faut avouer, du reste, que du Puget n'était pas d'une intelligence supérieure, et que son opposition aveugle aux idées nouvelles venait de le faire renvoyer de l'Ecole de Bapaume.

Quelle différence avec le chevalier du Teil, qui expose, non pas la doctrine du passé, mais celle de l'avenir! Ce ne sont plus les procédés de Vallière et de du Brocard, les souvenirs de Dettingen et de Fontenoy,

qu'il nous présente; mais les manœuvres de d'Aboville, de Marmont, de Drouot, des Sénarmont, les manœuvres de Bonaparte. Avec lui on oublie le passé pour deviner les belles journées d'Arlon, de Castiglione, de Rivoli, de Friedland, de Wagram!

Le hasard avait réuni au régiment de La Fère et à l'École d'Auxonne, au moment où Bonaparte s'y trouvait, presque tous les officiers d'artillerie qui ont laissé un nom par leurs travaux et leurs écrits. Outre le baron du Teil, le directeur d'artillerie Pillon d'Arquebouville, il y avait là d'Urtubie et Gassendi, qui allaient composer les premiers aide-mémoire d'artillerie. Aussi Bonaparte était-il à bonne école, et il ne semble pas qu'il ait manqué d'aucun des ouvrages relatifs au matériel ou au service de l'artillerie. Les gros traités de Saint-Remy et de Scheel, les pamphlets de Vallière, Saint-Auban, Tronson du Coudray, les calculs de Robins, de Bélidor, de Lombard, lui étaient familiers; il a dû lire également les manuels de du Puget et de du Teil, qui complétaient alors le bagage ordinaire de l'officier d'artillerie.

Puisés dans l'ouvrage même du chevalier du Teil, dans l'enseignement de l'école ou dans la conversation des officiers plus anciens, les premiers principes qui ont dû frapper l'esprit de Bonaparte sont ceux que nous avons vus au premier plan dans l'opuscule sur l'*Usage de l'artillerie nouvelle*. Concentration des efforts, activité et mobilité, feux de revers et mouvements tournants, secret et surprise: voilà ce que Bonaparte aura vu et entendu recommander d'abord. Mais il ne s'en est pas tenu là, et, dans ses lectures

comme dans les travaux de l'école, il a puisé des notions plus substantielles sur le combat et sur la guerre.

Quels sont les livres de tactique qu'il a pu lire?

Il est douteux qu'il ait connu l'*Essai sur l'influence de la poudre à canon*, de Mauvillon, qui était peu répandu en France ; peut-être a-t-il trouvé dans quelque bibliothèque un exemplaire des *Éléments de la guerre*, de Bosroger; mais ce que l'on peut affirmer, c'est qu'il a lu Feuquières et Guibert, et il est probable qu'il a lu Lloyd.

Outre les motifs particuliers que nous avons exposés pour ce qui concerne les deux derniers, il faut se rappeler que Feuquières, Guibert et Lloyd étaient dans toutes les mains ; c'était les premiers ouvrages qu'on donnait à lire aux jeunes officiers, et, si peu que Bonaparte ait consacré de temps aux études militaires, c'est par Feuquières et Guibert qu'il a commencé. Nous pouvons d'ailleurs, dès à présent, indiquer une dernière preuve, et décisive, à l'appui de cette affirmation ; c'est que des phrases, des passages entiers de Feuquières ou Guibert sont reproduits ou imités dans les premiers mémoires écrits par Bonaparte en 1794.

Ce n'est pas tout. Nous avons parlé longuement des *Principes de la guerre de montagnes*, de Bourcet, et nous avons essayé de montrer que, de tous les ouvrages du XVIII[e] siècle, c'était celui qui marquait avec le plus de précision la voie où Bonaparte allait s'engager. Peut-on supposer que l'œuvre de Bourcet était connue de Bonaparte ? A notre avis, cela ne peut pas faire de doute, bien que les *Principes de la guerre*

de montagnes soient restés en manuscrit jusqu'à nos jours.

Bourcet, nous l'avons dit, jouissait dans toute l'armée d'une grande notoriété.

Conseiller inséparable de nos meilleurs généraux pendant la guerre de Sept ans, il avait été chargé de former, à Grenoble, une sorte d'école d'état-major, qu'il avait dirigée de 1765 à 1770. En même temps, il avait eu la direction des brigades topographiques opérant sur les frontières, surtout dans les Alpes.

Il avait instruit un grand nombre d'officiers, dont plusieurs se retrouveront en 1792 et 1793 dans les états-majors des armées des Alpes et d'Italie. Des copies plus ou moins correctes, ou des résumés de ses ouvrages manuscrits, peut-être des cahiers de notes prises à son cours, s'étaient répandus dans l'armée; plusieurs sont parvenus jusqu'à nous par les voies les plus diverses.

Bourcet avait envoyé au roi et aux ministres, à plusieurs reprises, des copies de ses *Principes de la guerre de montagnes*. Guibert et le chevalier du Teil les citent avec éloges.

Or, nul n'était mieux placé que le baron du Teil pour connaître Bourcet et ses travaux. Ils étaient du même pays et avaient fait les mêmes campagnes. Nés tous deux dans le Dauphiné, l'un en 1700, l'autre en 1722, ils devaient se rencontrer à Grenoble. Bourcet y demeurait depuis 1763, et du Teil y revenait souvent. Appartenant, l'un au corps des ingénieurs, l'autre au corps royal de l'artillerie, ils avaient servi en même temps à l'armée de Broglie pendant la guerre

de Sept ans, et s'y étaient assez distingués, l'un et l'autre, pour que leurs noms ne pussent passer inaperçus. Tous deux appartenaient, d'ailleurs, à de très anciennes familles militaires du Dauphiné. Il est inadmissible qu'ils aient vécu soixante ans côte à côte sans se voir, surtout si l'on tient compte de la mention que le chevalier du Teil fait des manuscrits de Bourcet dans son ouvrage sur l'*Usage de l'artillerie nouvelle.*

Nous tenons donc pour certain que, sinon la lettre même, du moins la substance des *Principes* de Bourcet est parvenue jusqu'à Bonaparte par le général du Teil, et nous considérons que les écrits du chevalier du Teil, de Guibert, de Bourcet et de Feuquières, ont été les principales et peut-être les seules lectures de Bonaparte en fait d'art militaire.

6° Conclusion.

En résumé, Bonaparte a acquis ses premières notions d'art militaire en 1788 et 1789, à l'École d'artillerie d'Auxonne ; mais il n'a pu les pousser très loin dès cette époque. Les leçons du baron du Teil, les exercices sur le terrain, la lecture de Guibert, de Feuquières, et sans doute d'une copie de Bourcet : voilà tout ce qui a pu composer ses premières études de tactique. Après 1789, il est le plus souvent en Corse, où se développeront ses qualités morales plus que ses connaissances techniques ; mais il passe six mois à Valence en 1791, et six mois à Paris en 1792, et, bien qu'il s'y occupe surtout de politique et d'af-

faires de famille, le temps ne lui manque pas pour songer à la guerre. S'il avait pu croire jusque-là qu'il agirait surtout comme homme politique et libérateur de la Corse, les événements de 1791 lui auront fait apercevoir une autre voie : il est certain désormais qu'il va faire campagne, et il doit se soucier plus qu'autrefois de la conduite des armées. Selon toute probabilité ces deux années 1791 et 1792 sont celles où il complète et mûrit sa doctrine militaire; il a 22 ans, et le temps de révolutions qu'il a passé en Corse en a déjà fait un homme d'action.

A Auxonne, à Valence, il a été initié aux propriétés et à l'emploi de l'artillerie, aux manœuvres et à la tactique élémentaire de l'infanterie, à la direction des combats de postes, aux dispositions générales d'une bataille, où l'attaque et la défense des localités sont la partie principale. Ces premiers éléments de la guerre, il en possède la théorie et la pratique, ayant pris part à des exercices sur le terrain et sur la carte après les leçons de l'école. Il y a là une base solide pour ses études ultérieures, d'autant plus qu'à travers l'enseignement des frères du Teil, on aperçoit constamment ce fil conducteur, ces grands principes de guerre qui domineront toute la théorie tactique et stratégique de Napoléon.

Ces premières études exercent sur son esprit une influence décisive : c'est là que se forment à la fois l'idée qu'il aura du combat et de la guerre, ainsi que les deux ou trois principes essentiels de sa doctrine stratégique.

Parmi les notions qu'il a reçues, il en est qu'il ne

peut rejeter ni même discuter : les armes lui sont imposées ainsi que leur mode d'emploi, qui est la tactique élémentaire ; et il ne peut échapper à l'influence des *concepts* qui se sont formés spontanément en lui dès ses premières années. Ce qu'il a appris du combat, de la vie et du mode d'action d'une armée, s'est fixé dans son esprit sous forme d'images plutôt que comme théorie abstraite, et il ne peut plus s'en défaire. Il vivra et mourra avec cette conception de l'armée et de la bataille, et ce ne sera pas un des objets les moins curieux de sa vie militaire que la lutte entre les habitudes si fortement contractées par son esprit, et les nécessités d'un genre de guerre nouveau [1].

D'autre part, il a déjà médité sur l'objet et la nature de la guerre, à la suite de ses lectures philosophiques. Il peut donc aborder les parties les plus élevées de la science militaire, prenant pour point de départ sa conception du combat, de la bataille, de l'armée, et soutenu par sa doctrine philosophique.

Guibert et Bourcet lui donnent des notions sur les mouvements des troupes avant et pendant la bataille, leur répartition en colonnes, détachements ou divisions, la liaison nécessaire de ces grandes unités. Ce qu'il sait du combat et des manœuvres lui permet de comprendre et de connaître à fond la grande tactique.

C'est encore Bourcet et Guibert, puis Lloyd et Feuquières, et surtout du Teil, qui lui font aborder les plus hautes parties de la science militaire ; il achève de

[1] Juin 1812.

se pénétrer de ces idées générales, de ces principes simples et fondamentaux qu'il a entendu affirmer à propos de l'*usage de l'artillerie nouvelle*. Il en aperçoit l'application à la guerre de campagne, à la guerre de montagne, à la guerre de sièges, à la défense des côtes, aux principales opérations telles que le passage des grands fleuves, etc.

Enfin, pour que rien ne manque à la somme de ses connaissances militaires, il a trouvé dans Feuquières et Bourcet les éléments géographiques suffisants, bien que très sommaires, pour concevoir un plan de campagne.

Ayant parcouru rapidement les diverses parties de la science militaire depuis les détails du combat jusqu'aux plus hautes spéculations, Bonaparte a pesé chacun des arguments, analysé et repris pour son compte chacune des théories discutées par ses maîtres. Des matériaux épars devant lui, il a rejeté les mauvais, remanié, complété et fondu ceux qu'il a jugés bons, et posé les assises d'un système parfait. Instruit dès sa première jeunesse dans la guerre de postes, il considère comme un élément fondamental de tout calcul militaire le degré de résistance dont un poste, une division, un corps d'armée sont susceptibles. Il part de là pour déterminer les conditions de force et de distance auxquelles doivent satisfaire les parties d'une armée pour rester en état d'être concentrées subitement. Il réfléchit aux mouvements par lesquels cette concentration sera faite pour surprendre l'ennemi, aux moyens de rendre décisive cette bataille moderne que la puissance des armes de petit calibre tend à rendre

traînante. Conduit, par ses dispositions naturelles, à formuler sa pensée de la manière la plus générale et la plus abstraite, il la condense alors en quelques principes qui semblent, sous leur forme lapidaire, des vérités éternelles, mais sont en réalité les lois qui conviennent aux mouvements de l'armée telle que ses maîtres la lui font concevoir.

Au milieu de toutes ses méditations, il est dominé par les idées qui ont inspiré du Teil et en partie Guibert, par ces idées simples qu'il a puisées dans ses premières études d'artilleur ; et ce sont elles encore qui dominent sa doctrine et ses œuvres : concentration des efforts, mobilité, activité, voilà le fond de la doctrine napoléonienne, et ce n'est autre chose que le principe qui s'est dégagé de tous les travaux du XVIIIe siècle.

Si l'on aborde l'ouvrage du chevalier du Teil, et les chapitres que Guibert a consacrés à l'artillerie, le principe de la concentration des efforts apparaît au premier plan. Qu'on lise dans Guibert, dans Bourcet, les chapitres relatifs à la grande tactique, à la disposition des différentes parties d'une armée, et ce qui en ressortira d'abord, c'est la nécessité de combiner les mouvements et d'assurer la liaison entre les divisions.

Il est donc naturel d'admettre que le principe de la concentration des efforts et celui de la liaison des parties d'une armée ont été inspirés à Bonaparte, soit par la lecture de du Teil, Guibert et Bourcet, soit par les leçons de quelques officiers imbus des idées de ces trois écrivains. Ces deux principes étant le fondement

de tout le système de guerre de Napoléon, il est naturel d'en conclure qu'il s'est formé à l'école de du Teil, de Guibert, et de Bourcet.

7° Histoire militaire.

Cette conclusion est contraire à l'opinion, assez répandue, d'après laquelle Bonaparte aurait puisé ses principes de guerre dans l'étude des campagnes et des batailles des grands capitaines, et en particulier de Frédéric. Mais nous venons de voir comme la tactique et la stratégie napoléoniennes dérivaient naturellement des doctrines exposées par Guibert, Bourcet et du Teil, et au contraire rien ne serait plus difficile que de retrouver dans les opérations ou les écrits de Turenne et de Frédéric le germe des procédés tactiques et des idées stratégiques de Napoléon.

Sans nous égarer dans les détails, allons droit au principe essentiel de la tactique napoléonienne, celui de la concentration des efforts : « Il en est des systèmes de guerre comme des sièges des places : réunir ses forces contre un seul point ; la brèche faite, l'équilibre est rompu ; tout devient inutile. » Toute la méthode de guerre de Napoléon peut se rattacher à ce principe fondamental, que nous avons vu présenter avant tout autre, et avec une grande netteté, par du Teil. Or, ce principe, on en chercherait en vain l'origine ou la première expression chez les grands capitaines d'autrefois. La concentration des efforts ne pouvait s'imaginer qu'à la fin du XVIIIe siècle, dans

une armée pourvue d'une artillerie à la fois puissante et mobile, et employant des formations massives pour l'infanterie.

Frédéric II, qui disposait toujours ses troupes en ligne déployée, ne pouvait en concentrer beaucoup sur le point d'attaque, et s'il eut quelquefois l'idée de former de grandes batteries pour écraser un point de la ligne ennemie, « cette idée ne put jamais arriver à maturité parce qu'elle n'était pas chez Frédéric le résultat d'une conviction profonde de l'efficacité et de la puissance de l'artillerie [1] ». Dans ses derniers écrits, Frédéric parle quelquefois de l'utilité de concentrer les feux de l'artillerie sur un ou plusieurs points des positions qu'on attaque, mais très sommairement, sans y insister, de même qu'il indique parfois les formations en colonnes pour l'attaque des villages. En cherchant avec soin, peut-être trouverait-on là quelques mots qui, séparés de l'ensemble, feraient croire que Frédéric a songé à la concentration des efforts ; mais en tout cas, ils sont trop noyés dans une foule d'autres prescriptions plus formelles et plus développées, pour laisser supposer qu'un disciple de Frédéric aura précisément choisi dans son œuvre ce principe de la concentration des efforts, en abandonnant les autres. Trouvera-t-on davantage dans Frédéric cette idée de la liaison des forces que Bonaparte exprimera si souvent, et qui, après celle de la concentration des efforts, est la plus importante de sa doctrine de guerre ? Ici l'on peut répondre plus négativement

[1] DECKER, *Batailles de la guerre de Sept ans.*

encore. Frédéric n'a jamais eu à se préoccuper de la liaison des forces, parce que toutes ses troupes étaient « ensemble », campaient dans un camp unique[1], et marchaient en un faisceau de colonnes dont le front n'embrassait pas plus de 2,000 pas. On ne réunit pas ce qui n'est pas séparé. Bonaparte, au contraire, débute à une époque et dans un pays où l'on conçoit l'armée comme un groupe de divisions réparties sur une assez grande étendue, divisions que des généraux maladroits ont d'abord dispersées d'une façon excessive. La préoccupation essentielle des tacticiens français, des Guibert, des Bourcet, est donc de fixer des règles pour assurer la liaison, et la concentration en temps voulu, des différentes parties de l'armée ; il est tout naturel que Bonaparte songe à cette liaison et à cette réunion des forces.

Il parlera souvent de tenir ses forces *réunies*, et il dit avoir trouvé la même préoccupation chez tous les grands capitaines ; mais alors le mot n'a pas le même sens pour tous. Quand Frédéric pose en principe qu'il ne faut pas se diviser, sous peine d'être battu en détail, il ne songe qu'à empêcher de multiplier des petits détachements, et en effet cette maxime ouvre le chapitre consacré par lui *aux détachements*. C'est une simple règle de prudence. Pour Napoléon, il s'agit de bien autre chose. Il commande une armée qui est toujours divisée (matériellement, s'entend) et dont les divisions sont réparties sur une étendue de deux ou trois

[1] Nous parlons ici des périodes d'opérations actives et non des cantonnements d'hiver, etc.

marches jusqu'au moment où il les concentrera pour la bataille. Tenir ses forces réunies, c'est les tenir, matériellement et moralement, à portée de se rallier et de combattre ensemble. C'est la base de tout un système de grande tactique.

Il paraît donc difficile que Napoléon ait puisé les *premières* notions de stratégie dans les écrits historiques ou militaires de Frédéric II.

Il est encore moins probable qu'il les ait prises à des généraux plus anciens. Ce n'est certes pas Turenne qui lui aura parlé de la concentration ou de la liaison des forces. Ne pas faire de détachements, voilà pour Turenne, comme pour Frédéric, jusqu'où peut aller la réunion des forces, et c'est un principe si naturel, qu'il ne semble pas nécessaire de le proclamer si haut.

Ce qui rend plus difficile encore d'admettre que Napoléon ait appris la guerre dans les œuvres de Turenne et de Frédéric, c'est le caractère de ces derniers. Ils n'ont pas cette faculté d'abstraction grâce à laquelle Napoléon isolera presque toujours les théories générales et les maximes de guerre ; on ne peut les apercevoir dans leur œuvre que mêlées à tous les détails de la vie pratique. Il est donc impossible d'étudier les plus hautes parties de la guerre dans les écrits de Frédéric sans y apprendre en même temps ses procédés de combat, de marche, de campement, d'alimentation. Si Bonaparte avait *commencé* l'étude de la science militaire par la lecture de Frédéric II, il se serait pénétré de ses méthodes tactiques, de ses idées sur le campement, la subsistance, etc., en même temps que de ses principes de stratégie. Or, s'il nous a fallu

une discussion un peu longue pour montrer que les principes fondamentaux de la stratégie napoléonienne diffèrent sensiblement de ceux de Frédéric, il n'y a pas besoin d'y regarder à deux fois pour constater combien la marche, le combat, la subsistance, le stationnement des troupes sont différents dans les armées de Frédéric et de Napoléon. Si l'on croyait que Napoléon a appris l'art de la guerre en étudiant Frédéric, il faudrait admettre qu'il a su laisser de côté, ou bien oublier ensuite, presque tout ce qu'il y avait appris, pour adopter une nouvelle méthode et de nouveaux principes.

Nous concluons de là que Bonaparte n'a pas *commencé* ses études stratégiques et tactiques par l'histoire des campagnes de Turenne et de Frédéric. Cela ne signifie nullement qu'il les a négligées par la suite ; mais quand il s'en est occupé, il avait déjà des connaissances assez étendues, assez solides et assez mûries pour ne plus subir l'influence exclusive d'une doctrine qui avait vieilli très rapidement. A vrai dire, il dut y apprendre peu de chose, et y trouver plutôt des vérifications et des preuves que des leçons; et, surtout, il n'a pu en retenir que des principes extrêmement vagues. La nature des ouvrages dont il pouvait se servir ne lui permettait guère d'entrer dans le détail, et, s'il avait approfondi la tactique de Turenne ou de Frédéric, il n'y aurait trouvé que des formations et des manœuvres contraires à son propre système de guerre.

En résumé, Bonaparte, après avoir à peu près

achevé son éducation militaire, a pu étudier *superficiellement* les campagnes des grands capitaines.

Il suffisait bien, en effet, d'une étude superficielle pour apercevoir les principes que Napoléon indique comme étant le résultat d'un pareil travail : « Tenir ses forces réunies, n'être vulnérable sur aucun point, se porter avec rapidité sur les points importants ». Plus les relations dans lesquelles on apprendra l'histoire seront superficielles, moins il y sera fait mention des détachements de toute sorte qu'un général est obligé de faire, et plus on aura l'illusion que ces trois principes ont été appliqués avec rigueur.

Nous retrouvons ici, chemin faisant, la preuve que Napoléon n'a pas puisé dans l'histoire militaire les éléments de son art, car les trois maximes que nous venons de citer, et qui résument, suivant lui, les leçons de l'histoire, seraient bien loin de suffire à régler les mouvements d'une armée.

Nous sommes arrivés à conclure que les études historiques de Napoléon avaient été superficielles. Il ne pouvait en être autrement.

Nous sommes tentés, aujourd'hui, de nous exagérer le rôle que pouvaient avoir autrefois les études d'histoire militaire ; nous pouvons, en effet, apprendre toute la science de la guerre dans l'histoire militaire ; nous avons des ouvrages *complets*, donnant les projets et les ordres du général et le détail tactique ; et ces ouvrages se rapportent, soit à des campagnes *récentes*, soit à celles de Napoléon, œuvres *parfaites* et qui n'ont pas vieilli.

Il s'en fallait de beaucoup que l'on eût les mêmes

ressources en 1789. Les livres d'histoire militaire étaient rares et difficilement utilisables. Les opérations dont ils contenaient l'exposé n'étaient pas toujours dignes de servir de modèles; celles mêmes de Frédéric contenaient trop de fautes systématiques pour être admirées et imitées de confiance. Aussi Napoléon n'a-t-il pas étudié les campagnes d'autrefois pour y apprendre son métier de général, mais pour juger ses devanciers. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* rapporte ce qui suit :

« Il avait trouvé Catinat fort au-dessous de sa réputation, à l'inspection des lieux où il avait opéré en Italie, et à la lecture de sa correspondance avec Louvois.

« L'Empereur disait qu'il avait cherché à étudier de même Turenne et Condé, soupçonnant aussi de l'exagération, mais que là il avait fallu se rendre au mérite. »

Napoléon n'a donc étudié Turenne et Condé qu'à une époque où il était capable de les juger. Loin de leur demander quelques principes de stratégie, il a vérifié s'ils s'étaient conformés aux mêmes règles que lui. On peut juger par là de ce qu'il aura fait pour les autres généraux français, et l'on ne croira sans doute pas vraisemblable qu'il ait pris pour maître quelque général de capacité ordinaire, en négligeant les deux grands capitaines du siècle de Louis XIV. On remarquera également que pour juger Catinat, Turenne et Condé, il ne s'etait fié qu'à la correspondance même de ces généraux.

Il ne pouvait en faire autant pour Frédéric.

8° Frédéric II.

Napoléon étudia d'abord l'histoire des campagnes de Frédéric dans une relation assez bien faite, mais très sommaire. Il lut certainement dans la suite les mémoires du roi de Prusse, mais il ne connut jamais exactement la tactique des armées prussiennes dans la guerre de Sept ans, non plus que le détail des opérations.

Lorsqu'il dicte à Sainte-Hélène son *Précis des guerres de Frédéric II*, dont les remarques critiques sont un chef-d'œuvre de stratégie *napoléonienne*, mais péchent par une sorte d'anachronisme, il ignore encore les principales dispositions, les ordres de bataille de l'armée prussienne. Il ne sait pas au juste ce qu'est l'ordre oblique, si insignifiant d'ailleurs, mais auquel Frédéric accordait tant d'importance dans ses instructions secrètes [1]. Il se refuse à croire qu'un grand capitaine ait pu s'attacher à un ordre de bataille spécial, et il ne veut voir dans ce fameux ordre oblique qu'un

[1] Nous croyons devoir rappeler ici ce qu'est l'*ordre oblique*, dont on s'est formé souvent des conceptions très erronées en le confondant avec cette marche de flanc par laquelle Frédéric déplaçait son armée le long de la position ennemie. L'ordre oblique est, comme son nom l'indique, une *formation*, un *ordre de bataille*, et non un mouvement. C'est la disposition d'une armée dont l'alignement général est oblique par rapport à celui de l'ennemi.

Le front de chaque bataillon prussien peut être dirigé suivant l'alignement général de l'armée; mais, pour marcher à l'ennemi, il faut que chaque bataillon se place face à celui-ci, de sorte que l'armée est en échelons de la droite à la gauche, avec environ

exercice propre à faire la réputation d'un adjudant-major.

Napoléon ne conçoit donc pas, même en 1815, les procédés tactiques et l'état de la science militaire en 1750 tels qu'ils étaient réellement ; il juge les opérations de Turenne et de Frédéric comme s'ils avaient pu faire le même genre de guerre que les armées françaises de 1805.

Si Napoléon avait connu avant 1789 la tactique de Frédéric II, il aurait été le seul en France, et l'on ne voit guère où il l'aurait apprise. On s'était procuré le texte des règlements de manœuvres prussiens, mais on savait aussi que, depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, il existait en Prusse un système de ruptures en colonnes serrées et de déploiements, auxquels Frédéric exerçait fréquemment ses troupes, et l'on ne pouvait croire que ce fût en vain.

L'officier allemand Mauvillon, qui écrit sous le nom de Mirabeau un ouvrage sur la tactique prussienne, critique l'opinion qu'on s'est formée en France sur les manœuvres prussiennes :

50 pas de distance d'un bataillon à l'autre. Selon Frédéric, les bataillons de tête s'engageront seuls et battront l'ennemi à l'une de ses ailes pendant que l'on restera hors de portée à l'autre bout du champ de bataille.

En réalité, dit Decker à propos de la bataille de Leuthen, « les premiers échelons étant trop faibles pour culbuter l'ennemi, il y a un temps d'arrêt, et les autres échelons arrivant successivement en ligne, l'ordre oblique se change naturellement en ordre parallèle ».

Frédéric renforçait généralement la tête de son ordre oblique avec quelques bataillons et il portait un corps de troupes sur le flanc de l'ennemi du côté de son attaque.

« M. de Guibert, dit-il, a été spectateur de quelques manœuvres prussiennes. Il a vu l'infanterie s'y déployer en tiroir ; cette évolution lui a paru neuve et brillante ; il n'a plus rêvé que déploiements en tiroir. »

Heureusement pour nous, Guibert se fit une conception très erronée de la tactique prussienne, et ce qu'il exposa dans l'*Essai général de Tactique* se rapproche plus des procédés du maréchal de Broglie que de ceux de Frédéric. Auerstædt montra ce qu'il fallait en penser, malgré les railleries de Mauvillon et de Warnery.

Tout en étudiant Guibert, Napoléon n'a pu se former une idée juste de la tactique prussienne dans la guerre de Sept ans. Ce qu'il a su des opérations de Frédéric, il l'a tiré d'un livre assez bien fait, mais où les grands mouvements des armées, dans les batailles même, ne sont qu'ébauchés. Aussi ne verra-t-on jamais Napoléon employer l'ordre oblique, tandis qu'en 1794 il essaye cette marche de flanc, couverte par une avant-garde, qui a si bien réussi à Leuthen, et que les moindres histoires de Frédéric ont décrite.

Il est intéressant d'examiner avec quelques détails l'ouvrage dans lequel Napoléon a étudié les opérations de Frédéric, et dont nous pourrions encore tirer profit aujourd'hui à plus d'un point de vue.

M. Masson a publié, dans son *Napoléon inconnu*, les notes prises en 1788 par Bonaparte sur Frédéric II, sans indiquer l'ouvrage où elles avaient été prises. C'est une *Vie de Frédéric II*, en quatre petits volumes, sans nom d'auteur, attribuée à un certain professeur Laveaux, et publiée en 1787 à Strasbourg par

le célèbre libraire Treuttel. Il est facile de s'assurer que c'est bien là qu'ont été prises les notes publiées par M. Masson ; les chiffres donnés dans ce petit livre, ainsi que certaines expressions caractéristiques, sont reproduits exactement et dans le même ordre par les notes de Napoléon. La date à laquelle ces notes ont été prises est d'ailleurs bien celle à laquelle Bonaparte a pu avoir l'ouvrage entre les mains comme nouveauté dans un cabinet de lecture ou une bibliothèque particulière à Auxonne, et cette *Vie de Frédéric II*, d'un prix peu élevé, était et est encore très répandue.

Ce livre est plus qu'un précis. Deux volumes y sont consacrés aux guerres de 1740 à 1763, deux autres au gouvernement de Frédéric et à la fin de son règne. L'auteur a un esprit juste et limpide : il expose largement et clairement les opérations militaires, avec les détails strictement nécessaires pour faire ressortir les intentions des généraux, leurs plans, les mouvements qui ont amené les batailles ou influé sur leur issue. On y puise aisément de ces grands principes, de ces idées vagues avec lesquelles on croit pouvoir juger un grand capitaine sans connaître exactement sa situation et ses actes. On y trouve naturellement les faits racontés d'une manière superficielle, sans données précises pour les temps et les distances, et pour la répartition des armées; vues en raccourci, toutes les opérations semblent alors rapides, conséquence avantageuse en ce que le lecteur croit voir partout des modèles de vitesse et d'activité; conséquence regrettable pourtant, puisque la vérité se trouve déguisée et que l'on se fait une idée fausse des opérations.

Prenons pour exemple la campagne de 1757. Les préliminaires en sont exposés en une dizaine de pages. L'auteur montre comment le roi de Prusse, prêt avant ses ennemis, « résolut d'ouvrir la campagne le plus tôt qu'il pourrait, et d'attaquer avec toutes ses forces réunies le plus puissant et le plus à sa portée, c'est-à-dire l'impératrice-reine. Il sentait que s'il avait le bonheur de frapper un coup décisif dès l'ouverture de la campagne, il ralentirait ou dissiperait peut-être tout à fait l'exécution des projets des autres puissances.

« Si ces motifs poussaient le roi à presser une action décisive, les mêmes raisons engageaient l'impératrice-reine à suivre un système opposé. »

Les circonstances avaient obligé Frédéric à diviser son armée en quatre corps, et ce n'était pas sans quelque appréhension. « Pour ne pas les exposer à être battus séparément, il ordonna aux deux premiers de se réunir dès qu'ils auraient derrière eux les chemins étroits des montagnes qui sont entre Lowositz et Eger; la même jonction devait avoir lieu (pour les deux autres) sur l'Iser, dans les environs de Turnau. En réunissant ainsi ces quatre corps il croyait pouvoir parvenir en sûreté jusqu'à Prague. »

Nous ne pousserons pas plus loin la citation, mais nous la croyons caractéristique, réduite à ces quelques lignes. Il est impossible, après les avoir lues, de ne pas saisir les avantages d'une offensive rapide contre des ennemis séparés, les inconvénients de la division des forces; les observations de Napoléon sur ce sujet, telles qu'il les a écrites à Sainte-Hélène, ne sont pas plus convaincantes que le simple exposé des faits,

ainsi présentés. Impossible, en revanche, d'apercevoir que cette concentration, qui devait être foudroyante, a duré plus longtemps qu'une campagne de Napoléon. Mais passons à un sujet un peu différent, au récit d'une bataille :

« Les ennemis, en ordre de bataille, attendaient les Prussiens dans une plaine près du village de Leuthen. L'armée occupait sur deux lignes un espace de deux lieues, garni de bonnes batteries. Le roi, après avoir repoussé près de Borne un avant-poste de quelques régiments de housards et de cavalerie saxonne, avança d'abord sur l'aile droite des Autrichiens. Cette aile fut renforcée et commandée par le général Daun ; mais tout d'un coup toute l'armée prussienne se forma en quatre colonnes, tourna à droite et courut avec impétuosité contre l'aile gauche des Autrichiens, dont Nadasdi formait le flanc. « Voilà les Wurtembergeois, s'écria le roi ; ils seront les premiers à nous céder la place. » Il savait que ces troupes servaient malgré elles contre lui. En effet, elles se retirèrent au premier feu de la mousqueterie, et tout le flanc imita bientôt leur exemple. On attaqua l'aile gauche, où les Autrichiens avaient rassemblé leur plus grande force, trompés par la fausse attaque. Une batterie avance ; le désordre se met parmi les ennemis, qui étaient pressés les uns sur les autres, et combattaient sur une hauteur de 40 à 50 hommes. Ils prirent une nouvelle position près du village de Leuthen. Le carnage fut affreux dans cet endroit. Les Autrichiens se retranchaient dans le cimetière et les cours des paysans ; mais après une résistance de quelques heures, ils furent obligés d'aban-

donner leurs postes, et se retirèrent au delà de Lissa. Il était nuit, et la victoire était complète pour les Prussiens. Ils perdirent 4,000 hommes, qui restèrent sur le champ de bataille. Les Autrichiens en perdirent plus de 6,000, et, dans l'espace de quelques jours, on leur fit encore plus de 20,000 prisonniers. »

Que ressort-il d'un pareil récit ? Précisément ce que nous avons trouvé dans les observations de Napoléon, c'est-à-dire une idée assez nette de la feinte par laquelle Frédéric a attiré l'attention de l'ennemi vers la droite de celui-ci, et du mouvement de flanc par lequel il a porté le gros de l'armée du côté opposé; mais rien des dispositions tactiques, rien de l'ordre oblique ni de l'intervention de Ziethen, qui a décidé la victoire. Il est naturel qu'ayant étudié Frédéric dans le petit ouvrage de Treuttel, Napoléon ait tiré des campagnes du roi de Prusse quelques principes de guerre très vagues, d'un intérêt plus spéculatif que pratique, mais rien sur la manière de disposer et de mouvoir les troupes, ni sur leurs formations de combat. En résumé, l'enseignement que Bonaparte a pu tirer de la *Vie de Frédéric II* est presque du même ordre que celui qu'il a tiré de Montesquieu et de Machiavel. Son instruction militaire proprement dite, il la doit à Guibert, à Bourcet et à du Teil.

Pouvons-nous déterminer exactement ce que Napoléon cherchait dans la lecture de cette *Vie de Frédéric II?* C'est peu probable. Les notes qu'il y prenait ne représentent pas ce qui lui paraissait le plus intéressant, mais le plus difficile à retenir, les chiffres, les noms. Voici ce qu'il note sur la campagne de 1757 :

« Les ennemis de Frédéric avaient 700,000 hommes et lui n'en avait que 260,000 à leur opposer. Toujours vigilant, il entre en Bohême avec 80,000 hommes et bat sous les murs de Prague le princes Charles, lui fait 10,000 prisonniers, et lui tue 5,000 hommes, prend 240 pièces de canon, mais perd le général Schwerin.....

« Le roi, arrivé en Silésie, battit Daun qui avait près de 80,000 hommes à Leuthen. Les Autrichiens perdirent 6,000 hommes et encore plus de 20,000 prisonniers.

« 450,000 hommes avaient péri dans cette guerre. Les rois ennemis de Frédéric commandaient à 50 millions d'hommes. Frédéric n'avait plus que 5 millions de sujets. L'Angleterre lui paya 4 millions d'écus de subsides, etc. »

A première vue, si l'on admet que ces notes représentent la partie la plus intéressante de l'ouvrage pour celui qui les a écrites, on peut lui attribuer une indifférence absolue pour les opérations militaires ; mais on pourrait aussi, pour les mêmes raisons, le juger un statisticien puéril. L'homme qui, dans un ouvrage où l'on expose avec intelligence des opérations politiques et militaires, ne prendrait d'intérêt qu'à des chiffres comme ceux que nous avons cités, ne serait certes pas un grand esprit. Nous voilà prévenus par cette simple observation que les chiffres retenus par Bonaparte *ne pouvaient pas* être pour lui l'élément le plus intéressant de l'ouvrage, mais ce qu'il était impossible d'emmagasiner dans sa mémoire, ce qu'il fallait écrire pour en garder trace. C'est ainsi que, dans les œuvres de

Machiavel, Napoléon n'a trouvé à noter que les faits relatifs à l'histoire de Florence.

Pourquoi Napoléon aurait-il noté des idées? Il n'avait que faire d'en emprunter. Elles se pressaient dans son esprit, lui venaient d'abondance dès qu'un fait sollicitait son attention. La seule chose qu'il voulût écrire, c'est ce que l'intelligence ne permet pas de créer ou de retrouver: les noms et les chiffres. Les mouvements des armées ressortissent à l'intelligence plus qu'à la mémoire, et quand il les avait étudiés, analysés, discutés dans son esprit, ils y étaient fixés à jamais. De ce que Napoléon n'a pris en note, dans la *Vie de Frédéric II*, que des chiffres et des noms, il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas voulu comprendre le reste.

Mais il y a, semble-t-il, d'autres conclusions à tirer de la nature même de ces notes. Il faut admettre que ces chiffres de morts, de blessés, de prisonniers, notés à l'exclusion du reste, n'étaient pas tout à fait sans intérêt pour Bonaparte; il faut admettre qu'il les groupait, les comparaît, en tirait des conclusions. Il tenait à mettre en balance les forces totales des États, celles des armées, et les conséquences matérielles des batailles. Il voulait concevoir l'importance réelle qu'il convient d'attribuer à une victoire ou à une défaite en regard des conséquences qu'on lui accorde généralement pour la destinée des armées et des peuples.

En résumé, il n'a pu lire cette *Vie de Frédéric II* sans en tirer quelques enseignements stratégiques, mais ce qui l'intéressait surtout, c'était la guerre dans ses relations avec la fortune, la politique et la destinée des États.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION EN CORSE

1° Bonaparte en 1789.

Nous avons recherché jusqu'ici ce qu'avaient pu être les études militaires de Bonaparte ; mais nous avons trouvé peu de documents formels, et nous avons dû nous contenter de déductions hypothétiques. C'est à de nouvelles recherches que nous demanderons la confirmation définitive de ce que nous avons avancé jusqu'ici. Nous allons suivre Bonaparte dans les premières années de sa vie active : nous examinerons de près ses actes et ses écrits, et nous y trouverons la trace formelle de ces études militaires que nous avons été obligés de reconstituer sur de faibles indices. Citations ou imitations de Feuquières et de Guibert, maximes de guerre formulées avec assurance, enfin et surtout une supériorité technique affirmée dès les premiers instants, avant que la moindre expérience ait pu venir en aide au génie naturel de Napoléon : tout prouvera qu'il s'est préparé par l'étude au commandement des armées.

Bonaparte vient en congé à Ajaccio, pour la seconde fois, au mois de septembre 1789. A ce moment, dit M. Masson, « tout était changé en France ; rien n'était changé en Corse. L'ancien régime, aboli là-bas, subsistait ici tout entier. Aux mains du gouverneur, le vicomte de Barrin, les paquets, expédiés plus ou moins exactement par le ministère, demeuraient secrets, et, seuls de toute l'armée, les corps militaires employés dans l'île portaient la cocarde blanche. Aucun des décrets de l'Assemblée n'avait été publié, nulle part les gardes nationales n'étaient en activité. Lois, règlements, impôts, administration, tout était comme s'il n'y avait point eu d'États généraux, point d'Assemblée constituante, point de 14 juillet ». Cependant, la Corse avait envoyé à Paris quatre députés : Buttafoco pour la noblesse, l'abbé Peretti pour le clergé, Saliceti et Colonna Cesari pour le tiers état ; l'Assemblée avait rappelé de l'exil le célèbre patriote Paoli, qui avait soutenu contre la France la guerre d'indépendance de 1768.

C'est Bonaparte qui prend l'initiative et la direction du mouvement révolutionnaire. Il fait arborer la cocarde tricolore à Ajaccio, ouvrir un club, organiser la garde nationale. Un détachement de troupes de ligne, envoyé par le gouverneur, rétablit l'ancien ordre de choses à Ajaccio ; mais alors, Bonaparte rédige et signe avec les notables de la ville une adresse à l'Assemblée nationale pour réclamer l'assimilation complète de la Corse à la France, et il va porter la révolution à Bastia même, dans la résidence du gouverneur.

Pendant ce temps, Paoli s'efforce de faire placer la Corse sous le protectorat pur et simple de la France, et il compte en être le dictateur indépendant. Son émissaire Massaria parcourt l'île pour raviver le souvenir du célèbre patriote, et revient à Paris pour obtenir de l'Assemblée un décret conforme aux désirs de Paoli ; mais il arrive vingt-quatre heures trop tard. Au reçu de l'adresse rédigée par Bonaparte et présentée par Saliceti, l'Assemblée a voté l'assimilation de la Corse à la France (30 novembre).

En attendant, Napoléon a soulevé Bastia. Après plusieurs démarches infructueuses auprès du gouverneur, les habitants ont commencé, sans autorisation, à organiser une milice ; la troupe ayant voulu enlever les armes, une véritable émeute a éclaté, le sang a coulé. Le gouverneur, sentant les mauvais côtés de sa situation, a fini par céder. Habitants et soldats ont arboré la cocarde tricolore, et la garde nationale a été armée.

La lutte devrait être finie. Elle ne fait que commencer. Le parti révolutionnaire, celui de Bonaparte, a contre lui à la fois les partisans de l'ancien régime, partisans du roi de France comme Buttafoco, moines ou prêtres réguliers, et les paolistes, dont il a déjoué les projets et auxquels il a arraché la dictature de la Corse. Si l'on joint à cela les haines de famille ou de villages, on se fera une idée de la situation dans laquelle se trouve la Corse à la fin de 1789.

Le décret de l'Assemblée est définitivement promulgué et appliqué au mois de février 1790. Napoléon ne veut faire partie de la garde nationale que

comme simple soldat; mais il reste le principal meneur de la faction républicaine à Ajaccio. Bientôt, quelques agents de l'administration royale ayant excité le mécontentement populaire en faisant de l'opposition au nouveau régime, une seconde émeute a lieu à Ajaccio le 25 juin 1790.

Quelques jours après, Paoli rentre en triomphe dans sa patrie ; Bonaparte se porte au-devant de lui avec tous les patriotes corses. « Investi d'une sorte de dictature par le concert du roi, de l'Assemblée nationale et du peuple corse, Paoli, salué à son débarquement commandant en chef des milices de l'île, avait de pleins pouvoirs pour organiser l'administration civile. Avant d'y procéder, habilement, il voulut reconnaître le terrain, et deux mois s'écoulèrent sans qu'il convoquât à Orezza l'Assemblée départementale. A Bastia, on était en plein régime révolutionnaire. On emprisonnait les uns, on déportait les autres, sous le bon plaisir de Paoli et de ses amis, qui trouvaient là l'occasion de satisfaire leurs vieilles haines. » (F. Masson.)

Joseph Bonaparte est nommé député à l'Assemblée d'Orezza, ne parvient pas à être membre du Directoire du département, mais finit par être nommé président du Directoire du district d'Ajaccio.

Napoléon rejoint son régiment au mois de janvier 1791, puis revient en Corse à l'automne. Joseph se présente aux élections pour l'Assemblée législative ; il est battu par les partisans de Paoli, qui a fait les élections. La brouille s'est accentuée entre les paolistes et les bonapartistes, qui sont soutenus par Saliceti,

l'ancien constituant, devenu procureur général syndic à Ajaccio.

Le 4 août 1791 est rendu le décret qui ordonne la formation de bataillons de volontaires à l'effectif de 568 hommes. Tous les grades doivent y être donnés à l'élection, sauf celui d'adjudant-major. Napoléon se fait nommer adjudant-major du bataillon d'Ajaccio le 14 janvier 1792, mais on l'avertit en même temps que cet emploi ne le dispense pas de remplir ses fonctions dans l'armée régulière, et de la rejoindre à l'expiration de son congé, le 1er avril ; seulement on va élire des lieutenants-colonels qui, eux, pourront appartenir aussi à l'armée active, et seront alors considérés comme détachés dans les bataillons de volontaires. Pour rester en Corse, il faut donc être élu lieutenant-colonel. Ici Bonaparte entre en lutte ouverte avec les paolistes.

Ses partisans étant en plus grand nombre dans les campagnes, son ami Saliceti, en qualité de procureur général syndic, convoque inopinément à Ajaccio les quatre compagnies du district, par anticipation. On procède alors à l'élection des officiers supérieurs, sous la présidence des trois commissaires du département, venus de Bastia. D'après les mœurs électorales du pays et de l'époque, on sait que ces trois commissaires feront l'élection. Deux d'entre eux sont dévoués à la famille Bonaparte et sont venus loger chez elle ; mais l'influence du troisième, qui est l'ami de Paoli et le personnage le plus important de la commission, peut contrebalancer à elle seule celle des deux autres. Bonaparte n'hésite pas à faire un coup d'État : une

troupe d'hommes armés enlève le commissaire Murati chez Peraldi, le concurrent de Bonaparte, et l'amène chez ce dernier, qui s'excuse en déclarant qu'il voulait que les élections fussent libres !

Ainsi le dictateur apparaît sous le disciple de Rousseau ; l'enfant rêveur et enthousiaste est devenu un homme d'action, et de peu de scrupules. C'est le moment où le jeune Lucien Bonaparte écrit de son frère :

« Je vous le dis dans l'effusion de ma confiance : j'ai toujours démêlé dans Napoléon une ambition pas tout à fait égoïste, mais qui surpasse en lui son amour pour le bien public ; je crois bien que dans un État libre, c'est un homme dangereux..... Il me semble bien penché à être tyran, et je crois qu'il le serait bien s'il fût roi, et que son nom serait pour la postérité et pour le patriote sensible un nom d'horreur. Je vois, et ce n'est pas d'aujourd'hui, que, dans le cas d'une Révolution, Napoléon tâcherait de se soutenir sur le niveau, et même, pour sa fortune, je le crois capable de volter casaque. »

Une bien profonde révolution s'est opérée en Napoléon depuis trois ans. Qu'on lise tout ce qu'il écrivait en 1786, en 1788, en 1791 même : ce qui frappe tout d'abord, c'est l'homme du XVIIIe siècle, l'homme « sensible », le contemporain de Rousseau et de Diderot ; il gémit avec eux sur les malheurs de l'humanité pervertie ; il s'enthousiasme aussi pour les vertus romaines, pour la simplicité des peuples primitifs ; il a toute la phraséologie ampoulée du temps. Mais, bien qu'il se soit plus attaché à Rousseau, grattez ce vernis de sensibilité, et sous l'idéologue apparaîtra un person-

nage tout différent. Il a, comme Diderot, une double physionomie. Ce philosophe sensible est aussi un savant, un esprit net, précis, et qui met tout en formules. Voyez ses notes d'histoire : pas de déclamation, des faits ; et rien ne le rebute. Il ne se borne pas aux lois qui intéressent la morale ; il aborde les questions de finances, d'économie politique les plus arides. Mais voici bien autre chose encore : il écrit, dans un style imité de Rousseau, un discours sur les sentiments qu'il faut inculquer aux hommes pour leur bonheur, et, après qu'il y a déployé toute la sensibilité qu'il convient, quel est le sentiment qu'il juge bon d'inculquer aux masses ? C'est celui de la mathématique ! Évidemment ce contraste ne peut pas se perpétuer ; de ces deux personnages, il y en a un qui absorbera l'autre. Quand Napoléon a dû devenir homme d'action, le mathématicien est resté, l'homme sensible a disparu.

Il s'est trouvé dans des situations extrêmes où il fallait prendre violemment parti, et, de toute nécessité, tuer pour n'être pas tué.

Puis, dans cette révolution corse, il a vu les hommes plus acharnés et moins sincères peut-être que partout ailleurs, à cause des questions de personnes, de familles, de villages, qui primaient en eux les convictions politiques.

Il est accablé de déceptions et de dégoûts. Il commence à sentir son énorme supériorité sur tout ce qui l'entoure, et le peu d'effet de cette supériorité sur la masse électorale l'exaspère. Il a dirigé le mouvement révolutionnaire en Corse, tenu tête à Paoli ; lui seul a su soulever ce peuple, le délivrer de l'administration

royale, lui donner la liberté, et tout à coup il s'est trouvé rejeté, non pas au second rang, mais dans la foule même, réduit à briguer un grade dans la garde nationale !

Ah ! qu'ils sont loin, maintenant, les rêves de républiques anciennes ! Loin aussi ses idées sur la justice et le droit des peuples ; très loin surtout sa passion pour Paoli, qu'il a vu de près et reconnu un assez pauvre homme à côté de lui. Et c'est cette médiocrité qui l'a rejeté dans le néant !

Une lettre qu'il écrit bientôt (3 juillet 1792), une fois rentré à Paris, exprime son état d'esprit à cette époque :

« Ceux qui sont à la tête sont de pauvres hommes ; il faut avouer, lorsque l'on voit tout cela de près, que les peuples valent peu la peine que l'on se donne tant de souci pour mériter leur faveur. Tu connais l'histoire d'Ajaccio ; celle de Paris est exactement la même ; peut-être les hommes y sont-ils plus petits, plus méchants, plus calomniateurs et plus censeurs. »

La fureur des ennemis politiques et personnels de la famille Bonaparte s'est exercée au mois d'avril 1792. Les gardes nationales étant venues tenir garnison à Ajaccio, ont été assaillies par les habitants, sous la direction des moines et des paolistes. Il y a dans cette affaire des questions plus compliquées de haines de familles, qu'on ne peut guère élucider. Toujours est-il que le sang coule : un officier de la garde nationale est assassiné, un combat s'engage dans les rues d'Ajaccio. Les autorités civiles, toutes dévouées à Paoli, envoient à Paris un rapport dirigé contre Bonaparte ; celui-ci se

hâte d'aller se disculper, et se faire réintégrer dans l'artillerie en faisant notifier son élection régulière au grade de lieutenant-colonel de la garde nationale. Il est capitaine dans l'artillerie depuis le 6 février 1792.

Revenu en Corse au mois d'octobre, il est en butte à la haine toujours grandissante de Paoli, qui déjà commence à manifester son hostilité contre la France. Investi de pouvoirs illimités, le dictateur tente de mettre Napoléon en non-activité sous prétexte que son bataillon n'est pas réuni ; mais Napoléon esquive le coup en se faisant donner par le Ministre de la guerre l'ordre d'étudier la défense de Saint-Florent. C'est un coup direct qui touche immédiatement Paoli, car l'occupation de Saint-Florent par une force française assurerait la soumission de la Corse. Il empêche donc Napoléon d'aller à Saint-Florent en le désignant pour participer avec son bataillon à l'expédition de Sardaigne ; mais il prend ses mesures pour que celle-ci n'aboutisse pas. Il fait durer deux mois les préparatifs, et, en chargeant son neveu Colonna Cesari de diriger les opérations, il lui recommande de les faire avorter, le roi de Sardaigne ayant toujours été le meilleur allié des Corses. Aussi, au moment où, malgré la pauvreté des moyens dont il dispose, Bonaparte est parvenu à éteindre le feu des canons sardes de la Maddalena et va pouvoir attaquer, Colonna Cesari ordonne le départ, prétextant une mutinerie dans l'équipage de la corvette qui accompagne la flottille.

Mais on est en février 1793, et la Convention n'accepte pas volontiers des échecs aussi faciles ; sur une dénonciation rédigée par Bonaparte et signée par

tous les officiers de son bataillon, les représentants Saliceti, Lacombe-Saint-Michel et Delcher accourent à Toulon avec des pouvoirs illimités et invitent Paoli à les y joindre pour rendre compte de sa conduite. Le dictateur élude cette dangereuse invitation en prétextant son grand âge, et, sentant que l'heure de la lutte est arrivée, il prend ses dernières mesures pour soulever et défendre la Corse contre les Français. Il renforce ses partisans dans les directoires des districts, occupe les postes fortifiés, transporte la caisse de Bastia à Corte. Il est en posture d'insurgé, et les représentants ne peuvent conserver aucun doute. Ils débarquent le 5 avril à Saint-Florent, et se rendent à Bastia pour conférer avec Paoli. N'ayant pas de force armée à leur disposition, ils cherchent à le jouer, mais les événements devancent leurs intentions, et, pendant qu'ils temporisent, la Convention met Paoli en accusation sur une dénonciation du jeune Lucien Bonaparte.

La rupture est consommée; la Corse est en armes pour le dictateur contre la France. Les représentants s'efforcent de tenir au moins sur la côte, entre Bastia et Ajaccio ; ils donnent à Bonaparte une commission d'inspecteur de l'artillerie en Corse, et le chargent d'étudier l'organisation défensive de Saint-Florent, puis il se rend à Ajaccio et essaye de reprendre la citadelle aux paolistes ; mais deux tentatives de surprise ayant échoué, il sent qu'il s'use en efforts inutiles, tandis qu'autour de lui l'insurrection s'étend dans les montagnes. Il essaye de rejoindre Saliceti à Bastia ; mais il est averti que, s'il passe par Corte, il sera pris. Il

rebrousse sur Bocognano. Là, un parti de montagnards paolistes l'arrête ; il s'évade avec l'aide d'un berger qui lui est dévoué et revient à Ajaccio. Il y apprend que Paoli le fait rechercher. Traqué dans la ville, il se cache dans les faubourgs et réussit à s'échapper par mer. Sa famille est proscrite, sa maison pillée et à moitié détruite.

Arrivé à Bastia le 10 mai, il démontre aux représentants que, pour soumettre Paoli, il ne faut pas l'attaquer dans les montagnes, mais essayer de mettre la main sur tous les ports, et le tenir ainsi bloqué. Les Français occupent déjà Bastia, Calvi, Saint-Florent ; il reste à se saisir d'Ajaccio, et Bonaparte espère que Bonifacio se rendra.

Le 22 mai, les représentants s'embarquent à Saint-Florent avec une petite troupe, Bonaparte les précède ; il débarque à Provenzale, occupe la tour de Capitello ; les représentants prennent celle d'Orbitello, mais rien ne bouge dans la ville ; les bonapartistes sont matés par Paoli, et personne ne se déclare pour les Français. Les vents, dispersant la flottille, les mettent dans le plus grand danger. Il faut se rembarquer en hâte et rentrer à Bastia. Bonaparte y rédige un mémoire sur la situation de la Corse, puis va rejoindre sa famille à Calvi et, le 11 juin, ils s'embarquent pour Toulon.

Là, Napoléon rencontre le général du Teil, qui le fait employer au service des batteries de côte. Au commencement de juillet, il est détaché à Avignon pour ramener un convoi de matériel destiné à l'armement des côtes ; pendant son absence, Marseille se

soulève contre le gouvernement républicain, et le général Carteaux marche contre cette ville avec un détachement de 8,000 hommes. Bonaparte se joint à cette colonne, assiste à l'engagement de Pont-Saint-Esprit, et dans la nuit compose son fameux opuscule : *Le Souper de Beaucaire*. Il suit Carteaux à Marseille; puis ce général est désigné pour diriger le siège de Toulon, que les contre-révolutionnaires ont livré aux Anglais.

Le 7 septembre, Carteaux force les gorges d'Ollioules, que les Toulonnais avaient essayé de défendre, et Dommartin, chef de bataillon commandant l'artillerie de l'armée, est blessé. Bonaparte, qui devait rejoindre l'armée d'Italie, est retenu par Saliceti, commissaire de la Convention, son compatriote et ami, pour remplacer Dommartin. On ne sait pas très exactement la date de son arrivée à l'armée de Carteaux, mais il a pris le commandement de l'artillerie le 16 septembre.

2° Bonaparte en 1793.

Nous avons étudié avec quelque détail les événements auxquels Bonaparte a été mêlé de 1789 à 1793, bien qu'ils n'aient par eux-mêmes aucun caractère militaire ; c'est qu'ils ont eu, à notre avis, une influence prépondérante sur ses qualités militaires, et qu'ils nous font comprendre ce qu'a pu être son rôle à Toulon et à l'armée d'Italie, en nous montrant l'origine et la nature de ses relations avec Saliceti.

La période de révolution que Bonaparte vient de traverser a dû le mûrir singulièrement et le préparer au commandement. Non seulement toutes les qualités de race qu'il tient de ses origines corse et toscane ont dû se développer dans cette lutte de conspirateur, de politique et de montagnard, non seulement il est devenu homme d'action d'un esprit vigoureux et délié, mais il a appris à diriger les hommes et il a conscience de sa supériorité.

Il est sorti de là plus vigoureusement trempé, accoutumé aux résolutions rapides et énergiques, à la violence et à la ruse. Il a connu les hommes et les retours de fortune, mesuré la fragilité des théories qui reposent sur les vertus et les passions, aperçu les erreurs où conduisent le sentiment et l'instinct. Il ne veut plus que des actes décidés par des calculs positifs. Désormais la raison est toute-puissante chez lui, et rien ne le détournera des solutions qu'elle aura dictées. Ses campagnes en fourniront parfois des exemples surprenants.

Qu'on mesure la distance qui sépare le *Discours à l'Académie de Lyon* du *Souper de Beaucaire*, et l'on jugera que ces trois années de révolution ont plus fait pour préparer Bonaparte au commandement que dix années d'études. Cette argumentation vive, claire, vigoureuse ; cette discussion qui pousse le contradicteur dans ses derniers retranchements sans le laisser respirer, cette autorité enfin qui tranche sans réplique toutes les questions de morale, de politique, de guerre, révèlent l'homme supérieur, qui affirme son droit au premier rang. Il est tellement fait pour commander,

qu'à peine débarqué en Corse il a pris l'ascendant sur ses compatriotes, a seul tenu tête au gouverneur puis au dictateur; que ses frères ne peuvent parler de lui sans qu'aussitôt une idée de domination, de royauté même, surgisse dans leur esprit. Cette aptitude au commandement, il la ressent lui-même, elle se manifeste dans tout ce qu'il fait et tout ce qu'il écrit.

Mais nous rencontrons aussi des symptômes d'un autre genre. Voici que le mémoire sur la fortification de Saint-Florent et le *Souper de Beaucaire* nous révèlent par des indices faibles, mais très nets, que Bonaparte a déjà médité les questions militaires, et que sur bien des points son opinion est arrêtée. S'il parle de la défense de la Corse, il se montre pénétré de la nécessité de concentrer les fortifications en un point unique ; or c'est là une vérité bien moins évidente que l'avantage de concentrer des efforts *actifs* sur un point unique dans la bataille.

« Depuis vingt ans, l'on a dépensé beaucoup d'argent aux fortifications des différentes places de la Corse ; il n'y a pas eu d'argent plus mal employé. Aucun point de cette île n'est dans le cas de résister à la plus petite escadre. La raison de cela est simple : c'est qu'on a voulu fortifier un grand nombre de points différents, sans faire attention qu'il n'est pas possible d'empêcher le débarquement dans une île qui a autant de golfes. L'on doit s'en tenir à un seul, le bien choisir et fortifier de toutes les ressources de l'art ; en cas d'attaque, y concentrer sa défense, en faire le centre de sa correspondance avec le continent,

comme le foyer de résistance pour défendre pas à pas les rochers de l'intérieur. »

Dans le *Souper de Beaucaire*, il montre qu'il a reconnu tous les avantages de la guerre de mouvements et de masses sur la guerre de lignes et de positions :

« Vous avez des pièces de 24 et de 18 et vous vous croyez inexpugnables; vous suivez l'opinion vulgaire, mais les gens du métier vous diront, et une fatale expérience va vous le démontrer, que de bonnes pièces de 4 et de 8 font autant d'effet pour la guerre de campagne et sont préférables sous bien des rapports..... Que fera votre armée si elle se concentre à Aix ? Elle est perdue; c'est un système dans l'art militaire que celui qui reste dans ses retranchements est battu : l'expérience et la théorie sont d'accord sur ce point. »

Sans en tirer aucune conclusion formelle, il est impossible de ne pas signaler l'analogie frappante qui existe entre ces quelques passages et ceux que du Teil a écrits sur les mêmes sujets.

Laissant de côté cette ressemblance plus ou moins fortuite, attachons-nous au sens même, à la physionomie générale de ces aphorismes émis par Bonaparte au début de l'année 1793 et à l'état d'esprit qu'ils révèlent. C'est évidemment bien peu de chose que deux ou trois phrases pour se faire une idée d'ensemble des connaissances et de la maturité de celui qui les a écrites; mais celles-ci sont assez fortement caracté-

risées pour former un document d'une réelle valeur. On remarquera d'abord que ce ne sont pas des observations ou des jugements immédiats sur des cas particuliers, ce n'est pas le génie ou le bon sens réduit à ses ressources naturelles et les appliquant spontanément à un objet concret. Bonaparte invoque toujours une règle générale abstraite, supposée établie, dont il fait l'application au cas envisagé : « C'est un système dans l'art militaire, etc. » Par conséquent, il a des principes de guerre, et il sait qu'ils ne lui sont pas personnels, qu'ils sont universellement admis; il a donc travaillé et lu. On peut admirer, en même temps, à quel point ses affirmations sont nettes, fermes, avec quelle autorité il les présente : certes, l'homme qui parle de la guerre sur ce ton a dû l'étudier et y réfléchir longuement. Il en ignore peut-être les détails, mais les principes qu'il invoque sont solidement démontrés et ancrés dans son esprit. On ne parle pas ainsi d'abondance et au gré de l'inspiration. Nous pouvons affirmer, maintenant, que Bonaparte a consacré une partie de son temps aux études militaires : ces quelques phrases échappées à sa plume supposent une doctrine déjà fermement constituée. Si ce n'est à Auxonne, c'est du moins en Corse, de 1791 à 1793, qu'il se sera occupé de l'art de la guerre. Reconnaissons, du reste, que les principes invoqués sont des plus simples et des plus généraux, de ceux que l'opuscule du chevalier du Teil pouvait inspirer, et qui ne supposent pas encore des études très développées.

Ce qui nous intéresse davantage, nous y insistons, ce qui fournit dès à présent un renseignement précieux

sur la formation des plans et des conceptions militaires de Napoléon, c'est qu'il part de ces principes généraux pour résoudre les problèmes qui se présentent à lui. Ce n'est pas par la toute-puissance de l'instinct qu'il discerne la vérité ou la solution parfaite, c'est par l'application d'un principe abstrait au cas concret qu'il examine. Ce n'est donc pas de l'inspiration; c'est du raisonnement.

CHAPITRE III

LE SIÈGE DE TOULON

1° Carteaux.

A la fin de 1793, la place de Toulon avait une enceinte en bon état, sauf une partie du front nord, où la contrescarpe n'était pas revêtue ; la disposition très particulière du terrain avait forcé d'y ajouter une ligne de forts détachés occupant le Faron et commandant les abords de la petite rade : forts Lamalgue, Sainte-Catherine, l'Artigue, Faron, avec la redoute de la Croix-Faron, vers l'est ; forts des Pomets (avec la redoute de Saint-André) et de Malbousquet, vers l'ouest.

Ce dernier était en construction.

Des batteries garnissaient les côtes.

La flotte anglaise était venue mouiller dans la petite rade, et avait débarqué 4,000 hommes, qui occupaient la place et les forts détachés. Une partie de cette petite troupe avait voulu disputer à Carteaux les défilés d'Ollioules, et avait été rejetée sur le secteur ouest de la place.

Les républicains, après avoir forcé les gorges d'Ol-

lioules, virent devant eux la place de Toulon et la rade où mouillait la flotte anglaise. Rien ne les empêchait alors de pousser jusqu'à la côte et d'arriver à portée de canon de la ville ou des navires.

« Nous écrivions hier au Comité de Salut public, disent, le 7, Gasparin et Saliceti, que nous serions ce soir maîtres des hauteurs, et que nous espérions bientôt être à la vue de Toulon et en état de punir cette ville rebelle et d'incendier l'escadre ennemie, etc. »

Tout ce qu'on aurait fait dans ce premier instant où l'ennemi n'avait rien occupé sur la rive occidentale des deux rades, aurait donné de grands résultats. Il est vrai que l'armée de Carteaux ne comptait que 4,000 hommes, auxquels on joignit plus tard un nombre égal de réquisitionnaires non exercés; mais l'ennemi n'avait pas plus de monde pour garnir les remparts de la place et des forts, et déjà Lapoype tenait le front occidental investi avec plus de 4,000 hommes.

C'était donc le moment d'agir, de tenter un coup de main qui pouvait écraser dans l'œuf la défense de Toulon. Mais on ne sut se décider à rien. Carteaux était beaucoup trop nul pour prendre une résolution intelligente et énergique dans de pareilles circonstances. Ce brave homme, qui avait été dragon, puis gendarme pendant vingt ans, sans obtenir même le grade de brigadier, était peu propre au commandement en chef. Il n'avait d'autre idée que d'aller là où il voyait l'ennemi.

Le 10, la situation n'est pas sensiblement modifiée. Ni Carteaux ni les représentants n'ont songé à pousser

d'emblée jusqu'au bord de la petite rade, au contact de l'assiégé.

Ils ont établi leurs 4,000 hommes en face des défenses de l'ennemi, depuis les Pomets jusqu'aux Sablettes. Les représentants écrivent au Comité :

« Notre position devant Toulon est la même que nous avons prise le 7 au soir. Avant de rien entreprendre en avant, il était nécessaire de se concerter avec la division de gauche, et d'attendre l'arrivée de tous nos moyens de siège.

« Le général Lapoype et Escudier, notre collègue, sont venus hier conférer avec Carteaux et nous. Les deux généraux sont d'accord sur les plans et ils ne tarderont pas à être exécutés. A l'est, on attaquera le fort Faron, tandis que de notre côté, nous forcerons celui des Pomets, qui nous rendra maîtres des eaux de Toulon, et nous disposerons sur la côte des forges et des grils pour brûler l'escadre anglaise, ou du moins la forcer à la retraite ; on nous assure qu'elle y est disposée et qu'elle est toute sur une ancre. »

Singulière marche ! On songe à bombarder les navires anglais dans la rade, et, au lieu de se porter droit sur celle-ci, de placer sur-le-champ des batteries à portée de canonner la flotte, on veut d'abord s'établir aux Pomets et en haut des pentes qui descendent d'Ollioules vers la mer. Aussi n'avance-t-on pas. Il n'y a là personne qui soit assez sûr de soi ou assez hardi pour avoir une idée et en poursuivre l'application. On trouve plus facile de se concerter avec Lapoype, dont la zone d'action est absolument distincte, et qui n'a

que des ordres à recevoir. Le temps se passe à discourir.

Mais, dans cette inaction forcée, on s'aperçoit bien vite qu'on n'est pas en état d'enlever la place même de Toulon. Les représentants décident provisoirement de porter leurs efforts contre la flotte ennemie :

« Nous nous garderons bien, écrivent-ils le 13 septembre au Comité de Salut public, de faire le siège en règle de la ville de Toulon, lorsque nous avons un moyen plus sûr de la réduire, et ce moyen est, ou d'y brûler l'escadre ennemie, ou de la forcer à la retraite par la crainte de l'incendie, avant qu'il soit arrivé des forces, soit d'Espagne, soit d'Italie, pour garnir les différents points par où nous pouvons le tenter..... Nous sommes postés de manière à compter tous les mâts dans la rade et dans le port. Nous n'attendons que de la grosse artillerie, qui est à Marseille et qui nous arrive journellement, pour prendre une position d'où nous pouvons atteindre les vaisseaux avec des boulets rouges, et nous verrons alors si nous ne sommes pas maîtres de Toulon, sans avoir quarante mille hommes et sans attendre trois mois pour la réunion des forces qne propose Kellermann. »

La résolution prise de bombarder la flotte, ils s'apprêtent à l'exécuter, et font mettre leurs pièces en batterie en face de la petite rade. Ils veulent engager une lutte d'artillerie avec la flotte anglaise, et il n'y a pas là d'officier d'artillerie pour leur expliquer que cette lutte sera interminable, ainsi engagée, ou pour leur montrer au moins les positions d'où l'on peut

battre la flotte. Le seul capitaine d'artillerie de l'armée, Dommartin, a été blessé le 7 à Ollioules ; il continue, de son lit, à donner des ordres pour l'administration de sa compagnie, mais il ne peut intervenir pour placer les batteries. C'est donc Carteaux qui les place, avec la compétence qu'il a pu acquérir dans ses vingt années de service comme simple dragon ou gendarme.

Ce général en chef écrit au Ministre, le 15 septembre :

« Je compte attaquer, mardi 17 du courant, la flotte anglaise et leur brûler leurs vaisseaux ; je les attaquerai en même temps sur cinq points différents, » et il ordonne de construire une batterie à une lieue de la mer. Il est temps qu'un militaire de profession intervienne pour faire réduire le nombre des points d'attaque et placer l'artillerie à portée de son but.

Le 16, le capitaine Bonaparte, passant à Ollioules avec le convoi de matériel qu'il ramène à Antibes, est retenu par son compatriote Saliceti, avec lequel il a révolutionné la Corse.

Son premier soin est de fixer aux batteries des emplacements raisonnables, et de les établir sur le rivage même, pour étendre leur action le plus loin possible. Puis, jetant un coup d'œil sur le port de Toulon, sur les positions des deux armées et de la flotte, il aperçoit aussitôt qu'on essayera en vain de ruiner la flotte à coups de canon, puisque la petite rade a plus de deux portées de canon dans sa plus grande largeur ; ce qui peut exercer sur les Anglais une action décisive, c'est

une menace sur leur communication avec la haute mer. Il faut se réduire à un seul point d'attaque, choisi de manière à tenir la passe.

On n'a pas montré assez exactement ce qu'était la situation de Bonaparte dans ce corps de siège. On se le figure simple capitaine, tout petit personnage auprès des généraux et des représentants. Mais, quel que soit son grade, sa fonction en fait l'officier le plus important de l'armée après le général en chef, et cela d'autant plus que, pendant deux mois, il aura le génie dans ses attributions, faute d'officiers de cette arme. Enfin, quand on sait ce qu'ont été les relations de Saliceti et de Bonaparte en Corse, qu'on les a vus chefs de parti, travaillant ensemble à combattre l'ancien régime et la dictature de Paoli, on ne peut douter qu'ils ne soient sur un pied d'égalité très éloigné des relations ordinaires d'un officier subalterne et d'un commissaire de la Convention.

Des premières explications de Bonaparte, Carteaux ne retient qu'une chose, c'est qu'il faut mettre les batteries sur le rivage même, tout contre la petite rade. Comme c'est un brave homme, après tout, il en est dans la joie, et il se hâte de l'écrire au ministre :

« Demain, nous les chaufferons vigoureusement, et si je suis assez heureux pour *m'emparer de la petite rade*, Toulon est à nous ; *j'établirai une batterie à cette rade* et ils ne recevront aucun secours. »

Qu'appelait-il s'emparer de la petite rade, établir une batterie à cette rade? Mystère ! ou plutôt nous le savons très bien, car c'est la traduction, par cet esprit

obtus, du projet de Bonaparte qui vient justement d'apparaître.

Du reste, tout en exultant à l'idée du superbe résultat qu'il obtiendra dans la petite rade, Carteaux s'est mis dans la tête qu'il fallait attaquer les Pomets, et il n'en démordra pas. Pour ce qui concerne les attaques sur la côte, il se contente de donner à Bonaparte les conseils de sa vieille expérience : « Je vous conseille de bien placer vos batteries, et d'attendre pour les faire jouer que le vent soit bon ».

Celui qui reçoit ces précieux avis n'est arrivé que depuis trois jours, mais il a déjà pris la place qui lui revient : c'est lui qui, par le fait, commande l'armée. Tout porte à penser que Saliceti et lui ne font qu'un ; Gasparin l'apprécie et adopte absolument ses vues. Il est derrière la scène, mais tient les fils qui font mouvoir tous les acteurs du drame, et Saliceti, et Gasparin, et même le grotesque Carteaux.

Tous les témoins oculaires ont été d'accord pour signaler cette influence souveraine de Bonaparte ; mais ils n'ont écrit que longtemps après l'événement, et sous l'impression des prodiges de l'Empire : on a le droit de les récuser. Les documents contemporains du siège ont autrement d'éloquence, de précision et de valeur.

Bonaparte a discerné dès son arrivée le point sur lequel il fallait porter tous les efforts pour maîtriser les deux rades : c'est la presqu'île qui les sépare ; enserrant avec le cap Brun le chenal qui donne accès à la petite rade, cette presqu'île porte la colline du Caire et se termine par les deux pointes de l'Éguillette et Bala-

guier. De là, on commande entièrement la petite rade et surtout le chenal, et on ne laisse à l'ennemi que l'entrée même de la grande rade, entre la Croix-des-Signaux et le cap Brun. Évidemment, pour battre *toute* la grande rade, il faudrait occuper en plus la presqu'île du cap Cépet et le cap Brun ; mais à quoi servirait l'entrée de la grande rade aux flottes alliées si elles ne pouvaient venir mouiller devant Toulon ? En tout cas, le premier point à occuper, c'est le Caire. Cela décidé, tous les efforts doivent tendre vers ce seul but ; tous les moyens doivent être concentrés de ce côté.

Bonaparte rédige immédiatement des instructions pour l'attaque du Caire. Le 20 septembre, les représentants envoient une copie de ce projet au Comité, après avoir prescrit à Carteaux de prononcer une attaque sur le Caire le 21 et le 22.

« Dans notre dernière du 15, écrivent-ils au Comité, nous vous annoncions que nous comptions commencer mardi à attaquer vigoureusement et à battre à boulets rouges les vaisseaux de l'escadre. Malgré l'activité et le nombre des ouvriers qui ont été employés à la construction de la batterie, elle n'a pu être prête que le mercredi matin, et même ce jour-là un accident arrivé au soufflet qui chauffait les boulets a forcé à tirer à froid. Vous verrez par la lettre que nous écrivait hier le citoyen Bonaparte, capitaine d'artillerie, qui était destiné pour l'armée de Nice, mais que la blessure de Dommartin nous a obligés de retenir ici pour commander, la situation d'hier et *les dispositions pour aujourd'hui. Vous penserez sans doute qu'il sera intéressant de la lire à la Convention nationale.* »

Le 21, une batterie établie par Bonaparte près de Brégaillon fait évacuer la moitié de la petite rade par les navires anglais; mais Carteaux pousse mollement et maladroitement les opérations contre le Caire; son esprit est ailleurs: il pense toujours aux Pomets. Il n'avance pas; c'est seulement le 22 qu'il fait attaquer le Caire par l'adjudant général Delaborde avec des forces insuffisantes, tandis que l'ennemi, averti, y a descendu 300 hommes. Contre ces 300 hommes, un effort aussitôt renouvelé avec la moitié des troupes du corps de siège aurait donné la victoire : cet effort, Carteaux ne le fait pas.

Après s'être mêlé aux colonnes d'attaque, et avoir cherché en vain à arracher un succès qui était encore possible, Bonaparte est obligé de se borner à établir une nouvelle batterie plus près que la précédente.

Le 25 septembre, Saliceti écrit à un de ses amis :

« Nous sommes tous les jours aux coups de canon avec l'escadre; nous avons établi des batteries sur les bords de la mer; elles inquiètent la flotte, et nous l'aurions forcée de quitter la rade si ce général avait voulu exécuter *le plan que nous lui avons proposé, et qui était celui du Comité de Salut public.*

« Dans l'impossibilité de faire un siège en règle avec les forces qui sont en notre pouvoir, le seul parti qui nous restait à prendre était celui de nous emparer des sommités pour fulminer l'escadre, et s'il nous avait réussi de la chasser, Toulon n'aurait pu offrir qu'une faible résistance. Soit lenteur, soit faiblesse du général, cette opération, qui aurait pu sauver la Méditerranée, est manquée. L'ennemi s'est emparé des lieux intéres-

sants qui dominent la rade ; il y a établi des batteries, et il nous sera fort difficile de l'en chasser, car il a eu tout le temps de s'y fortifier. »

Ce plan, que Carteaux n'a pas su ou voulu exécuter, était-il de Saliceti ou de Bonaparte ? Vraiment, la question peut prêter à rire, mais nous sommes bien obligés d'en venir là, à force d'entendre tout contester au seul homme qui ait été capable de tout concevoir. La réponse, d'ailleurs, est aisée. Deux mois plus tard, Bonaparte adressera au Comité une note qui suivra la voie hiérarchique, passera entre les mains des représentants, et où il se donnera ouvertement pour l'auteur de ce plan. Or, il n'a pas été contredit :

« Le plan d'attaque pour la ville de Toulon, que *j'ai* présenté aux généraux et aux représentants du peuple, est, je crois, le seul praticable ; s'il eût été suivi dès le commencement avec un peu plus de chaleur, il est probable que nous serions dans Toulon.

« *Je* vous ai envoyé des observations générales qui sont la base du plan que *j'avais* conçu.

« La faiblesse de l'armée, la nullité de nos moyens, le temps qu'il faut pour préparer un équipage de siège, tout *me* fit sentir la nécessité de ne pas penser au siège de Toulon, mais de *me* borner à former un équipage qui nous mît à même de chasser l'ennemi des rades en plaçant une batterie à l'Éguillette. Trois jours après *mon* arrivée, l'armée eut une artillerie, et les batteries de la Montagne et des Sans-Culottes furent établies, coulèrent bas les pontons et résistèrent à plus de vingt mille boulets.

« Dans ce moment-là, les ennemis, comprenant l'insuffisance de leur artillerie navale, risquèrent le tout pour le tout et débarquèrent à l'Éguillette ; ils eussent dû être écrasés dans leur descente ; la fatalité ou notre ineptie voulut qu'elle leur réussît. Peu de jours après, ils y eurent des pièces de 24, un chemin couvert et des palissades ; quelques jours après, des secours considérables leur arrivèrent de Naples et d'Espagne. *Je* compris que l'affaire de Toulon était manquée, et qu'il fallait se résoudre à un siège. *Je* n'épargnai rien pour pousser de front les préparatifs pour l'attaque de l'Éguillette et la formation du grand équipage. »

Je, toujours *je*. Ce n'est pas le ton d'un homme qui s'est borné à exécuter dans sa modeste sphère les projets conçus et ordonnés par d'autres. A l'en croire, il aurait eu l'initiative de tout. Mais tout cela est passé par les mains de ceux qui auraient *dû avoir l'initiative*, et ils ne l'ont pas revendiquée. C'est donc bien Bonaparte qui a conçu dans l'ensemble et exécuté en toute liberté, pour ce qui concernait l'artillerie, le projet d'attaque sur la presqu'île du Caire.

A tout prendre, d'ailleurs, cela n'a rien de très extraordinaire. Carteaux était profondément incapable, non seulement de former un plan raisonnable, de donner des ordres à l'artillerie, mais même de se douter de ce que devait être un ordre. Il n'y a pas un mot dans toute sa correspondance qui ne soit du bavardage vague et ridicule.

Le commandement en chef n'existant pour ainsi dire pas, le commandant de l'artillerie et du génie n'avait

plus à prendre conseil que de lui-même, ou des représentants. Il a fait ce qu'il a voulu dans le service de l'artillerie, parfois agacé, jamais contrecarré par le général en chef.

Pour les opérations à faire exécuter aux troupes, il les avait indiquées lors de la première attaque ; il n'y prêta plus aucune attention jusqu'à ce que ses batteries fussent prêtes pour un nouvel effort. Après l'échec du 22 septembre, les représentants commencent à être excédés de l'ineptie bruyante de Carteaux, et ils demandent au Comité de le destituer; en rendant compte de son incapacité, le nom qui se présente naturellement à eux pour servir de repoussoir, c'est celui de Bonaparte :

« Les secours qu'attendaient les Toulonais, citoyens collègues, leur sont arrivés en partie ; avant-hier, il est entré dans le port de Toulon 24 petits bâtiments de transport qui doivent avoir amené 1200 à 1300 hommes. Ce renfort nous inquiète, d'autant plus que nous avons la douleur de penser qu'on aurait dû et pu prévenir cette entrée, ainsi que nous vous l'avons marqué dans notre dernière. Sans renoncer au plan de chasser de la rade les Anglais et les Espagnols, plan qui peut être secondé par les mauvais temps que la saison doit nous amener, nous voyons qu'il est indispensable de pourvoir aux grands moyens de siège et nous nous en occupons sérieusement. Carteaux, qui a fait à merveille dans une expédition de campagne depuis Orange jusqu'à Marseille, est incapable de saisir les opérations d'une armée assiégeante, et il n'a auprès de lui aucun ingénieur.

« Buona Parte, le seul capitaine d'artillerie qui soit en état de concevoir ces opérations, a déjà trop d'ouvrage de la conduite de toutes les parties de l'artillerie ; occupez-vous donc de nous envoyer incessamment un ingénieur en état de soumettre une place de la première importance, et de faire comprendre, s'il est possible, son projet au général. »

Pendant le mois d'octobre, on n'obtient pas le renvoi de Carteaux ; les opérations se bornent à deux attaques infructueuses de Lapoype sur le Faron et sur le cap Brun ; Bonaparte fait affluer le matériel d'artillerie avec la plus grande activité, et il accumule les batteries en face du Caire.

Au milieu du mois de septembre, il n'avait qu'une batterie de deux pièces de 24 (batterie de la Montagne), près de Brégaillon, pour battre provisoirement la petite rade.

Le 23 septembre, il arme la batterie des Sans-Culottes, non loin de la première, mais face au Caire, avec tout le matériel disponible (1 coulevrine de 44, 2 pièces de 36, 3 pièces de 24, 2 mortiers).

Dans le courant d'octobre, il construit et arme encore quatre batteries, contenant 17 pièces, en face de la presqu'île du Caire. Il a donc là, en tout, 1 coulevrine de 44, 3 pièces de 36, 15 pièces de 24, 6 mortiers, soit 25 bouches à feu. Il est inutile de déployer plus d'artillerie pour le moment, l'attaque n'étant pas résolue. Il construit donc la batterie de la Convention (7 pièces de 24 et 2 obusiers) pour battre Malbousquet.

Il voit qu'il faut s'adresser en haut lieu pour faire

adopter son plan et en finir. Le 25 octobre il écrit au Comité :

« Du moment que nous serons maîtres de l'Éguillette et du cap Cépet, nous y établirons des batteries qui obligeront l'ennemi à évacuer les deux rades, et nous dirigerons nos attaques sur la redoute et le front du Toulon le plus près de l'arsenal, qui est en même temps le plus faible. »

Cependant, les relations entre le général en chef, d'une part, les représentants et Bonaparte, de l'autre, s'aigrissent de plus en plus :

« Je ne mérite pas, écrit Carteaux au ministre, le 20 octobre, d'éprouver un tas de tracasseries, ni de basses jalousies comme celles que j'éprouve en ce moment. Le temps vous apprendra la vérité. »

Il est dénoncé au club des Jacobins par les émissaires de ce club auprès de l'armée de Toulon, et le bureau des Jacobins transmet la dénonciation au ministre en réclamant la destitution de Carteaux :

« Parmi les détails que les commissaires transmettent à la Société, il en est de fort importants sur la conduite du général Carteaux. Ils disent que ce dernier se trouve gêné par eux. Ils annoncent qu'après l'avoir entretenu sur diverses questions minutieuses, il dit que l'artillerie ne lui est point soumise, que le chef Bonaparte fait tout en sens contraire, qu'il y a quelque dessous de carte qu'il n'a pu encore découvrir, qu'*attaquer le chef*, *dit-il*, *c'est attaquer les représentants eux-mêmes*, et finit par dire qu'il ne craint qu'une chose, c'est la guillotine.

« Depuis qu'ils sont à ce poste, disent-ils, ils se sont aperçus par différentes fois que le général Carteaux se disputait l'autorité avec les représentants ; enfin, d'un air récalcitrant, il dit être sous la férule de la Convention [1]. »

Le ministre répondit à cette note que Carteaux venait d'être remplacé dans l'armée des Alpes et suspendu.

Carteaux avait, en effet, été remplacé dans le commandement de l'armée devant Toulon par Doppet, tandis que Bonaparte était promu chef de bataillon le 19 octobre. Les assiégés étaient, au commencement de novembre, au nombre de 18,000 ; les assiégants avaient été renforcés de près de 20,000 hommes, ce qui, déduction faite des pertes, leur donnait une force d'environ 25,000 hommes.

Doppet arrive à l'armée pour quelques jours seulement, puis va commander dans les Pyrénées-Orientales. Dugommier le remplace devant Toulon le 17 novembre.

2° Dugommier.

En somme, on n'avait encore rien fait pour prendre

[1] « Extrait du Bulletin adressé aux Jacobins de Paris par les commissaires Jouve, Bessières, Reygnier et Poard, près l'armée de Toulon, en date du 1er jour de la 3e décade du 2e mois de l'an second de la République une et indivisible. — Renvoyé au Ministre de la guerre par le Comité de Salut public, le 20 frimaire (?) an 2e de la R. F., avec invitation de rendre compte au Comité dans le plus bref délai de ce qui aura été statué. »

Toulon et l'on voyait s'élever sur la hauteur du Caire la formidable redoute anglaise. Bonaparte, exaspéré de cette lenteur, accablait le Comité de ses notes et de ses projets. Celui du 25 octobre n'avait eu pour résultat que de faire envoyer, comme il l'avait demandé, un général d'artillerie qui eût vis-à-vis du commandant en chef le prestige du grade. Ce fut le général du Teil, l'auteur de l'*Usage de l'artillerie nouvelle*, qui reçut le commandement de l'artillerie, Bonaparte passant au rang de commandant en second. Cette modification était parfaitement logique, et correspondait à l'accroissement de l'armée. Du Teil examina les travaux et les projets du jeune officier, et ne put qu'y applaudir. Sans se désintéresser complètement du service, il semble qu'il ait laissé Bonaparte continuer d'agir à sa guise dans le secteur où se préparait l'attaque décisive.

Entre temps, Bonaparte écrivait au Ministre, le 14 novembre :

« Citoyen Ministre, le plan d'attaque pour la ville de Toulon, que *j'ai présenté* aux généraux et aux représentants du peuple, est, je crois, le seul praticable; s'il eût été suivi dès le commencement avec un peu plus de chaleur, il est probable que nous serions dans Toulon.

« Je vous ai envoyé des observations générales qui sont la base *du plan que j'avais conçu.*

« Chasser les ennemis de la rade est le point préliminaire au siège en règle, et peut-être même cette opération nous donnera-t-elle Toulon ; je vais raisonner dans l'une et l'autre hypothèse.

« Pour se rendre maître de la rade, il faut se rendre maître de la pointe de l'Éguillette.

« Au même moment que nous serions maîtres de la pointe de l'Éguillette, il faudrait bombarder Toulon avec 8 ou 10 mortiers. Nous sommes maîtres de la hauteur des Arènes, qui n'en est pas à 900 toises, et nous pourrons facilement nous approcher à 800 toises sans passer la rivière neuve; dans le même temps l'on placerait deux batteries devant le fort de Malbousquet et une autre contre le fort l'Artigues; il serait possible alors que l'ennemi, étonné, ayant déjà perdu la possession de la rade, craignît d'un moment à l'autre de tomber en notre pouvoir et se résolût à la retraite.

« Vous sentez que ceci est très hypothétique; cela eût été très sûr il y a un mois, où l'ennemi n'avait pas encore reçu des renforts. Mais aujourd'hui, il serait possible que, quoique la flotte fût obligée d'évacuer la rade, la garnison tînt encore et soutînt le siège.....

« ..... Il y a plus d'un mois que j'ai dit aux généraux que l'artillerie existante dans ce moment-ci était dans le cas d'éteindre le feu de la redoute anglaise placée sur le sommet du promontoire de l'Éguillette.

« Nous devons donc distinguer deux périodes différentes dans le siège de Toulon.

PREMIÈRE PÉRIODE.

La prise de l'Éguillette, l'expulsion des Anglais des rades et le bombardement, et, dans le même temps, attaquer le Faron.

Effet que doit produire cette première attaque.

Nous rendre maîtres de Toulon par la commotion générale que cela peut produire et par la crainte de tomber dans nos mains et de ne pouvoir exécuter la retraite.

Travaux qu'il faut pour cet objet.

(Ici Bonaparte énumère les batteries nécessaires à la préparation de l'attaque, lesquelles étaient à peu près toutes construites à ce moment.)

« Par le moyen de ces huit batteries, l'Éguillette doit être à nous et ne peut pas résister, l'infanterie se présentant avec vigueur, une fois le feu des pièces ennemies éteint par les bombes et les canons.....

« Vous voyez donc, Citoyen Ministre, que l'artillerie est en règle pour cette première expédition, et que, si on ne l'a pas faite, c'est que le général persistait à ne pas se croire assez fort en infanterie. »

Ce mémoire de Bonaparte est transmis aussitôt par le Ministre au Comité de Salut public, et reproduit sur le registre de la correspondance militaire [1]. Pourquoi ne s'est-on pas contenté d'indiquer sur ce registre, comme on le faisait souvent, que l'on venait de recevoir un projet peu important, tant à cause du grade de celui qui l'avait écrit, que par l'analogie qu'il offrait avec les plans déjà reçus ou formés par le

[1] Voir Pièces justificatives, n° 4.

Comité? C'est que, sans doute, le projet de Bonaparte ne parut pas si banal qu'on a voulu le faire croire de nos jours; c'était d'ailleurs sa note du 25 octobre qui avait dû servir de base au projet rédigé, le 4 novembre, par Carnot, et remis le 25 à Dugommier, avec l'approbation du Comité.

Tout supérieur qu'il soit à Carteaux, Dugommier ne se décide pas non plus à agir. Il veut prendre le temps de voir clair dans la situation. Il a été accablé de projets d'attaque; il en reçoit de tous côtés : d'abord, les représentants et Bonaparte l'auront endoctriné, auront cherché et réussi à lui faire adopter leurs projets, que le Comité de Salut public renvoie avec son approbation.

D'autre part, un vieil ingénieur de la marine en retraite, Doumet-Revest, a voulu se rappeler au souvenir du Ministre, et, pour lui donner une idée de ses talents, il lui a envoyé quatre pages d'observations fabuleuses sur la manière d'assiéger Toulon. Si c'était lui qui fût chargé de cette mission, il formerait immédiatement six colonnes, qui marcheraient concentriquement sur la place. Il est impossible que la place résiste à une pareille attaque.

Michaud d'Arçon, que Carnot se plaît à consulter, s'est montré infatigable. En quelques jours, il a produit un véritable volume.

Le 26 octobre, il a rédigé un premier projet, sous forme de note [1]. Avant de l'envoyer à l'armée devant Toulon, il l'a modifié en le recopiant : il avait com-

[1] Voir Pièces justificatives, n° 1.

mencé par dire, dans le préambule, qu' « il ne fixerait pas le nombre des combattants qu'il serait nécessaire d'y réunir, puisque cela dépendait des possibilités » ; mais il s'est ravisé, et il déclare qu'il ne peut rien faire avec moins de 150,000 hommes.

Il pose ensuite en principe, après une dissertation peu substantielle de deux longues pages, qu'il faudra « s'emparer de *tous les caps* avancés, non seulement ceux qui sont immédiats aux rades de Toulon, mais encore de ceux qui l'avoisinent, afin de priver l'ennemi des mouillages favorables qu'il trouverait dans les anses formées par ces caps ».

D'Arçon pense donc à écarter la flotte ennemie, comme Bonaparte et comme les représentants ; mais nous allons voir aussitôt quelle distance les sépare. Au lieu de diriger l'attaque sur la pointe de l'Éguillette, c'est elle seule que d'Arçon néglige. « Les pointes immédiates à occuper principalement sont : le cap Brun, le cap Cépet, le cap Montgau, la redoute de la Verne. Il faudra donc s'emparer *avant tout* de l'isthme de la Croix-des-Signaux, pour en occuper les caps intérieurs du côté de la grande rade par des batteries préparées pour tirer à boulets rouges, lesquelles, pouvant se recroiser avec celles du cap Brun, priveront déjà l'ennemi du mouillage de la grande rade. »

Si le texte n'était pas là, on ne pourrait pas le croire : de toutes les parties de la rade, celle qu'il veut battre d'abord, c'est la plus large, l'entrée ouverte vers la mer, celle qu'on ne commandera jamais parfaitement avec l'artillerie, et qu'on ne commencera

à maîtriser qu'après avoir enlevé trois ou quatre positions !

« *Après cela* », mais après seulement, d'Arçon est d'avis qu'on devra enlever la presqu'île de Balaguier et de l'Éguillette, puis la montagne du Faron ; et, pour attaquer les fortes positions qui couronnent cette montagne, « il ne faudra même pas attendre la solution des autres opérations préparatoires indiquées ci-dessus ».

Suivent plusieurs pages de détails relatifs au siège de la place proprement dite.

Nous avons à nous excuser de donner par le menu toutes les élucubrations de Michaud d'Arçon, mais notre but étant avant tout de caractériser le plan de Bonaparte par comparaison avec les autres, il faut bien donner une idée de ceux-ci. Il le faut d'autant plus qu'on a cru retrouver dans les propositions de Doumet-Revest et de Michaud d'Arçon les éléments essentiels du plan de Bonaparte, et que cette appréciation nous semble très exagérée.

Le 27 octobre, d'Arçon s'est remis au travail, et il présente de volumineuses « observations » sur une lettre de Carteaux, peut-être celle du 19 septembre, que nous avons déjà citée [1]. Il en critique les expressions, qui sont en effet assez ridicules ; mais sa critique porte à faux :

« *Si je puis m'emparer de la rade*, dit le général Carteaux, *j'y établirai une batterie qui les empêchera d'être secourus, et Toulon est à nous*. Ce n'est là qu'une idée sommaire, car l'opération de s'emparer de

[1] Voir Pièces justificatives, n° 2.

la rade n'est pas une entreprise *une ;* elle est composée de plusieurs opérations séparées et indépendantes les unes des autres. »

On ne peut pas nier plus nettement le principe de l'économie ou de la concentration des forces. C'est ici qu'éclate toute la différence entre Bonaparte et d'Arçon. Carteaux a pris l'idée juste de Bonaparte et l'a revêtue d'une forme puérile ; mais c'est l'unité de l'entreprise projetée qui en fait le mérite, et c'est ce que d'Arçon ne voit pas. Il veut tout attaquer à la fois :

« Il faut, dit-il, attaquer les ennemis sur les hauteurs adjacentes au cap Brun, s'en rendre maître et s'y maintenir en force pour soutenir sur ledit cap l'établissement d'une batterie de bombes et de boulets rouges, dans l'objet de croiser sur la grande rade avec d'autres feux qui seront indiqués ci-après ;

« 2° Attaquer l'isthme de la Croix-des-Signaux, et pour cela enlever de vive force les retranchements de Saint-Elme. Cette opération demande beaucoup de vigueur ; pour la préparer, il faudra occuper les côtes adjacentes par des batteries à boulets rouges, afin d'en éloigner les vaisseaux ennemis. Non seulement on mettra en action, pour cet objet, les batteries de Marvine et de la Verne, mais il faudra en établir une autre sur la côte basse, entre Balaguier et les Sablettes. La meilleure manière serait de brusquer le retranchement de Saint-Elme, et de se mêler d'abord avec les ennemis, parce que, dès lors, les feux de leurs vaisseaux seraient nuls ; mais cela dépendra de l'état

où se trouvent lesdits retranchements de Saint-Elme et des travaux que les ennemis auront eu le temps d'y ajouter ;

« 3° Il faudra procéder *ensuite*, pour se rendre maître de la tour de Balaguier et du fort de l'Éguillette, et y disposer d'abord les plus grands moyens pour croiser des feux de bombes et de boulets rouges sur la grande et la petite rades ;

« 4° Il faudra enfin enlever de force la redoute qui existe à Malbousquet et chasser, par suite, l'ennemi de la position qu'il occupe à la poudrière de Milan pour y établir une batterie de bombes et de boulets rouges sur le rocher de la Beaumette.

« *Ce n'est qu'après toutes ces opérations* que nous serons véritablement en état de *bombarder d'abord la ville de Toulon et d'interdire complètement aux ennemis l'accès des grande et petite rades, etc.*

« Remarquez au surplus qu'avec de très grandes forces, *il serait avantageux de faire marcher de front toutes les opérations.* »

Cela veut dire qu'il faudrait lancer à la fois des colonnes sur les six points énumérés dans le projet. On conçoit qu'il y faille en effet de grandes forces.

Le 31, d'Arçon a encore changé d'avis sur l'ordre d'urgence des diverses opérations, et il a découvert que cet ordre dépendait de la force de l'armée. Il présente trois plans différents répondant à trois hypothèses sur les troupes dont on disposera[1]. La première de

[1] Voir Pièces justificatives, n° 3.

ces trois hypothèses répond à peu près à la réalité : l'armée de Carteaux est supposée forte de 25,000 hommes. Dans ce cas, d'Arçon considère la prise du Faron comme la première opération à exécuter, la plus intéressante, la plus difficile, et il s'y étend longuement. Il passe ensuite à l'attaque de Malbousquet, puis à celle des positions côtières, et comme il veut les prendre toutes, celle de Balaguier et de l'Éguillette est forcément comprise dans l'énumération, mais avec une importance secondaire :

« On ne laissera pas de favoriser l'attaque de Malbousquet par des diversions, en simulant des dispositions pour attaquer le cap Brun, *et même* les presqu'îles de Balaguier et de la Croix-des-Signaux, *toujours dans l'objet de tromper l'ennemi* et de l'obliger à subdiviser ses forces et de partager son attention. »

Dans la deuxième hypothèse, d'Arçon suppose l'armée forte de 60,000 hommes. Dans ce cas, on peut, outre les opérations énumérées dans le premier cas pour la prise du Faron, de Malbousquet, etc., attaquer en même temps sur la côte. Chose curieuse, cet accroissement des forces de l'attaque donne plus d'importance à la flotte ennemie, car cette fois « le grand objet serait de profiter de ces forces pour interdire complètement *tous* les mouillages des deux rades ». Chose curieuse aussi, le fait d'avoir 60,000 hommes au lieu de 25,000, fait passer l'Éguillette avant le cap Brun dans l'ordre d'urgence ; mais c'est toujours l'isthme de la Croix-des-Signaux qui l'emporte ; la presqu'île de l'Éguillette et

Balaguier tire son importance des feux de revers qu'elle donne sur la Croix-des-Signaux.

« Maître de ces deux points, nous serons en état de croiser des feux de bombes et de boulets rouges qui, pouvant atteindre jusqu'à la pointe de la Grosse-Tour, interdiront décidément l'entrée de la petite rade ; *mais cela ne suffit pas*, par la raison que l'ennemi, sans passer sous ces feux, pourrait toujours aborder au pied de la Malgue[1]. » Il reste en effet une zone de 100 ou 200 mètres imparfaitement battue, dont l'escadre anglaise pourrait tirer parti ! « Il faudra donc *de toute nécessité* s'emparer du cap Brun. »

La troisième hypothèse, c'est que les forces des deux partis s'élèvent beaucoup au-dessus des chiffres précédents ; d'Arçon en revient alors à peu près exactement aux dispositions de la première hypothèse.

Il n'est pas vraisemblable que ces divers projets aient servi de modèle à Carnot pour le plan qu'il rédigea le 4 novembre, et qui semble plutôt inspiré par les notes de Bonaparte et de Saliceti :

Séance du 4 novembre 1793 (14 *brumaire*).

Les représentants du peuple composant le Comité de Salut public, considérant que les forces dont il est possible de disposer en ce moment pour reprendre Toulon ne sauraient suffire pour en former le siège régulier; qu'une attaque de vive force serait très incertaine et compromettrait le salut de l'armée; qu'enfin cette ville rebelle ne peut rester au pouvoir de l'ennemi, si l'on vient à

[1] Nous ne ferons pas à d'Arçon le reproche d'avoir ignoré que la côte est précisément inabordable en cet endroit. Cependant il avait habité Toulon, et il aurait pu s'informer.

bout de lui interdire ses communications en bloquant les rades, arrêtent ce qui suit :

Article Ier. L'armée française se partagera en deux colonnes, dont l'une, arrivant du côté de Nice, se dirigera vers le cap Brun, et l'autre, arrivant par les gorges d'Ollioules, se dirigera vers les batteries de l'Éguillette et de Balaguier.

Article II. La première de ces colonnes s'emparera des hauteurs qui environnent le fort de la Malgue, écrasera ce fort de bombes et de boulets, assurera ses derrières et couvrira son flanc droit par des batteries et par des postes capables de repousser l'ennemi et d'empêcher ses sorties. Elle établira de plus de très fortes batteries à boulets rouges sur le bord de la mer, qui croiseront sur la grande rade dans tous les sens pour empêcher l'ennemi de la traverser et de débarquer entre la grande tour et le cap Brun.

Article III. La seconde colonne couvrira son flanc gauche par des batteries et des postes suffisants pour repousser l'ennemi de ce côté et empêcher ses sorties. Elle s'emparera des batteries de l'Éguillette et de Balaguier pour interdire à l'ennemi l'entrée de la petite rade. Elle attaquera la presqu'île de la Croix-des-Signaux et y établira de fortes batteries à boulets rouges, afin de croiser sur la grande rade et concourir, avec celles qui seront établies vers le cap Brun au fort de la Malgue, à empêcher que l'ennemi ne puisse aborder.

Cette même colonne établira des batteries à bombes et à boulets rouges pour incendier la ville de Toulon; elle sera attentive à profiter du désordre que ce feu pourrait occasionner pour s'emparer de cette ville soit par surprise, soit de vive force.

Article IV. Les colonnes de la droite et de la gauche tâcheront d'établir entre elles une communication; elles se saisiront, s'il est possible, par un coup de main de la montagne du Faron, ainsi que des forts. On attaquera également le fort de la Malgue, si la chose peut se faire sans compromettre et sans décourager les troupes. Si l'ennemi hasarde une grande sortie et qu'on parvienne à le mettre en désordre, on tâchera de rentrer avec lui et de s'en rendre maître.

Article V. Les représentants du peuple qui sont devant cette ville rebelle, ceux qui sont à Marseille et ceux qui sont à Nice se

réuniront le plus tôt possible pour se concerter sur les moyens d'exécuter le présent arrêté[1].

C'est le projet envoyé par Bonaparte le 25 octobre, avec quelques complications ajoutées par les membres du Comité de Salut public. Dugommier, esprit net et clairvoyant, reconnaît que l'Éguillette doit être le point d'attaque unique pour la division de l'Ouest. Il abandonne la Croix-des-Signaux et revient tout simplement au projet primitif de Bonaparte.

C'est celui-ci qu'il soumet au conseil de guerre du 25 novembre. Ricord lit également le plan du Comité de Salut public, que Marescot trouve à peu près identique à celui du général.

« Il n'est personne, dit Dugommier, qui, connaissant Toulon et ses défenses, ne vît que son côté faible était celui dont l'on pouvait approcher les escadres combinées, et diriger sur elles des bombes et des boulets rouges. Il n'est personne qui, connaissant la marine, ne sache que jamais vaisseau ne les attendit.

« La position qui nous donne plus facilement cet avantage est sans contredit le promontoire de l'Éguillette. Les autres sont trop couverts par la Malgue et les fortifications environnantes. Maîtres de l'Éguillette, nous ordonnerons impérativement aux ennemis d'évacuer le port et la rade (s'entend la petite rade). »

Le projet, ainsi présenté, et auquel d'ailleurs la plupart des officiers devaient avoir été préparés de longue main par Bonaparte et les représentants, fut

[1] *Arch. nat.*, A. F_{11}, 301. De la main de Carnot.

adopté. Un seul des spectateurs ne paraît pas l'avoir compris bien nettement : c'est Marescot, qui arrivait de Paris.

Il a entendu simplement qu'on ferait deux ou trois attaques ; la prépondérance accordée à celle dirigée contre l'Éguillette ne le frappe pas. Il écrit à Carnot :

« Il a été tenu un conseil de guerre aujourd'hui en présence des citoyens représentants du peuple, tes collègues. La faiblesse des moyens a fait décider avec raison qu'un siège de Toulon était chose impossible pour le moment. Alors le général a lu un projet d'attaque qui a été suivi de la lecture de celui qui a été prescrit par le Comité de Salut public. Il m'a paru qu'ils rentraient assez l'un dans l'autre, et qu'ils différaient fort peu. Mais ton confrère Saliceti, qui était présent et acteur de la prise infructueuse du cap Brun, a exposé les difficultés qu'il avait reconnues sur la possibilité de garder ce poste. En conséquence, la discussion s'est engagée, et il a été résolu que le plus tôt possible les forts Balaguier et de l'Éguillette, la redoute anglaise, la montagne du Faron et, ensuite, si la fortune nous sourit, les redoutes de Malbosquet seront insultées. Une fausse attaque sera dirigée sur le cap Brun. La réussite de ces attaques mènera à chasser les vaisseaux des deux rades, ou à les y brûler si le vent contrarie leur fuite. Le bombardement doit suivre de près ces diverses expéditions, et il paraît que chacun ici espère que ces moyens de terreur amèneront la reddition de la place, sans être obligé de déployer l'appareil des attaques ordinaires. J'aime à le croire, mais cependant pour prévoir toutes les chances, je voudrais qu'on fît

tous les préparatifs nécessaires, dans le cas où nous serions obligés de cheminer par tranchées. »

Voilà évidemment un homme de la même école et de la même espèce que d'Arçon : même après les explications si claires de Dugommier, il n'a pas saisi qu'il y avait un point qui primait tous les autres, et sur lequel devait être faite la seule attaque sérieuse ; il met les cinq attaques sur la même ligne. Au contraire, le procès-verbal rédigé par Bonaparte donne à chaque opération un caractère distinct par le but à atteindre et le rôle assigné à chacune des deux armes :

Ollioules, 5 frimaire an III.

Le général en chef, etc., ont arrêté :

1° De *diriger toutes les attaques* sur la redoute anglaise, d'établir dans les locaux les plus favorables, à l'extrémité du promontoire de l'Éguillette, des batteries, afin d'obliger l'escadre à évacuer la rade et même de la brûler, si un vent contraire s'oppose à sa sortie ;

2° De *battre avec les batteries* de la Convention et de la Poudrière le fort Malbousquet, afin de *laisser du doute* à l'ennemi sur le point que l'on veut attaquer et de *préparer à l'infanterie* la prise de Malbousquet, si les événements en permettent l'attaque ;

3° De *faire une batterie* dans le local le plus favorable pour battre les hauteurs du cap Brun, afin d'en imposer à l'ennemi sur le front que l'on veut attaquer ;

4° De *s'emparer* de la montagne du Faron et de s'y maintenir ;

5° De *faire à la fois ces différentes attaques*, la division de droite étant chargée de la fausse attaque de Malbousquet et de l'attaque de la redoute de l'Éguillette.

La division de gauche fera la fausse attaque du cap Brun et l'attaque de la montagne du Faron ;

6° D'*établir* dans le local le plus favorable entre la batterie de la Convention et Malbousquet *une batterie de six mortiers à grande*

portée contre Toulon, qui commencera à jouer dans le moment où on le croira le plus propre pour achever de porter le découragement et accroître la mésintelligence qui existe entre les différentes nations qui composent la garnison;

7° D'*établir une redoute de protection* sur la gauche de la montagne de la Convention pour empêcher que l'ennemi, favorisé par le feu des redoutes de Saint-Antoine, ne tourne et n'enlève la batterie de la Convention;

8° Les membres composant le conseil approuvent l'établissement des batteries qui ont été faites.

Ainsi, attaque à fond par les deux armes réunies contre la redoute anglaise; démonstration contre Malbousquet par l'artillerie seule.

Enfin, comme la division de gauche ne peut venir coopérer à l'assaut de la redoute anglaise, elle fera, elle aussi, une attaque réelle et une démonstration. Pour ne pas perdre de temps, toutes les mesures seront prises d'avance pour le bombardement de l'escadre et de la place. Ce plan est parfait et admirable dans les moindres détails.

Dugommier envoie quelques jours après au Ministre les observations sur le siège de Toulon qu'il a lues dans le conseil de guerre du 25. Elles ne font que développer d'une manière assez prolixe celles que Bonaparte a envoyées un mois plus tôt[1].

Quelques expressions d'une allure mathématique ont fait supposer que ces observations avaient été rédigées par Bonaparte; mais ces expressions mêmes se retrouvent couramment dans toute la correspondance de Dugommier à l'armée des Pyrénées-Orientales. Ce long discours, dont le fond est d'ailleurs conforme au

[1] Voir Pièces justificatives, n° 5.

premier projet de Bonaparte, est bien l'œuvre du général intelligent, mais sentencieux, qui venait de prendre le commandement.

Le plan admis, on s'occupa enfin de passer à l'exécution, mais ce ne fut pas avec la rapidité et la décision que rêvait Bonaparte. L'ennemi eut encore trois semaines pour renforcer la redoute anglaise, et c'est lui qui prit l'offensive en attaquant les batteries de siège en face de Malbousquet. Il y eut dans les tranchées un combat assez violent, dans lequel Bonaparte se distingua au premier rang. Il profita du temps ainsi perdu pour renforcer l'artillerie de l'attaque en face de la redoute anglaise. Il avait déjà si bien accumulé les batteries qu'il ne pouvait plus intercaler une pièce ; il fut obligé de créer un second rang de batteries en avant des précédentes, tirant pour ainsi dire à bout portant sur la redoute. Il y ajouta ainsi 15 pièces (9 pièces de 16 et 6 mortiers), et il eut 40 bouches à feu en action contre cette seule redoute.

En face de Malbousquet, il construisit aussi trois nouvelles batteries, mettant 24 pièces en action contre ce fort et la partie occidentale de la rade.

Enfin, le 17 décembre, Dugommier se décida à attaquer ; les troupes furent mises en mouvement dans la nuit ; le 18 au matin, la redoute anglaise, écrasée sous les projectiles, fut enlevée par 6,000 hommes, au milieu desquels s'était avancé Bonaparte ; le soir, tout le promontoire de l'Éguillette était occupé ; des batteries construites rapidement ; on lançait quelques boulets sur l'escadre anglaise. Sidney Smith s'empressait de déguerpir après avoir mis le feu à l'arsenal de

Toulon et, le lendemain matin, 19 décembre, l'armée républicaine entrait dans la place.

3° Le rôle de Bonaparte.

Quel a été le rôle de Bonaparte dans le siège de Toulon, ou plutôt a-t-il proposé un plan d'attaque, et ce plan avait-il un caractère personnel qu'il soit intéressant de relever ?

On a pu supposer, d'après l'œuvre partiale du colonel Jung, que Bonaparte n'avait été pour rien dans la conception du plan qui a fait tomber Toulon. Cette opinion est formellement démentie par tous les documents authentiques auxquels on peut se reporter, et que nous avons cités.

Tout d'abord, on a affirmé que Bonaparte s'est renfermé dans des travaux et des fonctions strictement techniques : construction de batteries sur les positions indiquées par le commandement, service des parcs, des munitions, etc.

S'il en était ainsi, il se serait tenu au-dessous des fonctions de son emploi.

« C'est l'artillerie qui prend les places, écrit-il au Comité le 25 octobre, et l'infanterie ne fait qu'aider. » Dans un corps de siège, le commandant de l'artillerie a au moins voix délibérative ; il est le premier personnage de l'armée après le général en chef ; le commandement étant tombé en quenouille, comme c'était le cas avec Carteaux, le commandant de l'artillerie ne pouvait guère prendre conseil que de lui-même. D'ailleurs,

n'y aurait-il que les deux pièces publiées dans la correspondance de Napoléon, qui sont des fragments de véritables projets d'attaque, proposés au Comité de Salut public ou au Ministre, qu'on aurait la meilleure preuve possible que Bonaparte a élevé ses vues au-dessus du service technique de l'artillerie. On y lit en toutes lettres : « le plan d'attaque pour la ville de Toulon, que *j'ai* présenté aux généraux et aux représentants du peuple..... *Je* vous ai envoyé des observations générales qui sont la base du plan que *j'avais* conçu, etc. ».

Peut-être veut-on entendre seulement que les projets de Bonaparte ont été proposés en haut lieu, mais qu'il n'en a pas été tenu compte, qu'on se serait bien passé de ses conseils au quartier général d'Ollioules. Nous n'invoquerons pas contre cette opinion les relations de Bonaparte avec Saliceti, la transformation qui s'opère dans les projets des représentants au moment où il prend ses fonctions ; ce ne sont pas des preuves matérielles, ce ne sont que des présomptions. Mais, le 20 septembre, quand Saliceti veut envoyer au Comité de Salut public une pièce qui le mette au courant des opérations, il prend le compte rendu « de la situation et des dispositions » pour le lendemain, rédigé par Bonaparte. Il n'y est peut-être question que d'artillerie, mais c'est qu'en effet les dispositions prises par l'artillerie représentent à peu près toutes les opérations du siège jusqu'à l'assaut. Dix jours plus tard, Saliceti écrit que Carteaux « est incapable de saisir les opérations d'un siège » ; que « Buonaparte est le seul capitaine d'artillerie qui soit en état de concevoir ces opérations ». Comment le savait-il ? Bonaparte avait

donc prouvé qu'il concevait l'ensemble des opérations au gré des représentants ?

D'ailleurs, Carteaux ne nous montre-t-il pas mieux que personne l'influence de Bonaparte quand il se plaint que « l'artillerie ne lui est pas soumise, que le chef Buonaparte fait tout en sens contraire, qu'attaquer le chef, c'est attaquer les représentants eux-mêmes » ? Elle est donc bien établie, cette intimité entre les représentants et le commandant d'artillerie, que nous n'osions pas invoquer, et il est clairement établi aussi que Bonaparte ne disposait pas ses batteries d'après les ordres du général, mais sur un plan qu'il suivait d'accord avec les représentants. Et, en effet, tandis que Carteaux s'occupe d'abord d'attaquer les Pomets, Bonaparte et Saliceti ont toujours les yeux fixés sur la montagne du Caire. Jusqu'à l'arrivée de Dugommier, les seuls qui aient compris les avantages d'une attaque sur la presqu'île du Caire sont Bonaparte, Saliceti et Gasparin. Peut-être l'idée a-t-elle fait son chemin dans le corps des officiers de l'armée du Midi ; en tout cas, elle n'a pu venir que de Bonaparte ou des représentants, et, si ces derniers ont conçu d'eux-mêmes l'idée de bombarder la flotte, ils n'ont aperçu qu'après Bonaparte le point d'où il fallait la bombarder, ainsi que l'avantage décisif qu'on trouverait à menacer la retraite. Dugommier aurait-il formé le même plan, s'il avait été seul ? Nul ne saurait l'affirmer et, ce qui est certain, c'est que ce plan lui a été exposé par Bonaparte dès son arrivée.

Nous ne pouvons donc pas répéter que « Bonaparte aurait eu peu de mérite à découvrir ce que tout le

monde reconnaissait ». Les lettres des 7, 10 et 13 septembre, écrites par Saliceti et Gasparin, celles de Carteaux, les projets de Michaud d'Arçon et de Doumet-Revest parlent bien de brûler la flotte anglaise ; mais qu'on ne confonde pas cette pensée banale et indécise avec l'idée nette, simple, militaire et immédiatement applicable, qu'il faut porter tous les efforts sur la presqu'île de l'Éguillette.

Il est certain que, dès le 17 septembre, les représentants veulent attaquer à la fois Toulon et la flotte anglaise; mais ils n'ont pas la moindre notion des voies et moyens. Il est non moins certain que d'Arçon ne parle que d'occuper la côte pour bombarder la flotte anglaise, avant de passer à la place de Toulon ; mais quelle distance énorme entre ces plans multiples, confus, incertains, où se concentrent toutes les hérésies militaires, et ce projet si net, si simple de Napoléon, que la légende a résumé dans le mot fameux : « C'est là qu'est Toulon » ! On invoque les projets de d'Arçon pour prouver que l'idée de Bonaparte était banale? Mais où trouver, dans tous les factums successifs de cet esprit très ordinaire, la compréhension du rôle unique, prédominant, de la pointe de l'Éguillette? Il est bien possible qu'un enfant, à qui l'on montrerait le plan de Toulon en lui demandant où il faut se mettre pour commander la rade, désigne justement l'Éguillette ; mais cette pensée si simple n'est pas venue à d'Arçon. Un jour il veut commencer l'attaque par le Faron ; le lendemain par la Croix-des-Signaux ou le cap Brun ; il veut en tout cas que l'on attaque tour à tour les quatre ou cinq points importants des abords de

Toulon, et dans chacun de ses plans il change l'ordre d'urgence des diverses attaques, de sorte que chacun des points d'attaque vient à son tour au premier rang. Rien d'étonnant alors à ce que l'Éguillette y vienne enfin dans le dernier projet, celui qui exige plus de 100,000 hommes ; encore n'est-ce pas à cause de sa position exceptionnelle dans les deux rades, c'est pour les feux de flanc qu'elle donne sur la Croix-des-Signaux ! Telle est en effet la tournure et la portée de cette intelligence, que les grands traits lui échappent, et qu'elle n'aperçoit qu'une agglomération de détails. En tout cas, d'Arçon aussi bien que Marescot sont bien loin de l'idée fondamentale, qu'il faut concentrer tous ses efforts sur un point unique : ils ne pensent qu'à les disperser. Marescot est plus rebelle encore à l'idée de la concentration des efforts, puisque même après avoir entendu Dugommier et Bonaparte, il n'a pas compris leur projet.

Il serait surprenant que Carteaux se fût montré supérieur à la plupart de ses contemporains pour discerner le point d'attaque de Toulon. Sa correspondance n'en fait pas mention ; il se préoccupe surtout d'attaquer les Pomets, mais un jour, le 19 septembre, il parle de « s'emparer de la petite rade et d'y mettre une batterie ». Sont-ce là les projets qu'on opposera à celui de Bonaparte? Mais on sait bien que Carteaux n'a rien compris au plan d'attaque adopté par les représentants, qu'il marche à contre-cœur sur le Caire, il le dit lui-même, et l'idée de mettre une batterie « dans la petite rade », après s'être « emparé » de cette rade, lui vient précisément le jour où les représentants l'ont endoc-

triné pour le faire marcher sur la presqu'île du Caire ; il répète à peu près ce qu'il a compris.

En résumé, nous n'avons trouvé nulle part un projet d'attaque de Toulon digne d'être pris en considération à côté de celui de Bonaparte et de celui de Dugommier, qui en est la reproduction. Du reste, pour l'objet de cette étude, il nous suffit qu'il y ait un plan d'attaque signé de Bonaparte, et peu importe qu'il ait été suivi ou non. Or ce plan existe.

Il présente, dans le fond et dans la forme, un caractère bien prononcé. L'idée de s'en prendre à la flotte anglaise, soit avant d'attaquer la place même de Toulon, soit en même temps, est banale; mais Carteaux, Michaud d'Arçon, Marescot, veulent attaquer cinq ou six points à la fois. Pour Bonaparte, au contraire, il y a un point unique, entre les deux rades, qui commande absolument la première et à peu près la seconde, et dont l'occupation par les Français rend la situation intenable pour la flotte ennemie; et de ce côté l'attaque peut justement se déployer sur un front supérieur à la défense : « C'est là qu'est Toulon », dit Bonaparte à Carteaux, et il y accumule les moyens d'attaque; il entoure la redoute anglaise d'un double croissant de batteries, les deux tiers de son artillerie. Au moment de l'assaut, cette redoute sera écrasée par le feu de cinquante pièces de gros calibre. Tel est donc le premier élément que nous apercevions dans la méthode de Napoléon : la concentration des pensées, des efforts, des projectiles sur un point unique. Ce qui commence aussi à caractériser ses opérations, c'est l'idée de prendre l'ennemi à revers, de l'attaquer sur

sa ligne de retraite. On peut discerner enfin dans les attaques secondaires le soin avec lequel l'attention de l'ennemi est détournée du point principal, tout en divisant le moins possible les forces assaillantes et en n'utilisant pour ces démonstrations que ce qui est déjà indispensable à la sécurité des postes secondaires. L'unité, la netteté de vues de Bonaparte se traduisent dans la forme même de ses notes. Une phrase lui suffit pour tout éclairer. Qui saurait condenser en dix lignes un mémoire de d'Arçon?

« Chasser les ennemis de la rade est le point préliminaire au siègle en règle, et peut-être même cette opération nous donnera-t-elle Toulon.

« Pour se rendre maître de la rade, il faut se rendre maître de la pointe de l'Éguillette. . . . . Du moment que nous serons maîtres de l'Éguillette et du cap Cépet, nous y établirons des batteries qui obligeront l'ennemi à évacuer les deux rades. »

On reconnaît bien là la phrase qui a été si singulièrement transformée par Carteaux; mais ce qu'on n'y trouvera jamais, c'est la moindre analogie dans le fond ou dans la forme avec les mémoires interminables de d'Arçon.

Remarquons, en terminant, que le siège de Toulon n'a pas été un siège à proprement parler. L'attaque n'a pas abordé les fortifications de la place : elle n'a fait qu'attaquer et défendre des positions retranchées. Bonaparte a pris une part active à tous les combats; il y a été blessé deux fois, a été cité à l'ordre du jour comme combattant. Il a donc vu le feu avec l'infanterie; il a vu cette arme manœuvrer et combattre pen-

dant trois mois. Il s'est initié pratiquement au premier élément de la guerre de campagne : le combat d'infanterie.

Toulon pris, Robespierre jeune, qui était venu rejoindre Saliceti devant Toulon et retourniat à Nice, s'unit à ses collègues pour faire nommer Bonaparte général de brigade, commandant l'artillerie de l'armée d'Italie ; c'est là que nous allons le suivre.

CHAPITRE IV

L'ARMÉE D'ITALIE

1° L'armée d'Italie en 1794.

Nommé général de brigade, commandant l'artillerie de l'armée d'Italie, le 18 pluviôse an II (6 février 1794), Bonaparte est chargé d'abord de réorganiser la défense des côtes de Provence, mesure indispensable pour assurer les communications de l'armée. Il consacre six semaines à cette tâche, à laquelle il est déjà préparé par son premier séjour de 1793 et par les études du même genre faites en Corse en 1792. Pendant cette période, il réside successivement à Marseille, Toulon, Saint-Tropez, Antibes. Nous laisserons de côté ces travaux, qui ont consisté en construction de batteries et de fours à réverbère, et qui, présentant un caractère exclusivement technique, ne rentrent pas dans le sujet de cette étude; nous ne reprendrons la carrière militaire de Bonaparte que vers le 20 mars 1794, époque à laquelle il rejoint le quartier général de l'armée d'Italie.

Pour comprendre le rôle qu'il a pu y jouer, il est

essentiel de savoir ce qu'étaient l'armée d'Italie et ses chefs au commencement de l'année 1794.

Après la rupture avec le Piémont, survenue au printemps de 1792, la France avait dirigé sur la frontière des Alpes deux armées: la première, dite des Alpes ou de Savoie, sous le commandement de Montesquiou, avait occupé Chambéry et la Savoie; la seconde, appelée d'abord armée du Var, puis armée d'Italie, sous le commandement de d'Anselme, avait été formée en Provence. Elle devait comprendre dès l'origine une trentaine de bataillons de volontaires des deux levées de 1791 et 1792, et quinze bataillons de ligne, avec un régiment de cavalerie et quelques pièces de canon. Ces forces n'avaient pas entièrement rejoint, et d'Anselme n'avait pu que constater l'impossibilité d'engager aussitôt les volontaires, quand le gouverneur piémontais de Nice, pris de panique, évacua subitement cette ville et se retira sur Saorge. D'Anselme profita de cet incident avec beaucoup de présence d'esprit et de rapidité. Il se jeta dans Nice avec 4,000 hommes de troupe qu'il avait sous la main et fit capituler sur-le-champ les châteaux de Nice et de Villefranche. Derrière cette petite avant-garde, le Var avait subitement grossi et interrompu le passage; d'Anselme se trouva quelque temps isolé avec 4,000 à 5,000 hommes, et si les Piémontais ne surent pas en profiter pour l'écraser, du moins fut-il impossible de les talonner et de les rejeter au delà du col de Tende. Revenus de leur premier émoi, ils s'établirent solidement dans le bassin de la Roya, avec leurs avant-postes au col de Brouis. Quand les volontaires eurent rejoint, d'Anselme n'osa pas

attaquer les fortes positions de l'ennemi avec cette foule en partie indisciplinée, où la moitié des bataillons n'avaient pas été armés. Le désordre des services administratifs acheva de le réduire à l'immobilité. Bientôt, accusé de mollesse, il fut destitué et remplacé par Biron ; l'intérim fut confié au général Brunet.

Bon soldat, vigoureux, c'est Brunet qui a formé l'armée d'Italie. Il a mis en première ligne, avec les troupes régulières, quelques bataillons de volontaires qui paraissaient capables d'y faire bonne figure. Les autres, tenus en arrière et groupés en plusieurs détachements soumis à la plus stricte discipline, ne furent portés en avant que tour à tour. C'est ce qui explique, avec la nécessité de défendre les villes de la côte contre les Anglais, pourquoi l'armée d'Italie n'a guère engagé que la moitié ou les deux tiers de ses forces pendant la campagne de 1793. On eut ainsi, du moins, des troupes sur lesquelles on pouvait compter, d'une instruction suffisante, formées par de rudes combats de postes, et engagées progressivement dans des opérations plus importantes. Aucun échec sérieux ne vint affecter leur moral. On s'explique aussi de cette façon comment le désordre ne s'est jamais introduit dans le mode de combat de cette armée, et comment sa tactique est restée plus conforme aux règles et aux traditions du passé que celle des armées du Nord.

Elle était d'ailleurs éloignée de Paris et moins soumise que toute autre à l'influence révolutionnaire ; les représentants envoyés en mission près d'elle répugnaient aux moyens violents et furent assez sages pour ne pas en désorganiser les cadres. En janvier 1794,

tous les officiers généraux provenaient de l'ancienne armée. Lamy, qui avait atteint le grade de colonel dans le génie autrichien, Dujard, Bonaparte, l'un major et l'autre capitaine d'artillerie avant la guerre, sortaient des écoles; Dumerbion, Kervéguen, Sérurier, Hilaire, Miollis et Barquier, étaient aussi des officiers de carrière sortis des cadets, des écoles militaires, etc.; cinq autres étaient devenus officiers avant la Révolution, grâce à des circonstances particulières, mais sans pouvoir dépasser les grades subalternes; c'était Pierre, vieux capitaine dans l'artillerie coloniale, Parra, Macquart, Lebrun, Hammel.

Enfin, Masséna, François, Bizanet, n'avaient pu obtenir l'épée de sous-lieutenant sous l'ancien régime; Mouleau était un vieux soldat, engagé en 1761; Cervoni avait servi deux ans avant la guerre.

Un grand nombre d'officiers supérieurs provenaient aussi des officiers de l'armée royale.

Tels sont les hommes qui, pour la plupart vieux militaires blanchis sous le harnais, ont instruit l'armée d'Italie. Leur rôle devait en général s'arrêter là, car bien peu d'entre eux avaient les qualités nécessaires pour commander une brigade. A côté de Bonaparte et de Masséna, il n'y avait que Laharpe, Sérurier, Miollis, Cervoni, qui eussent de la valeur; les autres furent réformés ou retraités à partir de 1794, sauf quelques-uns dont Bonaparte fit, en 1796, des commandants de places. Des hommes nouveaux, sortis des bataillons de volontaires, les remplacèrent peu à peu.

Ceux-ci se formèrent en même temps que la troupe, dans les dures campagnes de 1793 et 1794, qui valaient

bien des années de caserne et d'étude. Les combats, ainsi que la rude existence menée dans les montagnes par ces hommes exposés aux intempéries, presque sans vêtements et sans vivres, firent subir quelques pertes ; la désertion occasionnée par ces terribles épreuves produisit un déchet plus considérable encore ; à la fin de 1793, le tiers des volontaires avaient disparu. Du moins ceux qui restaient étaient-ils des hommes physiquement et moralement trempés, ayant fait leurs preuves. Au printemps de 1794, après le premier amalgame, l'armée d'Italie tout entière est une troupe d'élite.

Il y manque cependant quelque chose et, telle qu'elle est, elle ne saurait remporter de grande victoire.

Les cadres, formés à la même école que les soldats, ont les mêmes qualités qu'eux, mais guère plus ; aucune idée de ce que peuvent être des mouvements combinés et de grandes opérations.

Ils n'ont fait qu'une guerre de postes où l'on n'a jamais employé plus de 3,000 hommes sous un même chef.

C'est en février 1793 que les hostilités ont commencé dans la montagne. Biron fait attaquer par Brunet et Dagobert le poste de Sospel, où les Piémontais viennent de s'établir : trois colonnes sont dirigées concentriquement sur Sospel et Pérus, venant de l'Escarène, Peillon et Castillon ; elles devraient former un total de 1500 hommes, mais l'une d'elles s'attarde et ne prend aucune part à l'action.

Le 28 février, c'est à l'aile opposée de l'armée que l'on prend l'offensive : 1300 hommes de l'armée des

Alpes descendent, par la vallée du Var, sur Puget-Théniers et le Touet de Beuil ; l'armée d'Italie dirige en même temps sur Villars, pour appuyer cette attaque, 700 hommes commandés par le lieutenant-colonel Cadart et le chef de bataillon Masséna. A leur droite, Dumerbion attaque l'ennemi entre le Var et la Vésubie avec 2,000 à 2,500 hommes répartis sur un front de 8 kilomètres ; plusieurs colonnes, formant un total de 4,000 hommes, remontent la vallée de la Vésubie, sous le commandement supérieur de Brunet, et le général Dagobert attaque le col de Saint-Roch avec 2,000 hommes. Chacun de ces groupes agit séparément, et la moitié de l'armée reste dans les garnisons de la côte.

Après cette attaque générale, les troupes de première ligne sont réparties en quatre groupes :

5 bataillons à Castillon, sous le commandement du général de brigade Dumerbion ;

10 bataillons à Braus, avec le général Dagobert ;

5 bataillons à Peiracave, sous les ordres du chef de brigade Masséna ;

5 bataillons sur la Vésubie, sous les ordres de Casabianca, puis du chef de brigade Sérurier.

Au mois de juin, les représentants arrivent à l'armée, et décident d'attaquer l'Authion. On n'engage que 9,000 hommes sur 18,000 disponibles.

A la droite, 1000 hommes débouchent de Sospel sur Brouis par le Pérus, pendant que 5,000 hommes, partis des environs de Braus, attaquent le Mangiabo. Une des colonnes, commandée par Masséna, enlève les positions ennemies « à la course », et s'établit sur la

crête à l'ouest de Brouis. A gauche, Gardanne attaque le Moulinet.

Le lendemain, on réunit environ 3,000 hommes près de Peiracave pour marcher sur l'Authion, pendant que Sérurier se porte vers Raus par Belvédère avec 3,000 hommes ; il échoue dans cette attaque et, bien que le détachement de Peiracave occupe le Tueis, on ne peut déloger l'ennemi de la tête d'Authion.

Une seconde attaque, engagée dans les mêmes conditions, échoue comme la première. Les pertes sont énormes.

L'armée, ayant reçu quelques renforts, peut mettre en première ligne 23,000 hommes, répartis par moitié entre les bassins de la Roya et de la Vésubie. Il ne reste plus que 5,000 hommes sur la côte.

Le 29 juillet, 2,000 hommes sont dirigés sur la vallée de la Tinée, dont on chasse les postes piémontais, pendant que 2,000 hommes font une démonstration contre les positions de l'Authion.

Reconnaissant alors l'impossibilité d'enlever ces dernières, non plus que celles de la Roya, Brunet forme le projet de les tourner par l'est en violant la neutralité génoise; mais il entre en lutte avec les représentants à propos des mesures à prendre contre les rebelles de Toulon, et il est destitué.

L'occupation de Toulon par les alliés vient menacer l'armée d'Italie sur ses derrières et l'obliger à s'affaiblir pour coopérer à l'investissement de cette place. Les Piémontais s'enhardissent. Pendant le mois de septembre, nous évacuons les postes de la Tinée, et les Sardes en profitent pour y revenir et pousser jusqu'à

Puget-Théniers. Ils attaquent en même temps nos postes de la Roya avec des détachements de 100 à 500 hommes, qui sont repoussés, puis ils portent 6,000 hommes dans la vallée de la Vésubie et nous refoulent de ce côté jusqu'à Utelle.

Le 30 septembre, 600 Piémontais attaquent Gilette et sont repoussés; cette attaque, renouvelée quinze jours après avec 1400 hommes en deux colonnes, échoue une seconde fois devant les renforts amenés par Dugommier, qui revient le lendemain à Utelle et en chasse de Wins. Les Piémontais battent en retraite sur toute la ligne; Masséna mène la poursuite en avant d'Utelle avec 500 hommes et enlève d'assaut le Brech.

L'armée prend alors ses quartiers d'hiver; la division de droite, sur la Roya, comprend 5,400 hommes sous les ordres de Macquart; au centre, Bizanet dispose de 6,000 hommes pour occuper Moulinet, Peira-cave, Saint-Arnould et Lucéram. Enfin Masséna commande la division de gauche, forte de 4,000 hommes éparpillés entre Utelle, Levens et Gilette.

Il reste toujours 5,000 hommes dans les garnisons de la côte.

2° L'état-major de l'armée d'Italie.

Comme on le voit par ce court exposé, l'armée d'Italie n'avait tenté, en 1793, aucune opération de grande envergure, exigeant un plan et des combinaisons habiles. Elle s'était contentée de battre les posi-

tions ennemies de front sur toute la ligne par des attaques parallèles assez décousues. *Aucun des généraux qui composaient son état-major général en* 1794 *n'avait exercé d'autre commandement que celui d'une colonne isolée, et le plus habile d'entre eux, Masséna, n'avait jamais eu plus de* 3,000 *hommes sous ses ordres au cours des opérations.* Formés exclusivement par l'expérience de cette campagne et sans études militaires antérieures, tous ces généraux n'avaient aucune conception de la grande guerre et d'un système d'opérations combinées.

Au moment où Bonaparte arrive à Nice, Dumerbion est général en chef à titre provisoire.

« Dumerbion, que la Révolution avait trouvé capitaine de grenadiers dans le 91e régiment d'infanterie, était un homme d'honneur dans toute la force de l'expression. Il aimait son métier; et, quoique son instruction ne fût pas très étendue, il aurait fort bien commandé un corps en sous-ordre dans une guerre ordinaire. Il ne manquait pas de sens ni de pénétration; mais, naturellement circonspect, sa volonté s'effaçait devant le despotisme des représentants. Général en chef malgré lui et uniquement pour échapper aux accusations d'incivisme alors dirigées contre tous ceux qui refusaient de se dévouer aux fonctions dont l'opinion publique les réputait capables, il semblait en toute circonstance moins jaloux d'exercer le commandement dans toute sa plénitude que d'échapper aux dangers de la responsabilité.

« Deux officiers partageaient seuls sa confiance et la méritaient à des titres différents. Le capitaine du génie

Marès, regardé dans son arme comme un intrus, parce qu'il sortait des ponts et chaussées et n'avait pas passé à l'école de Mézières, était très habile dans les levés et entendait bien les chicanes de la guerre de montagne. L'adjudant général Chabran, ex-doctrinaire de Cavallon, était aussi un précieux auxiliaire. Comme il avait l'aisance, les formes et le langage d'un homme habitué à traiter les affaires, qu'il était énergique et jamais à bout d'expédients, c'est par son intermédiaire que le général Dumerbion se concertait avec les commissaires de la Convention sur tous les points délicats de politique, de guerre et d'administration.

« Le général Gauthier-Kervéguen, chef d'état-major, ancien officier, ne cherchait pas à se prévaloir de ses fonctions, ni du mauvais état de santé du général en chef pour étendre ses attributions et se rendre nécessaire. Il ne s'abusait pas sur sa capacité, qui suffisait pourtant à la tâche d'expédier les ordres et d'en surveiller l'exécution. Le général Vital, qui commandait le génie, n'était d'aucun poids dans le conseil.

« Avec un général en chef de ce caractère et un pareil entourage, l'armée n'aurait pas fait d'entreprises bien remarquables si la Convention nationale n'eût délégué trois de ses membres pour la diriger. Ces redoutables commissaires, revêtus de pouvoirs presque illimités, ne connaissaient pas d'obstacles et faisaient tout plier devant leur volonté. Intelligents, actifs, énergiques et fermes jusqu'à la cruauté, ils voulaient des victoires et ne pouvaient manquer d'en obtenir. Les représentants Saliceti, Ricord et Robespierre jeune étaient venus s'installer au quartier général à Nice. C'est là que se

tenait le conseil où s'agitaient toutes les questions relatives au personnel, au matériel et aux opérations. Dans ces conférences, où le général en chef n'avait pas toujours l'initiative, le général d'artillerie Buonaparte s'était acquis une grande prépondérance autant par ses relations intimes avec Saliceti, son compatriote, et avec Robespierre le jeune, dont il avait cultivé l'amitié depuis sa première mission, que par les opinions ardentes qu'il professait alors, les services récents qu'il avait rendus devant Toulon et enfin les talents incontestables qu'il montrait dans toutes les affaires politiques et militaires.

« Le général Dumerbion reconnut sans peine et sans jalousie l'habileté de son général d'artillerie, et fut d'autant plus porté à goûter ses avis que, à raison du grand crédit dont celui-ci jouissait auprès des commissaires, adopter ses idées paraissait un sûr moyen de ne jamais se trouver en opposition avec eux. »

Ce passage, écrit après l'Empire, n'aurait par lui-même qu'une médiocre valeur historique, et nous ne songerions pas à nous appuyer sur l'autorité du général Koch pour affirmer, par exemple, l'influence prépondérante de Bonaparte à l'armée d'Italie, en 1794; mais tous les faits concordant pour en démontrer l'exactitude, nous n'avons pas hésité à le citer dès à présent comme un tableau fidèle de la situation au quartier général de Nice et du caractère des personnages qui allaient diriger les opérations.

Que Dumerbion et ses auxiliaires aient été des hommes d'une valeur très ordinaire, on ne peut en douter; toute leur carrière l'a prouvé. La liaison de

Bonaparte avec Robespierre jeune et son rôle dans la direction des opérations sont plus discutables, et il faut entrer à ce sujet dans quelques détails.

On a vu comment, au siège de Toulon, Saliceti avait eu recours à son jeune compatriote pour commander l'artillerie après la blessure de Dommartin, et nous avons fait remarquer à ce sujet de quelle nature devaient être leurs relations, après la lutte qu'ils avaient soutenue ensemble contre Paoli. On a vu également que, le siège terminé, Bonaparte avait été promu général de brigade sur la proposition de Saliceti et de Robespierre jeune, qui l'avaient fait venir avec eux à l'armée d'Italie. Mais quel pouvait être alors le degré d'intimité de Bonaparte et de Robespierre, quelle influence le général exerçait-il sur le représentant? Tous les auteurs de mémoires, Roguet, Marmont, Charlotte Robespierre, etc., sont d'accord avec Koch pour affirmer que cette influence fut très grande. Laissant de côté ces témoignages trop lointains, nous en invoquerons de plus probants.

Le 5 avril 1794, Augustin Robespierre écrit à son frère : « J'ajoute aux patriotes que je t'ai déjà nommés le citoyen Buonaparte, général chef de l'artillerie, *d'un mérite transcendant*. Ce dernier est Corse; il n'offre que la garantie d'un homme de cette nation qui a résisté aux caresses de Paoli, et dont les propriétés ont été ravagées par ce traître ».

Cette lettre, le document le plus sûr et le plus important que nous ayons sur les relations de Robespierre jeune avec Bonaparte, les définit parfaitement. Il ne

s'agit pas d'une vive sympathie, que ce dernier devait être peu capable de ressentir ou d'inspirer, mais de cette admiration dont il frappait de prime abord tous ses interlocuteurs. Il n'est pas donné comme un officier excellent, de bon conseil; ce sont là des paroles trop faibles pour exprimer ce sentiment particulier que sa parole fait éprouver; c'est un homme *transcendant.* Aucun de ses contemporains n'est loué en des termes comparables à ceux-là, pas plus Hoche que Masséna. Il n'est donc pas à supposer qu'on l'emploie à rédiger simplement, sous la direction supérieure des représentants, les ordres dont la substance lui sera indiquée. Ce travail subalterne n'est pas digne d'un homme qualifié de transcendant. Les plans qu'il rédige, c'est lui qui en est l'auteur; Tilly, chargé d'affaires à Gênes, l'appelle « favori et conseiller intime de Robespierre le jeune » ; aussi les thermidoriens, en exécutant Robespierre jeune avec son frère, poursuivront-ils Bonaparte comme un de leurs inspirateurs, leur « faiseur de plans ». Ce n'est pas que ces plans soient parfaits; si l'idée générale est excellente, l'organisation des marches et la rédaction des ordres laissent beaucoup à désirer; mais tels qu'ils sont, combien ils doivent être supérieurs à tout ce qui sortirait de la collaboration de Dumerbion et de Gauthier-Kervéguen !

Après le 9 Thermidor, il faudra bien revenir à Bonaparte, malgré la suspicion où on le tiendra et, après la victoire de Dego, l'honnête Dumerbion, dans son rapport au Comité de Salut public, attribuera le succès « aux savantes combinaisons du général d'artillerie Buonaparte ».

S'il n'y avait pas de sympathie, d'amitié véritable entre Robespierre jeune et Bonaparte, du moins y avait-il une entière communion d'idées. D'une part, leur doctrine politique était la même ; tous deux s'étaient nourris de Rousseau, et Bonaparte professait, du moins en apparence, les idées les plus avancées ; d'autre part, les principes d'ordre, d'autorité et d'offensive à outrance, qui caractérisaient la politique de Robespierre, convenaient absolument au caractère de Bonaparte. Il s'est toujours exprimé en termes très favorables sur le gouvernement de Robespierre, et, après le 18 Brumaire, une femme d'esprit pourra dire : « Bonaparte, mais c'est Robespierre à cheval ! »

Enfin, il faut se rappeler que Robespierre jeune était d'un caractère doux et humain, et que la terreur, les exécutions sommaires, lui étaient odieuses, ainsi qu'à Bonaparte.

« Bonaparte, a dit avec raison le colonel Jung, trouvait enfin des chefs pour le comprendre et des hommes de fer pour exécuter ses projets. »

« Bonaparte, dit Mlle Robespierre, était républicain ; je dirai même qu'il était républicain montagnard ; du moins il m'a fait cet effet par la manière dont il envisageait les choses à l'époque où je me trouvais à Nice. Dans la suite, ses victoires lui tournèrent la tête et le firent aspirer à dominer ses concitoyens ; mais lorsqu'il n'était que général d'artillerie à l'armée d'Italie, il était partisan d'une liberté large et d'une véritable égalité.

« L'admiration de Bonaparte pour mon frère aîné, son amitié pour mon jeune frère, et peut-être aussi

l'intérêt que mes malheurs lui inspirèrent, me firent obtenir sous le Consulat une pension de trois mille six cents francs. »

D'après Marmont, l'influence de Bonaparte sur Robespierre jeune était si grande, que c'est à elle que l'armée d'Italie dut d'échapper à la Terreur :

« Si le sang ruisselait partout sur les échafauds, si les armées du Nord même n'étaient pas à l'abri de ces moyens de terreur employés par le pouvoir, l'armée d'Italie de cette époque respirait en liberté. Excepté les massacres de Toulon, aucun acte arbitraire, aucune destitution même n'eut lieu, à ma connaissance, pendant les six mois qui s'écoulèrent jusqu'au 9 Thermidor, espèce de phénomène que la vérité oblige de reconnaître pour l'ouvrage du général Bonaparte, qui employa, utilement et avec un grand succès, son influence sur l'esprit des représentants. »

Ce qu'on sait aujourd'hui, non seulement du caractère d'Augustin Robespierre, mais du rôle des émissaires de son frère dans toutes les armées, permet de repousser cette explication, ou du moins de s'en passer. Saint-Just et Lebas, à l'armée du Rhin, n'ont pas employé la guillotine plus que Robespierre jeune et Ricord ; ce sont partout les hommes corrompus et avides, dantonistes ou thermidoriens, qui ont commandé les exécutions sommaires. Dans le Midi, ce furent Barras et Fréron qui mirent Toulon à feu et à sang. Nous ne pouvons donc retenir de l'explication donnée par Marmont que la haute idée qu'il se faisait de l'influence de Bonaparte sur Robespierre jeune.

En entrant dans le détail des opérations de 1794,

nous allons trouver à chaque pas les preuves et les résultats de cette influence.

3° Projets d'opérations pour l'armée d'Italie.

Bien que l'armée d'Italie fût restée à peu près stationnaire dans les Alpes-Maritimes depuis 1792, son nom seul indique qu'on lui rêvait d'autres destinées.

Les traditions du XVIII[e] siècle devaient inspirer le désir de prendre l'offensive contre la maison d'Autriche dans ses provinces de Lombardie, comme l'avaient fait Catinat, Vendôme et Maillebois.

« Il conviendrait, dit Bourcet dans son *Traité de la Guerre de montagne*, de porter l'armée jusqu'aux frontières du Tyrol pour arrêter tous les secours qu'elle aurait intention d'y faire passer, pendant qu'un détachement de la même armée ferait le siège des places de la Lombardie », et il spécifie après Feuquières que, dans ce cas, il faut avant tout se saisir de la place de Vérone, qui commande toute communication entre le Tyrol, les positions de la Corona et de Rivoli, et la Vénétie. Sans cette place, la ligne de l'Adige perd tous ses avantages, comme l'a prouvé la campagne de Catinat en 1701.

On a vu comment Villars avait éludé l'offensive en Bavière par le Tyrol, réclamée par Rebinder, sans nier la supériorité militaire de ce plan, mais de crainte de n'être pas suivi en Allemagne par les Piémontais.

Ainsi les conditions générales d'une offensive en Lombardie, soit qu'on s'en tînt à la ligne de l'Adige,

soit qu'on voulût pénétrer en Allemagne, étaient prévues par tous les écrivains militaires classiques, de Feuquières à Bourcet.

L'influence de ce dernier était grande à la veille de la Révolution; chargé pendant plusieurs années de diriger à Grenoble une véritable école d'état-major, puis de procéder au lever et à l'étude des frontières avec un groupe nombreux de jeunes officiers, ses mémoires manuscrites étaient dans toutes les mains : Guibert et du Teil les mentionnent avec éloges. Saint-Remy, chef d'état-major de l'armée des Alpes, avait été l'élève de Bourcet, et tous les officiers du génie employés dans les Alpes ou au Ministère de la guerre avaient étudié ses observations sur la guerre de montagnes et sur la frontière du Piémont. Carnot les avait certainement entre les mains, puisqu'il en existait un exemplaire dans les archives de la guerre ; à l'état-major de l'armée d'Italie, le chef de bataillon Clausade, qui avait travaillé cinq ans à la topographie des frontières, devait les connaître ; quant à l'armée des Alpes, qui opérait autour de Chambéry et de Grenoble, elle faisait certainement usage des papiers de Bourcet conservés dans ces deux villes.

Quoi qu'il en soit, l'idée de pousser l'offensive jusqu'à l'Adige et aux débouchés du Tyrol apparaît dans les premiers mémoires rédigés en 1792 et 1793.

Dès 1792, un officier de l'armée du Rhin envoie au ministre un plan, d'ailleurs assez vague et insignifiant, d'après lequel l'armée d'Italie devait pénétrer en Allemagne par les gorges du Tyrol.

Dans l'hiver de 1792 à 1793, le représentant

Simond, en mission à l'armée des Alpes, homme d'une grande valeur, rédige un mémoire complet sur l'offensive dans le Piémont, mémoire sur lequel nous aurons à revenir[1]. Il y adopte les idées de Villars, et veut que l'armée d'Italie, pénétrant en Lombardie, y attire les forces de l'Empire. « Dans cette crise, l'Empereur ferait filer des troupes du Tyrol et de la Souabe, c'est-à-dire affaiblirait la défensive sur le Rhin, ou non ; dans le premier cas, nos troupes sur le Rhin profiteraient des avantages que leur donnerait nécessairement la diminution du nombre de nos ennemis, et obtiendraient les succès que leur aurait préparés l'armée d'Italie. »

Le 25 août 1793, le consul La Chèze écrit au Comité de Salut public qu' « il faut tourner Saorge et envahir la Lombardie par le territoire génois, de manière à se rendre maître des passages du Tyrol et du Trentin, par où l'Empereur peut toujours amener du monde, et à commander le Milanais, la Lombardie, la Toscane et Naples ». Ce plan fut admis en principe par le Comité.

Comme on le voit par la dernière phrase de ce projet, le but essentiel ne paraît plus être la lutte contre la maison d'Autriche, mais l'occupation et l'exploitation de l'Italie, en y comprenant l'Italie proprement dite, la péninsule, c'est-à-dire la Toscane, Rome et Naples. En parlant ainsi, La Chèze ne fait qu'exprimer les idées communes à tout le corps diplomatique : Cacault, Tilly, Miot, chargés d'affaires à

[1] Voir Pièces justificatives, n° 6.

Rome, à Gênes, à Florence, les soutiendront tous jusqu'en 1796. Mesurant la résistance du pays à la solidité des gouvernements, ils signalent l'Italie comme une proie facile à saisir, et dont l'exploitation procurera de grandes ressources à la France. Robespierre entrera complètement dans leurs vues, et l'idée de conquérir l'Italie pour l'exploiter sera la seule à laquelle se réduira sa politique extérieure. Simond, dans son mémoire sur l'offensive dans le Piémont, ne s'occupe pas de l'Italie péninsulaire, mais les richesses de la Lombardie sont aussi pour lui un des objets essentiels de la guerre. « Nous avons besoin, dit-il, de nourrir nos armées hors de notre territoire », et le principal avantage qu'il voit dans l'invasion du Piémont et du Milanais, c'est que « les greniers de la riche Lombardie nous seraient ouverts; deux armées vivraient hors du territoire de la République des suites de leurs succès »; du Piémont seul « nous aurions extrait 1200 à 1500 pièces de la plus belle artillerie qu'ait l'Europe, 250,000 fusils et tous les équipages militaires qui y ont rapport, des grains pour nourrir 300,000 hommes pendant un an ». Ainsi, dans la fameuse proclamation qu'on lui a tant reprochée, Bonaparte ne fera que suivre la tradition révolutionnaire.

En attendant, les actes ne répondent guère aux paroles, et, à la fin de 1793, on en est encore à disputer aux Sardes les passages des Alpes; il faut songer d'abord aux moyens de déboucher dans le Piémont.

La géographie militaire des Alpes françaises était

plus simple encore en 1793 qu'aujourd'hui; les voies d'invasion étaient peu nombreuses, et leur discussion facile. La route du Petit-Saint-Bernard, conduisant dans la vallée d'Aoste; les routes du mont Cenis et du mont Genèvre, débouchant dans les vallées d'Oulx et de Pragelas; les routes de l'Argentière et de Tende, débouchant sur la Stura; enfin, si l'on violait d'abord la neutralité génoise, les chemins d'Oneille et de Savone à Ceva formaient quatre voies d'invasion distinctes. Après un court examen des difficultés et des obstacles que rencontrerait l'envahisseur dans chacune d'elles, on arrivait facilement à conclure que les deux dernières étaient seules admissibles, et que l'armée d'Italie se trouvait naturellement désignée, de préférence à l'armée des Alpes, pour prononcer l'offensive. Tel est le premier point établi d'abord dans tous les mémoires, et notamment dans celui de Simond, ainsi que dans le rapport lu par Carnot le 30 janvier 1794, et intitulé : « Système général des opérations militaires de la campagne prochaine ».

Ce premier point établi, reste à déterminer exactement le moyen de pénétrer jusqu'à Coni. Il faut d'abord faire tomber Saorge et s'emparer du col de Tende, et c'est là l'œuvre que n'a pu accomplir l'armée d'Italie en 1793. Après avoir tant de fois échoué contre les positions de l'Authion, on ne voit d'autre moyen de réussir que de tourner Saorge par l'est, et pour cela il faut violer la neutralité génoise. Si l'on y met encore quelques scrupules, ce n'est pas par respect du droit des gens, violé par les Anglais dans le port de Gênes,

mais parce que l'on craint de s'aliéner cette république, d'où l'armée d'Italie tire toute sa subsistance.

D'autres considérations vont bientôt décider l'invasion du territoire génois, précisément pour faciliter le ravitaillement.

Depuis le commencement de la guerre, les vivres venaient de Gênes à Nice par mer; or, le territoire génois était interrompu, entre ces deux villes, par l'enclave piémontaise d'Oneille, dont les corsaires interceptaient les transports. Il fut un moment où la course fut si active à Oneille, que l'armée d'Italie se sentit sur le point d'être affamée dans le comté de Nice.

Le bombardement d'Oneille par une flotte française n'arrêta pas longtemps les corsaires sardes, qui se trouvèrent bientôt protégés par une escadre anglaise, maîtresse de la mer.

Tout le monde réclame une expédition contre Oneille. Le 14 janvier, l'agent en chef des vivres écrit au Comité de Salut public : « Il faut calculer sur une consommation de 6,000 quintaux par jour. L'Italie seule peut les fournir, et le port de Gênes est le seul qui nous soit ouvert. Si nous enlevions Oneille et Loano, ce qui serait assurément chose facile, nous aurions toutes les denrées de 15 à 20 francs meilleur marché. Les corsaires de ces deux repaires de brigands troublent la navigation des Génois d'une manière incroyable, et la République de Gênes est sur ce point d'une indifférence blâmable ».

Le 16 juin, c'est le régisseur Haller qui écrit : « J'avais bien raison de me courroucer contre l'in-

différence que l'on met à nous débarrasser de l'entrave de ce misérable Oneille ».

Aussi Carnot mentionne-t-il l'expédition d'Oneille comme la première à entreprendre par l'armée d'Italie :

« Si l'on veut attaquer le Piémont, c'est par le département des Alpes-Maritimes, en prenant d'abord Oneille, qui empêche tout secours de la part des ennemis, toute communication avec la Sardaigne, et qui nous facilite l'arrivage des subsistances pour nos armées par la rivière de Gênes. Ces motifs devront déterminer le Comité de Salut public à ordonner l'attaque d'Oneille, d'où il nous sera facile ensuite d'entrer en Piémont, en prenant à revers le poste de Saorgio et mettant le siège devant Coni. »

Cette dernière proposition implique la violation du territoire génois, qui sépare Oneille de Saorge et de Coni. Cependant, on ne se décide pas d'abord à violer la neutralité de Gênes, et c'est une expédition par mer que le Comité de Salut public ordonne le 9 mars, à la suite d'une lettre du Ministre de la guerre, datée du 3 mars, qui signale l'urgence de l'occupation d'Oneille pour la subsistance de l'armée. Le 10, le Ministre écrit aux représentants en mission à l'armée d'Italie, que le général Hoche a ordre de se rendre à Toulon, où il recevra de nouvelles instructions. Il recommande de prendre tous les renseignements utiles pour l'expédition, et joint à sa lettre un pli contenant les instructions destinées au général Hoche. Mais ce dernier a déplu à certains membres du Comité, et le 20 mars, Carnot et Collot d'Herbois ordonnent son arrestation.

Comme le font remarquer MM. Krebs et Morris, « il y avait une certaine inconséquence à prescrire un transport de troupes nombreuses par mer de Nice à Oneille, alors qu'on reconnaissait l'impossibilité d'envoyer des secours en Corse à cause de la supériorité des forces navales des alliés... L'expédition était bien hasardée, et il était étrange d'appeler à la diriger un officier étranger à la région ». D'ailleurs, le rassemblement de la flottille est trop lent, et la situation devient vite trop menaçante pour permettre d'attendre : on brusque l'opération, et elle se fait par terre. Les nouvelles de Gênes et de Vintimille décident les représentants à traverser le territoire génois.

Le chargé d'affaires de la République française à Gênes insistait depuis le mois de janvier pour qu'on occupât une partie du littoral génois, que les Piémontais semblaient vouloir envahir. Il signalait l'existence à Gênes d'un parti révolutionnaire important, qui désirait notre intervention et redoutait celle des alliés. Enfin, concluait-il, « il faut avoir l'œil ouvert sur Dolceacqua et le voisinage de Ventimiglia, et, toute considération cessante, empêcher que les Piémontais n'exécutent leur dessein ». De nombreux agents informaient Saliceti que les avant-postes piémontais se multipliaient dans les montagnes qui environnaient le territoire génois, qu'on travaillait à des chemins charretiers pour transporter du canon jusqu'à Vintimille. L'un d'eux fait ressortir, dans une lettre du 15 février, que « le roi sarde a le plus grand intérêt à tout tenter pour s'opposer à quelque prix que ce soit à l'entrée des Français sur le territoire de la République, parce

que c'est de ce côté-là seulement qu'il peut craindre une invasion de ses États sans pouvoir s'y opposer ».

La violation du territoire génois, disent-ils encore, aura pour résultat d'intimider l'oligarchie du gouvernement génois, plutôt que de l'irriter.

Les Piémontais ne songeaient peut-être pas à envahir les États génois ; mais l'imminence d'une expédition française de ce côté ne pouvait leur échapper :

« Leur système défensif, dit M. Costa de Beauregard, n'avait de valeur sérieuse que si la neutralité du territoire génois était respectée. Or, la probabilité ou tout au moins la possibilité d'une trahison frappait tout le monde ; seul, M. de Vins affectait la foi la plus aveugle dans les scrupules des Français et des Génois..... » « La superbe inertie de M. de Vins », écrivait alors le marquis Costa, « qui ne veut point entendre parler d'envoyer quatre hommes à Dolceacqua, nous vaudra bientôt une humiliation nouvelle. Son déplorable système repose tout entier sur la bonne foi génoise ; autant vaudrait aller au combat ayant pour bouclier une toile d'araignée. »

Résolu enfin à appliquer le projet indiqué par Carnot, Saliceti se fait envoyer de Paris une relation manuscrite et quelques plans relatifs aux campagnes de 1744 et 1745, et il appelle Bonaparte à Nice en toute hâte. Avec le concours de celui-ci, on passe rapidement du projet vague d'attaquer Oneille, puis Saorge, à un véritable plan militaire. Au lieu d'exécuter successivement les deux opérations, on va essayer d'atteindre les deux objets à la fois, et peut

être cette idée a-t-elle entraîné définitivement la résolution d'attaquer Oneille par terre.

4° L'expédition d'Oneille.

Au mois de février 1794, les Austro-Sardes avaient :

	1,450	hommes sur la Vésubie,
	2,300	sur l'Authion et en arrière,
	1,400	à Saorge,
	350	à Tende,
	2,100	sur la chaîne qui sépare la Roya de la Nervia, de la Taggia, et du Tanaro.
Total...	7,600	

Au mois d'avril, la garnison de Saorge paraît avoir été augmentée de 250 hommes, et le camp de Marta de 400 hommes.

Il y a donc environ 8,000 hommes en tout pour la défense de cette position de Saorge qui arrête les républicains depuis un an.

A la même époque, Ormea est occupé par 2 bataillons, soit 1200 hommes, et Oneille par 500 hommes. D'Argenteau dispose de 4 à 5 bataillons, qui peuvent faire un total de 2,400 hommes, entre le Tanaro et le Gesso. On attendait quelques bataillons autrichiens à Alexandrie et à Dego.

Sur 71 bataillons que comprenait leur infanterie de ligne, les Sardes en avaient 29 dans les places de l'intérieur : Turin, Alexandrie, Tortone, Valenza, Novare,

Cherasco, Asti, Alba et Ceva. C'est ce qui explique comment ils n'opposaient guère que 10,000 à 12,000 hommes à chacune des armées françaises.

L'armée d'Italie avait deux objets en vue : Oneille et Saorge ; il n'avait d'abord été question que de les poursuivre l'un après l'autre ; mais on remarqua aisément que violer le territoire génois pour s'emparer d'Oneille, c'était prévenir les Austro-Sardes que l'on allait déboucher sur leur flanc gauche, soit par le Tanarello, soit par le Tanaro. La manière la plus sûre de réussir, c'était, contrairement à la sagesse des nations, de poursuivre les deux buts à la fois. L'expédition d'Oneille, même en s'exagérant la résistance de cette petite place, ne devait pas exiger une troupe bien nombreuse, et la supériorité numérique de l'armée d'Italie permettrait d'attaquer en même temps la gauche ennemie avec de grandes chances de succès. On peut seulement regretter que, cette solution une fois admise, les représentants aient persisté à accorder une importance prépondérante à Oneille, et ne se soient pas mis en situation de diriger l'ensemble des opérations.

Le 2 avril (13 germinal an II), Robespierre jeune et Saliceti signèrent l'arrêté suivant :

Les représentants du peuple près l'armée d'Italie, délibérant sur les moyens de mettre à exécution l'arrêté du Comité de Salut public du 19 du mois passé, arrêtent :

Article Ier. Une division de l'armée d'Italie, dont la force sera de 18,000 à 20,000 hommes, se portera par terre, en passant sur le territoire de Gênes, sur Oneille, dont elle s'emparera ; l'armée désignée pour cette opération sera suivie de l'artillerie nécessaire pour faire le siège d'Oneille, si la résistance de cette place venait à le rendre nécessaire. A cet effet, le commandant d'artillerie est

autorisé à prendre soit par terre, soit par mer, les mesures qu'il jugera convenables aux transports tant des pièces de campagne que de siège.

ARTICLE II. Le général destiné à commander cette expédition, en faisant occuper les hauteurs nécessaires pour assurer la prise d'Oneille, profitera de cette occasion pour tourner Saorgio, s'il en avait la possibilité, sans nuire à la prise d'Oneille qui forme l'objet principal de cette expédition.

(Suivent des prescriptions pour la conduite à tenir vis-à-vis des citoyens génois.)

Les représentants, accompagnés de Bonaparte, devaient suivre la colonne qui marchait sur Oneille; le commandement supérieur des troupes était donné à Masséna, nommé divisionnaire à titre provisoire.

Les 20,000 hommes employés à cette expédition furent prélevés en grande partie sur les garnisons de la côte, Menton, Monaco, Eze, Nice, etc., avec quelques bataillons pris çà et là dans le centre et la gauche de l'armée. La concentration autour de Menton put se faire sans trop attirer l'attention de l'ennemi et fut suivie immédiatement de la marche de nuit par laquelle s'ouvrit la campagne. Nous voici donc en pleine tactique napoléonienne.

Un plan détaillé des opérations à entreprendre avait été établi à Nice, expliqué en conférence aux généraux et remis au commandant des troupes[1]. Ce plan paraît avoir été combiné et rédigé par Bonaparte; il est aussi analogue que possible, comme structure et comme forme, au plan que ce dernier rédigera deux mois plus tard pour l'offensive sur Demonte : même division

[1] Voir Pièces justificatives, n° 7.

compliquée en colonnes et en journées; et il comprend des instructions pour tout le monde, sauf pour le commandant de l'artillerie de la colonne d'Oneille, qui est Bonaparte lui-même. Il est écrit de la main de Junot. Enfin, quelques jours après l'entrée en campagne, Masséna, ayant fait échouer l'opération en partie par l'inobservation des instructions qui lui avaient été données, reçut des représentants une lettre de reproches où le style de Bonaparte est facilement reconnaissable, et où il prend trop vivement la défense du projet d'opérations pour n'en être pas l'auteur responsable.

Quoi qu'il en soit, le corps expéditionnaire devait former trois divisions, décomposées chacune en deux colonnes, et une division ou camp de réserve.

La division de droite (6,000 hommes) devait se porter sur Oneille; celle de gauche (4,000 hommes) suivrait la crête qui domine à l'est le bassin de Saorge; la division du centre ou du Tanaro (5,000 hommes) devait marcher en éventail entre les deux premières et occuper tout l'espace qui les séparait; elle enverrait d'abord une forte colonne à droite pour appuyer la division d'Oneille; puis, soutenue par la division de réserve (5,000 hommes), elle se reporterait vers l'ouest, sur la crête qui domine le bassin de la Roya, et elle prolongerait le mouvement de la division de Saorge derrière la gauche piémontaise. Le premier jour, le front de l'armée devait entourer le bassin de la Nervia; le second jour, il aurait dépassé le bassin de la Taggia.

En cas de succès, la gauche, le centre et la réserve

pousseraient sans interruption jusqu'au col de Tende.

En cas d'échec, au contraire, ces trois divisions laisseraient autour du bassin de Saorge les forces nécessaires pour soutenir la défensive, pendant que le reste de l'armée se concentrerait à Ponte di Nava, d'où l'on partirait pour exécuter un mouvement tournant plus étendu.

Dans la réalité, les divisions n'eurent pas exactement l'effectif prévu : celle de Saorge compta 4,450 hommes au lieu de 4,000.

Celle du Tanaro, 5,250 hommes au lieu de 5,000.

Celle d'Oneille, 5,850 hommes au lieu de 6,000.

La réserve, 4,150 hommes au lieu de 5,000.

Total : 19,700 hommes au lieu de 20,000.

C'était environ 700 hommes reportés de la droite à la gauche.

Le premier jour, 6 avril, la division de Saorgio exécute les mouvements prescrits, et, de concert avec les troupes du camp de Breil, chasse facilement les Piémontais de leurs postes d'Orneglia, Fourcoin, etc. Elle occupe le mont Jove, mais ne peut aller au delà du Pas de Muratone dans la direction de Saorge, tous les chemins ayant été rompus par l'ennemi. Lebrun et Hammel, qui la commandent, découragés par le mauvais temps, n'essayent pas de s'avancer vers Tanarda par les sommets ou par le versant sud-est, et rendent simplement compte de leur immobilité à Masséna, qui marche avec la division du Tanaro. L'ordre général ne leur imposait pas, d'ailleurs, de dépasser le mont Jove dès le second jour. La division du Tanaro se porte sur

Pigna avec Masséna, et s'y arrête le premier jour après seize heures de marche. L'ordre qui prescrivait d'atteindre le soir même la crête qui sépare la Nervia de la Taggia était donc inexécutable, mais en revanche la tâche indiquée pour le lendemain n'exigeait qu'une marche assez courte, de sorte qu'on pouvait encore arriver le second jour aux points fixés, c'est-à-dire à Colla Ardente et Conio, sur la ceinture du bassin de la Taggia.

D'après l'ordre, la moitié de la division du Tanaro, soit 2,000 à 3,000 hommes, devait se trouver, le 7 avril au soir, à Conio pour appuyer la division d'Oneille et, menaçant la retraite de la garnison piémontaise, l'empêcher de résister sérieusement à Sant'-Agata.

Le reste de la division du Tanaro et de la réserve (7,000 à 7,500 hommes en tout) devait se déployer entre ce premier détachement et la division de Saorge, c'est-à-dire poster les 2,000 à 3,000 hommes restants de la division du Tanaro sur la crête du bassin de la Taggia, 1000 hommes de la réserve à la Tanarda, puis plus en arrière 500 hommes au monte Gordale, et 3,000 à Pigna ou Dolceacqua pour garder les magasins et la communication avec Menton.

La place du commandant en chef aurait dû être, semble-t-il, au centre du cercle occupé par ces divers détachements, soit Pigna ou San-Giovanni de' Prati, de manière qu'il pût recevoir les renseignements des diverses colonnes et en régler les mouvements au gré des circonstances.

Au contraire, Masséna fit ce qu'il avait fait et vu

faire depuis dix-huit mois : il forma une seule colonne avec la division du Tanaro et la réserve, en prit le commandement immédiat, et se porta en avant avec l'intention, semble-t-il, de passer successivement à proximité de la plupart des points à occuper. Il n'envoya personne vers Conio et marcha à Triora avec toute la division du Tanaro. Il perdit ainsi le contact avec les divisions des ailes et ne reçut aucune nouvelle des représentants, ni de Hammel et Lebrun. De plus, au lieu de tenir les crêtes du bassin de la Taggia avec 2,000 ou 3,000 hommes, il n'en dirigea que 1500 sur Colla Ardente et Mezzaluna, et en garda près de 4,000 en arrière à Triora et à la Tanarda. Quant à la réserve, il la fit venir tout entière à Triora, au lieu de lui faire fournir les postes de la Tanarda, etc.

Le 8, Masséna, inquiet de la division d'Oneille et des représentants, veut s'en rapprocher. Il redescend à Montalto avec tout ce qu'il a sous la main et se fait suivre par tous les détachements de la gauche et du centre, ne laissant de postes qu'à Pigna, la Tanarda, Triora et le monte Grande. Le corps expéditionnaire est donc à peu près séparé du camp de Breil et, en attendant l'exécution de ce mouvement, la division de Saorge reste en l'air.

Masséna fait aussi refluer sur Montalto les magasins et convois. Bref, les trois divisions de gauche et du centre se sont épuisées en marches et contremarches incessantes pendant trois jours.

Le 9 avril, en procédant à cette concentration sur Montalto, Masséna écrit à Dumerbion et aux représen-

tants pour expliquer sa situation et la conduite qu'il a tenue.

Les Piémontais n'ont pu, le 6 et le 7 avril, opposer aucune résistance à notre gauche. Les faibles détachements qu'ils avaient de ce côté se sont retirés à l'approche des Français pour s'établir derrière la Bendola et sur la crête du bassin de la Briga. Le 7, Colli essaye de faire monter quelques détachements à la Tanarda, la Marta et Colla Ardente, mais la tourmente de neige qui arrête les Français oblige aussi les Piémontais à s'enfermer dans les cantonnements de la vallée ; toutefois, le 7 et le 8, pendant que Masséna se retire sur Montalto, ils commencent à réoccuper les sommets.

Du côté d'Oneille, les Français ont atteint, le 7, Castellaro et Montalto, comme l'ordre le prescrivait, et le 8, ils ont attaqué Carpasio et les hauteurs de Sant'Agata. La colonne de droite réussit à atteindre Borgo, mais celle de gauche échoue, n'étant pas appuyée par la division du Tanaro.

Le 9, les Français occupent Oneille ; Masséna rencontre un demi-bataillon sarde à Rezzo et le bat ; mais, le lendemain, il ne poursuit pas, et laisse la garnison d'Oneille se retirer sur le Tanaro.

Il reçoit alors la lettre de reproches suivante, signée des représentants, mais où la main de Bonaparte est aisée à reconnaître :

« *Selon tous les principes de la guerre*, une colonne de 4,000 hommes ne devrait pas être abandonnée sans aucune communication avec les autres divisions de l'armée ; le général en chef l'avait si bien senti, que

son instruction, qui avait été discutée et adoptée, *embrassait tout le système du territoire*, depuis Saorgio à Oneglia ; il avait prévu tous les événements et avait tracé des marches différentes.

« En supposant que vous eussiez pensé que l'on ne devait pas attaquer le col de Tende et de Cormio, et qu'il eût été difficile d'enlever Saorgio, pourquoi n'avez-vous pas adopté la marche tracée dans l'instruction du général en chef ?

« Les premier et deuxième jours, la colonne du Tanaro devait occuper Tanardo ; l'avez-vous exécuté ?

« La deuxième colonne du Tanaro devait, le premier jour, coucher dans les campagnes aux environs du monte Gordale et, quel que fût le succès de l'occupation de monte Tanardo, elle devait le deuxième jour se porter à Conio en prenant le chemin de Carpasio ; pourquoi cette colonne n'a-t-elle pas exécuté cette marche ? L'on ne peut pas alléguer que la journée était trop forte, parce que, quand cela eût été, elle devait se mettre en chemin et coucher à Montalto ou Carpasio ; il est d'autant plus étonnant que vous ne l'ayez pas fait, que vous n'avez pas éprouvé de résistance au Tanardo. Comment n'avez-vous pas senti que cette colonne, par sa seule marche, se combinait avec la division d'Oneglia, et prenait la vallée par les hauteurs dans le temps que la division d'Oneglia s'introduisait par là en armes ? Vous deviez d'autant plus hâter la marche de la colonne du Tanaro sur la vallée d'Oneglia, que la division d'Oneglia se trouvait plus faible d'un quart de ce qu'elle devait être.

« La première colonne d'Oneglia devait être le deuxième jour à Montalto ; elle y a été !

« Elle devait occuper le troisième jour Ilmaro, mais l'absence de la deuxième colonne du Tanaro l'a rendue isolée et l'a obligée à se replier.

« Nous avons vaincu à Oneglia, et par notre isolement notre marche n'a pas été celle qui convenait à nos forces ; de misérables milices ont osé nous résister, et à l'heure qu'il est se sont emparées des hauteurs les plus intéressantes.

« Nous voici au cinquième jour de l'expédition, l'ennemi a eu le temps de se reconnaître, et nous n'avons rien fait ; 4,000 hommes se sont battus à Monte Jove, 2,500 à Oneille ; 12,000 hommes ont donc été inutiles, quoique extrêmement fatigués. Vous deviez occuper Triora, mais non pas y passer avec la deuxième colonne du Tanaro.

« Il faut absolument réparer le temps perdu ; les généraux Mouret et Bruslé se sont réunis à Carpasio ; ils en partiront demain matin ; faites partir le plus promptement possible 1000 hommes qui se rendront sur les hauteurs de Sant'Agata, près d'Oneglia ; vous vous rendrez avec le reste de vos troupes à Carpasio, s'il n'en résulte aucun inconvénient, et vous recevrez là de nouveaux renseignements. »

On s'est étonné que Masséna acceptât de pareils reproches ; mais il est venu à Oneille pour y répondre, et nous ne savons dans quels termes. Il ne devait pas, d'ailleurs, avoir encore la juste fierté du vainqueur de Zurich, et il devait sentir qu'il avait encore beaucoup

à apprendre pour devenir un homme de guerre impeccable. On a objecté aussi qu'il était peu probable que les représentants fissent les projet d'opérations, ce qui leur aurait enlevé le droit de critiquer les généraux ; mais une lettre de Masséna lui-même va nous prouver bientôt que les plans étaient établis sans son concours, et qu'il avait purement et simplement à s'y conformer. Son rôle se trouvait, en somme, peu différent de celui de Berthier en 1800.

5° La prise de Saorge.

Quoi qu'il en soit, la première attaque sur les positions à l'est de la Briga avait échoué.

Si du moins les divisions de Masséna avaient été à peu près rassemblées, on aurait pu reprendre aussitôt l'attaque sur la Briga sans laisser à l'ennemi le temps de réorganiser sa défense ; mais les troupes étaient si dispersées et exténuées qu'il ne fallait pas y songer.

Les dispositions de Masséna ne répondaient pas plus à la deuxième hypothèse du plan général qu'à la première. Il fallut improviser quelques mesures hâtives pour se mettre en état de reprendre l'exécution du projet approuvé par les représentants.

Le vide laissé entre le camp de Breil et le corps expéditionnaire, depuis que les divisions de Saorgio et du Tanaro étaient venues à Montalto, fut comblé : Lebrun fut renvoyé au mont Jove avec 2,500 hommes. François fut envoyé avec 3,500 hommes à la Tanarda et Triora ; on laissa 300 hommes à Pigna, où une partie

des magasins était restée, et 3,000 à Oneille et sur la côte.

Le 15 avril, un nouveau mouvement offensif amena environ 1000 hommes du centre et de la gauche à Pieve di Teco, où se réunirent Masséna, Bonaparte et les représentants.

Le général autrichien d'Argenteau, qui commandait la gauche des alliés entre le Gesso et le Tanaro, avait en tout 10 bataillons et quelques milices : il laissa 1500 hommes à peu près sur la Bormida, à peu près autant autour de Garessio, et 3,000 à 4,000 hommes sur le haut Tanaro. Ponte di Nava et les hauteurs voisines étaient défendues par environ 1500 hommes de troupes régulières et 800 miliciens.

Le 16, Masséna attaque le col de Nava ; un bataillon a été envoyé à Mendatica, pour assurer la liaison avec notre détachement de la Tanarda, et pour menacer le Tanarello. Nous atteignons partout le Tanaro, et les Piémontais s'échappent vers le nord par petits groupes. Le 17, Masséna occupe Ponte di Nava et Ormea, et, le 18, Garessio.

Là s'arrêtait l'opération réglée par l'ordre général dans la deuxième hypothèse. La position prise à Ponte di Nava par l'armée républicaine était, en effet, une position centrale à double fin, permettant, soit de descendre dans le Piémont par la vallée du Tanaro, soit d'étendre le front sur lequel on attaquait les postes piémontais du bassin de Tende, de manière à dépasser la limite de l'extension permise à cette poignée d'hommes. Ni Bonaparte, ni les représentants, n'avaient

encore découvert leurs intentions qui, du reste, devaient être fixées par les circonstances.

Aussi le Comité de Salut public s'était-il inquiété d'avance, à l'idée que la droite de l'armée d'Italie allait s'engager à la légère sur Ceva, sans souci de sa liaison avec le reste de l'armée, ni de ses magasins. Les représentants le rassurent par leur lettre du 18 avril (29 germinal, an II) :

Ormea, 29 germinal.

Ne vous inquiétez pas, citoyens collègues, sur notre invasion en Piémont; nous ne pénétrons qu'avec infiniment de circonspection, et qu'autant qu'il le faut pour couvrir nos desseins, faire passer au despote sarde de très mauvaises nuits, lui occasionner des dépenses très considérables; il sera obligé de tirer des troupes de la droite de son armée, de s'affaiblir du côté de Saorgio, ce qui favorisera l'expédition que nous méditons sur cette forteresse. Dès le moment que nous nous croirons en mesure pour cette expédition, et que l'ennemi sera en force sur le Tanaro, nous évacuerons Ormea; nous garderons les hauteurs qui nous rendront maîtres des ponts du Tanaro, et qui dès lors nous permettront de nous introduire en Piémont, quand nous le jugerons convenable. Si, ensuite, nous nous trouvons maîtres de Saorgio, nous aurons deux débouchés pour entrer dans les campagnes du Piémont, et effacer du catalogue des tyrans celui de Turin.

Le premier débouché nous conduit de Nice, par le grand chemin, à Coni en passant par Saorgio. Nous faisons préparer à Antibes un équipage de siège pour cette place. Le second nous conduit par la vallée du Tanaro et nous permet d'arriver à Turin sans grands obstacles.

Pour entreprendre cette brillante campagne, il nous faut un accroissement de force et surtout de la cavalerie, dont nous sommes absolument dénués.

Notre expédition actuelle, en remplissant le but politique de la prise d'Oneille, est l'opération préparatoire à l'ouverture de la campagne d'Italie.

Masséna croit pouvoir écrire en même temps au

Comité, pour annoncer la marche sur Garessio ; mais le lendemain, réprimandé par les représentants pour avoir indiqué la marche vers le nord-est comme le véritable but des opérations, il écrit à Dumerbion de lui renvoyer sa lettre, si elle n'a pas été transmise à Paris.

Le 20, le plan définitif n'est pas encore communiqué par les représentants à Masséna. Il écrit à Dumerbion la lettre suivante, qui prouve à quoi se réduisait leur commandement à l'un et à l'autre :

Garessio, 1er floréal.

Il est vrai que le représentant Robespierre n'a point encore renoncé, ni moi, à l'expédition de Saorgio, mais tu en seras prévenu assez à temps, parce que Macquard, Lebrun, seront de la partie. Je te ferai passer en conséquence le plan d'attaque qu'on dit avoir été définitivement arrêté ; le projet était jusqu'à présent, et il paraît indispensable, de faire passer de nouvelles troupes à Giove ; tu seras instruit à temps de tout.

Ainsi, ce n'est ni Dumerbion, commandant en chef l'armée d'Italie, ni Masséna, commandant le corps expéditionnaire, qui établissent les plans [1] ; et il y a plus : ils ne sont même pas dans le secret de ceux qui prennent les décisions. Quoi de plus étonnant que ce général de division, commandant les troupes du corps expéditionnaire, et réduit à écrire : « *On dit* que le plan d'attaque a été définitivement arrêté ».

[1] Ce n'est pas davantage le chef de bataillon Clausade que nous voyons laissé pendant toute cette période à la disposition de Masséna et chargé de *l'expédition* des ordres de détail dictés par celui-ci.

Arrêté, il l'est depuis le 18, jour où tout est mis en branle à l'armée d'Italie à propos du coup de main sur Garessio, et comme si l'on voulait marcher sur Ceva. Le 19, 3,500 hommes doivent se tenir prêts à partir, mais pour une destination inconnue; le départ est remis au lendemain faute de pain. Le 20, Masséna écrit encore qu'il va marcher sur Ceva, mais cette fois il sait qu'il s'agit d'un simple coup de main, et que si la surprise ne réussit pas, on se retirera sur-le-champ.

Enfin, le 21, le plan est communiqué à Masséna, et l'offensive que le public devait croire dirigée sur Ceva, est décidément ramenée sur la Roya.

Masséna envoie à Dumerbion la copie de ce plan, qui ne nous est pas parvenu, et il se met en route pour la Tanarda avec Bruslé et 4,000 hommes environ. Le reste de l'armée suit bientôt le mouvement. Les troupes prennent trois jours de vivres à Triora.

Masséna arrive sur ce point le 22; le 23, pendant qu'il occupe la Tanarda, on envoie encore sommer Ceva, pour retenir l'attention de l'ennemi de ce côté.

Une reconnaissance sur la Marta, faite avec 200 hommes, est repoussée. Le 25 avril, les Piémontais prennent l'offensive à leur tour, mais, battus, ils laissent entre nos mains leurs positions de la Marta, et c'est en vain qu'ils cherchent à la reprendre le 26. Dès lors, la ligne de la Bendola et les positions de Saorge sont tournées. L'ennemi se prépare à la retraite.

L'attaque générale des républicains a été ordonnée pour le 27 avril, et trouve l'ennemi assez ébranlé déjà par les dispositions prises pour évacuer ses magasins.

Aussitôt après avoir communiqué le plan à Masséna, Bonaparte et les représentants se sont hâtés de rejoindre Dumerbion au camp de Breil, puis de se rendre auprès de Lebrun au mont Giove, pour assurer la coopération de toutes les divisions dans l'attaque générale. Le 27 avril, Dumerbion rend compte de leur passage au Comité de Salut public :

« Le représentant du peuple Robespierre, accompagné du général Bonaparte, arrivé hier à Breglio, après être venus ce matin en visiter les avant-postes, sont partis pour rejoindre la colonne du général Lebrun au mont Giove. »

C'est donc bien Bonaparte qui, avec Robespierre, dirigeait l'ensemble des opérations, et se portait tour à tour auprès des diverses colonnes pour s'assurer que tous avaient compris et exécuteraient exactement les ordres donnés.

Masséna a donné à ses subordonnés des ordres qui nous sont parvenus, et peuvent nous aider à reconstituer le plan général de l'attaque.

Pendant que les troupes du camp de Breil attaquent de front les positions sardes de Saorge, Hammel et Ruslé les prennent en flanc par le col de Tanarda avec deux colonnes formant un total de 4,000 hommes.

Plus au nord, François et Fiorella longeront, sur ses deux versants, la crête qui sépare la Taggia du Tanaro, pour attaquer les positions du Saccarello avec 3,300 hommes.

Enfin, les 500 hommes précédemment détachés à Mendatica, formeront l'extrême droite en marchant sur le col du Tanarello.

Ce dernier détachement trouve l'ennemi en force, et est contraint à la retraite. François ne pousse pas l'attaque sur le Saccarello, de sorte que Fiorella échoue ; mais une poignée d'hommes se cramponnent à un roc isolé avec la dernière énergie, et les Sardes, renonçant à les déloger, se retirent le soir sur Colla Ardente.

Heureusement, Bruslé et Hammel montrent plus d'ardeur que François; leurs 4,000 hommes débouchent de la Marta, enlèvent la grande redoute de Nava, d'où l'on domine la Briga, puis se portent sur Colla Ardente, et n'échouent que devant la Cima del Bosc. Cet échec partiel est sans importance, les Piémontais ne pouvant plus se maintenir sur ce point isolé, après la prise des crêtes qui dominent la Briga.

Le lendemain, les troupes sardes ont perdu tout courage et se débandent. Colli arrive à grand'peine à couvrir Borgo S. Dalmazzo ; mais Masséna n'ose pas poursuivre sans avoir reçu de nouveaux ordres, et, au lieu de courir au col de Tende, il descend à Saorge pour y rencontrer Dumerbion. Le château de Saorge a capitulé le 28 au soir.

6° Projet d'offensive commune des armées des Alpes et d'Italie.

Dès que la prise d'Oneille avait été un fait accompli et que 14,000 hommes s'étaient trouvés entre la Taggia et l'Impero, prêts à franchir les crêtes qui bordent le bassin de la Roya, on eut la certitude que l'on occu-

17

perait bientôt la chaîne des Alpes et qu'on descendrait dans les plaines du Piémont. On commença dès lors à préparer des opérations d'un genre nouveau, celles d'une offensive en pays plat.

Les succès des Français en tous les points de la chaîne des Alpes avaient resserré les forces piémontaises dans cette plaine ovale dont le grand axe, passant par Coni et Turin, n'a qu'une longueur de cinq marches à peine. Ainsi réunis dans une position centrale entre toutes les colonnes françaises, ayant des communications rapides et faciles, les Piémontais pouvaient tirer un grand parti de leurs 45,000 hommes et en opposer le plus grand nombre à l'attaque des Français, quel que fût le point où elle se produirait. Pour parer à cet inconvénient, il fallait mettre à profit la supériorité des armées françaises pour réunir au point décisif une masse d'hommes à laquelle les Piémontais ne pourraient pas opposer de force équivalente.

Cette idée de concentration, c'est l'esprit même de la méthode napoléonienne, c'est l'idée fondamentale dont Bonaparte est pénétré depuis l'enfance, peut-on dire, puisqu'elle est à la base de toutes ses œuvres et que nous l'avons déjà vue nettement affirmée dans ses mémoires de 1792 et 1793. Il est donc naturel de supposer qu'il aura toujours agi sur Robespierre jeune pour obtenir la concentration des forces et des volontés. D'après Koch, dont malheureusement on ne peut pas contrôler le témoignage, Bonaparte aurait longuement entretenu Masséna d'un projet d'offensive commune des armées des Alpes et d'Italie, et cela, dès le 20 avril, à Ormea. Ce témoignage pourrait avoir peu

de valeur, mais il en prend cependant par le fait que Koch ignore que ce projet a été rédigé et adopté enfin par les représentants, et qu'il n'en parle plus par la suite. Or, à cette même date du 20 avril, le représentant Ricord écrit au Comité de Salut public :

« Vous voyez, citoyens collègues, par les lettres de Robespierre et Saliceti, que la victoire est à l'ordre du jour dans l'armée d'Italie; vous penserez sans doute qu'il y aurait du danger à ne pas profiter des circonstances pour ouvrir une campagne dont les succès rapides étonneront l'Europe. Vous pouvez tout espérer du courage, de l'ardeur et des vertus républicaines des défenseurs de la Patrie; il est donc urgent que vous fassiez promptement passer à cette armée au moins 6,000 hommes de cavalerie, que vous renforciez l'infanterie de 20,000 à 25,000 hommes effectifs et armés.

« C'est à présent le moment de faire agir l'armée des Alpes; cette armée doit agir de concert avec celle-ci, car nous lui donnerons les mains, puisque nous sommes les premiers en Piémont et que nous allons y avoir les deux plus belles entrées. D'après les réflexions du général, il est urgent de prendre des mesures pour faire évacuer à l'ennemi toutes les hauteurs de sa droite, ce qui rendra toute notre gauche disponible, et réunira 20,000 hommes que nous avons sur une étendue immense de terrain, ce qui amoindrit considérablement la force de notre gauche. Pour que ces succès ne soient pas douteux et que les pertes de l'ennemi soient considérables, il faut que la droite de l'armée des Alpes se porte dans le Piémont par les cols

de Finistère[1] et de l'Argentière dans le temps que la gauche agira du côté du mont Cenis, où elle ne trouvera plus qu'une faible résistance de la part de l'ennemi. Par ce moyen, nous envelopperons à coup sûr les troupes du centre de l'ennemi; nous serons maîtres de toutes les hauteurs qui dominent le Piémont depuis le mont Cenis jusqu'à Tende, et la campagne d'Italie ne sera plus pour les deux armées réunies qu'une partie de plaisir; car, je vous le répète, les succès ne pourront être douteux. C'est alors que nous puiserons dans les greniers de la féconde Italie de quoi substanter tout le midi de la République.

« Il faut donc que vous donniez des ordres pour que l'armée des Alpes se tienne prête à agir, et à agir de concert avec nous; dès que votre arrêté nous sera parvenu, nous combinerons de suite quelles sont les forces qu'elle doit faire passer par Finistère et l'Argentière; mais ne perdez pas de temps et profitons de la terreur de l'ennemi. »

Ricord et Robespierre jeune récrivent, le 10 floréal (29 avril), dans des termes où l'influence de Bonaparte se montre plus nettement :

« Voici le moment de faire agir l'armée des Alpes de concert avec l'armée d'Italie; il est nécessaire d'organiser ces deux armées de manière à ce qu'elles n'agissent que par la même volonté. Il faut que les représentants à l'une ou l'autre de ces armées aient la prépondérance et l'action exclusive pour que les opérations n'éprouvent aucune contrariété. Il faut que la

[1] Fenestre.

campagne en Piémont soit surveillée et suivie par la même commission, indépendante des représentants qui seront à l'une de ces armées. Il faut de même que le général chargé de l'expédition soit indépendant du général qui commandera l'autre armée, pour les ordres relatifs à cette expédition, de sorte que ce général puisse prendre toutes les troupes qui lui paraîtront nécessaires d'après la suite des opérations.

« L'armée des Alpes aurait dû faire un mouvement par le col d'Argentière et inquiéter l'ennemi afin de diviser ses forces. Nous n'aurons aucune peine à abattre le trône sarde si vous prenez les moyens d'organiser promptement l'armée qui sera chargée d'entrer en Piémont.

« Il faut de la cavalerie; 3,000 ou 4,000 hommes suffisent. Ne négligez point de nous envoyer de la poudre; nous sommes sur le point d'en manquer.

« L'équipage de siège pour les places fortes du Piémont est presque formé; il n'y a point un moment à perdre; organisons, agissons et le roi de Piémont aura existé. Ne remettez pas au lendemain vos délibérations sur un objet qui doit procurer à la République de si grands avantages et donner à l'Europe le spectacle d'un tyran étranger détrôné par un peuple philosophe.

« Nous revenons sur l'idée principale de cette lettre; nous la rendons en peu de mots : distinguer l'armée agissante en Piémont de l'armée défensive des Alpes, de manière que le général chargé de l'expédition en Piémont demeure juge des forces qui seront nécessaires à la défensive et puisse toujours les diminuer ou les

augmenter d'après la succession des événements. »

En réponse à cette lettre, prévue d'ailleurs depuis longtemps, puisqu'elle rentrait dans les idées généralement admises sur le but assigné aux armées des Alpes et d'Italie, le Comité de Salut public rend l'arrêté suivant, daté du 8 mai :

ARTICLE Ier. L'armée des Alpes et celle d'Italie agiront de concert, autant qu'il sera possible, dans leurs mouvements contre le Piémont.

ARTICLE II. Si le concert ne peut avoir lieu par la difficulté des communications, les décisions et ordres sur l'ensemble des opérations seront donnés par les représentants du peuple près l'armée d'Italie, et néanmoins ils ne pourront distraire aucune force de l'armée des Alpes sans l'agrément des représentants près de cette armée.

ARTICLE III. Le général en chef de l'armée des Alpes fera passer sur-le-champ toutes ses troupes à cheval à l'armée d'Italie.

C'était peu en comparaison de ce que voulait Augustin Robespierre. Le Comité s'en excuse auprès de lui et de ses collègues par la lettre suivante :

« Après mûre délibération, chers collègues, il nous a paru que nous ne pouvions prendre d'autre arrêté que celui ci-joint. Le mauvais esprit qui domine dans le Mont-Blanc ne permet pas de dégarnir le pays des forces qui s'y trouvent, sans que la possibilité en soit reconnue par les représentants du peuple près l'armée des Alpes. Dans l'impossibilité néanmoins de trouver ailleurs la cavalerie que vous demandez, nous avons pris le parti de vous faire passer toute celle qui s'y trouve. Quant aux troupes à pied, il en existe une assez grande quantité dans les départements voisins de vous, et nous donnons des ordres pour qu'elles se rendent au Port de la Montagne. »

Le Comité écrivait en même temps aux représentants en mission à l'armée des Alpes pour justifier la mesure prise :

« La nécessité, chers collègues, de faire agir l'armée des Alpes de concert avec celle d'Italie, nous a forcés de prendre l'arrêté dont nous vous envoyons copie ci-jointe. Nous vous invitons, au nom du salut de la chose publique, de lui donner son exécution. Nous tâcherons de remplacer votre cavalerie par d'autres corps de cette arme tirés de l'armée du Rhin. Le succès des opérations de l'armée des Alpes sur le Petit-Saint-Bernard nous inspire beaucoup de confiance dans les généraux qui en ont la conduite, et nous fait espérer que le mont Cenis sera bientôt en notre pouvoir, s'il ne l'est déjà. Nous nous reposons entièrement de nos succès sur cette partie de nos frontières sur votre sagesse et sur votre énergie républicaine. »

Le 13 mai (24 floréal an II), Dumerbion écrit qu'il est en mesure de déboucher dans la plaine, mais que pour obtenir des succès décisifs, il lui faut un renfort de 20,000 hommes et 6,000 chevaux.

La poursuite n'avait cependant pas été bien rapide : maîtres de Saorge le 29 avril, les Français n'avaient attaqué Tende que le 7 mai, jour où Colli avait d'ailleurs décidé l'évacuation de ce point. C'est seulement le 8 mai que le centre de l'armée d'Italie occupe les pentes septentrionales des Alpes maritimes, pendant que Masséna reporte la droite à Garessio.

De son côté, l'armée des Alpes pénétrait dans les vallées d'Oulx et de Luzerne, et s'emparait du mont

Cenis, mais se heurtait aux places d'Exilles et de Fénestrelles.

Les armées des Alpes et d'Italie formaient un total de 110,000 hommes environ, mais, éparpillés de long de toute la chaîne des Alpes, les efforts de cette masse d'hommes ne pouvaient procurer que des résultats médiocres. Au contraire, en jetant sur un point unique tout ce qu'on pouvait retirer des diverses parties du théâtre d'opérations, on aurait une telle supériorité qu'on balaierait presque sans résistance sur Turin les forces ennemies. On estimait à 40,000 hommes l'ensemble des troupes alliées dans le Piémont. Il n'y avait pas à chercher bien loin des mouvements plus ou moins savants : avec une pareille disproportion, il suffisait de trouver une manière simple et pratique de descendre en masse dans la plaine et de se porter sur Turin par le chemin le plus court. Or, quel que fût le point de vue auquel on se plaçait, on était conduit à une solution unique, inévitable.

D'abord, puisqu'il s'agissait de prélever sur les deux armées des Alpes et d'Italie les forces nécessaires à l'invasion, il était naturel de faire le rassemblement au point où se reliaient les deux armées : c'était la vallée de la Stura.

D'autre part, la longue plaine piémontaise présentait un saillant sur lequel il serait aisé de faire converger les diverses colonnes sans de longues marches de concentration préalables. Ce saillant, c'était encore sur la Stura, vers Demonte, qu'il se présentait.

Enfin, devant tous les passages qui menaient en Italie, on devait trouver des forteresses : Bard,

Exilles et la Brunette, Fenestrelles, Pignerol, Château-Dauphin, Demonte, Coni, Ceva. Tout le monde savait que les seules dont on pût continuer le siège en tout temps étaient Demonte, Coni et Ceva. Partout ailleurs on serait bloqué par les neiges avant d'avoir terminé le siège, et, même en possédant un passage des grandes Alpes avec la forteresse qui le maîtrisait, on n'avait qu'une communication et une ligne de retraite des plus précaires. D'ailleurs Coni et Ceva se trouvaient assez loin des cols pour ne pas interdire absolument l'invasion du Piémont : on pouvait les bloquer et passer outre.

Un projet d'opérations, conçu dans ce sens, était prêt depuis longtemps à l'armée d'Italie. Le Comité ayant prescrit qu'il devait y avoir entente entre les deux armées, et non prédominance absolue des représentants près l'armée d'Italie, ceux-ci durent convoquer leurs collègues de l'armée des Alpes a une conférence où le plan serait adopté d'un commun accord. Cette conférence eut lieu à Colmars vers le milieu du mois de mai, et le plan, rédigé par Bonaparte, fut approuvé et envoyé au Comité le 21 mai, signé de Robespierre jeune, Ricord et Laporte[1].

7° Analyse du plan de Bonaparte.

Comme les représentants, dans leur lettre du 18 avril, Bonaparte déclare que l'occupation de Saorge et du col de Tende a été la première opération prépa-

[1] Voir Pièces justificatives, n° 9.

ratoire à l'invasion du Piémont, et il intitule son nouveau mémoire : « Plan pour la seconde opération préparatoire à l'ouverture de la campagne de Piémont ».

Bonaparte fait reposer ce plan sur deux observations fondamentales :

« 1° L'on ne peut se présenter dans la plaine de Piémont qu'avec des forces supérieures à son ennemi; pour obtenir cette supériorité, il faut réunir l'armée des Alpes et l'armée d'Italie.

« Cette opération est donc préliminaire à l'ouverture de la campagne, quel que soit le plan qu'on adopte ;

« 2° La jonction des deux armées ne peut s'opérer que dans la vallée de la Stura, afin de profiter des positions et des débouchés que l'armée d'Italie a conquises.

« Il n'y a d'ailleurs que la vallée de la Stura qui soit limitrophe des deux armées, justement à la naissance de la plaine, et qui dès lors remplisse la condition essentielle. »

Et c'est tout. Comme dans le projet d'attaque de Toulon, quelques mots suffisent pour établir complètement la base sur laquelle tout repose. Les considérations géographiques sont inutiles : elle sont dans le domaine commun.

Le principe fondamental est du reste le même qu'à Toulon : réunir le plus de forces possible sur un point.

Lorsqu'il s'agit d'examiner quelle amplitude il convient de donner aux opérations pour tenir l'ennemi en suspens, Bonaparte pose un autre principe :

« Il est difficile de lui donner le change sur le théâtre de l'attaque, mais nous pouvons le lui donner sur la manière de la faire. »

Cette considération limite le front de marche de l'armée: elle doit rester réunie. Pas de diversions lointaines par des corps séparés, ou du moins pas de diversions exigeant plus de forces qu'il n'en faut pour la défensive la plus stricte.

Mais il importe de donner le change à l'ennemi sur la manière dont l'attaque sera faite, c'est-à-dire s'étendre sur un front suffisant pour que les différentes parties de l'armée, tout en restant capables de se soutenir et d'attaquer ensemble, menacent l'ennemi en des points et suivant des directions différentes. Voilà déjà résolu, pour l'offensive, le problème que nous avons trouvé incomplètement posé par Guibert et ses contemporains.

Pour attaquer dans la vallée de la Stura, on ne fera donc pas de mouvements subordonnés vers Ceva, ni vers Fenestrelles, ou plutôt on se contentera d'y faire agir les postes par lesquels on est obligé de tenir les passages des Alpes. Toutes les troupes mobilisables des deux armées coopèrent à l'offensive sur la Stura ; la gauche de cette armée combinée débouche de la vallée de l'Ubaye, la droite du col de Tende. Le front est de deux ou trois marches au moment où l'on franchit la crête des Alpes, et sera beaucoup moindre lorsqu'on sera arrivé en vue de l'ennemi.

Les 20,000 hommes fournis par l'armée d'Italie se précipiteront du col de Tende sur Borgo San Dalmazzo, et c'est seulement quand ils arriveront dans la plaine,

que l'armée des Alpes commencera son mouvement. Il est probable qu'alors les Piémontais auront évacué toute la vallée de la Stura, ne laissant garnison qu'à Demonte, puisque la masse de 20,000 hommes descendue de Tende est bien supérieure à tout ce que le Piémont peut lui opposer et surtout à ce qui se trouve engagé dans l'impasse de la Stura.

La division de droite de l'armée d'Italie, établie sur le versant nord des Alpes entre le Gesso et le Tanaro, couvrira le mouvement des 20,000 hommes qui se portent sur Coni par Borgo San Dalmazzo.

La gauche de l'armée d'Italie débouchera par le col de Sant'Anna et se reliera à la droite de l'armée des Alpes.

L'armée des Alpes couvre son flanc gauche avec 8,000 hommes aux cols Longet, Maurin, Sautron, etc., qui donnent accès dans la vallée de l'Ubaye.

Elle réunit 17,000 hommes dans ses trois divisions agissantes.

La 1re division, dite d'Argentière, forte de 4,000 hommes, descendra la vallée de la Stura et abordera de front les positions ennemies des Barricades, etc.

La deuxième division, forte de 5,000 hommes, se réunira à Saint-Dalmas-le-Selvage, sur la Tinée, avec 2,000 hommes de l'armée d'Italie et, débouchant par les cols de Pourriac, de Fer, tournera par leur gauche les positions ennemies.

Enfin, la troisième division, forte de 8,000 hommes, se réunira sur l'Ubaye pour déboucher par les cols del Mulo, etc., et déborder la droite des positions ennemies. Elle laissera une colonne sur la Grana pour cou-

vrir sa marche pendant l'attaque de la Montagnette et des Barricades.

Ce mouvement de l'armée des Alpes suivra à deux jours de distance celui de l'armée d'Italie, qui rendra sans doute sa tâche inutile. Les Barricades enlevées, la division de gauche reviendra sur ses pas et, jointe aux 8,000 hommes laissés d'abord aux cols Longet, Maurin, etc., s'emparera de Château-Dauphin. Le versant italien sera dès lors au pouvoir des Français depuis le monte Viso jusqu'au Tanaro, et ils pourront déboucher dans la plaine en toute sécurité pendant qu'on assiégera Demonte et Coni derrière eux.

Telles sont les grandes lignes de ce plan. Quant à la forme, elle est compliquée et rend l'intelligence du projet assez pénible. Les mouvements sont prévus jour par jour et colonne par colonne, avec un enchevêtrement de prescriptions subordonnées aux circonstances, qui rend la conception d'ensemble très difficile. En somme, ce projet est rédigé absolument de la même façon que l'instruction pour l'expédition d'Oneille et de Saorge, et écrit de la même écriture, celle de Junot.

Bonaparte n'a invoqué, pour servir de base à son projet, que l'avantage de réunir toutes les forces disponibles sur un point. Il a absolument laissé de côté toutes les considérations géographiques, soit qu'il en fît peu de cas, soit qu'il les jugeât tombées dans le domaine commun. Il existe un mémoire signé de l'adjudant général Clausade, et daté du 28 mai (9 prairial), qui porte le titre assez impropre de : *Plan d'opérations combinées entre l'armée des Alpes et celle*

d'Italie, et qui n'est, à vrai dire, qu'une étude géographique sur le théâtre d'opérations du Piémont[1].

Clausade, qui avait été attaché pendant cinq ans à la topographie des frontières, a pu traiter la question avec une compétence spéciale ; malheureusement son mémoire manque à la fois de personnalité et d'idées militaires. Comme conception de la guerre, il est très inférieur, non seulement aux mémoires de Bonaparte, mais à ceux de Simond ou de Kellermann (c'est-à-dire de Saint-Remy), et aux observations de Laporte. Nous retombons avec Clausade dans l'école des Marescot et des d'Arçon, dans cette catégorie d'hommes qui remplacent les idées générales par une accumulation de détails. Il n'a aucun sentiment de la guerre active, des mouvements et de l'action des masses.

Tout repose sur des particularités topographiques. Sans attendre le jour où l'armée de réserve du premier Consul viendra passer précisément par la région la plus difficile de la chaîne, les succès de l'armée des Alpes vont bientôt montrer le peu d'importance de ces détails contingents, tandis que les principes absolus sur lesquels s'appuie Bonaparte garderont toute leur solidité.

Pour Clausade, l'invasion du Piémont serait une série de sièges, et le plan consiste à en déterminer l'ordre : après Demonte, Coni ; après Coni, Turin ; l'invasion doit être lente, et chacun de ses progrès marqué par la prise d'une place. Une fois le siège mis devant Coni, l'armée envahissante, avec ses

[1] Voir Pièces justificatives, n° 11.

60,000 hommes, n'est plus qu'une armée d'observation.

Aussi ne semble-t-il pas qu'il faille attribuer la moindre valeur historique au mémoire de Clausade; cette pièce, sans en-tête ni signature qui lui donne un caractère officiel, retrouvée dans les papiers personnels de l'auteur, et non dans les archives de l'armée d'Italie, n'a pas été employée, puisque la seule pièce communiquée à l'armée des Alpes ou au Comité, c'est le projet de Bonaparte. Il est possible que Clausade, après avoir rédigé son mémoire, l'ait soumis aux représentants, mais il ne pouvait être d'aucun usage, et n'a pas été utilisé.

Mais la liste « d'objets à traiter » par laquelle se termine le mémoire, n'établit-elle pas le lien qui le rattache à celui de Bonaparte? Clausade et Bonaparte auraient, dit-on, été employés ensemble à rédiger les ordres et les projets sous la direction de Robespierre jeune et de Saliceti, et le premier des deux officiers, moins élevé en grade, mais plus expert et plus instruit que l'autre, aurait composé le premier mémoire, embrassant l'ensemble de la question, tandis que Bonaparte n'aurait eu à rédiger que quelques-uns des mémoires secondaires. Le plan adopté pour l'expédition de Demonte serait alors la rédaction du premier ou du deuxième objet indiqué par la liste de Clausade.

Cette manière de voir n'est pas admissible. En effet, la liste de Clausade comprend :

« 1° Disposition des divisions des deux armées à réunir sous un même chef;

« 2° Marche des colonnes pour l'expédition des Barricades ;

« 3° Marches sur Demonte. Siège de cette place, postes à occuper pour observer l'ennemi pendant le siège, mouvements sur Coni et sur Ceva pour faciliter ce siège ;

« 4° Réunion des deux armées sous Coni, siège de cette place, opérations de l'armée d'observation, etc... »

Si l'on admettait que Bonaparte eût traité quelques-uns des sujets énumérés dans cette liste, nous devrions retrouver dans son mémoire les divisions correspondantes à celles fixées par Clausade. Or, il n'en est rien ; le plan de Bonaparte contient le développement des deux premiers points indiqués ci-dessus, confondus en partie avec les deux suivants, puisqu'il mène d'un coup l'armée d'Italie devant Coni. D'ailleurs son plan se suffit à lui-même ; il débute, comme tous les mémoires de Bonaparte, par quelques « observations » qui prennent la question *ab ovo*, et ne supposent aucun autre mémoire.

Enfin, faut-il préciser ce qu'ont été les rôles de Bonaparte et de Clausade à l'armée d'Italie? Le premier, c'est l'homme « transcendant », indispensable, qui ne quitte pas Robespierre, dont on signale le passage, qu'on indiquera comme l'auteur de tous les plans suivis en 1794, et qui aura l'insigne honneur d'être arrêté pour avoir été le « faiseur de plans » de ceux qui voulaient l'offensive; l'autre est un officier modeste dont le nom n'est prononcé dans aucun rapport, qui expédie les ordres de Masséna, et que l'on rendra sans

difficulté au service du génie comme chef de brigade en 1795. Tandis que Robespierre avait fait passer Bonaparte du grade de chef de bataillon à celui de général, il n'a rien fait pour Clausade, et cette conduite paraît difficile à concilier avec l'hypothèse d'une collaboration où Clausade aurait la première place et Bonaparte la seconde. L'expérience de Clausade, d'ailleurs pour ce qui n'est pas topographie, ne pourrait venir que de ses années de chefferie, peu propres à préparer un officier à la conduite des armées, et ne fournissant pas un appoint capable de compenser les qualités naturelles de Bonaparte.

8° Modifications au plan d'attaque.

Après les conférences de Colmars, le plan d'opérations est envoyé au Comité de Salut public par Robespierre, Ricord et Laporte, qui rejoignent ensuite leurs armées respectives. Mais, le 3 juin, après avoir repris le contact avec ses collègues et avec les officiers de l'armée des Alpes, Laporte écrit à Robespierre, Ricord et Saliceti :

« Lorsque les Français et les Espagnols réunis passèrent les Alpes en 1744, les Barricades furent évacuées, ainsi que les Loupières, qui se trouvent de droite, et la Montagnette, qui se trouve de gauche des Barricades. Il n'y eut pas une goutte de sang versé pour forcer l'ennemi à faire retraite, malgré que ces trois postes fussent, par la nature même du pays, regardés comme inexpugnables.

« La raison de ce premier succès fut que, en même temps que deux fortes colonnes entrèrent par Argentière et la vallée de Sture pour attaquer de front les Barricades, d'autres colonnes de droite et de gauche se sont avancées pour tourner les Barricades et prendre par derrière et par les flancs ce poste formidable, ainsi que les Loupières et la Montagnette, qui le garantissaient de droite et de gauche; l'ennemi, se voyant prêt à être ainsi attaqué de tous côtés à la fois, prit le sage parti de se retirer.

« La colonne d'Argentière, que je regarde comme celle du centre, avait trois colonnes à sa droite pour soutenir ses opérations.

« La première colonne de droite, forte de huit bataillons, partit d'Oneille pour se rendre à la vallée de Saint-Étienne: de Saint-Étienne, elle poussa en avant par les bains de Vinay et se porta jusqu'au village des Planches, qui se trouve à une lieue au-dessous des Barricades, dans la vallée de Sture.

« La seconde colonne, forte de cinq bataillons, plus d'un détachement de 800 hommes, est partie du comté de Nice pour se rendre, comme la précédente, à la vallée de Saint-Étienne. Mais là elle prit chemin par le col de Fer, et, poussant en avant, elle est arrivée dans la vallée de Sture au-dessous des Barricades, mais au-dessus des Planches, afin de soutenir la première colonne et d'en être soutenue.

« La troisième colonne, forte de huit bataillons, partit de Barcelonnette, arriva au col d'Argentière à la tête de la vallée de Sture, et, continuant sa marche par le col Faron, elle se rendit à Ferrières, sur la

droite des Barricades, soit pour y faire une troisième attaque par les flancs, soit, comme les deux autres, pour prendre l'ennemi à revers et concerter avec elles ses opérations.

« Maintenant, chers collègues, comparez cette marche simple et précise des trois colonnes agissantes de droite avec celle qu'on fait tenir à la division de la droite de la Stura, dans le plan que nous avons arrêté à Colmars.

« Bonaparte, qui l'a rédigé, ignorait alors, et j'ignorais aussi moi-même, vu que je ne faisais que d'arriver à l'armée, si le col d'Argentière nous serait ou ne nous serait pas disputé par l'ennemi; or, il faut que Bonaparte soit instruit que déjà nous nous sommes emparés du col d'Argentière, que nous tenons les Baraccons, qu'on a voulu nous les enlever, que l'ennemi a été repoussé, que ce que nous tenons, le diable ne nous l'ôtera pas et que nous serons à Brezé (Bersezio) quand nous voudrons.

« D'après cela, ne serait-il pas convenable :

« 1° Que, à un jour convenu, la colonne de l'armée des Alpes, dite d'Argentière, s'avançât de front sur les Barricades par la vallée de Stura;

« 2° Que, en même temps, une seconde colonne de la même armée prît par le col Faron pour suivre la même marche qui vient d'être décrite pour la troisième colonne de l'armée de Conti;

« 3° Que, en même temps, une colonne de l'armée d'Italie, partant de Saint-Étienne, poussât chemin par le col de Fer et arrivât au même point que la seconde colonne de l'armée de Conti, c'est-à-dire au-dessous

des Barricades, pas si avant que la colonne des Planches;

« 4° Que, en même temps, une autre colonne de l'armée d'Italie partît également de Saint-Étienne et poussât chemin par les bains de Vinay, comme la dernière colonne de l'armée de Conti le fit, en 1744, pour arriver au village des Planches, entre les Barricades et Demonte.

« La réunion de toutes les colonnes agissantes, tant de l'armée des Alpes que de celle d'Italie, ne serait-elle pas plus avantageusement opérée entre les Barricades prises et le fort Demont, qui resterait à prendre, qu'à Saint-Dalmas-le-Selvage, où il ne s'opérerait qu'une réunion de deux colonnes seulement d'après le plan de Bonaparte? Consultez cet officier général, montrez-lui ma lettre, examinez bien la carte et prononcez.

« Je vous indique de combien de bataillons chacune des colonnes était composée en 1744, pour que vous puissiez calculer aujourd'hui de quelle force doivent être les vôtres et les nôtres, en supposant que chaque bataillon de l'armée de Conti, comme on me l'a assuré, était fort de passé 600 hommes; dans la guerre de 1744, les Barricades étaient alors gardées par quatre bataillons piémontais, et la Montagnette par quatre autres.

« Je ne doute pas un instant que, si nous avons l'attention de rendre fortes surtout les colonnes destinées à couper la retraite à l'ennemi, en tournant, de droite et de gauche, les Barricades, les Loupières et la Montagnette, ces trois postes ne soient évacués sans coup férir; car, pris de tout côté, l'ennemi périrait infailli-

blement et il n'aurait rien à gagner à jouer un pareil jeu avec nous; il n'est pas d'ailleurs assez brave pour cela. Si, au contraire, les colonnes sont faibles, il est possible que l'ennemi conçoive l'espoir de se défendre avec avantage et qu'il ne nous vende cher le passage que nous devons forcer.

« En attendant que toutes les troupes soient rendues sur les points convenus, nous cherchons à fixer l'attention de l'ennemi sur les autres. J'espère que sous peu de jours le château de Château-Dauphin sera en notre possession; c'est un poste très avantageux pour soutenir les colonnes qui agiront immédiatement sur la gauche de celle d'Argentière.

« Mandez-moi ce que vous pensez de mes observations, après que vous en aurez vérifié le détail sur la carte. »

Cinq jours après, le 8 juin, Albitte et Laporte annonçaient au Comité de Salut public la prise des Barricades, qui devait singulièrement simplifier les opérations combinées des deux armées :

« Nous nous empressons de vous annoncer que la colonne de l'armée des Alpes, commandée par le général Vaubois, vient de se mettre en possession du fameux poste des Barricades, le 17 prairial. Les vigoureuses attaques des républicains du côté des monts Cenis et Bernard ont persuadé aux Piémontais que nous avions envie de faire une trouée par le val d'Aoste; vite, ils y ont porté 10,000 hommes; mais pendant que ces esclaves se mettaient en forces de ce côté, nous avons fait filer des bataillons sur la vallée

de Sture, et les Barricades ont été envahies sans qu'une seule goutte de sang français ait été versée; les vils satellites du roi des marmottes ont fui à toutes jambes et avec une telle précipitation que nous n'avons pas même pu faire des prisonniers. Pour vous faire une idée juste de la nature de ce poste, voyez la description qu'en fait Saint-Simon, historien de la campagne de 1744. (Édition d'Amsterdam, 1770, page 64.)

« Les avantages que nous retirons de celui-là sont : 1° que la communication avec l'armée d'Italie pourra s'opérer sans effort; que la jonction même des deux armées ne peut rencontrer d'obstacle; 2° que nous pouvons incessamment faire le siège de Demonte, prendre ce fort peut-être en moins de huit jours; *menacer Coni*, *en faire le siège ou simplement le cerner et porter nos forces droit à Turin*, *c'est-à-dire la terreur dans l'âme du despote* et de ses adhérents et le signal de la liberté au peuple, s'il a la sagesse de saisir le moment que la destinée des nations va lui présenter.

« Nous sommes persuadés que les Piémontais, étonnés d'avoir été trompés sur le vrai point d'attaque, ne tarderont pas à retirer du val d'Aoste une partie des 10,000 hommes qu'ils y avaient placés et qu'ils reporteront une grande partie de cette force là où ils verront que le grand péril les menace. Mais la jonction devant naturellement s'opérer à présent sous les murs de Demonte, ils y trouveront à qui parler, s'ils veulent tenter quelque chose.

« Laporte se rend à l'armée d'Italie pour combiner les mesures à prendre d'après votre dernière lettre et

surtout d'après ce dernier événement auquel nous ne devions pas nous attendre encore et qui devient le présage des plus heureux succès pour la campagne. Albitte va se rendre au quartier général, qui, comme nous vous en avons prévenu, a quitté Grenoble depuis quelques jours pour se porter plus en avant, à Briançon.

« Vous verrez par le plan de campagne que nous avons dernièrement envoyé que les Barricades ne devaient être attaquées que par un mouvement combiné des colonnes des deux armées; mais la bouillante ardeur de la colonne de Vaubois n'a calculé ni le nombre des amis, ni le nombre des ennemis; elle a dit : il nous faut les Barricades, et les Barricades ont été en son pouvoir. »

Ces deux lettres suggèrent bon nombre d'observations sur le plan de Bonaparte.

En premier lieu, on remarquera qu'il s'agit toujours de ce plan, considéré comme un tout complet, sans rien qui puisse faire supposer que c'est une partie d'une série plus étendue. De plus, non seulement il est dit que « Bonaparte l'a rédigé », ce qui permettrait de penser qu'il a pu se borner à détailler des idées fournies par un autre, mais Laporte dit formellement « le plan de Bonaparte », et quand il s'agit de proposer une modification, il dit : « Consultez cet officier général, montrez-lui ma lettre » ; « il faut que Bonaparte soit instruit que, etc. » ; tout cela est plus conforme à l'opinion générale, suivant laquelle Bonaparte était le faiseur de plans et le conseiller intime de

Robespierre, qu'à celle qui le confond avec d'autres officiers de grade moins élevé et de capacité ordinaire, dans un état-major dirigé par les représentants. On peut enfin constater que l'armée des Alpes possédait un exemplaire de l'ouvrage de Saint-Simon et en faisait usage, mais qu'il n'en était pas de même à l'armée d'Italie; car Laporte, s'adressant à Robespierre jeune et lui décrivant les opérations d'après Saint-Simon, est obligé de reproduire dans sa lettre les chiffres donnés par cet auteur et de résumer le texte, tandis que, en écrivant au Comité, il se contente d'indiquer la page à laquelle il faut consulter l'ouvrage. Nous savons d'ailleurs que, en mars, avant de commencer les opérations offensives, Saliceti a demandé au dépôt de la guerre des copies manuscrites de quelques cartes et documents relatifs aux campagnes de 1744 et 1745; ces documents, qui existent encore à la section technique du génie, sont d'une lecture beaucoup moins facile et moins profitable que Saint-Simon et Pezay. Enfin quand Bonaparte, après une absence de neuf à dix mois, rejoindra l'armée d'Italie en 1796, il demandera à y prendre avec lui un certain nombre d'ouvrages, parmi lesquels Pezay, parce que ces ouvrages n'existaient pas à l'état-major de cette armée. Nous concluons de tout cela que les représentants du peuple près l'armée d'Italie et les officiers généraux de cette armée connaissaient dans les grands traits les campagnes de 1744 et 1745, mais n'avaient pas entre les mains les excellentes histoires de ces campagnes et des suivantes, dont on croit qu'ils se sont inspirés très indirectement.

Pour en revenir au plan d'offensive sur Demonte, il paraît difficile de le considérer comme une copie ou une adaptation du plan suivi par Conti en 1744. Il y a entre les deux une différence radicale, due à la construction de la route de Tende, qui est postérieure à 1745; la position prise entre Tende et Garessio par l'armée d'Italie rendait d'ailleurs difficile de se concentrer sur la route de l'Argentière.

Conti fait deux attaques parallèles, dirigées *de l'ouest vers l'est*, l'une sur les Barricades de la Stura et l'autre sur Château-Dauphin; le faisceau de ses colonnes s'étend du Queyras au col de Fenêtre seulement. Bonaparte, au contraire, embrasse dans son opération tout le bassin compris entre le mont Viso et Mondovi, porte la moitié de ses forces de Tende sur Coni *par un mouvement perpendiculaire* à celui de l'armée des Alpes et maintient la gauche de cette armée sur la défensive aux sources de la Maira et de la Vraita. Ce n'est qu'après les premiers succès près de Coni, qu'il pense attaquer Château-Dauphin. Il y a donc entre les deux projets bien plus de différence qu'on ne croirait possible d'en trouver entre deux opérations conduites sur un même théâtre où le réseau routier offre si peu de ressources.

Même dans la partie du projet de Bonaparte qui se rapporte à l'attaque des Barricades et où il aurait pu copier Saint-Simon, Laporte remarque qu'il a choisi une autre solution moins simple.

S'il est bien prouvé que Bonaparte n'a pris conseil que des circonstances pour établir ce premier plan, il ne semble pas moins clair que ce n'est pas pour lui un

titre de gloire extraordinaire. Non seulement la forme est confuse et inutilement compliquée, mais le fond même est sujet à critique, et l'on peut lui faire un reproche qui dispensera d'énumérer les autres : c'est que ce plan était superflu et qu'il a été plus nuisible qu'utile. C'est le 28 avril, en effet, qu'on a pris Saorge; on aurait pu poursuivre rapidement, franchir le col de Tende, arriver devant Coni en bousculant les Piémontais et profiter de l'effet produit sur eux par cette attaque soudaine pour se rendre maître des vallées du Tanaro, de la Stura, de la Maira et de la Vraita. Tout cela pouvait être accompli avant le milieu du mois de mai: mais enfin, si ce n'était pas chose faite le 20 mai, du moins valait-il mieux à ce moment reprendre et pousser l'offensive, tant sur le Gesso que sur la Stura, que de passer le temps en conférences et en discussion de détails. Les succès partiels de l'armée des Alpes ont montré ce qu'on pouvait faire. Le projet envoyé au Comité pouvait alors se rapporter, non plus à la marche sur Borgo-San-Dalmazzo, mais à l'offensive sur Coni et Turin, la seule pour laquelle on eût besoin d'un matériel d'artillerie et d'une division de cavalerie qui manquaient à l'armée d'Italie. Quelle est la part de Bonaparte dans les lenteurs qui ont retardé l'offensive depuis le 28 avril jusqu'à la fin de juillet? On l'ignore; mais il ne semble pas qu'il ait rien fait pour brusquer l'attaque combinée des deux armées.

En tout cas, les critiques de Laporte ont exercé une influence sérieuse sur lui. Il y a plus de différence, au point de vue de la forme et de la composition, entre les deux plans d'opérations de mai et juin, qu'entre

celui de mai et le projet d'expédition sur Oneille, du 5 avril. La contexture est très simplifiée; bien qu'on ait encore une division en colonnes et en journées de marche, l'ensemble est plus compréhensible et peut se concevoir dès la première lecture. C'est cependant encore l'œuvre d'un débutant, et elle contient trop de combinaisons et de prévisions pour ne pas exposer à bien des mécomptes.

Outre les observations de Laporte et la prise des Barricades, d'autres causes obligeaient à modifier le plan primitif. A la suite d'échecs subis par les armées du Rhin, il avait fallu leur envoyer un renfort de dix bataillons pris dans les Alpes, et c'était autant à défalquer des forces disponibles pour l'offensive sur Demonte et Coni. Enfin un parti se forme dans le Comité et la Convention, qui, soit par hostilité vis-à-vis de Robespierre, soit pour tout autre sentiment, commence à se prononcer pour la défensive. Il faut, pour donner satisfaction à tous, prévoir des mesures de sûreté complètes sur les côtes et dans les Alpes, afin de prouver qu'on peut prendre l'offensive sur un point sans découvrir le sol national.

Le plan remanié au mois de juin comprend donc deux parties : dans la première, sont énumérées les mesures destinées à « assurer les derrières contre les ennemis internes et externes » ; dans la seconde, les mesures relatives à la « réunion de l'armée d'Italie et des Alpes ».

L'armée d'Italie fournit encore une grosse division de 20,000 hommes qui doit descendre du col de Tende sur Borgo-San-Dalmazzo, appuyée à droite par la divi-

sion de droite de l'armée, à gauche par la division du col de Fenestre.

Une quatrième division, dite des bains de Vinadio, combine son mouvement avec l'armée des Alpes, qu'elle doit rejoindre devant Demonte.

L'armée des Alpes ne fournit plus que 16,000 hommes ; elle prononce toujours son mouvement quarante-huit heures après l'armée d'Italie, et comprend deux divisions : l'une qui descend des Barricades sur Demonte, l'autre qui se porte sur Château-Dauphin.

Bonaparte insiste sur le caractère des opérations de cette dernière division : elle doit suivre le mouvement de la division de la Stura, en restant en arrière. « Si l'ennemi faisait de l'obstacle aux colonnes de la division de la Stura, la division de Château-Dauphin devrait régler sa marche de manière à attendre que ces obstacles soient levés, en prenant des positions qui fassent penser qu'elle veut se replier sur les postes opposés à la division de la Stura. Si la division de Château-Dauphin trouve de grands obstacles, elle ne doit pas engager d'affaires sérieuses, mais se placer aussitôt sur la défensive et attendre le succès de la marche de la division de la Stura ; le seul cas où elle devrait donner est celui où elle s'apercevrait que l'ennemi tenterait de tourner les colonnes de la division de la Stura, par la Grana et la Maïra. L'occupation de Château-Dauphin ne doit pas coûter de sang, parce que, maître des hauteurs de Demonte, l'ennemi se trouverait dans le cas d'être enveloppé de tous côtés, et d'ailleurs les positions de Château-Dauphin lui deviendraient sans but. »

Avec de pareilles instructions, il est difficile de con-

sidérer le plan de Bonaparte comme une copie de celui de Conti, dans lequel le corps engagé sur Château-Dauphin devait faire une diversion si énergique, qu'elle se trouva tourner en attaque décisive.

C'est que l'axe du mouvement est complètement changé : Conti, partant du Dauphiné et de la vallée de Barcelonnette, devait attaquer *de l'ouest à l'est*, c'est-à-dire suivant la direction générale des vallées de Stura, de Maïra et de Vraita ; l'attaque sur la Maïra pouvait seule dégager la Stura. Au contraire, dans le plan de Bonaparte, l'effort principal est donné *du sud au nord*, perpendiculairement à la direction des vallées, et vers leur débouché.

« C'est la division du Gesso qui est le point d'appui de toute l'armée et de tout le système, depuis Château-Dauphin au Tanaro. Le général qui sera à cette division commandera toute l'expédition. » Le succès de ce côté doit entraîner l'occupation de la vallée de la Stura, où l'ennemi serait bloqué, et celle-ci à son tour entraînera l'occupation, sans coup férir, de la vallée de la Maïra, entourée au sud et à l'ouest par l'armée des Alpes.

Tel est, dans ses grandes lignes, le plan modifié et envoyé le 20 juin aux représentants près l'armée des Alpes.

9° Offensive et défensive.

Comme on vient de le voir, il avait fallu commencer à calmer les appréhensions du parti de la défensive. L'idée de la concentration des forces est une des plus

difficiles à faire accepter, surtout dans une République où l'on croit que la défense de la Patrie consiste à couvrir toutes les parcelles du sol national. A la pensée que les armées des Alpes et d'Italie allaient concentrer leurs efforts sur la Stura, tout le Midi s'émut, cria à l'abandon des côtes ; on voyait déjà se renouveler les scènes de Toulon et aussi celles de Lyon, la réaction n'étant plus contenue par la présence des armées. Les quelques lettres de Bonaparte au commandant de l'artillerie d'Antibes font allusion à ces dispositions populaires.

D'autres pensées, d'un ordre plus élevé, suscitaient aussi des adversaires au parti de l'offensive à outrance : Carnot s'effrayait de la subite extension de la France, et, avec une clairvoyance unique dans notre histoire, il apercevait les difficultés que nous allions éprouver à assimiler d'un coup tant de territoires, les inquiétudes que nous allions soulever en Europe et qui éterniseraient la guerre, enfin la déviation du mouvement révolutionnaire et la transformation de l'esprit national en esprit de conquête. Il voulait donc, pour le moment du moins, arrêter l'extension de la France et cesser de prétendre à la limite du Rhin. Ces idées, admirables de sagesse et de profondeur, c'était à la diplomatie de les appliquer et d'en tirer parti ; elles ne convenaient que dans l'ordre politique, mais par malheur Carnot les transporta tout de suite dans les dispositions militaires, et, renonçant à la conquête, il en conclut qu'il fallait renoncer à l'offensive.

Le 26 mai 1794, il réprouve en ces termes toute idée d'offensive dans les Pyrénées : « La France a renoncé

aux conquêtes autres que celles qui seraient nécessaires à sa propre liberté. L'invasion de la Catalogne en serait une fort éloignée du centre d'action ».

Quelques jours après, il s'exprime de même sur les opérations dans le Nord : « Nous pourrions, si nous le voulions, dans le cours de cette campagne, planter l'arbre de la liberté sur les bords du Rhin et réunir à la France tout l'ancien territoire des Gaules : mais quelque séduisant que soit ce système, on trouvera peut-être qu'il est sage d'y renoncer, et que la France ne pourrait que s'affaiblir et se préparer une guerre interminable par un agrandissement de cette nature » ; et il en conclut qu'il faut limiter le mouvement offensif des armées.

A mesure que ses relations avec Robespierre s'aigrissent, Carnot s'oppose plus formellement au projet de guerre à outrance qui est la seule politique extérieure du dictateur.

Celui-ci, au contraire, est de plus en plus rebelle à toute idée de conciliation et de diplomatie : il voudrait l'offensive générale. Cette offensive, elle paraît naturellement nécessaire sur les frontières du nord et du nord-est ; l'armée d'Italie la réclame, et Dugommier, vainqueur au Boulou, demande depuis le 12 mai les moyens d'envahir la Catalogne.

La politique extérieure du Comité de Salut public se résume ainsi : « Angleterre et Autriche, à exterminer ; Bourbons d'Espagne, à renverser ; Hollande, à ruiner ; Prusse, à vaincre ; Russie, à observer ; Portugal, Italie, Allemagne, à intimider et à contenir ; Suède,

Danemark, États-Unis, Gênes, Venise, Genève, Suisse, Porte ottomane, à liguer et à réunir, au moins dans la neutralité ».

Mais, même avec ces dernières puissances, toute relation diplomatique a été rompue : « Nos rapports avec les puissances étrangères sont ceux d'une place assiégée ». Des négociations entamées avec l'Espagne sont rompues aussitôt, étant jugées insignifiantes, si elles ne couvrent pas quelque machination concertée avec l'Angleterre.

Il résultait de cette disposition générale que Robespierre adoptait volontiers l'idée de l'offensive en Italie, d'autant plus qu'il désirait vivement exploiter les ressources de ce pays ; mais que, d'un autre côté, voulant aussi la guerre offensive sur les autres théâtres d'opérations, et notamment dans les Pyrénées, il ne donnait pas à l'armée d'Italie les renforts nécessaires pour envahir le Piémont. C'est en vain que Dumerbion réclamait 20,000 hommes d'infanterie et 6,000 chevaux avec 3 compagnies d'artillerie à cheval. Il constituait avec peine un équipage de siège et manquait de poudre et de munitions. Il ne pouvait que développer l'instruction militaire des troupes pour la guerre en pays de plaine.

Du reste, si Augustin Robespierre avait obtenu l'autorisation de pénétrer jusqu'à Coni, en se concertant avec l'armée des Alpes, ce n'était qu'une faible partie des grandes opérations que Bonaparte et lui voulaient entreprendre. Ils comptaient bien ne pas s'arrêter avec toute l'armée sous les murs de Coni, écraser le Piémont, envahir la Lombardie, et, atteignant les débou-

chés du Tyrol, s'attaquer à l'Autriche de concert avec les armées du Nord.

Les représentants près de l'armée des Alpes étaient entrés pleinement dans les idées de leurs collègues d'Italie, car la défensive étant inévitable dans les grandes Alpes, ils se voyaient réduits à une immobilité sans gloire et sans profit si l'on n'adoptait pas l'idée d'une action commune des deux armées sur la Stura. Déjà on avait tiré du Dauphiné dix bataillons destinés à l'armée du Rhin, et l'on continuerait certainement ces prélèvements si l'armée des Alpes n'entrait pas bientôt en opérations offensives.

Cependant, plus on avançait, et moins Carnot paraissait disposé à accepter le plan d'offensive en Italie. Ses instructions ne recommandaient à l'armée des Alpes que la défensive, à l'armée d'Italie qu'une solide organisation des côtes et des places. Le général Dumas, commandant l'armée des Alpes, qui voyait son autorité très amoindrie par le projet des représentants, avait été appelé à Paris, et leur faisait une opposition secrète qui ne fut peut-être pas sans influence sur les résolutions du Comité. Toujours est-il que la situation parut assez compromise aux représentants en mission près des deux armées pour nécessiter l'envoi à Paris du plus influent d'entre eux, de Robespierre jeune. Celui-ci se mit en route peu après le 20 juin, emportant avec lui le projet modifié et arrêté à Nice à cette date, et une note qui résumait brièvement les éléments nécessaires à l'armée d'Italie pour prendre une offensive sérieuse.

A peine était-il parti, que Carnot, cédant enfin à ses tendances défensives, envoyait aux représentants près

l'armée des Alpes des instructions où il n'était plus question de l'attaque combinée sur la Stura.

Le 3 juillet, c'est-à-dire la veille ou le jour même de l'arrivée à Paris d'Augustin Robespierre, un arrêté fut envoyé à l'armée d'Italie, arrêté qui contredisait absolument ceux que Robespierre avait obtenus un mois auparavant :

ARTICLE I[er]. Il sera fait dans le plus court délai une expédition, dont l'objet doit être de s'emparer de Coni.

ARTICLE II. A cet effet, l'armée d'Italie entrera dans les plaines du Piémont, cernera la place de Coni, en fera le bombardement et la sommera de se rendre; elle mettra dans sa marche l'appareil le plus imposant pour frapper l'ennemi de terreur et déterminer l'insurrection qui peut rendre maître de la place.

ARTICLE III. Si la tentative obtient des succès que donne lieu d'espérer le courage de l'armée d'Italie, la même opération sera faite sur les forteresses de Demonte et Ceva.

ARTICLE IV. Les représentants du peuple près les armées des Alpes et d'Italie, pouvant communiquer facilement, agiront de concert pour la simultanéité des mouvements respectifs des deux armées.

ARTICLE V. L'entrée prochaine en Piémont par l'attaque de Coni ne se fera qu'après avoir assuré les communications entre Nice et Oneille et laissé dans les places, ainsi qu'au Port-la-Montagne, des forces suffisantes pour les défendre et s'opposer aux entreprises que l'ennemi pourrait former sur les côtes.

Signé : CARNOT, BILLAUD-VARENNES,
COLLOT-D'HERBOIS, COUTHON.

C'était la négation de tout ce qu'avait proposé Robespierre jeune : la séparation des armées des Alpes et d'Italie maintenue, et au lieu d'une vaste opération combinée, une simple expédition de l'armée d'Italie sur Coni. Le Comité affirmait en outre sa préoccupation de ne pas abandonner les places et les

côtes au moment de prendre l'offensive. Tout était donc à recommencer, et une nouvelle entente nécessaire entre les représentants près des deux armées, pour régler la coopération de l'armée des Alpes à l'attaque de Coni. Aussi n'est-ce que le 29 juillet, c'est-à-dire plus de quinze jours après la réception de cet arrêté, qu'on put le notifier aux généraux et entreprendre l'opération prescrite. Grande fut l'émotion, non seulement de Ricord et Saliceti, mais encore de Laporte et Albitte, entièrement gagnés au grand projet de Bonaparte. Ces derniers s'étaient défaits du général Dumas et l'avaient remplacé par Petit-Guillaume, sorte de nullité indifférente qui se prêtait à tout et n'ambitionnait pas d'illustrer son nom.

Cependant l'arrivée de Robespierre jeune au Comité produisit quelques résultats. Dès le 8 juillet, le Comité adresse aux représentants de nouvelles instructions qui, sans être formelles, semblent du moins leur laisser carte blanche pour agir de concert avec l'armée d'Italie. Au reçu de ces instructions, ils en sollicitent de plus nettes par leur lettre du 18 juillet au Comité de Salut public : ils y font ressortir combien l'offensive combinée dans la vallée de Stura dégagera les autres positions occupées dans les Alpes, et donnera de sécurité pour la gauche de l'armée des Alpes et la droite de l'armée d'Italie ; ils montrent les avantages qui en résulteront pour la subsistance de l'armée, et déclarent leurs préparatifs assez avancés pour entrer en opérations[1].

[1] Voir Pièces justificatives, n° 13.

A cette lettre en était jointe une seconde, adressée à Robespierre le jeune, réclamant avec insistance les instructions qu'il devait obtenir du Comité, se plaignant de celles qu'ils avaient reçues depuis son départ et qui entravaient l'offensive, signalant les insuccès du général Dumas, et prévenant enfin que des mesures étaient prises pour attaquer le plus tôt possible en se tenant à la rigueur dans les limites fixées par le Comité, et en remédiant à la division du commandement par l'accord des volontés[1].

Comme l'indique la fin de cette lettre, les représentants s'entendaient avec ceux de l'armée d'Italie pour commencer les opérations. Saliceti vint à Barcelonnette conférer avec eux, pendant que Ricord notifiait à Dumerbion l'arrêté du Comité, en date du 3 juillet, qui prescrivait une expédition sur Coni. On ne sait pas exactement quelle fut la solution à laquelle ils s'arrêtèrent, mais il semble en tout cas qu'ils devaient faire marcher les deux armées de concert sur Demonte et Coni, quitte à décider ensuite si l'on assiégerait ou bloquerait l'une ou l'autre de ces deux places, ou les deux en même temps.

La partie de l'armée des Alpes restée sur la défensive montrait beaucoup d'activité, ne cessant d'escarmoucher avec les postes piémontais, de sorte que les mouvements préparatoires de l'armée d'Italie passèrent à peu près inaperçus de l'ennemi.

Dès le 30 juin, les détachements envoyés sur Limone et Vernante avaient constaté que la grand'route avait

[1] Voir Pièces justificatives, n° 14.

été entièrement détruite entre ces deux localités : tel était le résultat des lenteurs et de l'inaction de nos armées depuis la prise de Saorge et du col de Tende. Il fallait donc, avant d'entreprendre les mouvements rapides prescrits dans le plan de Bonaparte, commencer par une prise de possession du terrain et par des travaux de réfection des chemins. Ces mouvements préparatoires durèrent jusqu'au 7 août, et, à cette date, l'avant-garde de Macquard était arrivée à Roccavione, à une demi-lieue de Borgo-San-Dalmazzo. A sa droite, les troupes de Masséna tenaient le cours supérieur du Pesio. Nous occupions Boves. Le 8, on devait former les colonnes pour préparer l'attaque décisive, qui aurait lieu le 9 contre le camp retranché de Borgo.

Les Piémontais, bien qu'ils n'eussent encore subi aucun échec sérieux, sentaient venir l'attaque de cet ennemi deux fois supérieur, et avaient perdu tout espoir.

Tout à coup, ils virent les Français « désarmer leurs batteries et reprendre avec une certaine confusion le chemin de Limone ».

« Nous ne pouvons nous expliquer l'étrange manœuvre des Français, écrit un officier piémontais; pourquoi donc repassent-ils si précipitamment le col de Tende ? Est-ce une panique ? Dans tous les cas, si nous n'avons rien fait pour la provoquer, elle nous sauve. »

Quelques jours après, il avait l'explication de cette retraite incompréhensible :

« La terreur panique qui a déterminé la si brusque

retraite de l'ennemi est l'effet d'une machine qu'a fait jouer Barère pour expédier son ami Robespierre. »

C'était en effet le 9 thermidor qui arrêtait partout l'offensive ordonnée par Robespierre, au moment où son frère venait d'arracher au Comité l'ordre de faire renforcer l'armée d'Italie et de la porter en avant.

10° La mission de Robespierre jeune et le 9 thermidor.

Arrivé à Paris, Augustin Robespierre s'était trouvé en présence d'une opposition plus énergique et plus compliquée peut-être qu'il ne l'avait cru. Il ne s'agissait pas seulement de convaincre Carnot de la nécessité de prendre l'offensive dans le Piémont, ce qui n'aurait été, après tout, que revenir aux idées mêmes qu'il avait soutenues six mois plus tôt : il fallait obtenir pour l'armée d'Italie les renforts nécessaires pour pousser cette offensive à fond, et ces renforts, il fallait les prendre quelque part, soit dans les armées de l'intérieur, soit dans les armées des Pyrénées, en réduisant celles-ci à la défensive. Sur ce point, on se heurtait à une résistance presque unanime, car ceux qui admettaient volontiers l'offensive pour l'armée d'Italie la voulaient aussi dans les Pyrénées-Orientales. C'est alors que Robespierre jeune remit au Comité, à l'appui de sa thèse, la célèbre et admirable « Note sur la position politique de nos armées de Piémont et d'Espagne », qui faisait ressortir magistralement les différences profondes entre la situation de

l'armée d'Italie et celle des armées d'Espagne[1]. Avait-il fait rédiger cette note par Bonaparte le 20 juin, avant de quitter Nice, ou la lui avait-il réclamée vers le 6 ou le 7 juillet, pour répondre à des objections soulevées dans le Comité? Cette seconde hypothèse paraît plus probable, car on ne s'expliquerait pas comment Augustin Robespierre, arrivé à Paris dans les premiers jours de juillet, aurait attendu le 19 pour remettre cette note au Comité. Toujours est-il que la « Note sur la position de nos armées de Piémont et d'Espagne » est écrite de l'écriture de Junot sur le papier spécial employé à l'état-major de l'artillerie de l'armée d'Italie, papier dont on ne retrouve pas d'échantillon dans les archives en dehors des pièces signées de Bonaparte ou dont il est l'auteur avéré. Plus que ces détails matériels, le style et l'ordonnance des idées révèlent l'origine napoléonienne de ce mémoire. On ne peut pas s'arrêter un instant à l'idée que l'un des Robespierre, habitué à une rhétorique filandreuse, aura trouvé un jour le secret de cette concision puissante. Certes, les représentants Simond ou Laporte, Albitte ou Saliceti, Ricord ou Robespierre, ont eu de réelles qualités, même au point de vue militaire, et devaient partager en grande partie les idées exprimées dans cette note; mais nul d'entre eux n'était capable de les déduire ainsi, par des raisonnements d'une puissance de logique écrasante, présentés sous la forme brutale d'un

[1] Voir Pièces justificatives, n° 12. Ce document a déjà été publié plus d'une fois; mais il offre tant d'intérêt que nous n'avons pas cru pouvoir nous dispenser de le reproduire encore.

théorème de géométrie. Nous avons donné un aperçu rapide de toutes les idées répandues dans les milieux politiques et militaires vers 1793, sur le rôle de l'armée d'Italie, et, dans le nombre, on retrouverait sans doute celles que Bonaparte a émises dans sa note sur la position politique et militaire des armées de Piémont et d'Espagne; mais qu'importe une idée, si elle est jetée au hasard par un esprit déréglé, sans rien pour l'appuyer et l'imposer? C'est dans le raisonnement qui les fait naître et qui les soutient que les idées puisent leur valeur : or, jamais logique plus serrée n'a été mise au service d'une pensée plus forte. Napoléon a rarement écrit quelque chose d'aussi parfait que cette œuvre de jeunesse.

« La République, dit-il, ne peut soutenir l'offensive avec ses quatorze armées; elle n'aurait pas assez d'officiers, pas assez d'artillerie et de cavalerie. Attaquer partout serait du reste une faute militaire :

« Il ne faut point disséminer ses attaques, mais les concentrer.

« Il en est des systèmes de guerre comme des sièges des places : réunir ses feux contre un seul point; la brèche faite, l'équilibre est rompu; tout le reste devient inutile et la place est prise. »

Reste à déterminer le genre de guerre que doit faire chaque armée; on le déterminera :

« 1° Par les considérations déduites de l'esprit général de notre guerre;

« 2° Par les considérations politiques qui en sont le développement;

« 3° Par les considérations militaires. »

Les premières nous montrent que :

« L'esprit général de notre guerre est de défendre nos frontières. L'Autriche est notre ennemi le plus acharné; il faut donc le plus possible que le genre de guerre des différentes armées porte des coups directs ou indirects à cette puissance.

« Si les armées qui sont sur les frontières d'Espagne embrassaient le système offensif, elles entreprendraient une guerre qui serait à elle seule une guerre séparée. L'Autriche et les puissances d'Allemagne n'en ressentiraient rien. Elle ne serait donc point dans l'esprit général de notre guerre.

« Si les armées qui sont sur la frontière de Piémont embrassaient le système offensif, elles obligeraient la maison d'Autriche à garder ses États d'Italie et, dès lors, ce système serait dans l'esprit général de notre guerre..... Si nous obtenons de grands succès, nous pouvons dans les campagnes prochaines attaquer l'Allemagne par la Lombardie, le Tessin et le comté de Tyrol, dans le temps que nos armées du Rhin attaqueraient le cœur. »

Les considérations politiques et militaires font voir en outre que l'offensive en Espagne se heurtera à de grosses difficultés, tenant soit à l'esprit national des habitants, soit au pays même : elle sera longue et coûteuse et exigera des forces très supérieures à la défensive des Pyrénées orientales et du pays basque.

Au contraire, la population du Piémont et son gouvernement n'opposeront guère de résistance, et le théâtre d'opération est tel, que la défensive sera

plus coûteuse et exigera autant d'hommes que l'offensive.

Ici, Bonaparte reprend les observations de Feuquières et de Berwick sur la disposition des Alpes occidentales, et ne paraît pas admettre les critiques de Bourcet :

« La frontière de Piémont forme un demi-cercle; les deux armées des Alpes et d'Italie occupent la circonférence; le roi de Sardaigne occupe le diamètre. La circonférence que nous occupons est remplie de cols et de montagnes difficiles. Le diamètre qu'occupe le roi de Sardaigne est une plaine aisée, fertile, où il peut faire circuler les mêmes troupes, en peu de jours, d'une extrémité à l'autre du diamètre.

« Le système défensif est donc toujours à l'avantage du roi de Sardaigne. Il nous faut le double de troupes qu'à nos ennemis pour nous trouver à égalité de forces. »

Conclusion : « L'on doit donc adopter le système défensif pour la frontière d'Espagne et le système offensif pour la frontière de Piémont.

« Frapper l'Allemagne, jamais l'Espagne ni l'Italie. Si nous obtenions de grands succès, jamais on ne doit prendre le change en s'enfonçant dans l'Italie [1], tant que l'Allemagne offrira un front redoutable et ne sera pas affaiblie. »

Ce dernier paragraphe a été barré de la même main qui a écrit en tête de la note : « Remise par Robespierre jeune, le 1er thermidor an II ». Les

[1] C'est-à-dire l'Italie péninsulaire, Toscane, Rome et Naples.

Robespierre étaient sans doute peu sensibles au raisonnement qui faisait la force de ce mémoire, et ils allaient droit aux conclusions; parmi celles-ci, ils retenaient ce qui se rapportait à l'offensive dans le Piémont, acceptaient à la rigueur, comme conséquence forcée, la défensive dans les Pyrénées, où il y avait peu à conquérir; mais ils ne renonçaient pas volontiers au rêve jacobin de révolutionner et d'exploiter la péninsule italienne. Bonaparte aura grand'peine à empêcher, jusqu'en 1797, que les armées françaises ne se perdent dans cette impasse; lui parti, dès 1798, le Directoire reprendra sans hésiter le funeste et traditionnel projet.

Au Comité de Salut public, Carnot s'était spécialisé dans les affaires militaires et se réservait la direction des opérations comme un domaine fermé où il n'aimait pas qu'on s'aventurât pour présenter des plans de campagne; Hoche en savait quelque chose. L'ingérence des Robespierre dans les questions militaires leur aliéna irrévocablement l'organisateur de la victoire et décida de leur perte. Ils durent parler et agir énergiquement, car leur avis prévalut, ainsi que nous l'apprend une lettre de Carnot, du 26 thermidor, où il se plaint que Robespierre lui ait imposé l'offensive dans le Piémont et l'affaiblissement des autres armées.

Cette discussion dans le Comité est probablement ce qui précipita la chute de Robespierre et le coup d'État du 9 thermidor. Une partie du Comité de Salut public vint donner aux Barras, aux Tallien, l'appui de son autorité et d'une réputation jusqu'alors intacte.

Si les thermidoriens proprement dits ont résolu la

perte de Robespierre pour des motifs absolument étrangers au salut de la patrie, en revanche, c'est l'ingérence de Robespierre dans les affaires militaires qui a décidé Carnot, Prieur et Barère à l'attaquer. Les premières questions posées à son secrétaire Duplay, dans le procès qui suivit le 9 Thermidor, sont les suivantes :

D. — Dans le dîner où s'est trouvé Barère, ne l'as-tu pas entendu proposer à Robespierre de se raccommoder avec les membres de la Convention et des Comités qui paraissaient lui être opposés ?

R. — Non. Je crois même que le dîner dont il s'agit précéda la division qui, depuis, a éclaté au Comité.

D. — Ne sais-tu pas que Robespierre, indépendamment de la police générale de la République, dont il s'était chargé, voulait encore diriger les armées, et que c'est de là qu'est née la division dont il s'agit ?

Le 9 Thermidor débarrassa Carnot du projet d'offensive en Italie. Dès le 10, le Comité de Salut public ordonne aux représentants près des deux armées des Alpes et d'Italie d'interrompre l'offensive. Cet arrêté arrive le 18 thermidor à Nice et à Barcelonnette, et aussitôt les généraux sont invités à ramener l'armée dans ses positions. Ricord écrit à Dumerbion :

« Le Comité de Salut public, par sa lettre du 10 du courant, nous instruit qu'il a changé de projet relativement à l'attaque de Coni, Demonte et Ceva. Il faut que les efforts de l'armée soient tournés du côté de la défense des côtes et pays conquis, et tenir de bonnes garnisons dans les places et particulièrement à Marseille et au Port-la-Montagne.

« Tu assureras la défense du pays conquis et te

tiendras en mesure sur toutes les positions de l'armée, en cas d'attaque de la part de l'ennemi. »

Le lendemain, 19 thermidor (6 août), Albitte, Laporte et Saliceti écrivent à Dumerbion :

« Général, nous venons de conférer ensemble sur les événements actuels et sur la sûreté de la partie de la République dont la garde et la surveillance nous sont confiées, ainsi que sur les moyens d'assurer et d'étendre nos conquêtes.

« Nous croyons qu'il est d'un intérêt majeur, momentanément, de suspendre l'exécution du plan de campagne arrêté entre les représentants des deux armées..... »

11° L'arrestation de Bonaparte.

Par le même courrier, les trois représentants ordonnent l'arrestation du général Buonaparte comme complice de Robespierre et, le même jour, ils écrivent au Comité pour signaler la prétendue trahison commise par Ricord, Robespierre et Bonaparte[1] :

« Un plan de campagne avait reçu votre approbation ; il devait être secret et surtout il devait être exécuté. Eh bien ! ce plan est devenu public à l'armée d'Italie ! Enfin, il faut que vous sachiez que Buonaparte et Ricord lui-même ont avoué à Saliceti qu'on

[1] Voir Pièces justificatives, n° 15.

ne ferait que semblant d'assiéger Coni, mais qu'il ne fallait en rien dire aux représentants près l'armée des Alpes. De là nous concluons que nous étions joués par les intrigants et les hypocrites; qu'on ne voulaît pas exécuter votre arrêté. Tel était le plan, bien connu aujourd'hui, de Robespierre et de Ricord; il cadre parfaitement avec tous les mouvements de l'ennemi. Buonaparte était leur homme, leur faiseur de plans, auquel il nous fallait obéir. »

Il y a donc opposition absolue entre la manière dont le Comité de Salut public comprend l'accusation de trahison portée contre Robespierre, et l'idée que s'en font les trois représentants à Barcelonnette.

Pour Carnot, le crime de Robespierre est d'avoir voulu l'offensive dans le Piémont; pour Laporte, Albitte et Saliceti, c'est de n'avoir pas été sincère dans l'adoption du plan de Colmars et de Nice, et d'avoir un autre plan secret, peut-être de connivence avec l'ennemi. Tout leur semblait suspect dans la conduite de Ricord, Robespierre et Bonaparte. Saliceti, qui avait failli être assassiné par des brigands sur la route de Nice à Barcelonnette, était convaincu qu'ils étaient apostés par Ricord. Un dernier fait éveilla ses soupçons : une mission secrète dont Bonaparte avait été chargé dans le mois de juillet et qu'il était naturel de rattacher à la prétendue conspiration. Le 13 juillet, en effet, soit en exécution d'un projet concerté avant le départ d'Augustin Robespierre, soit sous la pression des événements, Ricord avait

envoyé Bonaparte à Gênes, en apparence pour conférer avec le Sénat de cette ville, en réalité pour examiner les places de la République génoise, la force de son gouvernement et de ses troupes, et pour se rendre exactement compte de ses dispositions à l'égard des alliés de la France.

Cette mission, que les représentants attribuaient à quelque plan machiavélique, se trouve tout naturellement expliquée dès que l'on sait qu'une division autrichienne avait remonté la Bormida jusqu'à Dego et semblait menacer Savone, et surtout que deux généraux autrichiens étaient venus en mission à Gênes dans les premiers jours de juillet. A cette mission militaire il fallait répondre par une autre. En prévision d'une nouvelle série d'opérations à engager de ce côté, Ricord et Bonaparte voulaient reconnaître le pays, voir si Savone pouvait être enlevée par un coup de main ou livrée à l'ennemi, si nous pouvions nous en saisir et en tirer parti, peut-être même nous emparer de Gênes et de Gavi par surprise, et paralyser ainsi l'offensive autrichienne en menaçant sa ligne de retraite. En tout cas, on voulait intimider Gênes : « Ce gouvernement ne peut nous être favorable que par la crainte », avait dit Robespierre.

Nous ne pouvons admettre l'idée d'un plan secret combiné entre Bonaparte et Robespierre. Celui-ci, en effet, dans la note écrite de sa main et pour lui-même, le 20 juin, s'exprime ainsi au sujet de la République génoise : « Demander à la République de Gênes qu'elle mette sa côte en défense depuis Menton jusqu'à Oneille, pour assurer nos communications qui

se trouveraient interrompues si l'ennemi pouvait s'en approcher impunément et tenter de descendre ». La communication ne s'étendait donc pas vers l'est plus loin qu'Oneille, dans le plan auquel pensait Robespierre ; il ne s'agissait pas encore d'une expédition sur Altare ou Savone, mais toujours sur Coni ou Ceva par Tende ou par Ormea. La mission de Bonaparte à Gênes se rapportait à un plan tout différent, dont l'apparition des Autrichiens avait donné l'idée depuis le départ de Robespierre pour Paris, et qu'on finit par exécuter en septembre.

Bonaparte arrêté, on fit une perquisition dans ses papiers pour trouver trace de la conspiration, et l'on découvrit l'ordre (secret) par lequel Ricord l'avait envoyé à Gênes :

Ordre au général Buonaparte de se rendre à Gênes pour conférer avec le gouvernement de Gênes.

INSTRUCTIONS :

1° Voir la forteresse de Savone et les pays circonvoisins;

2° Les forteresses de Gênes et pays voisins, afin d'avoir des renseignements sur des pays qu'il importe de connaître dans le commencement d'une guerre dont il n'est pas possible de prévoir les effets;

3° Prendre sur l'artillerie et autres objets militaires tous les renseignements possibles;

4° Pourvoir à la rentrée à Nice des 30 milliers de poudre qui avaient été achetés pour Bastia et qui ont été payés;

5° Approfondir la conduite civique et diplomatique du ministre de la République française Tilly, et de ses agents, sur lesquels il revient différentes plaintes;

6° Faire toutes les démarches et recueillir tous les faits qui peuvent déceler l'intention du gouvernement génois relativement à la coalition.

Il était aisé à Bonaparte d'expliquer l'utilité d'une pareille mission dans un moment où il allait peut-être falloir occuper Savone et Gênes, pour n'être pas affamé. Le péril autrichien grandissait chaque jour de ce côté, et, au moment même où l'on interrogeait Bonaparte, inquiétait vivement les représentants.

Quant à l'intention de ne pas assiéger réellement Coni, elle était des plus avouables, l'esprit d'une guerre réellement offensive étant de ne pas laisser arrêter une armée entière devant une place. Laporte avait exprimé naguère la même pensée.

Que Bonaparte se soit justifié, cela ne fait aucun doute, mais ne suffit pas à expliquer qu'on l'ait relâché. On est tenté de faire intervenir des questions de personnes, d'admettre que Saliceti, convaincu qu'il avait plus à gagner qu'à perdre en soutenant enfin son compatriote, a fait abandonner l'accusation. Tous les contemporains ont examiné la question à ce point de vue, les uns prétendant, comme Marmont, que Saliceti avait toujours été favorable à Bonaparte, et l'avait retenu pour le sauver; d'autres qu'il lui était redevenu favorable après enquête ; les autres enfin qu'il avait été contraint d'abandonner l'accusation sur la demande unanime de ses collègues et des officiers de l'état-major général de l'armée d'Italie.

Nous serions plutôt tentés d'admettre que Saliceti n'a pas eu un rôle prépondérant dans cette affaire, trop grave pour être perdue de vue par ses collègues, et que ceux-ci, dégagés de toute question personnelle, ont pu reconnaître purement et simplement que la trahison soupçonnée par eux était imaginaire. Laporte,

qui avait déjà longuement conféré avec Bonaparte à Colmars et se trouvait en communion d'idées avec lui, a dû comprendre parfaitement les explications du jeune général et entraîner ses collègues. La correspondance de Carnot aura été d'un grand poids sur la décision prise. Les trois représentants réunis à Nice étaient restés, en effet, partisans absolus de l'offensive et commençaient à songer à cette expédition sur Savone, que Bonaparte avait préparée de concert avec Ricord ; et ils voyaient que Carnot, tout en incriminant les menées secrètes de Robespierre, ne lui imputait d'autre crime que d'avoir projeté et imposé cette offensive. Les événements ne justifiaient que trop Bonaparte : partout les Piémontais reprenaient courage et attaquaient nos postes, et les forces autrichiennes se concentraient sur la Bormida. Le gouvernement de Gênes remplaçait à Savone le gouverneur Spinola, partisan d'une neutralité énergiquement défendue, par un officier dévoué aux alliés.

Dans une longue lettre du 24 thermidor (11 août), Albitte, Laporte et Saliceti ne dissimulent pas leur désir de reprendre le projet abandonné. Sans oser rompre absolument en visière au Comité de Salut public, ils lui parlent encore des dispositions à prendre pour envahir le Piémont : « Si on penchait pour continuer l'offensive, il faut sans délai dérouter les espérances des ennemis qui se réunissent en force du côté du Saint-Bernard, du mont Cenis, et des vallées d'Oulx, Queyras et Maurin; il faut que la gauche de l'armée d'Italie, de concert avec la droite des Alpes, attaque incessamment et prenne Demonte (l'artillerie de siège

nécessaire à cette opération et les routes sont préparées); il faut en même temps que le centre de l'armée d'Italie occupe la majeure partie des forces sardes en menaçant et même en attaquant Coni, tandis que la droite ira faire le siège et s'emparer de Ceva, place qui pourrait être conservée pendant l'hiver et inquiéter considérablement la Lombardie, étant appuyée par les forces que nous avons le long du Tanaro ainsi que dans la ci-devant principauté d'Oneille, et généralement depuis la mer jusqu'à Bagnasco. Cette opération assurerait puissamment la position de l'armée des Alpes, et préparerait les victoires de la prochaine campagne, fortifierait l'esprit public, et déconcerterait nos ennemis. *Nous penchons pour ce dernier système, mais c'est à votre sagesse à décider*. En attendant, nous faisons et nous allons faire pratiquer une route pour l'artillerie de Binga (Albenga) à Garessio, pour servir sans retard dans le cas que le siège de Ceva soit décidé. Nous allons également tenir l'ennemi dans l'incertitude, en le faisant craindre pour Coni ».

Une lettre de Carnot, absolument péremptoire celle-là, et conçue dans un sens tout opposé, se croisait avec celle des représentants :

Paris, 26 thermidor an II.

Notre collègue Jean-Bon Saint-André, qui est au Port-de-la-Montagne, nous informe, chers collègues, que la garnison de ce port est réduite à 1600 hommes. Cet inconcevable affaiblissement nous alarme, ainsi que beaucoup d'autres rapports venant de la même frontière. Nous ne doutons pas que la nouvelle conspiration, qui vient d'être guérie, n'étendit une de ses branches les plus dangereuses vers ces contrées où les Robespierre exerçaient une

influence si perfide et si active. *Le projet que Robespierre jeune est venu nous arracher*, pour ainsi dire, par la tyrannie de son frère, *le projet d'entrer dans le Piémont*, en abandonnant nos propres frontières, en laissant enlever la Corse, en exposant le Port-de-la-Montagne à une invasion nouvelle, en livrant nos derrières à nos ennemis qui avaient là des forces toutes prêtes à débarquer, en faisant enfin dépendre notre sûreté des bonnes dispositions du gouvernement génois, qui nous paraît au moins douteux et qui pouvait livrer les passages aux Autrichiens et fermer ainsi toute espèce de retour à l'armée qui aurait pénétré, ce projet, dis-je, nous paraît être le fruit de l'intrigue de ces conspirateurs. Aussi nous sommes-nous hâtés de révoquer les mesures désastreuses auxquelles il nous avait forcés. Ces mesures ne tendaient à rien moins qu'à paralyser les armées des Pyrénées-Orientales, des Pyrénées-Occidentales et de l'Ouest, dont il fallait extraire les meilleures forces, tellement que, si ces mesures eussent été exécutées, nous n'aurions ni Fontarabie, ni Saint-Sébastien, ni moyens de contenir les brigands qu'on s'efforce de réveiller dans la Vendée; et le tout pour prendre une place vis-à-vis de laquelle il est douteux qu'on eût pu tenir pendant l'hiver, dont la conquête ne détrône pas même le roi des marmottes, qui compromettrait le sort des plus belles armées de la République et qu'on peut aussi bien prendre au commencement de la campagne prochaine qu'à présent.

Ce qui nous étonne, chers collègues, c'est de voir que le système des Robespierre ait trouvé quelque faveur auprès de vous. Le désir de mettre en œuvre le courage des braves qui composent l'armée d'Italie vous a sans doute inspirés à cet égard. Mais la prudence ne nous permet pas de désorganiser des armées, dont les succès sont assurés, pour entreprendre des opérations dont le résultat est douteux et beaucoup moins important, en cas de succès, que désastreux en cas de revers.

Qu'a donc à faire l'armée d'Italie? Le voici : garder les côtes, rendre inutiles toutes les tentatives de descente ou d'invasion par le territoire de Gênes; détruire Saorgio; veiller sur le Port-de-la-Montagne; étudier l'esprit des Génois; contenir les malveillants et les fédéralistes qui abondent encore dans les contrées du Midi; sauver la Corse; perfectionner la discipline; s'organiser de plus en plus; établir ses communications avec l'armée des Alpes; se préparer à entamer de très bonne heure la campagne prochaine, afin d'opérer d'un seul coup l'invasion du Piémont, sans être coupé par les neiges au milieu de ses opérations. Cette tâche,

citoyens collègues, est certainement assez belle et ne fera pas déchoir l'armée d'Italie de la juste gloire qu'elle s'est acquise.

Le génie de la liberté vous a fait échapper, chers collègues, à des dangers d'autant plus grands qu'ils étaient préparés par des hommes d'une astuce profonde et dont la scélératesse s'enveloppait des formes les plus populaires. Votre prudence et votre énergie sauront vous garantir des nouveaux pièges dans lesquels on s'efforcera sans doute de vous faire tomber.

Salut et fraternité.

CARNOT.

Cette lettre produisit un effet exactement opposé à celui que son auteur se proposait. Les représentants ne trouvaient plus, dans les crimes reprochés à Robespierre jeune, que des actes dont ils étaient les complices : ils reconnaissaient, dans les mesures contre lesquelles Carnot se déclarait si énergiquement, celles mêmes qu'ils avaient chargé Robespierre de proposer au Comité. La grande conspiration leur paraissait désormais très excusable, et ils relâchaient Bonaparte aussitôt (20 août). Ils feignirent de le considérer toujours comme suspect à certains points de vue, mais ils lui rendirent leur confiance entière pour la direction des opérations militaires, ainsi que l'indique leur réponse du 7 fructidor an II :

Les représentants du peuple délégués près l'armée d'Italie, au Comité de Salut public.

CITOYENS COLLÈGUES,

Par le courrier que nous vous avons envoyé de Barcelonnette, conjointement avec notre collègue Laporte, et par lequel nous vous instruisions de nos mesures concertées et des soupçons graves que nous avions sur Ricord et Bonaparte, général d'artillerie,

nous vous annoncions que l'un et l'autre vous seraient envoyés; vous avez rappelé le premier; le second, comme nous vous l'avons déjà mandé, a été mis par nous en état d'arrestation. Par l'examen de ses papiers et tous les renseignements que nous avons pris, nous avons reconnu que rien de positif ne pouvait faire durer sa détention plus longtemps.

Surtout quand nous avons trouvé l'arrêté de Ricord, dont nous vous envoyons copie, par lequel ce représentant envoyait à Gênes le général Bonaparte, et que nous avons été convaincus de l'utilité dont nous peuvent être les talents de ce militaire qui, nous ne pouvons le nier, devient très nécessaire dans une armée dont il a mieux que personne la connaissance, et où les hommes de ce genre sont extrêmement difficiles à trouver.

En conséquence, nous l'avons remis en liberté, sans cependant l'avoir réintégré, pour tirer de lui tous les renseignements dont nous avons besoin et nous prouver, par son dévouement à la chose publique et l'usage de ses connaissances, qu'il peut reconquérir la confiance et rentrer dans un emploi que, au demeurant, il est très capable de remplir avec succès, et où les circonstances et la position critique dans laquelle se trouve l'armée d'Italie pourraient nous obliger de le remettre provisoirement, en attendant les ordres que vous pourrez donner à cet égard.

Salut et fraternité.

Saliceti. Albitte.

L'impression produite sur les généraux ennemis par ce revirement nous donne l'occasion d'apprécier ce qu'était la réputation de Bonaparte dans le camp autrichien. Le 3 septembre, l'archiduc Ferdinand écrit à Colli :

« Il est vrai que le général Bonaparte, dernièrement conduit enchaîné à Paris, retourne avec le commandement. C'est un Corse hardi, entreprenant, qui certainement voudra risquer quelque attaque. »

Les alliés ne devaient pas tarder, en effet, à recevoir les coups dirigés par Bonaparte.

12° L'expédition de Dego.

Depuis le 9 thermidor, l'ennemi avait repris courage. Pendant la première quinzaine du mois d'août, il ne cessa pas d'attaquer nos postes depuis le mont Cenis jusqu'au cours du Pesio, et ne parvint à en enlever qu'un, près de Limone. Mais le véritable danger n'était pas là. L'affaiblissement de la Sardaigne et nos succès dans la vallée du Tanaro avaient fini par émouvoir la maison d'Autriche, débarrassée d'ailleurs, vers la même époque, de toute préoccupation sérieuse du côté de la Pologne. On comprenait à Vienne qu'il suffisait aux Républicains d'un moment d'audace pour en finir avec les Piémontais, et alors c'est aux possessions impériales du Milanais qu'ils s'en prendraient. Il devenait donc urgent de soutenir l'armée sarde, et, sans compter les quelques bataillons autrichiens dont on l'avait renforcée, on envoya de ce côté la division Colloredo. Dès le mois de mai, elle fut cantonnée dans la vallée de la Bormida depuis Alexandrie jusqu'à Cairo ; mais l'Autriche refusa formellement de l'engager pour la défense du Piémont : ainsi commençait à se manifester la politique égoïste, autoritaire et mesquine du gouvernement impérial, qui allait vite envenimer les relations entre les alliés, et préparer en grande partie les succès des Républicains.

Au mois de juillet, les chefs du corps d'armée autrichien commencèrent à se remuer; ce fut d'abord une mission militaire à Gênes, à laquelle la France dut

riposter sur-le-champ par la mission de Bonaparte; puis le gros de la division Colloredo se rapprocha peu à peu; les Anglais vinrent croiser près des côtes, et des pourparlers s'engagèrent entre leurs amiraux et les généraux autrichiens. Le 17 août, Masséna reçut de ses espions des avis d'après lesquels l'armée autrichienne se rapprochait du Tanaro. Les bruits avaient pris une telle consistance qu'il se hâta d'évacuer, le 22, ses positions de Garessio, et resserra sa droite vers Balestrino et Loano. Le général en chef et les représentants, informés, lui reprochèrent sa précipitation, mais, le 24, écrivirent au Comité de Salut public pour lui demander l'autorisation de faire une expédition de ce côté. Deux jours après, les renseignements sur les projets de l'ennemi devenant plus précis, la décision fut prise sans attendre l'autorisation : on écrivit à l'armée des Alpes de faire de fausses attaques sur Demonte et Château-Dauphin, pendant que cinq bataillons, tirés de la gauche et du centre de l'armée d'Italie, étaient appelés à la droite. Le 26 août (9 fructidor), Prost (qui remplaçait Albitte) et Saliceti, rendirent un arrêté qui ordonnait l'attaque dans la vallée de la Bormida, en prétendant se conformer ainsi aux instructions défensives du Comité. Bonaparte n'avait pas perdu de temps depuis sa sortie de prison pour préparer cette expédition, à laquelle il songeait, du reste, depuis plus d'un mois[1].

Le surlendemain, 28 août (11 fructidor) les représentants rendaient compte de cet acte d'initiative au

[1] Voir Pièces justificatives, n° 16.

Comité, en faisant ressortir énergiquement les menées et les préparatifs des Autrichiens dans la région d'Acqui et d'Alexandrie, en Lombardie et à Gênes[1].

En réalité, si les intentions des Autrichiens étaient bien celles qu'on leur attribuait, leurs positions étaient loin d'être aussi avancées qu'on l'annonçait. Ils n'avaient encore, à Mallare, qu'un poste de deux compagnies, et ce n'est qu'en septembre que 2,000 hommes se trouvèrent à Cairo. Cette troupe était d'ailleurs absolument indépendante de l'armée principale. Wallis, qui la commandait, n'était pas entré en relations avec d'Argenteau, qui commandait la gauche des Austro-Sardes; pas un bataillon de la division rassemblée à Morozzo, entre Coni et Mondovi, ne fut mis en mouvement. On ne se décida à en envoyer deux jusqu'à Mondovi que le jour même où les Français allaient attaquer. C'est que les Sardes avaient bien d'autres préoccupations, et déjà se manifestait entre eux et leurs alliés la profonde divergence d'intérêts et de vues qui devait entraîner la séparation de leurs armées et aboutir au désastre de 1796.

L'Autriche voulait marcher sur Savone et Finale, et combattre en Ligurie pour son propre compte. Elle ne consentait pas à porter ses contingents dans le Piémont pour y constituer avec les Sardes une armée supérieure à celle des Français; mais elle voulait que toutes les troupes alliées fussent placées sous un commandement unique, et naturellement que le général en chef fût autrichien.

[1] Voir Pièces justificatives, n° 7.

Les Piémontais, de leur côté, restaient convaincus que les Français allaient reprendre leurs attaques sur le Tanaro et assiéger Ceva, à moins que l'offensive contre Coni ne recommençât, comme les mouvements de l'armée des Alpes tendaient à le faire croire. Il ne pouvait être question pour eux de se porter sur la Bormida : c'eût été livrer Turin à la République.

Pendant les premiers jours de septembre, les troupes françaises destinées à faire partie de l'expédition arrivèrent aux points de rassemblement, entre Bardinetto et Loano. Le général en chef et les représentants rejoignirent successivement, du 5 au 10, à Loano. Des approvisionnements étaient débarqués dans ce port.

Le 15 septembre, les représentants écrivent au Comité, en lui communiquant un grand nombre de rapports relatifs aux mouvements et projets de l'ennemi et aux dispositions des Génois : ils demandent la conduite à tenir vis-à-vis de ces derniers, et affirment encore une fois que l'expédition est urgente, si l'on ne veut pas laisser l'ennemi affamer le midi de la France en coupant les relations avec Gênes.

Il faut remarquer que les faits signalés ne se rapportent guère à la division autrichienne dont l'avant-garde seule était à Cairo : il s'agit surtout de la connivence des Génois avec nos ennemis, prouvée par la levée du blocus de Gênes, l'admission de huit navires anglais dans son port, et le changement du gouverneur de Savone.

La division Colloredo, forte d'environ 10,000 à 12,000 hommes, vient se concentrer près de Cairo;

ses avant-postes occupent Altare et Carcare avec deux bataillons et poussent des postes à Mallare et Pallare, et jusque sur la crête de San-Giacomo.

Bonaparte fit adopter les dispositions suivantes pour l'attaque :

Une petite troupe de 1500 hommes devait partir des hauteurs de Loano et Finale, et se porter avec précautions sur la Bormida orientale, marchant en ligne droite vers Carcare et Cairo. Devant chacune des localités de Bormida, Mallare et Pallare, elle devait tâter l'ennemi, passer outre s'il n'était pas en forces ou s'il se retirait, s'arrêter s'il tenait bon mais ne semblait pas menaçant, enfin se retirer sur Loano si les Autrichiens étaient très supérieurs et s'ils prenaient l'offensive. Les instructions étaient scrupuleusement détaillées sur ces différents cas et sur la liaison à établir entre cette colonne et le gros de la division.

Les 9,000 hommes qui formaient la colonne principale devaient se rassembler à Bardinetto et descendre la vallée de la Bormida occidentale jusqu'à Murialdo, pour attaquer les Autrichiens du côté où ils pouvaient se relier aux Piémontais. Le commandement se tiendrait au courant de ce qui se passerait à la colonne de droite, et si l'ennemi voulait tenir à Bormida, Mallare ou Pallare, on se rabattrait sur lui. Dans le cas contraire, on pousserait sans interruption jusqu'à Millesimo, où l'on commencerait à prendre des mesures pour l'attaque, d'après les renseignements qu'on aurait sur la position des Autrichiens vers Carcare, Cairo et Dego. En tout cas, on aurait commencé par balayer les hauteurs qui s'étendent entre Ceva et Cairo, et

l'attaque serait conduite de manière à rejeter les Impériaux vers la Lombardie[1].

13° Combat de Dego.

Les dispositions prises dans la réalité furent un peu plus compliquées que ce premier ordre ne l'indique. Les chemins n'étaient pas assez larges et assez solides pour donner passage à une colonne de 9,000 hommes, et d'ailleurs, si peu nombreux que fussent les Piémontais entre Millesimo et Mondovi, il fallait balayer leurs postes et se garantir contre toute intervention de leur part.

Aussi, tandis que le gros du corps d'expédition descend la vallée de la Bormida occidentale jusqu'à Acquafredda, pour se rabattre de là sur Carcare par les hauteurs de Biestro, Laharpe suit la crête entre la Bormida et le Tanaro, en balaye tous les postes de milices piémontaises, et vient s'établir au Montezemolo, ayant fait le vide entre les Autrichiens et l'armée sarde. La brigade Cervoni a accompli sa tâche sans difficulté, et descend directement le 20 septembre de Pallare sur Carcare.

Deux bataillons, non compris dans le corps expéditionnaire, forment flanc-garde à gauche à la Solta.

Ainsi, les Français débouchent sur Carcare par deux côtés, pour attaquer les Autrichiens de front et en flanc avec 6,500 hommes; et, en même temps,

[1] Voir Pièces justificatives, n° 18.

5,000 hommes se sont établis à Montezemolo, entre les deux armées alliées, puis, tournant à l'est, ont enlevé le château de Cosseria et Millesimo, pour déboucher en arrière même du flanc droit des Autrichiens.

L'attaque commence sur tous les points vers 3 heures. Dumerbion fait descendre sa réserve de Biestro sur Carcare, la déploie, et, derrière ce rideau, toute l'armée se reporte plus à gauche par un mouvement de flanc, imitant assez fidèlement les mouvements de tiroir de Frédéric II. La droite de Cervoni se trouve alors vers Pallare, sur la Bormida, et Laharpe menace la retraite de l'ennemi. Devant cette attaque, Colloredo se retire, et la nuit arrête le combat sans qu'un résultat décisif ait été obtenu.

Le lendemain, 21 septembre, les Impériaux garnissent la forte position de Dego, couverts par des miliciens piémontais. Ils ont une avant-ligne composée de 2 à 3 bataillons avec 2 pièces de canon, et une position principale occupée par 6 bataillons avec 15 pièces. Ils se sont postés surtout sur la rive gauche de la Bormida ; ils n'occupent pas les crêtes qui dominent la vallée à l'est, et où court le chemin de Spigno et Acqui. Aussi les Français renversent-ils leur disposition, et c'est par leur droite qu'ils vont déborder l'ennemi.

Laharpe commence l'attaque vers 2 heures, et entame l'avant-ligne autrichienne sur les deux rives de la Bormida; mais c'est seulement vers 4 h. 1/2 que se termine le mouvement de tiroir qui porte nos forces vers l'est. Cervoni s'élève alors sur la crête qui domine

Dego à l'est pour atteindre la route d'Acqui, mais l'ennemi a encore le temps de se dérober avant la nuit.

Ces deux manœuvres de Cairo et de Dego sont conçues manifestement à l'imitation de ce que Bonaparte savait des procédés de Frédéric II. Cet essai ne paraît pas lui avoir donné d'heureux résultats, et il ne l'a pas renouvelé; mais il avait fait montre d'une science tactique qu'on admira fort autour de lui.

Le soir, le général en chef Dumerbion rendait compte de sa victoire au Comité de Salut public[1], et terminait modestement sa relation en rendant justice au véritable vainqueur de la journée :

« C'est aux talents du général d'artillerie (Buonaparté) que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré le succès. »

Le plan est donc bien dû entièrement, comme nous l'avons dit au début de ce récit, à Bonaparte. Tous les contemporains en ont parlé dans leurs mémoires :

« Ainsi que pendant l'expédition d'Oneille, dit le général Roguet, Bonaparte, général d'artillerie, accompagnait les représentants du peuple, ce qui nous confirmait dans l'idée qu'il dirigeait les mouvements de l'armée. Nous n'étions pas habitués à des marches savamment combinées comme celles que nous exécutions depuis l'expédition d'Oneille; mais ce génie naissant n'était pas toujours également compris ou libre de son essor. . . . .

« . . . . . Le 29 avril 1794, nous l'avions vu, indi-

[1] Voir Pièces justificatives, n° 19.

gné que les représentants du peuple se laissassent amuser devant la place de Saorgio par un gouverneur qui croyait en imposer à l'aide de son parlementage intempestif.

« Insensé! lui avait-il dit, en se grandissant au-dessus de tous les témoins de cette scène, auriez-vous la prétention d'arrêter dans leur élan victorieux ceux qui doivent être les vainqueurs de l'univers? Vous n'avez de recours que dans notre générosité. » Le gouverneur piémontais, étonné de l'air et des paroles, balbutia et peu après consentit à tout aux dépens de son honneur et de sa vie.

..... A cette époque, Bonaparte prenait une part très grande, quoique modeste, à la direction de nos opérations militaires; il avait établi, avec autant de tact que d'intelligence, des rapports fréquents et presque intimes auprès de tous les adjudants-majors des demi-brigades et des chefs les plus capables. Ce qu'il conseillait si bien, il pouvait le faire exécuter très facilement; il avait dans ses mains les principaux agents des corps; il connaissait le fort et le faible de chacun.

« Dès 1794, Bonaparte était donc déjà très connu dans l'armée; il y exerçait une influence bien au-dessus de sa position. »

En même temps que Dumerbion, les représentants Albitte et Saliceti adressent un rapport au Comité de Salut public; ni ce rapport, ni une lettre que Bonaparte écrit le même jour à son ami Multedo, ne font allusion au rôle joué par le général d'artillerie, non plus qu'à ses propositions de poursuite et à leur rejet

par les représentants. C'est à peine s'il lui échappe un mot de regret.

« Le combat de Dego eût été décisif pour l'Empereur dans ses États de Lombardie, si nous eussions eu trois heures de jour en plus », écrit Bonaparte le 23 septembre.

Quel est le sens exact de ces paroles, un peu vagues en apparence? Il suffit, pour le découvrir, de préciser la différence qu'aurait apportée dans la situation générale une défaite plus décisive des Autrichiens : ils n'auraient pas cédé le terrain plus vite ; toute la différence consiste donc dans l'étendue de leurs pertes. Conservant encore une force respectable, à peu près égale à celle de leurs adversaires, les Impériaux vont se rallier tranquillement sous les murs d'Alexandrie : les Français ne peuvent les y suivre en laissant l'armée sarde derrière eux. Si au contraire, les forces autrichiennes avaient été tout à fait désorganisées, un simple détachement français aurait pu poursuivre ce qui en restait, assiéger ou bloquer Alexandrie et Tortone, pousser peut-être une pointe dans le Milanais dégarni, ou mettre la main sur Gavi et au besoin sur Gênes, pendant que le gros des forces françaises tenait tête aux Piémontais.

Ce qui est clair, le 23 septembre, c'est qu'on ne peut pousser sur Alexandrie en laissant l'armée sarde à Ceva et Mondovi. Restent deux solutions : ne rien faire ou se rejeter sur Ceva. Pour les Piémontais, il n'est pas douteux que les Français vont prendre le second parti : « Les vues des Français se portent sur Ceva, et ils amusent les Autrichiens du côté de Cairo

par une troupe peu nombreuse, tout en se portant sur Ceva ».

« On croyait, dit encore Thaon de Revel, que les Français continueraient leurs attaques et marcheraient sur Ceva ».

Ainsi, pour les alliés, la suite naturelle de la victoire remportée sur les Autrichiens était l'invasion du Piémont, désormais abandonné à ses seules ressources.

Le plan qui fut exécuté en avril 1796, s'imposait dès lors à tous les esprits clairvoyants.

Quelles réflexions Bonaparte a pu faire sur ce champ de bataille de Dego ! Tous les éléments de la situation se trouvaient admirablement mis en relief : on avait attaqué les Autrichiens, et les Sardes n'avaient pas bougé, paralysés qu'ils étaient par leur faiblesse, par la menace de l'armée des Alpes et de la gauche de l'armée d'Italie, enfin par leur indifférence. La ruine, la désorganisation du royaume de Sardaigne éclataient à tous les yeux après la tentative de levée en masse qui venait d'échouer si piteusement.

D'un autre côté, les Autrichiens, vaincus, s'étaient enfuis jusqu'aux rives du Pô. Ils revenaient à leurs magasins, laissant leurs alliés à découvert, ne faisant pas plus après la défaite qu'ils n'avaient fait auparavant pour soutenir et dégager leurs alliés. Et l'armée française se voyait campée dans ce carrefour de Carcare et Cairo, entre les deux armées ennemies, interdisant par sa seule présence toute communication entre les Sardes et les Autrichiens, maîtresse de prendre Ceva, d'assaillir en flanc toute la ligne des postes piémontais qui

bordait les Alpes, entre le Tanaro et la Stura, enfin de marcher sur Turin.

La voie était ouverte : ce n'était pas dans une gorge étroite, entre des cimes neigeuses, que l'armée faisait halte, mais dans un vaste bassin mamelonné, où les chemins de crête même étaient praticables à l'artillerie, et d'où l'on voyait deux larges trouées s'ouvrant vers la plaine, l'une au nord-est, du côté d'Alexandrie, l'autre à l'ouest vers Ceva.

En vérité, tout le plan offensif de 1796 était en germe dans cette situation si nette, si frappante, du 23 septembre 1794, et il est bien naturel que ce soit ce jour-là, à Cairo, que Bonaparte ait conçu ou achevé de concevoir sa manœuvre de Montenotte, déjà ébauchée dans celle des jours précédents.

Le soir de la signature de l'armistice de Cherasco, le 26 avril 1796, causant avec le marquis Costa de Beauregard, il lui dit en effet « qu'en 1794, étant chef de l'artillerie de la colonne qui s'avança jusqu'à Dego, il avait conçu et proposé le même plan qui venait de lui réussir si complètement dans les journées du 12 au 16, mais que ce plan avait été alors rejeté par un conseil de guerre ». D'après Marmont, ce serait le représentant Albitte qui aurait refusé, le 23, d'ordonner la marche sur Ceva. Ces deux témoignages seraient insuffisants pour nous fixer sur ce point, mais il en est un troisième qui les confirme, et qu'on ne peut mettre en doute, c'est celui de Joubert écrivant à son père, le 29 septembre 1794 : « Les représentants ne jugèrent pas à propos d'aller plus loin. Tous les militaires reprocheront toujours à Albitte de n'avoir pas voulu profiter

de l'ardeur du soldat et de notre victoire. Mais il craignait d'être tourné, comme si un ennemi battu pensait à tourner son vainqueur ! » En d'autres termes, Albitte craignait d'être tourné par les Autrichiens déjà battus à Dego, tandis que nous aurions marché sur Ceva.

14° Ritter et Turreau.

Mais bientôt Albitte et Saliceti quittent l'armée ; ils sont remplacés par Ritter et Turreau, hommes d'une valeur très ordinaire, mais assez vigoureux et zélés pour le bien public. L'espèce de suspicion que Saliceti pouvait encore faire peser sur Bonaparte achève de disparaître, et le général d'artillerie reprend tout son ascendant. Il devient le familier de Turreau comme il a été celui de Robespierre, et en profite pour hâter l'offensive. L'armée d'Italie se prépare à envahir le Piémont, puis le Milanais. On tire de l'armée des Alpes 7 bataillons et 2 compagnies d'artillerie à cheval.

Des magasins sont formés en Ligurie. Bonaparte met la plus grande activité à constituer des équipages de campagne et de siège ; le tout en vue des opérations à conduire en Lombardie. Il écrit, par exemple, à Andréossy, le 26 octobre :

« Je te prie de me remettre : 1° les dimensions d'un bateau tel que nous devons en construire pour la campagne de Lombardie ; les ouvriers et le temps qu'il faudrait pour le faire ;

2° Les dimensions d'un radeau ordinaire pour passer

une rivière devant l'ennemi. Tu feras dessiner l'un et l'autre objet ».

Dès le 13 octobre, Ritter et Turreau ont manifesté l'intention de prendre l'offensive : le Comité est resté muet. Ils revinrent à la charge le 1er[1], puis le 3 novembre, et cette fois c'est une véritable mise en demeure de répondre qu'ils adressent au Comité de Salut public. La lettre du 3 novembre[2], où, comme le remarquent MM. Krebs et Morris, l'influence de Bonaparte est visible, contient un résumé très net du projet qu'ils comptent exécuter au commencement de la campagne prochaine :

Nice, 13 brumaire an III (3 novembre 1794).

CITOYENS COLLÈGUES,

Nous résumons les deux dernières lettres que nous vous avons écrites ; notre courrier n'a ordre de partir de Paris que lorsque vous lui aurez donné une réponse.

Nous sommes convaincus que la campagne d'Italie ne peut se faire avec succès qu'en hiver, c'est-à-dire après la saison des pluies, qui ordinairement se termine dans le courant de janvier (v. s.).

D'ici à ce temps-là, en nous tenant partout sur une défensive respectable, nous préparerons tous nos moyens pour être en mesure pour l'offensive. Les approvisionnements, l'habillement et l'équipement ont été l'objet de nos premiers soins ; les compléments de nos bataillons et leur instruction fixent aujourd'hui toute notre attention ; et c'est sur le premier de ces objets que nous provoquons particulièrement votre sollicitude.

Nous tenons une partie de notre artillerie de siège embarquée, et nous allons aviser aux moyens d'embarquer pareille-

[1] Voir Pièces justificatives, n° 20.

[2] Voir, en outre, aux Pièces justificatives la lettre du 4 novembre à Carnot, n° 21.

ment l'artillerie de campagne, les caissons des vivres et des ambulances. Nous faisons filer peu à peu une partie de l'armée des Alpes à la droite de celle d'Italie; déjà sept bataillons en ont reçu l'ordre.

Voici quel serait notre projet; il est grand. Nous nous sommes entourés des meilleurs généraux de l'armée et nous pensons que nous devons réunir nos troupes à Vado, où nous en avons déjà une partie.

Embarquer notre artillerie de campagne et de siège, les caissons des vivres et des ambulances à Nice; débarquer à Vado, en côtoyant; nous avons Saint-Rème, Oneille et Loano pour protection.

Faire suivre les attelages d'artillerie et des vivres par terre jusqu'à Vado.

Partir de Vado, battre l'ennemi; arriver dans le Piémont.

Faire passer notre artillerie par le grand chemin appelé le chemin du Canon, qui passe par Altare, Cairo et Millesimo.

L'Apennin est peu élevé dans cette partie.

Arrivés dans la plaine du Piémont, prendre les défenses de l'ennemi par les derrières; enlever Ceva et arriver devant Turin étonné.

Nous avons besoin pour ce plan, qui est le seul qui puisse nous assurer des succès en Italie :

1° Que vous l'adoptiez par un arrêté clair et qui nous laisse la plus grande latitude pour l'exécution;

2° Que vous nous envoyiez quelque cavalerie, qui a le temps d'arriver; mais le plus tôt possible une dizaine de bataillons de première réquisition, pour compléter ceux de cette armée, en les y incorporant;

3° Si la situation des autres armées le permet, de nous envoyer pareillement quelques-uns de leurs bataillons.

Manifestez-nous donc, citoyens collègues, sans délai, vos intentions, et dans janvier (v. s.) nous serons en marche.

Toute temporisation serait dangereuse. Car, quoique nous fassions tous les préparatifs comme si nous avions votre assentiment, cependant nous avons besoin de votre concours pour activer et prendre les dernières mesures.

Nous avons chargé notre courrier de ne pas repartir sans votre réponse.

Salut et fraternité,

RITTER, TURREAU.

Mais le Comité de Salut public n'était plus que l'ombre de lui-même. Depuis la réaction thermidorienne, ce n'étaient plus des hommes de lutte et d'action qui conduisaient la France, mais des corrompus comme Barras ou des songe-creux comme La Réveillère-Lépeaux. Carnot restait seul du grand Comité, dont l'esprit offensif avait disparu.

Nous l'avons vu lutter contre Robespierre parce qu'il jugeait imprudent de pousser activement l'offensive dès 1794, mais il ne parlait, alors, que de la remettre au printemps de 1795.

En novembre, l'esprit défensif a fait de terribles progrès : il n'est plus question d'offensive, même pour l'année suivante.

Le 5 et le 12 novembre, le Comité de Salut public et Carnot ordonnent à Ritter et Turreau de cesser tout préparatif et de se borner à une stricte défensive. Ils insistent sur ce point le 6 décembre. Ils reviennent à la chimérique expédition de Corse, qui échouera piteusement avant de quitter les côtes de France.

C'est aux préparatifs de cette expédition que Bonaparte est employé pendant trois mois et qu'il consume son activité. Bientôt Dumerbion est remplacé par Schérer, le plus mou de nos généraux ; Masséna tombe malade ; l'armée d'Italie est privée de tous ses chefs.

Schérer se juge assez habile pour n'avoir à consulter personne : il abandonne les projets de son prédécesseur et établit un nouveau plan de campagne[1]. Pour lui, l'armée d'Italie ne peut rien faire

[1] Voir Pièces justificatives, n°s 22 et 23.

sans être forte de 65,000 hommes disponibles, c'est-à-dire de 100,000 hommes en tout. Tant qu'on ne disposera pas d'une pareille force, il n'y a rien à espérer d'une attaque contre le Piémont, et on ne peut que demeurer dans les positions où l'on est. L'armée y reste, en effet, et y meurt de faim.

Quand on aura les 100,000 hommes nécessaires (c'est-à-dire probablement jamais), le projet de Schérer est celui-ci : des passages qui donnent accès en Italie, deux seulement sont praticables, le col de Tende et la Bocchetta ; il n'est pas un militaire sensé qui songe à passer par le col de Cadibone ou le Tanaro (Bonaparte choisit bientôt cette voie d'invasion à cause de sa plus grande praticabilité). Dès lors, la Bocchetta étant trop loin, c'est la route de Tende qui est seule indiquée. Les trois cinquièmes de l'armée y passeraient, se portant en masse sur Coni, tandis qu'un corps de droite ferait une diversion par Garessio sur Ceva, et un corps de gauche, soutenu par l'armée des Alpes, marcherait sur Demonte.

Avec les 65,000 hommes dont on dispose, nul doute qu'on ne batte l'ennemi sur la Stura s'il s'y arrête, et qu'on ne puisse porter l'armée en avant pour couvrir les sièges de Coni, Ceva et Demonte.

Ce plan est en effet assez simple, et malgré les étranges considérants sur lesquels il s'appuie, bien qu'il soit très inférieur à ceux de Bonaparte, il aurait probablement donné de bons résultats s'il avait été exécuté avec résolution pendant que les Impériaux étaient près d'Alexandrie. Mais Schérer ne voulut rien faire. Au fond, c'était là son seul plan.

Au mois de mars 1795, les bureaux du ministère, jugeant bon de disperser les officiers de l'armée d'Italie, dont l'esprit leur était suspect, envoient Bonaparte à l'armée de l'ouest comme général d'infanterie. Mécontent de ce changement, Bonaparte retarde son départ pendant deux mois, n'arrive à Paris qu'à la fin de mai, et se fait mettre en congé sous prétexte de maladie.

A la même époque, Schérer est envoyé à l'armée des Pyrénées orientales et le commandement de l'armée d'Italie est rendu à Kellermann.

Le Comité de Salut public venait d'être complètement changé; Carnot en était sorti, et les idées d'offensive en Italie y prenaient un peu de vigueur.

15° Bonaparte et l'armée d'Italie en 1795.

Dès le mois de mars 1795, Kellermann se dit assez disposé à reprendre les opérations offensives. Il rejette avec raison l'idée, soutenue par le Comité, de copier les opérations de Maillebois en se portant directement sur Alexandrie et Tortone, par Carcare et la Bocchetta; mais il veut attaquer par le col de Tende et la vallée de la Bormida, de manière à porter son principal effort sur Ceva[1]. Comme Bonaparte et comme beaucoup d'autres, il discerne sans difficulté qu'il faut attaquer les Sardes et les Impériaux successivement, en commençant par les premiers de manière à ne jamais

[1] Voir Pièces justificatives, n° 26.

exposer la communication de l'armée. Ce premier point établi, c'est dans les mesures d'exécution, dans ce qui relève de la stratégie et de la grande tactique que se manifestent la différence entre Bonaparte et Kellermann, et l'infériorité de ce dernier. Tout en désirant s'en prendre aux seuls Piémontais, il n'opèrerait pas de manière à les séparer des Autrichiens; tout en portant son principal effort sur Ceva par les vallées du Tanaro et de la Bormida, il ne se bornerait pas à des mouvements démonstratifs insignifiants sur la Stura. Ainsi il diviserait ses propres forces actives, et ne tiendrait pas séparées les deux armées ennemies.

Quoi qu'il en soit, et malgré l'ordre donné par le Comité de Salut public[1], Kellermann juge l'armée d'Italie trop faible pour prendre l'offensive. Les Impériaux, au contraire, se renforcent, et portent 30,000 hommes sur Acqui et Dego dans les premiers jours de juin. Leur avant-garde se montre à Murialdo, Altare et Savone.

Leurs attaques commencent le 23 juin du côté de Savone, et continuent pendant quatre jours; le 25, elles s'étendent dans la montagne jusqu'à Melogno, mais là, Kellermann concentre quelques forces pour une vigoureuse contre-attaque, grâce à laquelle nous nous maintenons sur nos positions le 27. Les Piémontais livrent aussi de petits combats décousus sur toute la ligne des avant-postes, et sans résultat; mais ils se décident enfin à combiner avec les Impériaux une

[1] Voir Pièces justificatives, n° 24.

attaque générale entre Garessio et Bardinetto. Notre ligne étant enfoncée sur ce point, nous sommes obligés d'évacuer toutes nos positions depuis Melogno jusqu'à la mer. Le 5 juillet, Kellermann décide de se replier sur la Taggia; mais l'ennemi ne poursuivant pas ses succès, nous nous établissons dans les lignes de Borghetto, un peu en arrière de Loano; nous y resterons jusqu'au mois de novembre.

Tout en reconnaissant la valeur montrée par les généraux et les troupes de l'armée d'Italie dans cette défense, le Comité de Salut public commence à s'inquiéter de la malheureuse situation de cette armée, qui avait remporté de si brillants succès l'année précédente. « On se préoccupait, disent les *Mémoires* de Doulcet de Pontécoulant, de rendre à l'armée d'Italie les moyens et la direction nécessaires pour sortir de la misère et de l'inaction. »

C'est alors que Bonaparte, errant et intriguant dans les couloirs du Comité et du Ministère, parvient à se faire entendre. Il existe de lui deux mémoires (n°s 49 et 50 de la *Correspondance*), postérieurs de quelques jours à l'annonce de la retraite de Kellermann (15 juillet), et très peu antérieurs à la ratification de la paix avec l'Espagne, qui eut lieu le 1er août.

Dans l'un de ces mémoires (n° 50 de la *Correspondance*[1]), Bonaparte appelle l'attention sur le rôle possible de l'armée d'Italie :

« Dans la position actuelle de l'Europe, on peut

[1] Voir Pièces justificatives, n° 29.

tirer un grand parti de l'armée d'Italie, et la destiner à porter des coups décisifs pour la paix et très sensibles à la maison d'Autriche.

« Elle doit :

« 1° Chasser l'ennemi de la position de Loano et de Vado, d'où il intercepte l'arrivage de nos subsistances et le cabotage de Gênes à Marseille ;

« 2° Profiter du reste de la campagne pour prendre des positions où elle puisse se maintenir l'hiver, menacer à la fois le Piémont et pouvoir le protéger contre le ressentiment des Autrichiens; par ce moyen, faire accepter la paix au roi de Sardaigne;

« 3° Conquérir la Lombardie, détruire l'influence de la maison d'Autriche en Italie, et y offrir au roi de Sardaigne des indemnités pour Nice et la Savoie;

« 4° Maître de la Lombardie, s'emparer des gorges de Trente, pénétrer dans l'intérieur du Tyrol, se réunir avec l'armée du Rhin, et obliger l'empereur, attaqué dans l'intérieur de ses États héréditaires, à conclure une paix qui réponde à l'attente de l'Europe et aux sacrifices de tout genre que nous avons faits.

« On doit renforcer l'armée d'Italie des divisions disponibles des armées des Pyrénées. »

Bonaparte conclut en répétant :

« Maîtresse de la Lombardie jusqu'à Mantoue, l'armée trouverait tout ce qui pourrait lui être nécessaire pour se remonter et pouvoir franchir les gorges de Trente, passer l'Adige, et arriver dans l'intérieur du Tyrol, dans le temps que l'armée du Rhin passerait en Bavière et viendrait jusqu'au Tyrol.

« Peu de projets de campagne présentent des résultats plus avantageux, à la fois dignes du courage de nos soldats et des hautes destinées de la République. »

Il semble que, cette espèce de plaidoyer ayant convaincu le Comité ou le personnage influent à qui il avait été présenté, un autre mémoire (n° 49 de la *Correspondance*) a été demandé à Bonaparte pour développer son plan d'opérations militaires et conclure par des propositions formelles. Ce second mémoire ne présente plus d'entrée en matière[1]. Il commence *ex abrupto*, en exposant par le menu la situation de l'armée d'Italie :

« L'armée des Alpes et d'Italie occupe la crête supérieure des Alpes et quelques positions de l'Apennin, etc. »

La proposition, faite dans le premier mémoire, de diriger sur l'armée d'Italie les troupes des Pyrénées, est supposée connue et acceptée, car, sans autre préambule, Bonaparte écrit :

« Dès le moment que les renforts de l'armée des Pyrénées seront arrivés, il sera facile de reprendre les opérations.

« On détaillera dans les instructions qui seront données les moyens d'accélérer cette séparation (des Sardes et des Autrichiens). »

Enfin, ce mémoire se termine par des propositions qui seront aussitôt acceptées et suivies d'effet :

[1] Voir Pièces justificatives, n° 30.

« Nous proposons au Comité :

« 1° De ne point trop activer la paix avec les cercles d'Allemagne, etc., etc. ».

La forme même de ce mémoire et les arrêtés rendus dans les premiers jours du mois d'août, conformément aux propositions formulées par Bonaparte, permettent d'affirmer qu'à partir du 12 ou 13 thermidor (30 ou 31 juillet), il est employé par le Comité de Salut public. Le 3 fructidor (19 août), il reçoit officiellement le titre de chef du bureau topographique, attaché au Comité de Salut public, mais pour ne s'occuper sans doute que des opérations de l'armée d'Italie, car il n'existe pas trace de son intervention dans la conduite des autres armées. Pendant les trois ou quatre jours qui suivent sa nomination, les instructions au général Kellermann se multiplient. Deux d'entre elles sont la suite des mémoires remis au Comité; elles constituent un véritable projet d'opérations pour l'armée d'Italie[1]. Il en existe plusieurs minutes authentiques, un peu différentes, mais ne contenant rien qui ne soit reproduit dans les pièces n°s 52 et 53 de la *Correspondance de Napoléon*. Ce sont toujours les mesures d'exécution du plan offensif présenté en 1794 à Ritter et Turreau, mais en prenant Finale comme point de départ au lieu de Savone, qui a été évacué.

Voici la partie essentielle de cette instruction :

« Le premier mouvement à opérer à la droite de l'armée d'Italie, dès l'instant qu'elle aura reçu des

[1] Voir Pièces justificatives, nos 31, 32 et 33.

renforts qui doivent la rendre supérieure en nombre à l'armée autrichienne, c'est de s'emparer de Saint-Bernard et de Rocca-Barbena; on pourra alors, par Bardinetto, se porter à Notre-Dame-de-la-Neve, dans le temps que, par les hauteurs de Loano, on se portera à Melogno, que l'ennemi se trouverait obligé d'évacuer.

« On pourrait également se porter par Murialdo sur les hauteurs de Biestro, intercepter le grand chemin de Savone à Altare, Carcare, Coni et à Alexandrie. Si l'ennemi avait transporté de l'artillerie de siège devant Savone, il se trouverait dans l'impossibilité de la retirer. De Biestro on pousserait une tête sur Montezemolo, pour donner l'alarme aux Piémontais, dans le temps que l'on occuperait véritablement les hauteurs de Pallare et de Carcare. L'ennemi serait obligé d'évacuer Saint-Jacques et Vado. La position de notre armée serait donc Rocca-Barbena, Melogno, Notre-Dame-de-la-Neve, Biestro, les hauteurs de Pallare et de Carcare. »

Kellermann, à qui cette instruction est adressée, répond sur un ton de supériorité bienveillante[1]. Et pourtant quelle différence il y a entre ce qu'il avait su faire et ce qu'allait faire huit mois plus tard celui dont il rejetait les plans! Lui qui n'a jamais su réunir ses troupes pour une seule attaque, il feint ce jour-là de croire qu'en se portant sur Biestro, on abandonnerait le mouvement sur S. Giacomo et Melogno, et que l'on découvrirait ainsi les derrières de l'armée; opération

[1] Voir Pièces justificatives, n° 34.

dangereuse, dit-il, devant la supériorité des Impériaux. Il résulte pourtant bien clairement de la dernière phrase de l'instruction qu'on gardera Rocca-Barbena et Melogno en même temps que Biestro et Carcare, chose évidente d'ailleurs pour quiconque connaissait le réseau routier de cette région, et l'impossibilité d'y engager une armée entière sur un même chemin. Il était facile de reconnaître dans les itinéraires indiqués par l'instruction une disposition analogue à celle du mois de septembre 1794.

Kellermann ne paraît pas davantage s'être aperçu que ce mémoire commençait par supposer l'armée d'Italie devenue supérieure en nombre à celle des Autrichiens, grâce aux renforts qui allaient arriver des Pyrénées, et il prétexte toujours la supériorité des Impériaux, qui, si elle avait existé, aurait empêché toute opération offensive aussi bien que la manœuvre proposée par Bonaparte. Quant à ce dernier, il tient à s'assurer avant tout la supériorité numérique, comme il l'a déjà fait ressortir en 1794. C'est bien le commencement de la sagesse, mais combien dédaignent cette considération mesquine et veulent l'offensive sans en vouloir les moyens!

Deux autres notes (n°s 57 et 60 de la *Correspondance*) traitent de détails sans relation avec le reste des instructions et ont probablement été imposées à Bonaparte par quelque membre du Comité. La première conseille un coup de main sur Exilles, la seconde propose, très timidement, de reculer et de resserrer un peu nos positions.

Mais tout change avec une extrême rapidité. Tandis

qu'on décide de remplacer encore Kellermann par Schérer, Bonaparte est rayé des cadres par les bureaux du ministère, qui trouvent sa convalescence trop longue. Heureusement pour lui, un mois ne s'est pas écoulé que Barras a recours à ses services pour sauver la Convention au 13 vendémiaire (5 octobre 1795). Il reçoit le titre de commandant en second de l'armée de l'intérieur, dont il est le véritable chef. Il manifeste alors publiquement pour la première fois cette prodigieuse aptitude au commandement qui a été révélée à quelques-uns par sa conduite en Corse, à Toulon et à l'armée d'Italie.

Rentré en faveur, réintégré dans les cadres, nommé général de division puis commandant en chef de l'armée de l'intérieur, le 2 brumaire (24 octobre), il recommence à fournir des notes sur la direction que l'on doit donner à l'armée d'Italie. Schérer, arrivé à Nice dans les premiers jours de novembre et trouvant l'armée renforcée par une partie des troupes des Pyrénées, est obligé de prendre l'offensive le 23 novembre (2 frimaire). Vainqueur dans la journée dite de Loano, il arrête la division Augereau à Loano, Sérurier à Garessio, tandis que Masséna chasse les Autrichiens au delà de Cairo, reprenant la route suivie l'année précédente et s'arrêtant au même point. En apprenant que cette victoire ne servira qu'à nous rendre la position de Vado, Bonaparte rédige une note indiquant la direction offensive à donner à l'armée d'Italie[1]; mais Schérer ne bouge pas. Le 29 nivôse

[1] Voir Pièces justificatives, n° 35.

an IV (19 janvier 1796), Bonaparte écrit une dernière note sur le même sujet et sans plus de succès[1]. Schérer ne veut pas profiter de la victoire; il ne comprend pas que c'est l'inaction même qui réduit l'armée à la misère, et il ne sait pas prendre les grandes résolutions qui fourniraient des ressources inattendues. Mais voici Saliceti, l'avant-coureur de Bonaparte, qui frappe l'esprit des Génois et remplace le crédit par la terreur; en quelques jours la situation de l'armée, sans devenir brillante, cesse pourtant d'être intenable. Schérer, se reconnaissant incapable d'exécuter les plans grandioses qu'on lui indique, a envoyé sa démission. Que l'auteur de ces projets merveilleux vienne les exécuter lui-même !

« On nous annonce, écrit un officier piémontais, de nouveaux généraux à l'armée d'Italie et de grandes rigueurs contre ceux qui ont commandé pendant cette dernière campagne. On dit des merveilles de ceux qui doivent les remplacer. »

Chacun sait, à l'état-major de l'armée d'Italie, et Saliceti plus que personne, quel est l'auteur de tous ces projets et de toutes ces instructions que le Comité de Salut public et le Directoire ont envoyés à Kellermann et à Schérer. A Paris même, où la réputation de Bonaparte n'avait pénétré ni après le siège de Toulon ni après les opérations de 1794, son nom est devenu tout à coup célèbre au 13 Vendémiaire, et les hommes qui l'avaient choisi en connaissance de cause

[1] Voir Pièces justificatives, n° 36.

ont pris soin de faire son éloge. Lui-même est passé maître dans l'art de se trouver des protecteurs, et l'on reste stupéfait du nombre des amis avec lesquels il s'est lié en quelques mois. Représentants, artistes, savants, il connaît tout le monde à Paris et chacun a voulu savoir les titres de cet homme étrange à la faveur subite dont il est l'objet. Ceux qui ont pris part à la direction des affaires militaires sont au courant de tout ce qu'il a fait à l'armée d'Italie, et Carnot, Barras, Pontécoulant, sont convaincus que nul autre que lui ne peut la commander. La démission de Schérer est à peine acceptée que Bonaparte est déjà désigné d'un commun accord pour lui succéder; plus tard chacun voudra avoir pris l'initiative de cette nomination; mais Carnot l'a proposée en même temps que Barras la promettait; c'est que nul autre que Bonaparte ne pouvait être appelé à commander l'armée d'Italie.

Nommé le 27 février 1796, il part presque aussitôt et la situation ayant à peine changé depuis dix-huit mois, il va exécuter ce même plan qu'il a si souvent soutenu et développé.

16° Le plan de Bonaparte.

Ce plan ramènera Bonaparte sur un terrain où les armées franco-espagnoles, conduites par le maréchal de Maillebois, sont venues en 1745; mais de là à supposer que Bonaparte a pris son plan d'opérations tout d'une pièce dans la relation des campagnes de Maille-

bois, il y a loin[1]. De là à admettre que l'exemple de Maillebois aurait pu faire éclore le génie de Napoléon, il y a plus loin encore.

Le plan de Bonaparte est déterminé par la situation de l'armée d'Italie; il s'est modifié peu à peu avec elle, et l'on peut suivre de près ces transformations successives.

Jusqu'au printemps de 1794, l'armée d'Italie s'était butée contre les positions de l'Authion et de Saorge. Pour les déborder par l'Est, en même temps que pour assurer la subsistance en détruisant le nid de pirates d'Oneille, elle avait étendu sa droite jusqu'à Loano et Garessio.

Maîtresses de tous les passages des Alpes, depuis le Saint-Bernard jusqu'à Garessio, les armées françaises n'avaient alors qu'à se ruer sur le Piémont en réunissant leurs efforts. Le succès était assuré par leur supériorité numérique. De là le projet de mai-juin 1794, que les hésitations du Comité et le 9 Thermidor empêchèrent d'aboutir.

Dans l'été de 1794, une division autrichienne remonte la vallée de la Bormida pour couper nos communications avec Gênes et se joindre aux Piémontais. Nul ne doute de la nécessité d'arrêter ce mouvement : on se porte au-devant des Autrichiens et on les repousse de Cairo sur Dego, puis sur Acqui. La droite de l'armée d'Italie est à Savone et Altare. Elle n'y est

[1] Et si Bonaparte avait emprunté une partie du plan de Maillebois en le corrigeant, de manière à tirer de cette ébauche une œuvre parfaite, c'est qu'il était déjà supérieur à son prétendu modèle.

pas venue pour suivre un plan conçu d'avance, calqué sur ceux de 1745; elle y a été amenée par la force des choses. Repoussée l'année d'après par les Autrichiens, elle reprend enfin l'avantage à la bataille de Loano, et s'établit encore une fois à Savone et Altare, c'est-à-dire sur le passage de Cadibone. Il est donc naturel de choisir ce passage pour entrer en Italie : Schérer, qui s'obstine à vouloir revenir au col de Tende le jour où il aura 100,000 hommes, a été obligé, quoi qu'il en eût, de prendre l'offensive par le passage de Melogno et vers Cadibone.

Il n'y a donc pas à chercher bien loin pourquoi Bonaparte est venu là.

Inutile de chercher non plus où il a pris l'idée de séparer les Autrichiens des Piémontais. Lorsqu'on s'est porté à Cairo, en septembre 1794, pour rejeter les Autrichiens sur Alexandrie, nul n'a pu méconnaître l'avantage qu'on trouvait à se défaire d'abord de ces nouveaux venus, pour terminer ensuite la guerre avec le Piémont. Il aurait fallu que Bonaparte eût une intelligence au-dessous de la moyenne pour ne pas en être frappé comme tout le monde. Les Autrichiens une fois battus, on ne songe qu'à écraser les Piémontais; l'opposition d'Albitte suffit à arrêter un mouvement qui semblait naturel aux officiers sardes comme aux Français; six semaines plus tard, Ritter et Turreau veulent le reprendre, mais Carnot les en empêche. Ce n'est pas la pensée de Bonaparte qui aurait besoin d'être expliquée, mais bien celle d'Albitte et de Carnot.

Depuis le mois de septembre 1794 jusqu'au mois de

juillet suivant, un esprit moins puissant que celui de Bonaparte aurait eu le temps de méditer profondément sur la situation, sur l'occasion manquée par la faute d'Albitte et de Carnot, enfin sur la manière de reprendre l'offensive.

L'idée de séparer le Piémont de l'Autriche était dans tous les esprits, soit qu'on voulût l'accabler et y créer une république, soit qu'on préférât traiter avec le roi de Sardaigne. C'était alors la politique du gouvernement français de séparer tour à tour de l'Autriche tous les petits États d'Allemagne et d'Italie, pour n'avoir à combattre que l'Empereur. L'idée qu'il fallait en finir avec le Piémont avant de pousser plus loin vers l'Autriche par l'Italie, remplissait la correspondance de tous nos agents diplomatiques, Cacault, Barthélemy, etc.[1]. Quant à la séparation des armées sarde et autrichienne, qui était une autre forme de la même idée, elle s'imposait aux militaires français avec d'autant plus de force qu'elle était restée presque toujours un fait accompli. On se figure à tort l'armée austro-sarde comme un tout unique, présentant seulement un front trop étendu; on oublie que les Français luttaient depuis 1792 contre les Piémontais dans le bassin de la Stura et du Tanaro, et que le corps autrichien débouchait par intermittences des plaines d'Alexandrie pour pousser une pointe vers Savone et Loano, sans intervenir jamais dans le théâtre d'opérations franco-piémontais.

Nous ne voyons pas, dans une pareille situation, la

[1] Voir Pièces justificatives, nos 24 et 28.

possibilité d'imaginer un autre plan que de passer par la trouée d'Altare pour attaquer tour à tour les Autrichiens et les Piémontais. On y était amené d'autant plus naturellement qu'à deux reprises, en 1794 et 1795, les circonstances avaient failli produire la réalisation complète de ce plan. Pourquoi porter l'armée en Italie par un autre passage que ceux de Melogno et de Cadibone, où elle était déjà? Et une fois sur la Bormida, pouvait-on rencontrer à la fois les Sardes et les Autrichiens? C'eût été d'autant plus difficile que, si l'on attaquait ces derniers, leurs alliés se gardaient de bouger. On avait bien remarqué en septembre 1794 que les Piémontais ne faisaient rien pour intervenir quand on attaquait sur la Bormida. En vérité, le principe du plan de Bonaparte s'imposait; ce n'est que dans les combinaisons militaires que son génie avait eu à intervenir et avait su éviter toutes les fautes que des hommes réputés habiles accumulaient dans leurs projets. Ceux-là même qui auraient voulu revenir au col de Tende étaient ramenés malgré eux à Cadibone; d'autres, déjà plus sensés, voulaient l'offensive par le col de Cadibone et l'écrasement successif des Autrichiens et des Piémontais, mais ceux-là aussi accumulaient les fautes dans la suite de leurs projets, et, s'ils avaient été chargés de l'exécution, c'eût été bien autre chose.

Les uns, comme Carnot, pensaient s'en prendre surtout aux Autrichiens et les pousser jusque dans le Milanais, en laissant notre ligne de retraite à la merci des Piémontais. D'autres voulaient faire ici ce que Schérer et Kellermann proposaient de faire du côté

de Tende, c'est-à-dire diviser l'armée en deux ou trois corps séparés par des obstacles infranchissables.

On pouvait encore agir de manière à jeter les Sardes dans les bras des Autrichiens au lieu de les en écarter. On pouvait enfin, sans commettre aucune de ces erreurs graves et fondamentales, ne pas apporter à la conduite des opérations la science et la perfection que Bonaparte a mises jusque dans les moindres détails. Mais que fût-il arrivé, si l'on avait copié les opérations du maréchal de Maillebois en 1745? A cette époque, l'armée franco-espagnole avait pénétré en Italie par deux routes distantes de 100 kilomètres, et séparées par des montagnes infranchissables. Une colonne marchait de Gênes sur Tortone, tandis que l'autre marchait de Finale sur Alexandrie par Carcare. Un détachement laissé à Ponte-di-Nava, couvrait seul notre communication avec la France, et l'ennemi ne se fit pas faute d'insulter nos magasins et nos convois. Les Sardes et les Autrichiens se réunirent vers Alexandrie et Tortone; on ne fit aucune démonstration pour attirer les premiers vers Turin, et quand une feinte habilement prononcée eut ramené les Autrichiens vers Milan, Maillebois ne fit rien pour affirmer et rendre définitive la séparation des alliés en prenant une position centrale. Nous ne pouvons donc trouver là un modèle pour Bonaparte qui, en 1796, couvrit sa communication entre Bardinetto et Tende avec 18,000 hommes, dont il se servit pour menacer l'armée de Colli entre Ceva et Coni; qui agit avec toutes ses forces réunies dans la trouée de Carcare, poursuivant tantôt l'un, tantôt l'autre de ses adversaires, mais ne négligeant jamais

d'avoir une ou deux divisions sur la ligne droite qui joignait leurs quartiers généraux, opposant une barrière infranchissable à leur réunion [1]. Nous admettrions que Bonaparte a emprunté à Maillebois l'idée de séparer les Sardes des Autrichiens si, comme on l'a vu, cette idée n'avait été inspirée à tous les contemporains par les circonstances même. D'ailleurs, les historiens latins, à défaut d'autres, offraient ici de nombreux exemples à Bonaparte. Quant à ses opérations militaires, elles sont sans analogie avec celles de Maillebois, et atteignent un tel degré de perfection que leur auteur n'avait certainement plus besoin de modèles quand il les a conçues.

Les notes rédigées en 1795 ne révèlent pas une science aussi accomplie que les opérations mêmes de 1796, mais elles sont l'œuvre d'un esprit supérieur, à qui il ne manque plus que d'être dans le feu de l'action pour déployer toutes ses ressources.

Ici comme à Toulon, Bonaparte poursuit un but que beaucoup d'autres ont défini comme lui : battre successivement les Autrichiens et les Piémontais. Mais, comme à Toulon, il aperçoit nettement le point décisif où il faut d'abord porter tous les efforts : l'armée piémontaise est fixée dans le bassin de Mondovi, comme Toulon au fond de sa rade, et les Autrichiens ne peuvent la joindre que par le défilé de Carcare et Millesimo, comme la flotte anglaise ne pouvait entrer

[1] Au contraire, le plan proposé par le Comité à Kellermann et rejeté par ce général au printemps de 1795 était analogue à celui de Maillebois. Il consistait à se porter par la Bocchetta et par Cadibone sur Alexandrie.

dans la petite rade de Toulon que par la passe. C'est donc Carcare qui est ici le point décisif, comme l'Éguillette dans la rade de Toulon. Quand la retraite de Kellermann laisse la région de Vado, Savone, Carcare et Melogno à l'ennemi, Bonaparte indique le carrefour de Carcare comme le premier point à reprendre. On attaquera par San Bernardo et Rocca Barbena, Melogno et Madonna della Neve, et en même temps on portera une colonne « par Murialdo sur les hauteurs de Biestro, pour intercepter le grand chemin de Savone à Altare, Carcare, Coni et à Alexandrie ». Qu'on se dirige, d'ailleurs, sur un point quelconque à proximité de Carcare, et les Autrichiens ne se sentiront plus assez maîtres de la route de Carcare à Alexandrie pour y demeurer. « Dès le moment que l'on se sera emparé de Vado, les Piémontais défendront l'issue du Piémont, les Autrichiens se porteront sur les points qui défendent la Lombardie. »

Au mois de juillet 1795, Bonaparte pense surtout à reprendre Vado ; au mois d'août, il juge plus simple et plus sûr de se porter droit sur le point décisif de Carcare, comme il l'a indiqué à Kellermann dans son instruction du 6 août.

Une fois maître de Carcare et de Savone, comme on l'a été en 1794 après Dego, en 1795 après Loano, on sépare les Piémontais des Autrichiens. De Carcare et Savone, trois routes divergent, conduisant à Turin par Ceva et Mondovi, à Alexandrie par Dego et Acqui, à Gênes par la côte. Entre ces trois routes, il n'existe pas de transversale praticable aux armées avant la ligne Gênes, Novi, Acqui, Alba. Placés au carrefour, les

Français menacent à la fois Turin et Alexandrie. Les Piémontais, à peine assez nombreux pour nous tenir tête à tous les débouchés des Alpes, depuis le Val d'Aoste jusqu'à Ceva, et craignant de voir la monarchie renversée à Turin si les troupes républicaines y parviennent, renonceront à tout plutôt qu'à couvrir leur capitale; les Impériaux, de leur côté, ne feront pas la folie de se laisser bloquer dans le Piémont. Les uns et les autres resteront donc respectivement sur les deux routes de Turin et d'Alexandrie tant que nous occuperons Carcare.

La netteté avec laquelle Bonaparte aperçoit cette situation et l'expose dans son mémoire suffit à révéler son génie. Il n'y a rien de semblable dans Maillebois, ni dans aucun écrit militaire des temps modernes. Cette position centrale, les Français s'en rendront maîtres d'abord en chassant les Autrichiens : « L'on doit, par un mouvement successif et sans interrompre celui qui nous rend maîtres de Vado, attaquer ou obliger l'ennemi à évacuer, par une fausse marche sur Sassello, toutes ses positions jusqu'à Montenotte inférieur, et à se retirer sur Acqui ou même sur Alexandrie ».

« Ou l'ennemi évacuera par le chemin de Sassello et par Montenotte pour courir au secours de ses magasins, ou il se disposera à marcher par Altare à la rencontre de notre armée; ou il l'attendra et prendra des positions sur Altare et Savone. Dans tous les cas, il faut l'attaquer, le vaincre et le poursuivre... Le quatrième jour (après avoir quitté les lignes de Borghetto) pousser l'ennemi et l'obliger à s'éloigner le

plus possible sur Alexandrie, et il est bien facile de pousser des têtes de colonnes sur Montenotte et de s'emparer du château de Sassello. »

Il n'y a guère à craindre que les Piémontais essayent d'intervenir; à tout événement, la gauche de l'armée d'Italie et la droite de l'armée des Alpes feront sur Demonte une démonstration qui, pouvant devenir sérieuse, retiendra les Piémontais dans leur pays pendant qu'on attaquera les Impériaux. Quant à ceux-ci, ils sont plus mobiles et plus actifs; bien qu'ils aient intérêt à couvrir directement leurs magasins, un caprice, une erreur peuvent les amener à se rapprocher des Piémontais :

« Si, à la vue des préparatifs que feraient les Français, les Autrichiens, longeant derrière le Tanaro, venaient se réunir avec les Piémontais, il faut que notre armée fasse deux marches sur Acqui, c'est-à-dire aille à Cairo et Spigno; l'on peut être assuré qu'alors les Autrichiens s'empresseront de s'en retourner défendre leurs communications avec le Milanais. »

Quoi qu'il en soit, dès que les Autrichiens seront ramenés assez loin pour ne pas revenir sur Carcare en moins de vingt-quatre heures, il faudra marcher sur Ceva et dès lors s'attacher à mettre les Piémontais hors de cause. Sur ce point, l'intention de Bonaparte est formelle ; combien croiront, comme Carnot, qu'on peut négliger le Piémont et s'en prendre uniquement aux Impériaux ? Se trouvera-t-il un seul homme, tant à l'armée d'Italie que dans l'entourage du Directoire, qui aperçoive l'importance décisive de Savone et de Carcare, qui comprenne l'utilité de prendre et de con-

server une position centrale entre nos deux adversaires, enfin qui règle avec autant de précision que Bonaparte l'amplitude et la nature des mouvements à exécuter contre chacun de ses ennemis? Schérer nous a donné la mesure de sa valeur dans son plan de janvier 1795, que Kellermann a adopté ; Berthier, Carnot, endoctrinés pourtant par Bonaparte, ne le comprennent qu'en partie ; Robespierre seul l'avait pénétré. Nous ne trouvons nulle part l'ombre ou le squelette de ce merveilleux plan d'opérations, si énergique et si fin, que Bonaparte a développé en 1795.

Nous n'hésitons donc pas à rejeter absolument l'opinion suivant laquelle Bonaparte aurait emprunté à d'autres ses projets successifs de 1794 et 1795. Nous avons vu à quel point le plan discuté à Colmars différait de celui de Conti, à quel point le plan tant de fois réitéré de 1794, 1795 et 1796, différait de celui de Maillebois. Nous avons vu combien ces projets de Bonaparte étaient parfaits dans leurs moindres détails, tandis que leurs prétendus modèles contiennent toutes les hérésies militaires. Nous serons plus convaincus encore de la supériorité déjà acquise par Bonaparte quand nous reconnaîtrons dans ses œuvres de jeunesse les principes qu'il devait appliquer dans ses plus belles campagnes, et dont il avait peut-être découvert le germe chez les écrivains de la génération précédente, mais non, à coup sûr, dans une tactique déjà surannée.

Il y a, certes, des écrivains ou des généraux dont il a gardé le souvenir. Il ne se débarrassera que plus tard de ce qu'il a appris, oubliant dans l'action les préceptes et les exemples classiques. Nous l'avons vu

à Cairo et Dego, en 1794, contenir l'ennemi par une avant-garde, derrière laquelle il a exécuté un mouvement de tiroir. C'est la reproduction grossière des mouvements de Frédéric, tels que Bonaparte a pu les imaginer d'après des relations succinctes. Débutant dans la conduite des armées, il n'a pas cru pouvoir mieux faire que d'imiter le roi de Prusse; mais le résultat de cette savante manœuvre, si admirée du vieux Dumerbion, c'est que l'attaque a été retardée, que l'ennemi s'est dérobé. Avec lui a dû s'échapper une des illusions de jeunesse de Bonaparte. Ce sera la dernière fois qu'il essayera de ces mouvements à la prussienne.

Ce n'est pas là l'unique réminiscence de ses études passées. Est-il possible qu'il ne se rappelle pas Feuquières, quand il expose, presque dans les mêmes termes que le vieux maître, les avantages qu'offre la situation du Piémont au centre du cercle formé par les Alpes, dans lesquelles les troupes françaises rencontrent tant d'obstacles à leurs mouvements de navette et à leurs opérations défensives?

N'est-ce pas à Guibert qu'il a pris l'aphorisme : « la guerre doit nourrir la guerre », qu'on chercherait vainement ailleurs formulé *dans les mêmes termes*.

Mais tout cela n'a que peu d'importance à côté des questions de principes où Bonaparte pense encore en homme du XVIII[e] siècle. C'est surtout au sujet des places fortes qu'il paraît conserver les idées de la génération précédente. Il faudra qu'il rencontre une forteresse sur son chemin, au cours d'une offensive énergique, pour fixer son rôle et sa valeur dans l'ensemble des

opérations. Demonte, Coni, puis Ceva, l'ont d'abord préoccupé.

En 1794, le projet adopté à Colmars visait la prise de Demonte et Coni. Bien que Bonaparte n'ait probablement pas joui, dans la rédaction de ce projet, d'une indépendance absolue, il savait trop bien convaincre ses auditeurs et il prenait d'emblée un ascendant trop complet, pour avoir laissé poursuivre un tel but, s'il avait été contraire à sa conception de la guerre. En tout cas, suppose-t-on que ce soit Robespierre qui ait imposé une idée si peu conforme à ses tendances révolutionnaires? Il est certain qu'en 1794 Bonaparte jugeait le siège d'une place comme Demonte ou Coni digne d'arrêter une armée. Cette idée, il l'a encore en 1795.

Dans ses notes et ses instructions de 1795, Ceva joue un rôle important. Bien que Bonaparte vise beaucoup plus loin, il veut d'abord investir cette place avec deux divisions, y réunir l'armée en prenant des cantonnements aux environs; cela fait, il veut passer l'hiver à « fourrager fort avant dans la plaine de Piémont, et offrir au roi de Sardaigne la perspective d'une armée considérable prête à envahir ses États ». C'est seulement après la prise de Ceva qu'on marcherait sur Turin, si la paix n'était pas faite.

Dans les instructions envoyées au mois d'août à Kellermann, Bonaparte dit encore :

« L'art du général qui commandera le siège de Ceva, c'est de tenir les ennemis le plus éloignés possible, et de tomber quelquefois sur les rassemblements qui se formeraient dans la plaine. Si l'on obtient

quelques succès, il sera facile d'enlever Acqui, Alba, enfin de se tenir maître jusqu'au Tanaro, ayant l'air de menacer Alexandrie. L'armée d'observation serait occupée, selon les circonstances, à poursuivre les Autrichiens, ou même à se replier par la plaine, par une marche secrète, et à se porter sur l'armée piémontaise qui se réunirait à Mondovi, à Coni ou à toute autre position. Maître de Ceva, on en établira la défense. On prendra conseil de la saison et des circonstances qu'il n'est jamais possible de prévoir à la guerre. Le but de l'art sera de procurer des quartiers d'hiver commodes en Piémont, et de se préparer à entrer en campagne au mois de janvier ou de février. »

Les notes des mois de novembre 1795 et janvier 1796 sont moins développées, mais non moins explicites : il s'agit toujours d'assiéger Ceva, d'en couvrir le siège contre les entreprises des alliés, et d'attendre la prise de la place pour marcher sur Turin.

Ainsi, deux mois avant de prendre le commandement de l'armée d'Italie, Bonaparte pensait encore à arrêter l'armée devant Ceva, et c'est dans l'exécution même de son plan qu'il abandonnera pour la première fois l'idée d'assiéger cette *bicoque*.

D'où est venu ce revirement? Peut-être de ce que Bonaparte, ouvrant les hostilités deux mois après l'époque fixée par ses notes de 1795 pour la marche sur Turin, voulait regagner le temps perdu; mais était-ce vraiment assez pour faire négliger un siège qui avait joué un rôle si important dans tous ses projets? Peut-être aussi Bonaparte s'aperçut-il qu'il avait attribué trop d'importance à la situation et à l'arme-

ment du fort de Ceva; mais il était assez bien renseigné depuis deux ans pour ne pas se tromper du tout au tout. Il ne paraît pas douteux que lorsqu'il tint pour la première fois une forteresse investie, il eut la conception nette du rôle secondaire qu'elle jouait dans les opérations, rôle dont il s'était singulièrement exagéré l'importance dans des études spéculatives et sur la carte. C'est alors seulement que son esprit offensif prend tout son développement dans le feu de l'action, qu'il se révèle tout entier, et que l'art de la guerre se révèle tout entier à lui.

CHAPITRE V

PREMIERS PRINCIPES DE LA GUERRE NAPOLÉONIENNE

C'est avec l'année 1795 que finit pour Napoléon la préparation au commandement. Dès le mois d'août 1796, toute l'Europe stupéfaite assistera à l'éclosion du plus grand génie des temps modernes, et le reconnaîtra pour tel à ses débuts.

L'expérience, nous l'avons vu, sera nécessaire pour compléter sa doctrine militaire. L'exemple de Ceva nous a montré qu'il lui faudrait tenir une place investie pour apprécier le peu de gêne et de péril qu'elle apportait à ses opérations. L'action lui fera donc rejeter ces dernières entraves pour constituer sa doctrine; mais celle-ci est déjà formée en grande partie dès 1794. Tout au moins les éléments essentiels en sont-ils fixés.

On a vu l'importance que Bonaparte attachait à la supériorité numérique, supposée acquise avant toute opération offensive. Il l'affirme lui-même par deux fois : « On ne peut se présenter dans la plaine de Piémont qu'avec des forces supérieures à son ennemi » ;

et : « Le premier mouvement à opérer à la droite de l'armée d'Italie, *dès l'instant qu'elle aura reçu des renforts qui doivent la rendre supérieure en nombre* à l'armée autrichienne, etc. ».

Mais le principe le plus souvent invoqué, celui qui apparaît le premier, tient la place la plus importante, semble être l'essence même de sa méthode de guerre, c'est le principe de la *concentration des efforts*, nettement exprimé déjà dans le projet de défense de Saint-Florent, puis dans le plan d'attaque de Toulon, dans le projet d'opérations de Colmars, enfin et surtout dans la *Note sur la position politique et militaire de nos armées de Piémont et d'Espagne*, où il revêt une forme vigoureuse et définitive : « Il en est des systèmes de guerre comme des sièges des places : *réunir ses feux contre un seul point; la brèche faite, l'équilibre est rompu;* tout le reste devient inutile ». L'image choisie mérite qu'on s'y arrête : elle nous rappelle que cette concentration des efforts n'est devenue possible et nécessaire dans le combat qu'avec une artillerie de campagne capable de *faire brèche* dans les points d'appui du champ de bataille comme le canon de Vauban dans la fortification. C'est presque uniquement dans la concentration des feux d'artillerie que l'on peut puiser la première idée de ce principe universel, quitte à le reconnaître après coup applicable à tous les modes de l'activité humaine. Pour le découvrir, il fallait être de l'école de Gribeauval.

Ce qu'il y a de plus frappant et de plus général dans les projets de Bonaparte, après la concentration des efforts, c'est l'emploi des mouvements tournants. Que

d'autres, timides ou maladroits, ne sachent pas les concilier avec l'indispensable concentration et y voient un expédient décisif, mais périlleux à employer; Bonaparte juge que tourner l'ennemi est aisé, et que c'est la manière la plus sûre de provoquer, de hâter, de décider, d'exploiter la victoire. Il porte, non pas un détachement, mais le gros de ses forces sur les derrières de l'ennemi, c'est-à-dire sur la route par laquelle peuvent lui venir les renforts en matériel et en hommes. Cette route sera souvent celle qui joint l'armée ennemie au cœur de son pays, souvent aussi celle qui la relie à une autre armée encore à distance, de sorte que, suivant les cas, la manœuvre favorite de Bonaparte consiste à prendre une position centrale, soit entre deux armées ennemies, soit entre l'ennemi et sa capitale. Comme il s'est toujours occupé d'abord de la supériorité numérique, ce n'est pas une menace vaine et téméraire qu'il prononce contre la ligne de retraite et d'opérations de son adversaire. Celui-ci se sent perdu, prend de fausses mesures, ou se retire à la hâte. A Toulon, Bonaparte a menacé la retraite de la flotte anglaise en se saisissant de la passe; nous ne parlerons que pour mémoire de la manœuvre autour de Saorge, dont l'idée ne lui appartient pas; mais pour enlever les barricades de la Stura et Demonte, il porterait en arrière, vers Coni, 20,000 hommes de l'armée d'Italie; dans l'attaque de Cairo et Dego, c'est encore en les tournant qu'il fait évacuer les positions ennemies. Il est certain que l'habitude des opérations en montagne n'aura pu que fortifier en lui cette disposition naturelle ou réfléchie à prendre ses

ennemis à revers, au lieu de briser ses efforts contre la résistance du front.

Ainsi, *concentrer ses efforts sur la communication la plus intéressante de l'adversaire*, semble être dès lors la formule générale de ses manœuvres[1]; il s'en faut cependant de beaucoup que la question soit si simple, et c'est ici que l'on commence à sentir toute la puissance et la pondération de ce merveilleux esprit. Voici tour à tour, dans les projets composés en 1794, deux maximes nouvelles, qui ne font qu'exprimer de manière différente le principe de la liaison des forces : « *Il faut embrasser tout le théâtre d'opérations* », et « *on peut donner le change à l'ennemi sur la manière de faire l'attaque, non sur le théâtre de l'attaque* ». Le premier de ces principes nous rappelle que la concentration des forces est relative; que l'armée, tout en visant un but unique, s'étend sur un espace de plusieurs lieues, de plusieurs marches peut-être, mais que cette extension ne doit pas empêcher la cohésion. Il faut que l'ennemi ne puisse pénétrer d'aucun côté sur les flancs ou les derrières de l'armée ou dans l'intervalle des colonnes, sans rencontrer une résistance qui le ralentisse et mesure sa puissance. Il faut que le général en chef soit tenu toujours au courant de ce qui se passe dans toutes les parties de l'armée, et reste en état de les diriger à son gré. On déduira de là

[1] Sans qu'il y ait d'ailleurs à préciser la formule, ni à distinguer entre les mouvements généraux de l'armée avant le combat et les manœuvres dans la bataille. Ce sont les circonstances qui décident si le mouvement tournant sera d'ordre stratégique ou tactique.

mille principes de détail concernant l'intervalle des colonnes, leur mode de liaison, la nécessité de ne pas laisser d'obstacle entre elles, etc.; mais, tout d'abord, le principe général est posé : il faut embrasser tout le théâtre d'opérations. C'est ainsi qu'en avril 1794, Bonaparte déploie son corps d'armée en éventail entre Oneille et Saorge, s'assurant qu'aucun détachement ennemi ne peut pénétrer en arrière de son front, séparer et accabler une de ses colonnes. L'inexécution des mesures prescrites pour assurer la liaison vaut à Masséna une lettre de reproches qui nous révèle la pensée de Bonaparte.

N'est-ce pas la guerre de montagnes qui, mettant en évidence les difficultés à vaincre pour assurer la liaison, lui en a fait sentir la nécessité? Il faudrait admettre alors que cette révélation fut bien subite, et il semble plus naturel d'attribuer cette conviction aux études antérieures de Bonaparte. C'est dans les derniers jours de mars 1794 qu'il est appelé d'urgence à Nice, où il rédige sur-le-champ l'ordre de mouvement qui est daté du 3 avril. Il n'avait alors pris part à aucune opération de guerre en dehors du siège de Toulon, et personne, à l'armée d'Italie, n'avait encore préparé ou conduit d'opérations combinées. Les principes absolus qu'il affirme dans sa lettre à Masséna du 9 avril devaient être établis par lui avant son arrivée à l'armée d'Italie, *découverts par le raisonnement et non par l'expérience*. Nous trouvons là une preuve des fortes études militaires dont les traces matérielles nous font défaut. Tous ceux qui, officiers ou représentants, sont en avril 1794 à l'état-major de l'armée

d'Italie, y sont depuis longtemps; aucun d'eux n'a encore été capable de composer un plan d'opérations. Bonaparte arrive et, du jour au lendemain, sur les données topographiques fournies par Rusca, on rédige un ordre de mouvement très bien combiné, sans aucune erreur tactique, reposant sur des principes généraux solidement établis, un ordre enfin auquel on ne peut reprocher qu'une rédaction lourde et compliquée. Il semble bien naturel de considérer Bonaparte comme l'auteur des dispositions militaires contenues dans cet ordre; tous les contemporains lui en reconnaissent la paternité, et Roguet donne ce témoignage très précis que Bonaparte a introduit à l'armée d'Italie la science des mouvements combinés. Ce qu'il lui attribue, ce n'est pas ce qui semble ordinairement l'œuvre d'un génie supérieur, l'idée générale de l'opération, mais bien au contraire la partie tactique, le détail militaire de l'ordre, et c'est bien la conclusion qui ressort pour nous des événements. D'ailleurs la lettre à Masséna est bien d'un homme qui défend son œuvre, et elle est de Bonaparte à n'en pas douter. Il n'aurait certes pas mis la même ardeur à soutenir les principes de Rusca ou de Dumerbion contre Masséna. Nous tirons de là cette conclusion que les principes de la grande tactique étaient fixés dans l'esprit de Napoléon avant 1794.

Cette science, il ne l'a pas trouvée dans les campagnes de la guerre de la Succession d'Autriche. Nous ne voulons incriminer ici ni Conti ni Maillebois; mais il est clair que leur tactique, la tactique de 1744, était très différente de celle de 1794, et que leur sys-

tème de guerre différait aussi, dans ses grandes lignes comme dans ses détails, de celui que Bonaparte ou Carnot même pouvaient adopter. Marches lentes, manœuvres et démonstrations pour déposter l'ennemi : voilà la guerre que peut faire Maillebois, comme tous ses contemporains. Ce que Bonaparte aurait pu lui emprunter se réduit donc à quelques idées comme celle de séparer deux armées alliées, ou de prendre l'ennemi à revers, mais sans en préciser le moyen, car Bonaparte emploiera des procédés bien différents de ceux qui étaient en usage vers 1744. Ces procédés, cette habileté tactique qui fait le grand homme de guerre, Bonaparte les a empruntés aux écrivains militaires de son temps, à ses maîtres d'Auxonne, à Guibert et à Bourcet. Imaginant l'armée comme un groupe de divisions qui suivent des chemins différents, mais restent à portée de se joindre au premier signal, il a conçu ces deux principes de concentrer les efforts et d'embrasser tout le théâtre d'opérations, lesquels n'auraient pas de sens pour une armée indivisible comme celles de Maillebois ou de Frédéric.

Mais, en pareille matière, tout est affaire de mesure et de calcul, et l'exposé théorique de ces principes les présente toujours d'une manière défavorable, exposés à la critique de tous ceux qui s'efforceront de leur donner la signification la plus exagérée ou d'en faire ressortir les contradictions. Des deux principes dont nous venons de parler, aucun ne peut être pris dans un sens absolu; ils seraient inconciliables; il faut les appliquer à la fois dans les limites qu'ils s'imposent l'un à l'autre; et par conséquent serrer la solution de

plus près, indiquer des règles moins vagues et moins contradictoires. Bonaparte fait donc intervenir un troisième précepte qui répond à cette question : il ne s'agit pas de tenir concentrées *toutes* les forces sans exception sur un seul point; mais tout en embrassant un théâtre d'opérations d'une certaine étendue, on concentrera les efforts au dernier moment sur un point d'attaque unique; toute l'armée doit rester en mesure d'agir ensemble; il n'en faut rien détacher sous prétexte de démonstrations, de diversions par lesquelles on croirait dégager l'attaque principale. On utilise en chaque point les forces que la défense y a rendues indispensables, et c'est tout. « Il est difficile de donner le change à l'ennemi sur le théâtre de l'attaque, dit Bonaparte dans le projet de Colmars, du 21 mai 1794, mais nous pouvons le lui donner sur la manière de la faire », et les dispositions qu'il indique sont le commentaire de cette observation : il ne veut pas de diversion par des corps détachés à grande distance; toute l'armée agira dans une même vallée, se trouvera en état d'unir ses efforts dans le combat, mais en donnant le change sur « *la manière de faire l'attaque* », c'est-à-dire sur le point précis et la direction de l'attaque décisive dans la bataille. Pour obtenir ce second résultat, l'armée s'étendra autant que le permet la perspective d'une concentration rapide; refaisant ici le raisonnement de Bourcet, Bonaparte arrive comme lui à déployer l'armée sur un front de deux grandes marches, pour la resserrer en approchant de l'ennemi. Elle occupe environ 60 kilomètres du col de Larche à celui de Tende. C'est le front que

tiendront encore les divisions actives de l'armée d'Italie en avril 1796 dans l'Apennin, puis l'été suivant sur l'Adige; la Grande Armée se déploiera de même en 1805 pour marcher sur le Danube, en 1806, pour se porter des débouchés du Frankenwald sur Iéna. Il ne s'agit certainement pas ici d'une règle numérique, indigne de Napoléon; mais il est nécessaire de ne pas perdre de vue cette étendue des fronts de marche, dont on est détourné par une fausse conception du « bataillon carré » de 200,000 hommes.

Bourcet a été le seul, au XVIII[e] siècle, qui précisât assez le raisonnement et le calcul sur cette question du dispositif d'attente pour indiquer un chiffre, et voici Bonaparte qui, dès ses débuts, retrouve à peu près exactement les conclusions de Bourcet. Il semble que ce soit encore la guerre de montagnes qui exige et facilite ces calculs. La valeur absolue, souvent infinie, qu'y prennent les résistances passives, la netteté des circonstances topographiques, forcent à des calculs plus rigoureux et plus prudents que ceux de la guerre en plat pays. Ici encore nous estimons que le fait d'avoir débuté dans la guerre de montagnes n'est pas indifférent pour l'éducation tactique de Bonaparte. Les règles qu'il a suivies pour la grande guerre ont été formulées dans son esprit avec plus de force et de précision. C'est en montagne surtout qu'il est nécessaire de faire marcher une armée par plusieurs chemins et par les chemins tracés, d'assurer les relations entre les colonnes, leur arrivée en temps opportun, la coordination de leurs mouvements ; c'est là aussi qu'une erreur initiale dans les dispositions est le plus

souvent sans remède. Si Bonaparte n'avait pas songé d'avance aux difficultés que soulevait la conduite de plusieurs colonnes sous un seul commandement, son attention aura été appelée impérieusement sur ce point par la confusion où s'est trouvé le corps expéditionnaire d'Oneille et de Saorge, sous la direction de Masséna. Cette première et décisive expérience lui a montré l'importance capitale qu'ont toujours l'emplacement du quartier général et le service de correspondance avec les unités de premier ordre de l'armée. On sait que par la suite, ces deux éléments, qui semblent intéresser simplement les états-majors, ont toujours eu à ses yeux une gravité comparable à celle des grandes opérations tactiques.

Le système de guerre caractérisé par cette extension de l'armée n'est possible qu'avec une extrême activité. Les divisions, pour se soutenir en temps utile, se séparer et se concentrer, sont toujours en mouvement; l'esprit du général en chef et de ses lieutenants est toujours en éveil, et il faut que les troupes, artillerie comprise, jouissent d'une grande mobilité pour se rendre au premier appel. Cette mobilité, Bonaparte en exprime vivement la nécessité depuis 1792, et il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque nous avons vu la place prépondérante qu'elle tenait dans les préoccupations de ses maîtres.

En arrivant au régiment, en 1785, Bonaparte ne considérait guère que la puissance de l'artillerie; en 1793, les idées émises dans le « Souper de Beaucaire » sont toutes différentes, et voilà encore une preuve des études militaires, tactiques, de Napoléon entre 1785

et 1793. Et qu'on n'attribue pas seulement à la vivacité naturelle de son caractère cette grande aptitude aux mouvements rapides qui le distingue dès ses débuts : la rapidité des manœuvres d'armée vient de l'habileté plus que de la fougue du général. Ces lourdes colonnes qui, quoi qu'on fasse, n'atteindront qu'à peine la vitesse moyenne d'une lieue par heure et de cinq à sept lieues par jour, il s'agit, pour accélérer leurs opérations, de leur imposer chaque jour et sans interruption cette marche éternellement lente, et de la faire tendre sans cesse vers le but. C'est le propre de l'homme de talent de voir ce but assez nettement, d'être attiré vers lui assez fortement pour que toutes ses opérations l'y conduisent sans détours; et c'est à lui aussi qu'il appartient de combiner les mouvements de ses colonnes, de régler et d'utiliser toutes leurs marches de manière qu'il n'y ait ni temps, ni effort perdus. L'homme fougueux et d'esprit médiocre, sait parfois conduire brillamment une charge, pousser un raid de cavalerie, mais avec lui les colonnes d'infanterie seront ralenties par l'incertitude et la maladresse des combinaisons. Nous tenons donc à affirmer ici que la grande rapidité voulue et obtenue par Napoléon dès ses débuts n'était pas seulement le résultat de son ardeur naturelle, mais aussi d'une conception de la guerre déjà mûrie en 1793.

La vivacité, la continuité dans l'offensive, Bonaparte a montré qu'il en était constamment préoccupé, et c'est peut-être par là qu'il diffère le plus de ses prédécesseurs. Jadis, un plan d'opérations embrassait les marches et manœuvres prévues pour aboutir à un

siège, à une bataille, après lesquels on marquerait un temps d'arrêt pour former un nouveau projet; on allait ainsi par bonds successifs, se rapprochant plus ou moins du but de la guerre. Le mémoire de Clausade, du 28 mai 1794, marquant à Demonte, à Coni, à Turin, les étapes successives de la campagne, est un dernier témoin de ces anciens procédés. Bonaparte agit tout autrement : il embrasse d'un coup d'œil toute la campagne, où les combats ne sont, comme il le dira plus tard, « qu'une partie de plus vastes combinaisons », des épisodes qui décident du succès, mais ne doivent pas changer la voie à suivre pour y parvenir. Surtout il faut bien se garder de penser qu'un succès autorise à s'arrêter : s'il ouvre la voie, c'est pour qu'on s'y élance. La poursuite commence où l'attaque finit, et sans interruption : « La promptitude à suivre la victoire sera le sûr garant du succès », écrit Bonaparte en 1795, et c'est peut-être en cela qu'il est vraiment créateur. Certes, l'histoire militaire offrait déjà bien des exemples de poursuites, mais la poursuite systématique, avec toute l'armée, et considérée comme partie intégrante des opérations, voilà ce qui est propre à Bonaparte.

Ce n'est pas lui non plus qui a découvert l'énorme importance du secret dans les opérations : il n'y a pas un écrivain militaire des XVIIe et XVIIIe siècles, que ce soit Montecuculli ou Feuquières, Quincy ou Turpin, qui ne commence par là ; mais il en est du secret comme de la poursuite : Bonaparte le fait systématique ; il le fait entrer dans sa méthode de guerre, dans ses procédés tactiques.

C'est déjà un moyen de tromper l'ennemi et de lui dissimuler ses projets, que d'étendre le front de l'armée : « On peut le tromper sur la manière de faire l'attaque », sur le point d'attaque [1], et pour profiter de ce premier avantage, c'est par une *marche de nuit* que l'armée se concentre devant ce point d'attaque choisi et en tournant l'ennemi. Dès le mois d'avril 1794, Bonaparte a fixé ce procédé, cet élément essentiel de ses manœuvres : c'est par une marche de nuit que des bataillons prélevés sur toutes les divisions de l'armée accourent à Menton pour marcher tout à coup sur Oneille, où l'ennemi ne pourra plus les prévenir ; c'est par une marche de nuit encore que l'armée d'Italie se portera sur Montenotte en 1796, que Sérurier et Despinoy déboucheront sur Castiglione, Masséna et Rey à Rivoli. C'est ce qui contribuera le plus à rendre si foudroyantes ces attaques de Napoléon, ces aurores de

[1] Nous avons vu que Bourcet recommandait de préparer toujours des projets à deux ou trois *branches*, de prévoir tout ce qui pouvait arriver, et de préparer les mouvements destinés à parer à chaque opération de l'ennemi. Bonaparte a-t-il eu besoin de cette leçon pour y songer ? Toujours est-il qu'on n'admirera jamais assez la souplesse de ses dispositifs d'attente : s'il parvient à tenir l'ennemi dans une ignorance si complète de ses véritables projets, c'est qu'en réalité il a toujours réparti les divisions de l'armée de manière à pouvoir exécuter les manœuvres les plus diverses. Le système divisionnaire, dans les petites armées, offrait à ce point de vue des ressources infinies, ses divisions formant autant de « têtes d'armée » prêtes à ouvrir la marche dans toutes les directions, et le système constitué par l'armée, étant toujours prêt à se ployer sur l'un ou l'autre de ses éléments. Rien, en 1794, n'est comparable aux dispositifs préparatoires de Rivoli ou d'Iéna, mais déjà Bonaparte sait menacer à la fois Coni et Ceva.

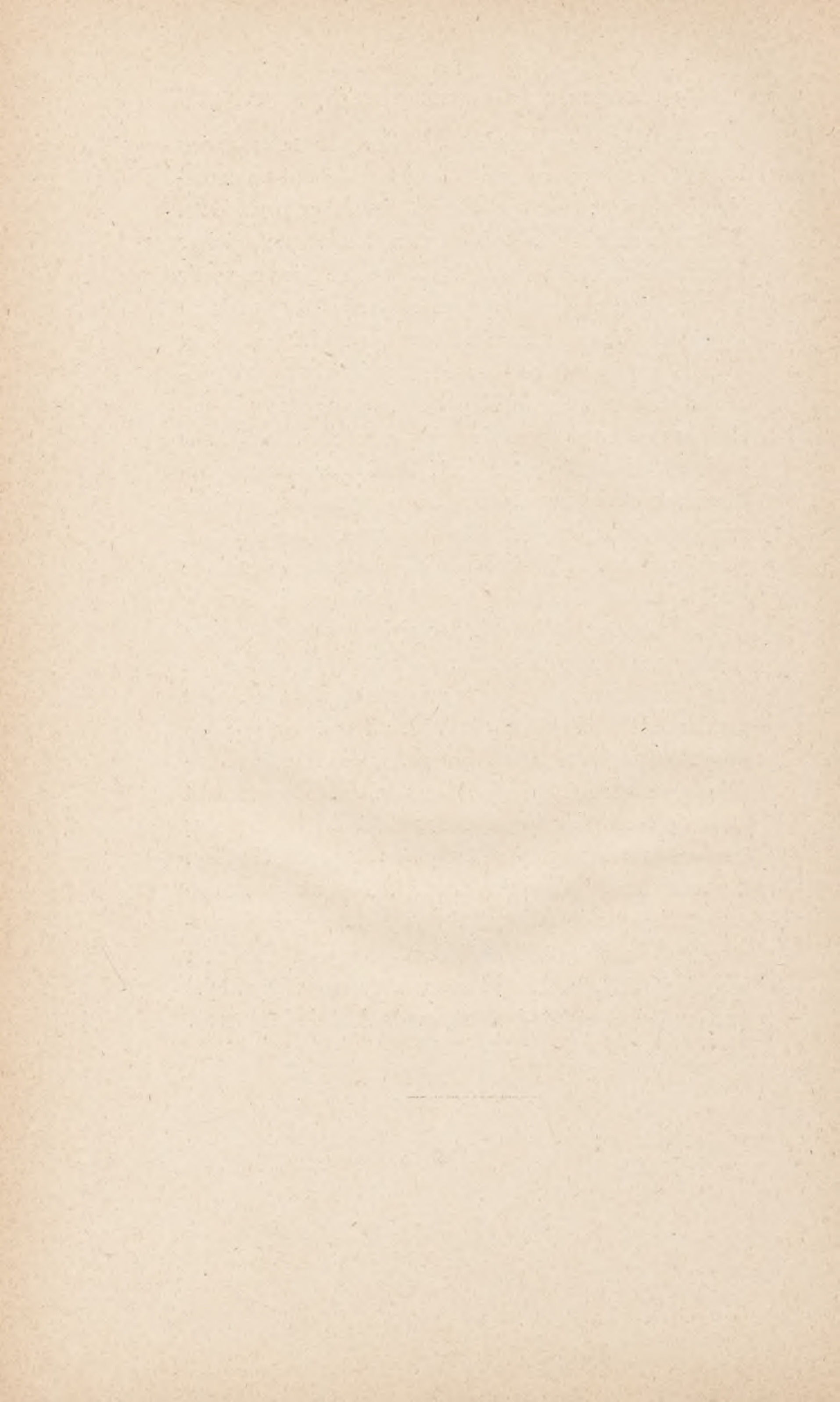
ses victoires. La veille, l'ennemi s'est heurté partout à de forts détachements : il les a repoussés, mais lentement, et ne sait où marcher. A tout hasard, il se pelotonne. Où est Bonaparte ? Où est l'armée française? Surtout, où sera-t-elle demain? Et c'est sur ce doute que la nuit étend son voile. Au soleil levant, voici Bonaparte ! Et tandis que les divisions aperçues la veille reviennent au combat, tout à coup le canon tonne sur les derrières des Impériaux, et ce sont des troupes qu'on croyait à dix lieues ; c'est Fiorella accouru de Marcaria à Solférino; Masséna, de Rivoli à Mantoue. C'est, en un mot, la surprise systématique, obtenue par l'extension du front et par les marches de nuit, rendue terrifiante par ce canon qu'on entend soudain derrière soi dans la brume du matin. Bientôt une trombe s'abattra sur une des ailes de l'ennemi désemparé, et, la trouée faite, emportera tout.

Voici donc, posés et fondus dans un ensemble complet, tous les éléments de la grande tactique. Embrasser tout le théâtre d'opérations, ne pas diviser l'armée, l'étendre assez pour tromper et déborder l'ennemi sans cesser de pouvoir se concentrer en un jour ; porter tous ses efforts sur un seul point d'attaque, et par surprise, poursuivre sans interruption ; obtenir tous ces résultats par des mouvements incessants de l'armée entière et de chaque division : voilà à peu près l'essence de la guerre napoléonienne.

On rencontrera d'innombrables maximes dans la *Correspondance* et les *Mémoires* de Napoléon ; il a toujours aimé à fixer sa pensée sous cette forme dogmatique, en style lapidaire.

Entre toutes ses maximes, celles que nous avons rencontrées dans ses écrits de jeunesse ont un caractère bien net : *elles expriment des idées premières*. Toutes les autres s'en déduiront, ne feront que préciser leur application à des cas particuliers, en faire ressortir un aspect ou une conséquence remarquables, mais ne les reproduiront guère dans leur simplicité primitive.

Mais ces préceptes, ces observations, se sont présentés à la pensée de Napoléon au gré des circonstances ; celles-ci appelaient son attention, tantôt sur les lois fondamentales de l'art, tantôt sur des cas particuliers ; et si nous n'avons trouvé que des principes généraux dans les écrits de sa jeunesse, ne serait-ce pas parce que le hasard n'a offert alors à sa critique que des faits d'ordre général ? Cette explication ne peut guère être soutenue, car si jamais Bonaparte a trouvé matière à ces observations dogmatiques qui seront si abondantes dans sa *Correspondance*, c'est pendant les années 1793 à 1796, où non seulement il propose des plans de campagne, mais discute et critique ceux qui ont été adoptés ou suivis. S'il s'abstient alors de multiplier les maximes dont il remplira plus tard ses lettres à son frère Joseph ou au prince Eugène, il y a là autre chose qu'un hasard. C'est un symptôme caractéristique de son état d'esprit, du degré d'avancement de son travail intellectuel. On peut dire que, jusqu'en 1796, il n'a fixé sous la forme dogmatique que les principes fondamentaux de l'art de la guerre.



CONCLUSION

Nous voici parvenus au terme de cette étude, et nous avons signalé tous les faits, de nature très diverse, capables de nous renseigner sur l'éducation militaire de Napoléon et le développement de son génie. Il reste à résumer et à fondre ces éléments d'apparence peu homogène, pour embrasser l'ensemble du sujet.

Avant tout, nous sommes frappés par une qualité, ou plutôt un ensemble de qualités morales et intellectuelles, formant ce qu'on peut appeler le *don du commandement*, qui préexistent chez Napoléon, se manifestant chez lui dès l'enfance, et indépendamment de ses connaissances techniques. Il y a en lui une sorte de fluide magnétique, une puissance de volonté, de persuasion et d'autorité, qui rayonne, fascine, s'impose à tous. Dans les temps modernes, un seul homme paraît avoir possédé ce même don, mais à un degré moindre; c'est le grand Condé. Avec la science, avec l'âge, avec l'habitude de la toute-puissance, l'allure deviendra plus impérative; mais dès l'enfance, Napoléon prend d'emblée la première place partout où il se trouve. On aura beau faire la part de la légende,

24

laisser de côté les témoignages composés après coup : les lettres de ses frères sont là pour montrer que son caractère et ses allures évoquaient toujours une idée de commandement en chef, de dictature, de souveraineté même. On ignorait encore son génie, et l'on était subjugué par son autorité.

La hiérarchie militaire le tient quelque temps dans un rang subalterne ; mais voici la Révolution, et malgré ses 20 ans, bien qu'il soit à peu près inconnu en Corse, Bonaparte y prend tout à coup le premier rôle, conduit le mouvement révolutionnaire. A peine arrivé au siège de Toulon, sa supériorité s'impose encore ; il s'empare de l'esprit des représentants, les subjugue, fait triompher ses idées.

A l'armée d'Italie, il apparaît d'abord comme le seul capable de concevoir les opérations militaires ; il est le « faiseur de plans » de Robespierre, à qui cependant il n'inspire qu'une médiocre sympathie ; il y a plus, c'est lui qui surveille et dirige les mouvements des troupes, et il surgit à découvert dans les instants décisifs, dominant tout, et les ennemis même, d'une telle autorité, qu'on ne songe pas à s'étonner.

A côté de ce don particulier, les autres qualités morales, énergie, vivacité, obstination, qu'on peut attribuer à l'hérédité, à l'origine corse ou toscane, se développent à la faveur de circonstances exceptionnelles ; mais il n'y a guère à insister sur ce point, car, si essentielles que soient ces qualités pour le commandement des armées, elles ne peuvent donner lieu qu'à de vagues considérations. Il faut se borner à en constater l'existence, et il est inutile de chercher à en

suivre le développement. Autant vaudrait se demander comment s'est formée l'intelligence de Napoléon.

Il n'en est pas de même des connaissances techniques, auxquelles nous nous sommes particulièrement attaché. Négligeant les études de Napoléon à Brienne et à l'École militaire, d'où il est sorti à 16 ans et où il n'existait pas d'enseignement tactique, nous l'avons vu s'instruire, à Valence et à Auxonne, par la lecture des philosophes et les travaux des Écoles d'artillerie.

Prédisposé par ses qualités de race et de caractère, par la lecture de Machiavel et de Montesquieu, il se forme une conception vigoureuse et simple de la guerre, et il embrasse très vivement les idées d'offensive que la réforme de Gribeauval a répandues dans l'artillerie.

Mais jusqu'où pousse-t-il ses études militaires? Des guerres d'autrefois il ne saura presque rien, ne connaissant leur histoire que par des aperçus sommaires où les deux éléments essentiels, la durée et la distance, ne sont jamais précisés et comparés, où la vitesse des armées, l'étendue de leurs positions, l'amplitude de leurs mouvements, restent indéterminés. Un récit superficiel des guerres de Frédéric lui laisse l'impression d'une grande activité et d'une constance exceptionnelles, lui fait concevoir l'ordre oblique comme une dénomination trop précise des attaques débordantes. En somme, il ne sait rien, heureusement, de la tactique d'autrefois.

Celle qu'on lui a enseignée, c'est la tactique française, ébauchée dans les guerres de Louis XV et développée depuis par une pléiade d'écrivains qui

ont posé et discuté presque tous les problèmes de l'art militaire.

De petites colonnes et des essaims de tirailleurs, alternant avec des bataillons en ligne ; les combats de postes employés comme élément de la bataille générale et comme moyen d'action des divisions isolées ; l'artillerie mobile et puissante qui brise les résistances ; la cavalerie indépendante et vigoureuse dans la bataille comme dans l'exploration : voilà la tactique élémentaire de nos armées sous Louis XVI. Leur grande tactique comporte les mouvements de plusieurs divisions de toutes armes, répandues sur un front de une à trois marches, obligeant l'ennemi à reculer ou à combattre en mauvaise posture, en le débordant toujours ; les mêmes divisions concentrées dans la bataille, où des réserves sont massées en arrière des localités organisées défensivement.

Voilà l'esprit de cette tactique, et heureusement elle n'est codifiée dans aucun règlement; on n'a pas étouffé les idées sous des formes rigides. Bonaparte se pénètre de cette vague doctrine en écoutant sès maîtres, en lisant et en méditant les meilleurs ouvrages du temps, ceux de Guibert, de Bosroger, et sans doute avant tout celui de du Teil. Qu'il se soit réellement occupé de tactique, nous pouvions en douter au début de cette étude ; nous ne le pouvons plus, maintenant que nous avons rencontré dans ses écrits de 1793 et 1794 des réminiscences très nettes de Guibert et de Feuquières, des observations et des préceptes déjà très solides. Les principes qu'il cherche, ce sont les principes nécessaires à la conduite des armées telles qu'il a

appris à les connaître, c'est-à-dire de ces armées partagées en divisions inégales dont le maréchal de Broglie a donné l'exemple. Il songe aux mouvements relatifs de ces divisions, à leur déploiement et à leur concentration. Il pousse cette analyse, cette discussion jusqu'à ce qu'il trouve des principes dont la justesse lui paraisse évidente. Il découvre ainsi le fond de sa doctrine, non par sa propre expérience ou celle du passé, mais par le raisonnement.

L'homme médiocre, réduit aux méthodes empiriques ou expérimentales, tend à retrouver les lois naturelles par des généralisations successives ; il accumule les faits de détail ; il les groupe, les associe, y aperçoit des coïncidences d'où il tire des classifications et des lois; puis de celles-ci il passe à la recherche de lois plus générales encore, s'approchant par degrés insensibles d'une synthèse suprême dont il restera toujours infiniment éloigné.

L'homme de génie procède à l'inverse. La vérité est en lui, et il l'en fait jaillir. Qu'il le veuille on non, instinctivement il suit la méthode dont Descartes a codifié les règles. Il accepte provisoirement pour les détails de la vie les usages courants; mais pour la science qui l'intéresse, il fait table rase des doctrines et des préjugés existants, où « tant de choses obscures et inconnues, auxquelles on n'est arrivé que par des conjectures probables, sont mêlées aux choses vraies et évidentes ». Il renonce à débrouiller ce chaos, et court d'un trait à cette source de la connaissance où les empiriques et les classiques ne parviendront jamais. Il remonte aux idées les plus simples; il les discute, les

examine sous toutes leurs faces, et ne les accepte pour absolument vraies qui s'il les a reconnues « évidentes ». Ce n'est qu'après avoir « considéré intuitivement quelques propositions simples » qu'il en conclut d'autres. Rien de plus cartésien que la formation intellectuelle de Napoléon. De son expérience et de ses lectures militaires, il retient quelques notions de la guerre ; et, loin de chercher à les multiplier d'abord, à charger sa mémoire de raisonnements tout faits, il analyse les premiers éléments qu'il a rencontrés, les approfondit, jusqu'à ce qu'il trouve un point d'appui solide qui résiste à toutes les discussions. Il y a, dans toute espèce de science, beaucoup de ces vérités fondamentales; peut-être y en a-t-il à l'infini ; mais chaque homme n'en découvrira qu'un petit nombre. Le temps qui le presse d'agir, de sortir des méditations stériles, l'arrête dès qu'il a bien défini, fixé les premières vérités vers lesquelles son caractère et son éducation l'ont orienté.

C'est ainsi que Bonaparte, en artilleur de la fin du XVIII[e] siècle, en disciple de Gribeauval et de du Teil, songe surtout à la concentration des efforts; mais où ses camarades et ses maîtres ne voient qu'une règle plus importante que les autres, il voit le germe d'un système de guerre. Il affirme ainsi quelques vérités éternelles, universelles, mais qui n'avaient pris toute leur valeur que dans la tactique de son temps ; elles le guideront désormais dans la conception de toutes ses opérations militaires. Dès les premiers jours de l'année 1794, nous le voyons en possession des principes nécessaires pour combiner un projet d'opérations.

Peut-être une dernière phase de son travail intellectuel a-t-elle été accomplie pendant l'année 1793; peut-être n'a-t-il cherché qu'à ce moment des règles pratiques pour la conduite des armées; ce qui est singulier, c'est qu'il ne s'est pas fixé de ces règles de détail, si commodes, si indispensables pour les esprits médiocres, qui ne peuvent descendre directement du principe le plus abstrait à l'application concrète. Son intelligence n'a pas besoin de ces intermédiaires. Il est évident, néanmoins, qu'étant donné une foule armée, de 20,000 à 30,000 hommes, des vérités abstraites ne fourniront pas d'emblée le moyen de la faire manœuvrer. Il y a donc un sous-entendu; la tactique, l'organisation, les habitudes de cette armée sont des données du problème, aussi bien que l'armement, et Bonaparte ne songe pas à les modifier, encore moins à les créer de toutes pièces.

Comme Condé, comme Frédéric, il prend l'armée telle qu'elle est, avec ses armes et ses procédés de marche et de combat, et il peut d'autant moins s'en dispenser que ces principes prétendus universels, qui vont le guider, ont été inspirés par l'armement, la tactique, et l'organisation de son temps, et qu'ils en sont inséparables.

Il sait donc, avant de rédiger le premier ordre de mouvement de l'armée d'Italie, qu'elle se composera de divisions, de colonnes diverses, dont il s'agit de soumettre les mouvements aux lois qu'il a fixées.

Il ne dépend plus de lui de concevoir une armée en campagne comme une masse indivisible, ou bien, ainsi que le ferait un officier de l'an 1900, comme un

faisceau de corps d'armée identiques, marchant sur des routes parallèles, se couvrant, cantonnant, se déployant et combattant suivant des formules régulières. Il l'imagine décomposée en divisions, en colonnes inégales et variables, d'après les besoins de la situation tactique, et exécutant un perpétuel mouvement de dilatation et de contraction. Les règles qu'il s'est posées sont celles qui président à ces mouvements. Elles seront désormais inflexibles.

L'année 1792, décisive pour lui, a écarté de son esprit toutes les causes d'erreur, et l'a soumis pour toujours au pouvoir exclusif, tyrannique de la raison. Il a échoué auprès des révolutionnaires de Corse, vu de près ceux de Paris, et il a été ulcéré ou écœuré. Une partie de son enthousiasme, de sa sensibilité s'est évanouie; le mathématicien seul est resté : c'est la froide raison, le calcul qui vont le guider, et sans correctif. Rien ne le fera plus dévier des solutions fixées par le raisonnement; avec toute la puissance de ce cerveau qui peut aborder et résoudre tous les problèmes, de cette volonté inflexible, Napoléon agira dans l'indifférence souveraine d'une force impersonnelle; il ne se laissera ébranler par aucune émotion, par aucune tentation, et il prendra avec un calme terrible ces décisions épouvantables et salutaires qui ordonnent le sacrifice de cent hommes pour en sauver dix mille.

Il y a tel ordre de la campagne de Syrie auquel nous ne pouvons même penser sans horreur, et qui pourtant a été donné de sang-froid, et dont on ne peut méconnaître la sagesse tout en l'exécrant. Faut-il

s'étonner, après cela, de ce que Napoléon refuse, en 1800, de marcher d'abord contre un ennemi désemparé, et préfère se porter à Milan et à la Stradella? Faut-il s'étonner si, en 1809, il court à Landshut au lieu de se porter droit sur Eckmühl et Ratisbonne? Il est bien établi qu'il obéit à des règles inflexibles, règles d'autant plus aisées à connaître qu'il les a exposées lui-même, mais auxquelles un homme ordinaire serait incapable d'obéir aveuglément.

Bientôt l'habitude, la réflexion, lui feront déduire de ses idées premières des règles pratiques, des procédés dont il aura reconnu les avantages. Ceux-là aussi, une fois fixés, seront suivis sans hésitation, peut-être même avec trop de confiance.

Il est un préjugé singulier, d'après lequel le génie se manifesterait surtout par la variété de ses productions, par l'absence de toute règle et de tout ce qui peut ressembler à une formule. Il est naturel, au contraire, qu'un esprit puissant ne se laisse pas aller à des travaux superficiels, à des inspirations fantaisistes. Le désordre et l'irrégularité sont inconciliables avec la perfection, et comme, après tout, la puissance intellectuelle de l'homme est limitée, les plus grands génies humains se fixent un nombre fini de principes et de règles, qui donnent à leurs œuvres un caractère personnel et systématique très prononcé.

Nous avons déjà signalé l'analogie qui rapproche Descartes de Napoléon; nous ne pouvons nous dispenser d'y revenir. Quand, dans sa préoccupation de soumettre les recherches géométriques à des règles générales, Descartes eut adopté le système de coor-

données qui est en effet le plus simple et le plus universel, il ne cessa plus d'en poursuivre les applications, et on ne le voit pas se détourner vers les solutions particulières que certains problèmes trouvent dans des théories exceptionnelles ; ce n'était, à ses yeux, que des curiosités mathématiques. Il voyait plus grand, et ne s'arrêtait pas à ces hasards favorables.

Napoléon, lui aussi, avait soumis les opérations de guerre à des lois générales, logiquement déduites de principes incontestables, et il se fût révolté contre le funeste paradoxe qui n'admet à la guerre que des cas particuliers. Ces lois qu'il s'était démontrées à lui-même étaient posées une fois pour toutes, et avec l'inébranlable solidité des théorèmes de géométrie. Aussi n'y avait-il pas lieu d'en vérifier l'exactitude avant chaque application, ni surtout de se laisser entraîner à les violer sitôt que des circonstances particulières semblaient le conseiller.

Un général est soumis à d'innombrables causes d'erreur et à des surprises incessantes; les principes sont destinés à le guider dans cette demi-obscurité où rien n'est jamais assuré, et où l'on ne retrouve plus la voie que l'on devait suivre, si l'on s'en écarte un instant à la poursuite d'une ombre à peine entrevue.

Aussi Napoléon ne cède-t-il jamais à aucune tentation. Dans le Piémont, en 1800, sur l'Isar, en 1809, peut-être a-t-il laissé échapper l'occasion propice parmi les ombres qui passent dans l'obscurité, il en est qu'on pourrait saisir ; mais qui peut se vanter de les distinguer? Napoléon a cette suprême sagesse et cette suprême puissance de rester fidèle, quoi qu'il

arrive, aux règles qu'il a fixées. Aussi l'histoire de son génie est-elle l'histoire de sa doctrine, et l'éclosion de celui-ci se manifeste par la formation de celle-là : « Toute opération doit être faite par un système, parce que le hasard ne fait rien réussir ».

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

Note pour le Ministre de la guerre sur l'entreprise de Toulon.

(MICHAUD D'ARÇON, 26 oct. 1793.)

Comme les ennemis paroissent n'avoir plus que la ressource de former dans Toulon un noyau de contre-révolution quelconque, il faut supposer qu'ils emploieront les plus grands efforts pour s'y maintenir. Il est certain qu'une place maritime leur fournit des moyens immenses dans tous les genres; trente ou quarante mille hommes et successivement davantage, deux mille bouches à feu, des vivres et des munitions en abondance, et illimitément alimenté par une mer libre pour eux : voilà ce qu'il faut vaincre, et nous ne devons pas nous en dissimuler les difficultés.

Je pense d'abord que la République, ayant triomphé de tous ses ennemis de l'intérieur, doit déployer ici toute sa puissance pour anéantir dès sa naissance un germe déjà redoutable, mais qui peut se grossir encore de telle manière qu'il ne s'agiroit plus seulement d'attaquer une ville forte et abondamment pourvue, mais encore d'employer des batailles et moyens extérieurs de guerre de campagne, dans lesquels les hasards des combats se mêleroient nécessairement; c'est ce qu'il faut prévenir autant que l'on pourra, afin de donner d'autant moins de prise aux hasards dans une question de cette importance.

Il faudra donc d'abord former un blocus par terre, le plus exact et le plus resserré qu'il sera possible. Je ne fixerai point le nombre des combattants qu'il sera nécessaire d'y réunir, puisque cela dépend des possibilités : j'observe seulement que les troupes de Lyon et partie de celles de la Vendée peuvent être dirigées sur Toulon sans inconvénient; j'observe encore qu'étant

désormais séparé de l'ennemi par les neiges des montagnes, on peut aussi disposer d'une grande partie des troupes employées aux Alpes ainsi qu'aux Pyrénées-Orientales.

On désirerait la réunion de très grandes forces et voici pourquoi : les quartiers de ce blocus devant être séparés par des montagnes et autres obstacles, qui empêchent qu'ils ne se donnent la main, il est nécessaire que chacun d'eux soit capable de résister et de repousser vigoureusement le maximum des forces que l'ennemi pourroit employer dans ses sorties.

J'observe d'ailleurs que cette précaution ne tient pas seulement à la sûreté de nos quartiers, mais elle peut nous valoir d'autres chances plus décisives; il peut arriver, en effet, qu'outre la nécessité de repousser les grandes sorties, on aurait des moyens de les couper et de les empêcher de rentrer dans la place. Peut-être même nos soldats, les tenant de près, pourroient rentrer avec eux dans la place, ils y seraient entraînés par l'appât d'une victoire facile, et de tous les avantages qui peuvent s'ensuivre; il faut du moins se tenir toujours prêt et disposé à profiter de cette chance, si la fortune en présentoit l'occasion. Cela mérite d'autant plus d'attention que les feux de la place seront au plus haut degré de violence; il faut s'y attendre, et remarquez bien que ces feux seroient nuls pendant la crise de ces sorties, par la crainte que les ennemis auraient de détruire leurs propres gens; c'est même une circonstance dont il convient de bien convaincre tous nos compagnons, comme devant contribuer à augmenter leur audace lorsqu'il s'agira de repousser ces sorties; ils risqueront toujours d'autant moins qu'ils serreront l'ennemi de plus près, et cela peut les conduire jusque dans la place. Tout cela et autres observations qui suivent ne regarde pas un chef d'ingénieurs, mais il doit en avertir.

Je ne parlerai point des préparations, des campemens, des cantonnemens, des vivres et magasins de tout genre, que demande un si grand appareil : tous ces objets doivent marcher de front avec le but principal.

Après cela, il faudra se proposer de s'emparer de tous les caps avancés, non seulement de ceux qui sont immédiats aux rades de Toulon, mais encore de ceux qui l'avoisinent, afin de priver l'ennemi des mouillages favorables qu'il trouverait dans les anses formées par ces caps : on y préparera en conséquence des moyens de jeter des bombes et surtout de lancer des boulets rouges. Et à cet égard il faudra toujours se tenir prêt et le boute-feu à la main.

Les pointes immédiates à occuper principalement, sont : le *cap Brun*, le *cap Cépet*, le *cap Montgau*, la *redoute de la Verne.* Il faudra donc s'emparer *avant tout* de l'*isthme de la Croix-des-Signaux* pour en occuper les caps intérieurs *du côté de la grande rade*, par des batteries préparées pour tirer à boulets rouges, lesquelles *pouvant se recroiser avec celles du cap Brun*, priveront déjà l'ennemi du mouillage *de la grande rade.*

Après cela, il faudra procéder aux moyens de s'emparer de la *tour de Balaguier*, ainsi que du *fort de l'Aiguillette :* maître de ces deux points et de celui indiqué par la *poudrière de Milan*, on y préparera les plus fortes batteries de bombes et boulets rouges, afin de rendre absolument impraticable le mouillage de la petite rade.

Après ces *préliminaires* indispensables, il en faudra un autre non moins essentiel, qui sera de s'emparer de la montagne de Faron et de disposer tous les moyens pour rester maître de ce point capital; il ne faudra pas même attendre la solution des autres opérations préparatoires indiquées ci-dessus, afin d'ôter à l'ennemi le temps qu'il pourroit employer à assurer sa consistance sur cette montagne. Il se peut que ce seroit une bataille sérieuse à livrer, mais elle est du genre de celles où les Français assaillants sont ordinairement inimitables. C'est particulièrement dans la retraite de l'ennemi de dessus cette montagne qu'il faudrait se proposer de le couper, de l'empêcher de rentrer dans la place, ou de rentrer avec lui.

A l'égard des opérations du siège proprement dit, on en dirigera les approches sur les fronts de l'ouest : l'attaque consistera d'abord en une batterie très considérable, dont le développement puisse être très supérieur à celui que l'ennemi pourroit employer sur ces mêmes fronts ; cette batterie, accompagnée de redoutes et de communications défensives, doit être absolument garantie contre les irruptions des sorties; il faudra, par conséquent, en défendre les avenues par des hérissons redoutables, composés d'arbres épointés et autres moyens connus.

Je n'entrerai à cet égard dans aucuns détails, lesquels d'ailleurs ne peuvent être définitivement arrêtés que sur les lieux mêmes. Je ne présente ici cet ensemble d'opérations que relativement aux préparations qu'il exige et pour lesquelles le ministre a des ordres et des instructions à distribuer à l'avance.

Il faudra donc faire arriver devant Toulon tout ce qu'il sera possible de réunir de munitions et de canons des plus forts calibres : on peut dégarnir à cet égard une infinité de points

desquels nous n'avons plus rien à redouter, au moins pendant cet hiver. On doit sentir que des petits calibres seroient nuls vis-à-vis du nombre et de la qualité de ceux que l'ennemi est sûrement en état de mettre en œuvre, etc.

Matériel demandé : 84 canons de gros calibre; 32 mortiers; 14 obusiers.

N° 2.

Observations sur un compte rendu par le général Carteaux, pour servir à la correspondance du Ministre de la guerre, relativement aux opérations du siège de Toulon.

(MICHAUD D'ARÇON, 27 oct. 1793.)

Il est aisé de juger, d'après la lettre du général Cartaux, que rien n'est encore disposé pour le siège de Toulon, ni même pour interdire ou au moins gêner le mouillage des vaisseaux ennemis. Il paroît de plus que le corps de troupes aux ordres de ce général n'a pas encore de communication établie avec les forces tirées d'Italie et arrivées à Solliès. D'ailleurs, puisque les ennemis se sont remis en possession de la montagne de Faron, cette communication sera nécessairement longue et pénible ; en sorte que ces deux corps ne pourront se donner la main ni se prêter aucuns secours mutuels. Il faut, par conséquent, que chacun d'eux soit en état de résister au *maximum* des sorties que l'ennemi pourroit tenter à son gré, tantôt sur l'un et tantôt sur l'autre.

A en juger par la sortie repoussée le 14 octobre, il paroît que le corps de Cartaux n'a rien à redouter des sorties ; mais il faut considérer que tous les jours, et d'un moment à l'autre, les ennemis peuvent recevoir des renforts considérables par la mer, qui pour eux est parfaitement libre.

Nos batteries d'*entre la chapelle et la route*, et surtout celle des *sans-culottes*, sont bonnes et bien placées pour empêcher le mouillage dans l'étendue de 800 ou 900 toises, à l'ouest de la petite rade ; mais il est dit dans la lettre de Cartaux que ces batteries ont *coupé des mâts et maltraité des vaisseaux qui sont en radoub* ; pourquoi ces vaisseaux ne sont-ils pas en cendres ? Ce n'est pas à *maltraiter* que nous devons prétendre, mais à brûler; et pour cela il faut être toujours prêt à tirer à boulets rouges.

On remarque, au surplus, que ce que nous avons de batteries sur cette côte à l'ouest de la petite rade, ne pouvant atteindre que 800 ou 900 toises, il reste une étendue de plus de 1000 toises, à l'est de la petite rade, où les vaisseaux ennemis peuvent mouiller dans la plus parfaite sécurité ; et si ces vaisseaux se sont exposés le 18 au feu de nos batteries, c'étoit volontairement et pour essayer de nous imposer silence ; n'y ayant pas réussi, ils se seront retirés hors de notre portée, et dès lors nos batteries restent nécessairement dans l'inaction.

Il faut donc compter que rien encore n'a troublé la paisible possession de nos ennemis, d'autant moins encore que, suivant la même lettre de Cartaux, le corps de troupe arrivé de l'armée d'Italie, ayant voulu s'emparer du cap Brun, a été repoussé ; en sorte que, jusqu'à présent, ce sont les ennemis qui jouent le rôle offensif et nous ont rendu par le fait à la défensive.

Il résulte de là qu'il n'existe encore aucuns des préliminaires nécessaires pour interdire aux ennemis les mouillages des deux rades, ni pour jeter l'incendie et l'épouvante dans Toulon et moins encore pour commencer les opérations d'un siège proprement dit.

D'après cet état de situation, il faut faire arriver des forces pour opérer d'abord la jonction de nos corps de troupes, et pour cela se mettre en grande force pour attaquer en toute vigueur et de toutes parts, et *à la française*, ladite montagne du Faron, et prendre des mesures pour rester maîtres de ce point capital.

Si je ne puis m'emparer de la rade, dit le général Carteaux, j'y établirai une batterie qui les empêchera d'être secourus, et Toulon est à nous..... ; ce n'est là qu'une idée sommaire ; l'opération de s'emparer de la rade n'est pas une entreprise *unique* ; elle est composée de plusieurs opérations séparées les unes des autres ; on verra aussi qu'il faut bien plus d'une batterie pour commander sur tous les mouillages des deux rades et en faire déguerpir l'ennemi :

1° Il faut l'attaquer en force sur les hauteurs adjacentes au

cap Brun, et s'y maintenir d'une manière indépostable, pour soutenir sur ledit cap l'établissement d'une batterie de mortiers et de canons à boulets rouges, afin de croiser sur sa grande rade, conjointement avec les autres batteries dont il sera parlé ci-après ;

2° Il faut attaquer l'isthme de la Croix-des-Signaux, et pour cela enlever de vive force les retranchements de Saint-Elme ; cette opération demandera beaucoup de vigueur ; pour la préparer, il sera nécessaire d'occuper les côtes adjacentes par des batteries à boulets rouges, afin d'en éloigner les vaisseaux ennemis : non seulement il faudra mettre en action pour cet objet les batteries de Marvine et de la Verne, mais il en faudra établir d'autres sur la côte basse entre Balaguier et les Sablettes. Maître de l'isthme de la Croix-des-Signaux, nous nous remettrons en possession des batteries de Morduy et de la plage du Puy, pour croiser sur la grande rade avec le cap Brun par des batteries de bombes et de boulets rouges ;

3° Il faudra procéder ensuite, pour se rendre maître de la tour de Balaguier et du fort de l'Eguillette; et d'abord, on y disposera les plus grands moyens pour croiser des feux de bombes et de boulets rouges sur la grande et sur la petite rade ;

4° Enfin, il faudra enlever de vigueur la redoute Malbousquet et chasser l'ennemi de la poudrière de Milan ; puis y établir une batterie de bombes et de boulets rouges, sur le rocher de la Beaumette. Ce n'est qu'après toutes ces opérations que nous serons véritablement en état d'interdire complètement aux ennemis l'accès des grande et petite rades ; encore faudra-t-il éclairer ces deux plages par une grande quantité de balises flamboyantes, et y apporter une grande surveillance.

Remarquez au surplus qu'il n'est pas du tout nécessaire que les opérations indiquées ci-dessus s'exécutent successivement ; avec de grandes forces, on pourra les faire marcher de front; il sera même avantageux d'étourdir l'ennemi en les poussant simultanément.

Observez que toutes ces opérations préparatoires ne sont qu'accessoires et indépendantes du siège de Toulon proprement dit, etc..... Les travaux du siège en sont indépendants, et ne peuvent être commencés que ces préparatoires ne soient résolus, particulièrement celui de la montagne de Faron.....

(Suivent quelques détails sur les approvisionnements nécessaires au siège proprement dit).

N° 3.

Dispositions relatives à l'entreprise sur Toulon, pour servir aux officiers qui doivent y être employés.

(Michaud d'Arçon, 31 oct. 1793.)

Les vues que j'ai proposées dans mes notes des cinquième et sixième jours du présent mois ont été présentées d'une manière générale et presque indépendante de diverses circonstances particulières qui doivent nécessairement en modifier les dispositions.

J'avais reçu l'ordre de me rendre devant cette place ; l'extrême désir d'un grand et prompt succès me portoit naturellement à demander de puissans moyens : le contre-ordre que j'ai reçu au moment de mon départ n'a rien diminué de mon ambition de voir réussir une entreprise aussi importante.

J'avais supposé que la coalition, profitant de l'avantage d'un dépôt de sûreté et de la faculté de faire arriver librement par mer toutes ses subsistances, munitions et renforts d'hommes dont il semble qu'elle dispose, pourroit s'aviser du projet de former là le noyau d'une grande armée, auquel cas il y aurait peu à rabattre sur la somme des moyens que j'avois demandés.

J'avouerai néanmoins, qu'il y a loin encore de ces projets supposés à leur exécution. Outre les oppositions de vues et d'intérêts qui finiront par diviser nos ennemis, arriveront-ils à temps? S'entendront-ils pour concerter leurs opérations ? Prendront-ils une part également active aux passions particulières d'une ville rebelle ? Et les Toulonois eux-mêmes, divisés entr'eux et intimidés en grande majorité par les désastres qui les menacent, sont déjà fatigués sans doute du joug des despotes qu'ils se sont donnés.

Il faut donc statuer d'après ces différentes suppositions ; il

faut aussi se régler sur les moyens que les circonstances nous permettent de fournir et d'augmenter successivement. Nous devons épuiser toutes les combinaisons de succès, sans négliger l'hypothèse même de la faiblesse, et sans perdre de vue les rapports progressifs de nos forces comparées à celles de l'ennemi.

1re HYPOTHÈSE

Il se peut que nous n'ayons pas 8,000 à 9,000 combattants à réduire dans Toulon : il est possible que nous n'ayons pas d'abord plus de 25,000 hommes à y employer, 50 pièces de gros calibres, 15 mortiers, 10 obusiers, etc.....

(Dans ce cas, M. d'A. propose d'attaquer d'abord le Faron, et il donne de longs détails sur la manière d'en conduire l'attaque; puis de passer à l'attaque de Malbousquet) :

Les troupes déboucheroient en très grande force du lit de la rivière neuve du *Las*, qui leur servirait de tranchée : il n'y a d'eaux dans ce lit que dans les temps d'orage ; on aurait eu le temps, au surplus, de les détourner et de les faire rentrer dans l'ancien lit au point où ils se séparent, au bas du mamelon de *Pictayas*. Une division de nos assaillants se porteroit à cette attaque, jusques sous les revers des hauteurs de *Missiessy*, non seulement pour couper la retraite aux ennemis occupant Malbousquet, mais encore pour les étourdir en les attaquant de tous côtés ; c'est encore ici une de ces occasions où les feux de la place seroient nuls, pendant la crise de l'action dans la crainte où seroient les défenseurs de tirer sur leurs propres gens.

On ne laissera pas de favoriser cette attaque de Malbousquet par des diversions, en simulant des dispositions pour attaquer le *cap Brun* ET MÊME les presqu'iles *de Balaguier* et de la *Croix-des-Signaux*, *toujours dans l'objet* de tromper l'ennemi et de l'obliger de subdiviser ses forces et de partager son attention.

Maîtres de Malbousquet et de ses dépendances, on établira d'abord une batterie de 6 pièces de canon de 24 et de 3 mortiers sur le rocher de la Beaumette : cette batterie, préparée pour tirer à boulets rouges, éloignera décidément tous les vaisseaux qui, rangeant la côte dans cette partie, ne manqueroient pas de gêner nos dispositions extérieures.

(M. d'A. passe ensuite à l'établissement de batteries à Missiessy pour bombarder la ville de Toulon, puis de batteries sur contreforts du Faron. Ce développement est assez long).

2[e] HYPOTHÈSE

Si la répartition des forces de la République (qui est subordonnée à plusieurs circonstances éventuelles), permet de porter les troupes employées devant Toulon de 50,000 à 60,000 hommes et de doubler au moins le nombre des bouches à feu indiquées ci-dessus ; dans ce cas, on augmenteroit d'abord le nombre de pièces des batteries de la *tête de Missiessy*, profitant pour cela de toutes les circonstances locales et des points couverts qui en facilitent l'établissement et les communications. *Mais le grand objet seroit de profiter de ces forces pour interdire complètement tous les mouillages des deux rades.* Dans cette vue, il faudra nous rendre maîtres des pointes *de Balaguier* et de *l'Aiguillette ;* puis de la position des hauteurs attenantes au *cap Brun*, ET SURTOUT de la presqu'île de la *Croix-des-Signaux.*

Comme d'après la disposition qui existeroit dans l'hypothèse précédente, nos bombes de la tête de Missiessy, ainsi que celles de la Beaumelle, pourroient atteindre jusques vers la grosse tour, les mouillages de la petite rade seraient déjà à peu près interdits : *il semble donc que ce qu'il y auroit de plus pressant seroit de procéder à l'interdiction des mouillages de la grande rade :* et, *pour cela de s'emparer du cap Brun et du promontoire de la Croix-des-Signaux.* CEPENDANT, *vu le voisinage des caps de Balaguier et de l'Aiguillette, vu la faculté que l'ennemi aurait d'y déposer d'un moment à l'autre de très grandes forces ; considérant aussi que de là il pourroit menacer nos établissements et même nous prendre à revers dans les dispositions que nous aurions à faire pour nous emparer de la presqu'île de la Croix-des-Signaux, je pense que dans l'ordre des objets d'abord les plus utiles, il faudroit en chasser l'ennemi.*

En conséquence, on se mettra en état d'attaquer la tour de *Balaguier*, ainsi que le fort de *l'Aiguillette.* Les coups de main ne pouvant avoir lieu vis-à-vis de ces deux points de force, on en attaquera les murailles avec des canons de gros calibres, et avec des mortiers, pour les accabler de bombes. L'emplacement de ces batteries sera choisi, en profitant autant qu'on le pourra de l'abri procuré par les revers des mamelons qui aboutissent à ces deux forts ; mais, il sera bien essentiel de faciliter ces attaques en établissant (à la faveur des abris de ces mêmes mamelons) des batteries de canon avec des grils, pour tirer à boulets rouges sur toutes les plages environnantes, afin d'en éloigner les vaisseaux ennemis qui ne manqueroient pas de venir s'embosser,

pour prendre en flanc ou à revers les batteries que nous aurions préparées contre ces deux forts.

Maîtres de ces deux points, *nous serons en état de croiser des feux de bombes et de boulets rouges, qui, pouvant atteindre jusqu'à la pointe de la Grosse Tour, interdiront décidément l'entrée de la petite rade ; mais cela* **NE SUFFIT PAS**, par la raison que l'ennemi, sans passer sous ces feux, pourroit toujours aborder au pied de *La Malgue*, ou au débouché de l'*Eygoutier*, sous la protection du fort *Saint-Louis*, d'où les renforts et rafraîchissements de tous genres pourroient encore aborder librement dans Toulon.

Il faudra donc *de toute nécessité* s'emparer du cap Brun et maintenir sur les hauteurs qui l'avoisinent des forces capables de résister au maximum de celles que l'ennemi pourroit employer dans ses sorties.

(Détail de cette opération).

. . . .

On observera que par notre établissement au *cap Brun* l'ennemi ne seroit encore que gêné dans l'accès de la grande rade ; mais, il pourroit mouiller encore en toute sécurité en serrant l'isthme de la Croix-des-Signaux, il pourroit même toujours aborder au débouché de l'Eygoutier sous la protection du fort Saint-Louis, d'où il continueroit de ravitailler librement Toulon. Il faudra donc **ABSOLUMENT** se rendre maître de ce promontoire de la Croix-des-Signaux.

(Suivent les détails de cette opération).

..... Il seroit infiniment à désirer que toutes ces différentes attaques et opérations, ainsi que d'autres simulacres, que l'on multiplieroit dans toutes ses parties, pussent s'exécuter le même jour, au même moment, et surtout de très bonne heure, avant que les ennemis n'aient eu le temps de renforcer leur confiance par des travaux et par des dispositions qui ne sont que trop favorisées par les circonstances locales.

J'en reviens à dire qu'il seroit du plus grand intérêt d'étourdir l'ennemi, de partager son intention et de diviser ses forces par les diversions que produiroit une attaque générale simultanée.....

(Suit le détail des attaques contre la place de Toulon).

3e HYPOTHÈSE

En annonçant le fort et le faible, les espérances et les obstacles, je ne dois pas dissimuler que si les ennemis avaient accu-

mulé des forces beaucoup au delà de ce que nous avons supposé, s'ils avaient été en état de traverser quelques-unes des opérations indiquées ci-dessus ; nos succès seraient alors encore différés ; mais s'il leur avait été possible de se mettre en état de tenir la campagne, et que de la possession d'une montagne à une autre, ils fussent parvenus à prendre une sorte de consistance ; dans ce cas il nous reste un mot à dire sur le nouvel état de la question.

Une armée ennemie de 40,000 ou 50,000 hommes, ou davantage, qui serait ainsi enracinée sur une place maritime, qui recevrait à pied d'œuvre toute espèce de renforts et de munitions, serait peut-être plus à craindre que tous les despotes du Nord ; je ne parle pas des dispositions morales des peuples du Midi ; je veux les croire bonnes ; je ne suis que machine militaire, et comme tel je persiste à penser que, quoiqu'il en coûtât, il ne faudrait pas marchander sur les moyens, etc..... Nous ne parlerons pas ici d'une suite de manœuvres et de combats à livrer pour obliger l'ennemi à se replier sur ce port, première base sur laquelle il se serait appuyé ; je suppose qu'on l'y aurait ramené de force.

Dans ce cas, toutes les opérations indiquées pour les hypothèses précédentes devraient avoir lieu, mais avec un tout autre caractère : toutes les mesures alors seroient combinées et préparées, pour dès le jour même et *en même temps attaquer* la montagne de *Faron*, les hauteurs du *cap Brun*, celle de *Malbousquet* et dépendances, le promontoire qui aboutit aux caps de l'*Aiguillette* et *Balaguier*, et enfin, la grande péninsule de la *Croix-des-Signaux :* Quelles que soient les forces de l'ennemi dans cette situation, dès que les nôtres (que je me dispense d'évaluer ici) auroient été capables de le resserrer dans les dépendances de Toulon, elles suffiroient pour résoudre toutes ces opérations ; d'autant que dans ce cas, on pourroit les exécuter coup sur coup, simultanément et sans que l'ennemi puisse prendre le temps de respirer, etc.....

D'ailleurs, l'ennemi pressé de toutes parts ne pourroit plus guère être occupé que des moyens de se soustraire et même de préparer sa fuite. L'*enlèvement du* CAP BRUN et de la CROIX-DES-SIGNAUX *suffiroient déjà pour faire déguerpir les escadres.* Toutes nos batteries seroient poussées avec la plus grande activité ; bientôt l'ennemi seroit réduit à l'espace très circonscrit d'une ville dévorée par les flammes et par la fureur des divisions et du désespoir.

On avanceroit des tranchées du côté de Sainte-Anne, mais seulement dans l'objet d'intimider par une marche plus rapide et plus audacieuse, et sans préjudice des dispositions indiquées contre les fronts de l'Ouest.

Enfin, les ennemis, privés des relations de la mer, seroient obligés de céder à l'activité simultanée de tant de moyens réunis. Heureux encore s'ils pouvoient s'esquiver furtivement pour regagner leurs escadres, qui dès l'instant de nos établissements au *cap Brun* et à la *Croix-des-Signaux, auroient été forcées de prendre le large.*

Post-Scriptum. — Il se pourroit que nous aurions intérêt de ménager la ville de Toulon; car il est très douloureux que, pour punir des rebelles, nous soyons comme forcés d'envelopper dans la ruine totale des établissements très précieux à conserver relativement à nos prospérités ultérieures dans la commune du Levant, eu égard aussi à la prépondérance d'une marine imposante sur les côtes de l'Italie et de l'Afrique, etc..... Il seroit donc possible que, d'après ces considérations, il y eût une autre combinaison à faire dans l'ordre de la successibilité des opérations à faire pour réduire cette ville.

Dans ce cas, il faudroit toujours se rendre maître de la montagne *du Faron* et de toutes les hauteurs attenantes au *cap Brun* pour y établir les batteries indiquées ci-dessus, PUIS s'emparer de la pointe de *Balaguier* et du promontoire de la *Croix-des-Signaux.* Alors la grande rade se trouvant décidément interdite aux mouillages des vaisseaux ennemis, la petite le seroit nécessairement aussi; et Toulon, dépourvu de ses relations maritimes, pourroit être forcé de se rendre, et il le seroit effectivement après avoir consommé ce qu'il auroit pu réunir d'approvisionnements.

Cette idée peut mériter d'autant plus de considération qu'outre la conservation de nos immenses arsenaux, il existe vraisemblablement dans Toulon un nombre de bons républicains réduits au plus cruel silence et qui se trouveront englobés dans la ruine générale. C'est une disposition à concerter entre le Comité du Salut public, les généraux et le ministre de la guerre, d'après les moyens qu'il sera possible de fournir et ce que l'on pourra connoître de la disposition des esprits dans la ville de Toulon.

Je n'ai pas pu traiter la question sous ce rapport, par la raison qu'étant obligé d'agir d'abord avec peu de moyens, nous avons été conduits de force à employer des attaques qui de leur

nature sont destructives ; mais, si l'on pouvoit être en mesure d'entreprendre et d'emporter d'entrée de jeu les grands objets, *Faron*, *cap Brun*, *Balaguier* et la *Croix-des-Signaux*, rien n'empêcheroit alors qu'on ne suivît une combinaison par laquelle les ordonnateurs seroient les maîtres d'épargner la destruction ; si d'ailleurs elle convenoit à l'état politique des choses.

(Suit l'état des batteries projetées).

N° 4.

Comité de Salut public.

(Extrait des correspondances militaires.)

ARMÉE SOUS TOULON.

Quartier général d'Ollioules, 24 brumaire (14 nov.)

Le commandant d'artillerie Buonaparte envoie le plan d'attaque qu'il a présenté aux généraux et représentants du peuple pour chasser les ennemis de la rade, préliminaire du siège, et qui peut donner la ville. Maître de la pointe de l'Aiguillette, bombarder Toulon avec 10 mortiers de la hauteur des Arènes en approchant à 800 toises, s'emparer de Rivière neuve ; 2 batteries contre Malbosquet et 1 contre l'Artigue. L'ennemi, ayant perdu la rade, pourroit se résoudre à la retraite.

Cependant la flotte évacuant la rade, la garnison peut tenir ; alors il faut une troisième batterie contre le Malbosquet ; les mortiers qui, pendant trois jours, auroient bombardé Toulon, se trouveroient pour ruiner les défenses de Malbosquet, qui ne résisteront pas quarante-huit heures ; alors, rien n'arrête jnsqu'au front de Toulon. On attaquerait celui composé par les bastions du Marais et de l'arsenal, une attaque brusquée nous conduit à la deuxième parallèle ; favorisée par les batteries

placées au Malbosquet et sur le revers des arènes, et la batteric contre fort des Artigues.

Nous avons 53 bouches à feu de siège dont 32 en batterie :

	COULEUVRINE de 44.	PIÈCES DE 36.	PIÈCES DE 24.	PIÈCES DE 16.	MORTIERS marins.	MORTIERS de 12 pouces.	MORTIERS de 8 pouces.	TOTAL des bouches à feu de chaque batterie.
BATTERIES EXISTANTES.								
des Sans-Culottes	1	2	3	»	2	»	»	8
du Bregnant...........	»	1	2	»	1	»	»	4
de la Grande-Rade	»	»	2	»	»	»	»	2
des Sablettes	»	»	4	»	»	3	»	7
des Quatre-Moulins	»	»	2	»	»	»	»	2
des Hommes-sans-Peur..	»	»	»	5	»	3	»	6
BATTERIES SUSPENDUES.								
la Septième...........	»	»	»	3	»	»	»	3
des Républicains du Midi.	»	»	»	3	»	»	3	6
BATTERIE CONTRE MALBOSQUET.								
1re..................	»	»	6	»	»	»	»	6
2e	»	»	»	3	»	»	»	3
PLATE-FORME DE MORTIERS.								
Contre Toulon.........	»	»	»	»	»	6	»	6
							TOTAUX.......	53

No 5.

Observations sur le siège de Toulon.

(DUGOMMIER, 25 nov. 1793.)

Le succès d'une entreprise quelconque dépend du calcul exact des moyens que l'on y emploie, de leurs justes proportions et de leurs rapports respectifs. Nous avons une place forte à réduire,

elle est défendue par ses remparts, par une marine formidable, par des postes extérieurs et enfin par 25,000 hommes environ. Voilà tout ce qui provoque nos mesures d'attaque. Voyons d'abord celles qui conviennent ; nous examinerons ensuite les moyens qu'elles exigent.

D'après le tableau que nous présente l'ennemi dans sa position, nous ne pouvons aller à lui victorieusement que de deux manières, l'une en suivant les règles que l'art prescrit pour réduire les places fortes, l'autre en profitant d'un incident extraordinaire que les hasards de la guerre font naître et dont l'adresse profite pour abréger. Cela posé et reconnu, il faut enlever la totalité ou une grande partie des postes extérieurs de l'ennemi pour nous faciliter l'approche de la place. Tout en exécutant cette mesure, nous aurons l'œil ouvert pour saisir une chance heureuse qui nous mènerait plus rapidement au but ; si cette chance ne se présente pas, nous nous serons toujours avancés dans la ligne que nous avons à parcourir, et nous n'aurons pas perdu de temps.

Maintenant, faut-il attaquer l'ennemi dans tous ses postes extérieurs ou se borner à ceux qui nous offrent le plus d'avantages ? Cette question nous mène naturellement à l'examen de nos moyens. Lorsqu'ils seront connus, il sera facile de répondre à cette question. Le premier moyen est l'armée, le second sa subsistance, le troisième l'artillerie et les munitions de guerre.

L'armée doit être au moins double de celle de l'ennemi ; encore sera-t-on en dessous des règles communes des sièges ; celle que nous avons à combattre est de 25,000 hommes au moins ; la nôtre devrait donc s'élever à 50,000, et dans ce moment nous n'en avons qu'environ 30,000 ; encore dans ces 30,000 en trouve-t-on 10,000 point armés ou peu exercés. Ainsi la force vraiment effective se réduit jusqu'à présent à 20,000.

Nous n'avons donc pas une force suffisante pour entreprendre le siège de la place ; nous n'avons pas à beaucoup près le complet de l'artillerie en armes et en munitions, qu'il exigerait ; nous voilà donc forcément réduits à exécuter, en attendant les grands moyens, les mesures provisoires qui nous avanceront d'autant vers notre but et nous mettront plus à même de profiter de quelque événement ruineux pour l'ennemi. Ainsi notre situation actuelle ne nous permet même qu'une marche successive, ou un choix dans les postes que nous attaquerons.

On peut déterminer ce choix par quelques raisonnements sur les localités. Les vaisseaux sont les remparts maritimes de la

ville de Toulon. Si nous les forçons de s'éloigner, elle perd son principal appui et nous sommes assurés d'y répandre la consternation.

Parmi les différentes positions qu'occupe l'ennemi et qui conviennent à cette vue, que peuvent seconder nos moyens présents, la redoute anglaise doit attirer d'abord notre attention, parce qu'elle nous ouvre le chemin de l'Aiguillette et de Balaguier, d'où l'on peut inquiéter les escadres combinées. Les hauteurs du cap Brun deviennent aussi, à l'opposé, une bonne correspondance. La jouissance de ces deux positions va désoler la marine ennemie et lui ordonner une station critique dans la saison où nous sommes. Il faut donc, avant tout, nous placer à l'Aiguillette et sur les hauteurs du cap Brun.

Nous avons les moyens nécessaires à l'exécution de ce projet, et tandis que nous les réunirons pour sa réussite, on simulera partout ailleurs des attaques afin de distraire l'ennemi. Il n'y a que l'attaque de Malbosquet qui pourrait devenir sérieuse, car à l'aide des batteries qu'on dirige contre ce poste, pour peu que leur jeu fût heureux, je ne serais pas surpris de le voir enlever dans l'enthousiasme de nos premiers succès ou très peu de temps après.

Si la fortune nous donne encore Malbosquet, nous y prendrons racine, parce que ce poste formera au centre une ligne de feu que les bombes peuvent prolonger jusque dans Toulon, parce que ce poste, loin de nous dévier de notre projet en nous éparpillant mal à propos, resserre notre centre et par conséquent le fortifie, enfin parce que ce poste nous facilite singulièrement les approches de la ville ; maîtres de ces trois positions, nous y prendrons la contenance la plus respectable possible, et la plus funeste aux vaisseaux.

Cependant de nouveaux travaux vers la place se perfectionneront, le complément des munitions arrivera, l'armée deviendra plus nombreuse, et nous serons en état et en mesure de frapper le dernier coup avec un succès assuré.

Par le plan d'attaque que je propose, on doit apercevoir que je laisse l'ennemi disséminé dans beaucoup de postes, et qu'au contraire, nous bornant à lui en enlever deux ou trois seulement, mais nécessaires à nos vues, nous les entourons d'une force suffisante pour les conserver. L'attitude de l'ennemi après l'événement, celle de notre armée, enfin les circonstances qu'il faut toujours consulter à la guerre, règleront notre conduite ultérieure.

(Suit un plan détaillé, contenant l'indication des divers détachements et des officiers généraux qui en ont le commandement.)

N° 6.

Mémoire sur la guerre offensive du Piémont.

(SIMOND, représentant du peuple.)

Pour faire la guerre offensive en Piémont, on ne trouve sur les frontières de France pour déboucher en ce pays, que six avenues : le col de Tende par le ci-devant comté de Nice, le col de l'Argentière et de la vallée de Barcelonnette, pour entrer par celle de Sture, le col Laniel et Guéras, par la vallée de Château-Dauphin, le passage de Cézanne et du mont Genèvre, pour entrer par la vallée de Suze, et celui du Petit-Saint-Bernard, pour entrer dans la vallée d'Aoste. (La sixième est le mont Cenis, pour arriver devant sous le fort de la Brunette, mais comme elle ne comporte aucune grosse artillerie, elle ne peut être adoptée, ou qu'il faudrait d'abord essayer un des sièges les plus difficiles devant la place la plus forte peut-être de l'Europe.)

Pour déboucher en Piémont par le col de Tende, il faut forcer Saorgio et Coni, on arrive par des chemins impraticables dont la préparation retarderait sensiblement l'ouverture de la campagne, la rendrait d'abord très fatigante et très coûteuse, et peut-être même ne serviraient-ils que pour le transport toujours encore pénible de la petite artillerie; et d'ailleurs les travaux immenses que nécessiterait cette mesure prouveraient à l'ennemi l'intention décisive qu'on aurait de le forcer par ce passage, le tranquilliseraient visiblement sur bien d'autres points de ses frontières, et rendraient ses forces plus disponibles.

Il y aurait un autre moyen d'attaquer le Piémont pour faire le

siège de ses plus importantes places méridionales ; j'en parlerai plus bas.

Si on débouche dans le Piémont par la vallée de Sture, on a devant soi le poste des Barricades, Demont et Coni.

Par la vallée de Château-Dauphin, on a le fort de ce nom, en partie détruit par les Espagnols ; mais on ne peut y conduire aucune artillerie pour établir ou pour attaquer dans la plaine ; l'armée alors qui déboucherait par cette avenue serait en Piémont sans y être, et se perdrait par ses propres succès. En entrant par la vallée de Suze, on trouve les forteresses d'Exilles et la Brunette ; et celle de Fenestrelles, si on s'embranchait dans la vallée de Pragelas.

Par la vallée d'Aoste, on rencontre le fort de Bard, puis celui d'Ivrée, et encore Verceil et Novare, en se prolongeant vers le Milanais ; de ces différents systèmes d'attaque, il faut préférer celui qui présente le moins d'écueils, plus d'espoir, de succès et les conséquences les plus importantes, les plus heureuses et les plus sûres.

L'entrée en Piémont par la vallée de Sture, le passage des Barricades, Demont et Coni, me paraît réunir de préférence ces avantages.

Le passage des Barricades ne présente aucune difficulté, parce que s'il est vigoureusement défendu, on le tourne avec l'artillerie par le col Lauvanier ou de Fer, et alors le poste se replie et on l'enlève.

Le siège de Demont peut se commencer après le troisième jour de marche, et dans 20 jours il doit être emporté. Il le fut en 15, dans la guerre de 1740. Alors on commence le blocus de Coni, qui ne peut résister à un siège bien commandé, et pendant lequel l'armée qui le fait peut l'approvisionner par des incursions dans la plus riche plaine qui existe ; les sorties ne peuvent être dangereuses, vu que la garnison ne peut être considérable, et si elle l'était, elle n'en serait que plus tôt affamée.

Coni réduit, nous donne la clef du Piémont, vu qu'il nous ouvre le col de Tende, praticable même pour les convois pendant tout l'hiver, et à une distance qui permet facilement les transports de secours et ne laisse aucune inquiétude sur les surprises ; cette place a devant elle jusqu'à Turin, trente lieues de plaine d'une fertilité incomparable, qui en longueur et largeur peut être ravagée sans passer sous le canon d'aucune place, et sans avoir aucun défilé à craindre.

L'entrée de la vallée de Suze, Pragelas ou d'Aoste, en supposant la prise des forteresses qui les ferment, ne produirait pas pour nous le même résultat, car en supposant la continuation de la guerre, les garnisons que nous y laisserions seraient pendant six mois isolées de toutes nos armées et de nos moyens; il faudrait y placer de fortes garnisons et de grands approvisionnements qui seraient à la disposition et surveillance de gens qui ne pourraient tranquilliser la République que par une fermeté et une fidélité de conduite, dont les préposés ne donnent pas toujours l'exemple, et la campagne du côté du Piémont pouvant s'ouvrir trois mois plus tôt qu'en France, il en résulterait une attaque de pareil temps qu'aurait à soutenir une garnison affaiblie par l'hiver, avant qu'elle pût recevoir des secours. Exiles, la Brunette et Fénestrelle sont portées au plus haut degré de force que puisse avoir une place dans un pays montueux; il en coûterait donc beaucoup d'hommes et de moyens pour s'en rendre maître, et les eût-on soumises, on ne pourrait encore aucunement hiverner dans les plaines du Piémont, où que tous nos quartiers d'hiver privés de toutes communications à travers 30 à 35 lieues de vallées, de gorges et de montagnes couvertes de neige, seraient égorgés, enlevés successivement et attaqués avec le découragement que donne l'impossibilité d'être secourus.

Du moins, c'est ce qui est arrivé à tous les généraux qui avaient arrangé leur campagne sur ce plan que j'improuve, et les nouvelles dispositions militaires exécutées dans ces places et les vallées qu'elles ferment, seraient encore une preuve de plus du peu de succès qu'il faudrait s'en promettre.

En entrant par la vallée d'Aoste, on a une gorge de 20 lieues qui se prolonge jusqu'à Yvrée; au milieu de cette vallée se trouve le fort de Bar, très peu important par lui-même, assez fort cependant par sa position et le temps pendant lequel l'armée serait occupée à le réduire, donnerait à l'ennemi le temps de calculer nos forces et d'établir au débouché de la vallée ses moyens pour nous surprendre, sans tourner ou se défendre. D'ailleurs la prise de la vallée d'Aoste et d'Yvrée, ne nous conduirait à rien de parfaitement stable; il faudrait encore abandonner le tout avant l'hiver, ou y exposer de fortes garnisons et de grands moyens avec lesquels on resterait sans communication jusqu'au printemps.

En entrant par Demont et Coni, la prise seule de Demont et Coni nous donnerait tous les avantages des succès devant les autres places, je veux dire la faculté de faire des incursions dans

les campagnes du Piémont, mais la prise de Coni nous assure la conquête du Piémont et la destruction entière de la maison de Savoie, en la privant de ses ressources en finances par les incursions sur les campagnes, et en la nécessitant pour se défendre, à des moyens qu'elle serait dans l'impossibilité de trouver ni de soutenir.

Je donnerai, si l'on veut, le projet d'attaque réelle par Exiles, la Brunette, Fenestrelle ou Bar, mais l'inconvénient que je trouve à le former m'engage à n'en parler que d'après des raisons données qui me sont encore inconnues.

Pour la campagne du Piémont, par Demont et Coni, il faut simuler les autres par les vallées de Barcelonnette, Sture, Quéras, Château-Dauphin, mont Genèvre, Cézanne, Fénestrelle et d'Aoste, et toutes les troupes disponibles doivent être rassemblées auprès de Briançon, mont Dauphin, Embrun, Guillestre et Barcelonnette, et on peut cacher à l'ennemi son dessein par des marches équivoques jusqu'à l'avant dernière journée, et alors il doit nécessairement se tenir en force à tous les débouchés et avoir un corps de réserve entre Pignerol et Saluces, pour porter au besoin des renforts. On ne peut déterminer au juste ces dispositions; c'est à un chef d'état-major intelligent à les établir d'après le tableau de ses moyens et l'importance des positions qu'il veut défendre ou occuper, mais je pourrai dire, s'il était nécessaire, quelles sont les mesures générales et nécessaires quel que soit le mode d'exécution adopté.

La cavalerie doit rester entre Gap et Sisteron jusqu'au moment de l'entrée des troupes, vu la rareté des fourrages sur le haut et la difficulté des transports.

L'armée de campagne doit être forte de 40,000 hommes d'infanterie, y compris l'artillerie et pionniers et de 6,000 à 7,000 hommes de cavalerie.

Un tiers au moins doit vivre aux dépens de l'ennemi même, avant la réduction d'aucune place forte, en entrant par la vallée de Sture, vu que l'on peut se développer dans la plaine pendant le siège sans en ralentir l'activité et sans aucun danger.

Un autre moyen nous donnerait plus facilement le Piémont et les richesses extraordinaires qu'il renferme ; c'est le bombardement d'Oneille ou l'entrée par le territoire de Gênes; alors l'armée d'Italie, qui devait être à peu près forte de 30,000 à 35,000 hommes disponibles, pourrait se porter d'Oneille par la vallée d'Ormée et la Tanare vers Alexandrie, en recevant par mer la grosse artillerie, les bagages qui ne peuvent se transporter par

terre qu'à très grands frais et avec les plus grandes difficultés, ou bien encore notre flotte pourrait mouiller dans le golfe de la Spezza, appartenant à Gênes, qui n'opposerait guère que la résistance nécessaire pour l'excuser devant les puissances coalisées, et alors les Autrichiens, s'il en était entré en Piémont, seraient obligés de se replier pour défendre leur propre pays ; les greniers de la riche Lombardie nous seraient ouverts ; deux armées vivraient hors du territoire de la République des suites de leurs succès, et de ce côté la seule prise d'Alexandrie suffirait pour les assurer : cette ville était forte par une citadelle, détruite ; aujourd'hui il ne lui reste qu'un château de peu d'importance.

Oh ! alors une armée n'aurait guère d'autre emploi que d'assurer les vivres de celle qui ferait le siège de Coni, et à provoquer l'épuisement du roi Sarde.

Dans cette crise l'empereur ferait filer des troupes du Tyrol et de la Souabe, c'est-à-dire affaiblirait la défensive sur le Rhin ou non ; si les Alliés abandonnaient le roi Sarde, l'Europe serait libre, et une seule campagne nous délivrerait des rois en nous laissant deux armées disponibles après la conquête du Piémont : nous en aurions extrait 1200 à 1500 pièces de la plus belle artillerie qu'ait l'Europe, 250,000 fusils et tous les équipages militaires qui y ont rapport, des grains pour nourrir trois cents mille hommes pendant un an ; ou bien, nous conservant sous les places fortes de Coni et jusqu'à Alexandrie contre l'armée auxiliaire, nos troupes sur le Rhin profiteraient des avantages que leur donnerait nécessairement la diminution du nombre de nos ennemis, et obtiendraient les succès que leur auraient préparés l'armée d'Italie.

Mais j'observe que tous ces événements sont subordonnés surtout à une célérité extraordinaire qui ne permette pas à notre ennemi de calculer à l'avance nos moyens et nos intentions, et qui nous facilite une irruption dans ces campagnes avant ce temps où il aurait pu préparer une forte défensive, avant ce temps surtout où l'habitant des campagnes, débarrassé des travaux de ses récoltes, pourrait se joindre à l'armée piémontaise et se battre pour elle, au lieu que dans le mois d'avril, de mai et juin, il craint pour ses moissons, qu'il en fait la récolte, et dans les deux cas il se tient très subordonné à la police militaire et se contiendrait au spectacle de la punition éclatante qui serait faite du premier surpris en contravention ; j'ajoute que partout dans les villes du Piémont on déteste l'inquisition ministérielle, les prêtres et les nobles ; ces derniers même sont détestés dans

toutes les campagnes, vu que le paysan n'y est guère que leur fermier et rarement propriétaire.

Turin surtout, si l'on croit ce qui en est raconté par les hommes qui se disent amis de l'humanité, Turin après la prise de Coni ouvrirait ses portes; car c'est aux patriotes de cette ville que l'on doit la perte de 50 p. 100 en dehors du papier-monnaie du roi Sarde au dernier payement, et dans les échanges de tous les jours.

Je pense, en concluant, que notre position doit nous engager à faire la guerre offensive en Piémont, parce que c'est le pays le plus facile à réduire, et le plus difficile à secourir, parce que la chute d'un roi les accable tous, et trace dans l'opinion politique les bornes de leurs pouvoirs ; parce que nous avons besoin de nourrir nos armées hors de notre territoire, et aussi parce que le caractère impétueux du Français le porte à attaquer son ennemi et lui fait prendre le sentiment de la faiblesse si on le force à l'attendre, et à se confier plus à l'avantage de la localité qu'à son courage, et parce qu'enfin la guerre défensive des Alpes exige à peu près le même nombre d'hommes et la même somme de moyens que pour faire une campagne dont les succès pourraient être décisifs pour l'existence politique des Français.

Ph. Simond,
Député du Bas-Rhin.

(Archives nationales, A. F. II, 211.)

N° 7.

Expédition d'Oneglia[1].

Division de Saorgio, ci		4,000 hommes.
Division du Tanaro...	1re colonne, 2,000 2e — 3,000	5,000 hommes.
Division d'Oneglia....	1re colonne, 2,000 2e — 4,000	6,000 hommes.
Réserve		5,000 hommes.
	Total........	20,000 hommes.

PREMIÈRE JOURNÉE.

DIVISION DE SAORGIO.

Elle passe la Roya, se divise en deux colonnes : la seconde attaque Forcoin par le passage de l'Alpe, et s'étant d'abord rendue maîtresse du poste de la Tour d'Abeille. La première colonne passe par Dolceacqua et va tourner le mont Jove, dont elle s'empare.

N. B. — De Sospello à la Roya, quatre heures ; de la Roya à Forcoin, passant par le Straforco et l'Abeille, trois heures et demie ; de la Roya à Dolceacqua, deux heures et demie.

DIVISION DU TANARO.

1re *colonne.* — Part de Mentone, arrive à Dolceacqua, se rend le plus diligemment possible au Monte-Tanardo, qu'elle occupe.

2e *colonne.* — Part de Mentone après la première, passe par Pigna, et se rend sur le Monte-Gordale. Le gros de la colonne pourra bivouaquer sur la gauche de Monte-Gordale et occuper

[1] L'original de cette pièce, publiée par Koch dans les *Mémoires de Masséna*, se trouve dans les archives de M. le prince d'Essling. Il est écrit de la main de Junot.

cette montagne par un détachement. Cette seconde colonne aidera la première dans l'attaque de Monte-Tanardo.

RÉSERVE.

Passe par Ventimiglia, Dolceacqua, et se rend à Pigna, où elle campe. Elle occupe Dolceacqua et tous les postes qui intéressent la hauteur de la vallée de la Nervia par des détachements.

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — Passe à Ventimiglia, va coucher à San-Remo.

2e *colonne.* — Passe à Ventimiglia, va coucher à Bordighera.

DEUXIÈME JOURNÉE

DIVISION DE SAORGIO.

Elle continue ses attaques en se portant sur Monte-Jove ou plus loin si elle était maîtresse de cette position.

DIVISION DU TANARO.

1re *colonne.* — Occupe les hauteurs qui dominent Briga et envoie 1000 hommes sur Rocca-Barbona et Monte-Grande. Elle se trouve aux ordres du général de la division de Saorgio pour combiner ses attaques avec cette première division.

2e *colonne.* — Va coucher à Conio pour de là occuper le plus tôt possible Monte-Grande par la gauche.

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — Se rend à Montalto dans la vallée de la Taggia.

2e *colonne.* — Couche à Castellaro.

RÉSERVE.

Envoie 1000 hommes au Monte-Tanardo, 500 hommes à Monte-Gordale.

TROISIÈME JOURNÉE

Si la colonne de Saorgio s'est emparée de Monte-Jove, si cette position, jointe à celle qu'occupera la première colonne du Tanaro, maîtresse du Monte-Tanardo, oblige l'ennemi à évacuer Saorgio ou nous permet de l'attaquer avec avantage et de l'en chasser, alors :

La division de Saorgio ;

La 1re du Tanaro ;

Le camp de réserve se porteront en avant pour s'emparer du col de Cornio en passant par les montagnes de Bachalou.

DIVISION DU TANARO.

1re *colonne.* — Est aux ordres de la division de Saorgio ; elle est rejointe par les 1000 hommes qu'elle avait renvoyés à Tanarello.

2e *colonne.* — Cette colonne a dû occuper les hauteurs de Monte-Grande, Monte-Pizzo, Rocca-Barbona et la pointe de Tanarello ; par la gauche, elle occupe Monte-Tanardo.

Cette colonne se prépare à marcher par la crête supérieure dite les Ciaggi sur les hauteurs de Limone dans le temps que la division de Saorgio, la première colonne du Tanaro et le camp de réserve attaquent par les autres positions.

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — Cette colonne se porte à Il Maro (Borgomaro) afin de pouvoir remplacer la deuxième colonne du Tanaro, qui marche en avant, et nous assurer toujours la possession des hauteurs de Monte-Grande, etc...

2e *colonne.* — A Porto Maurizio et de là attaque Oneglia.

RÉSERVE.

Se combine avec la colonne de Saorgio.

QUATRIÈME JOURNÉE.

DIVISION DE SAORGIO.

Attaque le col de Cornio si elle n'en est pas maîtresse.

1re *colonne du Tanaro.* — Se combine avec la division de Saorgio.

2e *colonne du Tanaro.* — Marche par la crête supérieure de Rocca Barbona, sur les hauteurs de Limone en s'avançant de concert avec la division de Saorgio.

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — Occupe les hauteurs de Monte-Grande et prend toutes les positions qui peuvent assurer les communications de la deuxième colonne du Tanaro.

Elle laisse 500 hommes à Il Maro.

2e *colonne.* — Prend ou bloque Oneglia; si elle en est maîtresse, elle envoie 500 hommes à Il Maro, et occupe sur la droite les positions qui peuvent barrer l'arrivée par le chemin d'Ormea et d'Albenga.

CINQUIÈME JOURNÉE.

Nous devons être maîtres des hauteurs de Limone et du col de Cornio, et nous devons nous y maintenir, puisque nous y avons :

Division de Saorgio	4,000	hommes.
Division du Tanaro	5,000	—
Camp de réserve	5,000	—
TOTAL	14,000	hommes.

Et tout ce que peut fournir le camp de Brouis.

Si Oneglia n'était pas encore pris, l'on peut, sans se découvrir, faire refluer une colonne à Oneglia.

VIVRES.

Dans cette hypothèse, les vivres, les bagages, passeraient par Ventimiglia, Dolceacqua et arriveraient à Pigna.

DÉPOT DE PIGNA.

Ce dépôt s'approvisionnera par San-Remo et Ventimiglia ; il devra nourrir :

PREMIER JOUR.

La division de Saorgio	4,000	hommes.
La division du Tanaro	5,000	—
Le camp de réserve	5,000	—
TOTAL	14,000	hommes.

DEUXIÈME JOUR.

Division de Saorgio	4,000	hommes.
Première colonne du Tanaro	2,000	—
Camp de réserve	5,000	—
TOTAL	11,000	hommes.

TROISIÈME JOUR.

Idem, 11,000 hommes.

QUATRIÈME JOUR.

Si le grand chemin est libre, le dépôt de Pigna devra nourrir alors sur le col de Cormio les 11,000 hommes ci-dessus portés, plus 3,000 de la deuxième colonne du Tanaro, qui se trouvera sur les hauteurs de Limone.

Soit : 14,000 hommes.

CINQUIÈME JOUR.

Idem.

SIXIÈME JOUR.

Cela ira en diminuant.

L'AMBULANCE.

A Pigna.

TROISIÈME JOUR.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE.

Si la division de Saorgio ne s'est point emparée du mont Jove, ou si, maîtresse de cette position, l'on s'aperçoit de l'impossibilité d'obliger l'ennemi à évacuer Saorgio, alors :

DIVISION DE SAORGIO.

Elle se met sur la défensive, occupe les hauteurs de la gauche de la Nervia ; en se plaçant diagonalement, elle barre à l'ennemi l'entrée de la vallée de la Nervia, ayant sa gauche appuyée à la Roya, la droite sur les montagnes qui offrent les positions les plus favorables.

DIVISION DU TANARO.

1re *colonne.* — Si cette colonne ne s'empare point du Monte-Tanardo, elle se place dans la position la plus favorable pour assurer la droite de la rivière de Saorgio et pouvoir aider la seconde colonne du Tanaro, qui va occuper par le Monte-Grande la hauteur de Monte-Tanardo.

2e *colonne.* — Agit comme dans la première hypothèse.

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — A Il Maro.

2e *colonne.* — A Oneglia.

CAMP DE RÉSERVE.

A Montalto.

QUATRIÈME JOURNÉE.

La division de Saorgio sur la défensive.

DIVISION DU TANARO.

1re *colonne.* — A Rocca Barbona, Monte-Grande, etc.

2e *colonne.* — Se prépare à marcher sur les hauteurs de Ponte di Nava et occupe toutes les positions qui pourront favoriser cette marche.

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — A Pieve. Elle rétablira le pont si les ennemis l'avaient coupé.

2e *colonne.* — A Oneglia.

RÉSERVE.

A Rezzo.

CINQUIÈME JOURNÉE.

DIVISION DE SAORGIO.

Sur la défensive.

DIVISION DU TANARO.

1re *colonne.* — Sur les hauteurs du Tanardo, du Grande, etc.

2e *colonne.* — A Ponte di Nava, par les hauteurs, en calculant sa marche avec la première colonne d'Oneglia et le camp de réserve

DIVISION D'ONEGLIA.

1re *colonne.* — A Ponte di Nava.

2e *colonne.* — A Oneglia.

Elle envoie 1000 hommes à Pieve et occupe la hauteur de Zuccarello, sur le chemin de Ceva à Albenga.

RÉSERVE.

A Ponte di Nava.

Ponte di Nava se trouvera donc attaqué par :

2e colonne du Tanaro	3,000	hommes.
1re colonne d'Oneglia	2,000	—
Camp de réserve	5,000	—
TOTAL	10,000	hommes.

Maîtres de Ponte di Nava et des hauteurs qui les dominent, la circonstance devra indiquer si l'on doit se porter à Ormena.

VIVRES. — PREMIER DÉPOT.

Pigna.

PREMIER ET DEUXIÈME JOURS.

Idem.

TROISIÈME JOUR.

Division de Saorgio, 4,000 hommes.

JOURS SUIVANTS.

Idem.

DEUXIÈME DÉPOT.

Le dépôt des vivres doit se trouver à Montalto ; il s'approvisionnera par Taggia.

PREMIÈRE JOURNÉE.

Rien.

DEUXIÈME JOURNÉE.

1re colonne d'Oneglia, 2,000 hommes.

TROISIÈME JOURNÉE.

1re colonne du Tanaro	2,000	hommes.
2e colonne du Tanaro	3,000	—
Camp de réserve	5,000	—
TOTAL	10,000	hommes.

QUATRIÈME JOURNÉE.

Division du Tanaro, 5,000 hommes.

CINQUIÈME JOURNÉE.

1re colonne du Tanaro, 2,000 hommes.

DÉPOT DE PIEVE.

PREMIER JOUR.

Rien.

DEUXIÈME JOUR.

Rien.

TROISIÈME JOUR.

Rien.

QUATRIÈME JOUR.

1re division d'Oneglia	2,000 hommes.
Camp de réserve	5,000 —
Total	7,000 hommes.

CINQUIÈME JOUR.

2e division du Tanaro	3,000 hommes.
1re division d'Oneglia	2,000 —
Camp de réserve	5,000 —
Total	10,000 hommes.

ARTILLERIE.

Division de Saorgio. — 2 pièces de 3.

2e *colonne de Tanaro.* — 2 pièces de 3.

Corps de réserve. — 2 pièces de 4 se rendront par Ventimiglia à Dolceacqua, où elles recevront des ordres du commandant de la division.

MESURES GÉNÉRALES.

Chaque soldat sera pourvu de 40 cartouches et 3 pierres à feu, indépendamment du dépôt général.

Il faut un entrepôt considérable de cartouches à Sospello, et dans tel endroit de la colonne de droite ou du centre jugé le plus convenable par le commandant de la division, indépendamment des mulets qui en seront chargés et qui suivront les colonnes.

Les subsistances seront prises et portées dans les endroits convenus, d'après les instructions données.

L'ambulance suivra la colonne de droite en se partageant où le besoin l'exigera.

Trois compagnies de pionniers marcheront avec la colonne de gauche, et trois autres avec la colonne du centre ou de droite, d'après les ordres du général de la division.

Le détachement des chasseurs à cheval marchera avec la colonne du centre et se divisera d'après les circonstances et les ordres du général de la division.

Un détachement de gendarmerie accompagnera la même colonne et recevra ses instructions du général de la division.

Le commandant de la division se conformera à l'arrêté des représentants du peuple près l'armée d'Italie, en date du 13 germinal an II républicain, et dont copie lui a été remise, sur les moyens de mettre à exécution l'arrêté du Comité de Salut public du 19 ventôse.

Le général en chef provisoire de l'armée d'Italie,
DUMERBION.

N° 8.

Le Général d'artillerie de l'armée d'Italie.

Menton, 16 germinal an II.

La 1re division du Tanaro se réunit à onze heures du soir sur le chemin de Menton à Ventimiglia ; elle doit avoir une réserve composée de :

25 mulets chargés de cartouches et chacun d'un sac de pierres à fusil.

La 2e colonne du Tanaro se réunit au même endroit que la première ; elle doit avoir une réserve composée de :

2 pièces de 3 ;
30 mulets chargés de cartouches.

Le camp de réserve commandé par le général François se réunit dans Menton même, il doit avoir une réserve composée de :

2 pièces de 4 ;
40 mulets chargés de cartouches à fusils.

La 1re colonne de la division d'Oneille se réunit sur le chemin de Menton à Nice ; elle doit avoir une réserve de 20 mulets chargés de cartouches à fusils.

La 2e colonne de la division d'Oneille se réunit au même endroit ; elle doit avoir une réserve composée de :

6 pièces de 4 ;
4 obusiers ;
4 pièces de 8 ;
50 mulets chargés de cartouches à fusils.

L'équipage de pont s'embarquera à Menton ; 2 pièces de 4 de cette réserve feront l'avant-garde.

BUONAPARTE.

N° 9.

Plan pour la seconde opération préparatoire à l'ouverture de la campagne de Piémont[1].

JONCTION DE L'ARMÉE DES ALPES ET D'ITALIE.

1re OBSERVATION.

L'on ne peut se présenter dans la plaine du Piémont qu'avec des forces supérieures à son ennemi; pour obtenir cette supériorité il faut réunir l'armée des Alpes à celle d'Italie.

Cette opération est donc préliminaire à l'ouverture de la campagne, quelque soit le plan qu'on adopte.

2e OBSERVATION.

La jonction des deux armées ne peut s'opérer que dans la vallée de la Stura, afin de profiter des positions et des débouchés que l'armée d'Italie a conquis. Il n'y a d'ailleurs que la vallée de la Stura qui soit limitrophe aux deux armées, justement à la naissance de la plaine et qui dès lors remplisse la condition essentielle.

3e OBSERVATION.

L'armée des Alpes rassemblera 25,000 hommes destinés à chasser l'ennemi de la vallée de la Stura et des cols qui communiquent aux vallées de Maira, Grana, Stura.

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 28.

Cette armée a trois espèces de mouvements à faire :

1° Mouvement pour protéger les divisions attaquantes ;
2° Mouvement des divisions attaquantes ;
3° Mouvement pour donner le change sur notre vrai projet.

MOUVEMENT POUR PROTÉGER LES DIVISIONS ATTAQUANTES.

L'on placera en observation 4,000 hommes au col Longet et aux autres cols qui communiquent avec la vallée de Château-Dauphin ; ces colonnes seront en observation et profiteront des mouvements rétrogrades de l'ennemi pour avancer sans se hasarder et n'engager aucune affaire sérieuse.

L'on placera en observation 4,000 hommes aux cols Maurin, Sautron, et sur les cols qui communiquent à la vallée de la Maira

A mesure que la division de la gauche de la Stura prendra des positions en avant, cette colonne occupera les postes qui peuvent le plus favoriser la division attaquante ; dans toutes les positions qu'elle aura prises vis-à-vis de l'ennemi, elle restera en observation, afin de l'attaquer s'il se dégarnissait pour aller au secours de ses autres postes.

MOUVEMENT DES DIVISIONS AGISSANTES.

L'armée des Alpes aura trois divisions agissantes :

La 1re division s'appellera division d'Argentière, forte de 4,000 hommes ;

La 2e division s'appellera la division de la droite de la Stura, forte de 5,000 hommes ;

La 3e division s'appellera la division de la gauche de la Stura, forte de 8,000 hommes.

La division d'Argentière se divisera en deux colonnes :

1re colonne, forte de 1000 hommes ;
2e colonne, forte de 3,000 hommes.

La division de la droite de la Stura se divisera en deux colonnes :

1re colonne, forte de 2,500 hommes ;
2e colonne, forte de 2,500 hommes.

La division de la gauche de la Stura se divisera en trois colonnes :

1re colonne, forte de 3,000 hommes ;
2e colonne, forte de 2,500 hommes ;
3e colonne, forte de 2,500 hommes.

DIVISION D'ARGENTIÈRE.

Le troisième jour de l'expédition, cette division partira du camp de Tournoux et se rendra maître du col d'Argentière.

Le quatrième jour, la 1re colonne restera au col d'Argentière en observation.

La 2e colonne se rendra à Bersezio, et là, attendra des nouvelles des autres colonnes pour l'attaque des Loupières et des Barricades ; lorsque l'on se sera rendu maître des Loupières, elle passera la Stura et se portera par la gauche et par le village de Servagno, pour attaquer la Montagnette.

Elle restera en position aux Loupières et aux Barricades, et à la Montagnette dès qu'on s'en sera rendu maître.

Lorsque les autres divisions iront en avant, cette division assurera toute communication depuis Argentière à Vinadio.

Pendant que les divisions de droite et de gauche de la Stura seront aux mains, elle leur portera tous les secours qui seront en son pouvoir.

DIVISION DE LA DROITE DE LA STURA.

Cette division se rendra le second jour de l'expédition au col de Saint-Dalmas, où elle sera jointe par une colonne de l'armée d'Italie.

Le troisième jour, la 2e colonne prendra le chemin de Saint-Dalmas-le-Sauvage à Argentière, afin de prendre les ennemis par derrière, s'ils prétendaient tenir le col d'Argentière et qu'ils opposassent résistance à la division d'Argentière.

La 1re colonne, réunie à celle de l'armée d'Italie, fera tous les mouvements nécessaires pour empêcher la 2e colonne d'être coupée par les postes que l'ennemi a aux Loupières et aux Barricades.

4e jour. — Si l'on s'est rendu maître du col d'Argentière, la 1re colonne, réunie avec celle de l'armée d'Italie, se portera sur les hauteurs du pont Saint-Bernard, se combinera avec la division d'Argentière et la 2e colonne, et s'emparera des Loupières et des Barricades.

La 2e colonne restera sur les derrières, et ne partira des hauteurs de Saint-Dalmas que lorsque la division d'Argentière sera arrivée à Bersezio, et attaquera les Loupières par le flanc.

5e jour. — La 1re colonne se portera à Pietra-Porzio, passera la rivière et aidera de tous ses moyens la division de la gauche de la Stura dans son attaque de la Montagnette : elle aura pour

but d'intercepter la communication entre la Montagnette et la montagne de Sambuco.

La 2e colonne agira de concert et restera sur les derrières de la 1re pour assurer ses communications avec les Loupières et la droite de la Stura, pendant que la 1re passera la rivière.

6e et 7e jour. — Dès le moment que l'on sera maître de la Montagnette, cette division se combinera avec celle de la gauche de la Stura pour l'aider à occuper la montagne de Sambuco.

Si l'ennemi opère sa retraite par la vallée de la Grana et de la Maira, la 1re colonne se tiendra toujours sur la gauche de la Stura pour servir de corps de réserve à la division de la gauche de la Stura, destinée à suivre l'ennemi et lui enlever le plateau de Château-Dauphin et toute la position qu'il occupe au débouché des Trois-Vallées.

Si l'ennemi se retire sur Valloria, au-dessus de Demont, cette 1re colonne s'approchera le plus possible en tournant Demont par Aisone, afin d'observer l'ennemi qui pourrait attaquer nos postes situés entre le Gesso et la Stura, et se concertera avec la division de la gauche de la Stura et celle du Gesso pour bloquer Demont et chasser l'ennemi de toutes les positions environnant Demont.

DIVISION DE LA GAUCHE DE LA STURA.

La 1re colonne passera par le col Maurin, et se trouvera, le second jour de l'expédition à Acceglio, où elle restera jusqu'à la prise d'Argentière.

Les 4e et 5e jours, elle marchera pour se rendre vis-à-vis la Montagnette par le col Del Mulo ; elle laissera Sambuco sur sa gauche et se portera vis-à-vis la Montagnette.

Le 6e jour, elle se combinera avec la 2e colonne de la division pour attaquer la Montagnette.

Le 4e jour de l'attaque, la 2e colonne passera par le col de la Scaletta et se rendra le 5e par Acceglio, vis-à-vis la Montagnette dans des positions plus à droite que celle qu'occupera la 1re colonne.

La 3e colonne restera en position au débouché des vallées de Grana, pour empêcher les deux premières d'être coupées et pour les protéger en cas d'attaque.

Dès le moment que l'on sera maître de la Montagnette et des hauteurs de Sambuco et de Valloria, la 3e colonne de la division de gauche de la Stura retournera sur ses pas, passera par Saint-

27

Martin et arrivera à Bellino, où elle passera la Varaita ; la 2e colonne la joindra.

Les 4,000 hommes qui sont restés en observation au Longet se porteront également alors sur Bellino.

La 1re colonne de la division de la gauche se rendra sur les hauteurs d'Eva, où elle restera en observation.

2,000 hommes des 4,000 qui sont restés au col Maurin, passeront par le col du Lantaret et entreront dans la vallée de Bellino.

Ces 11,000 hommes attaqueront le plateau de Château-Dauphin et tous les autres postes que l'ennemi pourrait avoir dans la vallée de Château-Dauphin.

Dès le moment que nous aurons les hauteurs de Valloria, la division de la droite de la Stura, réunie avec une colonne de l'armée d'Italie, bloquera et assiégera Demont.

RÉSUMONS.

La division d'Argentière s'emparera du col d'Argentière et attaquera les Loupières et la Montagnette par le flanc.

Après l'expédition, elle gardera toute la Stura depuis Argentière à Vinadio.

La division de droite de la Stura attaquera les positions de la droite de la Stura, aidera la colonne de droite dans l'attaque de la Montagnette, et enfin, assiégera Demont.

La division de gauche de la Stura attaquera les positions de la gauche de la Stura, ensuite occupera les positions de la vallée de Château-Dauphin.

NOTA. — Il serait possible que l'ennemi évacuât le camp de la Magdelaine avant le commencement de l'expédition : dès lors, Argentière serait à nous ; cela ne devra porter aucun changement ; il faudrait occuper Argentière sans ostentation.

MOUVEMENT POUR DONNER LE CHANGE A L'ENNEMI.

Il est difficile de lui donner le change sur le théâtre de l'attaque : mais nous pouvons le lui donner sur la manière de la faire. C'est pour cela que la division du Gesso se porte, deux jours avant que l'armée des Alpes ne fasse aucun mouvement, sous Coni, pour y attirer les forces de l'ennemi. L'on pourrait dans le même temps faire faire quelques mouvements par une des vallées, sans se compromettre.

ARMÉE D'ITALIE.

L'armée d'Italie réunira 30,000 hommes et toute la cavalerie qu'elle recevra de l'armée des Alpes.

Elle a trois espèces de mouvements à faire :

1° Mouvement pour protéger les divisions attaquantes ;

2° Mouvement des divisions attaquantes ;

3° Mouvement pour en imposer à l'ennemi sur notre vraie attaque.

MOUVEMENT POUR PROTÉGER LES DIVISIONS ATTAQUANTES.

L'armée d'Italie tiendra 4,000 hommes pour garder les cols qui communiquent de la vallée de la Stura à celle de Saint-Étienne.

La droite de l'armée occupera des positions au-dessous de la Certosa, telles qu'elles interceptent le chemin de Vernante à Mondovi et Carru.

S'il est nécessaire, cette division de l'armée évacuera Loano et tous les postes de la droite qui deviennent difficiles à défendre, gardant seulement depuis les hauteurs du Tanaro à Limone.

DIVISIONS ATTAQUANTES.

Il y aura quatre divisions :

1° Division du Gesso, forte de 14,000 hommes, 2,000 hommes de cavalerie ;

2° Division du col de Fenestre, forte de 6,000 hommes ;

3° Division des bains de Vinadio, forte de 4,000 hommes ;

4° Division de Saint-Dalmas, forte de 2,000 hommes.

DIVISION DU GESSO.

1re *colonne.* — 10,000 hommes, 2,000 de cavalerie.

2e *colonne.* — 4,000 hommes.

Le premier jour de l'attaque, la première colonne de la division de Gesso se rendra à Robillante.

Le second jour à Borgo-San-Dalmazzo.

Elle s'emparera du pont de Rocca-Sparvera, sur la Stura.

Si l'ennemi se trouvait en force, elle évacuerait ce pont pour se concentrer à Borgo.

La seconde colonne prendra une position sur la droite du grand chemin, de manière qu'elle se trouve à portée des postes de la droite et de la première colonne.

DIVISION DU COL DE FENESTRE.

Le premier jour, se rendra à Valdieri, placera des postes à Andonno et surveillera les mouvements de l'ennemi sur la Stura, elle aura de fréquentes correspondances avec la division de Borgo ; elle recevra l'ordre du général commandant la division du Gesso.

S'il restait des ennemis entre le Gesso et la Stura, les deux divisions se concentreraient pour les obliger à repasser la Stura.

Elle se rendra maîtresse du pont de Loulme et le réparera ; elle ne fera cette opération que dans les cas où cela ne la compromettrait pas et ne l'engagerait pas dans une affaire sérieuse.

Elle laissera ainsi passer les cinq premiers jours de l'attaque; c'est lorsque nous nous serons rendus maîtres des Barricades et de Sambuco, qu'il s'agira d'attaquer Valloria pour investir Demont ; elle fera passer la Stura à une colonne pour attaquer Valloria par la droite.

Quand on sera maître de Valloria et que Demont sera investi, cette division se portera à Borgo, pour joindre la première division.

DIVISION DE VINADIO.

Le cinquième jour de l'attaque, cette division partira du col Sainte-Anne et se rendra à Vinadio.

Le sixième jour elle coupera la communication de Sambuco à Demont.

Dès que l'on se sera rendu maître de la Montagnette, de Sambuco et de Valloria, cette division se rendra à Valdieri, où elle recevra les ordres de celui qui commandera le camp de Borgo.

DIVISION DE SAINT-DALMAS.

Cette division se rendra le deuxième jour à Saint-Dalmas, où s'opérera la jonction avec l'armée des Alpes ; depuis ce moment-là, elle suivra le sort de la division de la droite de la Stura.

MOUVEMENT POUR DONNER LE CHANGE A L'ENNEMI.

C'est à cet effet que la division du Gesso s'emparera du pont de Rocca-Sparvera : l'ennemi pensera que nous voulons enlever la vallée par Valloria et y portera ses forces.

SUBSISTANCES.

La division d'Argentière, restant sur les derrières, sera nourrie facilement.

La division de la droite de la Stura portera pour trois jours de vivres ; et aura des mulets qui porteront pour trois jours, au bout duquel temps, les Barricades étant libres pour les mulets, cette division sera nourrie au dépôt.

La division de la gauche de la Stura portera pour trois jours de vivres; elle aura des mulets qui porteront pour trois jours avant de partir de la vallée de Château-Dauphin, l'on rechargera les mulets pour trois jours, et l'on aura soin que chaque homme en porte pour trois jours. Et l'on aura soin d'avoir des mulets et des hommes en assez grande quantité pour faire cuire, sans que l'on soit obligé de donner du pain cuit plusieurs jours d'avance.

L'on doit avoir, à tout événement, une provision de biscuit.

La division du Gesso sera nourrie par Saorgio et Tende, où l'on cuira.

La division du col de Fenestre sera nourrie par Saint-Martin ; l'on cuira ensuite à Valdieri et à Entrague.

L'on aura à Saint-Martin une provision de biscuit, en cas que la division ne puisse pas se nourrir quelques jours par le grand chemin.

La division des bains de Vinadio aura six jours de vivres, dont trois portés par des mulets ; elle se nourrira ensuite à Valdieri et Entrague ; l'on tiendra une provision de biscuits sur le col Sainte-Anne.

La division de Saint-Dalmas aura six jours de vivres en partant, et pendant le siège de Demont, l'on cuira dans tous les villages à portée.

L'on aura soin, dès le moment que les soldats auront consommé les trois jours de vivres, de leur distribuer les vivres portés à dos de mulet et de faire aussitôt marcher les mulets pour se recharger.

EFFETS DE CAMPEMENT.

Pendant l'expédition, l'on n'en portera point ; l'on fera passer ceux nécessaires au siège de Demont après l'affaire des Barricades.

La division du Gesso, portera les siens sur des voitures.

CHEMINS.

Chaque division aura avec elle deux compagnies de pionniers.

La division d'Argentière aura avec elle 1000 pionniers, avec des ingénieurs pour raccommoder les chemins de la Stura à mesure que l'on avancera.

L'on aura une compagnie d'ouvriers avec des madriers et bois pour faire trois ponts de 160 pieds chacun de long : cet équipage ira à la queue de la division d'Armentière et ne partira qu'immédiatement après la prise des Barricades.

La division du Gesso aura avec elle 800 pionniers, des ingénieurs et des bois pour raccommoder le pont de la Vermenagna, du Gesso et de la Stura ; il faut évaluer les ponts, l'un portant l'autre, à 30 toises chacun.

L'on portera de plus un pont de cordages pour jeter sur la Stura.

ARTILLERIE.

L'armée des Alpes aura un équipage de campagne pour six bataillons, qui se rendra devant Demont, pour protéger les lignes et les positions.

Elle aura un équipage de siège propre à prendre Demont, il faut au moins l'évaluer à 36 bouches à feu, réparties en suivant les proportions de Gribeauval ; l'on doit mettre des grilles à boulets rouges avec leurs ustensiles.

L'on doit se procurer 1500 pionniers, indépendamment de ceux occupés aux chemins.

La divison du Gesso aura :

Un équipage de campagne pour dix bataillons, et un équipage de montagne de 2 obusiers de 6 pouces et 4 de 4.

La division du col de Fenestre aura :

4 pièces de 3 à dos de mulet.

La division des bains de Vinadio aura :

2 pièces de 3 à dos de mulet.

La division de Saint-Dalmas aura :

2 pièces de 3 à dos de mulet.

CARTOUCHES.

Chaque soldat aura :

40 cartouches	dans sa giberne.
3 pierres à fusils	

On aura sur des mulets :

40 cartouches	par homme.
3 pierres à fusils	

qui suivront les divisions.

L'on établira des dépôts le plus près possible des frontières.

La division du Gesso aura une imprimerie et deux protes, un français et un italien, elle aura un secrétaire traducteur italien.

N° 10.

Plan pour la seconde opération préparatoire à l'ouverture de la campagne du Piémont[1].

1° Assurer ses derrières, soit contre les ennemis internes, soit contre les ennemis externes;

2° Réunir le système de défense des armées des Alpes et d'Italie.

1er. — Assurer les derrières contre les ennemis internes et externes :

1° Les représentants du peuple feront évacuer sur les places les plus sûres de l'intérieur les hommes arrêtés comme suspects dans les départements du Mont-Blanc, de l'Isère, des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes ;

2° Ils ôteront les canons de campagne aux villes dont on ne serait pas sûr dans ces quatre départements, et ils les enverront aux armées ;

3° Ils requerront 300 canonniers volontaires dans les départements de la Drôme et de l'Isère, qu'ils enverront à Avignon, où le général d'artillerie donnera des ordres pour les distribuer sur les points de la côte les plus essentiels ;

4° L'on demandera 200 canonniers volontaires de Paris, bien exercés, pour garder les batteries les plus essentielles du Port-la-Montagne ;

5° L'on requerra les gardes nationaux de l'intérieur des places d'Embrun, de Mont-Lyon, de Briançon, de Grenoble, pour garder les places ;

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 29.

6° Les côtes, depuis les bouches du Rhône à Menton, seront divisées en six arrondissements, savoir : Marseille, Port-la-Montagne, Héraclée, Antibes, Nice, Monaco.

Il y aura un général chargé de commander chaque arrondissement.

Le fort de Bouc, la Ciotat, Hyères, Brégançon, les îles Pelletier auront des commandants officiers supérieurs nommés par le général en chef, et sous les ordres des différents généraux commandant dans l'arrondissement.

Il y aura des garnisons dans chacun des arrondissements.

L'artillerie sera organisée comme doit l'être la direction.

Il y aura 4 pièces de 4, sur affûts-traîneaux, à Marseille, pour le service de la côte, où le canon de campagne ne peut passer :

4 pièces de 4 de campagne ;
2 pièces de 4, sur affûts-traîneaux à la Ciotat ;
2 pièces de 4, sur affûts de campagne au Port-la-Montagne ;
4 pièces de 4, sur affûts de campagne à Hyères ;
2 pièces, à Héraclée ;
2 pièces, à Fréjus ;
6 pièces, à l'île Pelletier ;
6 pièces, à Antibes ;
6 pièces, à Nice ;
2 pièces, à Monaco.

On fera transporter à Avignon les fusils de chasse qui se trouvent dans les départements du ressort de l'armée des Alpes.

On en distribuera dans chaque arrondissement. Si l'ennemi menaçait de faire une descente, le général commandant dans l'arrondissement demanderait au département le nombre d'hommes qui paraîtra lui être nécessaire, et qui, dès lors, se trouvent en réquisition. Le général en fera aussitôt part au général en chef, qui en préviendra les représentants.

Les départements enverront, le plus possible, des hommes armés.

Ceux qui ne le seront pas trouveront des armes aux dépôts.

L'on ferait occuper les postes et garder les places par une partie des gardes nationaux envoyés des départements, et l'autre partie avec les troupes se rendrait au lieu du débarquement.

S'il était plus sérieux et que l'on craignît une incursion, le

général divisionnaire commandant les côtes requerra les troupes dans les départements du ressort de l'armée des Alpes.

Le fort la Malgue sera seul excepté des présentes dispositions :

Il y aura de l'artillerie de régiment ;

Une garnison ;

Un commandant séparé.

Le commandant ne recevra des ordres que du général en chef ou des représentants.

Réunion de l'armée d'Italie et des Alpes.

ARMÉE DES ALPES.

Il y aura 16,000 hommes à la droite de l'armée des Alpes, destinée à se combiner avec l'armée d'Italie.

Il y aura deux divisions.

La division de la Stura sera composée de trois colonnes :

1re colonne, forte de................	4,500 hommes.
2e colonne, forte de................	3,000 —
3e colonne, forte de................	1,500 —
TOTAL....	9,000 hommes.

La division du Château-Dauphin aura deux colonnes :

1re colonne, forte de 3,000 hommes ;

2e colonne, forte de 4,000 hommes.

DIVISION DE LA STURA.

Le 3e jour de l'attaque, la 1re colonne de la Stura se porte à Sambuco.

Le 4e jour, se porte devant Demont.

Le 5e jour, si la division du Château-Dauphin a trouvé de l'obstacle, et que l'ennemi soit en force sur le plateau de Château-Dauphin, ou sur quelques positions de la Maira, cette colonne sera jointe par la division des bains de Vinadio de l'armée d'Italie, forte de 3,000 hommes et en détachera 1500 hommes pour remplacer la 2e colonne. Elle se trouvera alors forte de 6,000 hommes.

Si la division de Château-Dauphin ne trouve pas d'obstacle, 1500 de la 2e colonne rejoindront la 1re avant d'être arrivée

devant Demont, de sorte qu'elle se trouvera encore forte de 6,000 hommes.

3e jour, la 2e colonne se porte sur les hauteurs qui dominent la vallée de Grana.

4e jour, elle s'avancera pour protéger la gauche de la 1re colonne et empêchera l'ennemi de pénétrer par la vallée de la Grana pour la tourner.

5e jour, cette colonne, se combinant avec la 1re colonne et une des divisions de l'armée d'Italie (si cela est nécessaire), attaquera les hauteurs de Valloria, pour investir Demont.

Dans l'hypothèse que la division de Château-Dauphin éprouverait des obstacles, cette colonne se porterait à son secours, pour attaquer de concert, et prendre l'ennemi par les derrières ; elle serait remplacée par 1500 hommes de la 1re colonne.

Si cette colonne ne doit pas aller au secours de la division de Château-Dauphin elle enverra 1500 hommes pour rejoindre la 1re colonne et faire tous les mouvements nécessaires pour l'attaque de Valloria et l'investissement de Demont.

La 3e colonne se tiendra sur les derrières ; elle servira de corps de réserve aux deux premières colonnes ; elles occupera les positions pour assurer la communication de la vallée de la Stura, protéger les pionniers qui travailleraient aux chemins, raccommoderaient les ponts et escorteraient les convois.

DIVISION DE CHATEAU-DAUPHIN.

La 1re colonne se portera, le 3e jour, sur les cols qui maîtrisent la vallée de la Maira.

Le 4e jour, elle réglera sa marche de manière à empêcher l'ennemi de tourner par la vallée de la Maira la seconde colonne de la Stura, et de tourner par la droite la 2e colonne de la division de Château-Dauphin.

Le 5e jour, si la 2e colonne ne prévoit pas des obstacles, et que l'ennemi ne soit pas en force sur le plateau de Château-Dauphin, elle fera les mouvements nécessaires pour en favoriser l'occupation.

Dans le cas où l'ennemi serait en force, la 2e colonne de la division de la Stura viendra au secours de cette division, elles se combineront pour envelopper le plateau et obliger l'ennemi à évacuer.

La 2e colonne se portera, le 3e jour, sur les hauteurs vis-à-vis le plateau de Château-Dauphin ; elle restera toujours diagonalement sur le derrière de la première colonne et se tiendra à

portée de la secourir. Sur les nouvelles qu'elle aura de celle-ci, elle se portera, le 4e jour, à l'occupation du plâteau de Château-Dauphin ; elle sera secondée par la 1re colonne.

Le général divisionnaire, commandant la division de la Stura, se tiendra à la 1re colonne.

Le général divisionnaire, commandant la division de Château-Dauphin, se tiendra à la seconde.

OBSERVATIONS.

Les deux divisions de l'armée des Alpes ont ensemble pour but de s'emparer de la vallée de la Stura et de la naissance de celles de la Grana, de la Maira et de la Varaitra pour arriver à Demont et à Château-Dauphin.

Elles se protégeront mutuellement par leur marche, mais celle de la Stura doit toujours être le plus en avant, de manière qu'elle se trouve toujours depuis la 1re colonne de la division de la Stura, jusqu'à la 2e de Château-Dauphin, en diagonale.

Si, l'ennemi faisait de l'obstacle aux colonnes de la division de la Stura, la division de Château-Dauphin devrait régler sa marche de manière à attendre que ces obstacles soient levés, en prenant des positions qui fassent penser qu'elle veut se replier sur les postes opposés à la division de la Stura. Si la division de Château-Dauphin trouve de grands obstacles, elle ne doit pas engager d'affaires sérieuses, mais se placer aussitôt sur la défensive et attendre le succès de la marche de la division de la Stura; le seul cas où elle devrait donner est celui où elle s'apercevrait que l'ennemi tenterait de tourner les colonnes de la division de la Stura, par la Grana et la Maira.

L'occupation de Château-Dauphin ne doit pas coûter de sang, parce que, maître des hauteurs de Demont, l'ennemi se trouverait dans le cas d'être enveloppé de tous côtés, et d'ailleurs les positions de Château-Dauphin lui deviendraient sans but. On doit recommander à la division de la Stura de ne pas avoir trop de confiance dans ses marches et ne pas se tenir sûre des succès.

ARMÉE D'ITALIE.

Cette armée aura trois divisions :

La 1re division, des bains de Vinadio ;

La 2e division, du col de Fenestre ;

La 3e division, du Gesso.

La division des bains de Vinadio aura deux colonnes :

La 1re colonne forte de 2,000 hommes ;

La 2e colonne forte de 1000 hommes.

La division du col de Fenestre aura trois colonnes :

La 1re colonne forte de 2,000 hommes;

La 2e colonne forte de 4,000 hommes;

La 3e colonne forte de 1000 hommes.

La division du Gesso, aura deux colonnes :

La 1re colonne forte de 14,000 hommes 2,000 (cavalerie);

La 2e colonne forte de 4,000 hommes.

La division des bains de Vinadio se portera, le 3e jour de l'expédition, au village de Pianche.

Le 4e jour, elle longera la droite de la Stura.

La seconde colonne occupera les positions de derrière et lui servira pour escorter les convois et des corps de réserve.

Si, le 4e jour, la division de la Stura parvenait sans obstacles devant Demont et que l'on eût nouvelle que la division du Château-Dauphin a trouvé des obstacles, cette division se réunirait à celle de la Stura.

Si la division de Château-Dauphin n'éprouve pas d'obstacles, la division des bains de Vinadio se portera, le 5e jour, à Gajola pour couper la communication de Demont à Coni.

La 2e colonne restera sur les derrières pour assurer les communications et lui servir de réserve.

DIVISION DU COL DE FENESTRE.

Les deux premières colonnes de cette division se porteront, le 3e jour, à Valdieri.

Le 4e jour, si la division des bains de Vinadio s'est jointe à celle de la Stura par raison que la division de Château-Dauphin aurait trouvé de l'obstacle, la première colonne se portera à la Gajola, la seconde se trouvera à portée de la secourir et de couvrir sa droite.

Le 5e jour, la seconde colonne attaquera Valloria avec la division de la Stura.

Dès le moment que Valloria sera à nous, et Demont investi, et après que l'occupation de Château-Dauphin a réussi, cette division se réunira avec celle du Gesso.

DIVISION DU GESSO.

Le 1er jour de l'expédition, cette division se portera à Robillante.

Le 2e jour, elle se portera à Borgo-San-Dalmazzo ; elle s'emparera du pont de Rocca-Sparvera.

La 2e colonne occupera une position sur la droite, intermédiaire à Borgo et à la position qu'occupera la division d'Oneille, de manière qu'elle puisse protéger les convois, assurer les derrières, et ouvrir, par la plaine, la communication avec la division d'Oneille.

OBSERVATIONS.

L'on ne prescrit pas d'autres marches à cette division ; son but est de feindre de vouloir investir Coni, de chasser l'ennemi entre la Stura et le Gesso, de protéger la division du col de Fenestre et la droite de toutes les attaques.

Le général qui sera à cette division commandera toute l'expédition.

Il fera reconnaître Coni, protégera le siège de Demont, et prendra toutes les positions propres à tenir en échec l'armée ennemie.

C'est proprement le corps qui est le point d'appui de toute l'armée et de tout le système, depuis Château-Dauphin au Tanaro.

ARTILLERIE.

La division de la Stura aura un équipage de campagne basé sur 2 bataillons et 2 compagnies d'artillerie à cheval, qui se rendront après l'investissement de Demont, à la division du Gesso.

La 2e colonne aura 2 pièces de 3, à dos de mulet.

DIVISION DE CHATEAU-DAUPHIN.

Chaque colonne de cette division aura 4 pièces de 3, de montagne.

DIVISION DES BAINS DE VINADIO.

Elle aura 2 pièces de 3, de montagne.

La 2e colonne en aura 2 de réserve.

DIVISION DU COL DE FENESTRE.

Elle aura 4 pièces de 3, de montagne.

DIVISION DU GESSO.

Un équipage de campagne basé sur 15 bataillons.

Un équipage de montagne de 2 pièces de 8, 2 obusiers de 6 pouces, 2 pièces de 4.

Chaque soldat aura 40 cartouches et 3 pierres à fusil dans sa

giberne, et 40 cartouches et 3 pierres à fusil par homme portées à dos de mulet ou dans les caissons.

L'armée des Alpes aura un équipage de siège pour Demont, qui se rassemblera à Jausier et qui ne marchera que lorsqu'il recevra de nouveaux ordres. En attendant l'investissement de Demont, les canonniers et les auxiliaires feront des gabions, des saucissons et tous les préparatifs de siège.

L'on reconnaîtra Demont et l'on asseoira le projet d'attaque, afin qu'au premier ordre l'on soit prêt.

L'on fera raccommoder le chemin de la Stura, l'on approvisionnera le magasin et l'on fera venir les effets de campement pour asseoir les camps.

Subsistances.

ARMÉE DES ALPES.

La division de la Stura se nourrira par le col de l'Argentière et les magasins établis à Jausier.

Chaque soldat portera pour trois jours de vivres et chaque bataillon aura trois jours de vivres sur des voitures ou mulets.

Il y aura pour huit jours d'eau-de-vie et de vinaigre.

Ces subsistances seront délivrées sur le reçu du quartier-maître, et celui-ci en répondra avec les caporaux-fourriers.

On ne souffrira pas de bagages ni de tentes pendant l'expédition.

La division de Château-Dauphin aura également pous six jours de vivres et sera nourrie par des fours établis sur la frontière.

L'on tiendra à Jausier et au dépôt, près de Château-Dauphin, du biscuit, de l'eau-de-vie et du vinaigre, pour nourrir ces deux divisions pendant neuf jours.

Arrivé devant Demont, l'on établira des fours dans les villages prochains; les dépôts qui fourniront à ces fours puiseront au magasin central de Jausier.

Il y aura un inspecteur principal des vivres qui suivra la 2e colonne de la division de la Stura et qui correspondra avec le régisseur des vivres de l'armée des Alpes; il y aura un inspecteur à la division de Château-Dauphin sous ses ordres.

Il y aura un sous-inspecteur à chaque colonne; il y aura des gardes-magasins, des commis à la distribution pour pouvoir faire la distribution à l'armée en peu de temps.

L'inspecteur principal ne sera chargé que de l'évacuation de première ligne des magasins sur les dépôts. L'approvisionnement progressif sur la première ligne des magasins regarde le régisseur de l'armée des Alpes.

ARMÉE D'ITALIE.

La division des bains de Vinadio aura pour six jours de vivres, et l'on aura pour neuf jours d'eau-de-vie, de biscuit et de vinaigre, sur le col Sainte-Anne.

La division du col de Fenestre aura pour six jours d'eau-de-vie, de biscuit et de vinaigre au col de Fenestre.

La division du Gesso n'aura que des vivres pour trois jours. On portera pour neuf jours, avec l'armée, du biscuit, de l'eau-de-vie et du vinaigre.

L'inspecteur principal prendra ses dimensions de manière que l'on puisse cuire, au four de Limone, de quoi nourrir toute cette division, jusqu'à ce que les établissements de Borgo soient dans le cas de cuire.

Il y aura à Saint-Martin un magasin de division et des fours capables de nourrir toute la division du col de Fenestre pendant quinze jours.

Il y aura à Isola un magasin de division capable de nourrir la division des bains de Vinadio pendant quinze jours.

Les deux magasins de division s'approvisionneront progressivement sur le magasin central de Scarena.

La division des bains de Vinadio, celles du col de Fenestre et du Gesso, seront nourries, après l'expédition, par Borgo-San-Dalmazzo.

Il y aura un magasin central à Sospello, capable de nourrir les trois divisions pendant un mois et demi.

Il y en aura un à Saorgio, capable de les nourrir pendant un mois, et un magasin de division à Limone, capable de les nourrir pendant quinze jours.

L'on établira des fours à Borgo, et dans les villages sur les routes; l'on y établira dès lors des dépôts capables ensemble de nourrir l'armée pendant huit jours.

Il y aura un inspecteur principal chargé de donner les ordres pour l'évacuation progressive des magasins centraux de Saorgio, de Sospello et de Scarena, aux magasins des divisions de Limone, Saint-Martin et Isola et aux différents dépôts.

L'approvisionnement progressif des magasins centraux de

Scarena, de Sospello et de Saorgio, sera dirigé le régisseur de l'armée.

Il y aura un inspecteur pour la division du col de Fenestre, un autre pour la division des bains de Vinadio.

Il y aura un sous-inspecteur par colonne.

La 1re colonne du Gesso aura 2 sous-inspecteurs.

Il y aura des gardes-magasins, des commis aux distributions pour les différentes parties, des boulangers pour pouvoir faire les distributions promptement et sans retard.

Il y aura des maçons à la suite de l'inspecteur principal, pour pouvoir arranger les fours.

L'on suivra la même organisation pour les fourrages.

CHARROIS.

Les charrois de l'artillerie étant sous les ordres immédiats du général de l'artillerie, il donnera les ordres pour que tous les employés qui sont nécessaires s'y trouvent.

Les charrois des vivres se trouvent sous les ordres de l'inspecteur principal des vivres.

Le commissaire ordonnateur doit prendre les mesures pour que tous les agents nécessaires pour faire aller cette partie conformément à la distribution des magasins des vivres, et à la force des divisions, y soient.

AMBULANCES.

L'évacuation des blessés et des malades se fera par la Stura, le col de l'Argentière et par le grand chemin de Saorgio.

Arrêté par nous, représentant du peuple près les armées des Alpes et d'Italie, pour être exécuté aussitôt que l'armée des Alpes aura fait ses dispositions.

N° 11.

Plan d'opérations combinées entre l'armée des Alpes et celle d'Italie, par l'adjudant général Clausade.

Nice, quartier général de l'armée d'Italie,
9 prairial an II (28 mai 1794).

Les grands succès que viennent d'obtenir les armées séparées des Alpes et d'Italie, les ont mises dans une situation si avantageuse et leur donnent une attitude si imposante, qu'il est possible, par leur réunion ou l'accord de leurs combinaisons, d'obtenir des résultats beaucoup plus favorables au triomphe de la République.

Description topographique. — Ces deux armées occupent le pendant des eaux qui, par le revers de l'ouest et du midi desdites montagnes, verse sur les derrières de la ligne de défense des deux armées dans la Méditerranée, tandis que par le revers opposé, c'est-à-dire en avant de la ligne de défense, les eaux vont déboucher dans le Pô et de là se perdre dans la mer Adriatique.

Les deux armées sont donc maîtresses des cols qui nous ouvrent l'entrée des vallées du Piémont; on sent qu'il serait fastidieux d'entrer dans un détail topographique et militaire au sujet des 102 cols qui forment ces passages; il suffit de dire qu'il résulte de leurs reconnaissances faites à différentes époques par des militaires instruits, qu'on peut les réduire à trois moyens principaux de pénétrer en Piémont. Le 1er, par la vallée d'Aoste, en descendant des monts du Grand et du Petit Saint-Bernard et du col du Bonhomme, le 2e, par les vallées d'Oulx et du Pragelas, en descendant du mont Cenis et mont Genèvre et le 3e par les cols de l'Argentière et de Tende.

Les vallées intermédiaires ne peuvent être que d'un faible secours à cause des obstacles qu'elles opposent à la marche de l'artillerie et même de l'infanterie, pour l'arrivée des subsistances.

1er MOYEN : *Par le val d'Aoste.* — Dans la 1re supposition les ennemis n'ont point de places fortes à opposer à la marche

qu'on pourrait tenter par la vallée d'Aoste. Cette vallée n'a que quelques défilés qu'il serait aisé de forcer ou de tourner; le fort de Bard, à 7 lieues au-dessous d'Aoste, pourrait seul faire quelque résistance; mais en s'aidant du passage de la vallée de Champorien, il est aisé de le cerner et de prendre position de manière à le réduire par la bombe ou le canon; on s'ouvrirait par là un débouché qu'on pourrait considérer comme très favorable à un projet d'offensive s'il s'agissait de se porter dans le Milanais.

Cependant on ne peut disconvenir qu'on trouverait peu de ressources pour les subsistances dans cette vallée, qu'il y aurait bien de l'embarras à les tirer de la Savoie, même dans la belle saison, et que, par conséquent, pendant l'hiver, on ne pourrait s'y soutenir, ne pouvant subsister que par les ressources du Piémont. D'ailleurs, je ne pense pas que, dans les circonstances présentes, on puisse se laisser séduire par un projet qui ne répondrait pas directement aux vues du moment et aux dispositions actuelles des deux armées.

On doit y rester sur la défensive. — D'après cela il est aisé de conclure que cette gauche des deux armées doit se réduire à une défensive pure, pour empêcher l'ennemi de rentrer en Savoie lorsque nous porterions nos efforts d'un autre côté, et qu'elle ne doit s'engager dans la vallée d'Aoste que lorsque les forces de la droite ou du centre auront pénétré dans la plaine et d'une manière assez victorieuse pour nous en rendre entièrement maître et nous permettre des projets sur le Milanais.

2e MOYEN : *Par les vallées de Suze et de Pragelas.* — Le centre des deux armées comporte une grande réunion de forces. Le mont Genèvre, en avant de Briançon, a toujours été favorable à des projets d'offensive. Dans toutes les guerres qui ont précédé celle-ci, le grand chemin de Turin par Tende n'existait pas, et, en outre, la proximité de Turin par la vallée de Suze et Fenestrelles, a toujours donné de la vogue à des projets de pénétrer en Piémont par ce côté; mais l'art y a multiplié les obstacles : le roi de Sardaigne s'est toujours attaché à renforcer les places de guerre qui le couvrent de ce côté; il l'a fait avec d'autant plus de raison que les chemins y favorisent l'arrivage de l'artillerie française.

Exiles. — Tous ces soins pour Exiles mettent bien cette place

à l'abri d'un coup de main, mais ne l'empêchent point de pouvoir être bloquée et d'être commandée par la hauteur de San-Colomban et par le Bois, situé sur le penchant de la montagne de la droite, ce qui l'empêcherait de faire une longue et vigoureuse résistance.

La Brunette ou le fort de Suze. — La Brunette, à 2 lieues au-dessous d'Exiles, est beaucoup mieux fortifiée; les ressources de l'art sont si bien appliquées à la nature du local, qu'il n'est possible d'attaquer cette forteresse que par un côté, qui présente quatre fronts très escarpés avec leurs fossés, et dont les commandements de l'un à l'autre forment une espèce d'amphithéâtre qui domine tout ce qui l'entoure. Les ouvrages taillés dans le roc et souterrains qui y sont creusés, ses magasins et logements à l'épreuve de la bombe, l'ont fait réputer imprenable.

Cette forteresse borne absolument l'entrée du Piémont par le grand mont Cenis et la Novalaise, mais elle n'a pas le même avantage par la droite, si l'ennemi n'occupe pas les hauteurs des cols de l'Assiette et de Fenêtre, puisqu'on peut entrer dans Suze sans être vu de la forteresse et de là, en côtoyant la montagne de droite, se rendre à Bussolin, pour y couper la seule communication par laquelle cette place puisse être secourue, sans que sa garnison puisse nous inquiéter.

Fénestrelle. — Fénestrelle, dans la vallée de Pragelas, n'a pas moins été soignée par le roi de Sardaigne; de nouvelles fortifications sur la gauche, un fort sur la droite, et quelques redoutes rendent maintenant l'entrée du Piémont aussi difficile par cette vallée que par celle de Suze.

La chaîne des hauteurs qui sépare ces deux vallées est hérissée de redoutes et de retranchements qui forment avec les places d'Exiles, Brunette et Fénestrelle, un ensemble de défenses insurmontable, si l'ennemi prend position entre ces places. L'affaire trop fameuse de l'Assiette vient à l'appui de cette vérité.

Ces places de guerre ne permettent qu'une défensive active dans les vallées. — Il ne serait donc pas prudent de compter sur la prise de ces places pour se porter sur Turin. La vallée de Sture, le col de Tende et la vallée du Tanaro, donnent, comme on le verra, des débouchés non seulement plus favorables à la grosse artillerie, mais même propres à faire une telle diversion sur les ennemis, que leurs projets puissent être déconcertés et nos succès plus certains.

Les vallées de Suze et de Pragelas ne doivent occuper nos troupes que pour une défensive active, telle que si les places du roi de Sarde n'étoient pas suffisamment approvisionnées, ou qu'il n'eût pas un corps de troupes d'observation pour nous empêcher de couper la communication de ces places avec la plaine, on pût obtenir quelques succès et passer de la défensive à l'offensive, de manière à faire une telle diversion dans ses forces que sa défaite n'en fût que plus accélérée. Dans ce cas, la division des monts Saint-Bernard pourroit tenter de pénétrer dans la plaine et concourir aux succès de la division du mont Genèvre.

Dans la supposition où l'ennemi aurait mis cette partie de ses frontières dans un bon état de résistance, tant par les forces permanentes de ses places, que par des forces extérieures et observatrices, il en résulterait au moins l'avantage de tenir en échec par une fausse attaque un assez grand nombre de troupes pour l affaiblir aux environs de Coni, où seraient dirigées nos principales attaques.

3e MOYEN : *Par les cols de Tende et de l'Argentière.* — C'est en effet cette partie des frontières qui nous présente les plus grands avantages. Si dans les guerres qui ont précédé celle-ci, les généraux ont été partagés de sentiment sur les deux moyens d'entrer en Piémont, par les vallées de Suze et de Fénestrelles ou par les cols de Tende et de l'Argentière, cette discussion ne peut plus être mise en problème depuis la construction du grand chemin de Turin, passant par Coni. Les avantages que présente ce côté sont d'autant plus marqués depuis la prise de Saorgio, que la position de l'armée d'Italie nous rend maîtres de la vallée du Tanaro, par laquelle on peut faire des mouvements combinés avec ceux du col de Tende, et que la vallée de Sture, plongée sur la rive droite par la gauche de l'armée d'Italie, a ses positions et ses défilés tournés par nos postes, et ne peut plus présenter d'obstacles à la marche de l'armée des Alpes secourue par celle d'Italie, de manière que les deux armées peuvent sans difficulté se porter dans la plaine jusqu'au pied des forteresses ennemies.

Ces forteresses sont Demonte, Coni et Ceva, toutes en première ligne dans l'état actuel des choses.

Demonte. — Demont est une petite place que les Piémontais ont rétablie depuis la dernière guerre ; on peut la dépasser par le revers de la montagne de la droite, sans craindre le canon de ses

fortifications, et couper sa communication avec Coni, en se rendant maître du pas de l'Ourse et de la butte des Châtaigniers, sur laquelle on peut établir les batteries de siège et soumettre cette place à 15 jours au plus de tranchée ouverte, si le bombardement ne nous en assure pas plus vite la conquête.

Ceva. — Le fort de Ceva a plus d'étendue ; c'est un octogone irrégulier, dominé au nord-est par la hauteur de Monbarqué, que les ennemis occupent maintenant en forme de camp retranché : il suffirait de le forcer dans cette position, pour soumettre cette place, encore plus promptement que celle de Demont si l'on pouvait y faire parvenir du gros canon.

On sait que la route d'Oneille présente des difficultés insurmontables à cet arrivage, et que la mer et puis la route d'Albenga pourraient exposer à des événements fâcheux, mais comme il existe un grand chemin de Coni à Ceva, bon pour les voitures, en passant par Mondovi, il serait plus prudent de remettre l'attaque du fort de Ceva et de Mondovi, après la prise de la forteresse de Coni, si la prise de ces deux forts devient effectivement nécessaire, et dans ce cas ils ne pourroient pas faire une longue résistance. Leur chute pourroit bien dépendre de celle de Coni.

Coni. — Celle-ci est la plus forte de ces trois places et celle qui peut renfermer le plus de garnison. On peut y aller par le grand chemin et par la vallée d'Esture, avec de la grosse artillerie. Cette place est contreminée et peut faire une longue résistance, mais aussi elle est la clef du Piémont et peut décider de la conquête.

Mais la prise de Coni doit être précédée de celle de Demont, parce que si cette dernière restait au pouvoir de l'ennemi pendant le siège de Coni, ils auraient un développement trop favorable par leur droite pour nous inquiéter et diviser les forces destinées à protéger le siège pour se mettre à même par là de jeter malgré nous du secours dans cette place, attendu qu'il nous sera toujours difficile et peut-être impossible de la circonvaller en entier. Ils pourroient aussi nous couper la communication de la vallée de Sture, ce qui ne laisserait pas que d'être un grand inconvénient, quoi qu'il nous restât encore le principal débouché : celui du grand chemin de Tende.

En effet, la quantité de rivières et canaux qui sont dans le voisinage de cette place nécessitent plusieurs ponts, les uns difficiles, les autres presque impossibles à établir à cause de la quantité d'îles qui rendent leurs cours irréguliers, principale-

ment dans la partie inférieure de la Sture, et les fréquentes crues auxquelles ces rivières ou torrents sont sujets, rendent toujours l'établissement des ponts très précaire. Ce serait donc avec raison qu'on ne serait pas sans crainte pour la communication des différents corps de troupes assiégeantes et principalement pour leur retraite en cas d'échec.

Si, au contraire, on se rend maître de Demont avant d'entamer Coni, on sent fort bien qu'il en résultera l'avantage précieux de nous assurer la retraite d'une partie de l'armée par l'Argentière, en cas d'échec, de donner un bon point d'appui à la gauche de l'armée assiégeante, et de la couvrir contre tout ce qui tenterait de déboucher des vallées de Grana, Maïra et Vraïta, autrement dit Château-Dauphin, et enfin de resserrer l'ennemi dans un tel espace, qu'il ne pût nous dérober ses mouvements ni inquiéter nos opérations d'attaque ainsi que nos communications.

L'attaque de Demont avant Coni serait d'autant plus facile que le grand chemin de Tende peut donner le moyen de tromper l'ennemi sur ce projet en faisant des mouvements vers Coni, qui l'inquiéteraient sur le compte de cette place et l'engageraient à s'affaiblir du côté de Demont.

Expédition des Barricades. — On sait, par la connaissance du local et par l'expérience des guerres qui ont eu lieu dans ces contrées, que le siège de Demont doit être précédé de la prise des Barricades; cette expédition, qui étoit devenue une affaire majeure en 1744, parce que nous n'étions pas alors maîtres de Saorgio et que la non-existence du grand chemin de Tende rendait la vallée de Stura le chemin le plus favorable pour entrer en Piémont, ce qui devait porter naturellement l'ennemi à nous attendre en force dans cette vallée; cette expédition, dis-je, serait d'autant plus facile actuellement, que par la position de l'armée d'Italie, les avantages que présentait alors à l'ennemi le défilé des Barricades tombent d'eux-mêmes, ou que du moins elle nous met à même de les tourner rapidement et d'envelopper l'ennemi s'il s'avisait d'y vouloir tenir plus longtemps.

Ces trois expéditions : la prise des Barricades, le siège de Demont et celui de Coni, se succèdent dans l'ordre de l'accroissement des difficultés qu'elles présentent, ce qui faciliterait le moyen d'entrer en exécution avant le rassemblement total des forces qu'exigerait la conquête du Piémont.

Il n'est pas douteux que celui-ci ne dépende décidément de la réussite du siège de Coni; une fois possesseurs de cette clef du

Piémont, si la saison et le nombre disponible des combattants le permettent, ainsi que les approvisionnements en vivres, munitions et équipages de campagne relatifs à un pays de plaines traversé de rivières, rien n'empêchera de se porter en masse sur Pignerol et Turin pour terminer glorieusement la campagne, sans s'occuper des forts de Céva et Mondovi, parce que je suppose que la garnison de Coni serait assez forte pour tenir en échec celle de ces deux forts et assurer la marche de nos convois.

Du reste, on peut espérer, comme je l'ai déjà dit, que la chute de Coni entraînerait celle de Ceva et Mondovi, parce qu'il est naturel de croire que l'ennemi ne chercherait point tant à renforcer la garnison de ces deux forts qu'à couvrir la capitale du Piémont.

Si, au contraire, les circonstances obligent, comme cela paraît vraisemblable par l'avancement de la saison, de remettre à la campagne suivante la conquête de cette capitale, il devient prudent et essentiel de s'emparer de Ceva et Mondovi, pour avoir des points d'appui sur notre droite qui, avec Coni et Demont, nous procurent une ligne de défense qui permette de se soutenir avec sécurité au delà du col de Tende, pendant les rigueurs de l'hiver.

Les raisons qui ont fait lever le siège de Coni au prince de Conti, en 1744, par la crainte d'avoir ses communications coupées avec le comté de Nice et le Dauphiné, ne sont pas applicables aux circonstances dans lesquelles se trouverait maintenant l'armée française, attendu qu'elle aurait une ligne de défense bien meilleure et plus solidement établie, et que d'ailleurs le grand chemin de Tende nous promet une communication sûre, sauf à en faire déblayer les neiges du col pendant la mauvaise saison.

On sent fort bien que la difficulté de faire arriver de l'artillerie à Ceva est levée lorsqu'on est maître de Coni et du grand chemin de communication de ces deux places passant par Mondovi, et que, par conséquent, la conquête de Ceva ne doit point éprouver d'obstacles.

Elle serait d'autant plus utile à l'armée française, dans le cas où celle-ci serait obligée d'hiverner sur le revers septentrional des Alpes-Maritimes, que ce fort, non seulement couvrirait la droite de l'armée, mais aussi *la mettrait à même de prendre avec plus d'assurance un point d'appui sur la mer, à Finale ou Savone,* si les circonstances politiques l'exigeaient.

Soit que la conquête de Turin s'exécute à la fin de cette cam-

pagne, ou qu'elle soit remise à la campagne suivante, on ne pense pas que la place de Pignerol puisse beaucoup retarder notre marche sur Turin; les fortifications de Pignerol ne sont pas assez redoutables pour résister à une armée triomphante et nombreuse.

Prise de Pignerol. — La prise de Pignerol et la marche des Français sur Turin prenant de revers les places de Fenestrelles, Exilles et Suze, la division du mont Genèvre aurait beau jeu pour enlever ces places si elle ne l'avait déjà exécuté, et par conséquent, faciliter le rapprochement de la division du mont Saint-Bernard par le val d'Aoste, pour envelopper par une masse imposante de républicains armés les forces réunies du Tyran sarde, sous la protection des fortifications de sa capitale.

Prise de Turin. — On ne peut répondre de la durée du siège de cette place, elle a de bonnes fortifications extrêmement rasantes et des galeries de contremine qui peuvent lui procurer une longue résistance; mais les magasins et souterrains à l'abri de la bombe n'y sont pas proportionnés à la nombreuse garnison qu'exige la place; ainsi le bombardement pourrait bien accélérer sa conquête.

Les efforts inutiles de Louis XIV sur cette place en 1706 ne doivent pas nous étonner.

L'armée du duc de Savoie étoit plus nombreuse et plus guerrière que celle que nous aurions à combattre dans ces circonstances : et la cause des peuples, maintenant séparée de celle des rois, serait décisive en notre faveur.

Influence de la conquête du Piémont sur la paix de l'Europe. — On ne peut calculer la suite des événements militaires et politiques qui suivroient la conquête de Turin. La chute d'un des rois coalisés pourrait faire triompher la République de tous ses ennemis et donner la paix à l'Europe; mais je suppose que la coalition s'obstine à vouloir résister au torrent révolutionnaire de la Liberté. La prise de Turin nous met dans le cas de la poursuivre jusques dans ses derniers retranchements.

En effet, rien ne nous empêcherait d'aller l'attaquer dans Milan ou dans Alexandrie suivant que les mouvements de l'ennemi l'exigeraient et suivant le parti que Gênes prendrait à cette époque de nos triomphes.

Si les guerres de ce siècle, sous Louis XIV et Louis XV, ne

nous ont pas procuré des avantages soutenus dans ces contrées, on le doit autant à des combinaisons trop hazardées et, par conséquent éloignées des règles de l'art, que la pusillanimité de la cause qui menoit les troupes au combat, résultat ordinaire de l'injustice ou du caprice des rois.

Forces nécessaires pour cette conquête. — Si cette discussion peut fixer les idées sur les moyens de pénétrer en Italie dans les circonstances présentes, il importe d'y appliquer une disposition de troupes analogue à des opérations aussi importantes.

Aperçu des forces ennemies. — D'après le peu de renseignements qui nous sont parvenus, on peut conjecturer que l'armée ennemie, depuis la vallée d'Aoste jusqu'à Ceva, se monte à peu près à 30,000 hommes, dont 5,000 à 6,000 hommes de cavalerie, et sans compter le rassemblement des Autrichiens à Alexandrie et Tortone, qu'on peut estimer être de 10,000 hommes, ce qui, par la possibilité de la réunion de ceux-ci aux premiers, peut nous faire établir en principe que les forces que nous aurions à combattre en Piémont pourroient se montrer à 40,000 hommes.

Effectif de celle des Alpes. Partie disponible. — L'armée des Alpes est de 30,000 hommes effectifs, mais le système défensif réservé à cette armée sur les frontières de la Savoie et sur celles du haut Dauphiné donne un excédent de 20,000 hommes qu'on peut faire filer par l'Argentière pour agir sur les Barricades et Demont, et puis se réunir sous Coni à la partie active de l'armée d'Italie destinée à pénétrer également en Piémont par ce côté.

Effectif de l'armée d'Italie. — L'armée d'Italie n'est que de 40,000 hommes effectifs, sur lesquels 10,000 sont indispensablement nécessaires pour contenir le département conquis des Alpes maritimes, et pour assurer à l'armée qui agirait offensivement, la marche des convois et lui donner protection en cas de retraite.

L'incertitude de la politique de Gênes, la possibilité d'une diversion de la part de l'ennemi par le Milanais et l'Alexandrin sur Gênes ou Savone (ce qui ne serait pas le plus mauvais parti qu'il eût à prendre), la prévoyance nécessaire en faveur des côtes qui pourroient être inquiétées par les Anglais si la Corse tombait en leur pouvoir et leur laissait des forces disponibles,

toutes ces considérations réunies exigent une réserve, au moins de 10,000 hommes pour se porter, suivant les besoins, sur Gênes ou sur les côtes.

Partie disponible. — Il ne resterait donc de disponible de l'armée d'Italie que 20,000 hommes qui, réunis aux 10,000 provenant de l'armée des Alpes, ne feraient en tout qu'une masse de combattants égale en nombre à celle des ennemis, c'est-à-dire de 40,000 hommes.

Augmentation indispensable. — Si l'on fait maintenant attention qu'à mesure que l'ennemi se repliera dans la plaine, ses forces se réuniront et s'augmenteront toujours par ce moyen, tandis que l'armée française s'affaiblira par les postes qu'elle aura à garder, par le changement de climat et par le genre de guerre qu'elle aura à faire, je ne pense pas qu'on puisse se dispenser de renforcer les deux armées de 20,000 hommes au moins d'infanterie et de 5,000 à 6,000 de cavalerie, indépendamment des accessoires en artillerie légère et compagnie de sapeurs-mineurs et pontonniers.

Il résulteroit de là une armée de 65,000 à 66,000 hommes pour conquérir le Piémont sans avoir rien à craindre ni pour Gênes ni pour les côtes, et la bravoure française est le garant incontestable de leur succès et du triomphe de la liberté.

OBJETS A TRAITER A L'APPUI DE CE MÉMOIRE :

1° Disposition des divisions des deux armées à réunir sous un même chef;

2° Marche des colonnes pour l'expédition des Barricades;

3° Marches sur Demont, siège de cette place, postes à occuper pour observer l'ennemi pendant le siège, mouvements sur Coni et sur Ceva pour faciliter ce siège;

4° Réunion des deux armées sous Coni, siège de cette place, opérations de l'armée d'observation ;

5° Marche des colonnes et positions à occuper dans la plaine, comparées avec les mouvements rétrogrades de l'ennemi pour couvrir Turin ;

6° Opérations relatives au siège de Turin;

7° Mouvement qu'aura à faire l'armée si l'ennemi se portait sur Gênes et Savone;

8° Défensive des côtes et places maritimes si les Anglais s'avisaient de les menacer.

N° 12.

Note sur la position politique et militaire de nos armées de Piémont et d'Espagne, remise par Robespierre jeune, 1er thermidor an II.

1re OBSERVATION.

Si la République avait assez d'infanterie pour faire la guerre offensive avec ses quatorze armées, il lui manquerait pour ce genre de guerre de la cavalerie.

Si elle avait de l'infanterie et de la cavalerie en suffisance, il lui manquerait :

1° De bons sous-officiers pour conduire tant de troupes dans un système attaquant ;

2° Des chevaux, des harnais, des voitures pour les charrois et vivres ;

3° Des équipages d'artillerie assortis, de la poudre et des voitures d'artillerie.

2e OBSERVATION.

Il est donc indispensable, lorsque l'on a quatorze armées, que chacune fasse un genre de guerre relatif :

Au projet général de la guerre ;

A la force et aux circonstances, soit topographiques, soit politiques, de l'état qui lui est opposé.

Le genre de guerre que chaque armée doit faire ne peut être déterminé que par l'autorité supérieure.

C'est par ces considérations surtout que l'on se pénètre de la nécessité absolue dont est, dans une immense lutte comme la nôtre, un gouvernement révolutionnaire et une autorité centrale qui ait un système stable, donne à chaque ressort tout son jeu et qui, par des vues profondes, dirige le courage et rende nos succès solides, décisifs et moins sanglants.

3e OBSERVATION.

Le genre de guerre que doit faire chaque armée doit donc être déterminé :

1° Par les considérations déduites de l'esprit général de notre guerre ;

2° Par les considérations politiques qui en sont le développement ;

3° Par les considérations militaires.

CONSIDÉRATIONS DÉDUITES DE L'ESPRIT GÉNÉRAL DE NOTRE GUERRE.

L'esprit général de notre guerre est de défendre nos frontières. L'Autriche est notre ennemi le plus acharné; il faut donc le plus possible que le genre de guerre des différentes armées porte des coups directs ou indirects à cette puissance.

Si les armées qui sont sur les frontières d'Espagne embrassaient le système offensif, elles entreprendraient une guerre qui serait à elle seule une guerre séparée. L'Autriche et les puissances d'Allemagne n'en ressentiraient rien. Elle ne serait donc point dans l'esprit général de notre guerre.

Si les armées qui sont sur la frontière de Piémont embrassaient le système offensif, elles obligeraient la maison d'Autriche à garder ses états d'Italie, et, dès lors, ce système serait dans l'esprit général de notre guerre.

Il en est des systèmes de guerre comme des sièges des places: réunir ses feux contre un seul point ; la brèche faite, l'équilibre est rompu ; tout le reste devient inutile et la place est prise.

C'est l'Allemagne qu'il faut accabler ; cela fait, l'Espagne et l'Italie tombent d'elles-mêmes.

Il ne faut donc point disséminer ses attaques, mais les concentrer.

Le système offensif en Piémont influe sur la Pologne et encourage le Grand Turc.

Si nous obtenons de grands succès, nous pouvons dans les campagnes prochaines attaquer l'Allemagne par la Lombardie, le Tessin et le Comté de Tirol, dans le temps que nos armées du Rhin attaqueraient le cœur.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES.

Les considérations politiques qui doivent déterminer le genre de guerre de chaque armée fournissent deux points de vue :

1° Opérer une diversion qui oblige l'ennemi à s'affaiblir sur une des frontières où il se tiendrait trop en forces ;

Si nos armées en Espagne embrassaient le système offensif, nous n'obtiendrons pas ces avantages ; cette guerre absolument isolée n'obligerait la coalition à aucune diversion ;

Le système offensif embrassé par les armées en Piémont opère nécessairement une diversion à la frontière du Rhin et du Nord;

2° Le second point de vue des considérations politiques doit nous offrir la perspective, dans une ou deux campagnes, du bouleversement d'un trône et du changement d'un gouvernement ;

Le système offensif de nos armées en Espagne ne peut pas raisonnablement nous offrir ce résultat ;

L'Espagne est un grand Etat ; la mollesse et l'ineptie de la cour de Madrid, l'avilissement du peuple la rendent peu redoutable dans ses attaques. Mais le caractère patient de cette nation, l'orgueil et la superstition qui y prédominent, les ressources que donnent une grande masse, la rendront redoutable lorsqu'elle sera pressée chez elle ;

L'Espagne est une presqu'île; elle aura de grandes ressources dans la supériorité de coalition sur mer ;

Le Portugal, nul dans notre guerre actuelle, secourrait alors puissamment l'Espagne ;

Il ne peut donc point entrer dans une tête froide de prendre Madrid ; ce projet ne serait point du tout à l'ordre de notre position actuelle ;

Le Piémont est un petit État ; le peuple y est bien disposé ; peu de ressource contre quelques événements heureux ; point de masse, point d'esprit national caractérisé. Il est raisonnable de prévoir qu'au plus tard, la campagne prochaine, ce roi serait errant comme ses cousins.

CONSIDÉRATIONS MILITAIRES.

La topographie de la frontière d'Espagne est telle qu'à égalité de force l'avantage de la défensive est toute à nous.

L'armée espagnole qui serait opposée à la nôtre devrait néces-

sairement être plus forte pour n'essuyer aucun échec et nous tenir mutuellement en respect.

Lorsque deux armées sont sur la défensive, celle qui peut plus promptement réunir différents postes pour enlever celui qui lui est opposé dans l'ordre défensif, a nécessairement besoin de moins de troupes, et, à force égale, obtient toujours des avantages.

La frontière de Piémont forme un demi-cercle ; les deux armées des Alpes et d'Italie occupent la circonférence ; le roi de Sardaigne occupe le diamètre.

La circonférence que nous occupons est remplie de cols et de montagnes difficiles.

Le diamètre qu'occupe le roi de Sardaigne est une plaine aisée, fertile, où il peut faire circuler les mêmes troupes, en peu de jours, d'une extrémité à l'autre du diamètre.

Le système défensif est donc toujours à l'avantage du roi de Sardaigne. Il nous faut le double de troupes qu'à nos ennemis pour nous trouver à égalité de forces.

Ces observations sont de la plus grande conséquence, il serait facile de le démontrer par une description détaillée des frontières d'Espagne et de Piémont, et par l'analyse des différentes guerres. L'on y démontrerait à l'évidence que toutes les fois que nous avons gardé la défensive sur les frontières du Piémont, il nous a fallu beaucoup de troupes et nous avons toujours, dans des affaires de détail, eu l'infériorité.

4e OBSERVATION.

L'on doit donc adopter le système défensif pour la frontière d'Espagne et le système offensif pour la frontière de Piémont :

Les considérations tirées de l'esprit général de notre guerre;

Les considérations politiques ;

Les considérations militaires, se réunissent également pour nous en prescrire la loi.

Frapper l'Allemagne, jamais l'Espagne ni l'Italie.

Si nous obtenions de grands succès, jamais l'on ne doit prendre le change en s'enfonçant dans l'Italie, tant que l'Allemagne offrira un front redoutable et ne sera pas affaiblie.

Si l'orgueil national et la vengeance nous appelaient, dans les campagnes prochaines, à Rome, la politique et l'intérêt devront toujours nous diriger sur Vienne.

5e OBSERVATION.

L'on doit réunir les deux armées des Alpes et d'Italie, leur donner le même centre, le même esprit. Réunies, elles sont assez fortes en infanterie ; il faudrait y joindre deux mille hommes de cavalerie ; y restituer les départements qui en ont été ôtés, l'accroître de nouveaux, y joindre une partie des charrois de l'armée des Pyrénées, généralement de tout ce qui devient inutile dans cette armée, d'après le système défensif qu'elle adopterait.

Les armées des Alpes et d'Italie ont assez d'artillerie ; il leur manque quelques assortiments de détail qui ont été demandés aux commissions précédemment. Il faut surtout des poudres, des harnais, et des chevaux. Il faudrait envoyer les fonds pour en acheter en Italie; l'on en propose six mille.

Progressivement, dans les campagnes prochaines, on accroîtrait cette armée pour lui permettre d'accomplir tout ce dont elle est susceptible.

6e OBSERVATION.

La campagne actuelle s'avance ; mais si les armées de Piémont peuvent se procurer des quartiers d'hiver chez l'ennemi et obliger l'Empereur à une puissante diversion, elle aura, pour cette campagne, rempli sa tâche et sera en chemin d'achever les campagnes suivantes et porter un coup essentiel à la maison d'Autriche en Allemagne.

N° 13.

Les représentants du peuple près l'armée des Alpes aux représentants du peuple composant le Comité de Salut public de la Convention nationale, à Paris.

30 messidor (18 juillet).

CITOYENS COLLÈGUES,

Nous venons de recevoir votre lettre du 20 messidor, de laquelle nous concluons que vous approuvez le plan qui a dû vous être soumis par notre collègue Robespierre jeune, envoyé à cet effet près de vous. En conséquence, nous allons tout disposer pour les deux sièges dont vous approuvez l'entreprise, et nous le faisons de telle manière qu'en attaquant de concert avec l'armée d'Italie, nous prendrons en même temps nos mesures pour mettre le Saint-Bernard et le mont Cenis dans un état respectable de défense.....

Au reste, si la nécessité de nous tenir sur le mont Saint-Bernard et le mont Cenis dans un état respectable de défense nous enlève le moyen de porter beaucoup de monde du côté des Barricades, où doit se faire le siège de Demont et celui de Coni, nous pensons que l'armée d'Italie, forte de 80,000 hommes, peut y suppléer. Nous pensons encore que, du moment où nous déboucherons dans la plaine du Piémont du côté des Barricades, l'ennemi se trouvera forcé de retirer une grande partie des troupes qu'il a maintenant devant le Saint-Bernard et le mont Cenis, pour répondre aux efforts de l'armée attaquante vers les Barricades, et que dès lors les troupes du mont Cenis, du Saint-Bernard, de la vallée d'Oulx et autres vallées pourront facilement s'avancer et gagner du terrain pour faire diversion. Si nous prenons Demont et Coni et que nous puissions hiverner dans une partie du Piémont, au moyen des ressources que présente le pays, nous faisons une grande économie pour la République du côté des vivres, et à la campagne prochaine, nous nous trouvons maîtres d'entrer et de rayer le roi des Marmottes

de la liste des tyrans. Si, au contraire, nous ne pouvions pas hiverner dans les places prises, au moins les détruirons-nous avant de nous retirer, pour qu'à l'ouverture de la campagne prochaine les deux places en question ne nous arrêtent point au passage. Ainsi, dans tout état de cause, nous ne voyons qu'à gagner à faire les deux sièges cette année.

Ci-joint une lettre pour notre collègue Robespierre jeune, que nous avons délégué près de vous.....

Après avoir pourvu à la sûreté du Saint-Bernard comme à celle du mont Cenis, nous comptons, avec le général Petit-Guillaume, porter nos pas vers les Barricades. Déjà nous faisons filer l'artillerie de siège à mesure qu'elle est disponible; elle aurait au moins servi à regarnir les places frontières des Alpes, si vous aviez persisté au système défensif, et elles serviront à l'opération convenue dès l'instant que vous lui avez donné votre approbation.

Enfin, vous devez juger combien a été sage et prévoyante la levée extraordinaire des 5 bataillons, puisque ce n'est que par ce moyen que nous pourrons tout à la fois maintenir d'un côté la défensive, et de l'autre seconder l'armée d'Italie dans l'offensive.

N° 14.

Les représentants du peuple près l'armée des Alpes au représentant du peuple Robespierre le jeune.

30 messidor an II.

Nous sommes bien impatients, cher collègue, d'apprendre positivement le résultat de ta mission à Paris; le temps de la campagne s'écoule et l'incertitude nous tue. Depuis le retour de l'armée d'Italie, nous avons reçu une lettre du Comité de Salut public qui semblait insister sur le système défensif dans la partie des Alpes. Notre collègue Ricord, de son côté, nous écrit que le 2 thermidor est le jour désigné pour commencer les opérations offensives. Juge de la perplexité dans laquelle nous nous trouvions : il fallait, ou déplaire au Comité, en ne nous conformant

pas au vœu qu'il nous a manifesté par plusieurs lettres, ou risquer de voir le temps le plus favorable et le plus précieux de la campagne s'écouler inutilement et se perdre sans retour.

Nous avons répondu à notre collègue Ricord que nous ne pouvions nous déterminer à concourir au système offensif avant d'y être autorisés par le Comité de Salut public, malgré la bonne envie que nous avons de faire voir du chemin au roi des Marmottes, parce que nous pensons que le premier devoir des représentants du peuple près des armées est de se conformer aux vues du gouvernement; nous avons manifesté à Ricord notre étonnement de ce que, depuis ton départ, nous n'avons eu aucune nouvelle directe ou indirecte du résultat de ta mission.

Cependant nous n'avons cessé de faire continuer les préparatifs, comme si, d'un moment à l'autre, nous avions dû recevoir de toi ou du Comité de Salut public un résultat favorable au plan d'attaque concerté.

Depuis, nous avons reçu une lettre du Comité de Salut public, qui semble être revenu au système offensif et qui paraît approuver que les deux armées des Alpes et d'Italie entrent en Piémont et profitent du reste de la campagne pour enlever Demont et Coni.

En conséquence, nous venons de réitérer les ordres, etc.....

Tu ne dois pas quitter Paris sans avoir fait sentir au Comité de Salut public la nécessité d'assurer notre approvisionnement en poudre et munitions de guerre; il sait mieux que nous qu'on ne peut pas faire de siège sans cela.

Le Comité de Salut public vient d'appeler près de lui le général en chef Dumas, commandant l'armée des Alpes. Nous avons eu lieu de soupçonner que le plan de campagne, concerté entre nous à Colmars et Nice, n'a jamais été trop de son goût. Nous soupçonnons que le motif de cette espèce de répugnance, que nous avons cru remarquer, pouvait provenir : 1° de ce que le plan a été concerté sans sa participation; 2° de ce que les deux armées des Alpes et d'Italie, une fois rendues dans la plaine de Piémont, semblent destinées à ne plus faire qu'une armée; et comme une armée n'a pas besoin de deux généraux en chef, il nous a paru que Dumas a redouté la réunion, parce qu'il craignait de trouver dans le général en chef de l'armée d'Italie un rival pour le commandement. Si nos conjectures à cet égard ont quelque fondement, comme nous le croyons, il nous paraît que le Comité de Salut public fera très sagement d'employer d'un autre côté le général Dumas et de laisser le commandement provisoire de l'armée des Alpes entre les mains du général Petit-

Guillaume, qui est inaccessible aux petites jalousies de métier et qui conduit les opérations de la meilleure foi du monde. Nous t'invitons, en conséquence, à communiquer la présente au Comité de Salut public et à le déterminer à prendre le plus tôt possible son parti à cet égard; car il est plus nuisible qu'on ne pense de laisser les généraux d'une armée dans l'incertitude sur le retour de celui qui la commandait en chef; le compère et la commère se glissent partout, et quand une fois il sera décidé que Petit-Guillaume conservera le commandement provisoire et que Dumas ne devra plus revenir, nous pensons que chacun marchera d'un pas plus ferme à l'exécution du plan d'attaque concerté; et, si les préparatifs ont éprouvé jusqu'à ce jour des lenteurs, nous ne sommes pas à nous apercevoir que la cause peut en partie en être attribuée à cette espèce d'incertitude où sont les chefs sur la question de savoir laquelle des opinions l'emportera au Comité de Salut public, ou celle des représentants du peuple qui ont concerté le plan d'attaque à Colmars et à Nice, ou celle du général Dumas qui, comme nous te l'avons dit plus haut, nous paraît avoir des raisons particulières pour que ce plan ne soit pas effectué.

Ainsi donc, cher collègue, en nous résumant, nous t'invitons à insister près du Comité : 1° pour qu'il nous fasse passer deux ou trois corps de cavalerie; 2° pour qu'il assure notre approvisionnement en poudre et munitions de guerre; 3° pour qu'il mette fin à toutes les petites jalousies qui lui ont à lui-même donné des inquiétudes, en employant le général Dumas à une autre armée quelconque et en laissant le commandement provisoire au général Petit-Guillaume, dont le sans-culottisme nous est parfaitement connu et à qui les petites menées sourdes d'état-major sont étrangères; il marche d'un pas ferme et solide dans la carrière de la Révolution et il lui sera égal de quitter le commandement demain si le bien de la chose publique exige qu'il soit confié à un autre. Voilà des hommes tels qu'il nous en faut pour assurer nos succès. Nous attendons ta réponse, ou plutôt celle du Comité, car, envoyé à Paris par nous, nous te chargeons d'être aussi notre organe pour faire décider promptement sur ces points. En attendant, nous marcherons vers le but pour organiser le grand concert républicain que nous espérons donner bientôt sous les murs de Demont et de Coni.

Salut et fraternité.

ALBITTE. LAPORTE.

N° 15.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

Les représentants du peuple près l'armée des Alpes et d'Italie aux représentants du peuple composant le Comité de Salut public de la Convention nationale.

Barcelonnette, le 6 août 1794, 19 thermidor an II de la République une et indivisible et démocratique.

CHERS COLLÈGUES,

La tête du tyran est tombée et le voile se déchire. Saliceti arrive après avoir échappé à la mort que des assassins lui avaient préparée sur sa route. Ils ont abattu, à sa place, La Converserie, chef estimable de la 100e demi-brigade, qui était à la suite de notre collègue.

Enfin, nous respirons ensemble, mais, en rapprochant tous les faits, la trahison nous paraît évidente, et nos cœurs, comprimés jusqu'à ce jour, ont besoin de s'épancher. Depuis trois mois La Porte et Albitte étaient à l'armée des Alpes ; ils n'ont vécu que d'incertitude, tandis qu'à l'armée d'Italie Saliceti était à charge à Robespierre et Ricord, et que ceux-ci l'éloignaient le plus qu'ils pouvaient des conseils.

Un plan de campagne avait reçu votre approbation; il devait être secret, et surtout il devait être exécuté. Eh bien ! le plan est devenu public à l'armée d'Italie. Nos ennemis le connaissent ; ils savent si bien que l'armée des Alpes a été affaiblie, et ils comptent si fort sur l'inaction de celle d'Italie, qu'ils se montrent en forces supérieures sur tous les points, depuis le Saint-Bernard jusqu'aux Barricades, et qu'ils cherchent à prévenir le coup qui les menace par les préparatifs d'une attaque générale sur la ligne des Alpes.

Il n'y avait que des opérations vigoureuses de l'armée d'Italie du côté de Coni et Ceva qui pussent dérouter le plan d'attaque

de l'ennemi par une diversion puissante; mais depuis trois mois cette armée n'a fait aucun mouvement; c'est sans son secours que nous avons pris les Barricades, et lorsque, depuis longtemps, vous lui ordonnez de marcher sur Coni, on la laisse croupir dans la plus inconcevable stagnation. La formidable artillerie de siège est encore en ce moment sur les sables d'Antibes, où les chevaux, exposés depuis trois mois aux rayons du soleil, périssent de la manière la plus alarmante.

Enfin, il faut que vous sachiez que Bonaparte et Ricord lui-même ont avoué à Saliceti qu'on ne ferait que semblant d'assiéger Coni, mais qu'il ne fallait en rien dire aux représentants près l'armée des Alpes.

De là nous concluons que nous étions joués par les intrigants et les hypocrites; qu'on ne voulait pas exécuter votre arrêté, qu'on voulait; au contraire, laisser dans l'inaction une armée de 80,000 hommes; qu'on voulait préparer des revers à l'armée des Alpes, flétrir les lauriers dont elle s'est couverte par son courage; livrer, par conséquent, les portes du mont Cenis et du Saint-Bernard, que le général Dumas n'avait pas suffisamment garnies de troupes, et nous attirer devant Demont, sur la bonne foi, pour nous y abandonner et nous livrer à de nouveaux échecs.

Tel était, citoyens collègues, le plan bien connu aujourd'hui de Robespierre et Ricord; il cadre parfaitement avec tous les mouvements de l'ennemi. Bonaparte était leur homme, leur faiseur de plans auxquels il nous fallait obéir. Une lettre anonyme, datée de Gênes, nous a prévenus qu'il y avait un million en route pour corrompre un général. Tenez-vous sur vos gardes, nous disait-on. Saliceti arrive, il nous apprend que Bonaparte s'est rendu à Gênes, autorisé par Ricord. Qu'allait faire ce général en pays étranger? Tous nos soupçons se fixent sur sa tête; Saliceti nous apprend que d'un autre côté Ricord a placé ses beaux-frères et ses parents à la tête de la partie des vivres et des charrois de l'armée, et nous savions déjà que ces deux administrations étaient dans l'état le plus déplorable. On dit de tous les côtés que Robespierre et Ricord ont manigancé sur les vivres avec Haller, leur homme de confiance. Celui-ci vient d'émigrer pour se soustraire au mandat d'arrêt lancé contre lui; nous soupçonnons Ricord de l'avoir prévenu et même de lui avoir donné un passeport pour se retirer à Gênes.....

Il importe qu'il n'y ait qu'une députation pour les deux armées des Alpes et d'Italie, parce que les opérations de l'une et

de l'autre tendent au même but : c'est à vous, citoyens collègues, à prononcer notre réunion, et à nous distribuer la besogne selon le besoin des circonstances; c'est encore à vous à nous adjoindre, si vous le croyez nécessaire, un collègue prudent, habile et capable, pourvu que, comme Ricord, il ne soit pas du pays.

Nous venons de faire renforcer la partie du Saint-Bernard et du mont Cenis par le 10e bataillon de l'Isère; un bataillon de la colonne de gauche de l'armée d'Italie, vient de recevoir l'ordre de passer aux Barricades pour y remplacer un bataillon de la colonne Vaubois, qui se porte plus sur la gauche, pour arrêter les projets de l'ennemi sur la partie de Château-Dauphin; nous venons d'appeler 12,000 hommes des dépôts de Commune-Affranchie pour renforcer encore cette partie, et la diversion que nous espérons faire opérer bientôt par l'armée d'Italie, en forçant les ennemis de se dégarnir sur tous les points des Alpes où ils se montrent en force, doit nécessairement en dérouter les projets et mettre les deux armées de la République à portée de cueillir des lauriers nouveaux.

No 16.

Arrêté du 9 fructidor an II (26 août).

Les représentants du peuple près l'armée d'Italie,

Délibérant sur les moyens de mettre à exécution les ordres du Comité de Salut public, qui prescrivent à l'armée d'Italie de se tenir sur la défensive, de protéger la côte contre les débarquements que l'ennemi pourrait avoir en vue; de prévenir toute tentative que les coalisés pourraient concevoir pour couper les armées de la République en passant sur le territoire de Gênes, et de surveiller les intentions et les démarches du gouvernement génois;

Instruits par les lettres du général commandant la division de droite, du chargé d'affaires et consul de la République à Gênes, que les ennemis rassemblent des forces considérables, tirées en partie du Tyrol, à Caire, Altare et Mallare, positions situées aux environs de Savona; qu'ils se préparent à faire transporter de la grosse artillerie d'Acqui à Alexandrie;

Considérant que tous ces préparatifs ne peuvent avoir pour objet, de la part des ennemis, que de se rendre, de concert avec le gouvernement génois, maîtres de la forteresse de Savona, afin de pouvoir, non seulement intercepter nos relations commerciales avec l'Italie, forcer la neutralité de Gênes, mais même se concerter avec leur escadre, pour nous chasser des vallées de Loano et d'Oneille; ce qui pendant l'hiver pourrait avoir les conséquences les plus funestes pour la partie importante des approvisionnements et même pour la conservation du département des Alpes-Maritimes ;

Considérant qu'il n'est pas possible de garder une respectable défensive si on permet à l'ennemi de s'emparer de Savona, ou de se fortifier dans les positions de Caire, Altare et Mallare, surtout à l'approche de l'hiver, et lorsque l'énergie du soldat a été ébranlée par la malveillance et l'inaction ;

Arrêtent qu'il sera fait sans délai une expédition, dont le but est d'assurer la défensive de la division de droite, en chassant l'ennemi des positions de Caire, Altare et Mallare ;

A cet effet, le général en chef de l'armée tirera des divisions de la gauche et du centre toutes les forces dont il pourra disposer, sans compromettre la défensive qui lui est prescrite, pour les réunir à la division de droite, qui sera chargée de l'expédition ci-dessus.

Le général en chef est, en outre, autorisé à prendre toutes les mesures qu'il croira nécessaires au succès de l'expédition.

PROST. SALICETI.

N° 17.

Les représentants au Comité de Salut public.

28 août (11 fructidor).

Citoyens Collègues,

L'ennemi menaçait notre droite vers Gênes. Des préparatifs nous étaient annoncés pour fortifier les postes de Cairo, Altare et Mallare, s'emparer de la position importante de Savona, tomber ensuite sur Loano et Oneille, intercepter l'arrivage des comestibles, forcer la neutralité de Gênes et couper notre armée. La défensive que votre arrêté nous prescrit était sur le point d'être compromise, si nous eussions permis que l'ennemi se renforçât, s'emparât de ces postes et exécutât les projets que d'ailleurs la lettre du chargé d'affaires à Gênes nous annonçait comme certains.

Il n'y avait pas à différer. Il eût été plus qu'imprudent d'attendre votre réponse à notre précédente dépêche, qui vous a été transmise par un courrier extraordinaire. Nous avons cédé à la circonstance et nous avons arrêté de faire sans délai une expédition dont le but est de chasser l'ennemi des positions qui, fortifiées, pouvaient le mener à la réussite de ses projets. Les préparatifs sont faits, tous les mouvements sont combinés, et, dans peu, l'affaire sera décidée.

Vous trouverez ci-joint l'arrêté que nous avons pris en conséquence. Nous avons d'autant plus lieu de penser que vous l'approuverez, que vous n'y verrez que la nécessité de maintenir la défensive qui, jusqu'à présent, est la tâche imposée à l'armée d'Italie.

L'état de l'armée que nous avons dépeint dans nos précédentes lettres exigeant un travail très suivi, très multiplié, le mouvement qui va s'effectuer nécessitant, à raison de la surcharge d'opérations qui va en résulter, un concours de lumières et de secours ; d'ailleurs, les événements pouvant amener la nécessité de concerter des opérations également utiles à l'armée d'Italie et à celle des Alpes, nous avons trouvé indispensable qu'Albitte, l'un de nous, prolonge son séjour à l'armée d'Italie, pour le temps

nécessaire à cette expédition, qui ne peut être de longue durée. Nous vous transmettons également l'arrêté que nous avons pris à ce sujet.

Nous désirons bientôt avoir des succès à vous apprendre. Soyez bien persuadés du zèle que nous y apporterons.

Salut et fraternité.

PROST. SALICETI.

N° 18.

Dispositions de marche pour la division de droite de l'armée d'Italie.

1er complémentaire an II (17 septembre).

9,000 hommes avec l'état-major de l'armée se réuniront à *Bardineto*. Le chef d'état-major donnera les ordres pour qu'ils y soient rendus dans la journée du 2e sans-culottide.

Le 3, on attaquera le poste que l'ennemi a à *Saint-Jean*, et toute la division se mettra en marche pour suivre les hauteurs de la branche de gauche de la *Bormida*.

Si l'ennemi évacue *Bormida*, *Pallere* et *Mallere*, l'on se portera droit à *Millesimo*.

S'il se tient fort dans l'une quelconque de ces trois positions, l'on fera faire les mouvements nécessaires pour le tourner dans le temps que la colonne de *Final* l'attaquerait de front.

Arrivé à *Millesimo*, l'on verra les mouvements qu'aura faits l'ennemi, s'il s'est renforcé à *Carcare*, ou s'il s'est replié sur *Cairo*.

1500 hommes partiront de *Loano* pour arriver à *Monte-San-Giacomo*, c'est-à-dire en suivant la crête de la hauteur de gauche de *Final* jusqu'à l'intersection du chemin qui va à *Ferrera*, et d'un chemin de droite qui va à *Asilia;* elle sera arrivée dans cette position le 3, passé 8 heures du matin.

Arrivée dans les positions qu'elle choisira, si elle ne rencontre point l'ennemi, et qu'elle ne prévoie aucun inconvénient, elle envoiera un avant-poste à *Ferreria* pour communiquer avec la division. Elle sera prévenue que le 3 au matin les postes de *San-Giovanni* doivent être attaqués.

Si l'ennemi se trouvait en très grande force à *Monte-San-Giacomo*, et qu'elle craigne d'être attaquée, elle se replierait sur *Loano*, se serrant le plus possible à sa gauche, c'est-à-dire en suivant une ligne droite autant que les localités pourraient le permettre ; elle aurait soin d'en prévenir le plus promptement possible, par un double exprès à *Calissano* et *Bardinetto*, le général.

La division s'avançant du côté de *Millesimo* pendant la journée du 3, la colonne de *Finale* envoierait reconnaître la position de l'ennemi à *Bormida* et ne quitterait sa position que lorsqu'elle serait assurée de l'évacuation de *Bormida.*

Le 4 sans-culottide, cette colonne, après avoir eu pendant la nuit des nouvelles du lieu où a couché la division, se portera sur la crête qui de *Noli* va près de *Mallere,* et elle prendra là une position, se tenant toujours du côté de *Loano.*

Elle communiquera avec la division par *Bormida,* en supposant que l'ennemi occupe *Mallere.*

Si l'ennemi se trouve en force dans cette position, elle n'attaquera point sans avoir de nouvelles de la division.

Et si l'ennemi était en très grande force et qu'il menaçât de l'attaquer, elle se replierait toujours pour couvrir *Loano.*

Si l'ennemi a évacué *Mallere,* elle continuera le même jour sa route sur *Pallere* et prendrait également une position qui lui permît, si l'ennemi était en forces, de rétrograder sur les hauteurs de *Final.*

Si l'ennemi évacue *Pallere,* elle passera la nuit dans la meilleure position entre *Pallere* et *Mallere,* en se tenant en garde sur ce que pourrait faire l'ennemi par le flanc de l'*Altare.*

Elle pourrait communiquer avec la division par *Biestro;* elle recevra dans cette position de nouveaux ordres.

Artillerie. — Il y aura 40 cartouches et 2 pierres à fusil par homme, portées à dos de mulet, et 40 cartouches et 2 pierres à fusil par homme dans sa giberne.

Il y aura 2 pièces de 3 avec la colonne de *Finale,* et un détachement de 30 sapeurs.

Il y aura 2 obusiers, 6 pièces de 4 et 6 pièces de 3.

Génie. — Il y aura 3 compagnies de sapeurs avec la division.

ORDRE DE MARCHE.

Colonne de Finale, commandée par le général CERVONI :

2 bataillons de la 3e 1/2 brigade, Loano;
6 compagnies d'éclaireurs, hauteurs de Finale;
1er bataillon de la 101e 1/2 brigade, hauteurs de Finale;
3e — — —

Il prendra avec lui les postes laissés en arrière à son passage.

Avant-garde, commandée par le général LAHARPE :

Bataillon de chasseurs de ligne, Balestrino;
1er bataillon de grenadiers, Saint-Bernard;
1er bataillon de la 89e 1/2 brigade, Albenga;
1er bataillon de la 129e, } Millesimo.
3e — — } (*Sic.*)

Corps de bataille, général HAMMEL :

2e bataillon de la 83e 1/2 brigade, Albenga;
5e bataillon de grenadiers, Loano;
2e bataillon de la 56e 1/2 brigade, Oneille;
2e — 21e — Saint-Bernard;
2 compagnies de la 166e, Loano.

Réserve : 46e 1/2 brigade, Balestrino.

Escorte d'artillerie : 1er bataillon de la 100e, Saint-Bernard.

Le 9e régiment de dragons marchera à la tête du corps de bataille[1].

[1] Une copie un peu différente de cet ordre de mouvement donne les effectifs suivants :

Cervoni	1,988 hommes.
Laharpe	2,605 —
Hammel	4,620 —
Fiorella	1,346 —
Arrière-garde	633 —
TOTAL	11,192 hommes.

Ce total ne comprend sans doute pas le 9e régiment de dragons. En tenant compte de ce régiment et des conducteurs de charrois, la division française devait comprendre un peu moins de 12,000 hommes.

N° 19.

Le Général en chef de l'armée d'Italie aux citoyens représentants du peuple composant le Comité de Salut public.

Du quartier général de Cairo, le 2 vendémiaire an III.

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Depuis l'expédition d'Oneille et de Saorgio, les rassemblements de l'ennemi à Cairo, au nombre de 12,000 hommes, avec 50 pièces de canon, menaçaient la droite de l'armée d'Italie. Des avis certains annonçaient un projet concerté de l'armée austro-sarde avec les flottes combinées d'Angleterre et d'Espagne, pour s'emparer de Savone, et porter la guerre chez une République sage et tranquille, pour nous faire perdre les ressources si avantageuses de sa neutralité.

L'exécution de leur projet allait s'effectuer, si les représentants du peuple Saliceti et Albitte, députés près cette armée, n'avaient ordonné de les prévenir, sur-le-champ, par une attaque que la bravoure seule des républicains, inférieurs en nombre, pouvait faire réussir.

Le 3e sans-culottide, le poste de Saint-Jacques, situé sur la partie de l'Apennin qui sépare les forteresses de Savone et Finale des vallées de la Bormida, occupées par l'ennemi, fortifié par un double retranchement, a été enlevé à la baïonnette avec une telle bravoure, que la terreur nous a précédés dans les postes de Mallere, Pallere, Altare. L'ennemi les a évacués avec une telle promptitude qu'on n'a pu le retrouver que dans la plaine de Carcare, où il avait fait avancer tous ses rassemblements du Cairo, pour en venir à une affaire sérieuse.

La marche d'une de nos colonnes, inconnue à l'ennemi, arrive le 4 très précipitamment au château de Cossaria, force ce poste redoutable, et l'armée autrichienne allait être coupée et enfermée dans les gorges de la Bormida, lorsqu'une fuite précipitée est devenue son unique salut.

La nuit ne permettait pas de les atteindre, et l'armée a bivouaqué autour de ses représentants.

Le 5 sans-culottide, les républicains poursuivent leur marche et rencontrent l'ennemi à la Roquette de Cairo ; l'artillerie et la cavalerie ennemie y avaient des positions avantageuses, et l'infanterie y était protégée par des hauteurs d'un difficile accès ; il ne restait qu'une heure et demie de jour ; une attaque aussi prompte que bien combinée les a repoussés dans tous leurs points, et notre cavalerie allait fondre sur la leur et enlever leur artillerie, si un ravin imprévu n'eût arrêté son impétuosité et si la nuit n'eût mis fin à une affaire qui nous promettait encore de plus grands succès.

La présence des représentants du peuple au milieu de nos frères d'armes, partageant leurs dangers et leurs fatigues, animait leur courage au point qu'ils combattaient encore après une heure de nuit obscure.

A la faveur des rideaux de la Bormida, l'ennemi avait pris une position en arrière de Dego qui, suspendant le combat, nous laissait pourtant l'espoir de le battre encore aujourd'hui, si la nouvelle de sa fuite à plus de cinq lieues de Dego pour se porter sur Alexandrie n'eût mis fin à nos victoires.

C'est aux talents du général d'artillerie (Buonaparte) que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré nos succès.

Cette affaire a coûté à la République le sang d'environ quatre-vingts de nos frères d'armes et autant de blessés.

La perte des ennemis se monte à plus de mille hommes tant tués et blessés que prisonniers, et il nous a laissé dans ses magasins de quoi nourrir l'armée pendant un mois.

Tout le monde, tant officiers que soldats, a fait son devoir en brave républicain.

Parmi ceux qui se sont le plus distingués, je dois citer le général divisionnaire Masséna et les généraux de brigade Laharpe et Cervoni.

N° 20.

Lettre de Ritter et Turreau au Comité.

11 brumaire an III (1er novembre 1794).

CITOYENS COLLÈGUES,

Depuis notre dernière lettre du 23 vendémiaire, notre situation devient de jour en jour plus sérieuse, et selon toute apparence, nous en serons bientôt aux mains avec l'armée austro-sarde, qui dirige ses vues hostiles sur la forteresse génoise de Gavi, et de là peut-être sur Gênes même, où l'oligarchie semble l'appeler.

Lors des dernières affaires près de Caïero et Dego, les Piémontais n'étaient soutenus que par 10,000 Autrichiens ; aujourd'hui tous les rapports s'accordent à porter à 22,000 hommes l'armée autrichienne campée à Acqui, peu distant de Gavi. D'un autre côté, les avant-postes des Piémontais s'étendent jusqu'à Altare, d'où ils avaient été chassés dernièrement ; et déjà, les papiers piémontais se vantent que sous peu nous serons expulsés de Vado, et même de Nice. Pour le coup, les coalisés auront encore une fois compté sans leur hôte : nos dispositions sont prises, et nous les attendons de pied ferme, mais le temps arrivera peut-être bientôt où il ne nous suffira pas de nous tenir sur la défensive ; car si l'ennemi fait encore quelques pas en avant, nous ne pourrons nous dispenser de couvrir Gavi et Gênes, et de livrer bataille pour sauver notre commerce et garantir les débouchés de nos subsistances : en attendant, nous multiplions nos moyens de défense à Vado et sur ses hauteurs ; sous peu nous y serons inexpugnables.

Pour nous, Vado devient par là le point principal de nos opération, et d'où nous pourrons nous porter où le besoin l'exigera. Le peuple génois est toujours persuadé que nous n'occupons cette position que pour sa propre défense, et le gouvernement s'est borné à sa première protestation, que probablement il n'a faite que pour la forme, puisqu'il n'a pris aucune mesure pour

mettre lui-même en défense, comme nous lui avions indiqué, les fort et fortins de Vado.

Pour être prêts à tous événements, nous renforçons la droite au fur et à mesure que les neiges nous permettent de dégarnir le centre et la gauche ; mais l'armée active, beaucoup affaiblie par la garde des côtes, et réduite elle-même à 31,000 hommes par les maladies, et surtout par le retour dans leurs foyers des malades qui ne rejoignent pas après leur convalescence, ne nous présente pas des moyens en suffisance, si nous n'avons recours à celle des Alpes.

Nous avons déjà requis trois bataillons de cette dernière, et nous n'attendons ici que l'arrivée prochaine de notre collègue Casagniès, pour en tirer tout ce qui s'y trouvera de disponible ; et en cela nous imiterons encore très faiblement l'ennemi, qui a porté toutes ses troupes sur sa gauche et n'a laissé que peu de monde dans les Alpes.

Nous vous avons écrit la dernière fois, que nous avons trouvé peu d'organisation dans cette armée, et que tout y était dans la confusion la plus désespérante; nous ne vous avons pas trop dit, et malgré tous nos soins, il nous faudra encore quelques décades pour y avoir pu remédier.

Le plus grand des obstacles que nous avons à surmonter, c'est l'approvisionnement en fourrages ; nous l'aplanirons aussi, si Jean-Bon Saint-André, auquel nous avons écrit à ce sujet, consent à nous rendre, pour quelques décades, les allèges et autres bâtiments de transport sur lesquels il a mis un embargo, et qui, avant notre arrivée, servaient à porter à l'armée tous les fourrages nécessaires à la gauche, au centre, aux différents parcs du quartier général, et à alimenter encore une partie de la droite. Si les mesures que nous avons prises ne sont pas contrariées, nous parviendrons non seulement à faire face à nos besoins journaliers en ce genre, mais encore à former des magasins sans lesquels il faudrait renoncer à toute expédition ; car nous espérons joindre à ce qui peut nous venir par mer le peu de fourrages qui se trouvent dans la rivière de Gênes. Il aurait été à désirer que, pour concilier les intérêts divers de la République, on n'eût pas enlevé à l'armée d'Italie, tout d'un coup, ses vaisseaux de transport ; nous n'aurions pas perdu, par la disette, une infinité de chevaux et de mulets.

Nous prévoyons que l'armée d'Italie deviendra active au moment où la nature semble appeler toutes les autres au repos, car il paraît que les coalisés cherchent à se venger sur Gênes et

sur les subsistances du Midi, des pertes qu'ils ont essuyées au Nord, sur le Rhin, et aux Pyrénées.

Les nouvelles de Gênes nous annonçent que les vaisseaux anglais et espagnols ne cessent d'y vomir des bandes d'émigrés qui se dispersent dans la Rivière pour tenter quelques coups de main dont nous tâcherons de leur éviter la peine. Le triste Victor-Amédée, ci-devant duc de Savoie, et bientôt *rex in partibus*, vient de faire la revue de ses troupes, qu'il a essayé d'encourager par l'espérance que tout le peuple piémontais se lèverait en masse pour la défense de la foi et de son trône : les prêtres piémontais, secondant ses efforts, prêchent partout des croisades contre nous ; mais si la masse italienne se lève, nous la prierons fort poliment de se coucher ; aussi n'est-ce pas là ce qui nous inquiète ; nous craignons plus la ruse italienne que ses canons, ses piques et ses baïonnettes.

Notre position est telle, que nous serons obligés de sauver Gênes malgré les meneurs de son gouvernement,

Au fur et à mesure que l'ennemi augmente ses forces, nous augmenterons les nôtres, et s'il ose rentrer en lice, nous ne l'en tiendrons pas quitte à aussi bon compte qu'à Caïero et à Dego. Les riches campagnes du Piémont pourraient alors très bien faire oublier à nos chevaux la disette de fourrages qu'ils ont essuyée dans le département des Alpes-Maritimes.

Tilly, qui est parti avant-hier d'ici pour se rendre au Comité de Salut public, vous détaillera plus au long les avantages qu'il y aurait de faire la guerre pendant l'hiver dans le plus beau climat de l'Europe, plutôt qu'en été où les excessives chaleurs tuent plus de nos soldats que le feu ennemi, et où, après avoir agi très laborieusement pendant trois mois, on a toujours été obligé, dans le système suivi jusqu'ici, de rétrograder à l'approche des neiges avec perte de presque tous les fruits de la campagne. Nous n'avons aucun de ces inconvénients à craindre, en agissant par notre droite, où nous sommes à portée des plus belles routes qui peuvent nous conduire droit à Alexandrie et à Turin.

Tilly, que nous vous prions d'écouter très attentivement, vous proposera plusieurs plans ; ils peuvent devenir essentiellement bons suivant les circonstances : nous n'avons donné à aucun la préférence, parce qu'ils dépendent tous d'événements que nous ne pouvons prévoir, et qui, dès qu'ils arriveront, seront cependant la règle de notre conduite.

Donnez-nous un général en chef actif, expérimenté, et nous vous répondons de tout. En attendant que l'ennemi se déclare,

nous renforçons la droite autant qu'il nous est possible ; et s'il nous laisse encore quelque temps, nous lui ferons danser la plus belle carmagnole qu'il ait jamais dansée. Vado nous est très utile pour cette expédition. Nous espérons que dans un mois et demi, nous y aurons formé, ainsi qu'à Loano et dans ses environs, tous les établissements pour une armée active de 50,000 hommes. Et que les coalisés ne s'imaginent pas que nous les laisserons passer tranquillement à Acqui la plus belle saison, et nous tenir continuellement en échec sur nos subsistances, et celles de nos frères du Midi. Nous avons fait partir le général de la cavalerie pour faire son inspection de tous les corps, détachements et dépôts de son arme, hâter l'armement, l'équipement et les remontes. Dès qu'il sera de retour, nous vous enverrons les résultats de ses opérations ; nous prévoyons bien que ces résultats ne seront pas aussi satisfaisants que nous le désirerions; car cette armée n'a eu jusqu'ici de la cavalerie que pour la forme, n'ayant jamais pu ni dû être employée dans cette guerre qui n'a été uniquement faite que dans les montagnes. Nous la fortifierons par deux compagnies d'artillerie légère, en attendant que vous ayiez jugé à propos de lui envoyer des renforts, soit du Rhin, soit du Nord, l'armée des Alpes ne nous présentant aucune ressource en ce genre, et la cavalerie ennemie étant forte de 8,000 à 10,000 hommes. Cela dépendra du plan que vous adopterez ; et si ce renfort n'arrive que dans deux mois, nous serons encore en mesure, car ce ne sera qu'alors qu'à tout événement, nous pourrons être dans la plaine.

Vous serez convaincus que nous ne pouvons rester plus longtemps sur une défensive ruineuse, si vous considérez que les coalisés n'attendent que de nouvelles forces pour nous attaquer, et que peut-être les flottes combinées (car les Espagnols pourraient bien revenir) ne manqueront pas de couronner leur perfidie en coopérant avec les Austro-Sardes à s'emparer de Gênes, et de Gavi ; alors il nous faudrait des moyens bien plus puissants que ceux qui sont en notre pouvoir, pour rétablir la liberté de notre commerce et l'indépendance, si utile pour nous, du peuple génois, trahie par ses gouvernants, et asservie par nos ennemis communs.

Il semble que les ennemis nous tracent eux-mêmes aujourd'hui le plan de campagne que nous devons suivre : si nous en profitons, ils payeront fort cher leurs leçons.....

P.-S. — Nous vous avons fait sentir combien il était néces-

saire de reporter tous nos soins sur la partie droite de l'armée, partie menacée par de nombreux ennemis.

Peut-être cherchera-t-on à attirer en même temps les vôtres sur l'expédition de la Corse. Nous devons aux succès de nos armes, à celui de cette expédition, de vous prévenir qu'elle ne peut être que très secondaire dans nos opérations, que ce serait les contrarier, que ce serait atténuer nos ressources et nos moyens, que de nous en occuper dans ce moment. Nous serons maîtres de la Corse quand nous voudrons, ayant des succès en Italie. Déconcertons les projets des Austro-Sardes ; empêchons les flottes coalisées de vomir sur nos côtes le vil ramas des brigands de toute espèce, dont elles nous menacent ; attendons que notre marine, complètement organisée, aille punir à Livourne l'insolence de nos ennemis, qui en ont fait l'entrepôt de leurs magasins, et le réceptacle infâme de tous les faux assignats qu'ils fabriquent à Londres ; et pour lors la Corse tombera d'elle-même entre nos mains ; et nous ne serons pas réduits à regretter que la promptitude qu'on apporterait à cette expédition, eût diminué nos moyens pour des opérations plus importantes.

Donnez toute votre attention à ces dernières réflexions, et ne vous laissez pas entraîner par celles que des intérêts particuliers peuvent chercher à faire naître.

N° 21.

Lettre de Ritter et Turreau à Carnot.

15 brumaire an III (4 novembre 1794).

Nous t'envoyons, citoyen collègue, copie de nos dernières réflexions au Comité de Salut public.

Tu verras que nous insistons pour le plan de campagne d'hiver en Italie. Tous les débouchés nous sont ouverts pour cette campagne ; nous n'avons que près de deux lieues à faire depuis Vado jusqu'au chemin appelé le *chemin du canon;* et Vado, en cas de

non-succès, ce que nous ne craignons pas, nous offre, par les ouvrages que nous y faisons faire, un puissant appui pour la retraite.

La saison des pluies une fois passée, nous pourrons aller droit à Ceva, que nous emporterons sans difficulté, et de là porter nos armes victorieuses dans les fertiles plaines du Piémont, et terminer la campagne avant les grandes chaleurs.

Tu pèseras ce plan dans ta sagesse ; il est le seul qui paraisse adoptable à tous ceux qui, comme nous, connaissent les localités; si le Comité donne son assentiment, fais, nous te prions, hâter les secours que nous demandons.

Salut et fraternité.

N° 22.

Mémoire sur les opérations de la campagne en Italie.

Janvier 1795.

.....(Forces des ennemis, environ 100,000 hommes, dont 30,000 dans les places).....

Quelques combinaisons que l'on fasse, quelques mesures que l'on prenne, l'armée d'Italie n'a que deux chemins pour pénétrer dans cette contrée : l'un sort de Gênes, passe par la Bocchetta et va se rendre dans l'Alexandrin ou sur Tortone, le second part de Nice et va droit à Turin, par le col de Tende.

Tous les autres chemins intermédiaires entre les deux désignés, qui versent de l'Apennin dans l'Italie, sont impraticables à une armée qui doit traîner après elle son artillerie et ses vivres, au moins pour un certain temps; les vallées de la Bormida et du Tanaro, qui descendent de la côte de Gênes dans le Piémont ou l'Alexandrin, sont absolument impraticables pour l'artillerie de position.

Il ne reste donc à l'armée d'Italie que le chemin de Gênes ou de Nice pour percer avec une armée capable de s'y soutenir et munie de tout l'attirail de guerre nécessaire.

Il s'agit à présent d'examiner lequel de ces deux chemins il convient à l'armée de la République de suivre pour agir en Italie, et le choix ne doit point en être douteux.

L'exemple de Maillebois, qui pénétra en Italie par la vallée de la Bormida avec l'armée française, pendant que sa grosse artillerie débouchait par la Bocchetta et se portait sur Tortone, et que l'armée espagnole, partant des environs de Gênes, couvrait la marche de l'artillerie, ne peut être dans ce moment-ci une autorité pour nous pour plusieurs raisons :

1° C'est qu'alors les intrigues de la cour d'Espagne forcèrent celle de France à établir le siège de la guerre dans le Tortonais et l'Alexandrin, pour pouvoir ensuite s'emparer avec plus de facilité du Parmesan et du Plaisantin, même du Milanez, pour satisfaire l'ambition de la reine d'Espagne et faire un établissement à l'Infant. Or, cette direction d'opérations de campagne devait nécessairement, après une bataille perdue, faire reculer l'armée battue jusqu'au Var (et c'est ce qui arriva après la perte de la bataille de Plaisance) ; établir donc le siège de la guerre dans cette partie serait une faute impardonnable à mon avis, quand même les Génois seraient nos alliés, et fourniraient les mêmes secours qu'ils accordèrent à l'armée Gallispane en 1745 ;

2° Les Génois ne sont pas nos alliés; il s'en faut de beaucoup ; leur neutralité ne nous offre pas des avantages assez considérables pour pouvoir risquer de suivre la marche tracée en 1745 ;

3° Il faudrait protéger sa communication sur une étendue immense de terrain, ce qui emploierait des forces considérables dont on peut se servir bien plus utilement ;

4° Quand la cour de France et Maillebois se décidèrent à percer en Italie par la vallée de la Bormida et le col de la Bocchetta, le grand chemin de Nice à Turin n'était point encore exécuté ; il était impossible à une armée de pénétrer en Italie par ce chemin, rendu depuis le plus commode pour les armées, et il est probable que, s'il eût existé, toutes les intrigues de la cour d'Espagne n'auraient pu déterminer celle de France à faire suivre à ses armées le chemin qu'elles prirent en 1745 ;

5° Enfin l'armée de la République est en possession du grand chemin qui, de Nice verse dans le Piémont ; les sommités sont en notre pouvoir, et quelques forces que puissent nous opposer nos ennemis, il n'est plus en leur pouvoir de nous empêcher de pénétrer en Italie et de leur livrer bataille dans les plaines du Piémont.

Il résulte de cet aperçu que la saine politique et la raison de

guerre veulent impérieusement que l'armée d'Italie débouche dans le Piémont par le col de Tende, puisque nous en sommes les maîtres et qu'aucune puissance humaine ne peut nous empêcher d'y pénétrer avec toute l'artillerie de campagne et de siège nécessaire. Une communication large, sûre et courte assure nos subsistances et nos derrières, et quand même nous ne serions pas en possession d'une grande étendue de pays par où nous menaçons les provinces de Mondovi et de Ceva, cette communication ne pourrait pas encore être interrompue par nos ennemis.

En débouchant par le col de Tende dans le Piémont, on trouve au confluent du Gesso et de la Stura, la ville de Coni, place forte du premier ordre dont les fortifications ont été considérablement augmentées depuis la guerre de 1745.

Quelqu'imposante que semble cette barrière, il faut pourtant s'en emparer, mais on ne peut espérer de le faire avec succès, qu'après avoir battu les ennemis.

.....(Développement sur les difficultés et les conséquences de la prise de Coni).....

Puisque la prise de Coni doit décider du succès des opérations de toute la campagne, il est de la dernière importance de s'occuper promptement de toutes les mesures qui peuvent en assurer la conquête, et de préparer les moyens qui peuvent assurer le succès de la bataille qui doit se livrer sous les murs de Coni; à cet effet, voici le plan d'opérations de campagne que je propose au Comité de Salut public.

PLAN D'OPÉRATIONS DE CAMPAGNE.

L'armée d'Italie sera portée à 60,000 hommes d'infanterie disponibles, 5,000 hommes de cavalerie et 4 compagnies d'artillerie légère..... (Détail.)

Le rassemblement du gros de l'armée, fort de 35,000 hommes d'infanterie et 4,000 de cavalerie, qui devra déboucher par le col de Tende, se fera dans les environs de Nice, ainsi que celui de toute l'artillerie de campagne et de siège.

La droite, composée de 15,000 hommes d'infanterie et 1000 de cavalerie avec une compagnie d'artillerie légère, si l'on a pu rendre les chemins praticables à cette espèce d'artillerie, se rassemblera du côté de Saint-Bernard.

Les 10,000 hommes venant de l'armée des Alpes se rassembleront à l'entrée de la vallée de la Stura pour se porter au moment indiqué sur la place de Demont.

Au moment où toute l'armée se mettra en marche pour pénétrer dans le Piémont, le corps de droite marchera par Carcare, de là enfilera la vallée de la Bormida jusqu'à Cairo, fera mine de former l'avant-garde de toute l'armée pour se porter sur Alexandrie par la vallée de la Bormida ; ce corps d'armée, arrivé au Cairo, après avoir poussé sur Dego une avant-garde d'infanterie et de cavalerie, pour en imposer à l'ennemi et masquer son mouvement, tournera tout à coup à gauche et viendra prendre Ceva par ses derrières ; si les ennemis tiennent encore le camp retranché derrière cette ville, elle les y forcera, et verra s'il est possible de s'emparer du fort de Ceva par un coup de main. Si ce corps d'armée doit mettre plus de quarante-huit heures à s'emparer de ce fort, elle l'abandonnera, marchera sur Mondovi, ramassera toutes les subsistances qui sont dans le pays, et viendra se réunir au gros de l'armée qui aura débouché du col de Tende sur Coni.

Pendant que le centre et la droite exécuteront ce mouvement, la division de l'armée des Alpes descendra dans la vallée de la Stura, marchera sur Demont, chassera les troupes ennemies qui pourraient être campées aux environs. Ce corps pourra être soutenu par une portion de la gauche du gros de l'armée, qui pourra descendre sur Demont par Lantosca et le col de Fenêtre; au reste, l'armée qui aura pénétré par le col de Tende pourra couper la retraite au corps ennemi placé sous Demont en se portant à Rocca Sparviera, mouvement qui forcera nécessairement les ennemis placés sous Demont à se retirer à la hâte de peur d'être coupés..... (Examen des particularités qui peuvent se présenter.)

Les mouvements combinés qu'exécutera l'armée d'Italie à son entrée dans le Piémont ont cet avantage :

1° Ils allégeront la marche de l'armée.....

2° Le mouvement et la marche qu'exécutent la droite de l'armée par la vallée de la Bormida, fera craindre aux ennemis pour l'Alexandrin et le Tortonais, retiendra leurs forces dans cette partie, fera par conséquent une diversion très utile au gros de l'armée sur Coni. Cette droite manœuvrant habilement ne peut être entamée (?) par des forces du double supérieures; elle peut envelopper le corps près de Ceva et le battre complètement....

Si l'ennemi est battu sous les murs de Coni, comme on doit l'espérer, il est repoussé jusqu'à Turin; alors les vallées qui descendent dans le Piémont sont ouvertes pour l'armée des Alpes, qui vient ensuite agir de concert avec l'armée d'Italie.....

(Pendant qu'on assiège Coni, on envoie des détachements assiéger Ceva et Demonte).

N° 23.

Lettre de Schérer au Comité de Salut public.

17 ventôse an III (7 mars 1795).

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Je viens de recevoir une lettre de notre envoyé de Gênes par laquelle il me fait part des craintes qu'il a que les Autrichiens ne s'emparent du passage de la Bocchetta; par cette même lettre il me témoigne le désir de faire faire un mouvement à la droite de l'armée vers Gênes pour arrêter la marche des Autrichiens, si elle avait lieu et leur imposer, par ce mouvement, de la circonspection.

Il paraît que l'envoyé de la République à Gênes regarde le passage de la Bocchetta comme des plus importants pour nous dans le cas d'une invasion du Piémont.

Toutes mes lettres précédentes vous prouvent que je n'ai jamais été et que je ne suis pas encore de l'avis de porter le théâtre de la guerre, dans le cas d'une invasion, dans le Tortonais et l'Alexandrin, comme on le fit en 1745. La raison de guerre et toutes les probabilités imaginables militent invinciblement contre un pareil projet; je vous conjure de vous faire représenter la lettre et le mémoire que je vous ai adressés le 15 nivôse; vous y verrez les raisons qui démontrent jusqu'à l'évidence la défectuosité d'un plan de campagne qui aurait pour base de pénétrer en Piémont en passant par la Bocchetta.

D'ailleurs, quand il serait vrai que le projet de pénétrer dans le Piémont par la Bocchetta fût praticable, mes précédentes lettres vous ont prouvé que l'état de faiblesse où était cette armée ne me permettait pas de m'étendre davantage sur la rivière de Gênes où l'on n'a déjà que trop disséminé cette armée.

Je vous prie enfin, citoyens représentants, de vous rappeler que si cette armée doit envahir le Piémont la campagne prochaine, je suis maître des chemins qui y conduisent sans en aller chercher de plus éloignés; que ces chemins que l'armée a conservés malgré la rigueur d'un hiver extraordinaire, au prix de son sang et des fatigues les plus excessives, sont plus que suffisants pour inonder dans six jours de temps le Piémont d'une armée française de soixante mille hommes, nombre que je vous ai mandé être absolument nécessaire si l'on veut s'assurer des succès pendant la campagne.

Laissez les Autrichiens s'emparer de la Bocchetta s'ils le veulent; cela ne peut être qu'utile à nos opérations de campagne en ce que le mouvement sur Gênes disséminera leurs forces et nous facilitera les moyens de les battre en détail à l'entrée de la campagne. Ne craignez pas pour la ville de Gênes, en supposant que vous preniez intérêt à ce que les ennemis ne s'en emparent pas, car tant que j'aurai la droite de l'armée appuyée à Savone, tant que je serai maître des chemins qui conduisent dans le Piémont, je forcerai bien les Allemands à abandonner les environs de Gênes et à venir au secours de leurs propres pays, en y portant le fer et le feu.

Daignez enfin vous rappeler, citoyens représentants, que les moyens d'envahir le Piémont et d'y pénétrer avec espérance de succès nous sont assurés par les vallées de la Bormida et du Tanaro et surtout par le col de Tende. Qu'avons-nous besoin d'aller chercher un chemin praticable au canon à 50 lieues de nous, tandis que nous en avons un au centre de l'armée, plus large, plus commode, et dont nous sommes absolument les maîtres? Il faut qu'une bataille livrée sous les murs de Coni et la prise de cette place, nous ouvrent l'entrée de l'Italie et nous en assurent la possession; mais je ne cesserai de vous répéter qu'il est temps et plus que temps d'envoyer des renforts à cette armée, en infanterie et cavalerie, pour qu'elle puisse atteindre au but de forcer nos ennemis à nous demander la paix en nous emparant du Piémont et ensuite du Milanez.

N° 24.

Arrêté du 18 mai (29 floréal an III).

Le Comité de Salut public de la Convention nationale,

Considérant que les deux armées des Alpes et d'Italie, disséminées sur la vaste frontière qu'elles occupent, sont, par cette raison même, très peu en état de résister aux attaques combinées des Piémontais et Autrichiens qui, se trouvant réunis au centre, peuvent se porter facilement aux extrémités, se prêter une force mutuelle, et par conséquent en déployer une supérieure partout où ils voudraient attaquer les armées républicaines ;

Considérant en outre que la position actuelle des deux armées est très décourageante pour le soldat, par l'état d'isolement des corps sur les montagnes des Alpes ; qu'elle n'est pas moins difficile pour les subsistances, approvisionnements et moyens de transport ; qu'en adoptant le système offensif de guerre pendant la campagne qui va s'ouvrir, le Comité y voit l'avantage inappréciable de réunir les deux armées, de les renforcer l'une par l'autre, de faciliter la communication et de trouver encore dans le pays ennemi une portion de la subsistance du soldat, d'où il résultera une épargne sur les subsistances de l'intérieur et une économie dans les transports ;

Considérant enfin que la malveillance se plaît à répandre le bruit que la France va restituer au roi de Sardaigne ou laisser reprendre par les troupes coalisées de nos ennemis le mont Blanc et le comté de Nice ; que ces bruits répandus à dessein ont pour but de ralentir le courage du soldat et de frapper de terreur les habitants des pays conquis qui ont montré le plus d'attachement pour la République française avant et depuis la réunion ; qu'il importe de les rassurer promptement, et que le moyen le plus efficace pour atteindre le but est d'ouvrir une nouvelle carrière aux courages des républicains pour les préparatifs d'une glorieuse campagne,

Arrête ce qui suit :

Article 1er. — Le général en chef commandant les deux

armées des Alpes et d'Italie, fera tous les préparatifs nécessaires pour faire entrer en Piémont ou en Italie, les deux armées qu'il commande aussitôt que la saison pourra le permettre, etc.

(Suivent des prescriptions de détail relatives aux renforts, aux approvisionnements, etc.)

N° 25.

Extrait d'une lettre du citoyen Cacault, agent de la République en Italie, au Comité de Salut public.

Florence, le 16 prairial an III.

Vous savez que l'Empereur fait arriver des troupes d'Allemagne en Lombardie au nombre d'environ 10,000 hommes. Si notre armée passe le Rhin et menace le Brisgau, cela fera division, et l'on pourra faire rétrograder des régiments destinés pour l'Italie. Je suis bien surpris d'entendre dire que les Austro-Sardes menacent de rentrer dans la rivière de Gênes, du côté de Carcare, pour descendre dans la vallée de Loano et d'Oneille, afin de couper la division française, que les troupes campées à Acqui attaqueraient ensuite. L'on est sans doute en garde et en mesure contre un plan des ennemis si connu. Nos braves armées ont forcé tous les passages difficiles des Alpes. Celle du Petit-Saint-Bernard est à Aoste, celle du Cenis est à Lanslebourg, celle de Barcelonnette est près de Saluces, celle de Nice à la vue de Coni, celle de la rivière est à Ormea, à Oneille et à Loano. Nous dominons le Piémont, nous sommes partout à l'entrée de la plaine, mais ne pouvant agir, aucune de nos six armées n'étant assez forte pour entrer en rase campagne et donner bataille aux ennemis qui peuvent se secourir mutuellement avec facilité dans le bassin du Piémont.

Il semble que ces postes n'aient été pris et occupés que pour marquer les limites naturelles de la France de ce côté. Nous sommes maîtres des stériles Alpes et des Alpes-Maritimes. Jamais

aucun des conquérants de l'Italie n'a tant possédé de rochers autour des riches campagnes de cette fertile contrée. Je crois que Nice sera très utile à la France, s'il lui reste à la paix, étant situé pour être l'entrepôt du commerce de la Méditerranée avec le Piémont, la Lombardie et la Suisse, par la grande route de Turin. Il est évident que l'étendue des côtes que nous avons acquises depuis Antibes jusqu'à Loano est indispensablement nécessaire à conserver durant la guerre. Mais la République s'épuise de ce côté en dépenses énormes, sans parvenir jamais à occuper un bon pays comme le Piémont, le Milanais, Bologne, capables de nourrir l'armée, de maintenir nos braves guerriers dans l'aisance et le contentement, tandis qu'ils périssent de misère et d'ennui, coûtent des trésors répartis en six armées sans activité autour des Austro-Sardes. Les forces militaires du roi de Sardaigne sont le boulevard de l'Italie, qui n'a point d'autre défense. Milan, Rome et Naples, sont en sûreté tant que le Piémont résiste et que les flottes coalisées sont supérieures sur la Méditerranée.

La paix de l'Italie doit commencer par Turin, qui en a la clef. L'on y peut déterminer le roi de Sardaigne en lui donnant sur le Milanais une indemnité de la Savoie et des Alpes-Maritimes. L'on y peut forcer le roi de Sardaigne et le châtier par un traité avec l'Empereur, qui désire de rentrer dans les anciennes dépendances de Milan : Alexandrie, Tortone et Acqui. La cour de Vienne vise à s'assurer cette indemnité ; celle de Turin tourne risque d'être dépouillée de tous côtés, réduite au Piémont.

Une campagne contre le roi de Sardaigne, poussée avec la vigueur de celle sur le Rhin, au Nord et en Espagne, nous aurait soumis l'Italie, et pouvait rendre inutile la domination des Anglais sur la Méditerranée. Une armée française qui serait parvenue à Bologne, menacerait plus solidement Rome et Naples, que toutes les flottes triomphantes ne sauraient le faire. Une escadre ne peut rien d'essentiel contre l'État de l'Église. Elle peut avec quelque danger des batteries du golfe, épouvanter Naples par un bombardement, détruire à coups de canon le palais du roi et toutes les maisons qui bordent la mer.

Elle peut faire plus aisément la même chose à Palerme. C'est beaucoup de mal et peu de profit. Il serait bien plus sérieux et solide, de menacer de conquérir Naples comme la Hollande.

N° 26.

Lettre de Kellermann au Comité de Salut public.

17 prairial an III.

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Je viens de recevoir votre arrêté du 29 floréal dernier, relatif aux dispositions des armées des Alpes et d'Italie ; le considérant qui le précède expose d'une manière bien vraie leur situation et l'avantage du système offensif ;.....

J'activerai toutes les parties administratives et militaires de l'armée, à l'effet d'annoncer le projet d'une invasion prochaine dans la plaine de Piémont par la vallée de Sture ; en même temps des dispositions offensives se feront sur Exilles et Fénestrelles.

A l'armée d'Italie, 6,000 hommes seront placés au col de Tende, où je fais marcher un équipage de siège de 20 bouches à feu ; des reconnaissances seront faites le plus en avant possible pour indiquer le siège de Coni et celui de Demont.

Les cols de Terme et d'Inferne, centre de ma ligne, annonceront des mouvements offensifs, mais je ne peux y laisser que ce qui est nécessaire pour les défendre.

Toutes mes dispositions seront ordonnées de manière à tromper l'ennemi et lui faire présumer que je réunis de grandes forces à Tournoux et à Tende.

La droite de l'armée sera mon point d'attaque ; avec 12,000 hommes disponibles, je tâcherai d'occuper la forteresse de Savone, soit par négociation ou autrement ; dans tous les cas, j'ai ordonné au général commandant la droite d'y prévenir l'ennemi au premier mouvement qu'il ferait pour s'en emparer. Je ferai marcher le corps de 12,000 hommes en avant, et mes mouvements auront pour but de me porter sur Ceva ; je pousserai mes avantages aussi loin que les circonstances le permettront sans me compromettre, et si je réussis à exécuter ce plan, j'aurai empêché l'ennemi de rien entreprendre sur l'armée ; j'aurai assuré tous mes quartiers d'hiver, et réparé la faute qui a été faite la campagne dernière, de laisser la droite à découvert, et par là de

nous obliger à occuper des positions qui nous ont coûté beaucoup de soldats qui n'ont pu supporter les rigueurs de la saison.

N° 27.

Mémoire sur la campagne à faire en Italie.

Au quartier général à Nice, le 22 prairial de l'an III de la République française, une et indivisible.

Je commencerai par présenter : 1° les forces de l'ennemi ; 2° celles nécessaires pour l'attaquer avec succès suivant le plan de campagne proposé.

Tous les renseignements qui paraissent les plus certains sont d'accord avec ceux qui ont motivé le préambule du mémoire présenté au Comité du Salut public par le général Schérer, et auxquels j'ajouterai seulement que les forces ennemies qu'il annonçait, sont dans ce moment en campagne, et partie en présence des postes avancés de l'armée de la République.

Les forces que les ennemis tiennent dans le Piémont, d'après les renseignements les plus certains, s'élèvent à 90,000 hommes d'infanterie et 8,000 de cavalerie ; les forces des ennemis distribuées dans les places frontières qui peuvent être menacées, montent à environ 30,000 hommes disponibles, y compris les malades ; le nombre de ceux-ci est beaucoup moins considérable que dans l'armée d'Italie ; cette différence provient des localités qu'occupent les troupes respectives des deux armées. . . . .

Bibl. Jag.

N° 28.

Vues générales sur la pacification de l'Italie.

1er floréal an III.

Le système sage que la Convention nationale paraît avoir adopté pour pacifier l'Europe, celui de rompre la grande Confédération pièce par pièce, et l'annonce de la paix conclue avec le roi de Prusse, ont fait naître des vues sur la pacification de l'Italie que le citoyen Tricot de Lalande va exposer très succinctement. Si elles ne sont pas adoptées par le Comité de Salut public, il ne doute pas que ses bonnes intentions n'en soient approuvées.

Il peut être important de retirer le roi de Sardaigne de la grande Confédération ; si petite que soit sa puissance, elle a été utile dans les guerres d'Italie, et quand il faut disperser un faisceau de flèches, il n'y a pas dans les liens de brin à mépriser.

Le nom français était respecté en Piémont, et le ministère de France avait la plus grande influence dans les délibérations du Conseil d'État avant le monstrueux traité de Versailles qui a ôté aux rois de Sardaigne l'espoir de morceler la Lombardie, de *manger cet artichaut feuille à feuille*, suivant l'expression du feu roi de Sardaigne, qui ne se serait jamais laissé aller à des insinuations si directement opposées aux intérêts de sa couronne, ainsi que l'événement le fait voir.

On assure qu'il y a un plan d'expédition en Lombardie pour contraindre l'Empereur à la paix ; il faudrait offrir au roi de Sardaigne les pays à sa convenance au delà du Tessin et du Pô, dont il possède déjà une partie, s'il voulait entrer en alliance avec nous. Ce serait pour lui une compensation de la perte de la Savoie et du Comté de Nice, compensation qu'il ne serait pas difficile, peut-être, de lui faire envisager comme avantageuse.

Les Piémontais n'aiment point les Allemands, qui les méprisent ; et l'on sait avec quelle hauteur il les ont traités aussitôt leur entrée dans cette fertile province des États de la maison de Savoie.

L'alliance contre nature entre les deux puissances a encore des désapprobateurs à Turin, et le conseil du roi de Sardaigne, quoique composé en général de personnes prévenues contre la France, ouvrirait facilement les yeux, actuellement que ses États se trouvent réduits pour toujours à quelques petites provinces.

Ces vues générales seraient approfondies, si le Comité les jugeait dignes d'attention. Le citoyen qui les expose ayant résidé à Turin près de quinze ans comme secrétaire d'ambassade, et fréquemment chargé des affaires de France, y a acquis la connaissance morale des Piémontais.

N° 29.

Mémoire militaire sur l'armée d'Italie [1].

Dans la position actuelle de l'Europe, on peut tirer un grand parti de l'armée d'Italie, et la destiner à porter des coups décisifs pour la paix et très sensibles à la maison d'Autriche.

Elle doit :

1° Chasser l'ennemi de la position de Loano et de Vado, d'où il intercepte l'arrivage de nos subsistances et le cabotage de Gênes à Marseille;

2° Profiter du reste de la campagne pour prendre des positions où elle puisse se maintenir l'hiver, menacer à la fois le Piémont et pouvoir le protéger contre le ressentiment des Autrichiens ; par ce moyen faire accepter la paix au roi de Sardaigne ;

3° Conquérir la Lombardie, détruire l'influence de la maison d'Autriche en Italie, et y offrir au roi de Sardaigne des indemnités pour Nice et la Savoie ;

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 50.

4° Maître de la Lombardie, s'emparer des gorges de Trente, pénétrer dans l'intérieur du Tyrol, se réunir avec l'armée du Rhin, et obliger l'Empereur, attaqué dans ses États héréditaires, à conclure une paix qui réponde à l'attente de l'Europe et aux sacrifices de tous genres que nous avons faits.

Le premier et le second but peuvent être remplis avant la fin de la campagne; le troisième dans le cours de l'hiver; et le quatrième aux premiers beaux temps de la campagne prochaine, si les ennemis nous obligent à la faire.

L'on doit renforcer l'armée d'Italie des divisions disponibles des armées des Pyrénées, il sera très facile alors de reprendre sur les ennemis la position intéressante de Vado.

Maître de Vado, l'on doit rétablir les défenses de la rade afin qu'un convoi y soit à l'abri des insultes des vaisseaux ennemis.

Les Autrichiens se retireront sur les positions qui défendent le chemin de la Lombardie ; ils occuperont de préférence la chaîne de montagnes depuis Priéro, Montenotte supérieur, Montenotte inférieur.

Les Piémontais occuperont de préférence les positions qui défendent l'entrée du Piémont, c'est-à-dire les hauteurs de San-Giovanni, la Solta, Biestro et Montezemolo.

L'on doit de préférence, et par un mouvement successif et sans interrompre celui qui nous rendra maîtres de Vado, attaquer ou obliger l'ennemi à évacuer, par une fausse marche sur Sassello, toutes ses positions jusqu'à Montenotte inférieur, et à se retirer sur Acqui ou même sur Alexandrie ; alors par Cairo, Millesimo, s'emparer de la hauteur de Montezemolo qui domine Ceva, dans le même temps que la division restée pour la défense du Tanaro s'avancerait au delà de Batiffollo, investirait Ceva du côté de Garessio, et opérerait sa jonction avec la division qui serait sur Montezemolo le plus près possible de Ceva.

Pendant ce temps l'on fera réparer le chemin de la Madone, de Savone à Altare, par où passeront les 36 bouches à feu de siège nécessaires pour prendre Ceva.

Dans le temps que l'on aura investi Ceva, une division de l'armée des Alpes se joindra à la gauche de l'armée d'Italie sur la montagne de Sambuco, au delà des Barricades, et, s'il est possible, investira Demont en s'emparant de la hauteur de Valloria.

L'on fera faire quelques mouvements de grosse artillerie que l'on fera passer dans la vallée de la Stura, afin de faire croire à

l'ennemi que l'on veut sérieusement tenter le siège de Demont, et par là l'obliger à prendre des positions où il puisse à la fois surveiller les opérations du siège de Ceva et celui de Demont, circonstances très favorables pour le siège de Ceva..... La prise de Demont n'étant point nécessaire à l'exécution du projet, l'on n'en tentera véritablement le siège que dans le cas où l'on penserait avoir le temps, les moyens et la force nécessaires pour le prendre sans affaiblir d'aucune manière la division de droite de l'armée d'Italie.

Maître de Ceva, l'on en réparera les fortifications, et l'on mettra cette place dans le meilleur état de défense possible.

Si l'escadre ennemie paraissait dans ces mers, ou si les Autrichiens se renforçaient considérablement après la prise de Ceva l'on ne manquerait pas de mettre un ou deux bons bataillons dans la forteresse de Savone.

C'est autour de Ceva que l'on réunira toute l'armée, en prenant des cantonnements dans tous les villages et bourgs voisins.

L'on fourragera fort avant dans la plaine du Piémont, et l'on offrira au roi de Sardaigne la perspective d'une armée considérable prête à envahir ses États ; il conclura probablement la paix.

Nos armées en Italie ont toutes péri par les maladies pestilentielles produites par la canicule. Le vrai moment d'y faire la guerre et de porter de grands coups, une fois introduits dans les plaines, c'est d'agir dans le courant de février jusqu'en juillet.

Dans cette saison, les neiges obstruant les cols des Alpes, l'on pourra diminuer de moitié les troupes destinées à les garder ou augmenter d'autant l'armée d'Italie et marcher sur Turin, si le roi de Sardaigne n'a point fait la paix, ou sur Milan, si la paix est faite.

Maîtresse de la Lombardie jusqu'à Mantoue, l'armée trouverait tout ce qui pourrait lui être nécessaire pour se remonter et pouvoir franchir les gorges de Trente, passer l'Adige et arriver dans l'intérieur du Tyrol, dans le temps que l'armée du Rhin passerait en Bavière et viendrait jusqu'au Tyrol.

Peu de projets de campagne présentent des résultats plus avantageux, à la fois plus dignes du courage de nos soldats et des hautes destinées de la République.

N° 30.

Mémoire sur l'armée d'Italie[1].

L'armée des Alpes et d'Italie occupe la crête supérieure des Alpes et quelques positions de l'Apennin. Elle couvrait le département du Mont-Blanc, le comté de Nice, Oneille, Loano, Vado. Par le moyen des batteries de côtes que l'on avait établies dans ces derniers postes, le cabotage de Marseille, Nice et Gênes s'opérait à la vue de l'escadre anglaise, sans qu'elle pût s'y opposer.

L'ennemi s'est emparé de Vado. L'escadre anglaise mouille dans cette superbe rade. Les Austro-Sardes ont armé un grand nombre de corsaires. Toute communication avec Gênes se trouve interceptée.

Le commerce, qui renaissait à Marseille, est suspendu. L'armée d'Italie, notre flotte, l'arsenal de Toulon, la ville de Marseille, ne peuvent plus tirer leurs subsistances que de l'intérieur de la France.

Cependant, l'armée ennemie étant considérablement augmentée, nous sommes obligés de lui opposer des forces égales. Nous allons donc avoir une armée nombreuse dans la partie de la France la moins abondante en blé, qui, dans les meilleures années, en récolte à peine pour trois mois.

Il est donc indispensable, pour rétablir le cabotage et assurer les subsistances du Midi, de Toulon et de l'armée, de reprendre la position de Vado. Puisque la possession des mers est momentanément asservie, il appartient à nos armées de terre de suppléer à l'insuffisance de notre marine.

Depuis le Saint-Bernard jusqu'à Vado, les Alpes, que notre armée occupe, forment une circonférence de 95 lieues. On ne pourrait donc faire circuler nos troupes de la gauche à la droite en moins de deux ou trois décades, tandis que l'ennemi tient le

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 49.

diamètre et qu'il communique en trois ou quatre jours. Cette seule circonstance topographique rend toute défense désavantageuse, plus meurtrière pour notre armée, plus destructive pour nos charrois et plus onéreuse au trésor public que la campagne la plus active.

Si la paix avec les Cercles de l'Empire se conclut, l'empereur n'aura plus que le Brisgau et ses États d'Italie à gauche. Il est à croire que l'Italie sera le théâtre des événements les plus importants. Nous éprouverions tous les inconvénients de notre position.

Nous devons donc, même sous le point de vue de la conservation de Vado, porter ailleurs le théâtre de la guerre.

Dans la position de l'Europe, le roi de Sardaigne doit désirer la paix.

Il faut, par des opération offensives :

1° Porter la guerre dans ses Etats, lui faire entrevoir la possibilité d'inquiéter même sa capitale et le décider promptement à la paix ;

2° Obliger les Autrichiens à quitter une partie des positions où ils maitrisent le roi de Sardaigne, et se mettre dans une position où l'on puisse protéger le Piémont et entreprendre des opérations ultérieures.

On obtiendra ce double avantage en s'emparant de la forteresse de Ceva, en y rassemblant la plus grande partie de l'armée à mesure que les neiges obstrueront les cols des Alpes, en mettant à contribution toutes les petites villes voisines et en menaçant de là Turin et la Lombardie.

Par les attaques que les Autrichiens ont entreprises sur la droite de l'armée, il ne nous reste aucun doute que leur intention ne soit de porter le théâtre de la guerre sur la Rivière de Gênes, et de menacer le département des Alpes-Maritimes de ce côté-là. Nous serions alors obligés de maintenir une armée nombreuse en campagne, c'est-à-dire à force de numéraire ; ce qui la rendrait extrêmement onéreuse à nos finances. Nous devons, au contraire, dans la direction de nos armées, être conduits par le principe que la guerre doit nourrir la guerre.

Il est indispensable de reprendre promptement Vado, de changer le théâtre de la guerre, de pénétrer en Piémont, de profiter du reste de la belle saison pour s'y procurer un point d'appui où l'on puisse réunir nos armées, menacer de partager le Piémont et dès lors décider promptement le roi de Sardaigne à la paix, en lui offrant les conditions pour la conclure.

Les Alpes, depuis le mont Saint-Bernard, le mont Cenis, le mont Viso, vont toujours en s'abaissant jusqu'à Ponte-di-Nava; en sorte que le col de Tende est le plus facile et le moins élevé.

L'Apennin, qui commence à Ponte-di-Nava et qui est moins élevé, s'abaisse plus sensiblement vers Vado, Altare, Carcare et par delà, pour s'élever; de sorte que plus on s'enfonce dans l'Italie, plus on gagne les hauteurs. Les vallées des Alpes sont toutes dans le sens de la frontière; de sorte qu'on ne peut pénétrer en Piémont qu'en s'élevant considérablement. L'Apennin a ses vallées plus régulièrement placées, de sorte qu'on les passe sans être obligé de s'élever et en suivant les ouvertures qui s'y rencontrent.

Dans la saison actuelle, il serait imprudent d'essayer d'entreprendre rien de considérable par les Alpes; mais on a tout le temps de pénétrer par l'Apennin, c'est-à-dire par la droite de l'armée d'Italie.

De Vado à Ceva, première place frontière de Sardaigne sur le Tanaro, il y a huit lieues, sans jamais s'élever de plus de 200 à 300 toises au-dessus du niveau de la mer.

Ce ne sont donc pas proprement des montagnes, mais des monticules couverts de terre végétale, d'arbres fruitiers et de vignes. Les neiges n'y encombrent jamais les passages; les hauteurs en sont couvertes pendant l'hiver mais sans qu'il y en ait même une grande quantité.

Dès le moment que les renforts de l'armée des Pyrénées seront arrivés, il sera facile de reprendre les opérations de Saint-Bernard et de San-Gioanni.

Dès le moment qu'on se sera emparé de Vado, les Autrichiens se porteront de préférence sur les points qui défendent la Lombardie. Les Piémontais défendront l'issue du Piémont. On détaillera, dans les instructions qui seront données les moyens d'accélérer cette séparation. Pendant le siège de Ceva, les Piémontais pourraient prendre des positions très rapprochées de celles des Autrichiens pour, de concert, inquiéter les mouvements du siège. Pour les en éloigner, l'armée des Alpes se réunira dans la vallée de la Stura, à la gauche de l'armée d'Italie, et investira Demont, en s'emparant de la hauteur de Valloria. On fera toutes les démonstrations qui pourront persuader l'ennemi que l'on veut véritablement faire le siège de Demont. Par ce moyen il sera obligé de prendre des positions intermédiaires, afin de surveiller également les deux sièges.

L'opération sur Demont est préférable à toute autre, parce que

c'est celle où nous pourrons réunir le plus de troupes, puisque toute la gauche de l'armée d'Italie s'y trouvera naturellement employée; elle inquiétera d'ailleurs davantage l'ennemi, parce que le succès se lie à celui de Ceva et serait d'autant plus funeste au Piémont.

Nos armées en Italie ont toutes péri par les maladies pestilentielles produites par la canicule.

Le vrai moment d'y faire la guerre et de porter de grands coups, une fois introduits dans la plaine, c'est d'agir depuis le mois de février jusqu'en juillet. Si alors le roi de Sardaigne n'a pas conclu la paix, nous pourrons continuer nos succès en Piémont et assiéger Turin.

Si, comme il est probable, la paix est faite, nous pourrons avant qu'elle soit publiée, d'intelligence avec le Piémont, de Ceva nous assurer d'Alexandrie, et aller en Lombardie conquérir les indemnités que nous donnerions au roi de Sardaigne pour Nice et la Savoie.

Le théâtre de la guerre serait alors dans un pays abondant, semé de grandes villes, offrant partout de grandes ressources pour nos charrois, pour remonter notre cavalerie et habiller nos troupes.

Si la campagne de février est heureuse, nous nous trouverons, aux premiers jours du printemps, maîtres de Mantoue, prêts à nous emparer des gorges de Trente et à porter la guerre, de concert avec l'armée qui aurait passé le Rhin, dans le Brisgau, jusque dans le cœur des Etats héréditaires de la maison d'Autriche.

La nature a borné la France aux Alpes, mais elle a aussi borné l'Empire au Tyrol.

Pour remplir le but que nous venons de parcourir dans ce mémoire, nous proposons au Comité :

1° De ne pas trop activer la paix avec les cercles d'Allemagne, et de ne la conclure que lorsque l'armée d'Italie sera considérablement renforcée;

2° De faire tenir garnison à Toulon par les troupes embarquées sur l'escadre, et restituer à l'armée une partie de la garnison de cette place, qui sera remplacée lorsque la paix avec l'Espagne sera ratifiée;

3° De faire passer de suite 15,000 hommes des armées des Pyrénées à l'armée d'Italie;

4° D'en faire passer 15,000 autres au moment de la ratification de la paix avec l'Espagne;

5° De faire passer 15,000 ou 20,000 hommes des armées d'Allemagne à l'armée d'Italie, au moment de la paix avec les Cercles;

6° De prendre l'arrêté suivant :

Le Comité de Salut public arrête :

1° L'armée d'Italie attaquera les ennemis, s'emparera de Vado, y rétablira la défense de la rade, investira Ceva, fera le siège de la forteresse et s'en emparera ;

2° Dès l'instant que les Autrichiens seront éloignés, on obligera le commandant du fort à recevoir deux bataillons et deux compagnies d'artillerie pour garnison, en forme d'auxiliaires ;

3° La droite de l'armée des Alpes se réunira avec la gauche de l'armée d'Italie dans la vallée de la Stura, investira Demont en s'emparant de la hauteur de Valloria ;

4° Le commandant d'armes du port de Toulon, enverra à Antibes 4 tartanes armées et 4 chaloupes canonnières ou felouques, à la disposition du général commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, pour servir à l'escorte des convois d'artillerie ;

5° Il sera embarqué 36 bouches à feu de siège, avec un approvisionnement pour siège, sur des bateaux à rames, qui seront débarqués à Vado, pour le siège de la forteresse de Ceva ;

6° L'on réunira le plus près possible du camp de Tournoux 40 bouches à feu de siège pour le siège de Demont;

7° La 9e commission fera passer quatre cent milliers de poudre à Avignon, où ils seront aux ordres du général d'artillerie de l'armée d'Italie, et deux cent milliers à Grenoble ; elle prendra ses mesures pour qu'ils soient rendus avant la fin du mois ;

8° L'agence des subsistances militaires se procurera à Gênes, où elle les laissera en dépôt, des blés pour nourrir 60,000 hommes pendant trois mois ;

9° La 9e commission fera passer à l'armée d'Italie tout ce qui est nécessaire pour compléter l'équipage de pont demandé au commencement de la campagne par le général d'artillerie ;

10° La commission des transports militaires fera remplacer à l'armée d'Italie les 1500 mulets qui en ont été tirés pour servir aux transports des subsistances à Paris.

N° 31.

Instructions données par le Comité de Salut public à Kellermann, général en chef de l'armée des Alpes [1].

Le Comité fait observer au général Kellermann, que l'armée ne s'était étendue, en 1794, au delà des hauteurs du Tanaro et n'avait prolongé sa droite par Bardinetto, Melogno, Saint-Jacques, que pour empêcher l'armée autrichienne de se concerter avec l'escadre anglaise, et pour pouvoir accourir au secours de Gênes si l'ennemi se portait sur cette ville, soit par mer, soit par le col de la Bocchetta; qu'elle n'occupait pas Vado comme une position défensive mais comme une position offensive, mais pour être à portée de déboucher sur l'ennemi, s'il se présentait dans la Rivière; qu'aussitôt que les Autrichiens s'étaient portés sur Savone, il aurait dû marcher pour les combattre, pour empêcher qu'ils ne s'emparassent de cette ville et ne lui interceptassent sa communication avec Gênes; mais que puisqu'il ne l'avait pu faire : 1° il eût dû évacuer Vado, pour appuyer sa droite sur Saint-Jacques ; 2° lorsque, par le résultat de la journée du 25, l'ennemi s'était emparé de Melogno et de la crête Saint-Jacques, il devait dans la nuit profiter de l'avantage qu'avait obtenu à sa droite le général Laharpe, pour évacuer Vado, et se servir des troupes de Laharpe pour renforcer l'attaque sur Saint-Jacques et Melogno ; elle eût été couronnée d'un plein succès ; 3° lorsque, le 27, il avait résolu d'attaquer Melogno, il était encore temps de ployer sa droite pour qu'elle se trouvât à cette attaque profitant du nouvel avantage qu'elle avait obtenu le 26 sur la gauche de l'ennemi ; cette manœuvre eût encore décidé de la victoire.

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 51.

N° 32.

Instruction militaire pour le Général en chef de l'armée des Alpes et d'Italie[1].

Le premier mouvement à opérer à la droite de l'armée d'Italie, dès l'instant qu'elle aura reçu des renforts qui doivent la rendre supérieure en nombre à l'armée autrichienne, c'est de s'emparer de Saint-Bernard et de Rocca-Barbena; l'on pourra alors, par Bardinetto, se porter à Notre-Dame-de-la-Neve, dans le temps que, par les hauteurs de Loano, on se portera à Melogno, que l'ennemi se trouverait obligé d'évacuer.

L'on pourrait également se porter par Murialdo sur les hauteurs de Biestro, intercepter le grand chemin de Savone à Altare, Carcare, Coni et à Alexandrie.

Si l'ennemi avait transporté de l'artillerie de siège devant Savone, il se trouverait dans l'impossibilité de la retirer. De Biestro on pousserait une tête sur Montezemolo pour donner l'alarme aux Piémontais, dans le temps que l'on occuperait véritablement les hauteurs de Pallare, de Carcare. L'ennemi serait obligé d'évacuer Saint-Jacques et Vado, il ne pourrait le faire que par Montenotte et Sassello, où il n'y a pas de grands chemins.

Il serait possible alors qu'il se décide à forcer le passage d'Altare, entreprise extrêmement hardie.

La position de notre armée serait donc Rocca-Barbena, Melogno, Notre-Dame-de-la-Neve, Biestro, les hauteurs de Pallare et de Carcare.

A la pointe du jour il faut se porter sur Altare, Mallare, Savone et Saint-Jacques.

Ou l'ennemi évacuera par le chemin de Sassello et par Montenotte, pour courir au secours de ses magasins ou il se disposera

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 52.

à marcher sur Altare à la rencontre de notre armée, ou il l'attendra et prendra des positions sur Altare et Savone : dans tous les cas l'attaquer, le vaincre et le poursuivre. La division qui serait à Melogno, Notre-Dame-de-la-Neve et Finale, pendant la nuit et le jour suivant, doit le talonner, se porter sur Saint-Jacques, chercher à faire des prisonniers ou à recueillir des déserteurs, afin que dès l'instant que l'ennemi affaiblirait Saint-Jacques, elle s'y portât et s'y plaçât. Son artillerie doit se tenir toujours près de l'ennemi, afin de pouvoir attaquer, si celui-ci se dirige pour se porter sur Biestro.

Le 3e jour, nous sommes maîtres de toutes nos anciennes positions et de tous les bagages de l'ennemi.

Le 4e jour, pousser l'ennemi et l'obliger à s'éloigner le plus possible sur Alexandrie; et il est bien facile de pousser des têtes de colonnes sur Montenotte, et de s'emparer du château de Sassello.

Si cette opération est exécutée avec beaucoup de résolution et d'ardeur, elle peut décider le sort de la campagne. L'ennemi poussé sur Aqui, ou plus loin, l'on doit se porter sur Montezemolo, dans le temps que la division de Bardinetto se portera sur San-Gioanni et celle du Tanaro sur Ceva, au delà de Batiffollo, et ce jour on passera le Tanaro avec le reste de l'armée.

Maître de Montezemolo, il faut forcer le camp retranché de Ceva, prendre la ville immédiatement après, diriger un corps de troupes pour bloquer le port de Ceva.

L'armée d'observation serait occupée, selon les circonstances, à poursuivre les Autrichiens ou même à se replier par la plaine, par une marche secrète, et à se porter sur l'armée piémontaise qui se réunirait à Mondovi, à Coni ou à toute autre position. L'artillerie de siège se trouvera à Oneille le jour de l'affaire et se rendra à Vado, lorsque nous serons maîtres de Montezemolo. A l'instant que l'équipage de siège sera débarqué à Vado, il faudra forcer le commandant du fort à recevoir deux compagnies d'artillerie et deux bataillons de garnison comme auxiliaires, et aussitôt pourvoir à l'approvisionnement de ce fort en munitions de guerre et faire faire à l'artillerie les autres ouvrages et les défenses nécessaires.

L'art du général qui commandera le siège de Ceva, c'est de tenir les ennemis le plus éloignés possible et de tomber quelques fois sur les rassemblements qui se formeraient dans la plaine.

L'armée qui assiège Ceva communique avec Oneille par Ormea et avec Vado par Carcare et Cairo.

Si l'on obtient quelques succès, il sera facile d'enlever Acqui, Alba, Altare, afin de se tenir maître jusqu'au Tanaro, ayant l'air de menacer Alexandrie.

Dans la supposition que l'on suivra en tout les instructions ci-dessus, il est indispensable que l'on attaque les postes qu'a l'ennemi, comme on le propose, en les tournant tous.

Il serait indispensable que l'attaque de la gauche de l'ennemi précède de trois jours ; si, au contraire, on attaque tout simplement San-Giacomo et pour le prendre de force, il faut alors que l'attaque de la gauche ne se fasse que deux jours après.

La gauche de l'armée d'Italie et la droite de l'armée des Alpes se réuniront et investiront Demont. L'opération pour tourner la Brunette a déjà été faite l'année passée. Se porter, de concert, par les hauteurs de Sambuco, après quoi attaquer Valloria par les deux côtés ; maître de cette hauteur, on se trouvera avoir trois marches d'avance.

La division du centre surveillera le mouvement des troupes qui lui seront opposées, afin de pouvoir, par une attaque faite à propos, faire une diversion.

Si l'attaque de Demont précède celle de Ceva, il faudra avoir beaucoup de circonspection et marcher dans la règle, ayant toujours les cols de gauche et de droite bien gardés.

Le service de l'artillerie consiste dans un service d'équipages de montagne et un service de siège. Celui de montagne sera peu nombreux. On se servira bien de pièces de 3 à dos de mulets qui sont tous prêts, et d'obus de six pouces qui produisent un grand effet.

L'équipage de siège de l'armée des Alpes se réunira auprès du Tanaro le plus tôt possible ; celui pour Ceva s'embarquera à Antibes sur des bateaux à rames, comme cela s'est déjà passé l'année passée.

L'on armera la petite ville de Bredis et d'Albenga et l'on y mettra quelques compagnies de garnison et quelques escouades d'artillerie.

L'on ne fatiguera pas la cavalerie pour la conduire dans ces montagnes. Un seul régiment de hussards peut suivre la marche des colonnes ; le reste de la cavalerie se rendra d'Ormea sur le Tanaro, pour pouvoir mettre des contributions dans la plaine et faire des prisonniers piémontais.

Maître de Ceva, l'on en établira la défense. L'on prendra conseil de la saison et des circonstances qu'il n'est jamais possible de prévoir à la guerre. Le but de l'art après sera de se pro-

curer des quartiers d'hiver commodes en Piémont, et de se préparer à entrer en campagne au mois de janvier ou de février.

L'on écoutera alors toute proposition de paix et l'on suivra tout pourparler qui aura l'air d'y conduire.

L'on affectera beaucoup de prédilection pour les officiers et soldats piémontais. Si l'on faisait quelques prisonniers de marque, les représentants et les généraux leur feront des civilités et leur garantiront qu'ils peuvent disposer de leur solde d'activité.

L'on ne fera le siège de Demont que dans le cas où l'on pourrait avoir le temps de prendre cette place.

Lorsque la saison sera avancée et que le col d'Argentière sera difficile et menacera de se fermer si Demont n'était pas pris, on fera tenir la division de D... sur Ceva en opérant la jonction au delà de Carcare.

Le but de la campagne d'été sera de prendre Turin ou de marcher en Lombardie.

L'on doit faire tous les préparatifs, soit en équipage de pont, soit en équipage d'artillerie ou de vivres pour entreprendre cette campagne avec succès.

Si l'on entre en Lombardie, le but devra être de pénétrer dans le Mantouan pour s'emparer, au commencement de la campagne prochaine, des gorges de Trente; l'on cherchera à pratiquer des intelligences utiles, à donner l'alarme et à être au fait des mouvements qui se passent dans cette ville. L'on n'entreprendra pas le siège, parce que l'on croit la saison trop avancée, même pour passer les débouchés du Tanaro. Au reste, les circonstances de l'hiver ou des négociations pourront décider à cette opération ou du moins au blocus.

N° 33.

Instructions pour les représentants du peuple et le Général en chef de l'armée d'Italie [1].

Le Comité de Salut public, ayant pris en considération la situation politique de l'Europe et la position militaire de l'armée des Alpes et d'Italie, a senti :

1° Qu'après la paix conclue entre la République et les rois de Prusse et d'Espagne, après les succès que toutes nos armées ont obtenus sur les ennemis, il n'était plus possible que le roi de Sardaigne conservât l'espoir de reprendre les départements du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, et que, dès lors, il n'y a plus aucun intérêt à continuer la guerre ;

2° Que la crainte des armes de l'Empereur et les troupes qu'il a en Piémont peuvent retarder une paix utile aux deux Etats ;

3° Que les renforts que l'armée autrichienne de Lombardie a reçus, les attaques qu'elle a tentées sur plusieurs positions de la droite de l'armée d'Italie, ne laissent aucun doute sur ses intentions d'établir le théâtre de la guerre sur les États de Gênes et de menacer le département des Alpes-Maritimes ; que le premier principe qui doit nous animer dans la direction des armées de la République, c'est qu'elles doivent se nourrir par la guerre aux dépens des pays ennemis ; que si l'armée d'Italie ne changeait pas au plus vite le théâtre de la guerre, elle deviendrait extrêmement onéreuse au Trésor public, ne pouvant être entretenue sur un pays neutre qu'à force de numéraire ;

4° Que l'occupation de Vado par les ennemis, en interceptant le cabotage avec l'Italie, a suspendu notre commerce, a arrêté l'arrivage de nos approvisionnements et nous oblige à substanter, par l'intérieur de la République, la marine de Toulon, l'armée d'Italie, la ville de Marseille et les départements circonvoisins qui

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 53.

ne récoltent pas ordinairement pour trois mois, et que, si des circonstances momentanées nous empêchent de tenir la mer, il appartient à nos armées de terre de suppléer à l'insuffisance de notre marine ;

5° Que les Alpes, que notre armée occupe depuis Genève jusqu'à Vado, forment une demi-circonférence de 95 lieues, d'une communication extrêmement difficile, de sorte qu'il nous faut au moins deux décades pour communiquer de la droite à la gauche; tandis que l'ennemi, occupant un diamètre dans une belle plaine, peut faire circuler ses troupes dans trois ou quatre jours; cette seule circonstance topographique rendant la défensive extrêmement désavantageuse, plus meurtrière pour nos soldats et plus destructive de nos charrois que la campagne la plus sanglante;

6° Que nos armées, en Italie, ont toutes péri par les maladies pestilentielles produites par la canicule ; le vrai moment d'y faire la guerre et d'obtenir de grands succès, une fois introduits dans la plaine, c'est d'agir depuis février jusqu'en juillet;

7° Que si la nature a borné la France aux Alpes, elle a aussi borné l'empire aux montagnes du Tyrol. L'on peut, dans la Lombardie, offrir au roi de Sardaigne des indemnités pour la Savoie et le comté de Nice ;

8° Que le moment peut venir de combiner les opérations de l'armée du Rhin avec celles de l'armée d'Italie et d'aller, de concert, dicter une paix glorieuse, digne à la fois du courage de nos soldats et des destins de la République, jusque dans le cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche.

Après toutes ces considérations, le Comité de Salut public a donné les ordres les plus pressants pour faire filer des armées des Pyrénées toutes les troupes qui y étaient disponibles; il a porté ses sollicitudes sur toutes les parties administratives de l'armée pour y faire passer tout ce qui peut lui être nécessaire. Il reste aux généraux à prendre leurs mesures, à combiner leurs opérations avec cette précision, cette résolution et le secret qui sont le sûr garant de la victoire.

Lorsque les renforts seront arrivés à l'armée d'Italie, elle s'emparera des positions de Saint-Bernard, Saint-Jacques, Vado.

Les Autrichiens se retireront alors sur Montenotte inférieur, Montenotte supérieur, afin de protéger l'évacuation de leurs magasins et d'observer les mouvements ultérieurs de nos armées. Il est indispensable de les chasser de ces positions intéressantes, soit en les y attaquant de vive force, soit par une fausse marche

sur Sassello, menacer leur communication avec Alexandrie. La promptitude à suivre la victoire que l'on aurait remportée en les chassant de Saint-Jacques et de Vado sera le sûr garant du succès que l'on obtiendra à l'attaque de Montenotte.

Lorsque l'on aura obligé les Autrichiens à se retirer du côté d'Alexandrie, le plus vite qu'il sera possible, l'on se portera par Millesimo sur Biestro et Montezemolo, dans le temps que la division, restée à Saint-Bernard pour tenir en échec les Piémontais, se portera par Saint-Gioanni et Montezemolo.

La division restée sur le Tanaro opérera sa jonction le plus près possible de Ceva avec le reste de l'armée, et tous, de concert, enlèveront le camp retranché de Ceva, investiront la citadelle pour en commencer le siège.

La cavalerie campera aux pieds des montagnes, dans la vallée du Tanaro, et de là fera des courses, mettra à contribution une partie de la plaine.

L'artillerie nécessaire au siège de la forteresse de Ceva mouillera dans la rade d'Oneille, au commencement de l'action. Lorsque l'on sera maître de Montezemolo, elle débarquera à Vado.

Dès l'instant que l'on sera maître d'Altare, un bataillon de pionniers raccommodera le chemin d'Altare à la Madone de Savone.

Le général commandant l'artillerie fera rétablir les batteries qui défendaient la rade de Vado; il prendra de l'artillerie à Finale, à Savone et en tout autre point de la rivière de Gênes où elle serait inutile à notre défensive.

Lorsque l'artillerie de siège sera arrivée à Vado et que nous serons maîtres de Montenotte, l'on obligera le commandant du fort de Savone à recevoir dans le fort deux bataillons et deux compagnies d'artillerie, afin de protéger notre retraite en cas d'événements malheureux. Nos troupes y resteront en qualité d'auxiliaires.

Cependant les Piémontais, dès l'instant qu'ils verront que nous nous fixons au siège de Ceva, pourraient prendre des positions très rapprochées de celles des Autrichiens pour pouvoir, de concert, inquiéter les opérations du siège. C'est afin de les éloigner de cette réunion, que la droite de l'armée des Alpes se réunira dans la vallée de la Stura avec la gauche de l'armée d'Italie; maîtres des Barricades, les Français s'empareront de la position de Sambuco et, enfin, investiront Demont en s'emparant de la hauteur de Valloria.

L'on commencera dès lors les travaux comme si on voulait véritablement faire le siège de Demont. L'on y fera même venir quelques pièces de grosse artillerie, sans cependant trop s'embarrasser afin de pouvoir, si la saison devenait très mauvaise, repasser le col d'Argentière, ou faire toute autre opération que des succès plus rapides que nous ne l'imaginons et dont l'histoire de notre guerre offre plusieurs exemples, rendraient nécessaires.

Maître de Ceva, l'on en réparera les fortifications, l'on y réunira toute l'armée à mesure que les neiges obstrueront les cols des Alpes.

On lèvera des contributions dans toute la plaine du Piémont; on fera tous les préparatifs pour entrer en campagne immédiatement après la saison des pluies.

L'on accueillera toutes les propositions de paix qui seraient faites par le roi de Sardaigne.

Les représentants et les généraux mettront la plus grande affectation à traiter les prisonniers piémontais avec plus d'égards, plus de civilités et des soins plus marqués, n'oubliant aucune circonstance qui pourrait le faire remarquer par les Autrichiens et accroître la mésintelligence qui existera nécessairement entre ces deux puissances.

Le général d'artillerie complétera l'équipage de siège de l'armée, pour que, réuni à celui de l'armée des Alpes, l'on puisse attaquer Turin ou Alexandrie, ou toute autre place de la Lombardie, en faisant deux attaques. Il fera en sorte de compléter, avant le mois de janvier, un équipage de pont pour la grande campagne d'Italie, consistant :

1° Dans les cordages, outils tranchants et ancres propres à pouvoir construire deux ponts de bateaux de 200 toises chacun, en deux décades, l'on trouve assez ordinairement, sur le Pô, une partie des bateaux nécessaires ;

2° Un équipage de 50 nacelles en bois, des dimensions de 22 pieds sur 6 1/2, sur haquets, afin de pouvoir promptement passer l'Oglio et le Mincio.

Le commandant du génie tiendra prêt, à la suite de l'équipage de siège, un équipage pour une compagnie de mineurs.

Le commissaire ordonnateur prendra les mesures pour avoir, à la même époque, les ambulances et les caissons de vivres nécessaires pour l'armée.

Au mois de février, si la paix est conclue avec le roi de Sardaigne, l'on aura soin qu'Alexandrie ne soit pas occupée avec

les Autrichiens, et l'on entrera en Lombardie dont on s'emparera.

Aux premiers beaux temps de la campagne prochaine, l'on franchira les gorges de Trente et les montagnes du Tyrol.

Si la paix n'était point faite avec le roi de Sardaigne, l'on porterait jusque dans sa capitale les horreurs de la guerre.

L'on indique aux représentants du peuple et aux généraux le but que le Gouvernement se propose, afin de les mettre à même de se décider et de prendre le parti le plus conforme dans les cas qui ne seraient pas prévus.

N° 34.

Observations de Kellermann en réponse au Mémoire sur les moyens d'exécution du système de guerre adopté pour l'armée d'Italie par le Comité de Salut public.

A mon arrivée à l'armée, j'ai envoyé au Comité de Salut public un plan de campagne qui avait pour but l'invasion du Piémont, ce qui me conduisait au plan adopté aujourd'hui, de pénétrer dans les États de l'empereur en Italie.

Aussitôt que j'ai été instruit de l'arrivée des forces autrichiennes dans l'Alexandrin, et que j'ai vu que la saison serait trop avancée lorsque je pourrais obtenir des renforts, j'ai conçu le plan adopté par le Comité et j'ai continuellement sollicité les moyens nécessaires à son exécution.

J'ai examiné avec attention le mémoire ci-contre et j'y réponds.

Le Comité verra, dans les dispositions que j'avais ordonnées, en faisant embarquer un équipage complet de siège à Antibes, où il est prêt à mettre à la voile depuis un mois, et dans celles que j'ai faites pour l'emploi des renforts qui me sont annoncés,

que j'avais prévu ses intentions et que les premiers mouvements indiqués dans le mémoire sont dans leur ensemble ceux que je m'étais proposé d'exécuter.

J'observe que si j'occupais Pallare et Carcare, sans être maître des hauteurs de San-Giacomo, j'exposerais mon armée à avoir elle-même ses communications coupées et à être attaquée avec un grand avantage; il faut observer que, malgré les renforts qui arrivent, l'armée républicaine sera toujours inférieure en nombre à celle des Autrichiens, qui reçoivent chaque jour de nouvelles troupes. Je persiste dans le projet de m'emparer de Melogno et de San-Giacomo, ce qui ne m'empêchera pas, dans le cas où mes attaques réussiraient, de pousser un corps pour intercepter, par les hauteurs de Biestro, le grand chemin de Savone à Alexandrie.

Si j'avais deux mois de campagne devant moi et 60,000 hommes disponibles à la droite au lieu de 30,000, je pourrais, en même temps que je tiendrais les Autrichiens en échec, tenter une opération dans le bassin du Piémont; mais je ne peux calculer sur cette opération qui tiendra à des succès qui amèneraient la déroute totale de l'ennemi, puisque les cols des montagnes commencent déjà à devenir difficiles et qu'ils seront bientôt impraticables.

Le projet d'embarquer l'artillerie de siège tenait aux miens, et un équipage complet est prêt à partir depuis plus d'un mois; mais, dans la position actuelle de la mer, dont les Anglais sont entièrement maîtres, je regarde comme impraticable de faire marcher l'artillerie à Oneglia, d'autant qu'aux premiers succès que je dois espérer, elle peut partir d'Antibes comme d'Oneglia et alors elle ne courrait pas le risque d'être enlevée.

Les succès de l'attaque de droite et la position de l'armée peuvent seuls déterminer les mouvements des troupes à cheval, qui sont très difficiles à cause de la pénurie des fourrages et la difficulté des chemins, jusqu'au débouché de Garessio sur le Tanaro.

J'ai toujours senti l'utilité de Savone, puisque, malgré l'infériorité de mes forces, j'ai fait tout ce qui a été en mon pouvoir pour l'occuper au commencement de la campagne.

La saison et le peu de forces qui restera, tant au corps d'armée des Alpes qu'à la gauche du corps d'armée d'Italie, ne peuvent pas faire espérer de réussir dans la prise de Demonte, et de déboucher des montagnes. Pour s'y maintenir on doit se borner, à cet égard, à donner de grandes inquiétudes à l'ennemi.

L'avantage de s'emparer de Demonte serait certainement inappréciable, si le temps et les moyens le permettaient, et cette opé-

ration a toujours fait partie de mes projets, en faisant déboucher les troupes qui sont à Tende.

La suite du mémoire contient des dispositions pour suivre la campagne, qui seraient bien dans mes vues si le temps et la force m'en donnaient la possibilité.

Alexandrie est une citadelle des plus fortes de l'Europe, et exigerait un siège et une armée d'observation.

Au reste, mes projets seraient subordonnés à la conduite du roi de Sardaigne.

Le projet pour la prochaine campagne tiendrait au renfort que le Comité enverra; et avec 100,000 hommes disponibles on peut chasser les Autrichiens de l'Italie et s'emparer du Piémont, si nos ennemis persistent dans la coalition.

KELLERMANN.

Nº 35.

Note sur la direction que l'on doit donner à l'armée d'Italie[1].

L'on a commis une faute essentielle en ne forçant pas le camp retranché de Ceva tandis que les Autrichiens battus étaient acculés au delà d'Acqui. Toute notre armée se trouvait disponible pour cette attaque. Le succès ne pouvait pas être douteux, puisque nous aurions, avec 30,000 hommes, attaqué 16,000 à 20,000 Piémontais.

Pourquoi la division du général Sérurier, qui s'est trouvée, le 3, à Garessio et à San-Gioanni, c'est-à-dire à moins de quatre heures de Ceva, et la division du général Masséna, qui a été jusqu'à Cairo, à peu près à la même distance, n'ont-elles pas

[1] *Correspondance de Napoléon*, nº 75.

profité de leur victoire? L'on ne pouvait pas cependant ignorer que la prise de Ceva mettait à notre disposition une partie du Piémont, procurait à l'armée des souliers, des vêtements, des subsistances et des moyens de charrois. La prise de Ceva seule peut procurer à l'armée des cantonnements sains, et terminer ce jeu de barres perpétuel que nous faisons depuis plusieurs années sur les pitons des Alpes et de l'Apennin.

La prise de Ceva, la réunion de notre armée autour de cette place forte, sont d'une telle considération qu'elles peuvent déterminer la cour de Turin à la paix et diminuer considérablement les dépenses énormes que coûte au Trésor public l'armée d'Italie.

Les Autrichiens, en se repliant sur Alexandrie, ont abandonné les Piémontais à eux-mêmes. Ils doivent s'être ravisés; s'ils ne l'avaient pas fait, l'on devrait sans délai marcher à Ceva par Millesimo, Montezemolo et par San-Gioanni, dans le temps qu'une division se jetterait au delà de Batiffollo. Maître du camp retranché, l'on doit faire marcher l'artillerie de siège et se servir des voitures qui sont en abondance dans les environs de Ceva pour transporter les fers coulés.

Ceva à nous, nos armées s'y réunissent; nous nous trouvons maîtres d'une partie du Piémont, menaçant Coni, Turin et Alexandrie.

La division qui garde le col de Tende, Briga et le centre, investira Coni, ou du moins se portera à Borgo [1] pour surveiller les mouvements de la garnison de Coni.

L'armée tout entière, renforcée de ce qu'elle attend des Pyrénées, se porterait sur Turin dans février; une division de l'armée des Alpes, de 4,000 à 5,000 hommes, passerait par le mont Genèvre et viendrait renforcer l'armée sous Turin. Les neiges qui obstruent les cols des Alpes ne s'opposent pas au passage d'une colonne lorsqu'elle est sûre de trouver des amis et des secours de l'autre côté des monts.

Buonaparte.

[1] Borgo-San-Dalmazzo.

N° 36.

Note sur l'armée d'Italie [1].

Si l'armée d'Italie laisse passer le mois de février sans rien faire, comme elle a laissé passer le mois de janvier, la campagne d'Italie est entièrement manquée. Il faut bien se convaincre que l'on n'obtiendra de grands succès en Italie que pendant l'hiver.

Si l'on suppose que l'armée d'Italie se mette en mouvement le plus tôt possible, elle peut marcher sur Ceva, y forcer le camp retranché avant que les Autrichiens, qui sont à Acqui, ne soient joints aux Piémontais.

Si, à la vue des préparatifs que feraient les Français, les Autrichiens, longeant derrière le Tanaro, venaient se réunir avec les Piémontais, il faut que notre armée fasse deux marches sur Acqui, c'est-à-dire aille à Cairo et à Spigno; l'on peut être assuré qu'alors les Autrichiens s'empresseront de s'en retourner défendre leurs communications avec le Milanais.

L'opération que l'on doit faire est simple : les Piémontais sont-ils seuls? Marcher sur eux par Garessio, Bagnasco, la Solta, Castelnuovo, Montezemolo. Eux battus, le camp retranché forcé, faire le siège de Ceva (opération préalable à toute autre, quelle que soit la marche que l'on veuille tenir).

Les Autrichiens ont-ils le bon esprit de se réunir à Montezemolo avec les Piémontais? Il faut les en séparer et, pour cela, marcher sur Alexandrie, et, dès l'instant qu'ils seront séparés, avoir vingt-quatre heures à soi pour forcer le camp retranché de Ceva.

Une fois le camp retranché de Ceva occupé par nous, il faudrait alors des forces doubles pour nous obliger à lever le siège de la forteresse,

L'artillerie de siège débarquera à Vado; l'on ne doit pas craindre

[1] *Correspondance de Napoléon*, n° 83.

de manquer de charrois, le pays des Langes étant très abondant en moyens de transport, et le siège de Ceva n'exigeant pas plus de vingt-quatre à trente pièces de canon.

Maître de Ceva, l'on ne doit pas perdre un instant à faire avancer la division qui garde Tende, Briga et les hauteurs du comté de Nice jusqu'à Borgo; l'on doit opérer sa jonction par Mondovi, investir Coni avec la division du centre et marcher droit sur Turin. Le roi de Sardaigne fait alors des propositions de paix. Il faut que le général dise qu'il n'a pas le droit de faire la paix, qu'il faut que l'on envoie un courrier à Paris, et, pendant ce temps-là, il arrivera que le roi de Sardaigne sera obligé de faire des propositions telles, qu'elles ne pourront pas être refusées et rempliront parfaitement le but du Gouvernement; sans quoi l'on brûlera Turin sans se soucier de la citadelle.

Au reste, comme la guerre en Italie dépend absolument de la saison, chaque mois exige un plan de campagne différent. Il faut que le Gouvernement ait une confiance entière dans son général, lui laisse une grande latitude et lui présente seulement le but qu'il veut remplir. Il faut un mois pour avoir réponse à une dépêche venant de Savone, et, pendant ce temps, tout peut changer.

Lorsque Turin sera à nous, les sièges des forteresses d'Alexandrie et de Tortone seront inutiles; nous entrons dans le Milanais comme en Champagne, sans obstacles.

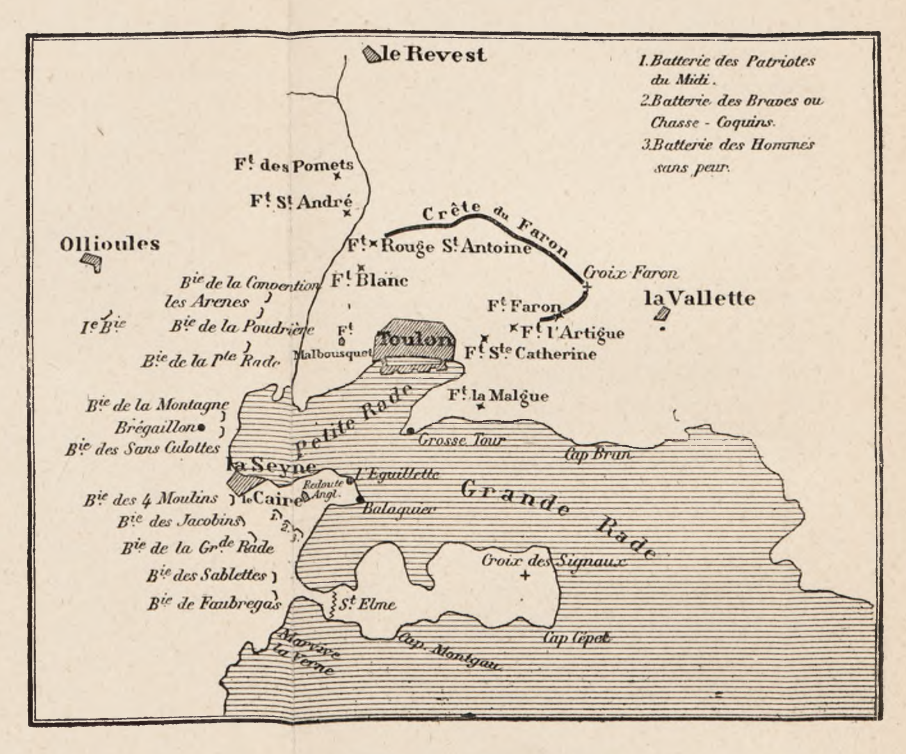
Le Gouvernement doit ordonner que l'équipage de pontons sur haquets, pour le Mincio et l'Oglio, que j'avais fait préparer, soit achevé. L'on trouvera en Italie tout ce qu'il faut pour les ponts du Pô, de l'Adige, du Tessin et du Tanaro.

L'on trouvera charrois, habillements et subsistances pour la brave armée qui s'emparerait des plaines du Piémont et du Milanais.

Buonaparte.

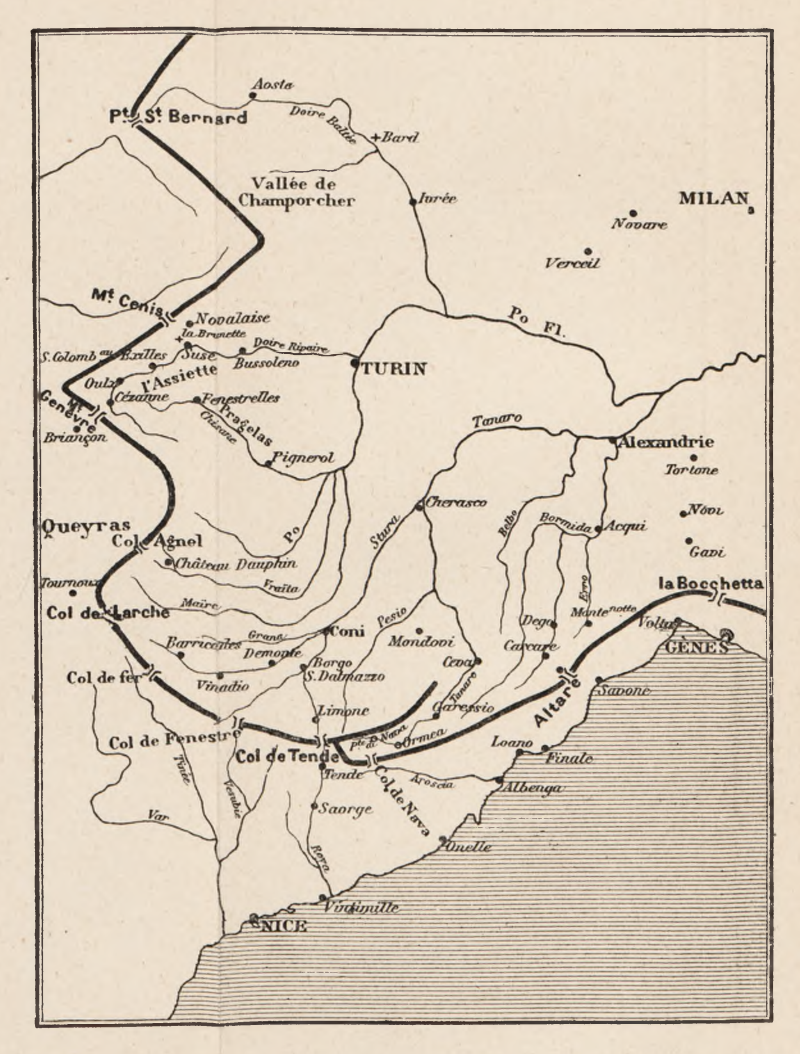
SIÈGE DE TOULON

(1793)



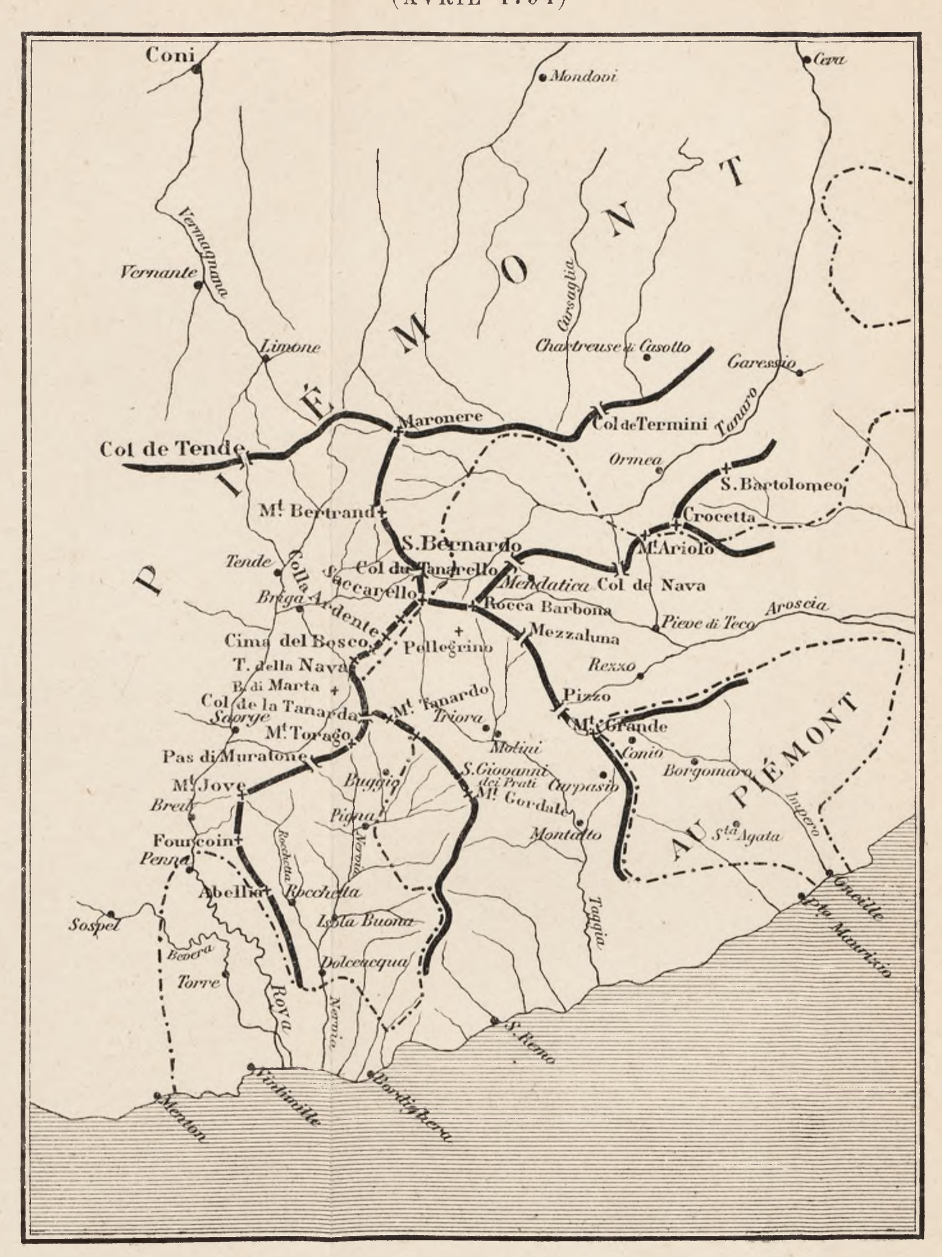
Échelle de 1/200,000e

PLANS D'OFFENSIVE POUR L'ARMÉE D'ITALIE



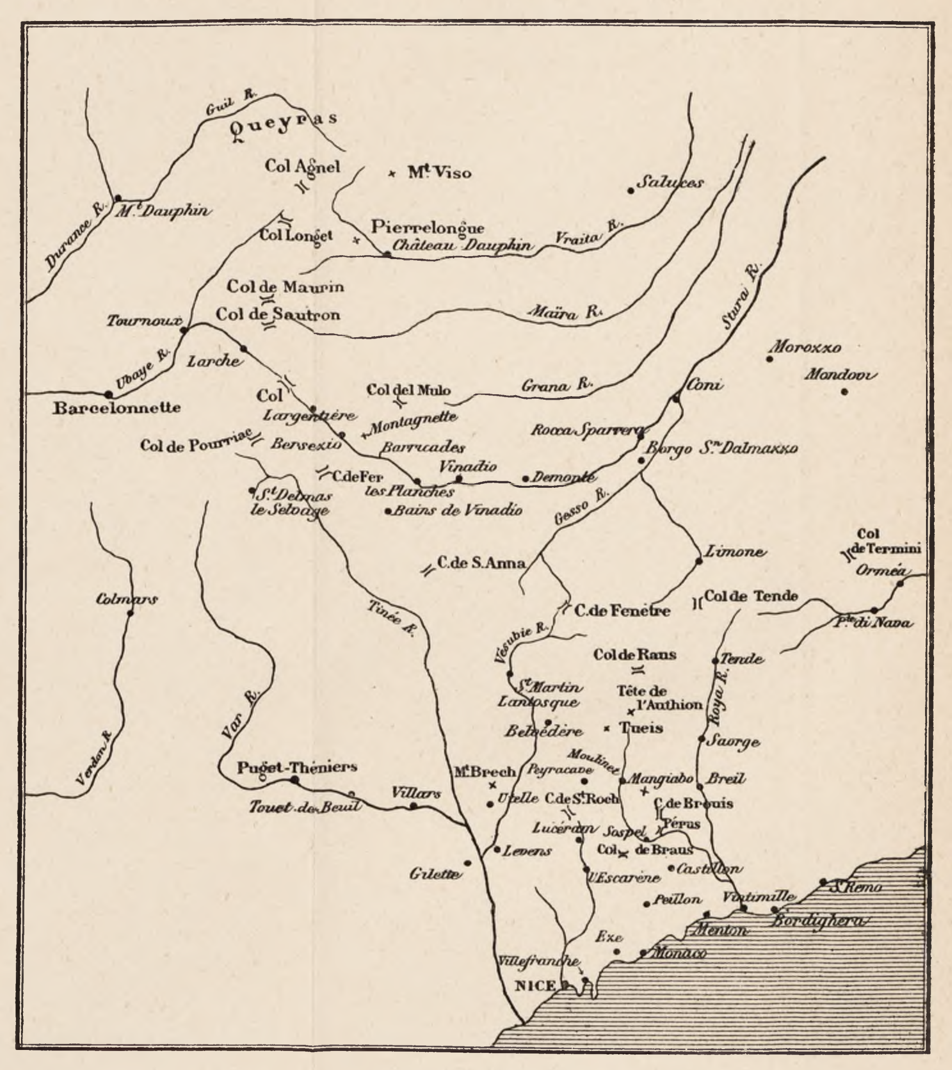
Échelle de 1/2.000.000e

ONEILLE ET SAORGE
(AVRIL 1794)



Échelle de 1/500.000e

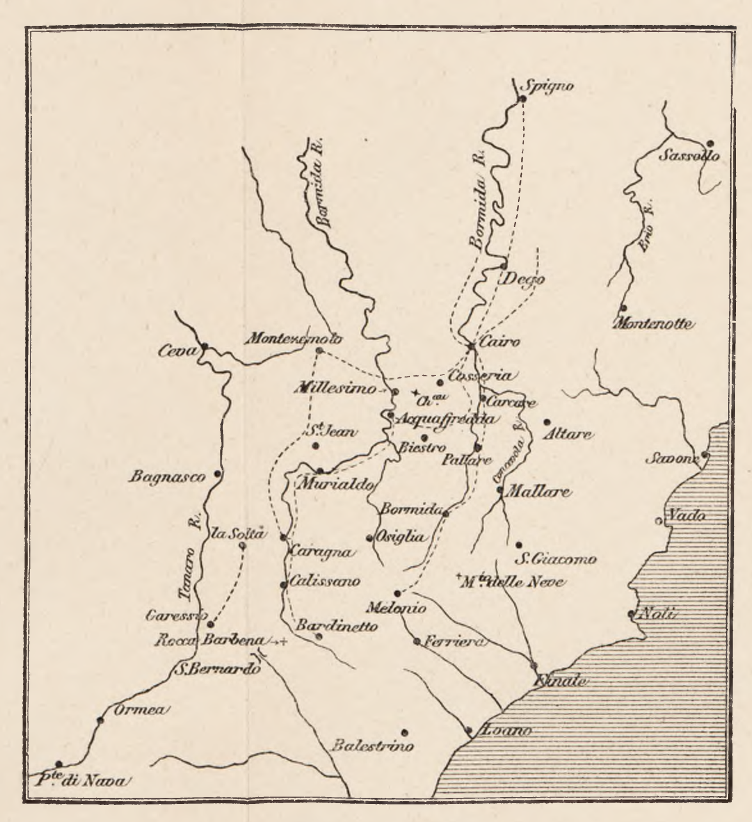
CAMPAGNE DE 1793
ET PROJET D'OPÉRATIONS DE MAI 1794



Échelle de 1/1.000.000e

EXPÉDITION DE DEGO

(SEPTEMBRE 1794)



Échelle de 1/500,000e

TABLE DES MATIÈRES

V. L'esprit offensif de la guerre nouvelle.

VI. Théories particulières.

CHAPITRE PREMIER.

Les années d'études.

CHAPITRE II.

La Révolution en Corse.

CHAPITRE III.

Le siège de Toulon.

CHAPITRE IV.

L'armée d'Italie.

CHAPITRE V.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cᵉ, 2, rue Christine.

80,-